

UNIVERSITE DE MONTPELLIER I

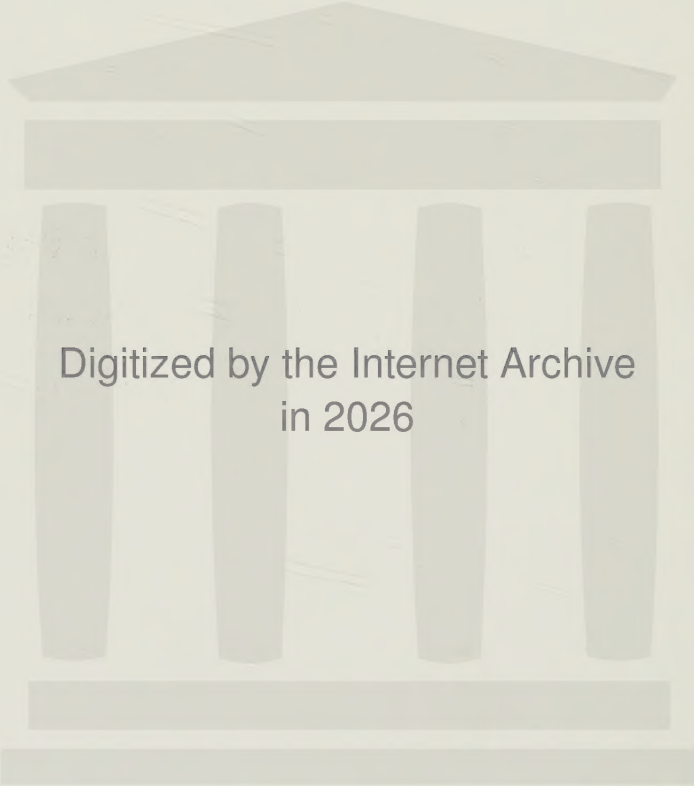
LE DROIT ECONOMIQUE ALGERIEN

L'EXAMEN DES INSTITUTIONS JURIDIQUES
AU SERVICE DE L'ANALYSE DE LA
FORMATION SOCIALE

Jean-Louis AUTIN

1976

grenoble
ort



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548323_0001

LE DROIT ECONOMIQUE ALGERIEN
L'EXAMEN DES INSTITUTIONS JURIDIQUES
AU SERVICE DE L'ANALYSE DE LA
FORMATION SOCIALE

Thèse pour le doctorat d'état en droit
présentée et soutenue publiquement en juin 1976
sous la présidence de M. le Professeur **M. MIAILLE**

Jean - Louis **AUTIN**



La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans cette thèse. Ces opinions
doivent être considérées comme propres à leur auteur.

— AVERTISSEMENT —

Le présent document est une reproduction faite en réduction (33 %) d'un document original fourni par l'auteur

Le Service de Reproduction des Thèses de l'Université des Sciences Sociales (Grenoble II) ne peut être tenu pour responsable de la mauvaise qualité de certaines parties. Seul l'auteur qui n'a pas eu le loisir ou la possibilité de fournir des originaux correspondant aux normes fixées par l'Atelier peut être incriminé

LISTE DU PERSONNEL ENSEIGNANT -

1976

<u>HONORARIAT</u>	MM.	PEQUIGNOT GEORGES, DOYEN HONORAIRE GOURON ANDRÉ, DOYEN HONORAIRE QUENEDEC JEAN PIERRE, ANCIEN DOYEN DE CAMBIAIRE ANDRÉ, ANCIEN DOYEN
<u>ADMINISTRATION</u>	MM.	COSTE FLORET Paul DOYEN DE LA FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ECONOMIQUES BEGON ROGER, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UNIVERSITÉ
<u>PROFESSEURS</u>	MM.	COSTE FLORET PAUL, PROFESSEUR DE DROIT CIVIL PEQUIGNOT GEORGES, PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC DESMOULIEZ GEORGES, PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC MAURY RENÉ, PROFESSEUR DE SCIENCES ECONOMIQUES AUSSEL JEAN MARIE, PROFESSEUR DE DROIT PRIVÉ CABRILLAC MICHEL, PROFESSEUR DE DROIT PRIVÉ CASTAGNE ANDRÉ, PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC COLOMER ANDRÉ, PROFESSEUR DE DROIT PRIVÉ BADQUIN ROBERT, PROFESSEUR DE SCIENCES ECONOMIQUES GOURON ANDRÉ, PROFESSEUR DE DROIT ROMAIN ET HISTOIRE DU DROIT DONNIER MARC, PROFESSEUR DE DROIT PRIVÉ DUVAUX JACQUES, PROFESSEUR DE SCIENCES ECONOMIQUES CALAIS JEAN, PROFESSEUR DE DROIT PRIVÉ MOUSSERON JEAN MARC, PROFESSEUR DE DROIT PRIVÉ RIVES-LANGE JEAN LOUIS, PROFESSEUR DE DROIT PRIVÉ OUSSET JEAN, PROFESSEUR DE SCIENCES ECONOMIQUES GOYARD CLAUDE, PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC QUENEDEC JEAN PIERRE, PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC CONSTANS LOUIS, PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC VIDAL HENRI, PROFESSEUR D'HISTOIRE DU DROIT DE CAMBIAIRE ANDRÉ, PROFESSEUR DE SCIENCES ECONOMIQUES TIANO ANDRÉ, PROFESSEUR DE SCIENCES ECONOMIQUES
	MME.	FURET MARIE, PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC
	MM.	BELS PIERRE, PROFESSEUR D'HISTOIRE DU DROIT MIAILLE MICHEL, PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC DURAND BERNARD, PROFESSEUR D'HISTOIRE DU DROIT (DÉTACHÉ) POTTIER PIERRE, PROFESSEUR DE SCIENCES ECONOMIQUES FERRIERE GEORGES, PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC MAURY JEAN, PROFESSEUR DE DROIT PRIVÉ SEUBE ALAIN, PROFESSEUR DE DROIT PRIVÉ DESNEUF PAUL, PROFESSEUR DE SCIENCES ECONOMIQUES (RATTACHÉ) FRECHE GEORGES, PROFESSEUR SANS CHAIRE D'HISTOIRE DU DROIT MARCHESNAY MICHEL, PROFESSEUR SANS CHAIRE DE GESTION LACAVE MICHEL, PROFESSEUR SANS CHAIRE D'HISTOIRE DU DROIT COLSON JEAN PHILIPPE, PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC
<u>MAITRES DE CONFERENCES AGREGES</u>	MM.	MATOUK JEAN, M. C. A. DE SCIENCES ECONOMIQUES

MM. GUIBAL MICHEL, M. C. A. DE DROIT PUBLIC (DÉTACHÉ)
 TOSI JEAN PIERRE, M. C. A. DE DROIT PRIVÉ
 DUMAS ANDRÉ, M. ASSISTANT DÉLÉGUÉ DANS LES FONCTIONS DE M. C.

MAITRES ASSISTANTS

MM. SAUMADE GÉRARD, M. ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES (IUT)
 MMEs. MAURY GENEVIÈVE, M. ASSISTANTE DE SCIENCES ECONOMIQUES
 DELMAS MARIE, M. ASSISTANTE DE DROIT PUBLIC
 MM. DI MALTA PIERRE, M. ASSISTANT DE DROIT PUBLIC
 MME. FERHAT MARYSE, M. ASSISTANTE DE SCIENCES ECONOMIQUES
 MM. DORANDEU HENRY, M. ASSISTANT DE DROIT PUBLIC
 MAILLOT DOMINIQUE, M. ASSISTANT DE DROIT PUBLIC
 NGUYEN PHUNG MAXIMILIEN, M. ASSISTANT DE DROIT PRIVÉ
 MME. CALAIS MARIE THÉRÈSE, M. ASSISTANTE DE DROIT PRIVÉ
 MME. CHOLLET NICOLE, M. ASSISTANTE DE DROIT PRIVÉ
 MM. GUIN JACQUES, M. ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES
 SORDINO JOSEPH, M. ASSISTANT DE GESTION
 ROUYEYRAN JEAN CLAUDE, M. ASSISTANT DE SOCIOLOGIE
 MME. SCHMIDT JOANNA, M. ASSISTANTE DE DROIT PRIVÉ
 MM. LA PORTE JEAN, M. ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES
 GARRABE MICHEL, M. ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES
 DESHONS MICHEL, M. ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES
 STEINMETZ FRANCK, M. ASSISTANT DE DROIT PRIVÉ
 MME. LAMBOLEY ANNIE, M. ASSISTANTE DE DROIT PRIVÉ
 MM. BIBENT MICHEL, M. ASSISTANT DE DROIT PRIVÉ
 TEULIE JACQUES, M. ASSISTANT DE GESTION
 VIDAL MICHEL, M. ASSISTANT D'HISTOIRE DU DROIT
 DESCHAMPS JEAN, M. ASSISTANT D'INFORMATIQUE
 PLANCHON ANDRÉ, M. ASSISTANT DE GESTION (RATTACHÉ)
 SUDRE Frédéric, M. ASSISTANTE DE DROIT PUBLIC
 CASSAN Hervé, M. ASSISTANT DE DROIT PUBLIC

CHARGES DE COURS

MM. BRUNET FRANÇOIS, CHARGÉ DE COURS DE DROIT PRIVÉ
 BOUGES PHILIPPE, CHARGÉ DE COURS D'HISTOIRE DU DROIT
 VALLAT HENRY, CHARGÉ DE COURS DE SCIENCES ECONOMIQUES
 PANAZZA JEAN-PIERRE, CHARGÉ DE COURS DE DROIT PUBLIC
 PY PIERRE, CHARGÉ DE COURS DE DROIT PUBLIC
 VEZIAN JACK, CHARGÉ DE COURS DE DROIT PRIVÉ
 CHASSERY HERVÉ, CHARGÉ DE COURS DE DROIT PRIVÉ
 LE STANC CHRISTIAN, CHARGÉ DE COURS DE DROIT PRIVÉ
 TEMPLE HENRI, CHARGÉ DE COURS DE DROIT PRIVÉ

PROFESSEURS AGREGES

MM. DUFOUR YVON, PROFESSEUR DES T. E. G.

PROFESSEURS CERTIFIES

MME. MATHIEU JACQUELINE, PROFESSEUR D'ANGLAIS
 MME. LE STUM YVETTE, PROFESSEUR D'ANGLAIS
 MME. LAPEYRE MARIE LAURENCE, PROFESSEUR D'ANGLAIS

ASSISTANTS

MM. ALCADÉ FRANCIS, ASSISTANT DE DROIT PRIVÉ
 ALLIES PAUL, ASSISTANT DE DROIT PUBLIC

MME. ARIGON ROSELYNE, ASSISTANTE DE GESTION
 MM. APOLLIS GILBERT, ASSISTANT DE DROIT PUBLIC
 MLLE. BENEZECH GENEVIÈVE, ASSISTANT DE DROIT PRIVÉ
 MM. BORIES FRANÇOIS, ASSISTANT DE DROIT PRIVÉ
 BOURDANOVE CHRISTIAN, ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES
 CACHIA ALAIN ASSISTANT DE MATHÉMATIQUES
 CALABRE SERGE, ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES

 CATARINA HENRI, ASSISTANT DE GESTION
 MLLE. CHABAUD ODILE, ASSISTANTE DE DROIT PRIVÉ
 MM. CHENE CHRISTIAN, ASSISTANT D'HISTOIRE DU DROIT
 CHEVILLARD ALAIN, ASSISTANT DE DROIT PRIVÉ
 COCOYNACQ JEAN MICHEL, ASSISTANT DE DROIT PRIVÉ
 MLLE. DARMON HUGUETTE, ASSISTANTE DE DROIT PRIVÉ
 MM. DAURES NICOLAS, ASSISTANT DOCTEUR DE SCIENCES ECONOMIQUES
 DEGANS FRANÇOIS, ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES
 DESCHODT JEAN, ASSISTANT DE DROIT PRIVÉ
 FABERON JEAN YVES, ASSISTANT DOCTEUR DE DROIT PUBLIC
 MME. FOURCADE COLETTE, ASSISTANTE DOCTEUR DE SCIENCES ECONOMIQUES
 MM. GATUMEL DENIS, ASSISTANT DE DROIT PRIVÉ
 HUGONNET CLAUDE, ASSISTANT DE GESTION
 JOUFFROY PAUL, ASSISTANT DOCTEUR DE SCIENCES ECONOMIQUES
 MME. JUAN RÉGINE, ASSISTANTE DE DROIT PRIVÉ
 MLLE. LACOSTE ALNE, ASSISTANTE DE DROIT PUBLIC
 MM. LE BOEUF CLAUDE, ASSISTANT DE GESTION
 LEVINET MICHEL, ASSISTANT DE DROIT PUBLIC
 LOUBATIERES YVES, ASSISTANT DÉLÉGUÉ D'INFORMATIQUE
 MME. MALLET ANNE-MARIE, ASSISTANTE D'HISTOIRE DU DROIT
 MM. MARTINEZ JEAN CLAUDE, ASSISTANT DE DROIT PUBLIC
 MARTOS FERNANDO, ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES
 MATHIEU ALAIN, ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES
 MONTET CHRISTIAN, ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES
 MOULY CHRISTIAN, ASSISTANT DE DROIT PRIVÉ
 NESE PHILIPPE, ASSISTANT DE DROIT PRIVÉ
 MME. PAVIA MARIE LUCE, ASSISTANTE DE DROIT PUBLIC
 MM. PENIN MARC, ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES
 RAFFRAY JEAN GUIREC, ASSISTANT DE DROIT PRIVÉ
 RODRIGUEZ MARC, ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES
 RUDELLE PIERRE YVES, ASSISTANT DE DROIT PUBLIC
 SAINT GERMES RENÉ, ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES
 MME. SELINSKY VÉRONIQUE, ASSISTANTE DE DROIT PRIVÉ
 MM. SERRA DANIEL, ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES
 SOL JEAN LOUIS, ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES
 MME. SONNIER ANNIE, ASSISTANTE DE DROIT PRIVÉ
 MLLE. DE TARDE HÉLÈNE, ASSISTANTE DOCTEUR D'HISTOIRE DU DROIT
 MM. TASSIN FRANÇOIS, ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES
 TERRAZA MICHEL, ASSISTANT DE SCIENCES ECONOMIQUES
 THOMAS DIDIER, ASSISTANT DE DROIT PRIVÉ
 VIVANT MICHEL, ASSISTANT DE DROIT PRIVÉ

CHERCHEURS

MME. JOUFFROY-SCHAEFFER MAGALI
 MM. CRLIAC JEAN
 MLLE. GROS JACQUELINE
 MM. CARBASSE JEAN MARIE

MME. MAZEL ANNIE
MM. FORNAIRON JOSÉ
RAVOUX GEORGES
MLLE MEDJADJ FRANCE

PROFESSEUR D'EDUCATION PHYSIQUE

MM. DECAIX MICHEL

A NAJI.

Que Monsieur le Professeur M. MAILLE

qui a suivi mes travaux de doctorat puis m'a engagé à entreprendre cette étude, trouve ici l'expression de ma reconnaissance ; la manière dont il a conduit mes réflexions, la clarté et la justesse de ses conseils m'ont été d'une aide précieuse et resteront pour moi, avec le souvenir de sa bienveillance, un exemple de réflexion juridique.

Que Monsieur le Doyen MAHIOU

sache combien je lui suis redevable de l'aide efficace qu'il m'a prodiguée au moment de la conception puis de la rédaction de ce travail ; sa présence à ce jury de thèse me confirme, outre l'intérêt qu'il accorde à mes recherches, la sollicitude qu'il a toujours manifestée à son ancien assistant de Droit Administratif.

Que Monsieur le Professeur J. RIVERO

accepte l'expression de mes sentiments très respectueux ; la richesse de ses analyses en matière de droit économique n'ont pas peu contribué à l'orientation de mes recherches et son acceptation de siéger à ce jury constitue pour moi un honneur et un encouragement.

Que Monsieur le Doyen PEQUIGNOT

veuille recevoir l'assurance de ma gratitude; son autorité consacrée dans le domaine du droit administratif est le gage d'un jugement assuré, auquel je me sou mets bien volontiers.

Que Monsieur le Professeur L. CONSTANS

soit assuré de ma reconnaissance; cette étude, pour partie inspirée de ses réflexions méthodologiques, lui doit beaucoup ; il ne saurait en être ici que plus vivement remercié.

INTRODUCTION GENERALE

Si la notion même de droit économique fait en pays européen l'objet de controverses inhérentes à la naissance de disciplines nouvelles, il est de prime abord paradoxal de constater en Algérie l'intérêt limité qu'elle a suscité depuis l'Indépendance. Alors même que d'importantes mutations économiques s'accomplissaient sous l'impulsion de l'Etat, et dans une perspective officiellement socialiste, ouvrant un champ d'investigation considérable à une approche nouvelle des phénomènes juridiques (1), la doctrine n'a montré que peu d'empressement à s'engager dans cette voie.

Sans doute, de nombreuses analyses, ponctuelles et sectorielles, ont été réalisées, qui peuvent s'inscrire dans le cadre d'une telle recherche. Mais la seule étude globale, consacrée au droit économique algérien est datée du 1er Juin 1966 (2). Encore faut-il remarquer que nombre de préalables qui hypothéquaient à l'époque cette étude ont été tranchés depuis (3). Si la matière n'est donc pas neuve, l'objet du travail demande à être précisé.

(1)-Voir par exemple, RIVERO J. "Action économique de l'Etat et évolution administrative" Revue économique, 1962, p.386

(2)-BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" RASJ 1966, n°3, p.499 et n°4, p.729

(3)-ibidem, p.508

"On peut se demander s'il est légitime, utile et possible de tenter cette étude. La question de légitimité se pose dans la mesure où on conteste l'existence d'un projet d'ensemble, d'une politique économique cohérente se traduisant dans des institutions juridiques spécifiques... Est-il utile d'exposer une législation et une réglementation qui seront sans aucun doute modifiées et qui ne représentent qu'un droit provisoire discuté et souvent non appliqué".

Il convient au préalable de s'interroger sur les conditions originales de formation du droit algérien, dans la mesure où ces conditions retentissent sur la constitution du droit économique lui-même. Pour préciser ensuite l'objet d'étude, il s'agira d'une part, de spécifier la démarche adoptée au regard des approches généralement suivies en matière de droit économique, et d'autre part, de définir les catégories et instruments d'analyse qui seront utilisés.

§ I - LA FORMATION DU DROIT ALGERIEN

A l'instar probablement de la plupart des législations des sociétés colonisées et aujourd'hui "en voie de développement", le droit algérien présente l'apparence d'une mosaïque d'éléments empruntés à différents systèmes juridiques. L'impression dominante est celle du morcellement et de la diversité, à l'image d'une société encore à la recherche de son unité.

De cette constatation première, on peut hâtivement conclure à l'impossibilité de traiter le droit en tant qu'ensemble constitué. C'est le point de départ méthodologique d'une étude effectuée, il y a quelques années, sur le droit marocain (1). "Empressons-nous de dire, avertissent MM. BOUDERBALA et PASCON, que nous ne croyons pas que la matière juridique au Maroc est constituée en système c'est à dire établie dans un édifice de principes coordonnés, de manière à former un tout cohérent, ayant sa logique interne " (2). Dès lors, face à l'impossibilité d'une synthèse dont M. BORELLA soulignait déjà

(1)-BOUDERBALA N. et PASCON P. "Le droit et le fait dans la société composite - Essai d'introduction au système juridique marocain" Bulletin économique et social du Maroc, n°XXXII - II7, Avril-Juin 1970.

(2)-ibidem, p.I

les difficultés et les dangers pour le droit économique algérien (I), les auteurs limitent leur étude à une analyse minutieuse et approfondie des doctrines et pratiques juridiques au Maroc, tout en cherchant à découvrir les modalités de leur articulation structurelle.

L'intérêt de telles études n'est pas contestable, mais leur caractère purement statique en limite considérablement la portée. Au contraire l'analyse de la dynamique, qui anime les ensembles juridiques composites, doit permettre d'appréhender la logique de leur évolution. De fait, derrière l'incohérence apparente de la totalité complexe, se profilent les axes d'une transformation, que l'évolution rapide du droit - du moins en Algérie - met en évidence. Le principe général de cette transformation paraît reposer sur un processus d'autonomisation, qui affecte tant la forme que le contenu de la règle juridique.

A - Vers l'unification d'un système autonome de règles rationnelles - l'autonomisation formelle

La constitution formelle du droit algérien manifeste une double tendance à l'unification des sources d'une part, au primat du critère organique d'autre part.

I - La tendance à l'unification des sources

L'hétérogénéité actuelle du droit algérien réside au niveau le plus apparent dans la diversité de ses sources, au sens

(I)-BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit.p.50
 "Une étude analytique des textes est évidemment possible. Mais cette étude ne constitue que le travail préparatoire ; notre ambition est plus grande, elle consiste à tenter une étude synthétique dans toute la mesure du possible, c'est à dire jusqu'au moment où la classification et la synthèse trahiraient la réalité, où elles ne seraient plus que la projection de schémas théoriques et non la révélation de lignes directrices émanant des textes eux-mêmes".

formel du terme (1). Si la loi étend son autorité sur des secteurs de plus en plus larges de la vie sociale, nombre de matières restent encore régies par un droit non ou "semi" écrit ; car il faut distinguer entre le caractère purement "oral" de certains usages ou coutumes, et les diverses interprétations écrites, mais mouvantes, de la loi musulmane. Les études particulières font défaut pour apprécier l'efficacité propre de chacune de ces sources en Algérie, ainsi que les relations de domination ou de compétition qu'elles entretiennent (2).

Du moins peut-on avancer avec certitude que le processus d'homogénéisation du droit, envisagé d'un point de vue formel, est sur le point d'arriver à son terme. C'est dire, si l'on prend le cas marocain comme point de comparaison, que la question des sources juridiques ne se pose plus en termes de juxtaposition compétitive, mais en termes de suprématie de la loi et d'élimination des sources concurrentes.

Le problème des sources formelles du droit n'est pas pour autant épuisé ; mais il est éclipsé par le débat qui s'est développé sur le contenu même de la règle juridique. Ainsi, l'algérianisation du droit, longtemps présentée comme un objectif stratégique de la Révolution algérienne, est-elle justifiée par des considérations

(1)-LEVY-BRUHL E. Sociologie du droit. Que sais-je ? PUF 1971, p.39 "Dans un premier sens du mot que j'appellerai "historique" ou "documentaire", on entend par source les données de toute nature qui nous permettent de connaître le droit. Ce sont le plus souvent à partir d'un certain niveau de civilisation des documents écrits".

(2)-BOUDERBALA N. et PASCON P. "Le droit et le fait dans la société composite - Essai d'introduction au système juridique marocain". op.cit. p.14

"L'analyse du système juridique marocain fait apparaître l'existence de plusieurs ordres de droit. En réalité, cette coexistence est une compétition, un concours, une rivalité sur les différents domaines, les différentes régions. Ces droits rivalisent, se superposent, laissent des vides".

exclusivement matérielles. La décision d'abroger la législation en vigueur au 31 Décembre 1962, s'appuie en effet, sur des motifs tenant strictement au caractère colonialiste de la législation héritée et partant sur l'incompatibilité de son maintien avec les nécessités de la construction du socialisme (1). Les modalités de réalisation de cette décision apparaissent indiscutables et en tout cas secondaires; l'algérianisation du droit n'est en effet qu'un élément particulier du processus de décolonisation, qui touche l'ensemble des activités nationales.

Cependant, sur le plan des sources formelles, il est intéressant de constater que, si l'Ordonnance de 1973 vise explicitement à abroger la législation d'origine française, elle ne se prononce pas sur le sort réservé aux règles d'origine coutumière et aux prescriptions du droit musulman. A défaut d'indications précises dans le corps de l'Ordonnance d'abrogation, le recours au texte, qui avait précédemment reconduit la législation antérieure à l'Indépendance (2), ne permet pas davantage de trancher nettement cette question.

Celle-ci se pose avec d'autant plus d'insistance que l'intention de l'Etat s'est clairement manifestée de légiférer dans les matières, traditionnellement régies par la "loi musulmane" ou des dispositions coutumières. Ainsi, alors que le droit des personnes a

(1)-Ordonnance n°73-29 du 5 Juillet 1973, portant abrogation de la loi n°62-157 du 31 Décembre 1962, tendant à la reconduction, jusqu'à nouvel ordre, de la législation en vigueur au 31 Décembre 1962, JORA 1973, p.678

"Considérant que continuer à appliquer une législation imposée à notre pays est incompatible avec l'option socialiste. Considérant que cette législation porte également la marque indélébile de l'inspiration et de l'esprit colonialistes ainsi que de la discrimination raciale et sociale. Considérant que le maintien de cette loi n'a cessé de constituer une entrave à une bonne et rapide marche vers l'édification d'une société socialiste".

(2)-Loi n°62-157 du 31 Décembre 1962, tendant à la reconduction, jusqu'à nouvel ordre, de la législation en vigueur au 31 Décembre 1962, JORA 1963, p.18.

été soustrait au Code civil déjà promulgué (1), plusieurs projets de Code de la famille ont été soumis à un long débat, dans l'attente de l'adoption du texte définitif.

Par ailleurs, le régime d'appropriation et d'exploitation des terres, commandé jusqu'à une époque récente par des pratiques juridiques d'origine diverse, a été profondément transformé par l'intervention de la révolution agraire, qui réalise progressivement la substitution de la règle de droit, générale et abstraite, aux usages traditionnels.

Déjà, partout où la propriété privée individuelle n'était pas constituée, la constatation des droits de propriété a été entamée au profit des exploitants des terres qui en avaient "la possession utile et qualifiée"(2). Cette opération prélude à l'immatriculation de l'ensemble des propriétés foncières.

En outre, le régime juridique d'exploitation des ressources en eau, qui constituait jusqu'alors une mosaïque de dispositions et de pratiques complexes et mouvantes, doit être unifié dans un Code de l'eau dont les principes ont été posés par l'Ordonnance portant révolution agraire (3).

Enfin, les formes indirectes d'exploitation des terres privées, pour autant qu'elles n'ont pas été interdites dans le cadre de la révolution agraire, seront soumises au régime unique du fermage

(1)-Ordonnance n°75-58 du 26 Septembre 1975, portant Code civil, JORA 1975, p.818.

(2)-Ordonnance n°71-73 du 8 Novembre 1971, portant révolution agraire, JORA 1971, p.1281, articles 76 à 80.

(3)-ibidem, articles 81 à 87.

dont le statut est en préparation (1).

Ces différents exemples tendent à montrer que le processus de formation actuelle du droit algérien ne se réduit pas à l'algérianisation des textes, c'est à dire au rejet définitif d'un héritage juridique, accepté précédemment à tort, sous bénéfice d'inventaire. Le processus réel est celui d'une codification générale de la matière juridique, quelles que soient l'origine et la qualité de la norme antérieure. Dans tous les secteurs, la loi, règle générale et permanente, se substitue peu à peu, aux autres sources de droit diverses, fluctuantes et incertaines.

Il serait toutefois erroné de considérer qu'un égal traitement est réservé aux sources étrangères et aux sources nationales du droit algérien. Alors en effet, que l'héritage juridique de la période coloniale est globalement rejeté, l'objectif est de promouvoir la rationalisation des sources juridiques nationales, c'est à dire de moderniser et d'unifier les formes tout en conservant la substance. L'idée se fait jour d'une dissociation entre les formes juridiques, figées voire altérées par le régime colonial et qu'il s'agit par conséquent de rénover, et le contenu des prescriptions traditionnelles dont l'esprit doit être sauvegardé, dans la perspective de la révolution culturelle.

En attendant que ce processus soit mené à terme, le législateur a tranché la question laissée en suspens par l'Ordonnance abrogeant la législation antérieure à 1962. En effet, l'article 1er du Code civil (2), a consacré la prééminence de la loi comme source

(1)-Ordonnance n°71-73 du 8 Novembre 1971, portant révolution agraire, JORA 1971, p.1281, articles 88 à 96.

(2)-Ordonnance n°75-58 du 26 Septembre 1975, article 1er : "La loi régit toutes les matières, auxquelles se rapporte la lettre ou l'esprit de l'une de ses dispositions. En l'absence d'une disposition légale, le juge se prononce selon les principes du droit musulman, et à défaut selon la coutume. Le cas échéant, il a recours au droit naturel et aux règles de l'équité".

principale, sinon unique du droit. Les "principes du droit musulman" et la coutume ne sont retenus qu'à titre subsidiaire et dans la seule mesure où le juge en reconnaît la validité ; ils peuvent donc être considérés comme des sources matérielles, dont l'efficacité est soumise en l'absence de dispositions légales, à l'appréciation du juge. Loi et jurisprudence apparaissent ainsi, selon un ordre hiérarchique, qui suscite la perplexité et engendrera de nombreuses difficultés d'application, comme les deux sources formelles du droit algérien.

Cette solution de compromis ne devrait cependant revêtir que le caractère transitoire d'une solution d'attente. La loi est appelée à satisfaire la double exigence du pouvoir politique : liquider définitivement l'héritage colonial d'une part, prendre en compte le legs originel, en le dépouillant des servitudes accumulées par l'histoire d'autre part.

Cette présentation séduisante d'une formule hardie, conciliant l'histoire et les perspectives d'une rénovation profonde, ne doit pas dissimuler les conditions de constitution du nouvel ordre juridique.

2 - La tendance au primat du critère organique

Le régime issu du 19 Juin 1965, avait formellement récusé sa filiation avec le système de légalité libérale, au nom d'une légitimité politique révolutionnaire (1). Répudiant le principe de la séparation des pouvoirs, il entendait mettre en oeuvre une légalité nouvelle, exprimée par un Pouvoir révolutionnaire unique. Le Conseil de la Révolution étant provisoirement "dépositaire de l'autorité souveraine" (2), l'émission du droit et sa sanction judiciaire apparaissaient comme les simples fonctions spécialisées de ce Pouvoir (3).

(1)-Déclaration du Président du Conseil de la Révolution le 5 Juillet 1965, JORA 1965, p.653

"En mettant fin au pouvoir personnel, le Conseil de la Révolution a rétabli la légitimité révolutionnaire".

(2)-Ordonnance n°65-182 du 10 Juillet 1965, portant constitution du Gouvernement, JORA 1965, p.671.

(3)-Ordonnance n°69-27 du 13 Mai 1969, portant statut de la magistrature. JORA 1969, p.350

"Considérant que la défense de la Révolution implique nécessairement l'engagement de la justice qui, de ce fait, constitue une fonction spécialisée du Pouvoir révolutionnaire unique".

Au demeurant, le Gouvernement concentrait l'ensemble des fonctions législatives et réglementaires. La distinction entre loi et règlement n'était pas pour autant abandonnée, mais elle ne pouvait plus dès lors s'opérer que sur la base d'un critère matériel (1). L'ensemble du système juridico-politique, paraissait donc devoir s'ordonner autour d'un principe qui, selon certains auteurs, se démarque radicalement du système de légalité libérale (2).

A la notion de Pouvoir révolutionnaire, appuyée non plus sur le principe de l'élection des gouvernants, mais sur la volonté et la capacité de l'équipe dirigeante de poursuivre le processus révolutionnaire, devait logiquement correspondre un ordre juridique, fondé sur les notions matérielles de contenu et de but de la règle de droit. Certains phénomènes juridiques peuvent d'ailleurs être interprétés en ce sens ; il en est ainsi de l'utilisation fréquente, et abusive au regard du principe de la hiérarchie des normes, de circulaires, qui constituent souvent de véritables mesures réglementaires (3).

(1)-Ordonnance n°65-182 du 10 Juillet 1965, portant constitution du Gouvernement, JORA 1965, p.671
 article 5 : "Le Gouvernement dispose par délégation du Conseil de la Révolution des pouvoirs nécessaires au fonctionnement des organes de l'Etat et à la vie de la nation".
 article 6 : "Les mesures édictées par le Gouvernement sont prises, selon la matière, sous forme d'Ordonnances ou de Décrets".

(2)-VEDEL G. "Les bases constitutionnelles du droit administratif"
 EDCE, Imprimerie nationale, Paris 1954, p.26
 "Il est impossible de construire le droit administratif sur une notion principalement matérielle, alors que notre droit constitutionnel fonde ment de l'ordre juridique et source des pouvoirs des Gouvernements recourt à peu près exclusivement à des notions et à des critères formels ou organiques".
 Ce point de vue est sévèrement critiqué par M. EISENMANN in "La théorie des bases constitutionnelles du droit administratif" RDP 1972, p.1345.
 -Voir aussi MIAILLE M. "Note sous Arrêt Etat c/sieur B et MAATEC", Cour suprême, Chambre administrative, 23 Janvier 1970, in RASJ 1971, p.261
 "L'utilisation d'un critère organique est normale dans un système de représentation : sera de la compétence du juge administratif et donc soumise au droit administratif, l'activité qui se rattache à un organe étatique, car seul l'organe étatique est investi du Pouvoir. Au contraire un critère matériel serait beaucoup plus logique dans un régime socialiste où le rattachement à la compétence du juge administratif se comprendrait en fonction de l'activité même qui est en cause".

(3)-BRAHIMI M. La circulaire ou l'instruction comme source de droit en Algérie. Mémoire pour le DES de droit public, Institut des sciences juridiques, Alger 1975.

Mais la réalité s'est peu à peu écartée de ce modèle théorique. Tout d'abord, le principe de la hiérarchie des normes a été indirectement consacré par le législateur algérien, à propos de la création des entreprises publiques (1). Et, si ce principe ne domine pas encore l'ensemble du processus d'émission du droit, il est cependant respecté de manière croissante (2).

En outre, l'évolution ultérieure, à défaut d'un nouveau texte de portée constitutionnelle précisant le contenu de l'article 6 de l'Ordonnance du 6 Juillet 1965, ne devait consacrer aucun élément matériel de la distinction entre loi et règlement. Le souci du législateur s'est plus récemment manifesté en ce sens ; mais cette intention ne s'est pas davantage concrétisée (3). C'est qu'en réalité, la formation du droit algérien s'ordonne de plus en plus autour du critère organique (4).

(1)-Ordonnance n°65-320 du 31 Décembre 1965, portant loi de Finances pour 1966, JORA 1965, p.1215
 article 5 bis : "A compter du 1er Janvier 1966, aucun Office ou établissement public ne pourra être créé que par une Ordonnance qui fixera en même temps son statut".

Il faut reconnaître, que, jusqu'en 1965, la création des entreprises publiques s'était effectuée soit par voie législative, soit par voie réglementaire dans des conditions qui ne pouvaient être référées à un système juridique précis.

Certaines situations juridiquement aberrantes à cet égard, peuvent être signalées. Ainsi, une Ordonnance de l'Exécutif Provisoire portant création de l'Office national algérien du tourisme devait être modifiée par la suite par Décret (Ordonnance n°62-027 du 25 Août 1962, JORA 1962, p.107 - Décret n°63-75 du 4 Mars 1963, JORA 1963, p.268). D'autre part, le Décret n°62-125 du 13 Décembre 1962 (JORA 1962, p.106) portant création de l'Office national de commercialisation était modifié quelques jours plus tard par voie d'Arrêté (JORA 1962, p.119).

(2)-On peut toutefois citer plusieurs exceptions à ce principe, parmi lesquelles l'Ordonnance n°67-170 du 31 Août 1967, portant création d'un Bureau national d'études économiques et techniques (JORA 1967, p.794), qui renvoie à un Décret ultérieur la promulgation de ses statuts.

(3)-Décret n°73-147 du 10 Août 1973, portant création d'une Commission nationale de la législation, JORA 1973, p.822
 article 4 : "La Commission nationale de la législation peut également faire effectuer toute étude et toute recherche en vue de fixer les méthodes les plus rationnelles d'élaboration des textes et de déterminer les critères de distinction du domaine réglementaire par rapport au domaine législatif".

(4)-cf. MIAILLE M. Les services publics en Algérie Cours polycopié, Faculté de droit d'Alger, 1972-1973 - Introduction.

L'exemple le plus significatif de ce point de vue peut être extrait du Code de procédure civile promulgué en 1966, qui met en oeuvre un critère organique pour délimiter le domaine du contentieux administratif par rapport à celui de droit privé (1). Le principe a été maintenu à travers différentes modifications qui ont affecté l'article 7 du Code et qui en ont sensiblement limité la portée (2).

Mais la consécration définitive du retour à un système de légalité classique est irrémédiablement inscrite en filigrane dans les mesures annoncées par le Chef de l'Etat, à l'occasion du 10ème anniversaire du régime (3). L'achèvement de la construction des institutions nationales, par la double élection d'un Président de la République et d'une Assemblée nationale, paraît en effet devoir résoudre le conflit, ouvert depuis 1965, entre légitimité et légalité, au profit de cette dernière.

(1)-Ordonnance n°66-154 du 8 Juin 1966, portant Code de procédure civile JORA 1966, p.454

article 7 : "Les Cours connaissent en premier ressort et à charge d'appel devant la Cour suprême dans toutes les affaires où est partie l'Etat. Le département, la commune ou un établissement public à caractère administratif, à l'exception toutefois :

- des contraventions de voirie portées devant le tribunal dans les conditions de droit commun.
- des recours en annulation portés directement devant la Cour suprême".

(2)-Les exceptions tirées du critère matériel se sont multipliées mais le principe organique de répartition des compétences n'en subsiste pas moins.

cf. Ordonnance n°69-77 du 18 Septembre 1969, modifiant et complétant l'Ordonnance n°66-154 du 8 Juin 1966, portant Code de procédure civile, JORA 1969, p.390, article 1er

-Ordonnance n°71-80 du 29 Décembre 1971, modifiant et complétant l'Ordonnance n°66-154 du 8 Juin 1966, portant Code de procédure civile, JORA 1972, p.10, article 3.

(3)-Discours du Chef de l'Etat aux cadres de la nation le 19 Juin 1975, journal El Moudjahid 22-23 Juin 1975

"La Révolution ayant acquis une certaine dimension, les responsabilités s'étant multipliées et étendues, la maturité politique s'étant approfondie dans le pays durant les dernières années, une Assemblée nationale populaire sera élue avant le 19 Juin prochain, de même que sera élu le Président de la République".

L'institutionnalisation du Pouvoir par la voie démocratique classique et l'élection d'une Assemblée, à laquelle sera nécessairement reconnu le pouvoir de voter la loi (I), apportent une solution classique aux problèmes en suspens. S'achèvera en effet, sous la double emprise d'institutions représentatives et de l'hégémonie de la loi, le processus de formation du droit algérien.

B - Vers la constitution d'un système différencié de l'idéologie

L'autonomisation du contenu

Dans son exposé sur la loi, la doctrine officielle met essentiellement l'accent sur le contenu de la norme juridique. "Toutes les mesures prises se prévalent du fait qu'elles sont comme un pacte qui lie l'Etat au peuple...Le pacte doit nécessairement se traduire par des lois sociales généreuses au profit des couches les plus déshéritées" (2).

La loi exprimerait ainsi les intérêts objectifs des masses populaires, représentées par le Pouvoir révolutionnaire, garant de l'édification du socialisme en Algérie.

Le discours sur la loi nous renvoie ainsi à celui que développe le Pouvoir sur la nature et les caractéristiques du socialisme algérien. S'il est prématuré d'en faire ici l'exposé exhaustif,

(I)-Discours du Ministre de la Justice à l'ouverture de l'année judiciaire 1976, le 17 Octobre 1975
 "Ce travail législatif (déjà effectué) ne manquera pas de profiter à l'Assemblée nationale, dont la création est projetée pour l'année prochaine, il lui servira de base pour l'accomplissement de sa mission législative permanente. De même qu'il servira de façon concrète aux magistrats dans leur tâche".

(2)-MAMMERI K. Orientations politiques de l'Algérie. SNED Alger 1973, p.63.

on constatera en revanche, sans surprise que le droit algérien est massivement investi par l'idéologie dominante en analysant deux de ses aspects essentiels : l'idéologie religieuse et l'idéologie politique, dont l'impact est particulièrement évident sur le droit économique .

Mais une telle constatation serait d'un intérêt limité si elle n'ouvrait la voie à une explication d'ensemble du contenu contradictoire du droit algérien.

I - L'idéologie religieuse

L'empreinte de l'idéologie religieuse sur la formation du droit algérien est trop évidente pour qu'il soit utile d'insister longuement sur ce point (1).

On se contentera dès lors d'en livrer quelques exemples significatifs. Mais l'intérêt de cette présentation résidera essentiellement dans la mise en lumière du décalage que manifeste la codification entre la substance de la prescription religieuse et le contenu de la règle de droit positif. Ainsi pourra-t-on montrer que la dissociation entre forme et contenu de la norme juridique n'est pas pertinente et que la sanction étatique des obligations religieuses en modifie fondamentalement la nature.

Une première série d'exemples peut être tirée de la réglementation des libertés publiques. On sait que l'observance des prescriptions religieuses est fondée dans la loi musulmane sur une discipline librement consentie par les fidèles, et sur la tolérance

(1)-Voir pour le droit public, ETIENNE B. "Les dispositions islamiques du droit public maghrébin" Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, n°1, 1966, p.51 et s.

qu'ils doivent manifester à l'égard des incroyants. C'est d'ailleurs en ce sens que la Constitution de 1963 s'était prononcée qui, tout en proclamant l'Islam religion d'Etat, reconnaissait la liberté de conscience et la pratique des cultes différents (1). Ces principes connaissent toutefois une application différenciée qui tend à conférer un caractère national à la religion musulmane et à accentuer le caractère répressif de certains interdits coraniques.

Ainsi le libre exercice des cultes est effectivement garanti, les édifices religieux des cultes non musulmans ayant conservé leur vocation ancienne, partout où l'existence d'une communauté suffisamment importante le justifiait. Mais cette liberté tend à fonctionner exclusivement au profit des résidents étrangers. La communauté nationale est au contraire progressivement enserrée dans une réglementation restrictive des libertés individuelles fondée sur une interprétation parfois spécieuse des prescriptions coraniques.

Un texte ancien (2), en apparence récemment abrogé (3), mais qui reste inégalement appliqué selon les régions, interdit aux seuls Algériens de confession musulmane la consommation de boissons alcoolisées, alors même que les textes religieux paraissent n'en condamner que l'usage immodéré.

L'observance rituelle du jeûne du mois de Ramadhan, qui constitue en revanche une obligation impérieuse pour tout musulman, est en pratique imposée à chaque citoyen dans son activité publique. Si aucun texte n'a été officiellement promulgué à ce sujet, des instructions extrêmement fermes sont adressées en ce sens chaque année aux établissements de restauration, qui en assurent la plus stricte application.

(1)-Constitution de la République Algérienne Démocratique et Populaire, JORA 1963, p.888
article 4 : "L'Islam est la religion de l'Etat. La République garantit à chacun le respect de ses opinions et de ses croyances et le libre exercice des cultes".

(2)-Décret n°62-147 du 28 Décembre 1962, interdisant la consommation de l'alcool ou des boissons alcoolisées aux Algériens de confession musulmane, JORA 1963, p.2

(3)-Puisque l'ivresse publique est désormais officiellement réprimée cf. Ordonnance n°75-26 du 29 Avril 1975, relative à la répression de l'ivresse publique et à la protection des mineurs contre l'alcoolisme, JORA 1975, p.410.

C'est de même par voie de circulaire qu'a été réitéré l'interdit coranique des mariages mixtes, l'intention ayant même dépassé un moment la portée de l'interdit (1) qui tolère, en principe, l'union du musulman avec une "femme du Livre".

On sait enfin, que l'élaboration du Code de la famille fait l'objet des plus vifs débats (2), concernant pour l'essentiel le statut de la femme dans la société algérienne, et qu'en définitive le législateur devra bien trancher entre les trois grands rites qui divisent les musulmans algériens et les dispositions confuses, voire parfois contradictoires, que chacun d'entre eux recèle.

C'est dire que l'oeuvre de codification de la "loi coranique" n'est pas simple affaire de juristes spécialisés. Elle renvoie à des choix politiques, qui, peuvent certes parfois coïncider avec la prescription religieuse, mais aussi la déformer profondément, dans un sens d'ailleurs différent, plus libéral ou plus répressif selon les cas.

On peut aussi constater en matière économique que si l'interdiction récente de l'élevage du porc (3) trouve bien son origine dans l'enseignement coranique, en revanche, l'interdiction tout aussi religieuse du prêt à intérêt a pu être levée au prix d'une interprétation

(1)-cf. Interview de M. Mouloud KASSIM, Ministre de l'enseignement originel et des affaires religieuses, Journal El Moudjahid, 9-10 Mai 1973
 "Si l'Islam, dans ses principales doctrines, tire du Coran la liberté d'épouser des femmes du Livre, des doctrinaires cependant pensent que ces mariages sont illicites et donc qu'ils ne sont pas admis...Il y a beaucoup de choses dans l'Islam qui sont permises et pourtant elles sont parfois et souvent déconseillées".

(2)-cf. Compte-rendu du Séminaire sur le Code de la famille, journal El Moudjahid, supplément culturel, 13 Avril 1973.

(3)-Décret n°75-37 du 27 Février 1975, portant interdiction de l'élevage du porc, JORA 1975, p.241.

hardie des spécialistes consultés (1).

Dans le même sens, l'organisation du service public du culte (2), qui a institué plusieurs corps de fonctionnaires spécialisés dans la diffusion de l'enseignement religieux, paraît bel et bien trahir tant la lettre que l'esprit du Coran, qui prohibe la constitution d'un clergé et confie à chaque fidèle le soin de diffuser la parole divine. _ _

Il serait dès lors nécessaire et possible de montrer comment s'opère en fait la formation du droit algérien, à partir de l'idéologie religieuse, selon quelles modalités, le droit positif sélectionne et réinterprète les dispositions coraniques. Cette tâche dépasserait cependant le cadre de notre étude. Ce qu'il convient toutefois de retenir ici, c'est que le droit des personnes, notamment, est certes fortement empreint d'une coloration religieuse, mais que le processus de codification en cours de réalisation, tend à distendre sur le plan du contenu, la loi positive des prescriptions religieuses.

(1)-Fetwa relative à la campagne des bons d'équipement in journal El Moudjahid, 14 Août 1971

"La Commission qui s'est réunie...le 10 Août 1971 a étudié la question des intérêts produits par les bons d'équipement. Après étude approfondie de la question et se référant aux sources de droit musulman, la Commission a rendu la fetwa. Ce principe est que les opérations à caractère usuraire sont fondamentalement illicites...Néanmoins, considérant... que l'institution des bons d'équipement répond à une exigence d'intérêt national...L'acquisition des bons d'équipement, mis en vente par l'Etat, et selon un taux d'intérêt bien déterminé est licite tant que demeurera nécessaire le recours à cette opération. L'appréciation de cette nécessité étant du ressort de l'Etat".

(2)-Ordonnance n°69-96 du 6 Décembre 1969, portant statut du personnel du culte musulman, JORA 1969, p.II82.

2 - L'idéologie politique

La même constatation s'impose à l'analyse des rapports que le droit entretient avec l'idéologie politique. Certes, la "politisation" du droit algérien ne constitue pas, en soi, un phénomène surprenant. Elle caractérise sans aucun doute toutes les phases de transition, où s'exprime au plan juridique, la volonté politique de transformer l'ensemble des structures économiques et sociales. D'ailleurs, au-delà des brusques mutations qui affectent tout système juridique en période transitoire, l'ordre juridique de chaque société ne peut être appréhendé indépendamment du contexte politique, dans lequel il s'est formé. De ce point de vue, le phénomène de politisation serait simplement plus accentué dans le secteur économique du droit algérien.

Mais l'originalité du cas algérien tient à d'autres facteurs. Elle réside principalement dans la conception même du socialisme algérien, dans les caractéristiques de l'idéologie politique dominante et surtout dans ses effets sur la formation du droit. Sans approfondir ici l'analyse, qui sera développée au cours de l'étude, il faut mettre en évidence quelques points fondamentaux.

Tout d'abord, la relation de l'idéologie au droit ne doit pas être entendue comme un rapport entre deux objets relativement autonomes l'un de l'autre. Une telle approche est légitime en système libéral, où le droit a effectivement conquis son autonomie par rapport aux autres niveaux de la structure sociale. Il est alors nécessaire et possible de distinguer, dans l'analyse, droit et idéologie juridique, même si la compréhension globale des phénomènes juridiques implique la prise en considération des relations entre forme juridique et représentation idéologique. Le droit économique algérien est au contraire directement investi par l'idéologie, en ce sens que, dans sa formulation

même il traduit les préoccupations idéologiques et la volonté politique des gouvernants. L'analyse du droit est donc en même temps celle des choix d'ordre idéologique et politique qui déterminent la substance de la règle juridique.

L'exemple le plus significatif de cette situation peut être trouvé dans le trait de l'idéologie politique qui assigne un rôle moteur à la paysannerie laborieuse dans le processus révolutionnaire (1). Ce phénomène se traduit au plan juridique par la mise en oeuvre d'institutions et de techniques manifestant une volonté de transformation des rapports économiques dans le secteur agricole, plus profonde et plus rapide que dans les autres secteurs d'activités maîtrisés par l'Etat. Au cours de l'étude, apparaîtront d'autres phénomènes du même ordre, qui conduisent à poser une question de fond, quant à la signification et la portée du droit économique.

Dans la mesure en effet, où le droit traduit moins les rapports sociaux réels que la volonté de les transformer, un décalage se manifeste entre le droit et le fait, entre la règle positive et son application (2). L'ineffectivité initiale de la règle de droit peut remplir une fonction utile de propagande, si le décalage est progressivement résorbé par des pratiques sociales appropriées. Si au contraire, le hiatus s'accroît entre la réalité des rapports sociaux et la représentation que le droit en offre, le maintien formel de la règle juridique remplit une fonction d'occultation des contradictions réelles.

(1)-Voir par exemple, l'Ordonnance n°74-106 du 26 Novembre 1974, portant exemption des agriculteurs et des éleveurs de la contribution forfaitaire agricole, JORA 1974, p.1034

"Considérant la lutte opiniâtre que la paysannerie algérienne a menée, pour préserver les valeurs fondamentales de la nation et la place qu'elle a assumée dans la résistance historique du peuple algérien, dans la guerre de Libération nationale et pour la construction d'une société socialiste authentique".

(2)-Voir par exemple BOUDERBALA N. et PASCON P. "Le droit et le fait dans la société composite" op.cit. p.16

"Dans nos pays, la loi est en avance sur la société. On se bat plus pour faire appliquer la loi que pour la transformer. Les lois sont ici intentionnelles, prospectives, elles disent ce qui devrait être et non ce qui a été".

L'analyse du droit économique algérien doit permettre de trancher cette question (1), qui appelle, on le constatera, une réponse claire sur le fond, mais nuancée quant à l'autonomisation du droit par rapport à l'idéologie. C'est dans cette optique qu'il faut cerner, plus précisément, l'objet de notre investigation.

§ 2 - LE SECTEUR ECONOMIQUE DU DROIT ALGERIEN

La notion de droit économique a fait et continue de faire l'objet de nombreuses controverses. Il n'est ni possible, ni utile, d'en détailler ici les arguments et les évolutions successives. On se contentera par conséquent de signaler les clivages essentiels qui séparent les thèses en présence, afin de situer clairement la filiation de la conception retenue.

A - Les controverses sur la notion de droit économique

I - Le développement de la notion

La notion elle-même apparaît à une époque relativement récente, postérieurement à la première guerre mondiale, tant dans l'Europe capitaliste, que bien évidemment dans la Russie soviétique (2).

Si l'on s'en tient aux pays de la famille juridique romano-germanique, où le débat sur le statut du droit économique est le plus vif, il est clair que ce débat passe par la remise en cause des

(1)-CHENOT B. Organisation économique de l'Etat. Dalloz, 2ème Edition, Paris 1965, p.13

"L'analyse des textes et des institutions conduit à vérifier leur conformité avec les buts qu'elles proclament et à en déceler, sous des motifs parfois trompeurs, le sens profond".

(2)-Voir sur ce point FARJAT G. Droit économique. Collection Thémis Droit, PUF 1971, p.22 et s. et p.327 et s.

grandes divisions du système juridique, forgées à l'époque du capitalisme libéral (1).

. Historiquement en effet, les rapports économiques ne sont pas individualisés, parmi l'ensemble des rapports juridiques. La formation de la société étatique, en même temps qu'elle a constitué le droit en tant que système, a divisé l'ordre juridique en deux branches distinctes (2), au sein desquelles le droit des rapports économiques n'apparaît pas de manière autonome.

Le droit privé ou "droit commun" englobe l'ensemble des activités des individus, sujets juridiques, et notamment leurs activités "économiques" de production, de répartition, d'échange et de consommation. Tous les rapports entre particuliers sont soumis à la même réglementation, fondée sur l'autonomie de la volonté et la liberté contractuelle. Le droit public ou "droit d'exception" exprime l'activité de commandement de l'Etat dans les secteurs "non-économiques" et dans ses rapports limités avec les particuliers.

Sans doute, l'unité du système juridique est-elle assurée au sommet par la sanction étatique. Mais l'Etat libéral n'assigne que peu de limites à l'initiative privée, en même temps qu'il s'interdit de faire ce qu'il prohibe d'une manière générale : l'organisation de l'économie (3). En fait, si l'on définit l'ordre public économique

(1)-RIVERO J. "Droit public Droit privé - Conquête ou statu quo." Dalloz 1947, Chronique XVIII, p.72

"L'ébranlement des cadres juridiques traditionnels est beaucoup plus qu'un épisode des relations entre droit public et droit privé. Il y a moins envahissement de l'un par l'autre, que bouleversement de l'un et de l'autre".

(2)-Voir CHENOT B. Organisation économique de l'Etat. op.cit. p.78 et s.

(3)-JACQUEMIN A. et SCHRANZ G. Le droit économique. Collection que Sais-je ? PUF Paris 1970, p.24

"La règle de droit a d'abord été conçue comme assurant le cadre et le fonctionnement de l'économie de marché : il s'agit d'un régime juridique définissant les libertés économiques, organisant leur exercice et en assurant la police".

comme "les contraintes imposées à la liberté contractuelle par la doctrine économique au pouvoir" (1), il faut aussitôt constater que le libéralisme ne régleme et n'interdit que ce qui serait contraire au jeu normal de l'économie libérale.

Le droit économique est ainsi contenu dans le droit privé, et il n'est pas nécessaire de recourir à une notion qui serait superflue (2).

. L'apparition et le développement de la notion expriment a contrario, une mutation du régime économique (3), et plus précisément le passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme monopoliste d'Etat, que traduisent deux phénomènes : la concentration capitaliste d'une part, l'intervention croissante de l'Etat dans l'activité économique d'autre part.

L'interpénétration des secteurs public et privé de l'économie a pour conséquence l'imbrication croissante des institutions, règles et techniques de droit public et de droit privé ; le phénomène unanimement reconnu par la communauté des juristes fait toutefois l'objet d'interprétations diamétralement opposées ; les privatistes s'inquiètent de l'intrusion grandissante du droit public dans leurs disciplines

(1)-SAVATIER R. "L'ordre public économique." Dalloz 1965, Chronique VI, p.37.

(2)-M. FARJAT considère même que "l'ordre public économique libéral a pour objet d'empêcher la naissance du droit économique", in Droit économique.(op.cit. p.369)

(3)-Cette mutation est perçue en France au lendemain de la seconde guerre mondiale avec le mouvement de nationalisations et le développement de la planification.

-RIVERO J. "Le Plan Monnet et le Droit." Dalloz 1947, Chronique XXXIII, p.129.

-VEDEL G. "La technique des nationalisations." Droit Social 1946, p.97

traditionnelles (1), alors que les publicistes constatent non sans regret "la relative privatisation des modes d'intervention de la puissance publique" (2).

Mais sur la signification qu'il convient d'attribuer au phénomène, d'autres divergences se font jour, qui influent de manière décisive sur le statut reconnu au droit économique.

2 - Conception étroite et conception large

Selon en effet que la remise en cause du système juridique libéral et de sa division dualiste apparait simplement relatif et partielle, ou bien radicale et globale, les auteurs adoptent une conception étroite ou large du droit économique,

. Pour les tenants de l'ordre juridique classique, la réalité naissante du droit économique n'altère pas la substance du système juridique libéral, tout en y introduisant les éléments d'un particularisme incontestable (3).

Toutes les branches du droit conserveraient leur autonomie et leur spécificité, même si elles "présentent des couches de droit économique ou sont marquées par des évolutions qui sont rattachables au droit économique" (4).

(1)-MAZEAUD L. "Défense du droit privé" Dalloz 1946, Chronique p.17.

(2)-DELMAS-MARSALET J. "Le contrôle juridictionnel des interventions économiques de l'Etat", Etudes et documents du Conseil d'Etat, Imprimerie nationale, Paris 1969, p.133.

(3)-DE LAUBADERE A. Droit public économique. Dalloz Paris 1974, p.18
"C'est l'idée que dans toutes ces disciplines on retrouverait des règles de fond marquées par des caractéristiques communes, (essentiellement des traits de plus grande souplesse, mobilité, flexibilité)".
-Voir aussi en ce sens SAVATIER R. L'ordre public économique. op.cit.p.44

(4)-FARJAT G. Droit économique. op.cit. p.29.

Pour certains auteurs, il faudrait donc moins considérer l'existence d'un droit économique général que l'extension de chaque branche juridique, où un secteur économique se constituerait progressivement. Il existerait ainsi un droit public économique et un droit privé économique relativement autonomes (1), encore que la majorité de la doctrine qui se prononce pour une conception étroite du droit économique insiste sur son caractère essentiellement public (2).

. Les tenants d'une conception large du droit économique ne partagent pas cependant des vues identiques sur son statut et son contenu. S'il est généralement admis dans ce cadre, que le droit économique constitue un modèle juridique nouveau correspondant à l'ordre économique de la nouvelle société industrielle (3), quelques auteurs soutiennent qu'il constitue également une discipline juridique et une nouvelle branche du droit en cours de formation (4). Des divergences se manifestent en retour sur le contenu du droit économique.

(1)-DE LAUBADERE A. Droit public économique. op.cit. p.18
 "En définitive l'amoindrissement plus accusé en matière économique qu'en d'autres de la séparation du droit public et du droit privé, n'interdit pas pour autant d'admettre l'existence d'un droit public économique - comme bien entendu celle d'un droit privé économique".

(2)-FARJAT G. Droit économique. op.cit. p.14
 "La conception partielle la plus répandue est celle qui identifie le droit économique au droit des différentes interventions de l'Etat".
 -JACQUEMIN A. et SCHRANZ G. Le droit économique. op.cit. p.85
 "Le droit économique se réduit aux interventions impératives des pouvoirs publics dans le secteur économique : il est envisagé comme comprenant les mesures autoritaires d'organisation économique. Ainsi défini, le droit économique ressortit au droit public".

(3)-CHAMPAUD C. "Contribution à la définition du droit économique"
 Dalloz 1967, Chronique XXIV p.217
 "Plus qu'une discipline, le droit économique est un ordre juridique répondant aux normes et aux besoins d'une civilisation encore en voie de formation".

(4)-FARJAT G. Droit économique. op.cit. p.16
 "Ni la conception suivant laquelle le droit économique constitue une structure juridique nouvelle, ni celle qui la conçoit comme une discipline ne sont en opposition avec notre définition qui en fait une branche du droit".

Selon l'opinion la plus répandue parmi ceux qui adoptent une conception large "le droit économique se présente comme le droit de l'organisation et du développement économique, que ceux-ci relèvent de l'Etat, de l'initiative privée ou du concert de l'un et de l'autre"(1).

Une opinion moins partagée, car plus prospective, fait du droit économique le droit des rapports économiques, ce qui suppose que le droit économique s'est déjà autonomisé, par soustraction d'un ensemble de rapports juridiques au champ d'application traditionnel des deux branches du droit (2).

En réalité, les deux démarches et plus généralement toute conception large du droit économique, manifestent le dépassement de la distinction classique du droit public et du droit privé (3).

C'est cette seconde optique qui paraît le mieux correspondre à l'évolution récente du système juridique algérien.

3 - Pour une conception large du droit économique algérie

I - Des raisons théoriques et pratiques

Plusieurs raisons d'ordre théorique et pratique militent en faveur d'une conception large du droit économique algérien.

(1)-CHAMPAUD C. "Contribution à la définition du droit économique" op.cit. p.217.

(2)-FARJAT G. Droit économique. op.cit. p.415

"Les rapports économiques exigent donc avant même qu'on s'interroge sur la place du droit économique dans le système juridique, que soit exclu tout apriorisme sur les divisions du droit ... Cette démarche permet de reconnaître ces nouveaux rapports juridiques tant dans les pays à économie publique que dans les pays à économie privée".

(3)-ibidem, p.21

"L'unité et la cohérence du droit économique ne peuvent être connues qu'à prix du sacrifice de la division dualiste du système juridique".

-CHAMPAUD C. "Contribution à la définition du droit économique" op.cit. p.217

"Il nous faut, semble-t-il, admettre que le droit économique n'est ni publiciste, ni privatiste. Il se situe précisément hors de ces anciennes catégories".

La tentation est certes grande, compte tenu du caractère essentiellement étatique des transformations économiques réalisées depuis l'Indépendance, de réduire le droit économique au droit public économique. Une telle démarche paraît toutefois doublement contestable.

Au plan théorique, on fera nôtre la proposition de M. BETTELHEIM, selon laquelle toute société évolue sous l'emprise et la domination d'un certain type de rapports sociaux dont "la reproduction élargie entraîne le dépérissement ou la dissolution des autres types de rapports sociaux" (1). Cette position implique, notamment dans l'analyse du droit, l'idée d'une lutte entre des rapports juridiques concurrents et antagoniques. Aussi, pour rendre pleinement compte du caractère dialectique de cette réalité, doit-on s'efforcer de restituer la logique de fonctionnement du secteur économique du droit dans son ensemble. Il ne suffit donc pas de s'intéresser aux institutions et techniques juridiques nouvelles, mises en oeuvre dans les domaines économiques, où se manifestent les transformations les plus apparentes ; il importe aussi d'analyser les formes d'évolution et de mutation des rapports juridiques dans les secteurs de l'économie, où la volonté réformatrice exerce moins d'emprise.

Ces préoccupations rejoignent celles de la doctrine économique officielle, qui n'entend pas seulement promouvoir de nouveaux rapports économiques dans le secteur maîtrisé par l'Etat (2), mais aussi

(1)-BETTELHEIM Ch. Calcul économique et formes de propriété. Maspéro, Paris 1970, p.61.

(2)-cf. Charte de l'organisation socialiste des entreprises, JORA 1971 "Par la suppression des contraintes bureaucratiques, par la mise en oeuvre d'une authentique décentralisation...le Pouvoir révolutionnaire a provoqué la naissance effective de l'autogestion, rétabli pleinement le pouvoir des travailleurs en leur restituant leurs droits et responsabilités et redonné tout son sens au mot lui-même" (p.1346). "Le travailleur devenu producteur gestionnaire...a un droit fondamental au travail, à la stabilité et à la protection de son emploi...Travailleur dans une entreprise appartenant à l'Etat, c'est à dire au peuple, il a également le droit d'être intéressé concrètement aux résultats de cette entreprise, d'être associé à sa gestion" (p.1347).

réglementer strictement les rapports économiques privés, en aménageant les mécanismes nécessaires à la suppression de toute forme d'exploitation des travailleurs (I).

Aussi bien, ces considérations tant théoriques que pratiques ne conduisent-elles pas seulement à concevoir le droit économique algérien au-delà de la division traditionnelle entre droit public et droit privé.

Elles ouvrent la voie à une définition précise du droit économique, qui s'apparenterait à celle proposée par M. FARJAT, en tant que droit des rapports économiques. Toutefois, compte tenu de l'ampleur de l'étude qu'une telle définition implique, l'objet du travail sera essentiellement limité aux relations de production, dès lors qu'elles apparaissent déterminantes pour la qualification des rapports économiques. Par conséquent, les rapports de distribution ne seront évoqués que dans la mesure nécessaire à la compréhension des phénomènes étudiés. Mais l'étude ne saurait se limiter au niveau micro-économique des rapports internes aux unités de production. Tant il est vrai que l'Etat joue un rôle majeur dans la direction d'un système d'économie publique et que ses interventions ont un impact direct sur l'organisation des rapports économiques, les plans micro-et macro-économiques ne seront pas dissociés dans l'analyse.

(I)-Charte de la révolution agraire, JORA 1971, p.1274

"La révolution agraire n'abolit pas la propriété privée des moyens de production, mais elle supprime l'exploitation de l'homme par l'homme".

-Ordonnance n°71-75 du 16 Novembre 1971, relative aux rapports collectifs de travail dans le secteur privé, JORA 1971, p.1354.

-Ordonnance n°75-31 du 29 Avril 1975, relative aux conditions générales de travail dans le secteur privé, JORA 1975, p.431.

Le grief majeur retenu par la doctrine à l'encontre d'une telle définition (I), paraît devoir aussi s'opposer à son adoption dans le cas algérien. Mais une perspective dynamique permet au contraire d'avancer que "la simple possibilité d'un procès spécifique suffit à caractériser une branche du droit. Il n'est pas nécessaire qu'une juridiction spéciale existe ; cette existence est simplement le signe de la très grande cohérence d'une branche" (2).

La définition retenue emprunte donc, sans doute, par certains aspects à la prospective. Elle semble toutefois la plus conforme à l'évolution récente des phénomènes juridiques (3) et la seule compatible avec la politique économique algérienne.

2 - La propriété : concept central de l'analyse

La définition retenue du droit économique, de même que l'option algérienne en faveur d'une voie socialiste de développement, conduisent à faire du concept de propriété l'objet central de notre étude.

(I)-DE LAUBADERE A. Droit public économique. op.cit. p.18

"L'unité du droit privé et du droit public...économiques, scellée par la reconnaissance de caractères et principes communs ne pourrait du reste pratiquement être assurée que s'il existait une juridiction économique, compétente pour tous les litiges économiques, indépendamment de la qualité des justiciables".

(2)-FARJAT G. Droit économique. op.cit. p.414.

(3)-Une Commission nationale d'arbitrage a été récemment instituée, à laquelle sont obligatoirement soumis tous les litiges survenus entre les unités de production créées par l'Etat. Si cet organisme ne peut être qualifié de juridiction économique, il en constitue incontestablement l'amorce.

cf.Ordonnance n°75-44 du 17 Juin 1975, relative à l'arbitrage obligatoire pour certains organismes, JORA 1975, p.606.

L'écart s'accroît ainsi avec la conception classique qui fait de l'entreprise le thème dominant des analyses de droit économique (1). La notion d'entreprise sera à tout le moins utilisée comme cadre d'analyse ; mais elle paraît trop critiquable pour en constituer le point de départ. Le terme générique couvre en effet des réalités très différentes, et masque en même temps, des phénomènes importants, que permet d'expliquer, en revanche, une analyse orientée sur le concept de propriété.

. La doctrine majoritaire retient la notion d'entreprise en tant que réalité juridique en cours de formation (2). Qu'ils adoptent une approche résolument positiviste - l'entreprise est "un sujet de droit naissant" (3) -, ou plutôt économiste, - "l'entreprise est une réalité économique et la société anonyme sa technique d'organisation"-(4), les auteurs mettant généralement l'accent sur l'irruption, dans le droit contemporain, d'une notion qui n'avait pas sa place dans une théorie des personnes juridiques fondée sur l'idée de patrimonialité.

(1)-CHAMPAUD C. "Contribution à la définition du droit économique." op.cit. p.217

"C'est l'entreprise, unité de décision économique et cellule de base du système économique et social servant de cadre à notre civilisation industrielle en son état actuel qui se présente comme l'objet fondamental de notre droit économique".

-Voir aussi, en dépit des réserves émises, JACQUEMIN A. "Le droit économique, serviteur de l'économie" Revue trimestrielle de droit commercial 1972, p.285

"Clé de voûte de l'interdépendance du droit et de l'économie, la conception de l'entreprise en droit économique présente à la fois les avantages et les inconvénients d'une symbiose des deux disciplines".

(2)-FARJAT G. Droit économique. op.cit. p.85.

(3)-Voir M. DESPAX L'entreprise et le droit. LGDJ Paris 1957, p.377.

(4)-PAILLUSSEAU J. La société anonyme : technique d'organisation de l'entreprise Sirey Paris 1967, p.6.

Les thèses développées traduisent certes des phénomènes réels et expriment dans une certaine mesure, l'évolution récente de la législation. Mais elles n'expliquent pas l'absence de consécration de la notion au plan du droit positif français. Ni l'entreprise publique, en dépit de différents projets (1), ni l'entreprise privée, dont la réforme est sans cesse annoncée (2), n'ont encore reçu un statut juridique précis.

C'est qu'en réalité la notion même d'entreprise est imprégnée d'un contenu idéologique, dont la reconnaissance au plan du droit positif, suppose dans un système de démocratie libérale comme la France, un large consensus social, qui ne s'est pas réalisé à ce jour.

L'équivoque idéologique est révélée par la conception la plus répandue, qui présente l'entreprise comme un tout complexe réunissant des catégories diverses dont les oppositions doivent être surmontées par une unité de but (3). La notion et son utilisation se rattachent ainsi à "l'idéologie de la troisième voie" dont les thèmes majeurs - association capital-travail, développement de l'économie concertée - visent une rénovation libérale des rapports de travail, par l'intégration sociale des travailleurs dans l'entreprise.

(1)-DE LAUBADERE A. Traité élémentaire de droit administratif. Paris LGDJ 1966, Tome 3, p.544 et s.

(2)-cf. Rapport du Comité d'étude pour la réforme de l'entreprise (dit Rapport SUDREAU), Documentation française, Paris 1975.

(3)-DESPAX M. L'entreprise et le droit. op.cit. p.414
"L'entreprise nous est essentiellement apparue, en ce qui concerne sa structure comme un organisme autonome formé par l'union interne de deux cellules qui en sont les composantes : la cellule économique, rassemblant les éléments matériels nécessaires à l'oeuvre de production, la cellule sociale, composée des éléments humains nécessaires à la mise en oeuvre des éléments matériels de la cellule économique".

Or, tant le principe que ses conséquences continuent d'être récusés par les principales organisations syndicales françaises.

Sans anticiper sur les développements ultérieurs concernant le droit algérien, on peut se demander si le contenu idéologique n'est pas inhérent à la notion même d'entreprise, et ne doit pas conduire, en conséquence, à écarter toute approche du droit économique algérien fondée sur ce concept.

. Au demeurant, dans un pays qui entend procéder à d'importantes transformations des structures économiques et sociales dans la voie du socialisme, la doctrine ne met pas principalement l'accent sur le statut de l'entreprise. Sans doute, les mutations qui interviennent ont-elles des conséquences capitales sur le mode d'organisation et de fonctionnement des unités de production. Mais le changement des rapports économiques s'opère, avant tout, à partir de la modification du régime de propriété des moyens de production.

Cette modification peut être envisagée à différents niveaux et sous plusieurs points de vue, qui détermineront les axes de notre étude. Dans la phase de construction du socialisme, qui constitue un processus de longue durée, le phénomène le plus apparent réside dans la coexistence de deux secteurs d'activité, l'un régi par le principe de la propriété d'Etat, l'autre soumis au régime de la propriété privée. La séparation n'est pas toutefois absolue entre les deux secteurs. Des zones d'interférence existent, des points d'articulation apparaissent. Aussi préférera-t-on le terme de sphère à celui de secteur pour qualifier le champ variable d'influence des deux régimes de propriété.

Le passage du capitalisme au socialisme implique toutefois des changements concomitants dans les deux sphères de propriété. L'étatisation des moyens de production ne constitue un progrès dans la voie de la socialisation, que dans la mesure où elle s'accompagne d'une transformation qualitative des rapports économiques, assurant un contrôle croissant des travailleurs sur leur utilisation. En ce sens, l'analyse de la propriété d'Etat doit conduire à se prononcer sur le caractère réel ou formel de la transformation des rapports économiques.

En revanche, les changements dans la sphère de la propriété privée s'inscrivent dans une optique davantage quantitative que qualitative. La transition au socialisme implique en effet la réduction progressive du champ d'exercice de la propriété privée des moyens de production. Mais elle postule aussi un progrès constant de la planification, à laquelle doivent être soumises à terme l'ensemble des activités nationales. Dès lors, l'alternative, posée en termes de déperissement ou de consolidation, dans laquelle est enfermé "le secteur privé", concerne aussi bien sa condition d'existence que son régime de fonctionnement.

L'analyse effectuée révélera un certain nombre d'indices significatifs au regard de la problématique posée. Mais leur signification globale ne pourra être appréciée que par référence à l'Etat et au rôle de coordination des rapports économiques qu'il remplit. De ce point de vue, le faisceau d'indices rassemblés paraît s'ordonner autour d'une hypothèse explicative - le capitalisme d'Etat - qui exclut, pour l'immédiat, la perspective d'un développement socialiste.

L'étude comportera donc trois parties :

PREMIERE PARTIE - LA SPHERE DE LA PROPRIETE D'ETAT

Transformation réelle ou transformation formelle
des rapports économiques.

DEUXIEME PARTIE - LA SPHERE DE LA PROPRIETE PRIVEE

Dépérissement ou consolidation de la propriété privée
des moyens de production.

TROISIEME PARTIE - LA SPHERE DE COORDINATION DES RAPPORTS ECONOMIQUES

Une hypothèse explicative : le capitalisme d'Etat.

Première PARTIE

LA SPHÈRE DE LA PROPRIÉTÉ D'ÉTAT

Transformation réelle ou transformation formelle
des rapports économiques.

Le transfert à l'Etat de la propriété des moyens de production constitue une condition nécessaire mais non suffisante de leur socialisation. Le fait est généralement admis aujourd'hui, même si un certain fétichisme continue d'entourer l'acte de nationalisation. C'est qu'en réalité, les termes de nationalisation ou d'étatisation "sont de nature politico-juridique", alors que la notion de socialisation "décrit au contraire une situation socio-économique réelle" (1). Il convient donc, pour se prononcer sur la portée sociale des mesures de nationalisation, d'analyser leur impact sur les rapports économiques.

La question est en apparence étrangère à l'analyse juridique. Pourtant, si le juriste se départit d'une attitude strictement positiviste, il peut utilement contribuer au débat, sans prétendre le trancher de son seul point de vue. En fait, analyse économique et analyse juridique sont complémentaires, tout particulièrement dans une phase historique transitoire, où les transformations inscrites au plan juridique anticipent, dans une certaine mesure, sur la transformation effective des rapports sociaux.

L'économiste convie le juriste à cette recherche commune. Ainsi M. BETTELHEIM, après avoir défini les concepts économiques de propriété et de possession (2), suggère de "mettre en lumière les différentes formes de décalage entre possession et propriété au sens économique et au sens juridique, et les contradictions, qui peuvent naître de ces décalages" (3). Il est vrai que les définitions proposées ne coïncident pas avec les catégories juridiques liées

(1)-MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" RASJ 1972, p.663.

(2)-BETTELHEIM Ch. Calcul économique et formes de propriété. op.cit.p.5c "D'une façon générale, la possession est constituée par la capacité de mettre en oeuvre les moyens de production...Quant à la propriété (en tant que rapport économique), elle est constituée par le pouvoir d'affecter les objets sur lesquels elle porte, et tout particulièrement les moyens de production, à des utilisations données, et de disposer des produits obtenus à l'aide de ces moyens de production".

(3)-ibidem, p.64.

à la notion de propriété héritée du droit romain. Mais le droit connaît également à travers les notions de possession et de détention, les situations de droit et de fait (1), que l'économiste signale. Aussi bien, la caractéristique de la période de transition au socialisme paraît surtout tenir dans le décalage existant entre titulaires juridiques et titulaires réels des prérogatives attachées à la propriété des moyens de production. Alors que la capacité juridique de disposer de ces moyens est confiée aux travailleurs, le pouvoir effectif leur échappe, du moins initialement.

La problématique de la phase de construction du socialisme, réside donc dans la recherche d'une adéquation progressive entre la réalité économique et le projet juridico-politique. La réalisation progressive de cette concordance constitue un indice significatif des progrès accomplis dans la voie socialiste (2), et il est alors possible d'évoquer une transformation effective des rapports économiques. Si, au contraire, la dissociation persiste entre les droits juridiquement établis et les conditions économiques concrètes qui s'opposent à leur exercice, la transition au socialisme est compromise et la transformation des rapports économiques demeure purement formelle.

(1)-MAZEAUD H.L et J. Leçons de droit civil. Tome deuxième, Editions Montchrestien, Paris 1962

"Une personne peut exercer un pouvoir sur une chose, sans être titulaire du droit correspondant à ce pouvoir...Il faut ainsi distinguer le pouvoir de fait et le pouvoir de droit...La personne qui exerce un pouvoir de fait sur une chose, avec l'intention de se comporter comme si elle était titulaire du droit correspondant - qu'elle le soit ou non - est appelée possesseur" (p.I055)

"Le détenteur sans être propriétaire, ni titulaire d'un droit réel, a sur la chose un pouvoir de droit qui lui a été conféré par le propriétaire ou par la loi" (p.II40).

(2)-BETTELHEIM Ch. Planification et croissance accélérée. Petite Collection Maspéro, Paris 1971, p.21

"L'organisation interne du secteur socialiste n'est efficace que si le pouvoir juridique de disposer de certains moyens de production ou de certains produits coïncide avec la capacité effective de disposer en pleine connaissance de cause de ces moyens de production et de ces produits".

Le décalage entre le droit et le fait évoque l'idée d'une contradiction que M. BETTELHEIM ramène à un point central, opposer le couple propriété d'Etat-planification d'une part, au couple possession des moyens de production et gestion des entreprises d'autre part (1). De ce point de vue, la transition au socialisme ne peut s'effectuer que par la domination croissante de la planification, et donc des prérogatives de propriété, sur la gestion des entreprises et des attributs de possession qui y correspondent (2). C'est en ce sens que M. BETTELHEIM parle d'une nécessaire "révolutionnarisation" de l'entreprise en tant qu'elle constitue "la figure centrale du mode de production capitaliste" (3). La nouvelle forme d'unité de production que l'organisation socialiste doit promouvoir, est appelée en effet à contredire les caractéristiques de l'entreprise capitaliste, en supprimant le double effet de séparation qu'elle engendre, par le développement concomitant du contrôle interne des travailleurs sur l'utilisation des moyens de production et du contrôle externe par le biais d'une planification démocratique.

Les formes juridiques que devrait revêtir cette nouvelle organisation des unités de production n'ont guère été étudiées.

(1)-BETTELHEIM Ch. Calcul économique et formes de propriété. op.cit.p.10
 "Aux rapports de propriété et de possession (dont la combinaison constitue un mode de propriété) correspond la combinaison de deux pratiques économiques : celle de la planification et celle de la gestion des entreprises".

(2)-ibidem

"La dualité de la propriété d'Etat et de la possession des unités économiques implique que le développement de chacun de ces rapports peut entrer en contradiction avec le développement de l'autre. Dans des conditions sociales et politiques déterminées, c'est à travers cette contradiction que se déroule la lutte entre voie socialiste et voie capitaliste".

(3)-ibidem, p.71

"Le caractère capitaliste de l'entreprise tient à ce que sa structure revêt la figure d'une double séparation : la séparation des travailleurs de leurs moyens de production (qui a pour contrepartie la possession de ces moyens par les entreprises, c'est à dire en fait par leurs dirigeants) et la séparation des entreprises les unes des autres".

La doctrine publiciste, principalement impliquée dans cette recherche, est restée longtemps prisonnière d'une conception moniste de la personnalité juridique, qui fait obstacle à l'approfondissement de l'analyse.

A cet égard, les propositions avancées par M. CONSTANS présentent un intérêt capital (1). Réfutant la conception traditionnelle fondée sur l'illusion d'un parallélisme entre les formes de décentralisation territoriale et de "décentralisation par services", l'auteur démontre que "les personnes morales administratives doivent être classées, comme les personnes morales de droit privé, en "corporations" et en "fondations" (2). Les deux catégories d'institutions correspondent en effet, en droit public comme en droit privé, à des données sociologiques différents, ce qui interdit de les ramener à un concept juridique unique (3). "Le terme de corporation s'applique à un groupement de personnes, présentant certains caractères d'homogénéité et de stabilité auquel est reconnue la qualité de sujet de droit, pour lui permettre de pourvoir, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, à la satisfaction de ses intérêts collectifs" (4). Au contraire "le terme de fondation, dans son sens général, désigne l'affectation perpétuelle d'un fonds à un but déterminé" (5). Comme le droit français

(1)-CONSTANS L. Le dualisme de la notion de personne morale administrative en droit français. Paris, Librairie Dalloz, 1966.

(2)-ibidem, p.166.

(3)-ibidem, p.172

"Dans le premier cas (la corporation) le groupe social qui sert de substratum à la personne morale constitue une entité cohérente avant même d'avoir reçu aucune structuration juridique...La fondation se caractérise au contraire par le fait que les bénéficiaires de l'activité de la personne morale n'ont aucune part à la création de cette dernière ni à son administration".

(4)-ibidem, p.170.

(5)-ibidem, p.205.

ignore la notion de patrimoine d'affectation, toute fondation doit être personnalisée. C'est dans ce sens, plus restreint, que M. CONSTANS utilise la notion de fondation, en l'appliquant à l'établissement public, défini "comme la représentation séparée de l'un des intérêts collectifs d'un groupe social déjà organisé et doté lui-même de la personnalité juridique" (I).

L'intérêt de cette analyse est évident pour l'étude des nouvelles formes d'unités de production créées dans le cadre de la propriété d'Etat. Le développement d'institutions de type corporatif tendrait à assurer la représentation juridique d'un rapport immédiat des travailleurs aux moyens de production. A l'inverse, l'utilisation de formes d'organisation de type fondatif n'assurerait qu'un rapport médiatisé par l'intervention de l'Etat.

C'est sur la base de ce double appareil conceptuel que seront examinés les différents modes de gestion de la propriété d'Etat. La politique économique, suivie par l'Etat algérien, admet en effet la diversité des instruments de socialisation des moyens de production. Ce choix politique a conduit à l'adoption de trois principaux statuts d'entreprises, chargées de gérer les moyens de production étatisés. Or, en dépit de certaines analogies, ces entreprises sont soumises à des modalités d'organisation et à des régimes juridiques différents, qui exigent une étude distincte. On examinera donc successivement l'entreprise autogérée (Titre premier), l'entreprise coopérative (Titre second) et l'entreprise socialiste (Titre troisième).

(I)CONSTANS L. Le dualisme de la notion de personne morale administratif en droit français. op.cit. p.209.

TITRE I

L'ENTREPRISE AUTOGEREE

INTRODUCTION - LES ASPECTS POLITIQUES ET IDEOLOGIQUES
DE L'AUTOGESTION EN ALGERIE

L'expérience algérienne d'autogestion embarrasse
à l'évidence le juriste.

- Dès l'indépendance, l'apparition de phénomènes de gestion ouvrière dans les entreprises abandonnées par leurs propriétaires Européens crée une situation scabreuse pour le législateur qui doit saisir et réglementer, une réalité complexe, fluctuante et totalement imprévue. La décolonisation se réalise en effet brusquement, en des termes économique et politique que le mouvement national n'avait jamais envisagés, et que les perspectives ouvertes par les Accords d'Evian ne laissaient pas supposer.

On sait que le programme du FLN lui-même ne dépasse guère la perspective capitale, mais limitée, de la restauration de l'indépendance nationale (1). Sur le plan économique, la dénonciation du système colonial et la volonté affirmée d'édifier une économie libre de toute dépendance tiennent lieu, depuis 1956, de plate-forme d'action et de mobilisation.

Au demeurant, sur le plan idéologique, à l'exception d'une brève allusion dans un projet de texte (2) qui ne fut d'ailleurs

(1)-Programme pour la réalisation de la révolution démocratique et populaire adopté à Tripoli en Juin 1962, Imprimerie spéciale Al Chaab, p.16

"Le FLN ne s'est pas soucié de dépasser positivement le seul objectif inscrit au programme traditionnel du nationalisme, c'est à dire l'indépendance".

(2)-Projet de programme présenté par la Fédération de France du FLN au CNRA, Session de Tripoli, Mai-Juin 1962. Imprimerie R. Boulanger, Paris 1962, p.74

" Par l'application du système coopératif et d'autogestion dans les entreprises, le syndicat doit coordonner les activités productrices de la nation dans tous les secteurs".

pas retenue dans le programme définitif adopté à Tripoli en Juin 1962, "on chercherait en vain les racines de l'autogestion dans les programmes des Partis et mouvements politiques algériens" (1).

Enfin, la liberté d'initiative des autorités algériennes paraît, dès Mars 1962, gravement hypothéquée par les "Accords d'Evian", qui assignent à la politique économique du futur Etat algérien un cadre libéral, notamment dans le secteur névralgique de la réforme agraire (2)

- Quatorze ans plus tard, la situation est inversée par rapport à la problématique initiale. Paradoxalement en effet, ce qui surprend aujourd'hui c'est la survivance de l'idée d'autogestion, sa capacité relative de résistance aux attaques dont elle a été l'objet, au changement de doctrine politique et économique qui s'est opéré après 1965, aux vicissitudes qui ont jalonné sa brève histoire.

Le droit seul ne peut rendre compte de cette évolution, dont il ne fait que traduire les mouvements essentiels. Aussi bien les questions que suggère l'expérience algérienne d'autogestion - son développement initial et sa permanence actuelle - ne sont pas d'ordre juridique. Mais les institutions juridiques reflètent, avec une précision et une fidélité dont il faudra déterminer le degré, des choix qui sont avant tout d'ordre politique et idéologique.

(1)-KOULYTCHIZKY S. L'autogestion, l'Homme et l'Etat - l'expérience Algérienne. Ecole pratique des Hautes Etudes et Mouton, Paris 1974, p.21

(2)-Déclarations gouvernementales du 19 Mars 1962 relatives à l'Algérie Journal Officiel de la République Française, 20 Mars 1962.

-Déclaration de principes relative à la coopération économique et financière

Article I2:"L'Algérie assurera sans aucune discrimination une libre et paisible jouissance des droits patrimoniaux acquis sur son territoire avant l'autodétermination. Nul ne sera privé de ces droits sans indemnité équitable préalablement fixée".

Article I3:"Dans le cadre de la réforme agraire, la France apportera à l'Algérie une aide spécifique en vue du rachat, pour tout ou partie, des droits de propriété détenus par des ressortissants français. Sur la base d'un plan de rachat établi par les autorités algériennes compétentes, les modalités de cette aide seront fixées par accord entre les deux pays, de manière à concilier l'exécution de la politique économique et sociale de l'Algérie avec l'échelonnement normal du concours financier de la France".

I°) Si les commentateurs accordent généralement une grande importance aux conditions socio-politiques d'apparition de l'autogestion en Algérie, les raisons de son "succès" politique initial et de sa "fortune idéologique" sont plus rarement analysées.

On ne s'engagera pas dans le premier débat qui revêt souvent un caractère académique et qui reste en tout état de cause très controversé (I). Il nous paraît en effet difficile de trancher entre les deux thèses spontanéiste et volontariste en présence. Sans doute la naissance de l'autogestion relève-t-elle d'ailleurs, à la fois de l'initiative directe de certains collectifs ouvriers et de l'action délibérée de certains groupes de militants syndicaux, politiques et militaires.

Il est certain toutefois que le développement initial de l'autogestion se démarque nettement des thèses fanonistes, assimilées par l'idéologie nationaliste, sur le rôle et les capacités révolutionnaires des différentes couches de la société algérienne.

A l'évidence, la paysannerie laborieuse - petits propriétaires déracinés, travailleurs occasionnels, chômeurs ruraux - qui a constitué la force sociale principale du mouvement national, dont l'idéologie magnifiait les vertus révolutionnaires, ne joue qu'un rôle marginal dans la naissance de l'autogestion. Là, en effet, où l'initiative est venue de la base, elle a été le fait d'une couche sociale distincte de la paysannerie pauvre, le prolétariat des fermes coloniales et des entreprises industrielles, qui, en tant que catégorie sociale, était resté en marge de la guerre de libération.

Au-delà du démenti ainsi apporté à l'idéologie officielle le phénomène allait provoquer un certain nombre de tensions sociales, notamment dans le monde rural. La paysannerie laborieuse sentait

(I)-Le bilan de ce débat est dressé par M. KOULYTCHIZKY in L'autogestion, l'Homme et l'Etat - l'expérience algérienne. op.cit. p.27 et s.

lui échapper le bénéfice d'une réforme agraire, qu'elle désirait ardemment, même si elle n'avait jamais exprimé cette revendication en tant que force politique autonome. Aussi bien, réagit-elle ici ou là par des occupations spontanées d'entreprises vacantes, mouvement que les autorités n'endiguèrent qu'avec difficulté. Cette hostilité relative des "maquisards" à l'égard d'un système, qui les frustre de l'espoir si longtemps entretenu de participer à la récupération des terres coloniales, allait peser en permanence sur le développement de l'autogestion.

Ces éléments ne permettent guère apparemment d'éclaircir le débat. C'est qu'en réalité, les analyses généralement présentées se développent sous la forme d'un faux syllogisme. Le début du raisonnement est certes tout à fait exact : l'apparition de l'autogestion échappe totalement aux cadres d'analyse et d'action que les protagonistes de l'indépendance algérienne avaient imaginées.

Mais le second temps de l'argumentation paraît erroné. L'autogestion dans ses développements initiaux a certes créé une situation de fait totalement imprévue, mais elle n'a pas été imposée à un Pouvoir qui n'aurait fait que l'entériner.

L'opinion inverse, pourtant très répandue, laisse de côté des phénomènes qui sont décisifs pour la compréhension de l'autogestion algérienne. Si celle-ci avait été simplement consacrée par un Pouvoir réticent, comment expliquer qu'elle ait été d'emblée présentée comme le thème majeur du socialisme algérien ? En réalité l'argumentation doit être renversée. La consécration de l'autogestion correspond aux intérêts objectifs de la couche sociale (I) qui accède au Pouvoir au terme de la crise de l'été 1962. Cette constatation n'exclut pas, bien au contraire, qu'elle ait rejoint et satisfait en même temps les intérêts fondamentaux des travailleurs.

 (I)-Voir sur la composante sociale du mouvement national en Algérie HARBI M. Aux origines du FLN : Le populisme révolutionnaire en Algérie. Editions C. Bourgeois, Paris 1975.

Deux séries de considérations peuvent être retenues en ce sens :

- L'autogestion apparaît tout d'abord comme l'enjeu d'un double conflit politique. Elle est à la fois au centre de la lutte pour le Pouvoir qui se déroule en Algérie et le premier objet de contentieux dans les relations franco-algériennes.

. On a souvent évoqué les liens objectifs qui unissaient la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale, dont le compromis réalisé au sein du FLN, lors de la création du GPRA en 1958, révélait l'étendue. Or cette alliance tactique vole en éclats dès l'indépendance. Si la bourgeoisie algérienne tente alors de succéder aux colons, la fraction petite bourgeoisie qui s'empare du Pouvoir marque d'emblée son soutien au mouvement autogestionnaire qu'elle s'efforce de généraliser, d'unifier et de consolider. Cet acte initial d'affranchissement politique de la petite bourgeoisie cristallisera pour longtemps, le jeu des forces politiques en Algérie sur le problème de l'autogestion.

. En outre, la situation de vacance créée par le départ massif des Européens sape, quelques mois après leur conclusion, les fondements même des Accords d'Evian, dont les dispositions, en matière de réforme agraire notamment, présupposaient le maintien sur place des colons. Mais les autorités françaises, d'abord par le canal de l'Exécutif Provisoire, puis par la voie diplomatique, exercent de fortes pressions sur le jeune Etat algérien, pour que les principes initiaux de coopération ne soient pas remis en cause.

Ce contexte politique marquera fortement les institutions juridiques mises en place, jusqu'à l'intervention des mesures de nationalisation. Mais ce seul élément ne suffit pas à expliquer l'essor considérable, que connaît rapidement le thème de l'autogestion au plan de l'idéologie, qui influencera plus durablement l'évolution du droit de l'autogestion.

- Très rapidement en effet, l'autogestion devient l'idée-force du socialisme algérien. Le phénomène est en apparence paradoxal, si l'on se réfère à l'idéologie développée par le mouvement national jusqu'à l'indépendance.

L'hypothèse explicative que l'on peut avancer ici, est que l'idée d'autogestion est l'élément unificateur des différents courants idéologiques qui traversent la petite bourgeoisie, au moment où elle tend à s'affirmer en tant que force politique autonome. De fait, au-delà de sa commune opposition à la bourgeoisie, la couche dirigeante reste partagée entre plusieurs conceptions du "socialisme", que l'on a parfois ramenées à un dilemme entre "socialisme libertaire" et "socialisme autoritaire" (1). Mais cet éclectisme idéologique, dont il faudrait d'ailleurs nuancer les composantes, reste dominé par une égale hostilité de la petite bourgeoisie envers le socialisme marxiste. Elle trouvera dès lors dans l'autogestion, dont le seul modèle étranger, l'expérience Yougoslave, est jugé hérétique par le bloc communiste, un élément décisif d'unité qui, tout en démarquant le socialisme algérien du schéma marxiste classique, assurera provisoirement sa cohésion.

A partir de 1963 en effet, l'autogestion occupe tout l'espace idéologique du socialisme algérien à laquelle il finit par s'identifier. L'autogestion qualifie la voie algérienne vers le socialisme, dont elle représente à la fois le moyen unique de réalisation, même si la transition exige des étapes intermédiaires (2), et la finalité ultime.

(1)-termes utilisés par P. BOURDIEU et A. SAYAD, in Le déracinement - la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie. Editions de Minuit Paris 1964, p.171

- voir aussi

AIT AMARA H. Conditions de la participation dans les exploitations agricoles d'autogestion en Algérie. Thèse pour le Doctorat de 3ème cycle, Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris 1970, 2 Tomes "D'une conception libertaire à une conception étatique de l'autogestion (tome I, p.6 et s.)

KOULYTCHEVSKY S. L'autogestion, l'Homme et l'Etat - l'expérience algérienne. op.cit.

Deux conceptions "municipale" et "préfecturale" de l'autogestion (p.58 et s.)

(2)-Ainsi la Charte d'Alger, (édition de la Commission Centrale d'Orientation du FLN, Constantine 1964), prévoit au titre de la réforme agraire la constitution de coopératives agricoles. Mais "le but visé doit être la transformation progressive de ces coopératives en organismes d'autogestion" (p.68).

Bien que le champ de l'autogestion ne dépasse pas dès cette époque le secteur économique, qu'elle n'englobe d'ailleurs pas totalement, l'autogestion n'est pas conçue comme une simple technique de socialisation de l'économie. Le développement du pouvoir des travailleurs dans les unités de production et l'approfondissement de leur conscience politique, qui est censé en résulter doivent poser le problème de l'existence de l'Etat et des formes d'exercice du Pouvoir politique.

Certes, on peut relever dans la Charte d'Alger, qui formule en 1964 la théorie du socialisme autogestionnaire, des "traces non équivoques d'idéologie étatiste" (1). Mais cette influence ne doit pas être surestimée ; et à l'inverse de M. KOULYTCHIZKY (2), il est possible de considérer qu'elle est secondaire par rapport à celle du socialisme autogestionnaire.

La logique dominante de la Charte d'Alger demeure en effet, à notre sens, celle de la consolidation, du développement et de la généralisation de l'autogestion (3). L'esquisse tracée de la réforme communale (4) s'insère dans ce schéma autogestionnaire, tandis

(1)-LECA J. "Parti et Etat en Algérie." in Annuaire de l'Afrique du Nord, CNRS 1968, p.18

(2)-KOULYTCHIZKY S. L'autogestion, l'Homme et l'Etat - l'expérience algérienne. op. cit. p.158

"La Charte reste centraliste et étatiste, néanmoins dans les limites de la phase de transition" les résolutions finales du Congrès insistent sur l'option socialiste et la promotion de l'autogestion".

(3)-Charte d'Alger. op. cit. p.41

"C'est dans l'autogestion que s'est manifesté et que se manifestera le développement ininterrompu de la révolution nationale populaire en révolution socialiste, posant tous les problèmes économiques et politiques résultant de la transition en cours du colonialisme à l'émergence d'un Etat ouvrant la voie au socialisme".

(4)-ibidem, p.II5

"L'option socialiste, le fonctionnement harmonieux de l'autogestion, la nécessité de donner aux collectivités locales des pouvoirs réels impliquent une refonte administrative radicale dont le but doit être de faire de la commune, la base de l'organisation politique, économique et sociale du pays...Pour augmenter son efficacité, l'organisation communale doit prévoir au sein de la représentation des citoyens une représentation particulière de l'ensemble des producteurs (autogestionnaires, coopérateurs, etc...)

qu'une fin de non recevoir est opposée aux velléités étatistes (1). Même si, comme on le verra, sa réalisation est déjà hypothéquée dans les faits, c'est donc à une conception globale de l'autogestion, envisagée dans son contenu économique comme dans ses aspects idéologiques et politiques, que se rattache la Charte d'Alger.

2°) En 1976, le contexte dans lequel évolue l'autogestion s'est profondément transformé. Dépolitisée dans son contenu, désacralisée au plan idéologique, limitée dans son champ d'application, elle revêt de plus en plus l'aspect d'une anomalie anachronique, dont la justification embarrasse le législateur (2). Son principe n'a toutefois jamais été remis en cause et elle subsiste, au moins formellement, sur une partie du secteur agricole d'Etat.

Aussi bien, la permanence de l'idée, même dévalorisée, et de la réalité, au moins juridique, doit faire intervenir dans le schéma explicatif proposé, des raisons particulières qui découlent en fait de l'analyse précédente.

La raison principale qui justifie la survivance de l'autogestion paraît être d'ordre politique. Depuis l'indépendance en effet, dans l'esprit des travailleurs comme plus généralement dans l'opinion publique algérienne, les notions d'autogestion et de socialisme sont indissolublement liées. Cette identification s'est traduite entre 1962 et 1965 dans toutes les luttes politiques et

(1)-Rapport du Secrétaire Général du Parti au Congrès du FLN (Avril 1964) in Charte d'Alger, op.cit. p.144

"Il faut combattre sans répit la tendance de ceux qui affirment que la construction de l'Etat est un préalable à la révolution. Une telle voie est fautive. Elle aboutirait si on la prenait à remettre le pouvoir entre les mains de ceux qui actuellement possèdent la culture et l'expérience politique, c'est à dire en gros aux éléments liés à la bourgeoisie".

(2)-Charte de la Révolution agraire, JORA 1971, p.1273

"Instaurée dès les premiers temps de l'indépendance, l'autogestion constitue cependant un système de gestion encore en pleine évolution... Ainsi l'autogestion développe peu à peu ses multiples promesses. Elle reste cependant un système de gestion évolué qui suppose des unités de production de certaines dimensions et d'un niveau technique approprié".

syndicales et s'est exprimée dans tous les Congrès (1). La défense de l'autogestion est, durant toute cette période, la ligne de clivage qui sépare partisans et adversaires du socialisme en Algérie.

Aussi bien, le régime issu du coup d'Etat de 1965, généralement considéré comme hostile à l'autogestion, ne peut se prononcer contre une institution qui concrétise aux yeux de tous l'idée de socialisme. Se réclamant d'une légitimité révolutionnaire, il proclame sa fidélité à l'autogestion, au nom d'un socialisme authentique, qui en appelle cependant une nouvelle définition. Ainsi le régime affirme-t-il d'emblée, que "les options fondamentales sont irréversibles et les acquis de la révolution inaliénables" (2), tandis que "le principe de l'autogestion" est, peu après, confirmé à ce titre comme l'"une des données fondamentales de notre option socialiste" (3). Bien plus, le Pouvoir entend réunir les conditions du plein épanouissement de l'autogestion (4), dont il constate que jusqu'alors elle "n'a en fait dans ses dispositions essentielles jamais dépassé le stade formel des textes" (5).

Sous une apparente continuité, c'est en réalité l'unité du couple "autogestion-socialisme" qui est rompue et une conception nouvelle et autonome de chacune des deux idées qui est développée.

(1)-Congrès des Fellahs en Octobre 1963, Congrès du secteur industriel socialiste en Mars 1964, Congrès des travailleurs de la terre en Décembre 1964, Deuxième Congrès de l'UGTA en Mars 1965.
Voir sur tous ces Congrès, WEISS F. Doctrines et action syndicale en Algérie. Imprimerie de l'Est, Besançon 1970.

(2)-Proclamation du Conseil de la Révolution du 19 Juin 1965, JORA 1965, p.647

(3)-Déclaration du Chef de l'Etat le 5 Juillet 1965, JORA 1965, p.655

(4)-Résolution du Conseil de la Révolution prise à la suite de ses réunions tenues à Alger du 15 au 30 Novembre 1965, JORA 1966, p.314
"Le Conseil de la Révolution décide la création sous sa responsabilité d'une commission chargée de définir les modalités d'application des décrets instituant l'autogestion et de procéder à leur enrichissement".

(5)-ibidem, p.313

La notion de socialisme spécifique est confirmée mais l'autogestion n'est plus considérée comme son fondement unique. La voie algérienne implique désormais la diversité des moyens, la concurrence des modèles et la confrontation des expériences. La conception théorique du socialisme autogestionnaire est abandonnée au profit d'une vision plus pragmatique qui fait place à différents moyens de réalisation de l'idéal socialiste.

Parmi ces moyens, la nécessité d'édifier un Etat stable et fort est présentée comme une priorité majeure. Et cette exigence ne peut, bien évidemment, s'accommoder de préoccupations autogestionnaires. D'ailleurs, la réforme communale mise en chantier en 1966, écartera les principes retenus à ce titre par la Charte d'Alger.

Dès lors, l'autogestion n'est plus considérée comme un but à atteindre dans tous les secteurs de l'activité sociale, mais comme un simple instrument de socialisation de l'économie. Encore ce moyen ne doit-il être considéré ni comme exclusif, ni comme privilégié par rapport à d'autres modes de gestion, qui peuvent être plus appropriés aux exigences de la construction du socialisme (I).

L'exigence immédiate est, à ce titre, l'assainissement de l'économie nationale et au premier chef le rétablissement de la rentabilité du secteur d'Etat. La politique du précédent régime,

(I) Interview du Chef de l'Etat au Journal El Ahram (Octobre 1965), texte en français in RASJ 1965, p.109 et s.
 "Nous devons donc nous interroger si l'autogestion est un moyen ou bien une fin en soi. Pourquoi ? Parce qu'étant une fin, cela équivaut à dire qu'elle est relativement immuable. Contrairement, étant un moyen, elle reste subordonnée aux circonstances et à l'expérience... Notre opinion alors était que l'autogestion n'est qu'un moyen parmi tant d'autres que nous devons soumettre aux impératifs de l'expérience réaliste pour l'application du socialisme..." (p.139)
 "Nous ne nourrissons aucun fanatisme ni en faveur ni à l'encontre de l'autogestion..." (p.140).

caractérisée par une "mauvaise gestion du patrimoine national et la dilapidation des deniers publics" (1), a en effet plongé l'économie du pays dans un "marasme général qui s'exprime déjà par une baisse de la productivité, une rentabilité économique décroissante et un désinvestissement inquiétant" (2).

Si la critique n'est pas davantage approfondie et l'insuccès provisoire de l'autogestion (3) attribué aux carences de la politique du "Pouvoir personnel", c'est sa vocation hégémonique qui est cependant directement remise en cause. Et c'est bien au nom de critères de rentabilité (4), que l'autogestion va progressivement disparaître des secteurs industriel et tertiaire, au profit de sociétés nationales et d'établissements publics, présentés comme des modes de gestion efficaces et modernes et dont l'extension deviendra rapidement synonyme de développement économique.

A l'exception de quelques entreprises isolées, elle ne subsiste plus guère aujourd'hui que dans le secteur agricole d'Etat, amputé d'ailleurs d'une branche coopérative confiée aux anciens moudjahidine (combattants).

(1)-Proclamation du Conseil de la Révolution du 19 Juin 1965, JORA 1965 p.646

(2)-ibidem, p.647

(3)-Résolution du Conseil de la Révolution prise à la suite de ses réunions tenues à Alger du 15 au 30 Novembre 1965, JORA 1966, p.314
"Les insuffisances qui ont empêché le processus réel d'application de l'autogestion ont engendré une crise de confiance dans la valeur économique de l'autogestion et ont risqué même d'en mettre le principe en péril".

(4)-Interview du Chef de l'Etat au journal El Ahram (Octobre 1965), op. cit. p.140
"Les entreprises autogérées dont la rentabilité a été établie du point de vue économique et social doivent être consolidées et renforcées sur cette base...Il y a également des entreprises dont la mise en autogestion s'est soldée par un échec et il nous appartient dans ce domaine de déterminer...s'il est le résultat de causes organiques inhérentes à la nature même du travail au sein de l'entreprise et qu'il s'avère indispensable dans ce cas de modifier le mode d'exploitation dans le but de réaliser l'objectif socialiste poursuivi".

C'est dans ce contexte politique et idéologique qu'il faut examiner l'évolution du droit de l'autogestion, car c'est en rapport avec les données mises à jour, que ses vicissitudes et ses ambiguïtés trouvent leur signification.

La force du courant autogestionnaire conduit, dans une première phase, à l'adoption d'un statut homogène, applicable à toutes les entreprises soumises à ce régime. Mais ce statut juridique traduit davantage un projet idéologique que la prise en considération des données objectives, dans lesquelles s'inscrit le développement de l'autogestion (sous-titre I).

De fait, ce statut ne sera jamais réellement appliqué ; et sa désintégration précède puis accompagne, dans une seconde phase, la régression du projet au plan politique et idéologique (sous-titre 2).

SOUS-TITRE .1- - LE STATUT JURIDIQUE D'UN PROJET IDEOLOGIQUE

La période qui sépare la naissance de l'autogestion de son "institutionnalisation", est extrêmement féconde du point de vue de l'analyse juridique. Elle révèle en effet, à l'état brut, le caractère éminemment politique d'un droit qui traduit toutes les fluctuations d'un rapport de forces longtemps incertain. Le mouvement autogéré, né dans l'illégalité, prend progressivement de l'ampleur, jusqu'à sa légalisation qui marquera aussi l'avènement du thème de l'autogestion au plan idéologique.

La consécration officielle de l'autogestion n'est pas pour autant dépourvue d'ambiguïtés et de contradictions juridiques. Les décrets de Mars 1963 réalisent en effet un compromis instable entre les courants autogestionnaire et étatiste de la couche dirigeante, compromis qui dévoile déjà le cadre d'organisation dans lequel le développement de l'autogestion sera enserré. Si la volonté de rupture avec la légalité classique est manifeste (chapitre I), il est tout aussi évident que le statut juridique de l'autogestion est en rupture totale avec la réalité sociale (chapitre II).

CHAPITRE I - UNE VOLONTE DE RUPTURE AVEC LA LEGALITE CLASSIQUE

L'autogestion ne peut se couler dans le moule de la légalité classique. Elle implique une mutation des rapports économiques, et principalement du rapport des producteurs directs aux moyens de production, qui trouve son expression juridique dans la transformation du mode de propriété et du statut de l'entreprise. Cette mutation se réalise en Algérie, de manière très pragmatique, avec l'extinction progressive du droit de propriété des entrepreneurs européens, définitivement sanctionnée en Mars 1963, en même temps qu'est consacré le modèle institutionnel de révolutionnarisation de l'entreprise.

Section I - L'EXTINCTION DU RAPPORT JURIDIQUE DE PROPRIETE

Le départ massif des Européens durant l'année 1962, qui délaissent plusieurs milliers d'exploitations agricoles et quelques centaines d'entreprises industrielles et commerciales, plonge le législateur algérien dans un embarras politique.

Soucieux de ménager l'avenir et la possibilité d'un retour hypothétique des colons, mais aussi pressé par la bourgeoisie nationale de légaliser les transactions qu'elle a réalisées, l'Exécutif Provisoire se contente de prendre des mesures conservatoires du droit de propriété des Européens, qui ont quitté le territoire national, sans se prononcer sur la validité des transferts de propriété effectués. La position du premier gouvernement algérien sera plus ferme mais progressive. Tout en bloquant le mouvement de transactions, il se gardera de trancher dans le vif le problème du droit de propriété mais par une série de mesures visant à organiser la gestion des biens vacants, il le videra peu à peu de sa substance, au point finalement de l'annihiler.

S I - DE LA PROTECTION DES DROITS DU PROPRIETAIRE ...

Le premier texte concernant la protection des biens vacants vise à "en faire assurer l'utilisation et l'exploitation normales dans le respect des personnes et des biens" (1). Or il s'agit en l'occurrence de protéger les droits des propriétaires absents "en conférant aux préfets les pouvoirs nécessaires" (2).

Certes, il est à remarquer que ce texte portait de sérieuses atteintes au régime de la propriété privée. D'une part, la notion de vacance est utilisée par le législateur dans un sens très extensif du droit commun. En droit français, la vacance est un état juridique caractérisé par le fait que nul ne peut prétendre à l'exercice d'un droit réel sur le bien considéré (3). Ici en revanche, la notion s'applique à des biens et à des entreprises dont les propriétaires sont connus, même s'ils ont temporairement cessé d'exercer leurs prérogatives (4). Il ressort d'autre part de l'ordonnance du 24 Août 1962, que les entreprises considérées comme vacantes doivent être remises en exploitation et que les locaux à usage d'habitation peuvent être réquisitionnés et attribués par voie administrative.

Mais en réalité, ces mesures interviennent dans le respect absolu du droit de propriété. Le législateur ne tire pas la conséquence logique de l'état de vacance, à savoir le transfert de propriété à l'Etat. Bien au contraire, les préfets sont chargés

(1)-Ordonnance n° 62-020 du 24 Août 1962 concernant la protection et la gestion des biens vacants, JOEA 1962, p.138, exposé des motifs.

(2)-ibidem.

(3)-cf. articles 539 et 713 du Code civil français.

(4)-Sont assimilés à des biens vacants les biens immobiliers "dont l'usage, l'occupation ou la jouissance ne sont plus exercés depuis plus de deux mois par le titulaire légal d'un de ces droits" (Ordonnance n° 62-020 du 24 Août 1962, article 1er).

de veiller à l'établissement des inventaires (1) et sont habilités à expulser les occupants illégaux (2) des biens vacants. Ils nomment en outre des "administrateurs-gérants" investis de tous les pouvoirs de gestion courante, à l'exception du droit de disposition des biens qui leur sont confiés (3).

Toutes ces dispositions ne sont enfin que provisoires. A leur retour, ou même sur simple mandat, les propriétaires sont assurés d'être "réintégrés immédiatement dans l'ensemble des biens de l'établissement" (4). Un appel pressant leur est adressé en ce sens, sous la forme curieuse d'une "mise en demeure d'avoir à reprendre l'occupation-gestion ou exploitation des dits biens et établissements dans un délai de trente jours" (5), sans d'ailleurs que cette mise en demeure soit assortie de sanction.

Peu avant que sa mission prenne fin, l'Exécutif Provisoire, après avoir paru opter pour le mode d'organisation coopérative des entreprises vacantes (6), est pourtant l'"inventeur" de la formule du "comité de gestion". Mais appliquée à un seul établissement public d'importance nationale (7), elle n'a pas la signification qu'elle

(1)-Ordonnance n° 62-020 du 24 Août 1962, articles 5, 9 et 15

(2)- ibidem, article 3

(3)- ibidem, article II

(4)- ibidem, article I2

(5)- ibidem, article I8

(6)-cf.Décret n° 62-561 du 21 Septembre 1962, portant création d'un Bureau à la protection et à la gestion des biens vacants, JOEA 1962, p.289

L'article 4 prévoit que "les fonctions d'administrateur-gérant pourront être confiées à des personnes morales et spécialement à des coopérative

(7)-Ordonnance n° 62-053 du 22 Septembre 1962, portant création d'un comité de gestion "L'électricité et gaz d'Algérie", JOEA 1962, p.278

revêtiira par la suite. Elle réhabilite, en droit, et pour un temps, la formule de la gestion tripartite (I) instituée dans certaines entreprises publiques françaises après 1945.

§ 2 - ...A LEUR EVANOUISSEMENT

Ces mesures, décidées dans un contexte où il s'agissait de respecter tant la lettre que l'esprit des Accords d'Evian, sont rapidement dépassées. L'état de vacance - par nature provisoire - tend à se perpétuer et la radicalisation des forces politiques, qui se sont emparées du Pouvoir après la crise de l'été 1962, ne permet pas le maintien du statu quo.

Dès son installation, le premier gouvernement algérien prend une série de décisions qui, tout en consolidant l'état de vacance et en organisant la gestion des exploitations, limitent puis font disparaître tous les éléments du droit de propriété.

En instituant des comités de gestion dans toutes les entreprises vacantes (2), il entend d'abord unifier, sous la dénomination d'autogestion, des pratiques antérieures de gestion plus ou moins ouvrière et démocratique (3).

(1)-voir article 2 de l'ordonnance n° 62-053 du 22 Septembre 1962 et décret n° 62-549 du 22 Septembre 1962 portant nomination des membres du comité de gestion de l'établissement "Electricité et Gaz d'Algérie" JOEA 1962, p.281
- sur l'imbroglio juridique résultant de cette institution et des mesures ultérieures, cf. BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie," op. cit. p.757

(2)-Décret n° 62-2 du 22 Octobre 1962 instituant des comités de gestion dans les entreprises agricoles vacantes, JORA 1962, p.14
-Décret n° 62-38 du 23 Novembre 1962 instituant des comités de gestion dans les entreprises industrielles, artisanales ou minières vacantes, JORA 1962, p.56

(3)-"Les comités de gestion constitués antérieurement...devront se conformer aux prescriptions de ce décret dans les huit jours suivant sa publication" (article 7 des décrets n° 62-2 et 62-38).

Dans chaque entreprise réputée vacante, un comité de gestion doit donc être élu "par l'ensemble des ouvriers travaillant habituellement dans l'entreprise". Ce comité, après agrément préfectoral, désigne un président. Celui-ci remplit dès lors les fonctions précédemment dévolues à "l'administrateur-gérant". En fait, jusqu'à la campagne générale de réorganisation du printemps 1963, et même au-delà, les comités de gestion seront plus souvent nommés qu'élus (1).

La conception de l'entreprise autogérée n'est d'ailleurs qu'imparfaitement esquissée à cette époque. D'une part, la répartition des compétences entre le comité de gestion et le président demeure incertaine (2). D'autre part, si le principe de l'intéressement matériel des travailleurs est d'ores et déjà posé, la rémunération de base des ouvriers reste pleinement assimilée à un salaire, notion incompatible avec le statut d'autogestionnaire.

Il est toutefois la position du gouvernement à l'égard des propriétaires européens. Leur retour est sans doute toujours envisagé, mais à l'évidence il n'est plus souhaité. Leur réintégration dans l'entreprise demeure simplement possible, aux conditions fixées par l'autorité administrative et sans que, en tout état de cause, elle puisse conduire à la suppression des comités de gestion (3).

(1)-voir en ce sens. RAPTIS M. "Le dossier de l'autogestion en Algérie" Revue Autogestion, Cahier n°3, Paris 1967, p.49
 -MARILL A.L'expérience algérienne d'autogestion industrielle," in Essais sur l'économie de l'Algérie nouvelle.PUF Paris 1965, p.193

(2)-voir les articles 5 du décret n°62-2 et 2 du décret n°62-38.

(3)-articles 6 des décrets n°62-2 et 62-38
 -selon une circulaire d'Octobre 1962 du Bureau national à la protection et à la gestion des biens vacants, il y aurait lieu dans ce cas d'instituer un système de cogestion (cité in M. RAPTIS "Le dossier de l'autogestion en Algérie", op.cit. p.23).

En outre, tous les actes de disposition sur les biens vacants sont désormais soumis à un strict contrôle administratif (1). Les transactions sont interdites pour l'avenir. Quant aux opérations réalisées durant l'été 1962, dont la signification économique et la portée économique sont connues, elles relèvent d'une censure d'autant plus sévère, qu'elles sont intervenues à l'étranger. Dans ce cas, elles sont nulles de plein droit, alors que conclues sur le territoire national, elles sont seulement annulables à la diligence des préfets. Ces mesures posent sans doute "de redoutables problèmes sur le plan de la légalité" (2). Mais leur caractère politique est évident et il ne semble pas que les juridictions algériennes saisies se soient prononcées sur ce point, encore moins qu'elles aient favorablement accueillies les requêtes introduites (3). Quoi qu'il en soit, les attributs de la propriété sont doublement restreints : le droit de disposer est supprimé, tandis que les prérogatives attachées à l'usufruit sont enfermées dans un cadre limitatif d'exercice.

Certes, comme on l'a souvent observé, les Décrets de Mars 1963, éludent totalement la question du titulaire du droit de propriété sur les biens vacants. Mais de nouveaux pas décisifs sont franchis dans le sens de l'extinction totale du droit de propriété privée.

En premier lieu, l'état de vacance est consolidé là où il a été antérieurement constaté. En revanche, les déclarations ultérieures de vacance doivent répondre à certains critères (4) et

(1)-Décret n°62-03 du 23 Octobre 1962, portant réglementation des transactions, ventes et locations, afferriages, amodiations de biens immobiliers et mobiliers, JORA 1962, p.14

(2)-BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit. p.733

(3)-ibidem.

(4)-cf.Décret n°63-88 du 18 Mars 1963 portant réglementation des biens vacants, JORA 1963, p.282

La vacance résulte soit de la "cessation d'activité de l'entreprise" (critère précis) soit de son "exploitation anormale" (critère beaucoup plus flou), hors les cas de motif légitime strictement réglementés.

sont entourées d'un formalisme juridique plus contraignant : constat par arrêté préfectoral, publication des décisions au Journal Officiel, voie de recours ouverte devant le juge des référés (1). Mais ces garanties formelles n'ont été que peu respectées (2). Ensuite, l'éviction des propriétaires est définitivement acquise sans espoir ni possibilité de retour. Enfin, la rupture est consommée avec l'ordre juridique antérieur, puisqu'"aucune poursuite, ni voie d'exécution ne pourra être exercée contre les biens vacants à raison d'obligations antérieures à la date d'entrée en vigueur de l'état de vacance" (3).

Au terme de cette évolution qui marque l'évanouissement du droit de propriété des colons, le modèle Yougoslave qui a inspiré les responsables algériens, s'impose d'autant plus à l'esprit (4), que la "révolutionnarisation" de l'entreprise procède des mêmes techniques juridiques.

 (1)-Décret n°63-88 du 18 Mars 1963, portant réglementation des biens vacants, JORA 1963, p.282, articles I, 6 et 7.

(2)-Les déclarations de vacance publiées au journal officiel sont peu nombreuses. Voir cependant les arrêtés préfectoraux, publiés au JORA 1963, p.515 - 596, qui concernent des locaux commerciaux et à usage d'habitation.

Les déclarations de vacance ont bien sûr suscité un abondant contentieux. Voir sur ce point

-GUECHE N. "La législation des biens vacants en Algérie" RASJ 1964, p.12
 -BENCHENEB A. "Le contentieux des biens dévolus à l'Etat par l'ordonnance du 6 Mai 1966", Mémoire pour le DES de Droit public, Institut des Sciences Juridiques, Alger 1975

(3)-Décret n°63-88, article I2

(4)-cf. DJORDJEVIC J. "Contribution à la propriété sociale" in Questions actuelles du socialisme, Octobre 1966
 "La propriété sociale exprime la négation de tout droit de propriété, plus exactement du monopole du pouvoir sur les moyens de production. Ni l'Etat, ni la commune, ni l'entreprise, ni le collectif de travail, ni un individu n'a un droit de propriété sur les moyens de production".

Section 2 - LE MODELE INSTITUTIONNEL DE
REVOLUTIONNARISATION DE L'ENTREPRISE

Jusqu'au printemps 1963, voire au-delà, la gestion des entreprises vacantes échappe dans une très large mesure au contrôle du Pouvoir central. Les ouvriers s'organisent spontanément, ou sous le contrôle des autorités de droit et de fait, pour maintenir les capacités productives des entreprises et en assurer l'exploitation courante. Selon des pratiques diverses, variables dans l'espace et dans le temps, les travailleurs disposent de la capacité collective d'utiliser les moyens de production. Ils en ont donc la possession et la détention réelles, et ces pouvoirs sont consolidés par des rapports juridiques correspondants.

Depuis le départ des propriétaires, les ouvriers se comportent en effet en possesseurs des biens vacants, selon la définition juridique habituellement admise (1), et la justification économique parfois avancée (2). Il s'agit d'ailleurs d'une possession d'usufruit et non du droit de propriété, dont l'extinction progressive a été analysée. Avec l'intervention du législateur, les Comités de gestion institués réunissent donc collectivement les qualités juridiques de

(1)-cf.supra p. 35.

(2)-MAZEAUD H.L et J. Leçons de droit civil. Tome deuxième, Editions Montchrestien, Paris 1962, p.II46
 "Le propriétaire qui n'est pas en possession de son bien...se désintéresse de sa chose ; il laisse ses biens improductifs, il est économiquement nuisible. On lui préférera, sous certaines conditions, le possesseur, parce que c'est le possesseur qui utilise la chose".

détenteur (1) des biens vacants et de possesseur de leur usufruit (2).

Les rapports juridiques d'autogestion définis par les Décrets de Mars 1963, viennent ainsi consolider la transformation des rapports sociaux de production, qui s'est amorcée dans les entreprises vacantes, paraissant mettre en cause les conditions de fonctionnement des rapports de production capitalistes. La séparation des travailleurs de leurs moyens de production est en effet contestée dans tous ses aspects.

§ I - UN PRODUCTEUR INTEGRE A L'ENTREPRISE :

LE TRAVAILLEUR PERMANENT

Dans l'entreprise capitaliste, la force de travail est "une marchandise appréciée diversement au gré de l'offre et de la demande, en fonction exclusive des intérêts circonstanciels du patronat" (3). La précarité de la situation des salariés n'est que très partiellement atténuée par les clauses protectrices du contrat individuel ou de la convention collective de travail. Et, en tout état de cause, nul ne détient un droit acquis au maintien de son emploi.

Cet aspect de la séparation des travailleurs des moyens de production est surmonté par les textes organisant l'entreprise autogérée. Une distinction capitale est établie entre travailleur permanent et ouvrier saisonnier de l'entreprise, dont

(1)-cf. supra p. 35.

(2)-MAZEAUD H.L et J. Leçons de droit civil. Tome deuxième, op.cit. p. II48

"Il faut remarquer que la situation de possesseur qui exerce les prérogatives d'un droit réel autre que le droit de propriété est double. Relativement au droit qu'il exerce (usufruit par exemple), il est possesseur, mais à l'égard du droit de propriété, il n'est que détenteur de la chose".

(3)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, JORA 1971, p. I347.

les effets seront analysés au point suivant. La qualité de permanent est reconnue à tout travailleur salarié de l'entreprise qui remplit l'ensemble des conditions légales et en particulier l'obligation d'une "présence ininterrompue d'au moins six mois" (1).

La reconnaissance de cette qualité garantit au travailleur la permanence de son emploi. Sans doute est-il prévu que le directeur "détermine annuellement le nombre optimum des travailleurs permanents, techniquement nécessaire à l'accomplissement du programme économique de l'entreprise" (2). Mais à l'évidence, cette disposition vise l'élargissement du collectif des travailleurs et non l'hypothèse, jamais envisagée, d'une diminution des postes de travail (3).

D'ailleurs le seul cas prévu d'exclusion d'un travailleur permanent est celui de "la faute grave" qu'il aurait commise, ce qui exclut l'éventualité de licenciements collectifs ou individuels, résultant de difficultés économiques rencontrées par l'entreprise. Au demeurant, une telle décision ne peut être prise que par les organes de gestion constitués par les travailleurs eux-mêmes (4).

(1)-Décret n°63-95 du 22 Mars 1963, portant organisation et gestion des entreprises industrielles, minières et artisanales ainsi que des exploitations agricoles vacantes, article 3, JORA 1963, p.298

(2)-ibidem, article 5, alinéa 3

(3)-ibidem

article 2. alinéa 2: "Le nombre de ses membres (de l'assemblée générale) est défini annuellement selon le degré de développement et d'intensification de l'entreprise"

article 14 : "Le conseil des travailleurs...décide de l'admission des nouveaux travailleurs permanents dans les limites prévues par les articles 3, 4 et 5 du présent décret"

(4)-ibidem

article 7 : "Aucun des travailleurs ayant droit de participer aux délibérations de l'assemblée générale des travailleurs ne peut être exclu sauf cas de faute grave. La preuve de la faute incombe au conseil ou à l'assemblée générale des travailleurs s'il n'existe pas de conseil des travailleurs".

article 14 : "Le conseil des travailleurs...décide de l'exclusion des membres sous réserve d'appel devant l'assemblée générale".

C'est en fait la distinction employeur-salarié qui est ainsi abolie, un trait caractéristique des rapports de travail capitalistes qui disparaît. La volonté de "révolutionnarisation" de l'unité de production apparaît plus nettement dans les modalités de dévolution du pouvoir au sein de l'entreprise.

§ 2 - UN AGENT COLLECTIF DE LA POSSESSION DES ENTREPRISES : LES TRAVAILLEURS PERMANENTS

Le texte du décret précité est extrêmement clair sur ce point puisque l'article premier dispose, que "les entreprises industrielles et minières ainsi que les exploitations agricoles vacantes s'autogèrent par les organes suivants :

- 1) l'assemblée générale des travailleurs
- 2) le conseil des travailleurs
- 3) le comité de gestion
- 4) le directeur".

L'ordre d'énoncé n'est pas fortuit, puisque ces différents organes sont liés entre eux par un mécanisme de délégations successives qui lie la compétence de chaque organe aux décisions prises à l'échelon précédent. A l'opposé d'une interprétation restrictive (I) des compétences dévolues aux organes représentatifs des travailleurs, il faut en effet constater que ces organes détiennent l'essentiel du pouvoir de décision dans l'entreprise. Il est vrai que les mesures quotidiennes de gestion sont prises conjointement par le directeur et le président du comité de gestion. Mais le principe de la hiérarchie des normes à l'intérieur de l'entreprise, implique le respect par ces autorités des décisions arrêtées par les travailleurs aux différents échelons de l'organisation pyramidale.

(I)-BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit.p.7
"Le principe de base de l'autogestion en Algérie est que le collectif des travailleurs donne naissance à des organes de gestion hiérarchisés et pyramidaux, mais que la marche journalière de l'entreprise n'est pas assurée par ces organes qui ne font que la contrôler".

L'assemblée des travailleurs fixe le programme général d'activité de l'entreprise (1). Dans ce cadre, le conseil des travailleurs détermine les orientations à moyen terme (achat de matériel, crédit d'équipement, admission des travailleurs permanents) et le comité de gestion décide de la réalisation des opérations courantes qui ne dépassent pas le cadre de l'exercice annuel (2). Dès lors, la liberté d'initiative du président et du directeur est fortement limitée. L'article 20 du décret précise d'ailleurs, que "le directeur assure, sous l'autorité du président, la marche quotidienne de l'entreprise en appliquant les décisions du comité de gestion et du conseil des travailleurs".

Le droit de gestion appartient donc réellement aux travailleurs manuels permanents (3), d'autant que le législateur a pris soin de préciser que les deux-tiers des membres du conseil des travailleurs et du comité de gestion "doivent être engagés directement dans la production" (4).

Sans doute, ce droit n'est pas exercé directement. Chaque organe élit l'autre jusqu'au président, à l'exception du directeur nommé par l'Etat, selon une procédure qui fait intervenir toutefois les présidents des comités de gestion. Mais des mesures concrètes sont prises pour atténuer les inconvénients du système représentatif. Le renouvellement des mandats est rapide : chaque année un tiers des membres doit être renouvelé ainsi que le président (5).

(1)-Décret n°63-95 du 22 Mars 1963, article 9

(2)-voir articles I4 et I6 du décret n° 63-95

(3)-L'assemblée générale est formée des seuls travailleurs permanents de l'entreprise, à l'exclusion des ouvriers saisonniers. Il en va de même des autres organes de gestion (décret n°63-95, articles 2, 10 et 15)

(4)-articles II et I5 du décret n°63-95

(5)-articles I2 et I5 du décret n°63-95

D'autre part, la fréquence ordinaire de réunion des organes est importante : trimestrielle pour l'assemblée générale, mensuelle pour le conseil des travailleurs et le comité de gestion (I).

Les rapports de domination au sein de l'entreprise, liés à la séparation du travail intellectuel de direction et du travail manuel d'exécution, sont en apparence brisés. La hiérarchie représentative est appelée à dominer la hiérarchie technique du travail réduite à l'exécution des décisions prises par la première. C'est ainsi tout le système traditionnel d'autorité au sein de l'entreprise qui est bouleversé sur le plan juridique.

Il reste à se demander dans quelle mesure ce modèle juridique était applicable, dans quelle mesure il était compatible avec la réalité sociale algérienne des lendemains de l'indépendance.

(I)-articles 8, 13 et 17 du décret n°63-95 du 22 Mars 1963.

CHAPITRE II - UN STATUT JURIDIQUE EN RUPTURE AVEC LA REALITE SOCIALE

La cohérence du modèle juridique n'est en réalité que très superficielle. L'harmonieuse construction masque la montée d'une force concurrente de l'autogestion, "la propriété économique de l'Etat" et les nombreuses contradictions de son statut juridique, conduisent en définitive à s'interroger sur la place de l'autogestion dans la phase de transition au socialisme.

Section I - LES MANIFESTATIONS DE LA PROPRIETE ECONOMIQUE DE L'ETAT

En Mars 1963, aucune entreprise, aucun bien vacant n'a encore été nationalisé. Et l'on peut effectivement considérer à l'époque que "l'esprit de la législation socialiste algérienne...est de mettre le problème de propriété "entre parenthèse" (I)". Pourtant l'analyse des pouvoirs exercés par l'Etat sur ce patrimoine, manifeste l'existence d'un rapport de propriété, au sens économique du terme.

§ I - LES POUVOIRS DE CONSERVATION ET DE PROTECTION

Sous l'Exécutif Provisoire déjà, les mesures prises en matière de protection des biens vacants font une large place à l'intervention des autorités administratives, non seulement en vue de sauvegarder la consistance du patrimoine abandonné, mais encore pour assurer la remise en marche des entreprises. A noter que les préfets sont investis à cet effet des pouvoirs nécessaires : expulsion des occupants sans titre, réquisition des biens, réouverture d'office des entreprises. Il leur appartient en outre de nommer initialement les administrateurs-gérants et par la suite de prononcer l'agrément des comités de gestion.

(I)-BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie"
op.cit. p.750

Le contrôle de l'application de ces mesures est confié à un service administratif créé auprès de la délégation aux affaires économiques (1) et rattaché directement ensuite à la Présidence du Conseil, par l'institution au sein de celle-ci d'un "corps de contrôleurs de gestion" (2). Le fonctionnement de ce service, aux prérogatives mal définies, allait entraîner des conflits de compétence entre les "contrôleurs" et les autorités administratives locales (3). La question est tranchée dans le cadre de la "législation de Mars 1963" dans le sens d'un renforcement des pouvoirs de l'autorité centrale. En effet, l'ensemble des biens vacants sont désormais placés "sous la tutelle administrative de la Présidence du Conseil"(4). Et cette tutelle, au contenu d'ailleurs imprécis, doit s'exercer par le canal du même service, dont la nouvelle dénomination traduit un accroissement sensible des attributions (5).

Sous une forme déjà centralisatrice, c'est donc encore une conception unitaire de l'autogestion qu'expriment les Décrets de Mars.

(1)-Décret n°62-561 du 21 Septembre 1962, portant création d'un Bureau national à la protection et à la gestion des biens vacants, JOEA 1962, p.289

(2)-Décret n°62-165 du 31 Décembre 1962, portant création d'un corps de contrôleurs de gestion attaché au Bureau national à la protection et à la gestion des biens vacants, JORA 1963, P.179

(3)-L'éventualité de tels conflits est envisagée par l'article 3 du décret n°62-165. Mais la solution préconisée qui vise à assurer la prééminence des contrôleurs "dans des cas graves et exceptionnels nécessitant des décisions urgentes" renferme les germes de nouvelles contradictions.

(4)-Décret n°63-88 du 18 Mars 1963, article 14

(5)-Décret n°63-100 du 4 Avril 1963, portant nouvelle dénomination du Bureau national à la protection et à la gestion des biens vacants et fixant ses attributions, JORA 1963, p.315
article 2: "Le Bureau national d'animation du secteur socialiste conserve les attributions définies par le décret n°62-561 du 21 Septembre 1962. Il a en outre un rôle d'orientation, d'animation, de coordination et de contrôle du secteur socialiste de l'économie algérienne, dans le cadre des plans et programmes de développement" La capacité d'intervention de ce Bureau est renforcée par le décret n°63-180 du 16 Mai 1963, portant création d'un centre de documentation, d'études et d'informations du secteur socialiste, JORA 1963, P.518.

§ 2 - LES POUVOIRS DE MAITRISE

a) Dès l'indépendance, des mesures générales d'organisation économique et financière sont arrêtées. Sans doute ne concernent-elles pas toujours exclusivement les entreprises autogérées. Mais elles préfigurent, dans un certain nombre de domaines, le système d'encadrement du secteur autogéré, qui sera mis en place par la suite. Elles visent pour l'essentiel le secteur agricole.

-Au niveau de la production, la campagne labour-semailles 1962-1963 est organisée avec un soin particulier (1). Une collaboration étroite est instituée entre le Ministère de l'Agriculture, maître d'oeuvre technique, les autorités préfectorales chargées de réquisitionner et de regrouper le matériel agricole et la structure des sociétés agricoles de prévoyance, pourvoyeuses des moyens humains et financiers, pour le succès d'une campagne qui a valeur de test économique et politique.

-Dans le domaine de la commercialisation, ce sont les céréales et le vin, produits stratégiques de l'économie algérienne, qui font l'objet d'une stricte organisation des marchés (2).

-En matière de financement enfin, des mesures spécifiques de soutien sont arrêtées en faveur des entreprises autogérées. La garantie de l'Etat est accordée aux crédits fournis aux exploitations

(1)-Directive et circulaire du Ministère de l'Agriculture du 17 Novembre 1962 relatives à la campagne "labours" 1962-1963, JORA 1962, p.90

(2)-Ordonnance du 12 Juillet 1962 relative à l'organisation du marché des céréales en Algérie et de l'Office algérien inter-professionnel des céréales, JOEA 1962, P. 34

-Arrêté du 7 Août 1962, organisation des campagnes de céréales, JOEA 1962, P.61

-Décret n°62-43 du 23 Novembre 1962 relatif aux céréales, JORA 1962, p.5

-Ordonnance n°62-037 du 18 Septembre 1962, relative à l'organisation de la campagne viti-vinicole 1962-1963, JORA 1962, p.275

agricoles par les organismes mutualistes auxquels adhéraient les colons (1), tandis qu'un fonds de soutien est créé auprès de la Banque d'Algérie en faveur des entreprises industrielles (2).

b) Mais c'est surtout à travers les Décrets de Mars 1963, que la maîtrise de l'Etat s'affirme, par le développement d'un double contrôle interne et externe sur l'entreprise autogérée. Un même organe assure provisoirement l'unité de ce contrôle : le directeur de l'entreprise.

L'ambiguïté de son statut et la diversité des fonctions qu'il remplit reflètent concrètement l'équilibre précaire qui s'établit entre la propriété d'Etat, dont le principe s'affirme progressivement, et la possession des travailleurs, dont le contenu réel dépend du degré d'extension de la première.

- En tant que représentant de l'Etat, le directeur est un agent de la planification nationale sous le double aspect qu'elle revêt, d'affectation des moyens de production et de disposition du produit.

A ce titre, le directeur est "nommé et révoqué par l'organisme de tutelle" (3). Il est donc investi de fonctions essentiellement administratives ; il ne dispose pas de pouvoirs propres de gestion mais de plusieurs prérogatives ponctuelles qui concrétisent la maîtrise de l'Etat. Il dispose en premier lieu,

(1)-Décret n°62-98 du 29 Novembre 1962 relatif aux emprunts contractés auprès des organismes de crédit agricole mutuel par les comités de gestion, JORA 1962, p.74

(2)-Décret n°63-36 du 18 Janvier 1963 favorisant la reprise et le maintien de l'activité des entreprises industrielles, minières et artisanales vacantes, JORA 1962, p.II7

(3)-Décret n°63-95 du 22 Mars 1963, article 22
La formule est d'ailleurs contradictoire avec le principe de la tutelle administrative exercée par le Président du Conseil. Elle laisse déjà présager l'éclatement de ce pouvoir entre les différents Ministères concernés.

d'un droit de veto qui lui permet de s'opposer aux opérations économiques, décidées par les organes de l'exploitation, qui seraient contraires aux intérêts de "l'Etat propriétaire" : "plans d'exploitation non conformes au plan national et diminution de la valeur initiale des moyens de production" (1). Ensuite, le directeur est responsable de la bonne tenue de tous les documents comptables qui commandent la répartition du revenu de l'entreprise autogérée (2). Or les règles de répartition de ce revenu sont impérativement fixées par l'Etat (3). Elles réservent en outre, une part importante aux "prestations à la collectivité nationale". Les fonds, constitués à ce titre (4), sont gérés à l'échelon central. Ils forment la base de la future "planification socialiste", en même temps qu'ils manifestent l'existence d'une "propriété collective" sur les biens de production, les fonds d'amortissement étant centralisés et non gérés au niveau de l'unité de production.

- En tant qu'organe de l'entreprise en revanche, le directeur est placé dans un statut de relative subordination par rapport aux instances de la hiérarchie représentative. Sa procédure de nomination nécessite l'intervention du conseil communal d'animation de l'autogestion, notamment composé des présidents des comités de gestion de la commune (5). Ce conseil doit agréer la décision de nomination

(1)-Décret n°63-95 du 22 Mars 1963, article 2, alinéa 3, article 9, alinéa I, article I4, alinéa 2, article 20.

(2)-Décret n°63-98 déterminant les règles de répartition du revenu des exploitations et entreprises d'autogestion, article 6, JORA 1963, p.300

(3)-Décret n°63-98, articles 3 et 4

(4)-Fonds d'amortissement de l'entreprise, fonds national d'investissement et fonds national d'équilibre de l'emploi (article 3 du décret n°63-98).

(5)-Décret n°63-95, article 23.

et le retrait d'agrément entraîne de plein droit le congédiement du directeur (1). De plus, si le directeur est "membre de droit du comité de gestion avec voix délibérative"(2), il a déjà été remarqué qu dans l'exécution des décisions des organes de gestion, il agit sous l'autorité hiérarchique du président.

Ces contradictions dans le statut et les attributions du directeur, qui traduisent l'incertitude quant au rôle exact dévolu à l'Etat dans le système d'autogestion, conduisent au coeur du débat sur le statut théorique de l'autogestion dans la phase de construction du socialisme.

Section 2 - AUTOGESTION ET TRANSITION AU SOCIALISME

On s'est efforcé précédemment de mettre en valeur les traits essentiels du régime algérien d'autogestion. Je faisant, on a délibérément ignoré les contradictions tant théoriques que pratiques qu'il recèle et qu'il convient maintenant d'analyser.

S I - LES CONTRADICTIONS INTERNES AU STATUT DE L'ENTREPRISE

Il était légitime d'attendre du législateur de 1963, en fonction de l'idéologie dominante de l'époque, qu'il consacrait la nature corporative de l'entreprise autogérée. L'autogestion était en effet couramment présentée comme le fruit d'un effort délibéré des collectifs ouvriers pour défendre leurs intérêts communs, en même temps

(1)-Décret n°63-95, article 22.

(2)-ibidem, article 21.

que ceux de la collectivité nationale. Tous les éléments constitutifs d'une corporation paraissaient donc réunis (1) : homogénéité et stabilité de la "population" sur le "territoire" de l'entreprise, très forte cohérence du groupe social avant toute structuration juridique. Certes, des éléments d'hétérogénéité avaient été introduits à la suite de l'élargissement des collectifs de travailleurs à un petit nombre d'anciens moudjahidine (2), cette "intrusion" étant indirectement avalisée par les Décrets de Mars 1963, qui n'exigent du travailleur permanent qu'une ancienneté de six mois dans l'entreprise. Mais la généralisation de la formule des comités de gestion impliquait apparemment la reconnaissance du caractère corporatif de l'entreprise autogérée.

C'est pourtant une autre solution qui prévaut en Mars 1963. La personnalité morale n'est pas reconnue au groupement des travailleurs mais à l'entreprise elle-même, définie comme l'ensemble des biens vacants-mobiliers et immobiliers - ayant un caractère économique (3). Et cette "solution" pose de redoutables questions juridiques.

- "Si l'on veut trouver un précédent à cette situation, il faut en droit français le chercher dans la notion de fondation, "masse de biens affectés à un sort déterminé" propose M.BORELLA (4).

(1)-CONSTANS L. Le dualisme de la notion de personne morale administrative en droit français. op.cit. p.171.

(2)-Décrets n° 62-02 du 22 Octobre 1962 et 62-38 du 23 Novembre 1962, article 1er, alinéa 2

"Ce comité (de gestion) sera élu par l'ensemble des ouvriers travaillant habituellement dans l'entreprise, ainsi que par les anciens combattants militants et victimes de la répression qui seraient installés dans l'entreprise par l'autorité préfectorale" ; "pour compléter le personnel ajoute le décret n°62-38.

(3)-Décret n°63-88 du 18 Mars 1963, portant réglementation des biens vacants, JORA 1963, p.282

Article 1er : "Sont considérés comme "biens vacants" les entreprises et établissements à caractère industriel, commercial, artisanal, financier et minier ainsi que les exploitations agricoles et sylvicoles suivants..."

Article 4 : "Les entreprises, établissements et exploitations visés à l'article 1er ont de plein droit la personnalité morale de droit privé"

(+)-in "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit. p.749

Mais cette interprétation ne peut être retenue, car l'Etat n'est pas juridiquement propriétaire de ce patrimoine, et par conséquent, le point de départ de l'analyse de la création de l'entreprise autogérée en termes fondatifs fait défaut. Deux autres explications peuvent être avancées, mais sont également critiquables, car elles ne traduisent pas avec exactitude la solution de droit positif.

- On peut observer tout d'abord que cette solution ne saurait être analysée à partir des attributs classiques de la notion de propriété héritée du droit romain. Le droit de disposition sur les biens vacants est en effet aboli et les droits d'usufruit sont partagés entre deux entités, l'Etat et le collectif des travailleurs, dont seul le premier a la qualité de sujet juridique. La tentation est très forte dès lors de raisonner, par analogie avec le régime féodal de la propriété, qui distinguait et superposait sur un même fonds plusieurs sortes de droits réels:

. Le domaine éminent, dont était titulaire le Suzerain, et qui comportait notamment comme prérogative le droit de concéder, contre redevances, l'exploitation du fonds, tout en contrôlant son usage.

. Le domaine utile reconnu au concessionnaire, investi d'un véritable droit réel, l'autorisant de manière permanente à cultiver et à recueillir les fruits.

Le partage des pouvoirs économiques de propriété et de possession dans les Décrets de Mars 1963 évoque cette situation. L'Etat a la propriété éminente de l'entreprise. Il détermine le cadre de sa gestion à travers la fixation d'objectifs planifiés et prélève une partie du revenu au profit de la collectivité. Le collectif des travailleurs dispose de la propriété utile des biens qui constituent l'entreprise. Par l'intermédiaire de ses organes de gestion, il décide de l'utilisation des moyens de production et bénéficie d'une partie des produits.

Aussi séduisante qu'apparaisse l'argumentation, elle est difficilement acceptable. Au plan théorique tout d'abord, car il est impossible de transposer d'un système juridique à l'autre des techniques ou des institutions qui correspondent, à l'évidence, à des situations économiques profondément différentes. En l'espèce ensuite, car le collectif des travailleurs n'est pas doté de la personnalité juridique et ne peut être regardé en conséquence comme titulaire de la "propriété utile".

-Il est possible d'un point de vue aussi anachronique, de considérer que cette masse de biens qui se possède elle-même sans l'intermédiaire d'un sujet de droit - ni l'Etat, ni l'entreprise, ni le collectif des travailleurs - figure au plan juridique la situation économique de la socialisation des moyens de production (1). En ce sens, l'Algérie anticiperait sur la situation réelle. Le droit transcenderait les tâches immédiates de la période de transition, en se plaçant directement au terme du processus qui doit normalement assurer le passage de l'appropriation indirecte (par l'intermédiaire d'un sujet juridique) et parcellisée (détenue par une pluralité d'unités de production), à l'appropriation directe et globale des moyens de production (2).

Mais en l'espèce, seul l'aspect indirect de l'appropriation aurait disparu, alors que subsisterait pleinement la parcellisation de la maîtrise.

(1)-ZOLACEK F. Diverses conceptions de la propriété socialiste in "La propriété socialiste", Recherches internationales à la lumière du marxisme, Edition de la Nouvelle Critique, Paris 1971, n°67, p.24 à 45
"La socialisation des moyens de production, dans la conception marxiste léniniste, n'est pas la situation créée par le transfert du titre de propriété de l'individu à l'Etat socialiste, mais un processus de longue durée au cours duquel sont progressivement éliminées les conditions de production qui limitaient le développement de l'homme... au cours duquel se réalise le passage du gouvernement des choses sur les hommes au gouvernement des hommes sur les choses" (p.41).

(2)-BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit. p.750

"Le socialisme dans la mesure où il repose sur une appropriation collective des moyens de production est très évidemment la négation du droit et des prérogatives de la propriété".

-MILLER M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" op.cit. p.365

"L'Algérie en ne parlant pas du droit de propriété montrait que l'important consistait à décider de la gestion et du contrôle de cette gestion, et non des droits du propriétaire".

La solution consacrée en Mars 1963 n'est donc pas réductible aux catégories juridiques connues. Il semble bien en fait, qu'elle ne puisse s'expliquer qu'en fonction de préoccupations politiques et qu'elle soit inspirée par des considérations davantage tactique que doctrinales. En Mars 1963, en effet, et en dépit des événements survenus, les Accords d'Evian, dont on a noté les contraintes qu'ils imposaient aux autorités algériennes sur le plan du respect de la propriété coloniale (1), continuent de régir officiellement les relations franco-algériennes. Le premier gouvernement algérien vient d'ailleurs à l'époque de réaffirmer son intention en ce sens (2). Le silence du législateur sur la question du titulaire du droit de propriété des biens vacants s'expliquerait dès lors, par des raisons de tactique politique, le moment n'étant pas jugé opportun pour une opération de nationalisation.

Les décrets de Mars 1963 laissent ainsi subsister une grande incertitude sur le statut réel de l'entreprise autogérée. Sur le plan juridique, l'institution traduit les exigences contradictoires de deux logiques inconciliables, celle de la fondation et celle de la corporation (3), sans qu'apparaisse nettement la ligne de partage

(1)-Déclaration ministérielle du 28 Septembre 1962, JORA 1962, p.7 et s "Il est certain...que les Accords d'Evian qui prévoient le indemnification des grandes entreprises du Colonat peuvent gêner la généralisation de la réforme agraire. Le gouvernement estime qu'il y a là des difficultés mineures qui peuvent et doivent être résolues dans le cadre d'une coopération authentique" (p.9).

(2)-Déclarations franco-algériennes du 19 Janvier 1963, JORA 1963, p.226 et s.
 "Les deux délégations ont réaffirmé la volonté des deux gouvernements de régler tous les problèmes soulevés par l'application de la législation sur les biens vacants dans le respect des principes consacrés par les Accords d'Evian.
 La délégation algérienne a indiqué qu'elle partageait le souci du gouvernement français de faciliter le maintien des agriculteurs français en Algérie".

(3)-M. BORELLA (in "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit. p.303) exprime bien cette incertitude à propos de la constitution de l'entreprise autogérée :
 "Rien dans le droit actuel de l'autogestion ne permet de déterminer clairement et sûrement qui (et comment) peut créer ou supprimer les entreprises autogérées".

entre l'autonomie de l'entreprise et le contrôle de l'Etat. Le contenu du rapport Etat-entreprise allait en fait dépendre des modalités concrètes, selon lesquelles s'exercerait pratiquement la maîtrise de l'Etat par le canal de la planification.

§ 2 - LES CONTRADICTIONS INTERNES AU STATUT DES TRAVAILLEURS

Le nouveau statut du producteur-gestionnaire ne se définit pas exclusivement par l'association des travailleurs à la gestion de l'entreprise. Il implique aussi leur participation aux résultats financiers de l'unité de production, leur droit au partage des bénéfices réalisés (1). Ce principe est consacré par la législation de Mars 1963. Mais sa portée reste imprécise, l'importance relative des différentes masses d'affectation du revenu de l'entreprise étant renvoyée à des textes ultérieurs. La rédaction du texte laisse poindre toutefois l'intention réelle du législateur.

Le revenu des travailleurs permanents est formé de deux parts :

. Un revenu de base constitué par "la rémunération fixée par l'autorité de tutelle par poste et sur la base de normes minima de productivité" et "les primes de rendement accordées...selon les rendements par poste et par équipe...fixées par le comité de gestion"(2).

. Une part de bénéfice calculée en fonction "des rémunérations de base augmentées des primes de rendement" (3).

(1)-On peut seulement signaler ici que cette question renvoie à un important débat théorique sur le mode de rémunération des travailleurs en phase de construction du socialisme, opposant les partisans de "stimulants matériels" et les tenants de "stimulants idéologiques et politiques". Il est de doctrine constante, en tout cas, que le régime d'autogestion implique l'intéressement matériel.
cf. RAPTIS M. "Le dossier de l'autogestion en Algérie", op.cit. p.9 et

(2)-Décret n° 63-98 du 28 Mars 1963, article 4, b et c.

(3)-ibidem, article 4, d, alinéa 6.

Mais il est clair que le revenu de base constitue l'essentiel du revenu des travailleurs. Il représente l'une des "deux masses principales" (1) entre lesquelles est réparti le revenu de l'entreprise, l'autre constituant les prestations à la collectivité nationale, alors que la part des bénéfices n'est mentionnée qu'au titre du "reliquat à répartir" (2), après dotation des deux masses principales. Encore ce reliquat peut-il être amputé avant répartition individuelle des fonds destinés à l'autofinancement de l'entreprise (3).

L'intéressement matériel est donc conçu comme un simple appoint de la rémunération principale des travailleurs. Aussi importe-t-il de connaître le régime juridique de cette rémunération. Le décret n°63-98 ne nous renseigne pas sur son montant, mais il précise que "le régime fiscal et le caractère juridique des rémunérations de base et des primes de rendements sont ceux des salaires" (4).

Cet élément est confirmé par le régime fiscal de droit commun appliqué à l'entreprise. "Le reliquat à répartir", c'est à dire le bénéfice de l'entreprise est en effet selon le cas, soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels ou commerciaux ou sur les bénéfices de l'exploitation agricole (5).

Ce régime fiscal est doublement contradictoire par rapport au nouveau statut des travailleurs. Au niveau théorique, il reproduit le statut de salarié, pourtant aboli par l'idéologie juridique de l'autogestion. Au plan technique, il réalise une double imposition du revenu collectif des producteurs, au niveau global de l'entreprise, et à l'échelon individuel de chaque travailleur.

(1)-Décret n°63-98 du 28 Mars 1963, article 2

(2)-ibidem, article 4, d, alinéa I

(3)-ibidem, article 4, d, alinéa 2, 3, 4 et 5

(4)-ibidem, article 4, c, dernier alinéa

(5)-ibidem, article 8

S'il est vrai que le droit fiscal saisit les situations réelles au-delà des apparences juridiques, cette réglementation laissait mal augurer de la consolidation ultérieure du statut réel des travailleurs de l'entreprise autogérée.

§ 3 - LA CONTRADICTION FONDAMENTALE : L'INADEQUATION
DU REGIME D'AUTOGESTION AUX TACHES
DE LA PHASE DE TRANSITION

Ces incertitudes juridiques traduisent une contradiction fondamentale : la logique de constitution et de fonctionnement de l'entreprise autogérée emprunte à la fois au système de l'entreprise capitaliste et au régime de "l'unité de production socialiste" ; elle ne reflète pas les exigences de la transformation de l'entreprise en phase de transition au socialisme.

Chaque contradiction révélée par l'analyse juridique exprime en fait un compromis et non un choix cohérent. Il en est ainsi du régime de propriété dont on a constaté le caractère à la fois prématuré et ambivalent. Mais il en va de même du statut de l'entreprise, dont l'autonomie juridique proclamée cadre mal avec la volonté affirmée de développer un système planifié d'organisation économique.

L'incohérence du statut du travailleur est en définitive la résultante de ces contradictions : à la fois salarié et producteur-gestionnaire, il est inséré dans des rapports juridiques et économiques dépourvus de logique globale. Travailleur de l'entreprise, il est directement intéressé à sa prospérité, dont il est assuré de partager les fruits. Il dispose à cette fin de pouvoirs juridiques importants. On sera dès lors mal venu de dénoncer par la suite un comportement "ouvriériste", que la réglementation elle-même prédéterminait. En revanche, en tant que membre d'une entreprise insérée dans un contexte économique planifié, il est appelé à dépasser ses intérêts matériels immédiats au profit de ceux de la collectivité nationale dont il est d'ailleurs partie prenante (I).

(I)-Décret n°63-98, article 3, alinéa 5

"Le statut de ces fonds (constitutifs des prestations à la collectivité nationale) sera déterminé par des textes ultérieurs qui devront prévoir la participation des travailleurs à leur gestion".

La prise en compte des exigences réelles de la phase de transition au socialisme aurait dû conduire au contraire, à conférer aux travailleurs, non une fonction de gestion directe au sein de l'entreprise, mais une fonction de contrôle. Car au cours de la transition, les travailleurs ne peuvent qu'indirectement et partiellement maîtriser l'utilisation des moyens de production, mis en oeuvre dans des unités de production dont les rapports sont largement dominés par la loi de la valeur (1). Dans ces conditions, la maîtrise des travailleurs ne peut s'imposer que par le développement d'un double contrôle.

- contrôle économique à l'échelle sociale qui suppose leur participation tant à l'élaboration qu'à l'exécution du plan, appelé à se substituer progressivement à la loi de la valeur.

- contrôle politique dans les unités de production exercé sur les dirigeants réels de l'entreprise par le canal du Parti et du syndicat.

Anticipant largement sur la situation économique réelle, la problématique de l'autogestion relevait dès lors de l'utopie (2). Si elle ne pouvait déboucher que sur un échec, elle n'en avait pas moins représenté initialement un acquis révolutionnaire inconteste (3). Mais le maintien de l'institution dans un contexte éminemment défavorable allait à l'avenir remplir une fonction mystificatrice.

(1)-BETTELHEIM Ch. Calcul économique et formes de propriété.op.cit.p.82 "Ces formules (d'autogestion) ne font que diviser les travailleurs en autant de groupes qu'il y a d'entreprises autogérées. Celles-ci continuent elles-mêmes à être reliées par le marché. Dans ces conditions, les travailleurs ne peuvent pas véritablement dominer l'emploi de leurs moyens de production ni celui de leurs produits, puisque cet emploi est lui-même dominé par les rapports marchands".

(2)-On rejoint ici le point de vue de LAKS M., in.Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie (1962-1965),EDI Paris 1970, qui conclut son étude en affirmant que l'autogestion "nous paraît être un mode d'organisation actuellement anachronique : passéiste ou futuriste"(p.31

(3)-BETTELHEIM Ch. Calcul économique et formes de propriété.op.cit. "Bien entendu dans une situation concrète déterminée, des formes d'autogestion ouvrière peuvent avoir de façon transitoire, un effet favorable pour les travailleurs" (p.71)
"Ce n'est que dans une période de reflux, à titre provisoire, et à condition de ne pas servir de trompe-l'oeil idéologique, que l'autogestion peut permettre momentanément à des travailleurs d'éviter la mise d'une bourgeoisie d'Etat sur les moyens de production" (p.82).

SOUS-TITRE II- LA REGRESSION DU PROJET ET LA DESINTEGRATION

DU STATUT JURIDIQUE

En tout état de cause, les dispositions des Décrets de Mars 1963 appelaient de nombreux textes d'application. Paradoxalement pourtant, à une époque de foisonnement juridique va succéder un vide de plusieurs années, et la plupart des lacunes que laissait apparaître le statut de l'autogestion ne seront jamais comblées. Ce statut subsiste toutefois dans le secteur agricole jusqu'à la réforme de 1968-1969 ; il reste même officiellement en vigueur aujourd'hui encore, dans les autres branches d'activité concernées.

En réalité, cette survivance est purement formelle dans le secteur agricole (chapitre I), dans la mesure où le développement des prérogatives liées à la propriété d'Etat a vidé de sa substance le principe de l'autogestion ouvrière. Dans les autres secteurs d'activité économique, le même phénomène a conduit à l'adoption d'une position plus réaliste : l'élimination totale du régime d'autogestion (chapitre II).

CHAPITRE I - LA SURVIVANCE FORMELLE DU REGIME D'AUTOGESTION

DANS L'AGRICULTURE

A partir de 1963, au pouvoir économique exercé par l'Etat sur les moyens de production des entreprises "autogérées" agricoles, va correspondre la forme juridique de la propriété publique. La concordance réalisée des rapports de propriété ne détermine pas toutefois les modalités selon lesquelles s'exerce cette propriété, son contenu réel.

Il faut en fait distinguer ici type et forme de propriété. Le changement de forme juridique de la propriété, en l'occurrence le transfert à l'Etat de la propriété des moyens de production agricole, n'opère pas nécessairement la transformation du contenu de la propriété. L'appropriation publique est certes la condition nécessaire du processus de socialisation, mais elle n'en est que le point de départ éventuel. Ce processus ne peut s'enclencher que si la maîtrise de l'Etat permet de réaliser un contrôle croissant des travailleurs sur le processus de production à l'échelle sociale, par le canal d'une planification démocratique, et au niveau de l'unité de production par des pratiques politiques appropriées.

Or les formes successives d'organisation et de gestion du secteur agricole d'Etat de 1963 à 1976 ne traduisent pas une telle évolution. Un décalage s'instaure et se développe entre la possession juridique, qui est formellement celle des collectifs des travailleurs, et la possession effective des moyens de production qui s'exerce hors de leur contrôle (1).

(1) -cf. TIDAFI T. L'agriculture algérienne et ses perspectives de développement. Maspéro, Collection Documents Etudes et Recherches, Paris 1969, p.38

"Dans le second secteur (autogéré), nous avons une expression juridique qui ne coïncide pas avec la réalité...C'est dire combien il est hasardeux d'identifier les rapports de production et l'expression juridique de la propriété, l'autogestion et le socialisme".

Le type de propriété ne s'est donc pas modifié. Ce qui change toutefois au cours de cette période, à l'intérieur du même rapport de propriété, ce sont les modalités selon lesquelles s'agencent pouvoirs de propriété et pouvoirs de possession sur les moyens de production.

Dans une première phase, la concentration de l'appareil de gestion traduit la volonté de faire prévaloir la propriété d'Etat, en soumettant à un centre unique d'exercice, l'ensemble des prérogatives de gestion des entreprises. L'échec de cette tentative conduit, dans une seconde période, à mettre en oeuvre une nouvelle répartition des pouvoirs de propriété et de possession entre différents centres d'exercice, qui apparaissent comme autant de démembrements de la propriété d'Etat.

Plus récemment, un nouvel aménagement des pouvoirs de tutelle a été opéré, qui n'ouvre toutefois que des perspectives illusoires à une décentralisation effective de la gestion.

Section I - L'ECHEC DE LA GESTION CONCENTREE

La gestion centralisée des entreprises "autogérées" prend appui sur des mesures classiques d'étatisation des moyens de production. Elle se réalise à partir d'un instrument omnipotent : l'Office National de la Réforme Agraire (ONRA), et aboutit à un échec, qui est aussi celui du modèle de "révolutionnarisation" de l'entreprise.

§ I - UN PREALABLE CLASSIQUE : L'ETATISATION DES MOYENS DE PRODUCTION

Le transfert à l'Etat de la propriété des moyens de production est par nature un acte politique, l'expression momentanée d'un certain rapport de forces. Il n'est donc jamais possible de l'isoler du contexte socio-politique dans lequel il intervient.

Cependant, il est habituellement accompagné ou suivi d'une série de mesures d'ordre juridique, tendant à déterminer le régime de gestion qui sera appliqué aux entreprises appropriées par l'Etat. En Algérie, les mesures qui interviennent à ce titre en 1963-1964 apparaissent pourtant comme exclusivement politiques. Il est vrai qu'elles sont décidées dans un contexte de luttes sociales et politiques intenses et, qu'intervenant après la promulgation du statut juridique de l'autogestion, elles semblent n'avoir d'autre objectif que de consolider une institution encore fragile.

Il est toutefois curieux de constater que le terme de nationalisation, généralement employé, n'est pas utilisé par le législateur algérien à cette époque. La formule consacrée consiste à "déclarer biens d'Etat" des entreprises et des patrimoines, sans que les raisons d'utilisation de cette terminologie apparaissent clairement. L'intention du législateur peut en fait être interprétée de plusieurs manières, qui ne sont d'ailleurs pas exclusives les unes des autres :

- Au sens le plus technique, l'acte déclaratif qui a pour seul objet d'affirmer l'existence d'une situation ou d'un fait juridique, diffère de l'acte constitutif qui vise à établir de nouveaux droits. La déclaration de biens d'Etat signifierait dès lors la simple reconnaissance d'un état juridique antérieur. Pour hardie que soit l'interprétation, elle serait conforme à l'idéologie politique du mouvement national qui affirmait les droits de la collectivité algérienne sur le patrimoine foncier accaparé par les colons.

- Cette formule peut aussi manifester l'intention du législateur de déroger au régime classique de la domanialité, en constituant, au sein du domaine de l'Etat, une masse de biens particulière, dont le régime juridique différerait, tant de celui de la domanialité publique que de celui de la domanialité privée (I).

(I)-voir, en ce sens, Ordonnance n°64-258 du 27 Août 1964 portant création d'une commission pour la confiscation des biens des personnes portant atteinte aux intérêts de la révolution socialiste, JORA 1964, p.258

Article 8: "Les biens ainsi confisqués deviennent biens d'Etat et sont soumis comme tels à la législation en vigueur dans cette matière". Cette périphrase ne peut que signifier en l'occurrence que la masse des biens définis comme "biens d'Etat" échappe au régime classique de la domanialité, au sein duquel "l'autogestion" ne peut trouver sa place.

- Elle peut enfin exprimer la volonté d'écarter définitivement l'idée de propriété sociale, dont les puristes du système autogéré s'étaient fait les défenseurs.

Quoi qu'il en soit, les décisions d'étatisation peuvent être classées en deux catégories.

I - Les mesures d'achèvement de la décolonisation agraire

La décolonisation agraire est largement entamée en Mars 1963. Le Pouvoir politique en a fixé les conditions sociales de réalisation, après que les structures coloniales aient commencé à se défaire d'elles-mêmes. Mais le régime d'autogestion ne concerne que les biens "vacants". Or, nombre de colons, grands et petits, sont restés sur place et ont continué l'exploitation de leurs terres (1). En outre, la notion même de "vacance", malgré sa consolidation juridique, relève d'un régime provisoire que certains envisagent toujours de renverser à leur profit. Face à une situation, qui recèle encore diverses virtualités, le Pouvoir prend désormais une position offensive, pour achever de manière éclatante un processus né dans le doute et la confusion.

- Le législateur se dégage d'abord des cadres de la légalité classique en décidant "la mise sous protection de l'Etat des biens mobiliers et immobiliers dont le mode d'acquisition, de gestion, d'exploitation ou d'utilisation est susceptible de troubler l'ordre public ou la paix sociale" (2). Cette mesure ne concerne pas exclusivement les exploitations agricoles ; mais elle devait permettre à titre principal, d'évincer de leurs droits la plupart des grands propriétaires qui avaient maintenu en activité leur exploitation. Les dispositions du décret laissent peu de place, en effet, à un contrôle des mesures d'application. Sans doute, les décisions doivent

(1)-Selon les statistiques officielles, les biens vacants à usage agricole, soumis au régime d'autogestion, représentaient en Mars 1963 environ 900.000 ha, soit le tiers de la propriété foncière coloniale.

(2)-Décret n°63-I68 du 9 Mai 1963, JORA 1963, P.450

être prises, cas par cas, par arrêté préfectoral publié au Journal Officiel (1). Une voie de recours est même ouverte au profit des propriétaires concernés (2). Mais ce recours a un caractère strictement administratif (3). Il est porté devant une instance nationale, composée de fonctionnaires et de représentants du Parti, qui tranche en dernier ressort, après avis d'une commission départementale. Et le contrôle exercé ne peut être que d'ordre politique compte tenu du caractère purement discrétionnaire des mesures prises (4). Ce décret, a-t-on observé, "est en vérité l'arme absolue contre les propriétaires"(5). Aussi bien n'est-il pas utile d'en rechercher la filiation dans l'arsenal juridique classique, alors que sa nature politique est évidente. Ce texte qui prévoit la mise en autogestion des exploitations agricoles récupérées (6) n'entraîne pas toutefois transfert de la propriété.

- Celui-ci est réalisé par le décret n°63-388 du 1er Octobre 1963 qui "déclare biens d'Etat les exploitations agricoles appartenant à des étrangers" (7). L'indemnisation des propriétaires concernés n'est pas prévue mais la possibilité leur est ouverte de

(1)-cf. par exemple arrêté du 1er Juin 1963 du préfet de Saïda, JORA 1963, p.636

(2)-article 3 du décret n°63-168 du 9 Mai 1963
-décret n°63-222 du 28 Juin 1963 réglementant le recours contre les décisions préfectorales plaçant certains biens sous protection de l'Etat, JORA 1963, p.681

(3)-cf. sur ce point et plus généralement sur les commissions de recours en matière de nationalisation, MAHIOU A. "Le contentieux administratif en Algérie" in RASJ 1972, p.598 et s.

(4)-Décret n°63-168, article 1er: "Cette mesure peut être décidée soit en raison de l'irrégularité de la transaction dont ils (les biens) ont fait l'objet, soit en raison du trouble à l'ordre public ou de l'atteinte à la paix sociale portés ou susceptibles d'être portés par leur mode de gestion, d'exploitation ou d'utilisation".

(5)-BORELLA F. "Droit public économique positif en Algérie" op.cit.p.736

(6)-Décret n°63-168 du 9 Mai 1963, article 4

(7) JORA 1963, p.1015

L'article 1er du décret vise plus précisément les propriétaires fonciers qui "ne jouissaient pas de la nationalité algérienne ou ne justifiaient pas avoir accompli les formalités légales en vue de l'acquisition de cette nationalité".

transférer le produit de la dernière récolte (1). La mesure d'étatisation vise en premier lieu à affermir le Pouvoir et à affirmer la souveraineté de l'Etat algérien, au moment où l'un et l'autre sont contestés tant à l'intérieur par le mouvement de dissidence Kabyle qu'à l'extérieur par le conflit qui se développe aux frontières marocaines.

Mais elle met aussi et surtout un terme définitif au processus de décolonisation agraire. L'ensemble des exploitations agricoles détenues par les colons sont désormais placées sous l'empire des Décrets de Mars 1963. Le régime d'autogestion s'étend à la totalité de l'ancienne propriété coloniale, dont le statut, non autrement précisé, est uniformément celui de la propriété d'Etat (2).

2. Les mesures de préparation de la réforme agraire

Les conditions pratiques de réalisation de la décolonisation agraire ont tranché dans les faits l'alternative, laissée ouverte par le programme du mouvement national, entre une réforme agraire à caractère social qui limiterait uniformément la grande propriété, et une réforme de type nationaliste qui toucherait essentiellement la propriété coloniale. Mais l'urgence et les nécessités de la décolonisation n'ont fait que retarder une action sur les structures foncières nationales, dont l'imminence est proclamée à plusieurs reprises.

C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter les mesures d'étatisation prises à l'époque à l'encontre des nationaux et qui portent principalement sur des biens fonciers. Ces mesures, assimilables à des "nationalisations-sanctions", touchent tant ceux qu'on a appelés les "féodaux", que certaines couches de la bourgeoisie nationale.

(1)-Voir avis n°162 F relatif au transfert du produit de la réalisation des récoltes des biens appartenant antérieurement à des agriculteurs français et nationalisés (sic) par le décret du 1er Octobre 1963, JORA 1964, p.362

(2)-Il faut toutefois souligner que le patrimoine de la caisse d'accèsion à la propriété et à l'exploitation rurales - organisme créé dans le cadre du Plan de Constantine - a été transféré à l'ONRA. Ce patrimoine représente environ 300.000 ha. (cf. décret n°63-90 du 18 Mars 1963, portant création d'un Office national de la réforme agraire, article 4, JORA 1963, p.286). Se pose donc ici le problème classique du régime des biens des entreprises publiques, que l'on examinera ultérieurement.

- Les "féodaux" sont particulièrement visés par la loi du 26 Juillet 1963, (1) premier texte de l'Algérie indépendante portant appropriation publique d'intérêts privés.

La mesure prise sanctionne en fait leur collaboration avec l'autorité coloniale, puisque, sont "déclarés biens d'Etat, tous les biens meubles ou immeubles spoliés, séquestrés ou confisqués au profit des Caïds, Aghas, Bachagas, tous agents de la colonisation ou toutes collectivités" (2).

Cette mesure est donc inspirée par un mobile strictement nationaliste. La sanction qui frappe les collaborateurs du régime colonial, manifeste en même temps la maîtrise de l'Etat sur un patrimoine considéré comme national.

- La bourgeoisie nationale est directement touchée l'année suivante, par un texte d'inspiration proprement socialiste. Il s'agit en effet de "prononcer la confiscation des biens des personnes portant atteinte aux intérêts de la révolution socialiste" (3) La sanction peut être l'accessoire d'une condamnation pénale, ou prononcée à titre principal contre toute personne reconnue "coupable d'avoir porté atteinte à la sûreté de l'Etat, à l'indépendance de la nation, ou à la réalisation des objectifs de la révolution socialiste définis par la Charte d'Alger" (4). Elle est particulièrement rigoureuse puisqu'elle "peut emporter confiscation totale ou partielle des biens présents et à venir de l'intéressé" (5). Elle est prononcée par une commission réunissant les plus hautes autorités politiques du pays (6), et la disposition qui prévoit que "ses décisions ne sont susceptibles d'aucun recours" (7) doit sans aucun doute être interprétée strictement.

(1)-Loi n°63-276 du 26 Juillet 1963, relative aux biens spoliés et séquestrés par l'administration coloniale, JORA 1963, p.774

(2)-Loi n°63-276, article 1er

(3)-Ordonnance n°64-258 du 27 Août 1964, JORA 1964, p.958

(4)-Ordonnance n°64-258, articles 3 et 4

(5)-ibidem, article 7

(6)-ibidem, article 2

(7)-ibidem, article 14

Ces deux textes n'envisagent aucune indemnisation des propriétaires (1). Ils prévoient que les biens récupérés, lorsqu'ils présentent un caractère agricole, sont soumis au régime d'autogestion (2)

En apparence, l'ensemble de ces mesures d'étatisation n'entraîne aucune conséquence, que de soumettre les biens ainsi appropriés au régime de l'autogestion (3). Mais l'étatisation s'accompagne en réalité de la mise en place d'un système de gestion centralisée qui contredit radicalement les principes de l'autogestion.

Les formes que revêt alors l'étatisation des exploitations agricoles provoquent deux séries de conséquences. D'une part, elles limitent au maximum les pouvoirs de disposition et d'utilisation des moyens de production par les entreprises, placées sous la tutelle vigoureuse d'un instrument omnipotent, l'Office national de la réforme agraire. D'autre part, elles rendent caduc tout un pan de la législation de Mars 1963, dissociant possession juridique et économique des moyens de production.

§ 2 - L'INSTRUMENT DE LA CONCENTRATION :

L'OFFICE NATIONAL DE LA REFORME AGRAIRE

La mise en place d'un système de gestion centralisée s'opère, moins par le canal classique mais indirect de la tutelle administrative, que par un contrôle économique exercé directement sur l'affectation et l'utilisation des moyens de production. Les deux procédés sont en réalité exercés concurremment, mais l'utilisation très large du second rend pratiquement sans objet l'emploi des techniques habituelles de la tutelle.

(1)-Toutefois la situation des tiers acquéreurs de bonne foi des "biens spoliés par l'administration coloniale" est prise en considération. Ils sont indemnisés selon la procédure d'expropriation en vigueur lorsque l'acquisition des biens est antérieure au 1er Novembre 1954 (article 2 de la loi n°63-276).

(2)-article 3 de la loi n°63-276, article 8 de l'ordonnance n°64-258.

(3)-On estime généralement, sans qu'une évaluation précise ait été établie, que les mesures d'étatisation de la propriété foncière nationale auraient représenté environ 200.000 ha.

I - La tutelle administrative

L'exercice unifié de la tutelle administrative par la Présidence du Conseil sur l'ensemble des biens vacants et entreprises autogérées, subsiste formellement jusqu'à l'automne 1963. Certes, dès Mars 1963 un organisme a été créé en vue "d'organiser la gestion des fermes abandonnées par leurs propriétaires" (1). Cet établissement public est sans aucun doute celui visé par l'article 22 du décret n°63-95 qui dispose que le directeur des entreprises autogérées est nommé par "l'organisme de tutelle". Mais l'unité de la tutelle est apparemment sauvegardée par le texte organisant l'ONRA, qui confie au chef de l'Etat la Présidence de son Conseil d'administration (2).

En réalité, c'est le directeur général de l'Office qui "nomme les directeurs et chargés de gestion" des exploitations autogérées (3) et c'est à partir de son autorité personnelle que va s'opérer le transfert de la tutelle de la Présidence du Conseil au Ministère de l'Agriculture et à l'ONRA. M. A. MAHSAS est en effet successivement nommé à la direction de la CAPER (4), puis à l'ONRA (5), enfin au poste de Ministre de l'Agriculture (6). Le même jour, la Présidence du Conseil d'administration de l'ONRA lui est confiée, en même temps que sont placés sous son autorité tant l'Office lui-même, que le Bureau National d'Animation du Secteur Socialiste (7).

(1)-Décret n°63-90 du 18 Mars 1963, portant création d'un "Office National de la Réforme Agraire", article 3, JORA 1963, p.286

(2)-Décret n°63-230 du 3 Juillet 1963, portant organisation de l'ONRA, article 6, JORA 1963, p.707

(3)-Décret n°63-230, article 9

(4)-Arrêté du 28 Février 1963 relatif à la direction et à l'administration de la Caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales, JORA 1963, p.253

(5)-Décret du 5 Avril 1963, portant nomination du directeur général de l'ONRA, JORA 1963, p.358

(6)-Décret n°63-373 du 18 Septembre 1963, portant nomination des membres du gouvernement, JORA 1963, p.976

(7)-Décret n°63-375 du 18 Septembre 1963, relatif aux attributions du Ministre de l'agriculture, articles 1 et 2, JORA 1963, p.977

Avec ce transfert de pouvoirs et le cantonnement du Bureau national d'animation du secteur socialiste dans le secteur agricole, disparaissent les moyens institutionnels d'une politique unifiée de l'autogestion. Cette nouvelle répartition des tâches ne s'accompagne pas toutefois d'une définition plus précise des pouvoirs de tutelle sur l'entreprise autogérée. Juridiquement celle-ci continue de s'exercer exclusivement au moyen de deux techniques :

. une technique qui relève de la tutelle sur les organes, le directeur de l'entreprise étant nommé par l'ONRA

- une technique qui procède de la tutelle sur les actes, le directeur étant habilité à annuler les décisions des organes de gestion incompatibles avec les objectifs de la planification.

L'autonomie de l'entreprise paraît donc peu affectée par ce nouvel aménagement des pouvoirs de tutelle, tandis que subsistent apparemment dans leur intégralité les pouvoirs de gestion, dont ont été investis les travailleurs. Mais si la tutelle administrative n'apporte que peu de limites à l'exercice des pouvoirs de décision au sein de l'entreprise, c'est que le développement de la "tutelle économique" a considérablement restreint le champ d'application de ces derniers.

2 - La tutelle économique

"Le pouvoir que constitue la propriété ne peut être effectif que s'il s'articule sur une possession, soit que les agents de la propriété soient ceux de la possession, soit que les agents de la possession soient subordonnés à ceux de la propriété" (I).

C'est le deuxième terme de l'alternative qui se réalise de manière vigoureuse avec la mise en place de l'ONRA au cours de l'année 1963. L'Office devient l'agent de la propriété d'Etat sur les moyens de production agricole, et contrôle étroitement la structure administrative qui en détient la possession.

(I)-BETTELHEIM Ch.Calcul économique et formes de propriété.op.cit.p.58

Ce processus a sa logique qu'il faut analyser pour en comprendre les développements successifs. Il a pour point de départ la nécessité absolue, pour les entreprises autogérées agricoles, de recourir au crédit bancaire, non seulement pour financer le renouvellement de leur capital fixe, mais aussi et surtout pour couvrir la charge financière annuelle de leur capital circulant.

La totale dépendance des entreprises à l'égard du système bancaire commande dès lors leurs conditions réelles de fonctionnement. Et c'est effectivement à partir des "nécessités" du financement que peuvent être démontés les mécanismes, qui ont conduit à l'instauration d'une tutelle économique étroite sur les entreprises agricoles.

a) Les impératifs de l'organisation financière

Pendant la campagne agricole 1962-1963, les difficultés de trésorerie des domaines sont en fait extrêmement graves. Bien souvent, la rémunération des travailleurs ne peut être normalement servie (1). Le financement des dépenses courantes n'est assuré pour l'essentiel que par des palliatifs, dont l'orthodoxie est douteuse et l'efficacité très incertaine : ventes sur pied des récoltes et avances fournies par les sociétés agricoles de prévoyance (SAP), seul support d'intervention ayant survécu à la désorganisation totale des services techniques agricoles, consécutive à l'indépendance. La mise en place des premiers instruments d'administration économique va permettre de remédier à cette situation.

Dès la fin de l'année 1962, c'est l'Institut d'émission lui-même, qui est chargé, "dans l'attente de la création d'un organisme intermédiaire", de la fonction de distributeur du crédit.

(1)-Une disposition du décret n°63-98 du 28 Mars 1963 illustre cette carence "Si la trésorerie de l'entreprise ou de l'exploitation d'autogestion est à l'étroit, le directeur peut décider que les sommes à verser aux membres de l'assemblée des travailleurs seront portées en compte au sein de l'entreprise jusqu'à ce que ses moyens de trésorerie en permettent le règlement effectif". (article 4, alinéa dernier).

La Banque centrale d'Algérie est habilitée en outre "à apporter son concours à l'Etat en consentant au Trésor algérien des avances en compte courant" (1).

C'est sur ces bases initiales qu'est organisé le financement du secteur agricole d'Etat, dont les grandes lignes sont fixées en Avril 1963 (2). L'ONRA est investi de la mission de négociateur global des besoins financiers des entreprises autogérées auprès de la Banque Centrale. Il recense les demandes de crédit des unités de production (3), contracte un emprunt global auprès de la Banque Centrale (4), puis assure la répartition de l'enveloppe obtenue entre les utilisateurs.

Cette procédure relève apparemment de la logique d'un système d'économie planifiée. La centralisation des demandes et de la décision d'octroi des crédits aux unités de production, est une modalité possible de la planification socialiste. Mais pour respecter la même logique, les modalités concrètes du financement auraient dû prendre en compte les critères exigés par les nouvelles conditions sociales et économiques de mise en valeur du capital productif. Or les procédures instituées relèvent d'une logique strictement capitaliste, tant au niveau de l'examen des demandes que dans la fixation des conditions de remboursement. Sans doute, l'organisme bancaire ne peut-il refuser son concours, l'octroi des crédits au secteur d'Etat étant pour lui une obligation quasi-statutaire. Mais il le mesure chichement :

(1)-Loi n°62-I44 du 13 Décembre 1962, portant création et fixant les statuts de la Banque Centrale d'Algérie, JORA 1962, p.IIO, exposé des motifs.

(2)-Décret n°63-I60 du 25 Avril 1963, organisant le financement des exploitations agricoles d'autogestion, JORA 1963, p.395

(3)-ibidem, article 1er : "Tous crédits, avances et subventions aux exploitations agricoles d'autogestion sont obligatoirement centralisés par l'ONRA,

-Décret n°63-230 du 2 Juillet 1963, portant organisation de l'ONRA, JORA 1963, p.707

article 4 : "En matière financière, l'office instruit et centralise les demandes de crédit agricole, conformément au plan national de crédit et attribue les subventions accordées par l'Etat".

(4)-ibidem, article 6 : "Pour se procurer les fonds nécessaires au financement des exploitations agricoles d'autogestion, le directeur général de l'office...peut contracter...auprès de tous établissements de crédit tous emprunts, avances et escompte...Le plafond de ces emprunts...est fixé par une convention passée entre le Ministre des Finances et le directeur général de l'ONRA".

- d'abord en reconduisant et en appliquant de façon mécanique les anciens critères d'allocation des moyens financiers, basés sur des barèmes forfaitaires de frais culturels, inadéquats aux conditions nouvelles d'exploitation (1).

- ensuite en imposant un contrôle d'autant plus rigoureux sur l'utilisation des fonds que les conditions de rentabilité des domaines, évaluées en termes strictement monétaires, sont devenues très aléatoires (2).

Il est clair en effet dès cette époque, que les nécessités de réorganisation des entreprises et des circuits de services dans l'immédiat, les conditions beaucoup plus défavorables d'écoulement de la production agricole à moyen terme, vont bouleverser toutes les données de l'équilibre financier des exploitations. Ce choix pourtant effectué, il reste à déterminer l'instance chargée d'exercer le contrôle financier. Deux raisons conduisent à situer ce contrôle au-dessus de l'entreprise.

En premier lieu de nombreuses réticences commencent à s'exprimer, parmi les partisans du système autogéré eux-mêmes, sur les capacités gestionnaires des travailleurs (3). Au demeurant, les chevauchements de compétences qui peuvent se produire entre les

(1)-cf. CHAULET C. La Mitidja autogérée. polycopié 3 Tomes, publication conjointe de l'Institut national de la recherche agronomique et du Centre national de recherche en économie et sociologie rurales, Alger 1970, tome I, p. II 4

"L'exploitation coloniale reste bien le terme de référence par rapport auquel cadres et techniciens apprécient, souvent sans s'en rendre compte, la situation des exploitations autogérées".

(2)-Cette exigence de rentabilité qui constitue l'un des leitmotivs du discours officiel sur l'autogestion, confirme l'appréciation de M. BETTELHEIM (in Calcul économique et formes de propriété, op.cit. p. 70 "L'entreprise "autogérée" s'insère dans des rapports de production capitalistes qu'elle reproduit. En l'absence d'une planification socialiste, l'entreprise (autogérée ou non) est dominée par les rapports de production capitalistes, elle ne peut que travailler en vue de la mise en valeur de son capital".

(3)-RAPTIS M. "Le dossier de l'autogestion en Algérie". op.cit. p. 6 "Les travailleurs formés sous le capitalisme n'ont aucune préparation adéquate pour leur rôle de gestionnaires et le danger existe effectivement de les voir adopter des attitudes localistes ou individualistes".

différents organes de gestion, risquent de paralyser tout système de contrôle au sein des unités de production. En second lieu, et cette raison est liée à la précédente, les directeurs des entreprises manquent de l'autorité nécessaire pour exercer cette fonction, en raison tant de leur faible niveau de qualification, que de leur expérience très limitée et des conflits qui les opposent d'emblée aux présidents des domaines.

La formule d'un contrôle interne à l'entreprise est donc écartée au profit d'un contrôle externe, exercé par les responsables de SAP, aguerris aux problèmes de gestion par une longue pratique d'encadrement du secteur traditionnel.

C'est donc à partir des quatre vingt dix SAP installées dans chaque arrondissement du pays, que s'articule le système de gestion centralisée dont l'ONRA est le maître d'oeuvre (1). Mais surtout, c'est autour des problèmes posés par la gestion financière des entreprises autogérées que s'ordonnent matériellement, institutions et techniques de gestion.

b) La centralisation consécutive de la gestion

L'emprise de l'ONRA sur les entreprises autogérées s'affirme à travers une série de dispositions juridiques, qui lui confèrent la véritable maîtrise de la politique agraire du pays (2).

(1)-Décret n°63-161 du 25 Avril 1963, mettant les sociétés agricoles de prévoyance et la Caisse centrale des SAP sous la tutelle administrative de l'ONRA, JORA 1963, p.395

(2)-Décret n°63-230 du 3 Juillet 1963
"L'Office est chargé d'étudier "les possibilités de valorisation du territoire national à des fins agricoles" et "établit à cet effet dans le cadre du plan national des programmes d'intervention" (article 1er). "Après approbation des programmes, il réalise les opérations décidées par le gouvernement (article 2)".

Ses pouvoirs d'affectation des moyens techniques de production sont clairement définis. L'Office est "habilité à décider toutes mesures de regroupement, de division des terres, de transfert, de partage et d'utilisation du cheptel vif et mort" (1). Et effectivement, dans un souci d'efficacité lié à la faiblesse des moyens en cadres et aux exigences du contrôle financier, l'ONRA va opérer un regroupement considérable des unités de production. Le nombre des exploitations passe rapidement de 22.000 à 2.300 et la superficie moyenne de chacune d'elles de 120 à 1 200 hectares (2).

A partir de cette concentration de l'appareil productif, les SAP disposent des moyens d'une gestion directe des unités de production. "Chaque entreprise d'autogestion est tenue d'ouvrir auprès de la SAP (de sa circonscription) un compte unique" (3). Celle-ci doit donc comptabiliser par exploitation tous les mouvements de fonds. Toutefois, elle ne contrôle pas l'ensemble des flux financiers réels. Certes, les crédits de campagne alloués globalement à l'ONRA transitent et sont répartis par son intermédiaire. Elle exerce, d'autre part, la fonction d'approvisionnement des entreprises en moyens mécaniques et autres facteurs de production, et peut par conséquent, imputer les charges correspondantes aux prestations fournies (4).

 (1)-Décret n°63-230 du 3 Juillet 1963, article 2, alinéa 2
 Cette éventualité était d'ailleurs envisagée par le décret n°63-88 du 18 Mars 1963 qui disposait en son article 8 que "les entreprises, établissements et exploitations définis à l'article 1er pourront être réorganisés, regroupés ou divisés dans des conditions qui seront précisées dans des arrêtés d'application".

(2)-cf. LAZAREV G. "Auto-gestion agricole en Algérie" in Etudes Tiers-Monde - Institutions et développement agricole du Maghreb. PUF 1965, p.28

(3)-Décret n°63-I60 du 25 Avril 1963, article 5.

(4)-cf. par exemple la circulaire O L.I du 9 Octobre 1963, Directives concernant la campagne des labours 1963 et Circulaire O L.2 du 9 Octobre 1963 à Messieurs les directeurs des SAP, JORA 1963, p.I047.

Mais certains mouvements de fonds lui échappent matériellement. Une partie du financement, celle correspondant à la campagne-céréales, continue d'être assurée par l'organisme mutualiste de crédit agricole (1). Et surtout la SAP n'enregistre sur le plan financier et comptable qu'une faible partie du produit de la réalisation des récoltes, celle provenant de la commercialisation de la production légumière sur le marché intérieur (2). La réglementation du commerce intérieur fait intervenir par ailleurs, la compétence de l'Office algérien inter-professionnel des céréales, et pour tous les autres produits agricoles, l'Office national de commercialisation (3). Ces Offices exercent en outre le monopole du commerce extérieur sur ces mêmes produits (4).

(1)-Décret n°63-I60, article 9

"Le directeur général de l'ONRA peut charger des établissements de crédit à caractère...coopératif de tout ou partie des opérations financières prévues par le présent décret".
article 10 : "Les exploitations agricoles d'autogestion sont subrogées dans les parts sociales que les anciens exploitants détiennent dans les organismes de crédit agricole mutuel".
cf. les mesures d'application, in circulaire O L.2 du 9 Octobre 1963, susvisée.

(2)-Décret n°63-I23 du 18 Avril 1963, relatif à l'écoulement de la production légumière des biens vacants, JORA 1963, p.395
article 1er : "Dans le cadre de l'intensification des cultures légumières et afin de permettre une meilleure utilisation de toutes les sommes avancées directement aux exploitants des biens vacants par les GAP, les bénéficiaires seront tenus de commercialiser leurs récoltes par l'intermédiaire des coopératives agricoles contrôlées par l'Etat qui existent dans le ressort des SAP et qui leur seront indiquées par elles".

(3)-Créé par le décret n°62-I25 du 13 Décembre 1962, JORA 1962, p.106

(4)-Ordonnance du 12 Juillet 1962, relative à l'organisation du marché des céréales en Algérie et à l'OAIC, article 14, JOEA 1962, p.34

-Décret n°63-215 du 18 Juin 1963, portant attributions de l'ONACO en matière d'importation et d'exportation de fruits et légumes, JORA 1963, p.549, modifié par le décret n°63-246 du 3 Juillet 1963, JORA 1963, p.70
-Arrêté du 19 Août 1963, fixant les modalités d'intervention de l'ONACO en matière d'importation de fruits et légumes quelles qu'en soient la provenance et l'origine et l'exportation des mêmes produits provenant des entreprises du secteur socialiste, JORA 1963, p.374
-Décret n°64-44 du 30 Janvier 1964, réservant à l'ONACO l'exportation des vins et de leurs dérivés provenant du secteur socialiste, JORA 1964 p.149

-Décret n°64-90 du 4 Mars 1964, relatif à l'exportation des vins et de leurs dérivés provenant du secteur socialiste, JORA 1964, p.306

Le règlement des transactions s'opère directement, et le plus souvent globalement, par transfert de comptes au niveau de la Banque Centrale entre les Offices concernés et l'ONRA (I). Ce système de circulation des fonds et de l'information ne permet donc qu'un contrôle imparfait de la gestion financière du secteur agricole d'Etat, la coordination entre les différents organismes gestionnaires ne s'effectuant que difficilement et en tout état de cause avec beaucoup de retard.

Aussi bien, à partir de la campagne 1964, en fonction des mêmes exigences, l'ONRA est investi du monopole du commerce intérieur et extérieur de la production agricole du secteur autogéré (2). Il peut l'exercer "soit directement soit indirectement par l'intermédiaire de tout organisme algérien spécialisé" (3). En pratique, il délèguera effectivement une partie de ses prérogatives à des coopératives - CORE et CORA - fonctionnant sous le contrôle des SAP, et conservera l'exclusivité des exportations.

L'étatisation de la gestion des entreprises est dès lors entièrement réalisée autour de la structure administrative que domine l'ONRA. Il reste à analyser l'impact de ce processus sur la transformation des rapports économiques.

(I)-Décret n°64-104 du 26 Mars 1964, fixant le mode de règlement des produits provenant du secteur agricole vendus par l'ONACO, JORA 1964, p.411

(2)-Décret n°64-323 du 10 Novembre 1964, portant attribution à l'ONRA de compétence en matière de commercialisation des produits agricoles provenant des exploitations ou entreprises agricoles autogérées, JORA 1964, p.1213

(3)-ibidem, article 3

§ 3 - UNE CONSEQUENCE LOGIQUE : LA SEPARATION DES TRAVAILLEURS DES MOYENS DE PRODUCTION

La place des travailleurs dans le processus de production ne doit pas seulement être appréciée du point de vue de leur statut dans l'entreprise. L'effectivité des pouvoirs qui leur sont reconnus, dépend avant tout du statut conféré à l'unité de production, dans le cadre de l'organisation étatique de l'économie, et de la place qui lui revient dans le processus de planification.

De ces deux points de vue, la tentative pour réduire la séparation des travailleurs des moyens de production est un échec. La transformation du statut de l'entreprise s'opère moins par le développement du pouvoir ouvrier, que par l'émergence d'une couche gestionnaire de la propriété d'Etat, indépendante des producteurs directs.

I - Le statut de l'entreprise en tant qu'unité de travail

Le statut réel de l'entreprise autogérée est tout à fait étranger à son modèle institutionnel. En ce sens, le débat précédemment ouvert et qui laissait apparaître des éléments de concurrence entre modèle corporatif et fondatif, est définitivement tranché. Les conditions de fonctionnement des entreprises relèvent désormais entièrement de la logique fondative. Mais l'agencement des pouvoirs de propriété et de possession révèle aussi que l'entreprise a perdu la capacité de mettre en oeuvre les moyens de production qui la constituent.

La personnalité morale qui lui est formellement reconnue, est vidée de toute substance par le système de gestion instauré, qui prédétermine les relations de l'entreprise et ne lui laisse aucune capacité autonome de décision. Tous les rapports que l'entreprise entretient avec l'extérieur passent en effet obligatoirement par des organismes publics ou semi-publics légalement désignés.

L'entreprise ne dispose donc pas de la pleine possession de ses moyens de production, d'autant que leur utilisation reste subordonnée au déblocage du crédit de campagne et à la fourniture de services, qui s'opèrent par tranches successives au cours de l'année, en fonction des besoins appréciés par la SAP.

L'organisation de la gestion opère ainsi une dissociation de la possession, exercée par un centre extérieur à l'entreprise et la simple détention des moyens de production, exercée au niveau de l'entreprise. Son statut relève dès lors, davantage de celui d'une "unité de travail" que de celui d'une unité de production (1), sans pour autant que les conditions de son bon fonctionnement soient réunies.

Ce système pouvait représenter les prémices d'une organisation planifiée de la production agricole. Mais pour qu'il en soit ainsi, encore aurait-il dû laisser place à un contrôle des travailleurs, tant sur la définition des objectifs planifiés et des normes de gestion que sur leur application. En fait, cette participation est totalement exclue. Il est significatif de ce point de vue, que la structure administrative mise en place s'appuie, à son échelon de base, sur des organismes, les SAP, dont le caractère bureaucratique avait été maintes fois dénoncé pendant la période coloniale, lorsqu'elles avaient pour mission d'encadrer la gestion des exploitations du secteur traditionnel. Or les SAP continuent de fonctionner sous l'empire de leur ancien statut (2) ; et, en l'absence de conseils d'administration, dissous après l'indépendance, c'est le directeur de l'organisme qui exerce tous pouvoirs de gestion sous le seul contrôle de l'ONRA.

(1)-cf. AIT AMARA H. Conditions de la participation dans les exploitations agricoles d'autogestion en Algérie. op.cit. p.83, tome I.
 "L'exploitation, privée de toute autonomie, n'est qu'une simple unité technique déconcentrée de l'ONRA, qui détient le pouvoir de direction économique".

(2)-cf. décision n°52-039 de l'Assemblée Algérienne, homologuée par décret du 28 Août 1952 tendant à la réforme des sociétés indigènes de prévoyance, Journal Officiel de l'Algérie, 5 Septembre 1952, p.1010.

Dans ces conditions, l'effet de séparation externe des travailleurs par rapport aux moyens de production, loin d'être affaibli, sort renforcé par l'organisation de la gestion des entreprises.

2 - Le statut des travailleurs en tant que salariés

Tant il est vrai que les deux aspects - externe et interne - de la séparation des travailleurs sont "indissolublement liés dialectiquement unis" (I), la structure interne de l'entreprise "autogérée" reproduit les conditions classiques de la division du travail. Ce renouvellement apparaît nettement à travers l'échec de l'autogestion ouvrière. Il est indirectement entériné par les dispositions réglementaires qui précisent le statut juridique des travailleurs.

a) L'échec de l'autogestion ouvrière

La fonction de l'entreprise est limitée à la simple coordination des procès de travail qui s'y déroulent ; c'est dire que le pouvoir de ses instances dirigeantes consiste à organiser le travail et à répartir les tâches entre les travailleurs, en fonction des normes arrêtées et des moyens de production fournis par l'autorité supérieure.

Dans ce cadre étroit, la direction des opérations de production échappe dans une large mesure, à l'appareil administratif représenté au sein du domaine, à défaut de directeur qualifié, par un "chargé de gestion". Simple intermédiaire entre l'exploitation et les services de l'ONRA, peu au fait de l'organisation du travail, il est en réalité remplacé dans ces fonctions par le président, travailleur généralement qualifié et ancien dans le domaine. Par ce biais, une possibilité de contrôle ouvrier existe donc ; mais elle va être réduite à néant, en raison du blocage des mécanismes de démocratie interne d'une part, de la confusion entre hiérarchie représentative et hiérarchie technique d'autre part.

 (I)-MIAILLE M. "Réflexion sur une contribution théorique concernant l'entreprise socialiste algérienne.-Réponse à quelques remarques." RASJ 1974, p.305

Les élections aux organes de gestion ne s'étaient pas déroulées partout en 1963 dans des conditions parfaitement démocratiques. Ici ou là, les membres de comités de gestion, et notamment les présidents, avaient en fait été désignés par l'autorité administrative désignations avalisées ou non par les assemblées générales (I). Aucun texte ne prévoyant les modalités de déroulement des opérations de vote pour la constitution et le renouvellement des organes de gestion, ceux constitués en 1963 ne devaient plus être renouvelés jusqu'à la réforme de 1968-1969.

Dès lors, la constitution d'un appareil dirigeant séparé des travailleurs, devait hâter le processus d'identification entre les deux ordres de hiérarchie - représentative et fonctionnelle - institués en 1963 :

. soit que les travailleurs, non réellement mobilisés dès cette époque, aient d'emblée investi leur confiance dans les responsables techniques

. soit que les remaniements partiels, intervenus au sein des organes, au gré des conflits internes et par le jeu de désignations de complaisance, aient permis aux travailleurs élus d'occuper des postes de responsabilité dans la hiérarchie du travail.

Ainsi, la détention des moyens de production au sein des entreprises, est-elle le fait d'un pouvoir partagé entre des agents - le président et le directeur - dont l'autorité émane de pôles différents, mais qui tendent à l'exercer de manière unifiée, en l'absence de tout contrôle ouvrier.

(I)-cf. RAPTIS M. "Le dossier de l'autogestion en Algérie" op.cit. p.51 et 59
-LAKS M. "Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie". op.cit. p.79 et s.

Sans doute les résistances sont-elles vives de la part des organes de gestion et les conflits fréquents au sein des exploitations. Mais la logique de fonctionnement du système de gestion, qui vide de leur substance la plupart des pouvoirs formellement reconnus aux organes d'autogestion, limite leur capacité d'initiative et joue en fait contre l'exercice réel du contrôle ouvrier.

b) Le régime juridique du travail salarié

Deux séries de mesures réglementaires, décidées postérieurement aux Décrets de Mars 1963, confirment l'échec de la tentative de rupture avec la division sociale du travail capitaliste.

- En premier lieu, le système de rémunération adopté, tend à reproduire une structure de répartition du produit de type salarial. Théoriquement, les différences qui séparent le mode de rémunération des travailleurs permanents de celui des ouvriers saisonniers, sont importantes ; pratiquement elles sont minimes. A défaut de gestion comptable individualisée en effet, le jeu des mécanismes de répartition du revenu, définis en Mars 1963, est gruppé. En tout état de cause, le nombre d'exploitations bénéficiaires est sans doute très faible. L'absence de participation effective aux bénéfices (I) fait ainsi disparaître un des éléments essentiels du particularisme statutaire des travailleurs permanents et confère à la rémunération de base de l'ensemble des travailleurs, un caractère définitif.

Or cette rémunération est sensiblement équivalente pour tous les travailleurs non qualifiés des exploitations. A la suite

(I)-A titre symbolique, il est cependant décidé au début de l'année 1964, de distribuer aux travailleurs une prime fixe à valoir sur les bénéfices. Cette répartition est d'autant plus symbolique qu'elle se traduit par le versement d'une prime uniforme de 230 dinars aux travailleurs permanents des entreprises bénéficiaires et de 110 dinars à ceux des entreprises ...déficitaires ! (à l'époque 1 DA = 1 FF).

de différentes mesures d'augmentation et d'unification des zones salariales (1), le "salaire" journalier de base est fixé en 1964 à 3,00 DA pour le travailleur permanent et à 7,54 DA pour l'ouvrier saisonnier. En revanche, une hiérarchisation importante des salaires est établie par la grille de rémunérations arrêtée, qui privilégie nettement les tâches non manuelles de direction et d'administration, au détriment de la rétribution du travail manuel (2). Dès lors qu'aucun contenu positif n'est donné au pouvoir du comité de gestion de distribuer des primes de rendement aux travailleurs permanents (3), force est de reconnaître que l'ancienne structure de rémunération du travail est ainsi reconduite.

- L'extension pure et simple de la réglementation classique du travail aux entreprises autogérées agricoles est le second indice de l'échec enregistré. Elle s'opère en deux temps. Il s'agit d'abord d'unifier les règles relatives au financement des charges des assurances sociales agricoles, en distinguant les obligations patronales et celles des employés (4). Puis, une mesure de principe intervient, en vue d'étendre "l'application de la législation du travail dans les entreprises et exploitations agricoles autogérées" (5).

Sans doute justifiées par le souci de renforcer la protection sociale des travailleurs, ces différentes mesures confirment à l'évidence que de nouveaux rapports de travail n'ont pu

(1)-Décret n°63-205 du 14 Juin 1963, portant relèvement du salaire minimum agricole garanti, JORA 1963, p.647

-Arrêté du 15 Juin 1964, portant alignement du SMAG dans les trois zones sur la zone I, JORA 1964, p.709

-Arrêté du 9 Juillet 1964, fixant le taux des avances sur le revenu accordées aux travailleurs spécialisés des exploitations et entreprises autogérées agricoles, JORA 1964, p.826

(2)-cf. Arrêté du 9 Juillet 1964, articles I et 2

(3)-cf. CHAULET C. La Mitidja autogérée. op.cit. p.155

(4)-Décret n°64-331 du 30 Novembre 1964 relatif au financement des charges et assurances sociales agricoles, article Ier, JORA 1964, p.1275

(5)-Décret n°66-66 du 4 Avril 1966, JORA 1966, p.274

s'instaurer dans les "entreprises" et qu'il convient en conséquence, de rétablir les normes classiques qui régissent les relations normales entre employeurs et salariés.

L'échec de la gestion centralisée est rapidement consommé. Avant même le 19 Juin 1965, les premières mesures de déconcentration sont d'ailleurs adoptées. Il faut toutefois mettre en exergue ici, le fait que cet échec est celui d'une tentative pour organiser de manière planifiée, l'activité du secteur agricole. Sans doute, les conditions sociales dans lesquelles s'inscrivait cet effort, devaient logiquement conduire à une impasse. La gestion bureaucratique de l'ONRA et de ses supports technico-administratifs, ne pouvait déboucher sur une planification effective de l'activité des entreprises agricoles, c'est à dire sur une pratique sociale permettant une allocation des moyens de production et des crédits, en fonction de leurs besoins réels, ainsi qu'une coordination rationnelle de leurs relations avec les autres unités économiques.

La mise en échec de l'autogestion ouvrière n'est donc pas imputable aux travailleurs eux-mêmes, qui n'ont jamais été en mesure d'exercer réellement les pouvoirs qui leur étaient juridiquement conférés. Mais l'impossibilité, pour le système de gestion, de satisfaire ses propres exigences de fonctionnement, commandait en tout état de cause, un changement dans les modalités d'exercice de la propriété d'Etat.

Section 2 - LES ALEAS DE LA GESTION DECONCENTREE

Dans cette perspective, le diagnostic formulé après le 19 Juin 1965 n'est que partiellement fondé.

Si les carences de la gestion bureaucratique sont stigmatisées avec vigueur, cette analyse critique n'est pas cependant rapportée aux exigences d'une planification démocratique, mais aux nécessités bien comprises du système d'autogestion (1).

Dans le cadre inchangé d'une problématique autogestionnaire, la seule alternative ouverte à un système de gestion centralisée tient dans la décentralisation des pouvoirs et des responsabilités. Et les insuffisances décelées dans le système précédent paraissent effectivement relever d'une telle thérapeutique (2). Mais les solutions préconisées en termes - curieusement associés - de "décentralisation et de déconcentration" (3) ouvrent en fait la voie à une simple déconcentration de l'appareil de gestion, qui est seulement une technique d'aménagement de l'action du pouvoir central.

(1)-Voir la Résolution du Conseil de la Révolution prise à la suite de ses réunions du 15 au 30 Novembre 1965, JORA 1966, p.310 et s. Le communiqué publié évoque à plusieurs reprises "l'esprit de l'autogestion" et dénonce "les insuffisances qui ont empêché le processus réel d'application de l'autogestion".

(2)-ibidem, p.314

"Les seules structures administratives caractérisées par un système de gestion direct et centralisé...ne laissaient aux unités de production qu'une responsabilité par trop limitée dans la conduite de l'exploitation...L'absence d'une gestion individualisée a empêché les travailleurs de se sentir intéressés aux résultats de leurs entreprises et de briser effectivement le cadre du salariat".

(3)-ibidem, p.315

L'énoncé des principes qui doivent présider à "l'enrichissement des Décrets de Mars", est en effet significatif de cette volonté (1), de même que la dénonciation d'un processus "qui a abouti à une mauvaise étatisation du patrimoine national productif" (2).

La réforme du statut de l'autogestion agricole va donc se traduire par une nouvelle répartition des pouvoirs de propriété et de possession, entre les différents agents d'un même rapport de propriété. Le processus de déconcentration doit conduire à terme, à restaurer l'entreprise autogérée en tant qu'unité de production, c'est à dire en tant qu'agent de la possession des moyens de production. Il suppose par conséquent un allègement progressif des différents pouvoirs de tutelle exercés sur l'entreprise.

Mais la nature de ce processus signifie que les travailleurs ne sont pas concernés par cette nouvelle répartition des pouvoirs et que par conséquent, les rapports de travail de type salarial sont consolidés au sein de l'entreprise. Cette nécessité est bien entendu contradictoire avec le statut juridique de l'autogestion. Aussi bien, celui-ci confère-t-il toujours au collectif de travailleurs un certain nombre de prérogatives dans le domaine de la gestion, qui paraissent établir un équilibre relatif entre les exigences opposées de la déconcentration et de la décentralisation. Cependant, plusieurs éléments introduits par la réforme de 1968-1969, rapprochent insensiblement le statut juridique de l'autogestionnaire de son statut réel de salarié, suscitant par rapport au modèle antérieur des réflexions similaires.

(1)-Voir la Résolution du Conseil de la Révolution prise à la suite de ses réunions du 15 au 30 Novembre 1965, JORA 1966, p.314
L'enrichissement des Décrets de Mars doit en effet intervenir "dans le sens de l'autonomie de gestion de l'unité de production et d'un contrôle efficace, de l'intéressement des travailleurs, de la sanction des résultats positifs ou négatifs, de la préservation des intérêts de l'Etat..de l'organisation du travail dans l'entreprise basée sur une délimitation précise des responsabilités et un rétablissement de l'autorité".

(2)-Résolution du Conseil de la Révolution prise à la suite de ses réunions du 9 au 26 Mai 1967, in RASJ 1968, p.537

S I - LE PREALABLE NECESSAIRE : UN AMENAGEMENT
DIFFERENT DES POUVOIRS DE TUTELLE

L'ONRA dont le sigle même évoque et résume toutes les critiques adressées au système de gestion concentrée (I), connaît cependant une lente agonie. Sa dissolution officielle n'interviendra qu'en 1968 (2). Mais entre-temps, les multiples fonctions qu'il exerçait, ont été dévolues à différents organismes dans le cadre de la politique de déconcentration.

Cette politique est dominée par un souci majeur : assainir la situation financière du secteur autogéré, sur laquelle règne la plus grande confusion au terme de la campagne 1964-1965. Pour ce faire, il ne s'agit pas seulement de définir un nouveau mode de financement des entreprises d'autogestion, il est aussi nécessaire de réorganiser l'ensemble des circuits de services, qui concourent à la réalisation de l'activité agricole et déterminent le niveau de revenu des exploitations. Cette action doit permettre à terme de réunir les conditions d'une gestion rationnelle des entreprises, préalable indispensable à la restauration de leur autonomie. Aussi bien, la logique interne de l'organisation de la gestion n'est pas fondamentalement différente du système précédent. Elle met en oeuvre, pour l'essentiel, les mêmes techniques de contrôle économique et de tutelle administrative, mais ces procédés relèvent désormais d'une pluralité de centres d'exercice.

I - L'éclatement de la tutelle économique

La mise en sommeil de l'ONRA dès la campagne 1965-1966, ouvre une période transitoire, au cours de laquelle sont progressivement mis en place les nouveaux instruments d'encadrement des entreprises agricoles.

(I)-Voir cependant pour une appréciation plus positive, la défense présentée par le principal "accusé", M. MAHSAS. L'autogestion en Algérie. Données politiques de ses premières étapes et de son application. Anthropos, Paris 1975.

(2)-Ordonnance n°68-50 du 22 Février 1968, JORA 1968, p.182

a) des structures de transition

C'est le mode de financement, point névralgique du système de gestion centralisée, qui est immédiatement réorganisé. Sa réforme s'effectue d'ailleurs en conformité avec la réglementation de 1963, qui tenait pour provisoire l'intervention directe de la Banque Centrale dans la distribution du crédit et prévoyait la prise en charge de cette fonction par un établissement primaire de crédit.

A partir de 1965 c'est la Caisse algérienne de crédit agricole mutuel et son réseau d'une centaine de caisses locales, qui sont chargés de la fourniture du crédit aux entreprises agricoles (1). Mais le fonctionnement du système présente beaucoup d'analogies avec l'organisation antérieure. Si l'ensemble des opérations de crédit sont désormais assurées par un guichet bancaire unique, la procédure d'instruction des demandes fait désormais intervenir quatre échelons administratifs successifs (2), au lieu de deux dans le système précédent, sans que les conditions d'octroi et de répartition soient sensiblement modifiées.

Cette réponse précaire à un problème lancinant, ne revêtait toutefois que le caractère provisoire d'une solution d'attente. La Banque Nationale d'Algérie (BNA), créée en 1966 (3) avait en effet vocation à se substituer, dès que possible, à la DACAM, comme banquier exclusif et direct du secteur autogéré (4), et plus généralement du secteur d'Etat.

(1)-Arrêté du 5 Mai 1965, relatif au fonctionnement du crédit agricole, JORA 1965, p.523

(2)-ibidem, articles 4, 5 et 6.

(3)-Ordonnance n°66-178 du 18 Juin 1966, portant création et fixant les statuts de la Banque Nationale d'Algérie, JORA 1966, p.582

(4)-ibidem, article 9

"La Banque Nationale d'Algérie a l'exclusivité du service financier des entreprises et exploitations du secteur socialiste ; leurs disponibilités et toutes leurs opérations financières seront confiées à la Banque Nationale à partir d'une date et dans les conditions qui seront déterminées par arrêté du Ministre des Finances".

La passation des pouvoirs et le transfert d'activité ne devaient intervenir qu'avec l'ouverture de la campagne agricole 1968-1969 (1).

Au cours de cette même période, une organisation de type coopératif tend à se substituer, dans le secteur des services, aux organismes publics ou para-publics. Des structures coopératives sont en effet mises en place ou renouvelées, tant en amont qu'en aval des unités de production. Un statut de la coopération est promulgué (2). Sont concernées les activités d'approvisionnement et de fourniture de matériel agricole ; mais c'est surtout dans le domaine de la commercialisation des produits agricoles que l'expérience coopérative sera approfondie.

L'ONRA transfère l'ensemble des responsabilités qu'il détenait à ce titre, à des organismes coopératifs spécialisés par catégorie de produits. Plus particulièrement pour les fruits et légumes, l'ensemble des circuits de commercialisation sont gérés par une structure coopérative sous l'égide d'une Union Nationale (3) qui détient le monopole des exportations. L'expérience ne sera poursuivie que pendant deux campagnes, au terme desquelles la gestion de l'ensemble des activités de services est transférée progressivement à des Offices, créés sous la forme juridique d'établissements publics à caractère industriel et commercial (4), placés sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et analogues à l'Office des céréales créé dès 1962.

(1)-Ordonnance n°68-534 du 24 Septembre 1968, portant dissolution des institutions de crédit agricole, de la caisse centrale des SAP et de la caisse des prêts agricoles et transfert de leurs activités, JORA 1968, p.1040.

(2)-Ordonnance n°67-256 du 16 Novembre 1967, portant statut général de la coopération, JORA 1967, p.1029

(3)-L'Union Nationale des Coopératives Agricoles de Commercialisation (L'UNCAC) créée par décision du Ministre de l'Agriculture en Mai 1966, coiffe les unions régionales et une centaine de coopératives primaires (CORE - CORA).

(4)-voir liste en annexe.

De 1965 à 1969, les nouveaux centres d'exercice de la gestion des entreprises sont donc progressivement mis en place.

b) Aux nouveaux centres d'exercice de contrôle
de la gestion des entreprises

Initialement et du point de vue de l'entreprise, le nouveau système de gestion diffère peu du précédent. Il serait même possible de montrer que l'appareil mis en place s'avère, à certains égards, plus contraignant que le "système ONRA".

C'est en fait au regard des "nécessités" du contrôle étatique, qu'il faut apprécier la portée des changements intervenus. De ce point de vue, deux constatations s'imposent. La domination de l'appareil d'Etat sur la gestion des entreprises autogérées reste totale, sans que pour autant, les conditions de sa réalisation garantissent une maîtrise réelle de leur fonctionnement.

- Le contrôle financier dont les modalités sont fixées par les statuts de la BNA, demeure particulièrement vigoureux.

La banque dispose, sur l'utilisation des crédits accordés, de pouvoirs de surveillance très étendus (1). Par le truchement des comptes courants ouverts par chaque entreprise à ses guichets, elle dispose des moyens de gestion (2) et d'investigation (3)

(1)-Ordonnance n°56-178 du 18 Juin 1966, article 12, 1°. ,
"La BNA exerce...le contrôle opératif et financier des...exploitations du secteur socialiste...afin de s'assurer qu'elles respectent les règles de gestion équilibrée et de discipline économique et financière. elle contrôle la conformité du mouvement financier de ces exploitations avec les plans et programmes qui les régissent".

(2)-ibidem, article 12, 2°, a.
"La BNA a notamment le droit d'individualiser le mouvement financier des entreprises autogérées dans des comptes distincts correspondants à la nature des opérations ou aux plans ou programmes dont ces dernières relèvent".

(3)-ibidem, article 12, 2°, b. c.

appropriés à cette mission. Elle est même investie de prérogatives exorbitantes pour faire assurer le respect, tant des normes de gestion fixées par les services administratifs (1), que la réglementation relative à la répartition du revenu (2). Cette dernière prérogative est d'autant plus importante qu'une disposition de la loi de finances pour 1966 a autorisé le Trésor à poursuivre, contre les entreprises autogérées, le recouvrement des charges fiscales dont les colons restaient débiteurs en 1962 (3). Enfin, la "mauvaise utilisation" des fonds au sein de l'unité de production est sanctionnée. Les travailleurs permanents sont désormais personnellement responsables des dettes de l'entreprise sur leur revenu propre (4), ce qui contrevient d'ailleurs aux dispositions des Décrets de Mars 1963 qui assimilaient leur rémunération à un salaire.

Le fonctionnement correct de ce contrôle, implique une étroite collaboration entre l'organisme bancaire et les services de tutelle. Les statuts de la BNA prévoient d'ailleurs plusieurs dispositions en ce sens (5). En particulier, l'efficacité du contrôle est liée à la qualité du système comptable pratiqué. Dans cette perspective et pour remédier aux carences antérieures, un réseau de "coopératives de comptabilité et de gestion" est mis en place à partir de 1966, sous l'égide du Ministère de l'Agriculture.

(1)-Ordonnance n°66-178 du 18 Juin 1966, article 12, 2°; d.
"La banque peut "subordonner les paiements soit à la remise de justifications établissant qu'ils sont conformes aux plans et programmes approuvés soit au respect des conditions et normes d'exploitation ou de productivité fixées par les autorités de tutelle".

(2)-ibidem, article II, 2°.
"La BNA peut être chargée par décret de prélever d'office sur les avoirs de ces entreprises les impôts d'une part et les prestations à la collectivité nationale d'autre part dont elles seraient redevables".

(3)-Ordonnance n°65-320 du 31 Décembre 1965, portant loi de finances pour 1966, JORA 1965, p.1215
"L'article 12 du décret n°63-88 du 18 Mars 1963 n'est pas opposable au Trésor public qui peut requérir, si les circonstances l'exigent toutes mesures jugées utiles à l'effet de recouvrer les impôts, droits et taxes exigibles" (article 19).

(4)-Ordonnance n°66-178 du 18 Juin 1966, article 14
Cette responsabilité s'exerce à "concurrence de 15% de leurs rémunérations de base...et à concurrence de la totalité de leur part dans le reliquat à répartir".

(5)-ibidem, articles 10, 12, 1°, 3°

Ces coopératives ont pour tâche de tenir la comptabilité individualisée de chaque entreprise et de procéder, en liaison avec la BNA, à une analyse minutieuse de leur gestion. A partir de 1969, ce réseau devient opérationnel, sous l'impulsion de la direction de la comptabilité et du financement, créée au sein du Ministère de l'Agriculture (1) et chargée de coordonner l'activité de ces coopératives avec l'organisme bancaire. Elle exerce en particulier les responsabilités conférées au Ministre de l'Agriculture, en matière de contrôle économique, par le nouveau statut de l'autogestion agricole (2).

- Pour assurer l'homogénéité du système et garantir le remboursement des crédits consentis, toutes les activités de services sont assurées par les Offices, dont les mouvements financiers au débit ou au crédit des entreprises sont gérés directement par la BNA.

Chaque Office est en effet doté du monopole d'achat ou de livraison, et les exploitations autogérées sont tenues d'écouler leurs produits et de s'approvisionner auprès d'eux, ou par l'intermédiaire des coopératives qu'ils contrôlent et qui agissent comme de simples relais de leur autorité (3).

(1)-Décret n°69-36 portant organisation de l'administration centrale du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire, article 12, JORA 1969, p.211.

(2)-Décret n°69-19 du 15 Février 1969, relatif aux attributions du Ministre de l'Agriculture et de la Réforme Agraire en matière d'autogestion agricole, JORA 1969, p.118, article 2 :
"Le Ministre approuve les plans de culture élaborés par les organes intéressés, compte tenu des objectifs du plan. Il détermine les normes de frais culturaux en matière de crédits de campagne et vise toutes les demandes de crédit à moyen et long terme...Il établit les normes de travail applicables aux exploitations autogérées agricoles".

(3)-cf. par exemple pour l'OFLA, ordonnance n°69-13 du 3 Avril 1969, articles 8, 22 et 24.

En principe, les relations entre les uns et les autres sont de nature contractuelle et marchande, un système de prix-plancher promulgué chaque année par décret, garantissant à chaque entreprise une rémunération minima de ses produits et un taux maximum pour les prestations de services assurées (1). Mais la logique de fonctionnement des Offices implique aussi leur intervention dans la gestion des entreprises, notamment pour la définition des plans de culture et des programmes d'approvisionnement.

La direction économique des entreprises autogérées éclate ainsi en plusieurs centres d'exercice relativement autonomes. L'unité du système doit être assurée par la tutelle administrative du Ministère de l'Agriculture. Mais les modalités de son exercice, certes mieux définies, n'assurent pas pour autant son efficacité.

2 - L'affaiblissement de la tutelle administrative

Il peut paraître paradoxal de prime abord, d'évoquer la tutelle du Ministère de l'Agriculture en termes d'affaiblissement. Jamais en effet les attributions qu'il exerce, n'ont été aussi bien définies et dans un sens aussi extensif. Outre qu'il assure la tutelle sur tous les Offices prestataires de services, un texte particulier lui confère, sur le fonctionnement des entreprises autogérées, un pouvoir général d'orientation et des attributions précises de contrôle (2).

 (1)-Décret n°69-19 du 15 Février 1969, article 2 :
 "Le Ministre fixe le niveau des prix de base pour la livraison de la production aux organismes de commercialisation ainsi que les coûts maxima de prestations de services rendus aux unités de production par les organismes habilités".
 (cf. par exemple pour l'OFLA, Ordonnance n°69-18 du 3 Avril 1969, articles 20 et 22).

(2)-Décret n°69-19 du 15 Février 1969, JORA 1969, p.II8
 article 1er : "Le Ministre de l'Agriculture et de la Réforme Agraire définit l'orientation technique et économique des exploitations autogérées agricoles et en exerce le contrôle".

Les prérogatives qu'il détenait en vertu de la réglementation antérieure et qu'il exerçait notamment par l'intermédiaire des directeurs d'entreprises, sont confirmées par le nouveau statut (1).

De plus, ses pouvoirs de tutelle s'étendent désormais aux organes émanant du collectif de travailleurs. "En cas de carence caractérisée ou de violation de la législation en vigueur" le Ministre décide leur suspension, à charge pour l'Assemblée Générale de prendre les mesures de redressement nécessaires. Si le conflit s'éternise, le Ministre peut prendre l'initiative d'une dissolution générale affectant tous les organes de gestion, et confier les pleins pouvoirs au Directeur (2).

Enfin, les moyens d'investigation du Ministre sont en apparence renforcés par la réforme, intervenue en 1967, des services agricoles locaux, qui a consisté à regrouper sous l'autorité d'un directeur - nommé par le Ministre - la plupart des anciens services départementaux (3).

Aussi bien l'idée d'affaiblissement, rapportée à la tutelle ministérielle, ne vise pas l'étendue des pouvoirs de contrôle qui sont sans conteste développés par le nouveau statut, mais plutôt leur efficacité. Celle-ci paraît amoindrie par l'aménagement réel des structures administratives.

A l'échelon central tout d'abord, il n'existe pas un centre unique d'exercice de la tutelle sur les entreprises autogérées. Les attributions ministérielles en matière de contrôle économique,

(1)-Décret n°69-19 du 15 Février 1969, JORA 1969, article 1er, alinéa

(2)-ibidem, article 6.

(3)-Décret n°67-32 du 1er Février 1967, portant création des directions départementales de l'agriculture, JORA 1967, p.132
-Arrêté interministériel du 23 Juillet 1971, fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la direction de l'agriculture et de la réforme agraire de Wilaya, JORA 1971, p.1149.

administratif et financier, sont en réalité dispersées entre les différentes directions créées dans le cadre de la nouvelle organisation de l'administration centrale (1). Si la direction de la réforme agraire est officiellement chargée de "rassembler les éléments nécessaires à la définition de la politique en matière d'autogestion agricole" et de suivre son application (2), les éléments d'appréciation et les moyens de contrôle effectif relèvent en fait des autres services (direction de la comptabilité et du financement, direction de la commercialisation et diverses directions techniques), eux-mêmes souvent désarmés devant le dynamisme et la puissance économique des organismes qu'ils doivent en principe contrôler (3).

L'impact de la tutelle ministérielle est d'autre part sensiblement altéré à l'échelon local, par la politique de déconcentration administrative mise en oeuvre depuis 1969. Celle-ci a eu pour conséquence, de relacher les liens de subordination hiérarchique qui unissaient le directeur départemental au Ministre. Car désormais, celui-là agit sous l'autorité directe du Wali, seul représentant, au niveau de la Wilaya, de chacun des Ministres.

Enfin, il faut signaler, toujours à l'échelon local, l'existence d'un pouvoir de contrôle concurrent de l'autorité ministérielle : celui exercé par les Assemblées Populaires Communales (4). Sans doute

(1)-Décret n°69-36 du 25 Mars 1969, déjà cité.

(2)-ibidem, article II.

(3)-Sur les difficultés d'exercice de la tutelle du Ministère de l'Agriculture voir :

-LAROQUE M. Le pouvoir de tutelle du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire. Mémoire pour le DES de Droit public, Faculté de droit d'Alger 1970, p.68 et s.

-RAHMANI A. Le contrôle de l'Etat sur les unités agricoles autogérées et les coopératives de la révolution agraire. Mémoire pour le DES de Droit public, Faculté de droit d'Alger 1974, p.15 à 73

(4)-Ordonnance n°68-653 du 30 Décembre 1968, relative à l'autogestion dans l'agriculture, JORA 1969, p.IIO.
Article 32 : "L'Assemblée Populaire Communale oriente, coordonne, anime et contrôle, sur l'ensemble de la commune, l'ensemble des activités du secteur autogéré agricole. Un décret ultérieur précisera les modalités d'application du présent article".

les modalités d'exercice de cette tutelle restent imprécises et en tout état de cause, juridiquement subordonnées aux prérogatives de l'autorité ministérielle. Mais il n'en reste pas moins qu'elle se traduit, dans le fonctionnement quotidien des entreprises, par des ingérences multiples qui peuvent contrarier le jeu normal de la tutelle.

Aussi bien faut-il souligner une nouvelle fois que l'affaiblissement de la tutelle ne doit pas être entendu comme synonyme de son allègement. Bien au contraire, la dispersion de ses centres d'exercice se traduit concrètement, au niveau de l'entreprise, par une diversité et un excès de directives toujours impératives et souvent contradictoires.

Dans ces conditions, il paraît pour le moins hasardeux d'évoquer la perspective d'une déconcentration de la gestion au niveau de l'entreprise. C'est pourtant en ce sens que l'on peut analyser tant le nouveau statut qui lui est assigné, que l'évolution récente du cadre de gestion qui vient d'être présenté.

§ 2 - LE CADRE DE LA DECONCENTRATION : UN NOUVEAU MODELE D'ENTREPRISE

A l'inverse de la situation initiale, la définition du nouveau statut de l'entreprise autogérée parachève la réforme de l'appareil central de gestion. On pouvait dès lors imaginer que ce statut refléterait plus fidèlement la réalité des rapports de travail, établis au sein des unités de production. Cette attente n'est que partiellement satisfaite pour deux raisons essentielles :

- du fait tout d'abord que l'autonomie de gestion des entreprises n'entre que progressivement en application. En ce sens le statut de 1969 reste dans une large mesure prospectif.

- en raison ensuite de l'impact persistant de l'idéologie autogestionnaire, qui contribue grandement à fausser la représentation juridique des rapports économiques réels.

Dans ces limites toutefois, le nouvel aménagement des rapports sociaux au sein de l'entreprise traduit, du point de vue juridique, le projet formulé au plan politique en 1965, de restaurer l'autonomie des entreprises autogérées dans un cadre fortement étatique. Cette intention apparaît à l'analyse tant des nouvelles modalités de dévolution du pouvoir dans l'entreprise, qui s'exercent selon des formes moins démocratiques, que des mécanismes de répartition du produit, qui visent à asseoir son autonomie financière.

I - Des formes moins démocratiques d'exercice du pouvoir

L'expérience du fonctionnement des organes de gestion des entreprises entre 1963 et 1968, a révélé l'extrême précarité du système de dévolution du pouvoir, institué par les Décrets de Mars 1963. Il a été en particulier maintes fois remarqué, que l'essentiel des contradictions et des conflits internes se cristallisaient autour du président et du directeur de l'entreprise (1). Aussi le législateur s'attache-t-il moins en 1969 à modifier la répartition des pouvoirs, entre les organes de gestion qu'à dégager les techniques juridiques susceptibles d'harmoniser les rapports au sommet de l'entreprise. La solution retenue, qui autonomise l'appareil de direction par rapport au collectif des travailleurs, vide en fait de sa substance le principe du pouvoir ouvrier, qui est cependant confirmé sur le plan juridique.

 (1)-CHAULET C. La Mitidja autogérée.op.cit. tome 2, p.8 et s.
 -KOULYTCHIZKY S. L'autogestion, l'Homme et l'Etat - l'expérience algérienne , op.cit. p.277 et s.

a) La consolidation formelle du pouvoir ouvrier

La composition et la répartition des pouvoirs entre les différents organes de l'exploitation ne sont pas sensiblement modifiées par la réforme. Le système pyramidal de représentation des travailleurs et d'agencement des pouvoirs entre l'Assemblée Générale, le Conseil des travailleurs et le Comité de Gestion, est pratiquement reconduit (1).

Il faut même remarquer, que des dispositions sont dorénavant prévues, pour assurer le renouvellement périodique des organes de gestion et leur fonctionnement régulier.

Un texte réglementaire est consacré à l'élection des organes (2) qui doivent être, comme par le passé, renouvelés par tiers chaque année (3). Les opérations d'organisation, de contrôle et de recours relèvent de la compétence de commissions siégeant à l'échelon de la commune, de la daïra et au niveau national, sous l'égide du Parti. Les commissions sont non seulement chargées d'animer la campagne d'explication, lors du renouvellement des organes, mais encore de contrôler la régularité des opérations électorales et de prononcer éventuellement leur annulation (4). En outre, innovation importante, la commission communale choisit parmi les candidats au poste de Président les deux noms qui seront soumis au vote des travailleurs (5).

(1)-Décret n°69-I6 du 15 Février 1969, définissant les compétences et le fonctionnement des organes de l'autogestion dans l'agriculture, JORA 1969, p.II2.

(2)-Décret n°69-I8 du 15 Février 1969, relatif à l'élection des organes de gestion de l'exploitation autogérée agricole, JORA 1969, p.II complété par le décret n°69-43 du 21 Avril 1969, JORA 1969, p.282.

(3)-Décret n°69-I6, articles I8 et I9.

(4)-Décret n°69-I8, articles I9 et 20.

(5)-ibidem, articles IO et I8.

Au titre du fonctionnement régulier des organes de gestion, plusieurs dispositions nouvelles peuvent être relevées. La périodicité de réunion des organes est certes plus espacée, mais le droit d'auto-saisine est reconnu à chaque organe, pour des réunions extraordinaires, à l'initiative du tiers de ses membres (1). D'autre part, pour pallier d'éventuelles carences, le Ministre de tutelle peut convoquer d'office l'Assemblée Générale "en l'absence de réunion dans un délai de sept mois...pour délibérer sur la gestion de la période précédente" (2).

Enfin des mesures pratiques sont adoptées, assorties de sanctions, pour assurer la participation réelle des travailleurs : publicité des convocations, réunions hors des heures de travail (3) et menaces de déchéance à l'encontre des travailleurs absents sans motif valable à trois réunions consécutives de l'Assemblée Générale (+).

Il reste toutefois que le mode de répartition des pouvoirs entre les différents organes de gestion, est bien souvent sans objet, les décisions à prendre étant largement déterminées à l'avance par le système de relations obligatoires imposées à l'entreprise. Ainsi est-il d'un intérêt limité de préciser que le Comité de Gestion "décide du mode d'achat...et de commercialisation des produits" (5) alors que les entreprises sont tenues de s'adresser pour l'ensemble de ces activités aux Offices de services.

(1)-Décret n°69-16, articles 4, 13 et 22.

(2)-ibidem, article 8.

(3)-ibidem, articles 5 et 15.

(4)-ibidem, article 7.

(5)-ibidem, article 23.

Aussi bien, la consolidation du pouvoir ouvrier apparaît-elle tout à fait formelle, d'autant que la réglementation organise dans le même temps l'autonomisation de l'appareil de direction.

b) L'autonomisation de l'appareil de direction

L'objectif le plus apparent de la réforme de 1969 est de consolider la dyarchie à la tête de l'entreprise, entre l' élu des travailleurs et le représentant de l'Etat. Les statuts du Président et du Directeur de l'exploitation sont en effet considérablement renforcés, tandis qu'une séparation absolue est aménagée entre les deux hiérarchies représentative et technique.

En premier lieu, l'évolution du statut du Président apparaît comme une véritable mutation. Primus inter pares du Comité de gestion et soumis à son contrôle annuel dans la réglementation de 1963, le Président est désormais élu pour trois ans par l'Assemblée Générale (1). Sa plus grande représentativité et l'allongement de son mandat en font un agent quasi administratif de représentation de l'entreprise. Cette interprétation est confirmée par le fait que "dès son élection, il est dégagé de ses obligations professionnelles"(2

De son côté, le Directeur est confirmé dans ses fonctions de représentant de l'Etat. A ce titre, il est nommé et révoqué directement par l'autorité de tutelle. Le pouvoir d'agrément reconnu en 1963 au Conseil communal d'animation du secteur socialiste, a en effet disparu en 1969 en même temps que cet organe. Ses pouvoirs restent juridiquement identiques : contrôle de la conformité des opérations par rapport à la planification nationale, préparation des mesures à prendre par les autres organes de l'exploitation, gestion financière courante et tenue des documents administratifs et comptables (3).

(1)-Décret n°69-16, article 27.

(2)-ibidem, article 27.

(3)-ibidem, article 30.

Ces deux organes de direction de l'entreprise sont placés sur un plan de stricte égalité juridique. Toute prééminence de l'un sur l'autre est en effet supprimée par la nouvelle réglementation et les deux hiérarchies qu'ils président deviennent totalement indépendantes.

La prééminence du Directeur au sommet de la hiérarchie technique n'est plus contestée par "l'autorité du président". Désormais, le Directeur "chargé de l'application des décisions du comité de gestion donne, seul, les ordres nécessaires à leur exécution" (1). S'il conteste ces décisions, "le président saisit le comité de gestion en vue d'instructions complémentaires au directeur" (2). Certes le Directeur, qui ne participe plus aux délibérations du comité de gestion qu'avec voix consultative, doit lui rendre compte régulièrement, mais celui-ci ne dispose pas de pouvoirs propres, pour contraindre le Directeur au respect des orientations adoptées.

Plusieurs dispositions prévoient d'autre part que les membres des organes de gestion ainsi que le Président n'ont, en dehors des réunions des organes, "d'autre autorité que celle que leur confère leur poste de travail dans l'exploitation" (3).

Le Président et le Directeur sont "condamnés" à s'entendre. La séparation absolue des deux filières implique une étroite collaboration au sommet, d'autant que toutes les décisions de gestion courante doivent comporter les signatures conjointes du Président et du Directeur. L'égalité apparente de leurs statuts devrait assurer un compromis global entre les exigences parfois contradictoires des deux ordres hiérarchiques.

(1)-Décret n°69-16, article 30.

(2)-ibidem, article 28.

(3)-ibidem, articles 17, 20 et 28.

Il faut toutefois rappeler que le Président tient pour partie, son mandat de la confiance que lui a témoigné le Parti et qu'il exerce ses fonctions sous la tutelle du Ministre de l'Agriculture qui peut le suspendre. Comme il jouit d'un certain nombre de privilèges matériels - dispense de travaux manuels et rémunération nettement supérieure à celle des ouvriers non qualifiés - il est à craindre que le Président ne soit plus sensible aux injonctions de l'autorité centrale qu'aux revendications exprimées par ses mandants.

En définitive, ces techniques plus autoritaires de circulation du pouvoir au sein de l'entreprise autogérée, semblaient fixer le cadre futur de la déconcentration de l'appareil de gestion au profit d'autorités mieux contrôlées par l'administration.

Les nouvelles règles de répartition de revenu de l'entreprise suscitent les mêmes réflexions.

2 - Des modalités plus autonomes de répartition du produit

Si en 1969, l'autonomie de l'entreprise autogérée demeure très limitée, les bases juridiques de son autonomie financière future se trouvent réunies.

On se souvient que la réglementation de Mars 1963 exclut pratiquement l'autonomie financière de l'entreprise. Plus exactement, elle réserve à l'assemblée générale l'initiative de constituer, sur le seul "reliquat à répartir", plusieurs fonds propres à l'entreprise, dont les montants viennent dès lors en déduction des sommes à distribuer, au titre de la participation des travailleurs aux bénéfices de l'unité. En réalité, l'intention du législateur est à cette époque nettement établie de constituer un fonds d'accumulation à l'échelle sociale, tout en laissant aux entreprises une marge très restreinte d'autofinancement.

En 1969, la logique de répartition du revenu de l'entreprise renvoie à des considérations inverses. La notion de prestations à la collectivité nationale disparaît, en même temps que la perspective d'une centralisation des fonds d'accumulation. Elle fait place aux seules et classiques contributions fiscales versées aux budgets de l'Etat et des collectivités locales.

En réalité, sous une nouvelle dénomination, ce sont les anciens impôts agricoles qui sont reconduits. Une contribution unique, perçue au profit des collectivités publiques et inscrite au "chapitre des charges d'exploitation", se substitue aux anciennes et diverses taxes qui frappaient l'activité agricole (1). Par ailleurs, l'impôt sur les bénéfices agricoles est remplacé par une part prélevée au profit des mêmes collectivités, sur le revenu de l'entreprise dans la limite maxima de 30% de ce revenu (2).

Mais, une fois qu'elle a satisfait à ses obligations fiscales, l'entreprise est dotée de fonds propres, qui lui permettent de disposer et d'une trésorerie destinée à faire face aux dépenses courantes et de réserves d'autofinancement.

Sans doute "le revenu propre de l'exploitation" est-il ventilé entre les fonds de l'entreprise et les répartitions individuelles aux travailleurs. Mais le partage est inégal. Les fonds de l'exploitation sont en effet alimentés en priorité selon des taux réglementairement fixés (3), tandis que la participation des

(1)-Ordonnance n°68-653 du 30 Décembre 1968, article 24.

-Ordonnance n°69-2 du 17 Janvier 1969, complétant l'ordonnance n°68-654 du 30 Décembre 1968, portant loi de finances pour 1969, JORA 1969, p.34.

-Décret n°69-17 du 15 Février 1969, portant répartition du revenu et définissant les fonds de l'exploitation autogérée agricole, article 1er, JORA 1969, p.115.

(2)-Ordonnance n°68-653 du 30 Décembre 1968, article 26.

-Décret n°69-17 du 15 Février 1969, article 3.

(3)-5% du revenu propre de l'exploitation sont affectés au fonds de réserve légale et 10% au fonds de roulement. D'autre part le fonds d'investissement "ne peut être inférieur au total des fonds du revenu des collectifs de travailleurs" (Décret n°69-17 du 15 Février 1969, articles 6, 7 et 8.).

travailleurs aux "bénéfices" est affectée d'un plafond qui limite les répartitions individuelles au tiers des avances sur revenu perçues en cours d'année (I). Si les mécanismes prévus par le décret n°69-17 jouent normalement, les sommes distribuées aux travailleurs ne peuvent excéder 28% du revenu propre de l'exploitation. Celle-ci conserve en conséquence, dans des fonds d'autofinancement, 72% de son revenu, amputé des charges fiscales.

Ces mécanismes supposent bien entendu, que les résultats de l'exploitation soient positifs. Ils ne préjugent pas non plus des modalités particulières qui peuvent être attachées à leur utilisation, et en particulier du contrôle exercé par l'organisme bancaire sur leur gestion. Il est toutefois permis de remarquer une fois de plus, que le cadre d'exercice de l'autonomie de l'entreprise est restauré en 1969 même si, depuis, sa mise en oeuvre ne se réalise que progressivement. C'est en effet en ce sens qu'évolue de 1970 à 1974 le système de gestion, reproduisant les conditions d'une séparation des travailleurs des moyens de production.

§ 3 - DES CONSEQUENCES SIMILAIRES : LA SEPARATION DES TRAVAILLEURS DES MOYENS DE PRODUCTION

Le processus de déconcentration, réellement entamé depuis 1969, vise tout à la fois à restaurer l'entreprise autogérée en tant qu'unité étatique de production et à consacrer le statut salarial de la force de travail. Divers éléments de fait et de droit peuvent être retenus en ce sens.

(I)-cf.Décret n°69-17 du 15 Février 1969, articles 9, 10 et 11.

I - Le statut de l'entreprise
en tant qu'unité étatique de production

Le concept d'unité étatique de production fait référence à deux ordres de considérations. Il se rapporte en premier lieu à la nature fondative de "l'entreprise autogérée" que révèle, non sans équivoque, l'analyse de son statut constitutionnel. Il implique d'autre part, que l'entreprise est redevenue le centre d'exercice de la possession des moyens de production ; c'est la tendance que dessine l'évolution récente de son régime de fonctionnement.

a) L'entreprise autogérée comme fondation de l'Etat

En Mars 1963, l'analyse du statut constitutionnel de l'entreprise autogérée en termes fondatifs, était irrémédiablement faussée par l'absence d'une donnée fondamentale : la propriété de l'Etat sur les moyens de production. Cette hypothèque étant levée, on pouvait croire que le législateur en tirerait toutes les conséquences. Mais de façon paradoxale, alors même que le principe de la propriété d'Etat est solennellement confirmé (1), le statut de l'autogestion agricole supprime la personnalité juridique de l'entreprise et érige au contraire le collectif de travailleurs en personne morale de droit privé (2).

 (1)-Ordonnance n°68-653 du 30 Décembre 1968.
 article 1er : "La terre et les autres moyens de production agricole meubles et immeubles nationalisés sont constitués en exploitations agricoles".

(2)-ibidem,
 article 8 : "Le collectif de travailleurs est un groupement de producteurs qui dispose d'organes d'expression collective pour la gestion de l'exploitation et la défense des intérêts communs de ses membres".

Cette affirmation juridique, qui paraît consacrer la nature corporative de l'entreprise autogérée, traduit en fait l'empreinte persistante de l'idéologie autogestionnaire. Car aucune disposition de la nouvelle réglementation ne tire les conséquences logiques de cette personnalisation juridique.

Déjà de 1962 à 1968 la base sociologique de la corporation avait été sensiblement ébranlée. Dans chaque entreprise, un gonflement de l'effectif des travailleurs permanents s'était opéré, sous l'effet du jeu conjugué de mesures réglementaires (1) et de recrutements de complaisance.

Et le nouveau statut, loin de consolider une institution à l'évidence très fragile, lui enlève toute signification pratique. La notion même de travailleur-permanent est abolie (2), et avec elle disparaît l'élément de stabilité du groupe social qui sous-tend la notion de corporation. La liste des membres du collectif de travailleurs est en effet révisée annuellement sous le contrôle du Directeur de l'exploitation (3), au regard notamment du nombre de journées de travail effectuées l'année précédente par chaque membre (-). Les travailleurs qui ne remplissent plus les conditions réglementaires sont exclus de l'exploitation.

(1)-cf. Décret n°64-238 du 13 Août 1964, relatif à l'emploi obligatoire des anciens moudjahidine et invalides de la guerre de Libération Nationale, JORA 1964, p.946.

(2)-Le terme disparaît de la réglementation ; il est remplacé par celui de membre du collectif de travailleurs. Cette substitution de terme renvoie à une transformation réelle.

-cf. décret n°69-15 du 15 Février 1969, article 5 : "La qualité de membre du collectif de travailleurs ne constitue pas un droit au travail ininterrompu".

(3)-Décret n°69-15 du 15 Février 1969, article 7, et décret n°69-18 du 15 Février 1969, articles I et 7.

(4)-Décret n°69-15 du 15 Février 1969, portant définition du collectif de travailleurs de l'exploitation autogérée agricole et des droits et devoirs de ses membres, JORA 1969, p.III
article 1er : "Chaque membre du collectif des travailleurs doit... avoir accompli lors de l'année agricole, un nombre de journées de travail au moins égal à deux cents dans l'exploitation considérée... Dans les domaines de monoculture, ce minimum est ramené à cent soixante jours".

Sans doute toute contestation relative aux décisions de radiation, comme d'ailleurs d'inscription sur la liste des membres du collectif relève-t-elle de l'Assemblée Générale (1) que constitue le collectif des travailleurs. Mais cette disposition n'ouvre d'autre perspective à l'Assemblée Générale que d'appliquer les dispositions rigoureuses de la réglementation (2). Aussi bien, le collectif des travailleurs ne dispose-t-il pas du pouvoir social minimum sur ses membres, qui constitue le trait caractéristique d'un groupement corporatif. Ce pouvoir relève en fait de l'Etat qui agit en tant que fondateur véritable de l'entreprise autogérée. C'est ce que révèle l'analyse, et des dispositions essentielles du nouveau statut, et des pratiques sociales qu'il a nourries.

Il n'est pas utile de rappeler dans le détail les mécanismes et techniques de tutelle qui assimilent l'entreprise à une fondation de l'Etat. Il suffit de constater ici que les principes qui régissent sa constitution relèvent sans conteste d'une logique fondative (3). Celle-ci s'est d'ailleurs développée, outre dans les directions déjà analysées, sur deux points précis et selon des modalités qui réduisent à néant le principe de la personnalité juridique des collectifs des travailleurs.

(1)-Décret n°69-18 du 15 Février 1969, article 7.

(2)-Décret n°69-15 du 15 Février 1969
article 6 : "Le manquement à l'une quelconque des conditions relatives à la qualité de membre énumérées à l'article 1er entraîne la déchéance immédiate de tous droits et accessoires attachés à celle-ci".
article 8 : "L'admission de nouveaux membres a pour but de pourvoir au remplacement des membres décédés, exclus ou démissionnaires ou de répondre aux nécessités établies du développement de l'exploitation... en cas de surnombre il ne sera procédé à aucun remplacement".

(3)-cf. Ordonnance n°68-653 du 30 Décembre 1968, article 1er, déjà cité et article 2 : "L'Etat donne en jouissance pour une durée illimitée les exploitations autogérées agricoles aux collectifs des travailleurs qui bénéficient d'une partie des fruits ou produits des dites exploitations".

Une première action menée au cours des années 1970 a eu pour objectif de réduire les effectifs jugés pléthoriques des entreprises (1). Cette politique de "compression du personnel", conduite de manière autoritaire, a consisté d'une part à mettre à la retraite anticipée les travailleurs les plus âgés et d'autre part, à décourager une fraction supplémentaire d'ouvriers, par une contraction délibérée de la "masse salariale" (2). Elle s'est traduite par une diminution sensible du nombre des journées travaillées et des effectifs globaux des collectifs des travailleurs (3).

Plus récemment, et à titre d'expérience pilote dans la Wilaya d'Alger, une action sur les structures foncières des exploitations autogérées a été entreprise. En liaison avec les opérations de recensement effectuées au titre de la révolution agraire, la structure des entreprises a été passée au crible des impératifs d'une gestion rationnelle des moyens de production. Cette action, d'ailleurs prévue par la réglementation (4), s'est traduite par des opérations de scission et de remembrement des domaines.

(1)-Décret n°69-15 du 15 Février 1969
 article 5 : "En aucun cas, le nombre d'emplois ne peut être supérieur à celui fixé par le plan de culture de chaque exploitation".
 En cas de surnombre un roulement est organisé entre les membres du collectif. Mais en fin de campagne l'application du critère des deux cents jours permet de réduire les effectifs.

(2)-Voir une évaluation chiffrée, in BENACHENHOU A. "Réflexions sur la politique des revenus en Algérie", RASJ 1975, p.21

(3)-Le nombre de travailleurs permanents dépasse vraisemblablement cent cinquante mille dans les années 1965 (cent cinquante mille selon LAZAREV G., op.cit. p.24, cent soixante cinq mille en 1966 selon BORELLA F., op.cit. p.561). L'effectif des travailleurs membres des collectifs est ramené dans les années 1970 autour de cent trente mille (cent trente mille selon G.DESTANNE DE BERNIS, "L'économie algérienne depuis l'indépendance" A.AFN 1969, p.23, cent trente cinq mille selon la Charte de la révolution agraire).

(4)-Décret n°69-19 du 15 Février 1969
 article 2 : "Il (le Ministre de l'Agriculture) prend, avec le concours des organes compétents, toutes mesures susceptibles de favoriser la constitution d'unités de production économiquement viables".

Sans doute justifiées par des préoccupations objectives, ces mesures ont dû passer outre les exigences de la personnalité morale des collectifs de travailleurs, qui ont été eux-mêmes scindés et regroupés. Elles illustrent en tous cas, le fait que la création des entreprises en tant qu'"unités économiquement viables", répond avant tout aux intérêts de l'Etat fondateur. Mais elles manifestent sans doute aussi, le terme du long processus d'assainissement du secteur autogéré qui prélude à la restauration de l'autonomie des entreprises.

b) L'entreprise autogérée comme unité de production

L'entreprise ne peut fonctionner comme unité de production que si elle dispose d'une maîtrise effective sur l'utilisation de ses moyens de production. Loin de réaliser cette condition, le nouvel aménagement des pouvoirs de tutelle reproduit initialement le statut de l'entreprise autogérée en tant que simple unité de travail. Mais le desserrement progressif des contraintes imposées à sa gestion, aboutit aujourd'hui à rétablir son autonomie dans les limites plus larges du pouvoir de possession.

L'évolution en ce sens est particulièrement sensible du point de vue de la gestion financière et comptable, dont la cadre a été précédemment analysé. Jusqu'en 1970, le fonctionnement du système supprime totalement l'autonomie financière de l'entreprise.

Sur la base des plans de culture agréés par les services agricoles, et à partir des normes de frais culturaux et de rendement déterminés conjointement par les services du Ministère de l'Agriculture et de la BNA, des plans indicatifs de financement et de gestion étaient élaborés, visant à contrôler étroitement la consommation du crédit de campagne. Si les contrôles faisaient apparaître un dépassement des quotas trimestriels, la banque décidait de bloquer le compte de l'exploitation. C'est notamment à partir de ces mécanismes que s'est opérée la compression des effectifs, qui a été évoquée ci-dessus.

En tout état de cause, des autorisations préalables étaient nécessaires pour les dépenses importantes, la trésorerie de chaque unité étant extrêmement réduite, et les fonds de l'entreprise détenus par l'organisme bancaire ne pouvant être utilisés sans son accord (1).

A partir de la campagne 1970-1971, ce système de contrôle étroit a été peu à peu allégé. L'autonomie financière a été accordée aux entreprises qui avaient apporté la preuve de leur capacité à gérer sainement les crédits alloués. Cette mesure a consisté à supprimer le contrôle trimestriel et le mécanisme d'autorisation préalable des dépenses, en même temps que le fonds de caisse de l'entreprise était sensiblement augmenté. D'abord limité à une centaine d'exploitations, le principe de l'autonomie financière est désormais généralisé (2). Cette généralisation s'est accompagnée de la définition réglementaire du statut de deux des fonds de l'entreprise (3), qui aménage l'intervention des organes de gestion dans leur utilisation.

Certes, les exploitations restent largement tributaires du crédit bancaire pour la réalisation de leurs opérations économiques. le déficit structurel qui affecte la plupart d'entre elles rendant sans objet les mécanismes prévus d'autofinancement. Il n'en reste pas moins que l'autonomie financière réelle qui leur est octroyée, dans le cadre d'un contrôle annuel, rétablit leur libre capacité de disposer des moyens de production.

 (1)-Décret n°69-I7 du 15 Février 1969
 article 6 : "Il (le fonds d'investissement) est conservé par l'organisme de crédit habilité".
 article 7 : "Le contrôle de l'utilisation de ce fonds (de roulement) s'effectuera à époques régulières. En cas d'usage abusif constaté par l'organisme de crédit et le ministère de tutelle, l'organisme de crédit contrôlera chaque utilisation".
 article 8 : "Il (le fonds d'investissement) est déposé à l'organisme de crédit habilité".

(2)-par un arrêté non publié du Ministre de l'Agriculture et de la Réforme Agraire, en date du 6 Février 1974.

(3)-Décret n°72-57 du 21 Mars 1972, fixant les modalités d'utilisation du fonds social des exploitations autogérées agricoles, JORA 1972, p.321
 -Décret n°72-58 du 21 Mars 1972, fixant les modalités d'utilisation du fonds de solidarité des exploitations autogérées agricoles, JORA 1972, p.308

La nouvelle réforme des circuits d'approvisionnement et de commercialisation s'effectue dans le même sens.

Dans un premier temps, les contraintes de toute nature, résultant notamment des liens de l'économie algérienne avec le marché mondial et de l'insuffisante maîtrise par l'Etat du marché intérieur, ont été pleinement répercutés sur les entreprises. Celles-ci en ont supporté le poids et tous les aléas. Sur le plan de l'approvisionnement, ces contraintes se sont traduites par des livraisons tardives, des affectations inutiles de moyens de production coûteux, de longues immobilisations et des réparations onéreuses d'engins mécaniques, autant de facteurs qui ont contribué à grever lourdement leurs charges d'exploitation.

Sur le plan de la commercialisation, des contraintes analogues ont obéré la valorisation de la production, tout en désorganisant l'exécution des travaux agricoles : programmes de cueillette et de livraison fixés autoritairement par les Offices, absence de contrôle des producteurs sur les opérations de triage, d'agrégage et de pesage, paiements tardifs des livraisons selon des tarifs parfois inférieurs aux coûts de production... Ces pratiques fréquemment dénoncées par les producteurs eux-mêmes (1) n'ont pas peu contribué à accentuer le déséquilibre de la gestion financière des entreprises, que les détracteurs de l'autogestion utilisent comme argument majeur. Toujours est-il, que l'entrée en application de la révolution agraire s'est accompagnée de la mise en place de nouvelles structures de type coopératif(2) qui devraient au moins garantir aux gestionnaires des unités de production la possibilité d'un contrôle minimum

(1)-Lors des Assises nationales du secteur socialiste agricole qui ont été réunies en 1970, 1972 et 1973.

(2)-Ordonnance n°74-89 du 1er Octobre 1974, portant organisation de la commercialisation des fruits et légumes, JORA 1974, p.842.

sur les conditions d'écoulement des récoltes. L'instauration désormais possible d'un système de relations contractuelles, susceptible d'être étendu à l'ensemble des activités de services, rentre ainsi dans le cadre du rétablissement des conditions normales de fonctionnement de l'unité de production.

Il reste que le processus de déconcentration du l'appareil administratif de gestion n'a concerné que la forme sous laquelle se manifeste la propriété publique des moyens de production.

Le démembrement des pouvoirs que comporte la propriété d'Etat, entre différents centres d'exercice relativement autonomes, tout en rendant plus difficile la maîtrise sociale des procès de production, n'a pas modifié le rapport des producteurs directs à la gestion des moyens de production, qui reste marqué par la figure de séparation.

L'émergence au sein des entreprises d'un appareil de direction autonome a pu être analysée en ce sens. L'évolution du statut des travailleurs confirme cette orientation.

2 - La consécration du salariat

Le régime juridique du travail dans l'entreprise autogérée est plus nettement encore que dans le passé, assimilé à celui du salariat. Cette prise en compte juridique de la nature réelle des rapports de travail, accompagne le même écnec du pouvoir ouvrier dans l'unité de production.

a) L'échec renouvelé du pouvoir ouvrier

Il est tentant d'attribuer aux mêmes causes la responsabilité des mêmes effets. Le désintérêt des travailleurs pour les problèmes de gestion, phénomène constaté par tous les observateurs

de l'autogestion algérienne, reste lié à "l'accaparement" des pouvoirs de décision par l'appareil dirigeant de l'entreprise. L'effacement de la hiérarchie représentative devant l'autorité conjuguée du Président et du Directeur relève donc de causes permanentes et objectives. Il faut cependant ajouter que le statut de 1969 a contribué à son accentuation. Le renforcement du statut du Président et du Directeur d'une part, le détachement des travailleurs de l'entreprise d'autre part, phénomènes précédemment analysés, n'ont pu qu'accélérer le déclin de la participation des travailleurs à la gestion.

En revanche, la nouvelle dégénérescence du contrôle démocratique est moins imputable aux institutions juridiques qu'aux pratiques qui en ont faussé l'application. Si la nouvelle réglementation de l'autogestion prévoyait le renouvellement global et immédiat de l'ensemble des organes de gestion, cette opération devait constituer le point de départ du renouvellement annuel par tiers de chacun d'entre eux.

Or, après les élections générales du printemps 1969, les premiers renouvellements partiels ne sont intervenus qu'avec retard à l'automne 1970 et 1971. Mais surtout l'ultime opération qui devait assurer la rotation complète des fonctions électives, ne s'est déroulée qu'en 1975. Le fait qu'elle concernait notamment le renouvellement du mandat des Présidents, est sans doute la cause de ce long retard.

Le poste de Président cristallise en effet la plupart des tensions au sein des entreprises. En outre, la phase de sélection des candidats, à laquelle préside le Parti, est accompagnée de campagne d'explications redoutables et le choix partisan peut avoir pour conséquence d'introduire une force de contestation au sein de l'exploitation. Aussi bien, l'administration a-t-elle jugé préférable de maintenir dans le statu quo une situation que sa tutelle n'avait pu stabiliser que difficilement, et que "l'agitation" inhérente à de nouvelles élections aurait pu de nouveau bouleverser.

C'est vraisemblablement pour des raisons analogues que d'autres institutions également prévues par le nouveau statut de l'autogestion, n'ont pu être encore constituées. La structuration verticale des entreprises autogérées en Unions locales et nationale (1) qui devait avoir pour but de "rationaliser la gestion des exploitations, de réaliser leur encadrement technique et d'assurer la promotion socio-culturelle des travailleurs" n'a pu être réalisée, en dépit de la promulgation du statut des Unions en 1972 (2).

Là encore, la crainte qu'un pouvoir de contestation ne s'instaure, à l'échelle nationale cette fois (3), a sans doute été trop importante pour que le risque soit encouru.

b) Le régime juridique du salariat

Pour apprécier la signification et la portée du statut d'autogestionnaire, un point de référence existe au sein même de l'entreprise autogérée : celui de l'ouvrier saisonnier dont le statut salarial est incontesté. Le degré de différenciation entre les deux statuts, peut donc être considéré comme un indice pertinent de la rupture avec le système traditionnel de relations du travail.

Or le rapprochement entre les deux situations, accéléré par la nouvelle réglementation de l'autogestion, est presque réalisé dans les faits, en raison de l'anéantissement pratique de la plupart des éléments de différenciation.

(1)-Ordonnance n°68-653 du 30 Décembre 1968
article 31 : "Les exploitations autogérées agricoles constituent entre elles des unions locales, régionales et une union nationale pour la gestion des services communs".

(2)-Décret n°75-53 du 21 Mars 1972, portant organisation des unions des exploitations autogérées agricoles, JORA 1972, p.306.

(3)-L'article 4 du décret précité précise en effet que "les unions assurent la représentation et la défense des intérêts de leurs membres auprès des organismes à caractère économique...Les organismes de mutualité agricole et des services administratifs compétents".

En premier lieu, les facteurs d'identification hérités de la précédente réglementation, sont reconduits et renforcés par la réforme de 1968.

L'application aux entreprises autogérées de la réglementation générale du travail agricole, est confirmée (1) et complétée par l'adoption d'un nouveau régime d'assurances sociales (2), ainsi que par l'organisation d'un régime de prestations familiales, communs à l'ensemble des travailleurs (3). Mais surtout, le régime de rémunération des ouvriers saisonniers est pratiquement assimilé à celui des membres du collectif des travailleurs. L'ensemble des rémunérations de base revêtent en effet un caractère salarial. Les "avances sur revenu" versées aux membres du collectif sont "réputées acquises quels que soient les résultats de l'exploitation" (4) et sont "comptabilisées dans les charges d'exploitation" (5), au même titre que les salaires servis aux travailleurs saisonniers. En l'absence d'un nouveau barème d'avances sur revenu, et à la suite d'une augmentation du SMAG (6), la rémunération journalière de base a été portée à 9,80 DA pour les deux catégories de travailleurs (7).

(1)-Ordonnance n°68-653 du 30 Décembre 1968
article 13 : "Les travailleurs des exploitations autogérées agricoles bénéficient des dispositions prévues par la législation du travail en matière de repos et de congé, de sécurité du travail, de formation professionnelle et d'accidents du travail".

(2)-Ordonnance n°71-74 du 5 Avril 1971, JORA 1971, p.334

(3)-Décret n°71-77 du 5 Avril 1971, JORA 1971, p. 360
Ce régime est d'ailleurs notablement moins avantageux que le régime général. A la suite de diverses augmentations, l'allocation mensuelle est actuellement de 40 DA par enfant dans le régime général et de 24 DA par enfant, mais dans la limite de quatre enfants à charge, dans le régime agricole.

(4)-Décret n°69-15 du 15 Février 1969, article 2, alinéa 3.

(5)-Décret n°69-17 du 15 Février 1969, article 1er, alinéa 3.

(6)-Décret n°72-157 du 27 Juillet 1972, portant fixation du salaire minimum agricole garanti (SMAG).

(7)-A partir de 1969, 1 DA = 1,12 FF.

En ce qui concerne l'intéressement aux bénéfices, le particularisme du statut des "travailleurs permanents" disparaît. Chaque travailleur "qu'il soit membre ou non de l'assemblée générale", a en effet une vocation égale à participer au "fonds de répartition"(1) D'un point de vue strictement juridique, la situation des saisonniers est même plus avantageuse, puisque les primes de rendement qui leur sont allouées, font partie des charges d'exploitation, alors que les mêmes primes ne peuvent être prélevées au profit des membres du collectif que sur le revenu de l'entreprise (2). En pratique, des distributions effectives de "bénéfices" ont lieu régulièrement depuis 1968.

Enfin, sur le plan fiscal, les anomalies du régime précédent sont reproduites, en dépit d'une déclaration d'intention contraire (3). En réalité, les membres du collectif restent, comme les saisonniers, assujettis à la fiscalité des salariés, jusqu'à ce qu'une mesure de caractère général intervienne pour supprimer l'imposition de tous les revenus inférieurs à un seuil fixé par la loi de finances (4).

Les seuls éléments de différenciation qui subsistent entre les deux catégories de travailleurs, sont plus formels que réels. Il faut bien entendu, rappeler à ce titre le droit de participation à la gestion dont les avatars ont été analysés. Reste le système

(1)-Décret n°69-17 du 15 Février 1969, article 20.

(2)-ibidem, article II.

(3)-Ordonnance n°68-653 du 30 Décembre 1968
article 25 : "Les membres du collectif des travailleurs sont assujettis à la fiscalité applicable aux producteurs .
A titre transitoire, ils demeurent toutefois régis par les dispositions fiscales qui sont actuellement en vigueur".

(4)-Le seuil d'imposition au titre de l'ITS a été fixé à 300 DA par mois par la loi de finances pour 1972 (Ordonnance n°71-86 du 31 Décembre 1971, article 42, JORA 1971, p.1458) puis porté à 500 DA par la loi de finances pour 1975 (Ordonnance n°74-116 du 31 Décembre 1974, article 27, JORA 1974, p.1090).

d'avantages en nature aux seuls membres du collectif (1). Or ces avantages sont bien rarement assurés, en raison soit de difficultés objectives soit de l'opposition de l'appareil administratif de gestion.

Ainsi "le droit d'obtenir dans l'exploitation un logement accessoire au travail" n'a pratiquement jamais pu être concrétisé, du fait de l'occupation ancienne des logements disponibles par des personnes étrangères aux exploitations. Quant au lopin de terre et à l'élevage familial, pourtant prévus par la réglementation, ils ont toujours été strictement interdits par les services de tutelle, de même que la faculté ouverte aux travailleurs d'acheter, au prix de gros, les produits de l'exploitation (2).

L'homogénéisation des deux statuts juridiques traduit bien le processus réel qui avait déjà unifié, dans la condition du salariat, le statut de la force de travail employée dans l'entreprise autogérée.

(1)-Décret n°69-15, article 3.

(2)-cf. AIT AMARA H. "Quelques aspects de la restructuration agraire" RASJ, 1973, p.170.

Section 3 - LES ILLUSIONS DE LA GESTION DECENTRALISEE

La réforme du statut de l'autogestion n'a pas répondu aux attentes de ses promoteurs. Sans doute la déconcentration de l'appareil de contrôle permet-elle désormais d'apprécier, sur le plan purement comptable, les résultats annuels du fonctionnement de chaque unité de production. Mais précisément, ces résultats se sont avérés particulièrement décevants au terme du premier plan quadriennal (1970-1973), tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif. Le fait que le rapport d'exécution n'ait pas été rendu public ne suffit pas à masquer l'échec enregistré sur le double plan de l'accroissement espéré de la production agricole (1) et de l'assainissement de la situation financière des entreprises autogérées (2).

Comme en 1965, cet échec n'est pas directement imputé aux carences du système de planification, mais aux insuffisances du processus de décentralisation. L'accent est donc mis une nouvelle fois, sur la nécessité d'approfondir ce processus et il semble bien de prime abord, que les nouveaux aménagements apportés à l'organisation interne de l'entreprise autogérée en 1975 (3), relèvent effectivement

(1)-Discours du Chef de l'Etat au Congrès constitutif de l'Union nationale des paysans algériens, journal El Moudjahid 28 Novembre 1974. "Le volume de la production n'a pas changé, alors que le taux de consommation puis le niveau de vie des masses et leur pouvoir d'achat ont augmenté...Notre terre est en mesure de produire le double et même le triple de sa production actuelle...Négliger l'augmentation de la production équivaut à faire absorber nos revenus pétroliers par nos besoins alimentaires".

(2)-Interview du Ministre de l'Agriculture, in Revue Terre et Progrès n°10, Février 1976, p.22
 "Depuis quelques années, on n'aborde plus le problème de l'autogestion sans poser la question du déficit. Aussi paradoxal que cela puisse paraître le ministère de l'agriculture a le premier (c'était d'ailleurs son rôle) chiffré d'une part et mis en relief le problème du déficit de l'autogestion".

(3)-Ordonnance n°75-42 du 17 Juin 1975, modifiant et complétant l'ordonnance n°68-653 du 30 Décembre 1968 relative à l'autogestion dans l'agriculture, JORA 1975, p.650.

d'une volonté de décentralisation. Mais l'existence de la propriété d'Etat fait obstacle à la poursuite du processus jusqu'à son terme ultime, c'est à dire à la pleine restauration de l'autonomie de l'entreprise. En ce sens, l'affirmation inverse (I) procède d'une illusion dangereuse qui risque de conduire non à la fin du salariat, but avoué de la réforme, mais à la fin de l'autogestion dans le secteur agricole d'Etat.

§ I - UN PREALABLE LOGIQUE : LA RESTAURATION DU STATUT JURIDIQUE DU PRODUCTEUR GESTIONNAIRE

Depuis les Décrets de Mars 1963, le statut des travailleurs comme producteurs gestionnaires est altéré, tant par le mode de dévolution du pouvoir au sein de l'entreprise qui fait place à l'autorité d'un représentant de l'Etat, que par le mode de répartition de son revenu qui a permis d'assimiler la rémunération des autogestionnaires à celle de salariés. La réforme de 1975 réagit contre cette double déviation et opère un véritable retour aux sources du système d'autogestion en supprimant les greffes étrangères au modèle initial.

I - La suppression du directeur

Le contrôle de l'Etat sur les moyens de production confiés "en jouissance" aux collectifs des travailleurs était assuré juridiquement dans l'entreprise par la présence d'un directeur, nommé par l'autorité de tutelle. Même si, en l'absence de techniciens qualifiés, le rôle des agents ainsi désignés en tant que "chargés de gestion" se limitait à la gestion administrative de l'exploitation, leur présence avait valeur de symbole.

(I)-Discours du Chef de l'Etat à la 9ème Conférence des Présidents des Assemblées Populaires Communales, le 10 Mai 1975, El Moudjahid
II-12 Mai 1975

"Une autonomie réelle ayant été accordée aux entreprises de l'autogestion, chacun est désormais comptable de ses actes".

Dans ce contexte, la suppression du poste de Directeur revêt une signification éclatante. Elle suffit à fonder la thèse, développée depuis la promulgation de l'ordonnance du 17 Juin 1975, selon laquelle cette mesure a pour effet de restaurer la pleine autonomie de l'entreprise et le principe de la gestion ouvrière. Le caractère excessif de cette affirmation apparaîtra, à l'évidence, lorsque sera analysée la survivance des autres institutions de contrôle étatique.

Mais même du point de vue de l'organisation interne de l'entreprise elle n'a pas la portée absolue qui lui est généralement accordée. S'il résulte clairement de l'article 20 de l'ordonnance de 1975 que le poste de Directeur disparaît de l'organigramme de l'entreprise, cette suppression ne met pas fin à toute représentation de l'Etat en son sein. Le texte établit en réalité une distinction entre la fonction de gestionnaire, à laquelle l'Etat pourvoyait précédemment et que le collectif des travailleurs peut désormais pourvoir à sa convenance (1), et la fonction de technicien de la production qui continuera d'être remplie par un agent qualifié mis par l'Etat à la disposition du collectif (2).

La nouvelle appellation du représentant de l'Etat au sein de l'entreprise traduit toutefois un changement réel. A la différence du Directeur en effet, le conseiller technique ne constitue pas un organe de gestion de l'exploitation, doté de prérogatives propres. Ses fonctions sont strictement techniques et il faut par conséquent considérer, bien que le texte de l'ordonnance ne le prévoit pas expressément, que les pouvoirs anciennement détenus par le Directeur sont abolis, en même temps que cet organe disparaît.

 (1)-Ordonnance n°75-42 du 17 Juin 1975
 article 20, alinéa 1er : "Le collectif des travailleurs peut recruter tout technicien de la production ou de la gestion nécessaire au fonctionnement de l'exploitation".

(2)-ibidem,
 article 20, alinéa 3 : "Il (L'Etat) met notamment à sa disposition un technicien qualifié, chargé d'assister le président dans la mise en oeuvre de l'exécution des tâches techniques".

Cette interprétation est confirmée par une disposition nouvelle de l'ordonnance de 1975, selon laquelle les travailleurs "mettent en valeur les moyens de production mis à leur disposition et les développent librement en vue d'accroître leur revenu" (1). Le lien est ainsi nettement établi entre la suppression de toute entrave à la gestion ouvrière (2), confirmée à l'automne 1975 par le renouvellement des mandats des Présidents, et les nouvelles modalités de rémunération des travailleurs.

2 - La suppression de la forme salariale de rémunération

Le fait que les "avances sur revenu" servies périodiquement aux membres du collectif des travailleurs soient réputées acquises, quels que soient les résultats de l'entreprise, avait permis précédemment d'assimiler cette rémunération à un salaire. Cette clause disparaît de la nouvelle réglementation. Désormais chaque travailleur "perçoit une part du revenu de l'exploitation" qui est certes "fonction du travail fourni", mais surtout "des résultats obtenus" (3). Les avances sur revenu perçues en cours d'année sont donc révisables, en hausse ou en baisse, à la fin de la campagne. Elles sont en principe librement fixées par l'Assemblée Générale, sous la seule réserve que soit respecté le salaire national garanti pour l'agriculture (4).

(1)-Ordonnance n°75-42 du 17 Juin 1975, article 3, alinéa 2.

(2)-Interview du Ministre de l'Agriculture, op.cit. p.21

"Le bicéphalisme président-directeur longtemps à l'origine de nombreuses difficultés et propice à la centralisation a été supprimé. Le collectif des travailleurs et ses organes élus sont maintenant seuls responsables des décisions".

(3)-Ordonnance n°75-42 du 17 Juin 1975, article II.

(4)-Depuis 1974, un salaire national minimum garanti a été institué (ordonnance n°74-2 du 16 Janvier 1974, JORA 1974, p.58). Le premier décret d'application a cependant dérogé au principe en fixant un taux journalier différent pour l'agriculture - 12,25 DA - et pour les autres secteurs d'activité - 16,64 DA - (décret n°74-6 du 16 Janvier 1974, JORA 1974, p.64).

Une tendance au rapprochement se dessine avec l'augmentation nouvelle intervenue au début de 1976. Le salaire journalier a été porté dans l'agriculture à 15,30 DA, alors que dans les autres secteurs d'activité il s'élève à 19,20 DA (Décret n°76-25 du 7 Février 1976, JORA 1976, p.15).

La rémunération des travailleurs ne procède donc plus d'une logique salariale. L'analogie doit plutôt être recherchée désormais avec le partage du revenu dans une société coopérative, où chaque membre participe aux bénéfices et aux dettes en proportion de son activité dans l'entreprise.

La modification des règles de répartition du revenu traduit mal cependant cette nouvelle orientation. Sur le plan fiscal tout d'abord, la contribution annuelle commune aux entreprises publiques a certes été supprimée (1), ce qui allègera d'autant les charges d'exploitation de l'entreprise. Mais une part importante du revenu réalisé continue d'être perçue au profit des collectivités locales, dans la limite maximum de 30% de son montant. En outre si les modalités de dotation des différents fonds institués en 1969 sont reconduites, il est paradoxal de constater que la seule exception concerne le fonds de prime de rendement, curieusement supprimé (2), au moment où est affirmée la nécessité d'assurer aux travailleurs une rémunération conforme à l'effort fourni. Le jeu complexe des différents mécanismes prévus réduit dès lors l'intéressement matériel des travailleurs à un pourcentage qui ne peut excéder 21% du revenu réalisé après déduction de la charge fiscale, soit un taux inférieur au plafond précédemment fixé.

Sous ces différentes réserves, la réforme du régime de l'autogestion agricole a le mérite apparent de rétablir le travailleur dans son statut de producteur gestionnaire. La maîtrise des travailleurs sur les moyens de production reste hypothéquée cependant par la propriété de l'Etat.

(1)-Ordonnance n°74-106 du 26 Novembre 1974, portant exemption des agriculteurs et éleveurs de la contribution forfaitaire agricole, JORA 1974, p.1034.

(2)-Ordonnance n°75-42 du 17 Juin 1975, article 26.

§ 2 - UN OBSTACLE EVIDENT : LA PERMANENCE
DE LA PROPRIETE D'ETAT

L'action de décentralisation ne réside pas seulement dans le transfert de compétences d'une autorité centrale à une autorité désignée par voie d'élection. Le transfert de compétences doit lui-même être apprécié d'un point de vue qualitatif. La décentralisation implique que le sujet juridique institué dispose d'une autonomie réelle, notamment sur le plan patrimonial, à l'égard de l'autorité centrale. Tel est le cas des collectivités territoriales.

En revanche, la personnalité morale reconnue aux collectifs des travailleurs ne s'accompagne pas d'une telle autonomie. Celle-ci reste entravée par la propriété d'Etat, dont les prérogatives ne sont pas modifiées, même si un nouveau centre d'exercice de cette propriété est institué au niveau communal.

I - Un même pouvoir de propriété

Le procédé juridique utilisé pour aménager en 1975 le statut de l'entreprise autogérée agricole, traduit une profonde ambiguïté. En 1968-1969, le législateur avait élaboré une réglementation générale - une ordonnance et cinq décrets - qui, abrogeant explicitement les décrets de Mars 1963, constituait le nouveau code de l'autogestion agricole. En 1975, au contraire, il est simplement procédé à une nouvelle rédaction de l'ordonnance du 30 Décembre 1968 avec ici et là, quelques ajouts, retraits ou compléments. De simples retouches au statut général auraient ainsi permis d'exprimer sur le plan juridique, un changement radical d'orientation et de consacrer le choix d'une décentralisation des responsabilités économiques, comme alternative à la déconcentration antérieure.

L'analyse de la nouvelle ordonnance ne permet pas de valider cette interprétation. Elle réitère en effet, en termes identiques à la précédente réglementation, les pouvoirs de l'Etat sur le fonctionnement des entreprises autogérées et les confie pareillement au Ministre de l'Agriculture. De même est réaffirmé, sans autre précision, le principe selon lequel les autorités locales détiennent des prérogatives du même ordre que celles de l'autorité ministérielle. Si elle n'est pas plus explicite, la référence aux autorités locales est cependant plus insistante, puisqu'elle concerne désormais outre l'Assemblée communale, l'Assemblée populaire et le Conseil exécutif de la Wilaya (I).

A défaut d'indications complémentaires, force est de constater que l'ensemble des attributions conférées au Ministre de l'Agriculture par le décret n°69-I9 du 15 Février 1969, relèvent toujours de sa compétence, à l'exception de celles qu'il exerçait précédemment par l'intermédiaire du directeur de l'entreprise. Ce constat ne saurait surprendre. Il manifeste simplement le fait que l'Etat demeure propriétaire des moyens de production (2) confiés aux collectifs des travailleurs et qu'il entend exercer toutes les prérogatives attachées à cette qualité. En ce sens, le contrôle économique mis en oeuvre confirme le pouvoir de l'Etat d'affecter les moyens de production aux fins dictées par la planification et de disposer des produits obtenus grâce à cette utilisation. Il n'est donc pas utile d'analyser de nouveau ces différentes prérogatives. Il faut toutefois remarquer que leur exercice se réalise à travers une nouvelle institution.

(I)-Ordonnance n°75-42 du 17 Juin 1975, articles 27 et 28.

(2)-au sens juridique (cf. article 1er de l'ordonnance n°75-42) comme au sens économique du terme.

2 - Un nouveau centre d'exercice au niveau communal

La déconcentration de l'appareil de contrôle étatique, consécutive à la disparition de l'ONRA, avait consisté pour l'essentiel à répartir entre différents organismes nationaux l'ensemble des prérogatives détenues par l'ancien Office. Le nouvel aménagement du statut de l'autogestion réalisé en 1975, ne remet pas en cause cette répartition et l'appareil de contrôle mis en place depuis 1966 subsiste dans ses différentes composantes.

Mais une institution nouvelle est créée à l'échelon communal pour coordonner l'action des différents centres d'exercice de la propriété d'Etat : la coopérative polyvalente de services (1).

Cette institution, par le rôle qu'elle est appelée à jouer dans l'encadrement des entreprises autogérées, cristallise toute l'ambiguïté de la réforme de 1975. Si la qualification juridique qui lui est attribuée, correspondait à la réalité de son organisation et de son fonctionnement, la thèse officielle de la décentralisation se trouverait pleinement validée.

Mais l'apparence juridique est ici trompeuse. La dénomination coopérative recouvre un organisme créé et organisé par l'Etat et fonctionnant sous son autorité. Certes, la coopérative a pour objet de "mettre à la disposition de ses membres l'ensemble des services nécessaires à la bonne exploitation des terres qu'ils exploitent" (2), mais elle constitue aussi "l'un des supports technico-économiques de l'Etat, dans le cadre de la politique de développement rural au niveau de la commune" (3). Et les nécessités de cette seconde

(1)-La création des coopératives agricoles communales polyvalentes de services est prévue par les articles 196 et suivants de l'ordonnance n°71-73 du 8 Novembre 1971, portant révolution agraire (JORA 1971, p.1281). Son statut-type a été promulgué par le décret n°72-156 du 27 Juillet 1972 (JORA 1972, p.815).

(2)-décret n°72-156 du 27 Juillet 1972, article 4.

(3)-ibidem, article 6.

fonction commandent la réalisation de son objet principal. La coopérative est en effet appelée à relayer l'action des organismes centraux prestataires de services et à organiser toutes les relations des entreprises autogérées, tant en amont qu'en aval de l'activité de production.

C'est pour cette raison que l'Etat impose l'obligation à toutes les entreprises autogérées d'adhérer à la coopérative polyvalente de leur circonscription (1) et que la gestion de celle-ci est en fait assurée par un directeur nommé par le Ministre de l'Agriculture, en dépit du partage de compétences juridiquement opéré entre l'agent de l'Etat et les organes représentatifs des coopérateurs (2).

Il est donc plus conforme à la réalité d'évoquer ici une nouvelle action de déconcentration et d'analyser la coopérative polyvalente de services comme le centre d'exercice de la propriété d'Etat à l'échelle communale. La représentation qui est donnée de ce processus, comme opération de décentralisation, remplit dès lors une fonction mystificatrice dangereuse, dont les effets négatifs se manifesteront sans doute à brève échéance.

§ 3 - DES CONSEQUENCES EQUIVOQUES : FIN DU SALARIAT OU FIN DE L'AUTOGESTION ?

L'objectif proclamé par la réforme de 1975 est de mettre fin à la condition salariale des travailleurs des entreprises autogérée. Cet objectif n'est toutefois que très imparfaitement réalisé, tant

(1)-Ordonnance n°75-42 du 17 Juin 1975, article 29.

(2)-cf. RAHMANI A. Le contrôle de l'Etat sur les unités agricoles autogérées et les coopératives de la révolution agraire, op.cit. p.47
"Le directeur agit seul, le conseil de gestion ne se réunit pratiquement pas...Les structures mêmes de la coopérative sont d'un haut niveau technique et les organes élus par les associés ne peuvent appréhender tous ses mécanismes. Elle permet donc au directeur d'avoir la meilleure place dans la hiérarchie fonctionnelle".

du point de vue des relations de travail que sur le plan de la rémunération des travailleurs. Dans les deux domaines, l'Etat, sans apparaître directement comme employeur, soumet l'autogestion ouvrière aux conditions juridiques et économiques de sa propriété.

En ce sens, les changements intervenus dans l'organisation interne de l'entreprise, relèvent moins d'une mutation que d'une simple déformation corporative de son statut antérieur. Mais l'affirmation officielle, selon laquelle l'autogestion est pleinement restaurée, crée l'illusion d'une parfaite maîtrise des travailleurs sur les moyens de production. Cette illusion est d'autant plus dangereuse qu'elle est à la base du nouveau régime financier applicable aux entreprises autogérées. Dès lors, si les conditions économiques de leur rentabilité ne sont pas rétablies, la maîtrise présumée des producteurs sur le résultat de leur travail, risque de se transformer en une cruelle servitude et de précipiter l'échec du système d'autogestion dans l'agriculture.

I - La déformation corporative du statut de l'entreprise

Le nouveau modèle d'organisation de l'entreprise autogérée présente une certaine cohérence. Le partage des pouvoirs de propriété et de possession confère à l'entreprise le statut d'une unité de production et fait place dans ce cadre, à la pratique de la gestion ouvrière.

En tant qu'unité de production, l'entreprise dispose de la capacité effective de déterminer les conditions internes d'utilisation des moyens de production qui lui sont affectés. Dans la mesure où cette capacité relève de la compétence exclusive des organes représentatifs des travailleurs, le statut de l'entreprise présente incontestablement des caractères corporatifs. Mais ces éléments altèrent la logique fondative dominante, sans pour autant la supplanter

L'Etat n'a rien abandonné en effet de ses prérogatives relatives à la constitution de l'entreprise. Il détermine son assise territoriale et la modifie de manière discrétionnaire, fixe annuellement l'effectif optimum du collectif des travailleurs et détermine souverainement la quantité et la qualité des moyens de production qui lui sont nécessaires. L'Etat reste donc fondateur de l'entreprise ; et s'il ne dispose plus du moyen interne propre à assurer le respect de sa volonté quant à l'utilisation des moyens de production, les instruments de contrôle externe suffisent à cette tâche. L'ensemble des programmes d'activité de l'entreprise, sur la base desquels sont accordés crédits de campagne et d'équipement, restent soumis au visa préalable des services de tutelle.

Dans ces conditions, le fonctionnement de l'entreprise, et partant, le pouvoir effectif des travailleurs, demeurent étroitement subordonnés à la volonté de l'Etat-fondateur.

2 - Les travailleurs, maîtres ou victimes du produit de leur travail ?

Obligation est faite aux entreprises autogérées de livrer la totalité de leur production aux coopératives polyvalentes de services, chargées de la commercialiser sur le marché. Les travailleurs ne disposent donc pas de la maîtrise du produit de leur travail. Les conditions de sa valorisation restent toutefois soustraites au jeu classique de la loi de l'offre et de la demande. L'Etat fixe annuellement et pour chaque catégorie de produits des prix-planchers auxquels les livraisons effectuées doivent être nécessairement rémunérées. Comme l'Etat détermine en outre le niveau des prix des facteurs de production alloués aux entreprises, les conditions de leur gestion financière sont en quelque sorte prédéterminées. L'argument a certes été avancé que des "frais de main d'oeuvre" excessifs

grevaient lourdement les charges de production des entreprises. Mais leur compression récente (1) ne s'est pas traduite par une amélioration globale des résultats comptables des entreprises.

Aussi bien les causes du déficit des entreprises autogérées doivent être recherchées ailleurs. Elles résultent pour l'essentiel de l'évolution de la structure des prix agricoles et des prix industriels, évolution extrêmement défavorable à l'agriculture, que quelques indices permettent d'apprécier (2). Dans des conditions économiques identiques, le déficit des entreprises autogérées ne se résorbera certainement pas.

Jusqu'alors, les travailleurs dont la rémunération était assimilée à un salaire, ne supportaient pas toutefois les conséquences de cette situation. Mais il semble que désormais, ils devront assumer la responsabilité des dettes de l'entreprise qui sont juridiquement les leurs. La réforme de 1975 incline en ce sens et cette interprétation paraît confirmée tant par des déclarations récentes (3), que par la décision d'apurer les comptes des entreprises

(1)-M. BENACHENHOÛ (in "Réflexions sur la politique des revenus en Algérie" op.cit. p.21,) estime que les "salaires" qui représentaient 50% des dépenses globales des entreprises autogérées en 1968-1969 ne comptaient plus que pour 42% en 1971-1972.

(2)-Les prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture ont augmenté depuis l'indépendance au rythme de l'inflation mondiale, alors que les prix des produits agricoles n'ont au mieux augmenté que très progressivement. M. AIT AMARA, (in "Quelques aspects de la restructuration agraire" op.cit. p.166,) évalue l'accroissement du prix d'achat des céréales à 15% en 15 ans alors que le prix d'un tracteur a doublé en 10 ans. De son côté Mme CHAULET, (in "La Mitidja autogérée", op. cit. p.171, tome I,) constate que l'hectolitre de vin de 12° rapporte 43,20 DA en 1970 contre 60 NF en 1960.

(3)-Discours du Chef de l'Etat à la 9ème Conférence des Présidents des APC, journal El Moudjahid II-12 Mai 1975
 "A partir de cette année, les travailleurs de l'autogestion assurent pleinement toutes les responsabilités inhérentes à la gestion de leurs affaires, avec toutes les conséquences heureuses ou malheureuses pouvant en découler. Nous nous réjouissons pour eux s'ils réalisent des bénéfices, à charge pour eux en cas de déficit d'y faire face par eux-mêmes car l'Etat qui a mis à leur disposition la terre, l'eau, les machines et les prêts bancaires ne couvrira plus ce déficit".

qui a précédé la mise en place du nouveau système de gestion (I).

L'obligation pour les travailleurs de répondre des dettes de l'entreprise, formellement conforme au régime d'autogestion conduit à une situation absurde (2) et insupportable. Le même principe appliqué en Tunisie s'est traduit par la faillite de l'expérience coopérative en 1970. Il est probable que son application se traduirait en Algérie par un échec similaire et l'abandon définitif du système d'autogestion, déjà éliminé des secteurs d'activité non agricole.

(I)-Ordonnance n°73-64 du 28 Décembre 1973, portant loi de finances pour 1974, article 24, JORA 1973, p.II90
 Cette mesure d'apurement concerne les dettes des entreprises auto-gérées antérieures au 30 Septembre 1966. Mais il semble qu'une mesure plus récente ait été prise concernant les déficits ultérieurs :
 cf. Discours du Chef de l'Etat à l'ouverture des journées d'information sur la situation des coopératives communales polyvalentes de services, journal El Moudjahid 23-24 Mars 1975

"L'Etat se chargera de résoudre tous les problèmes restés en suspens tels les crédits non remboursés et qu'il a décidé de prendre à sa charge, afin que tous les comptes soient apurés à partir de cette saison".

(2)-Les travailleurs étant juridiquement leur propre employeur, il faudrait dès lors admettre qu'ils "s'exploitent eux-mêmes"
 cf. en ce sens, CHAULET C. La Mitidja autogérée. op.cit.p.II3, tome I et AIT AMARA H. "Quelques aspects de la restructuration agraire"
 op.cit. p.I66.

CHAPITRE II - L'ELIMINATION TOTALE DU SYSTEME D'AUTOGESTION

DANS LES SECTEURS D'ACTIVITE NON AGRICOLE

L'institution d'entreprises autogérées dans les autres branches d'activité - pour l'essentiel le secteur industriel (I) - présente par rapport à la constitution du secteur autogéré agricole plusieurs particularités notables. Sans doute, le développement du mouvement autogestionnaire est-il lié, dans les deux cas, au processus de décolonisation qui se traduit initialement par des phénomènes d'abandon et de vacance des entreprises. Il a d'ailleurs été noté que les décrets de Mars 1963, à la différence des textes antérieurs, s'appliquaient uniformément à toutes les entreprises vacantes. Mais d'emblée, l'essor du secteur socialiste est ici hypothéqué par des éléments de fait et de droit, qui marquent la spécificité économique et juridique de l'expérience autogérée dans les secteurs non agricoles.

(I)-Le régime de l'autogestion s'applique pour l'essentiel aux entreprises privées - étrangères et vacantes - des secteurs agricole et industriel. Elle concerne aussi, en principe, les entreprises vacantes du secteur tertiaire. Mais ce principe est diversement appliqué :

-L'autogestion est exclue pour les entreprises à caractère médical ou pharmaceutique (arrêté du 3 Juin 1963, portant organisation et gestion des officines pharmaceutiques vacantes, JORA 1963, p.724 et décret n°63-361 du 14 Septembre 1963, relatif aux biens vacants à caractère médical ou pharmaceutique, JORA 1963, p.964).

-Soumis initialement au régime d'autogestion, les établissements à caractère touristique sont placés dès la fin de 1963 sous la gestion directe d'un établissement public (décret n°63-73 du 4 Mars 1963, portant organisation du ministère de la jeunesse et des sports et du tourisme, JORA 1963, p.268 et décret n°63-476 du 20 Décembre 1963, relatif aux biens vacants à caractère ou utilisation touristique, JORA 1963, p.1363).

-Dans le secteur de la pêche, la gestion des entreprises vacantes est confiée directement à un office national qui est cependant habilité à les soumettre au système d'autogestion (loi n°63-275 du 26 Juillet 1963 portant création de l'Office national des pêches, article 5, JORA 1963, p.773 et décret d'application n°63-487 du 28 Décembre 1963, article 36, JORA 1964, p.4).

-Dans le domaine des transports, les entreprises autogérées existantes sont placées sous le contrôle étroit d'un Office national des transport.

-Enfin des expériences d'autogestion sont entreprises sans grand succès dans le secteur du commerce de détail sous l'égide du ministère du commerce.

- Par rapport à l'autogestion agricole plusieurs particularités de fait peuvent être retenues :

Tout d'abord le départ des industriels et commerçants européens s'effectue de manière plus progressive que celui des colons agricoles. Plus précisément, si l'on assiste au départ précipité de nombreux petits entrepreneurs, la plupart des grandes unités restent en activité bien au-delà de l'indépendance. Ce n'est que par la suite, sous l'effet conjugué de pressions syndicales, de grèves ouvrières dont le caractère "gestionnaire" est évident (1) et de déclarations gouvernementales hostiles au secteur privé - encore que la pratique politique ait été beaucoup plus nuancée (2) - que des fermetures d'usines ou des tentatives de liquidation plus importantes interviennent.

A un échelonnement plus prononcé des vacances s'ajoute un autre phénomène propre à l'activité industrielle. Si généralement aucune rupture ne s'est produite dans la continuité des travaux agricoles à l'intérieur des fermes abandonnées, en revanche les établissements industriels ou commerciaux ont fréquemment fermé leurs portes, sans que, dans tous les cas, des réouvertures ultérieures aient eu lieu. En effet, nombre d'entreprises industrielles ou de services n'ont souvent qu'un caractère familial ou artisanal. Elles sont de plus, fortement concentrées dans la région algéroise et beaucoup d'entre elles ont une activité dépendante de la demande européenne.

(1)-cf. WEISS F. "Les conflits de travail en Algérie dans le secteur privé non agricole", RASJ 1966, p.299 et du même auteur. Doctrines et action syndicale en Algérie. Imprimerie de l'Est, Besançon 1970, p.138

(2)-ibidem, p.340

"Dans la mesure où il apparaît aux dirigeants algériens souhaitable que le secteur privé ne disparaisse pas avant que soient formés des cadres capables d'assurer la relève, ils ne peuvent donc que suivre avec beaucoup de vigilance les mouvements de grève dont, outre des hausses de salaires se répercutant sur l'économie du pays, ils craignent une accélération forcée d'un mouvement de nationalisations, auquel ils entendent garder le rythme jugé convenable".

Ces différents éléments expliquent que l'autogestion n'ait pu prendre dans le secteur non agricole les dimensions et l'importance qu'elle a connues dans l'agriculture. Sur mille cinq cent quatre vingt six entreprises industrielles recensées en 1960 (1), sept cents auraient été abandonnées après l'indépendance (2). Au contraire, l'évaluation du nombre d'entreprises placées sous le régime de l'autogestion varie selon les sources de trois cent cinquante à cinq cents, regroupant de neuf mille à quinze mille ouvriers (3). Soit un dixième environ des personnes employées dans le secteur industriel en 1962.

- Mais l'écart entre le nombre d'entreprises vacantes et celui des unités autogérées s'explique aussi par des facteurs juridiques.

A l'encontre en effet du processus de décolonisation agraire, qui s'achève à l'automne 1963 par "l'étatisation" et la mise en autogestion de l'ensemble de la propriété foncière coloniale, le régime juridique des entreprises étrangères des secteurs secondaire et tertiaire est beaucoup plus incertain.

(1)-Tableaux de l'économie algérienne, INSEE 1960

(2)-Nombre avancé par BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie", op.cit. p.561 et RAPTIS M. "Le dossier de l'autogestion en Algérie" op.cit. p.54.

(3)-345 selon une brochure du ministère de l'orientation nationale, "Le secteur socialiste industriel", Alger 1964, p.18

-450 selon BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit. p.561

-432 selon LAKS M. "Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie". op.cit. p.32

-500 selon l'hebdomadaire "Révolution Africaine" n°266, semaine du 21 au 27 Mars 1968.

Ces différences d'évaluation ne sont pas fortuites. Comme le souligne M. LAKS "sous le générique de secteur socialiste sont tantôt groupées aussi bien les entreprises autogérées, que coopératives ou sous gestion étatique... Cette confusion, quelque peu imputable à l'incompétence et beaucoup à une volonté délibérée... germe facilement dans l'opinion publique qui identifie nationalisation, étatisation, gestion étatique et ouvrière, coopératives et comités de gestion" op.cit. p.30.

Cette incertitude tient en premier lieu, aux dispositions des Décrets de Mars 1963 qui envisagent dans certains cas la mise sous gestion publique des entreprises vacantes (1).

Mais les différences résultent aussi de l'utilisation mesurée qui est faite de la technique de nationalisation et des conséquences qui lui sont attachées.

A l'inverse du secteur agricole, le principe absolu de la nationalisation est ici écarté. En effet, un Code des investissements est promulgué dès Juillet 1963 qui énonce les garanties accordées au capital étranger et en particulier reconnaît le principe de l'indemnisation en cas de nationalisation (2). Aussi, l'arme de la nationalisation n'est-elle maniée qu'avec précaution (3). Outre les déclarations de vacance prononcées à l'égard des entreprises effectivement abandonnées, il est plus fréquemment fait appel à "la mise sous protection de l'Etat" dont le régime a déjà été analysé (4) et à une technique qui paraît réservée aux sociétés industrielles et commerciales : la désignation d'un commissaire du gouvernement (5).

(1)-Décret n°63-95 du 22 Mars 1963, article 1er, alinéa 2 :

"Par décision du Président du Conseil, certaines entreprises ou exploitations d'importance nationale peuvent être intégrées dans le secteur public et être gérées par des organismes publics ou semi-publics ou des sociétés nationales".

Cette disposition ne devait être en fait appliquée qu'aux entreprises du secteur non agricole

(2)-Loi n°63-277 du 26 Juillet 1963, portant Code des investissements, JORA 1963, p.774, articles I à 7.

(3)-Dans la perspective d'une indemnisation, certains entrepreneurs, en adoptant une attitude intransigeante à l'égard des revendications ouvrières ou en réduisant l'activité de leurs usines, cherchent à provoquer la nationalisation de leurs établissements. Les pouvoirs publics dénoncent souvent ces pratiques auxquelles ils ripostent sans nécessairement recourir à la nationalisation.

(4)-cf. p.84 et s.

(5)-Décret n°64-128 du 15 Avril 1964, fixant les conditions de désignation et les attributions des commissaires du gouvernement auprès des sociétés privées, JORA 1964, p.480.

Sans analyser ici cette institution, il faut toutefois remarquer, d'une part que ces différentes techniques n'entraînent pas appropriation publique des sociétés concernées et d'autre part, que "la mise sous commissaire du gouvernement" notamment (1) fait échapper les entreprises au régime d'autogestion.

En outre , lorsqu'elles sont décidées, les mesures de nationalisation (2) n'ont ni pour objet ni pour effet d'étendre ou de consolider l'autogestion des entreprises. Au contraire, les nationalisations ponctuelles ou sectorielles qui interviennent, s'accompagnent d'une étatisation du fonctionnement des entreprises, soit que la gestion des biens nationalisés soit directement transférée à des sociétés nationales ou à des établissements publics existants ou créés de manière concomitante (3), soit que ce transfert s'opère

(1)-La mise sous protection de l'Etat n'a pas, non plus, toujours pour conséquence la mise en autogestion de l'entreprise, alors qu'elle est automatique dans le cas d'une exploitation agricole.
WEISS F., in "Les conflits du travail dans le secteur privé non agricole" (op.cit.pp.307 et 311) signale le cas d'entreprises industrielles mises sous protection de l'Etat et dotées de conseils d'administration composés de manière paritaire de fonctionnaires nommés et de représentants élus des travailleurs.
Le décret n°63-168 du 9 Mai 1963 prévoit d'ailleurs effectivement que les biens mis sous protection de l'Etat sont soit soumis au régime d'autogestion "soit gérés selon des modalités conformes à leur nature et qui seront déterminées ultérieurement".

(2)-Dans les secteurs secondaire et tertiaire, l'appropriation publique des entreprises se traduit toujours juridiquement par des "nationalisations", contrairement à la formule utilisée dans le secteur agricole qui consiste à "déclarer biens d'Etat" les exploitations dont la propriété est transférée à la collectivité .

(3)-a)Ordonnance n°63-427 du 4 Novembre 1963, relative à la nationalisation de la fabrication, vente, importation des tabacs et allumettes ainsi que de toutes les manufactures et entreprises de tabacs et allumettes, JORA 1963, p.III9. Cette ordonnance porte d'autre part, création de la Société nationale de tabacs et allumettes (SNTA).
b)-Décret n°64-195 du 3 Juillet 1964, portant création de la Société nationale de constructions mécaniques et aéronautiques, JORA 1964, p.76
-article 2 :sont affectés en dotation à la SOMEA l'ensemble des batiments, installations, matériel et fournitures des ex "ateliers industriels de l'air" de Dar El Beïda.
c)-Décret n°64-144 du 8 Juin 1964, portant création d'un Centre national de cinéma algérien, article 5, JORA 1964, p.700.
-Décret n°64-241 du 19 Août 1964, relatif à la nationalisation des cinémas, article 2, JORA 1964, p.II59.
d)-Décret n°65-124 du 23 Avril 1965, portant nationalisation de certains établissements pharmaceutiques grossistes, JORA 1965, p.486, article 2
"L'ensemble des biens, droits et obligations des dites sociétés sont transférés à la pharmacie centrale algérienne".

peu de temps après (1).

La même observation vaut pour la mesure de principe qui nationalisera en 1966 l'ensemble des biens vacants (2) et qui sera suivie par la mise en place de sociétés nationales dans les principales branches de l'activité industrielle.

Aucun lien ne peut donc être établi ici, entre les techniques d'appropriation ou de mise sous contrôle de l'Etat et le mode de gestion des entreprises concernées. Les glissements de la terminologie officielle - où les expressions de secteur socialiste, secteur autogéré et secteur coopératif sont indifféremment utilisées - sont significatifs de cette incertitude qui rejait au plan juridique. Car dans les commentaires, comme dans certains textes officiels (3) déclaration de vacance, mise sous protection de l'Etat et désignation d'un commissaire de gouvernement deviennent bientôt synonymes et sont abusivement assimilées à une nationalisation.

 (1)-a) Décret n°64-I32 du 24 Avril 1964, portant organisation des sociétés et entreprises de ferrailles, JORA 1964, p.342
 -Décret n°64-276 du 3 Septembre 1964, portant création et approuvant les statuts de la Société nationale de sidérurgie, JORA 1964, p.1010.
 b)-Décret n°64-I38 du 22 Mai 1964, portant nationalisation des meuneries, semouleries et fabriques de pâtes alimentaires et couscous, JORA 1964, p.611.
 article 2 "L'ensemble des biens, droits et obligations des entreprises visées sont transférés aux entreprises nationales qui leur sont substituées".
 -Décret n°65-89 du 25 Mars 1965, portant création, organisation et approuvant les statuts de la Société nationale des semouleries, meuneries et fabriques de pâtes alimentaires et couscous, article 2, JORA 1965, p.308.

(2)-Ordonnance n°66-102 du 6 Mai 1966, portant dévolution à l'Etat de la propriété des biens vacants, JORA 1966, p.344.

(3)-cf. Décret n°64-I75 du 8 Juin 1964, fixant l'organisation du secteur industriel socialiste, JORA 1964, p.690
 article 50 : "Le fonds de base de l'entreprise représente les valeurs d'actifs confiées à la gestion des entreprises...L'Etat est propriétaire du fonds de base et n'est engagé qu'à concurrence de son montant" Or l'Etat n'est pas juridiquement titulaire du droit de propriété sur les entreprises vacantes à cette époque.
 -cf. aussi Arrêté du 27 Octobre 1972 du Wali d'Annaba portant mise sous protection de l'Etat des biens d'une société, JORA 1972, p.222. L'arrêté dispose que "toute personne qui appréhendera ce "bien vacant" s'expose à des sanctions pénales.

Or celle-ci n'interviendra qu'en 1966, encore que l'ordonnance dont il s'agit, ait une portée beaucoup plus précise et limitée que celle qui lui est reconnue habituellement (1). Elle vise en droit les seuls entreprises et biens vacants qui à cette date n'avaient pas fait l'objet d'une appropriation publique, c'est à dire les immeubles à usage d'habitation ainsi que les entreprises à caractère industriel, commercial et touristique déclarés biens vacants conformément à la législation de Mars 1963.

Les autres établissements, mis sous protection de l'Etat ou dotés d'un commissaire du gouvernement, et dont la gestion est confiée à des entreprises autogérées ou publiques, ont continué d'appartenir juridiquement à leurs anciens propriétaires jusqu'en 1975 (2).

(1)-On considère généralement que l'ordonnance de 1966 concerne l'ensemble des biens vacants. Cette interprétation permet notamment d'englober dans le champ de l'ordonnance, les exploitations agricoles européennes dont la propriété a cependant été transférée à l'Etat dès 1963. Ce qui paraît ainsi relever d'une simple tautologie a cependant des incidences juridiques précises et graves. Elle a pour effet d'insérer le régime juridique de ces biens dans le cadre de la législation domaniale qui permet en particulier le changement d'affectation (cf. texte d'application de l'ordonnance du 6 Mai 1966 : Décret n°66-260 du 29 Août 1966, relatif aux affectations et concessions gratuites de biens immobiliers déclarés biens de l'Etat, JORA 1966, p.870). Le régime de domanialité qui peut sans doute s'appliquer aux immeubles à usage d'habitation est en revanche manifestement incompatible avec le système d'autogestion.

(2)-Le Code civil récemment promulgué (ordonnance n°75-58 du 26 Septembre 1975, JORA 1975, p.818), paraît avoir tranché définitivement ce problème.

L'article 688 dispose en effet que "sont propriété de l'Etat, les biens immeubles et meubles qui en fait ou en vertu d'un texte législatif sont affectés soit à un usage collectif, soit...à une entreprise socialiste, une unité autogérée ou une coopérative".

Ces incertitudes juridiques traduisent, sans aucun doute, les hésitations du Pouvoir dans l'élaboration d'une doctrine économique cohérente et plus précisément dans la définition d'une politique d'industrialisation. Le choix n'est pas clairement formulé, avant 1965, en faveur de la constitution d'un vaste secteur industriel d'Etat, géré selon les modes classiques de l'établissement public et de la société nationale. Mais les prémices de cette politique apparaissent déjà dans les limites assignées au développement du secteur autogéré et la place qui est faite aux autres modes de gestion.

Plus profondément d'ailleurs, la logique de fonctionnement de l'autogestion est altérée dès 1964, par la mise en place d'un système de gestion centralisée des unités de production, comparable à celui analysé dans le secteur agricole. En ce sens, l'intégration ultérieure des entreprises autogérées dans des ensembles plus vastes, que constituent les sociétés nationales, apparaît rétrospectivement comme une conséquence logique du choix initial.

Toutefois, l'étatisation fonctionnelle (Section I) des entreprises qui laisse subsister au moins formellement le régime d'autogestion et la perspective, même aléatoire, d'une restauration ultérieure, témoigne de la vigueur persistante d'un courant autogestionnaire, même minoritaire au sein du Pouvoir, jusqu'en 1965.

Inversement, l'étatisation organique (Section 2) qui suit le 19 Juin 1965, traduit concrètement le succès définitif du courant étatiste et l'infléchissement décisif qui est apporté à la politique économique de l'Algérie après cette date.

Section I - L'ETATISATION FONCTIONNELLE

Par rapport à l'organisation du secteur autogéré agricole réalisée à la même époque, le système de gestion mis en place dans les autres secteurs présente des analogies fondamentales. Concentration des services et renforcement des attributions de l'autorité de tutelle laissent peu de champ effectif à l'exercice du pouvoir ouvrier.

Cette orientation commune fait place néanmoins à plusieurs particularités qui accentuent juridiquement le caractère étatique du mode d'organisation du secteur autogéré non agricole. Cette tentative plus prononcée de centralisation de l'appareil de gestion aboutit rapidement au même échec du projet autogestionnaire, échec cette fois définitif, sans qu'il soit pour autant possible d'établir un lien de causalité directe entre les deux facteurs.

§ I - UNE TENTATIVE MORT-NEE DE CENTRALISATION ABSOLUE

Cette brève tentative de centralisation se traduit par un double mouvement de regroupement qui affecte tant l'organisation des services de tutelle que la structuration des entreprises autogérées.

I - Le regroupement éphémère des services de tutelle

a) La concentration de l'appareil ministériel

Dès l'automne 1963, le rattachement du Bureau national d'animation du secteur socialiste au Ministère de l'agriculture et son cantonnement au secteur agricole ont entraîné le morcellement des centres juridiques d'exercice de la tutelle sur les entreprises autogérées. Celles-ci ne peuvent relever désormais que du contrôle des différents ministères techniques. Mais au-delà des problèmes d'organisation du secteur autogéré, l'idée d'une concentration indispensable des instruments de la politique économique reste dominante à l'époque.

Aussi bien, la nécessaire répartition des pouvoirs de tutelle sur les entreprises autogérées coïncide avec une concentration sans précédent ni suite ultérieure - des services de l'administration économique.

Un puissant Ministère de l'Economie Nationale est créé (1), qui regroupe sinon la totalité des services à caractère économique, du moins les principaux Ministères des Finances, de l'Industrialisation et de l'Energie ainsi que du Commerce. Différents services et organismes lui sont rattachés : la Direction générale du Plan et des Etudes Economiques (2), Le Commissariat à la formation professionnelle et à la promotion des cadres (3) et par la suite la Commission centrale des marchés (4). Il exerce en plus son contrôle

(1)-Décret n°63-326 du 4 Septembre 1963, portant création du Ministère de l'Economie Nationale, JORA 1963, p.879

-Décret n°63-374 du 18 Septembre 1963, relatif aux attributions du Ministère de l'Economie Nationale, JORA 1963, p.977.

(2)-Décret n°63-326, article 4.

(3)-Décret n°63-374, article 2.

(4)-Décret n°64-103 du 26 Mars 1964, portant organisation de la Commission centrale des marchés, JORA 1964, p.410.

sur la Caisse Algérienne de développement (1) et son autorité sur les dirigeants de la Banque Centrale (2).

Les autres activités économiques relèvent, outre du Ministère de l'Agriculture, du vaste département qui regroupe les services de la Reconstruction et de l'Habitat, des Travaux Publics et des Transports. La concentration des services économiques se traduit dans ce secteur par la mise en place d'un important Office des Transports chargé de coordonner l'ensemble des activités de transport terrestre (3).

Sans examiner ici le détail de l'organisation de l'administration économique, il était nécessaire d'en signaler les principes directeurs, dont l'application a bien évidemment des incidences capitales sur l'organisation du secteur autogéré lui-même.

Ces incidences doivent être appréciées tant sur le plan du régime de tutelle que du point de vue de l'organisation financière qui commande, comme dans le secteur agricole, le fonctionnement économique des entreprises.

Pour les deux principales branches - l'industrie et les transports - où ont été instituées des entreprises autogérées, le régime de tutelle est défini avec précision et rigueur.

(1)-Loi n°63-165 du 7 Mai 1963, portant création et fixant les statuts de la Caisse algérienne de développement, JORA 1963, p.418.
-Décret n°63-326, article 4.

(2)-Loi n°62-144 du 13 Décembre 1962, portant création et fixant les statuts de la Banque centrale d'Algérie, articles 9, 15 et 19, JORA 1962, p.110.

(3)-Loi n°63-283 du 1er Août 1963, portant création d'un Office national des transports, JORA 1963, p.782.
-Décret n°63- 429 du 7 Novembre 1963, relatif à l'organisation et aux attributions de l'Office national des transports, JORA 1963, p.1146.

b) La tutelle sur les entreprises autogérées de transport

En ce qui concerne les entreprises de transport, la tutelle est conférée directement à l'Office national des transports (1) dans des conditions qui dépassent sensiblement tant la lettre que l'esprit des Décrets de Mars 1963 (2). Elle est exercée dans l'entreprise par l'intermédiaire du Directeur soumis à l'autorité immédiate du Directeur général de l'Office qui est " substitué aux conseils communaux de l'autogestion dans toutes les attributions conférées à ceux-ci" (3).

L'organisation du financement est placée sous la responsabilité directe de l'Office. Elle met en oeuvre une procédure et des techniques strictement identiques à celles analysées pour les exploitations agricoles d'autogestion (4). Tout au plus, peut-on remarquer que le système instauré dans le secteur des transports, confère une autorité plus importante au Directeur général de l'Office que dans le secteur agricole, où l'autorité du directeur de l'ONRA, en ce domaine, était tempérée par l'existence d'une instance collégiale de décision.

(1)-Décret n°63-429 du 7 Novembre 1963, article 48.

(2)-ibidem,
article 49 : "L'organisation et le fonctionnement des entreprises de transport en autogestion demeurent soumis aux dispositions de l'ensemble des textes relatifs à l'autogestion, sous réserve des aménagements ou compléments prévus aux articles suivants et destinés à conférer à l'Office les moyens nécessaires à l'exercice de sa tutelle".

(3)-ibidem, article 50.

(4)-L'article 56 du décret n°63-429 qui régit le financement des entreprises autogérées de transport reprend, dans les mêmes termes, les dispositions des articles 1, 2, 6, 7, 8, 9 du Décret n°63-160 du 25 Avril 1963, relatif au financement des exploitations autogérées agricoles.

En dépit de ses difficultés de fonctionnement, ce système de gestion extrêmement centralisé devait se perpétuer jusqu'en 1967 (1). Il faut en chercher la raison non dans le succès de la formule, mais dans le fait que les entreprises "autogérées" - notamment dans le domaine du transport routier de voyageurs où elles disposaient d'un monopole de fait - ont témoigné de leur vitalité et surtout de leur rentabilité.

c) La tutelle sur les entreprises autogérées industrielle

Aussi bien, le qualificatif d'éphémère, utilisé pour caractériser dans le temps le regroupement des services de tutelle, concerne-t-il essentiellement le secteur socialiste industriel qui représente d'ailleurs, après l'autogestion agricole, la branche économique la plus importante.

La politique de centralisation revêt ici un caractère complexe et original. Elle s'appuie certes sur une mesure classique, qui place les entreprises industrielles autogérées sous la tutelle du Ministère de l'Economie Nationale (2). Mais cette mesure n'est que le point de départ d'un effort très poussé pour doter les entreprises autogérées de structures de planification.

L'organisation administrative du Ministère de l'Economie Nationale est tout d'abord complétée par l'institution dans chaque département - initialement dans chaque région - d'une direction de l'industrie (3). Le directeur, représentant du Ministre,

(1)-cf.Ordonnance n°67-58 du 27 Mars 1967, portant création de la Société nationale de transports routiers (SNTR), JORA 1967, p.260
L'ordonnance porte dissolution de l'Office national des transports et transfère son patrimoine à la nouvelle société.

(2)-Décret n°64-II du 11 Janvier 1964, relatif à la tutelle des entreprises industrielles artisanales et minières en autogestion, JORA 1964, p.63.

(3)-Décret n°64-I75 du 8 Juin 1964, fixant l'organisation du secteur industriel socialiste, article 3, JORA 1964, p.690.
-Décret n°65-44 du 19 Février 1965, modifiant le décret n°64-I75 du 8 Juin 1964, JORA 1965, p.189.
-Arrêté du 17 Mai 1965, portant organisation des directions régionales et départementales de l'industrie, JORA 1965, P. 542.

exerce la tutelle sur les entreprises autogérées d'intérêt local (1) et anime les autres structures départementales mises en place (2). Car un encadrement spécifique du secteur autogéré est instauré.

Tout d'abord, le rattachement du Bureau national d'animation du secteur socialiste au Ministère de l'Agriculture a créé dans le secteur industriel un vide, que remplit la création d'une "inspection nationale" placée auprès du Ministère de l'Economie Nationale. Elle est dotée d'un "corps de contrôleurs jouissant du statut et des prérogatives des contrôleurs de gestion, tels qu'ils sont définis par le décret n°62-165 du 31 Décembre 1962" (3).

Mais c'est surtout dans le domaine de la planification, qui relève de la compétence générale du Ministère de l'Economie Nationale, que l'effort d'organisation du secteur industriel socialiste est envisagé. "Une commission nationale de coordination et de programmation" présidée par le Ministre est créée, qui doit s'appuyer sur quinze "comités départementaux de l'industrie socialiste" (4). L'idée centrale est de doter le secteur industriel d'un instrument de planification de l'ensemble de ses activités. La dispersion des entreprises, leur taille souvent réduite, l'insuffisance de leur équipement après les sabotages et les tentatives de liquidation de leurs anciens propriétaires, leurs difficultés de trésorerie et la désorganisation des marchés rendent sans aucun doute nécessaire, une action globale de planification.

(1)-Sur le classement des entreprises autogérées en unités d'intérêt national et local, cf. infra "Le regroupement inachevé des entreprises autogérées".

(2)-Décret n°64-175 du 8 Juin 1964 modifié, articles 4, 5, 12 et 18.

(3)-Décret n°64-177 du 8 Juin 1964, instituant une inspection nationale de l'autogestion industrielle, article 4, JORA 1964, p.698.

(4)-Décret n°64-175, articles 1, 12 et 20.

Mais l'efficacité de l'organisation projetée paraît d'emblée hypothéquée par deux facteurs :

- du fait de l'extrême centralisation de la décision planifiée d'une part. Le programme annuel préparé par la commission nationale et adopté par décret sur proposition du Ministre, détermine en effet, outre "les plans de production, de commercialisation, d'approvisionnement, d'équipement et le plan financier des entreprises d'intérêt national" ainsi que de "chaque branche industrielle dans chaque département", "le plan d'équipement de chaque entreprise d'intérêt local" (1).

- du fait du caractère essentiellement administratif de la procédure d'instruction d'autre part, qui fait peu de place à la participation des organes de gestion de l'entreprise dans l'élaboration de la décision planifiée la concernant. Sans doute l'assemblée de chaque entreprise élabore son projet de programme, mais dans les instances de délibération à l'échelon départemental et national, elle n'est que très indirectement représentée par l'intermédiaire de l'Union à laquelle elle appartient (2).

Le système de financement adopté traduit les mêmes orientations d'une gestion étatique centralisée de l'appareil de production, qui réduit à néant l'autonomie des entreprises.

Paradoxalement, sa mise en place est facilitée par le refus manifeste de l'appareil bancaire - qui reste dominé par les intérêts privés étrangers - de collaborer à l'expérience

(1)-Décret n°64-175, articles 13 et 14.

(2)-ibidem, articles II, 18 et 20.

socialiste (1). Ces réticences persistantes conduisent naturellement l'Etat à prendre en charge la fonction de financement, sans pouvoir recourir toutefois, comme dans le secteur agricole, à un réseau déjà constitué de guichets et succursales.

Aussi bien est-il fait appel aux deux institutions financières publiques existantes : la Caisse algérienne de développement et la Banque centrale d'Algérie. Ces deux institutions relèvent d'ailleurs du Ministère de l'Economie Nationale qui exerce, alors, les compétences classiques du Ministre des Finances. La coordination entre ces institutions et les services de planification se réalise donc d'autant plus facilement, qu'une représentation des organismes bancaires est aménagée au sein des instances de planification (2).

Car le financement des entreprises autogérées est étroitement lié à l'application des décisions économiques planifiées. Une distinction est établie entre les crédits d'équipement, dispensés par la Caisse algérienne de développement et les crédits de fonctionnement annuel directement octroyés par la Banque Centrale (3).

(1)-LAKS M. Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie.
op.cit. p.44

"Pression fut faite auprès des banques de crédit populaire - organismes privés - pour qu'elles consentent au secteur autogéré des prêts à court terme. Mais ces banques qui ne se prêtèrent jamais volontiers à l'opération arguaient du gel des capitaux prêtés à des branches industrielles et refusèrent de collaborer plus avant".

-DAVID C. "La Banque Nationale d'Algérie", RASJ 1972, p.10
"Cette réticence dans l'octroi des crédits fut particulièrement forte à l'égard du secteur socialiste, contraignant ainsi les pouvoirs publics algériens à se substituer aux banques privées défaillantes pour assurer le financement du secteur socialiste".

(2)-Décret n°64-I75, articles 20 et 36.

(3)-Décret n°64-I76 du 8 Juin 1964, réglementant l'intervention de la Banque centrale d'Algérie et de la Caisse algérienne de développement dans le financement des entreprises industrielles autogérées, JORA 1964, p.698.

Des avantages particuliers sont accordés à ce titre aux entreprises autogérées qui bénéficient d'un taux privilégié pour les avances consenties sur les marchés publics (1).

Mais, dans la logique du système, un contrôle étroit de la gestion des entreprises est instauré par la Banque Centrale pour s'assurer du bon usage qui est fait des crédits alloués, en fonction des plans et programmes fixés.

Toutes les disponibilités de l'entreprise sont centralisées dans un compte unique, ouvert à la banque qui effectue les paiements et recueille les recettes. Seuls un "fonds de caisse" et un "fonds de rémunération" sont détenus par l'entreprise. Mais leur montant est fixé par l'autorité de tutelle et leur utilisation contrôlée par la banque (2).

Enfin, la comptabilité de chaque entreprise doit être tenue conformément à un plan comptable réglementaire (3).

En dépit de sa logique et de sa relative cohérence, ce système n'a jamais fonctionné selon le schéma présenté. Institué en Juin 1964, il est remis en cause dès la fin de l'année avec le démantèlement du grand ministère économique, la restauration du Ministère du Commerce ainsi que du Ministère de l'Industrie et de l'Energie, et le rattachement à la Présidence de la République de la Direction générale des finances et de la Direction générale du Plan (+)

(1)-Décret n°64-40 du 10 Février 1964, relatif aux avances exceptionnelles sur marchés, article 3, JORA 1964, p.215

-Décret n°64-278 du 4 Septembre 1964, relatif aux avances exceptionnelles sur marchés, article 2, JORA 1964, p.1012.

(2)-cf. Décret n°64-175, articles 32 et s.

(3)-ibidem, article 49 et annexe.

(4)-Décret n°64-333 du 2 Décembre 1964, portant nomination des membres du gouvernement, JORA 1964, p.266

-Décret n°64-337 du 2 Décembre 1964, rattachant à la Présidence de la République la direction générale du Plan et des études économiques et le commissariat à la formation professionnelle et à la promotion des cadres, JORA 1964, p.1267

-Décrets n° 64-338 à 345 du 2 Décembre 1964, relatifs aux attributions des nouveaux Ministres, JORA 1964, p.1268.

Les structures de planification du secteur socialiste paraissent elles-mêmes n'avoir jamais été effectivement mises en place. Elles ne l'étaient pas en tout cas au printemps 1965 (1) et il est peu probable, compte tenu du changement d'orientation consécutif au 19 Juin 1965, qu'elles l'aient été par la suite.

L'effort d'organisation s'est pourtant poursuivi jusqu'à cette date, par la structuration des entreprises autogérées en unions locales et sectorielles. Mais il restait inachevé au moment où l'existence même du secteur autogéré industriel était remise en cause.

2 - Le regroupement inachevé des entreprises autogérées

Le regroupement des entreprises s'opère sur la base d'un classement qui tient compte de leur importance économique et se réalise selon deux types de formules.

a) Le classement des entreprises industrielles

Il s'effectue par voie administrative et permet de distinguer les entreprises d'intérêt national de celles qui ne sont que d'intérêt local (2). Cette opération n'a pas pour seul objectif de faciliter l'effort de regroupement dont les modalités sont examinées ci-dessous. Il a déjà été remarqué en effet, que la procédure de planification était différente pour les deux catégories d'entreprises, et en particulier, notablement plus contraignante pour les entreprises d'intérêt national.

(1)-Arrêté du 6 Mars 1965, portant prélèvement pour fonds central d'investissement et fonds central d'amortissement des entreprises du secteur industriel socialiste, JORA 1965, p.232
L'article 8 de l'arrêté aménage une période transitoire "jusqu'à la mise en place de la commission nationale de coordination et de programmation du secteur industriel socialiste".

(2)-Décret n°64-I75 du 8 Juin 1964, article 2
La décision est prise par le Ministre de l'Economie Nationale qui dispose d'une marge importante d'appréciation, les "critères" réglementaires - importance de la capacité productive de l'entreprise et importance de sa production pour l'économie nationale - restant suffisamment vagues.

Mais il faut aussi rappeler la conséquence principale attachée par les Décrets de Mars 1963 à la prise en considération de l'importance nationale d'une entreprise autogérée : à savoir son intégration éventuelle au secteur public et sa gestion par un établissement public ou une société nationale (1). Aussi la décision du Ministre est-elle lourde de conséquences, sans qu'il soit pour autant possible d'affirmer ici, que ce moyen détourné ait été utilisé effectivement pour intégrer les entreprises autogérées au secteur d'Etat.

b) Les types de regroupements

La notion de regroupement vise en réalité deux types de situations : d'une part les fusions d'entreprises, d'autre part leur groupement local et sectoriel en unions fonctionnelles.

- Les fusions d'entreprises

Elles interviennent en fait dans tous les secteurs où se sont constituées des entreprises autogérées. L'objectif est de réunir, en une seule entreprise économiquement viable, différents petits ateliers ou de minuscules unités de production d'une même branche d'activité. En principe, le statut de l'entreprise consolidée reste celui d'une entreprise autogérée.

L'éventualité de telles fusions était d'ailleurs envisagée par la réglementation de Mars 1963 (2). Et, si l'application de cette disposition n'est prévue que dans le cadre de l'organisation des transports terrestres (3), elle a été de fait, mise en oeuvre dans tous les secteurs d'activité sous la forme de création de

(1)-cf. supra p. 154.

(2)-Décret n°63-88 du 18 Mars 1963, article 8.

(3)-Décret n°63-429 du 7 Novembre 1963, articles 61 et s.

complexes ou de groupements (1).

- Les unions fonctionnelles dans le secteur industriel

L'objet de ce type de regroupement est tout différent. Il s'agit dans ce cas de créer une entreprise chargée de gérer les services communs aux unités adhérentes. La préoccupation initiale concerne essentiellement l'organisation collective des services d'approvisionnement et de commercialisation. Mais l'activité des Unions peut s'étendre à d'autres services matériels (entretien et réparation par exemple) ou intellectuels (études, assistance à la tenue de la comptabilité, formation professionnelle) (2).

La création des Unions laisse subsister juridiquement l'autonomie de chaque entreprise autogérée, encore que, semble-t-il, l'adhésion à l'Union soit obligatoire pour toutes les entreprises (3). Leur autonomie est d'autre part sensiblement altérée du fait du transfert de compétences opéré au profit des Unions, ainsi que de leur mode de gestion.

Il faut distinguer à ce titre Unions départementales et Unions nationales, mêmes si les unes et les autres sont habilitées à remplir les mêmes fonctions.

 (1)-Exemple :-pour les entreprises commerciales : "coopérative de gestion des hôtels et restaurants COGEHORE"
 -pour les transports :- "Groupements des entreprises de transport nationalisées (Saoura)", "Groupement des transports autogérés de la Kabylie", "Transports du littoral Oranais", "Transports regroupés Mostaganémois" etc...
 -pour l'industrie algéroise :-"Complexe industriel du bois", "complexe d'ameublement et de menuiserie", "complexe métallurgique", "complexe laitier COLAITAL", "complexe des biscuiteries COBISCAL", "complexe des teintureriers COTEINTAL".

(2)-Décret n°64-175, article 27.

(3)-L'article 6 du décret n°64-175 utilise à ce propos des formules ambiguës. Il dispose que les entreprises industrielles autogérées se groupent et sont groupées en unions. L'article 31 dispose d'autre part que toutes les unions sont placées sous la tutelle du Ministre de l'Economie Nationale. Si l'on se réfère à la conception dominante de la tutelle en Algérie, on peut en conclure que c'est le Ministre qui décide de la création des unions et de leur caractère obligatoire.

Les Unions départementales groupent dans cette circonscription administrative, "les entreprises d'intérêt local exerçant leur activité dans la même branche". Elles sont constituées sous la forme de "sociétés coopératives" (1) et gérées par un "conseil d'administration désigné par l'ensemble des entreprises adhérentes" (2). Dans la mesure où le fonctionnement des organes coopératifs est effectif, la formule ne porte pas atteinte à l'autonomie des entreprises adhérentes.

Le caractère des Unions nationales est plus complexe. Elles regroupent dans une même branche d'activité et les Unions départementales constituées et les entreprises autogérées d'intérêt national (3).

Leur nature juridique n'est pas réglementairement fixée. Mais il est possible d'induire des différentes dispositions (+), et notamment de leur mode de gestion, qu'il s'agit d'organismes de nature fondative. Sans doute est-il précisé que, au sein du comité de direction, "la majorité doit rester aux représentants des entreprises et unions départementales" (5), mais la gestion de l'Union relève en fait d'un Directeur nommé par le Ministre de l'Economie (6).

(1)-Décret n°64-175, article 6, alinéa 1.

(2)-ibidem, article 28.

(3)-ibidem, article 6, alinéa 2, modifié par le Décret n°65-44 du 19 Février 1965, JORA 1965, p.189

la modification précise que "toutes les entreprises du secteur socialiste dans une même branche sont groupées en union nationale".

(4)-L'article 7 du Décret n°64-175 dispose que chaque union est agréée par le Ministre de l'Economie. Mais la procédure d'agrément qui permet au Ministre de "déterminer le montant des biens confiés à la gestion de l'union, les droits et engagements de l'Etat, les droits et obligations de l'union et son mode de gestion" s'assimile davantage à une opération de fondation qu'à une mesure d'agrément d'organisme déjà constitué .

(5)-ibidem, article 29 modifié par le Décret n°65-44.

(6)-ibidem, article 30.

Cette interprétation est confirmée par les statuts de la seule Union nationale qui fut agréée à cette époque (1). Si ces statuts prévoient la mise en place d'une assemblée générale et d'un comité de direction, aucun pouvoir précis et autonome de décision dans la gestion de l'Union ne leur est effectivement reconnu (2). En revanche, le Directeur est érigé en véritable gestionnaire de l'entreprise (3).

C'est ainsi toute une sphère de l'activité des entreprises de cette branche - l'approvisionnement et la commercialisation notamment - qui passe sous la maîtrise réelle de l'Etat.

Si les principes qui guident "la consolidation" des entreprises du secteur autogéré industriel sont ainsi fortement empreints de coloration étatiste, il faut remarquer que l'effort de structuration ne s'est pas développé au-delà de la mise en place de deux unions : l'UNIMES déjà citée, et l'Union départementale du bois de l'algérois (UDIBA) (4), encore que leur fonctionnement ait été irrégulier.

(1)-Arrêté du 20 Février 1965, portant agrément des statuts de l'Union nationale des industries métallurgiques et électriques socialistes (UNIMES), JORA 1965, p.191

(2)-Arrêté du 20 Février 1965, articles 8, 10 et 12.

(3)-Cette analyse est confirmée par les observateurs de l'autogestion industrielle. Voir en ce sens :
-ROULETTE C. "Situation de l'industrie algérienne", in revue Economie et Politique Mai 1965, "L'Algérie en marche vers le socialisme", p.122
"Les fonctions du comité de direction sont des fonctions périodiques. Le directeur assume avec les plus larges prérogatives la direction technique de l'union sous le contrôle direct de l'autorité de tutelle".
-MARILL A. "L'expérience algérienne d'autogestion industrielle" in "Essais sur l'économie de l'Algérie nouvelle", PUF Paris 1965, p.231

(4)-cf. LAKS M. "Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie". op.cit; p.181.

De cette tentative mort-née de centralisation absolue (I) devait pourtant résulter l'échec définitif du projet de développement de l'industrie socialiste.

§ 2 - UN ETOUFFEMENT DEFINITIF DU PROJET AUTOGESTIONNAIRE

En dépit des vicissitudes de leur réalisation, l'enca-drement étatique et la "consolidation" des entreprises autogérées ont des effets sensiblement analogues à ceux analysés dans le secteur agricole. Au-delà des similitudes évidentes, il est toutefois possible de spécifier plusieurs particularités notables, qui ne remettent pas d'ailleurs en cause l'appréciation d'ensemble, portée sur la gestion centralisée des entreprises.

I - Des transformations analogues à l'autogestion agricole

De fait, l'étatisation du fonctionnement des entreprises autogérées n'a pas seulement pour effet de fausser le jeu des mécanismes de l'autogestion ouvrière. Elle touche l'économie même du projet, en altère profondément la nature. Les transformations opérées portent tant sur le statut de l'entreprise que sur celui des travailleurs.

- En ce qui concerne le statut de l'entreprise, l'équilibre relatif que les Décrets de Mars 1963 paraissaient rechercher, entre les exigences immédiates d'une organisation corporative et les nécessités de faire prévaloir sur le long terme,

(I)-TIANO A. "L'expérience du secteur public de production au Maghreb depuis l'indépendance", RASJ 1968, p.368

"Dans la pratique au milieu de 1966, la classification des entreprises, selon le degré d'intérêt qu'elles représentaient, n'était pas réalisée. Les unions n'existaient que sur le papier mais aucun de leurs services ne fonctionnait pas plus que les comités de l'industrie socialiste. Seules les directions départementales de l'industrie se mettaient en place".

les intérêts de "l'Etat fondateur", est définitivement rompu : la logique fondative submerge la logique corporative.

Très vite en effet, les impératifs de l'organisation planifiée de l'économie tendent à prévaloir sur les intérêts de la collectivité des travailleurs. A ce titre, les pouvoirs que détenait le Ministre de l'Economie Nationale dans la constitution des entreprises autogérées, ont déjà été analysés, qu'il s'agisse de regrouper les unités de production en vue de rationaliser l'appareil productif, d'imposer leur structuration en Unions fonctionnelles, ou surtout de décider leur intégration au secteur public. De même, ont été constatées les contraintes que faisait peser sur le fonctionnement des entreprises, l'effort de planification institutionnalisée.

Il faut enfin ajouter, que l'obligation qui pèse sur les entreprises industrielles et commerciales, comme sur les exploitations agricoles, d'employer les anciens combattants à concurrence de 10% au moins de l'effectif total de leur personnel (I), altère sensiblement l'homogénéité du collectif des travailleurs.

Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant que le Directeur de l'entreprise, garant et mandataire des intérêts de l'Etat planificateur, ait pris progressivement le pas sur les organes de gestion qui procèdent du collectif ouvrier.

La conclusion s'impose ici, comme précédemment, que la nature juridique de l'entreprise autogérée doit être analysée en termes fondatifs, tandis que son statut économique est davantage assimilable à celui d'une unité de travail qu'à celui d'une unité de production.

(I)-Décret n°64-238 du 13 Août 1964, relatif à l'emploi obligatoire des anciens moudjahidine et invalides de la guerre de libération nationale. (déjà cité).

- Le statut réel des travailleurs reflète logiquement les transformations intervenues dans le statut de l'entreprise et traduit, comme dans le secteur agricole, l'échec d'une tentative pour rompre avec la division sociale du travail de type capitaliste.

L'échec du pouvoir ouvrier, en dépit des capacités manifestées par les organes de gestion (1), procède en ce sens à la fois des restrictions apportées à son étendue par le développement du contrôle économique de l'Etat, et de la concentration des entreprises qui limite du point de vue quantitatif les organes de gestion ouvrière (2).

Dans cette optique, leur transformation en conseils "consultatifs" (3) ne constitue pas une simple déviation du système qui pourrait être corrigée par la suite, mais bien l'indice d'une orientation différente et opposée au modèle autogestionnaire.

(1)-TIANO A. "L'expérience du secteur public de production au Maghreb depuis l'indépendance", op.cit. p.363.

"Les organes de l'autogestion élus par les travailleurs fonctionnent mieux dans l'ensemble de l'industrie que dans le secteur agricole. Certes, au départ, beaucoup de comités de gestion n'ont pas été plus régulièrement élus que dans l'agriculture...Plus tard, l'élection des comités de gestion est devenue régulière et démocratique...Selon une enquête de l'IRAM (Décembre 1965), les comités de gestion et leurs présidents avaient un rôle important dans l'organisation et plus particulièrement dans la fabrication. Par contre, ils ne faisaient qu'effleurer les problèmes de commercialisation et ceux du financement leur étaient totalement étrangers".

(2)-ROULETTE C. "Situation de l'industrie algérienne", op.cit; p.120
"Le regroupement des petites entreprises entraîne la disparition des organes de gestion propres à chacune d'elles et la fusion de toute la main d'oeuvre des divers ateliers en une seule assemblée de travailleurs. C'est sur la base de cette assemblée des travailleurs que se reconstituent le conseil des travailleurs et le comité de gestion de l'entreprise consolidée ou du complexe. Le directeur du complexe procède alors à la nomination des chefs d'ateliers auprès desquels se constituent des conseils d'ateliers qui n'ont qu'un rôle consultatif".

(3)-RAPTIS M. "Le dossier de l'autogestion en Algérie", op.cit., p.74
"Insensiblement les organismes démocratiques de l'autogestion élus directement par les travailleurs sont devenus dans certains cas simplement consultatifs, n'exerçant pas les prérogatives réelles de l'autogestion".

Comme dans le secteur autogéré agricole, le législateur algérien enregistre d'ailleurs cet échec. Malgré une déclaration d'intention contraire (1), la réglementation classique des rapports de travail est reconduite et rendue rapidement applicable aux "entreprises industrielles et commerciales du secteur autogéré" (2). Strictement appliquée, cette mesure devait d'ailleurs conduire à des situations juridiquement absurdes mais qui témoignent en réalité de la persistance des rapports salariaux au sein des entreprises autogérées (3).

A ces considérations principales qui rejoignent celles formulées sur l'autogestion agricole s'ajoutent plusieurs déformations particulières au secteur non agricole qui confirment l'analyse.

2 - Des déformations particulières au secteur autogéré non agricole

Ces déformations concernent tant le statut des organes de gestion de l'entreprise, que les règles qui régissent la répartition de son revenu.

a) Quant au statut des organes de gestion

Tout naturellement les modifications apportées au statut des organes de gestion visent à renforcer l'autorité du Directeur au détriment des instances représentatives des travailleurs.

(1)-Brochure du Ministère de l'Orientation Nationale sur le secteur socialiste industriel, op. cit. , P. 8

"L'instauration de nouveaux rapports sociaux au sein des entreprises doit nécessairement entraîner une adaptation et une révision dans le droit du travail".

(2)-Décret n°64-219 du 6 Août 1964, portant application de la législation du travail dans les entreprises autogérées, JORA 1964, p.8c

(3)-KOULYTCHIZKY S. "Comment sont prises les décisions dans l'autogestion algérienne" RASJ 1969, p.II59.

"Les dispositions du décret ont parfois été prises au pied de la lettre et certaines entreprises autogérées, sous l'impulsion de leurs cellules syndicales, se sont dotées de délégués du personnel et de comité d'entreprise... Dans son numéro du 20 Mai 1965 l'organe de l'UGTA "Révolution Africaine" devait remettre les choses en ordre en précisant que dans l'autogestion c'est à la section syndicale que reviennent les prérogatives du comité d'entreprise".

En ce qui concerne le Directeur de l'entreprise, les dispositions arrêtées visent à le soustraire à toute dépendance vis à vis des organes élus et à le soumettre à l'autorité hiérarchique directe des services administratifs de tutelle.

La procédure de nomination et de révocation du Directeur, qui, selon les Décrets de Mars 1963, faisait intervenir le conseil communal d'animation de l'autogestion, en conférant à son avis un caractère obligatoire pour l'autorité de tutelle, est tout d'abord profondément modifiée. Sans doute l'intervention du conseil communal est-elle toujours prévue par le statut des Directeurs d'entreprises du secteur industriel socialiste (1). Mais la portée juridique de l'avis émis par cette instance, est considérablement restreinte par les compétences dévolues au seul Ministre de tutelle en matière disciplinaire (2). Il semble bien dès lors, que l'avis du conseil communal ne lie plus les décisions ministérielles de nomination, mutation ou révocation (3) et qu'en conséquence, le pouvoir du Ministre s'exerce de manière quasi-discrétionnaire.

Dans le secteur des transports, le lien hiérarchique exclusif du Directeur de l'entreprise par rapport aux services de tutelle est affirmé plus nettement encore. Il est expressément prévu, que l'Office national des transports, par l'intermédiaire de son Directeur général "est substitué aux conseils communaux de l'autogestion dans toutes les attributions conférées à ceux-ci" (4) et que "par dérogation au Décret du 22 Mars 1963, le directeur général de l'Office nomme, après consultation du conseil d'administration de l'Office, le directeur de l'entreprise".

(1)-Arrêté du 29 Mai 1965, fixant le statut des directeurs d'entreprises du secteur industriel socialiste, article 6, 8 et 12, JORA 1965, p.663.

(2)-ibidem, article 10 : "Le directeur n'est responsable que devant le Ministre de l'Industrie et de l'Energie".

(3)-ibidem, article 14.

(4)-cf.supra p.70.

De manière corrélative, disparaît l'autorité que le président du comité de gestion était appelée à exercer sur le directeur dans "la marche quotidienne de l'entreprise" conformément aux Décrets de Mars 1963.

Dans le secteur des transports, comme dans le secteur industriel, il est en effet clairement affirmé, que dans l'exercice de ses attributions, le directeur relève de la seule autorité des services de tutelle (1).

Enfin, mais dans le seul secteur des transports, les pouvoirs du directeur sont sensiblement accrus. Son droit de veto ne se limite plus aux décisions des organes de gestion ouvrière manifestement contraires aux impératifs de la planification, il s'étend aux décisions "contraires aux règles, instructions ou directives relatives à la coordination et à l'harmonisation des transports terrestres" (2).

A cet accroissement de l'autorité, voire des pouvoirs du directeur dans l'entreprise, répond un affaiblissement sensible de ceux des organes élus et en particulier du comité de gestion. Il faut remarquer, ici encore, que ce processus se réalise par dérogation juridique ou en contradiction de fait avec les Décrets de Mars 1963.

 (1)-Décret n°63-429 du 7 Novembre 1963
 article 52 : "Le directeur de l'entreprise exerce, sous l'autorité du directeur général de l'Office, les attributions qui lui sont dévolues".
 -Décret n°64-175 du 8 Juin 1964
 article 22 : "L'autorité de tutelle nomme et révoque...aux fonctions de directeur d'entreprise lequel est, en tant que représentant de l'Etat, sous l'autorité exclusive de la dite autorité".

(2)-Décret n°63-429 du 7 Novembre 1963, article 52
 Ces instructions sont "signifiées" au président du comité de gestion par le directeur général de l'Office par lettre recommandée avec accusé de réception. (article 59).

Dans les entreprises autogérées de transport, le statut du comité de gestion est juridiquement transformé. La procédure d'agrément du comité qui avait été instituée en 1962 mais supprimée en Mars 1963, est réintroduite au profit du ministère chargé des transports (1). En conséquence, la même autorité dispose du pouvoir de "dissolution du comité de gestion ou d'exclusion de certains de ses membres", ce qui était totalement banni de la législation de Mars 1963. La pratique a prouvé que cette disposition n'était pas restée lettre morte (2). Enfin, "le directeur de l'Office et ses préposés ont droit d'entrée aux réunions des comités de gestion avec voix consultative" (3), ce qui est manifestement contraire à l'esprit des Décrets de Mars 1963.

Les entreprises industrielles paraissent juridiquement prémunies de telles déformations. Mais le défaut de dispositions juridiques n'a pas empêché les autorités de tutelle de procéder, dans ce secteur également, à la dissolution de certains comités de gestion d'entreprises autogérées (4).

Sans préjuger du bien-fondé "objectif" de telles décisions, elles témoignent en tout cas du peu de considération attachée par les autorités de tutelle, aux mécanismes normaux de fonctionnement du système représentatif dans l'entreprise.

(1)-Décret n°63-429 du 7 Novembre 1963, article 60.

(2)-cf. par exemple Arrêté du 18 Novembre 1966, portant dissolution du comité de gestion de l'entreprise dite "Transports regroupés mostaganémois", JORA 1966, p.1264.

(3)-Décret n°63-429, article 55.

(4)-cf. Allocution du Ministre de l'Industrie à l'usine Acilor d'Oran au cours de laquelle il annonce la dissolution du comité de gestion de l'unité, in Brochure sur le secteur socialiste, op.cit. p.40 et s.

b) Quant aux règles de répartition du revenu

Les modifications apportées dans ce domaine aux Décrets de Mars 1963 peuvent apparaître relativement minimes :

- d'abord en raison de leur portée réelle, initialement très limitée, du fait de la faible rentabilité du capital industriel abandonné par les propriétaires européens

- ensuite, parce que ces modifications ont effectivement peu d'effets juridiques concrets.

Elles sont toutefois significatives de la mutation profonde, qui affecte rapidement la conception de l'entreprise autogérée et tend à l'assimiler à une entreprise d'Etat. Elles constituent à ce titre un indice supplémentaire de l'échec du projet autogestionnaire.

Il y a lieu de distinguer ici entre les prestations à la collectivité nationale et le revenu propre des travailleurs de l'entreprise.

- En ce qui concerne les prestations à la collectivité nationale, à l'inverse du secteur agricole autogéré, les mesures d'application des Décrets de Mars 1963 ont été prises (1). Si les dispositions arrêtées sont dans l'ensemble conformes à la lettre des Décrets, il faut cependant relever un élément significatif de la mutation en cours.

Il est à signaler en premier lieu que la rémunération du travail reste comptabilisée dans les charges d'exploitation (2), ce qui est certes conforme aux principes de distribution du revenu

(1)-Décret n°64-175 du 8 Juin 1964, articles 39 à 48
-Arrêté du 6 Mars 1965, portant prélèvement pour fonds central d'investissement et fonds central d'amortissement des entreprises du secteur industriel socialiste, JORA 1965, p.232.

(2)-Arrêté du 6 Mars 1965, article 2.

dans une entreprise autogérée, mais contraire à la pratique vécue par les travailleurs, qui continuent de percevoir une rémunération mensuelle toujours assimilée à un salaire.

En conformité toujours avec les Décrets de Mars 1963, le montant des prélèvements à effectuer au profit de la collectivité nationale est fixé par voie réglementaire (1) ou renvoyé à des arrêtés ministériels (2).

En revanche, il faut relever un glissement de vocabulaire significatif. Les termes de fonds central d'investissement et de fonds central d'amortissement sont substitués à leurs homologues, qualifiés en Mars 1963, de fonds nationaux. Le changement de terminologie n'est pas fortuit, puisque "la centralisation" des fonds s'accompagne d'une étatisation de leur gestion. Alors que le Décret du 28 Mars 1963 prévoyait expressément la participation des travailleurs à leur gestion, celle-ci est totalement écartée par la suite (3).

- En ce qui concerne le revenu propre des travailleurs, aucune disposition complémentaire ne vient régler les modalités de leur participation aux bénéfices de l'entreprise. L'abstention du législateur est ici légitime, puisque la distribution du "reliquat à répartir" relève de la seule compétence de l'assemblée des travailleurs de chaque entreprise autogérée.

Au contraire, la fixation des rémunérations de base - les salaires - est confiée à la diligence des autorités de tutelle, dans des conditions moins démocratiques que celles prévues par

(1)-cf. Arrêté du 6 Mars 1965, article 1er

"Les prélèvements pour le fonds d'investissement sont déterminés par branche d'activité : 20% du revenu brut annuel pour les industries alimentaires, 15% pour les industries de matériaux de construction et les industries textiles, 10% pour les autres industries".

(2)-Décret n°64-175, articles 40 et s.

(3)-ibidem, articles 43 à 46.

les textes de Mars 1963. Alors qu'en effet, les Décrets de Mars attribuaient compétence au comité de gestion de chaque entreprise pour déterminer, en partie, cette rémunération - en l'occurrence le montant des primes de rendement -, les textes subséquents confèrent aux services de tutelle tout pouvoir en ce domaine (1).

Il reste que les textes d'application n'ont jamais été promulgués dans ce domaine, et, qu'en l'absence d'harmonisation nationale, la rémunération de base des travailleurs est restée fixée selon des normes antérieures à l'indépendance, plus précisément en fonction des conventions collectives ou des accords particuliers d'entreprises existants (2).

La seule mesure de portée nationale a concerné la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti (3). Encore faut-il noter qu'elle est intervenue tardivement et pour un taux relativement modeste. Le relèvement du SMIG au 1er Avril 1963 n'est que de 3% par rapport à Novembre 1961, alors que le jeu normal de l'indexation aurait dû entraîner dès le 1er Juillet 1962 une augmentation de 2,35% (4). Il est difficile toutefois d'évaluer l'impact exact de cette mesure. Il n'existe pas en effet de statistiques précises quant au nombre de travailleurs rémunérés sur la base du SMIG, encore moins d'évaluation concernant le secteur autogéré.

La pratique ultérieure devait conduire à préciser les différentes modalités de répartition du revenu des entreprises. Les derniers résultats financiers connus du secteur autogéré industriel

(1)-Dans le secteur des transports ce pouvoir est dévolu directement au Ministère de tutelle (article 58 du Décret n°63-429 du 7 Novembre 1963). Dans le secteur industriel, cette compétence relève de la Banque Centrale (article 38, alinéa 4 du Décret n°64-175 du 8 Juin 1964).

(2)-WEISS F. in "Les conflits du travail en Algérie dans le secteur privé non agricole" (op.cit. p.25), montre toutefois qu'après l'indépendance et dans des conditions variables selon les secteurs et la combativité ouvrière, des augmentations de salaires, parfois substantielles, sont intervenues.

(3)-Décret n°63-159 du 25 Avril 1963, relevant le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), JORA 1963, p.400.

(4)-WEISS F. in "Les conflits du travail en Algérie dans le secteur privé non agricole", op.cit. p.25

concernent l'année 1967 (1). Selon les chiffres publiés, la répartition du revenu des quarante sept entreprises dont la gestion avait été excédentaire, se serait effectuée selon les dotations suivantes : 30% prélevés au titre de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (2), 18% affectés au fonds national d'investissement, 11% au fonds national d'équilibre de l'emploi, 15% au fonds social des différentes entreprises bénéficiaires.

Au titre du "reliquat à répartir", les travailleurs auraient perçu 20% des "bénéfices" réalisés, tandis qu'une part de 5% aurait été réservée aux "travailleurs des entreprises déficitaires qui ont fait preuve d'une bonne gestion". Des dispositions auraient été prises pour limiter, en tout état de cause, les distributions individuelles de bénéfices, à 10% de la masse salariale - soit l'équivalent d'un treizième mois - sans que chaque travailleur puisse bénéficier d'une participation supérieure à 1 000 DA.

C'est dire par conséquent, qu'avec la fixation administrative des modalités de distribution du "reliquat à répartir", disparaissait le dernier pouvoir formellement reconnu aux organes de gestion élus dans le domaine de la répartition du revenu.

A cette époque d'ailleurs, le processus d'étatisation organique des entreprises autogérées était largement entamé.

(1)-cf. Journal El Moudjahid du 23 Novembre 1968.

(2)-conformément à l'ordonnance n°65-320 du 31 Décembre 1965, portant loi de finances pour 1966, articles 14 et s. , JORA 1965, p.121

Section 2 - L'ETATISATION ORGANIQUE

L'étatisation organique des entreprises autogérées des secteurs secondaire et tertiaire, se réalise progressivement après 1965, encore que les prémices d'une telle politique soient apparues sous le précédent régime. Mais à partir de 1965 cette ligne politique triomphe définitivement, même si le triomphe reste modeste et se camoufle derrière des mesures juridiques ponctuelles ou de simples décisions administratives, auxquelles aucune publicité n'est accordée.

L'étatisation se réalise en fait en deux temps : disparaissent tout d'abord les institutions spécifiques d'encadrement des entreprises autogérées créées avant 1965. Cette mesure ne vise pas à restaurer l'autonomie des entreprises autogérées, mais précède de peu leur intégration dans des établissements publics et sociétés nationales, selon des modalités juridiques aussi diverses qu'incertaines.

§ I - L'HOMOGENEISATION DES STRUCTURES D'ENCADREMENT

Le changement d'orientation s'opère d'abord au niveau des structures. Au lendemain du 19 Juin 1965 (1), l'administration économique centrale retrouve des structures classiques (2), tandis que disparaît l'éphémère comité de coordination économique créé auprès du Chef de l'Etat (3).

(1)-Ordonnance n°65-182 du 10 Juillet 1965, portant constitution du Gouvernement, JORA 1965, p.671.

(2)-BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit. p.330

"Le renversement du régime et la formation du gouvernement Boumediène se sont accompagnés d'un retour à une structure ministérielle plus classique. Tous les ministères économiques techniques sont restaurés, le ministère des finances est rétabli...et la direction générale du Plan (lui) est rattachée".

(3)-Décret n°64-355 du 21 Décembre 1964, instituant un comité économique interministériel, JORA 1964, p.1328.

En outre, sans être juridiquement supprimées, les instances de planification et de coordination du secteur industriel socialiste tombent dans une léthargie dont rien ne les tirera (1). Les textes qui réorganisent l'administration du Ministère de l'industrie et de l'énergie (2) n'y font aucune allusion. "Depuis Septembre 1965, la tutelle du secteur socialiste n'est donc plus séparée du contrôle de gestion des entreprises publiques" (3) ; l'une et l'autre sont exercées directement par le Directeur départemental de l'industrie (4) sous l'autorité du Directeur de l'industrie au siège du Ministère.

Dans le secteur des transports, la dissolution de l'Office national, institué en 1963, conduit au partage de ses prérogatives entre le Ministère des transports, investi provisoirement des pouvoirs de tutelle sur les entreprises autogérées (5), et deux sociétés nationales, successivement créées, qui ont vocation à se substituer progressivement aux entreprises dans leur activité de gestion

(1)-La seule union nationale à caractère fonctionnel a été dissoute par la suite et son patrimoine transféré à la société nationale de sidérurgie.

-Arrêté du 27 Mars 1969, rapportant l'agrément de l'Union nationale des industries métallurgiques et sidérurgiques socialistes (UNIMES) et portant abrogation de l'arrêté du 20 Février 1965, portant agrément des statuts de cette Union, JORA 1969, p.244.

-Décret n°69-44 du 21 Avril 1969, portant transfert de l'ensemble des biens, droits et obligations de l'Union nationale des industries métallurgiques et sidérurgiques socialistes (UNIMES) à la société nationale de sidérurgie, JORA 1969, p.285.

(2)-Décret n°65-236 du 22 Septembre 1965, portant organisation du Ministère de l'industrie et de l'énergie, JORA 1965, p.863

-Décret n°67-II3 du 7 Juillet 1967, portant création et organisation des directions départementales de l'industrie, JORA 1967, p.649.

(3)-TIANO A. "L'expérience du secteur de production au Maghreb depuis l'indépendance", op.cit. p.368.

(4)-Décret n° 67-II3 du 7 Juillet 1967

article 6 : "Les directeurs départementaux exercent une mission générale de conseil, d'animation et de contrôle auprès des entreprises industrielles de toutes natures et des collectivités locales".

(5)-Décret n°68-87 du 23 Avril 1968, relatif à la tutelle du Ministère d'Etat chargé des transports sur les entreprises autogérées de transport des voyageurs, JORA 1968, p.343

-Arrêté du 12 Juin 1968, portant désignation des entreprises autogérées de transport public de voyageurs soumises aux dispositions du Décret n°68-87 du 23 Avril 1968, JORA 1968, p.836.

Dans les autres secteurs d'activité, c'est la solution classique de la tutelle qui prévaut, sans que les modalités de son exercice soient davantage précisées (1).

La gestion des biens à usage d'habitation relève de la "Direction générale des biens vacants et de la gestion immobilière" rattachée au Ministère de la reconstruction et de l'habitat (2) et qui subsistera jusqu'à la nationalisation intégrale des biens vacants en Mai 1966.

A partir de cette date, la répartition des pouvoirs de tutelle sur les biens d'Etat est définitivement fixée. Le Ministère de la reconstruction et de l'habitat est dissous (3) et ses attributions divisées entre le Ministère des travaux publics (4), et le Ministère de l'intérieur, auquel est confiée la gestion des immeubles à usage d'habitation ou professionnel (5).

(1)-Décret n°65-35 du 10 Février 1965, relatif à la tutelle des entreprises de travaux publics en autogestion, JORA 1965, p.168
Cette tutelle est confiée au sous-secrétariat d'Etat aux travaux publics érigé par la suite en Ministère autonome (Ordonnance n°65-182 du 10 Juillet 1965)

-Décret n°65-277 du 13 Novembre 1965, relatif à la tutelle des entreprises de bâtiment vacantes ou mises sous protection de l'Etat, JORA 1965, p.978

Cette tutelle est confiée au Ministère de la reconstruction et de l'habitat.

(2)-Décret n°65-147 du 14 Mai 1965, portant création d'une direction générale des biens vacants et de la gestion immobilière, JORA 1965, p.548.

-Décret n°65-164 du 1er Juin 1965, portant organisation du Ministère de la reconstruction et de l'habitat, article 6, JORA 1965, p.586.

(3)-Ordonnance n°66-64 du 4 Avril 1966, portant suppression du Ministère de la reconstruction et de l'habitat, JORA 1966, p.262.

(4)-Décret n°67-200 du 27 Septembre 1967, relatif à la tutelle des entreprises de travaux publics et du bâtiment provenant des biens vacants ou mis sous protection de l'Etat, JORA 1967, p.882.

(5)-Il faut distinguer à ce titre les biens à "caractère touristique" et les cinémas dont la gestion est confiée aux communes (Décret n°67-66 du 25 Avril 1967, portant concession par l'Etat des biens immobiliers situés dans les zones touristiques, JORA 1967, p.338 et Décret n°67-53 du 17 Mars 1967, relatif à la concession aux communes de l'exploitation des fonds de commerce de spectacles cinématographiques, JORA 1967, p.262)
des autres immeubles à usage d'habitation dont l'administration relève des services départementaux de l'habitat.

Le seul élément de particularisme qui subsiste dans l'organisation du système de gestion des entreprises autogérées, tient au mode de financement mis en place, avec la création de la Banque Nationale d'Algérie en 1966. Il prévoit en fait des modalités notablement plus contraignantes que pour les entreprises publiques, mais en tous points identiques à celles analysées pour l'autogestion agricole (1).

§ 2 - LES MODALITES JURIDIQUES D'INTEGRATION AU SECTEUR PUBLIC

Il est possible aujourd'hui d'affirmer, que les entreprises autogérées à caractère industriel ou commercial dans leur quasi-totalité, ont été intégrées à des entreprises publiques. Aucune décision de principe n'a toutefois été annoncée ni juridiquement formalisée en ce sens. L'intégration s'est en réalité effectuée progressivement et, hormis le cas des entreprises de transport, dans des conditions juridiques confuses.

- Dans le secteur des transports, les textes portant création des sociétés nationales, ont expressément prévu l'intégration des entreprises autogérées exerçant leur activité dans la même branche (2) et les mesures ponctuelles d'application ont été

(1)-cf. Ordonnance n°66-178 du 18 Juin 1966, portant création de la BNA, JORA 1966, p.382, articles 9 à 14
Les dispositions de ces articles ont été analysées ci-dessus, p.107 et

(2)-Ordonnance n°67-58 du 27 Mars 1967, portant création de la société nationale des transports routiers (SNTR), JORA 1967, p.266 article 3 : "Les entreprises de transports publics de marchandises placées sous la tutelle de l'Office national des transports, en vertu du Décret n°63-429 du 7 Novembre 1963, seront intégrées à la SNTR suivant des modalités qui seront précisées en tant que besoin par arrêté du Ministre d'Etat chargé des transports".

Cette mesure était confirmée peu après par la décision de confier à la SNTR le quasi monopole des transports routiers de marchandises "dans la limite d'un tonnage global fixé par arrêté ministériel" (Ordonnance n°67-130 du 22 Juillet 1967, portant organisation des transports terrestres, articles 5 et 6, JORA 1967, p.640).

-Ordonnance n° 71-73 bis du 13 Novembre 1971, portant création de la société nationale des transports de voyageurs (SNTV), JORA 1972, p.2 L'article 2 prévoit l'intégration à la SNTV non seulement des entreprises autogérées de transport des voyageurs mais encore de la "compagnie des transports routiers de chemins de fer algériens" et de "la partie de la SNTR liée à l'activité de transport de voyageurs et les éléments d'exploitation qui s'y rapportent".

effectivement arrêtées et publiées (I).

En revanche, dans le secteur industriel, les décisions d'intégration ont rarement été rendues publiques, et, lorsque ce fut le cas, elles ont souvent dérogé aux dispositions des Décrets de Mars 1963 qui prévoyaient, dans cette hypothèse, une décision du Chef de l'Etat. Au demeurant, les modalités juridiques d'intégration des entreprises autogérées ont beaucoup varié. Si vraisemblablement la plupart des grandes unités ont été rattachées à des entreprises publiques nationales (2), d'autres ont été purement et simplement transformées en entreprises publiques communales et départementales (3)

 (I)-Arrêté du 27 Juin 1967, portant intégration d'entreprises dans la société nationale des transports routiers, JORA 1967, p.536
 -Arrêté du 21 Décembre 1970, portant intégration d'entreprises dans la SNTR, JORA 1971, p.86
 -Arrêté du 6 Mars 1972, fixant les modalités d'intégration à la SNTV des entreprises de transport de voyageurs, précédemment régies par le Décret n°68-87 du 23 Avril 1968, de la Compagnie des transports routiers de chemins de fer et de la partie de la SNTR liée à l'activité de transport des voyageurs, JORA 1972, p.502.

(2)-Arrêté ministériel du 14 Mars 1968, portant rattachement de trois sociétés à la société nationale de constructions métalliques, JORA 1968, p.277

L'arrêté dispose que "la Société nationale se substitue de plein droit aux organes existants"

-Décret n°71-30 du 6 Janvier 1971, portant transfert de l'entreprise Aluminium africain (ALUMAF) à la Société nationale de sidérurgie, JORA 1971, p.79

-Décret n°71-37 du 20 Janvier 1971, portant transfert de l'entreprise Eclairage technique Afrique (ETAF) à la Société nationale de fabrication et de montage du matériel électrique et électronique, JORA 1971, p.120

-Décision du 27 Octobre 1972 du Wali d'Annaba, portant dissolution de l'entreprise autogérée "Le Complexe des ateliers mécaniques de Annaba (CAMA)" et son rattachement à la SN METAL, JORA 1973, p.148.

3)-Le Code communal (Ordonnance n°67-24 du 18 Janvier 1967, JORA 1967, p.82, articles 207 à 211) ainsi que le Code de la wilaya (Ordonnance n°69-38 du 23 Mai 1969, articles 130 à 136, JORA 1969, p.382) prévoyaient effectivement la création de telles entreprises, mais n'envisageaient nullement cette création à partir des entreprises autogérées existantes. Au regard des Décrets de Mars 1963, les mesures intervenues sont donc illégales, tant en la forme - aucune décision présidentielle n'ayant été prise officiellement - que sur le fond puisque la réglementation de 1963 ne prévoyait l'intégration au secteur public que des entreprises autogérées d'importance nationale.

Les transformations d'entreprises autogérées en entreprises publiques locales paraissent avoir été assez nombreuses (1). Dans d'autre cas, sans doute plus limités, l'intégration s'est opérée au profit de la direction des coopératives de l'armée (2).

Enfin, il faut signaler que dans certaines situations exceptionnelles, des entreprises autogérées, en état de cessation de paiements, furent purement et simplement liquidées et leur actif net mis en vente (3).

(1)-cf.en ce sens Journal El Moudjahid du 23 Novembre 1968 qui évalue à vingt sept le nombre d'entreprises "passées aux communes"
-Décisions interministérielles du 6 Février 1973, portant rattachement d'établissements industriels à la wilaya d'Alger, JORA 1974, p.43
Il s'agit des Etablissements POREE, de la "Coopérative métallurgique", du "Comité de gestion SINAMP", des "Etablissements ex: MALLARET", du "Comité de gestion TECHMETAL" et du "Comité de gestion ex TABOR SERPO"

-cf.enfin "bilan des activités de la wilaya durant ces dernières années", exposé par M. Slimane HOFFMAN (Préfet d'Alger), in Journal El Moudjahid du 25 Janvier 1975
"C'est ainsi que des unités qui périlclitaient sous forme de comités de gestion ou d'entreprises quelconques à l'ombre d'une tutelle plus ou moins lointaine de divers départements ministériels, avec des déficits et des dettes qui s'accumulaient sans cesse, ont été rattachées à la wilaya, intégrées à son économie générale. Elles fonctionnent actuellement, pour la plupart, dans de bonnes conditions.. Il en est ainsi de la SOTRAWA, de la Société des routes, de la Société hydraulique, des Briqueteries".

(2)-Le journal El Moudjahid du 20 Octobre 1971 évoque en ce sens les exemples des deux plus grandes entreprises autogérées du bâtiment : la Cimenterie algérienne de Beni-Mered et la Marbrerie algérienne de Baraki.

(3)-KOULYTCHIZKY S. in L'autogestion, l'Homme et l'Etat (op.cit.p.190) cite le cas d'une entreprise autogérée de transports, au sort longtemps incertain qui fut finalement, en 1968, saisie par le fisc et vendue à un particulier!

-cf.aussi les Arrêtés du wali d'Annaba en date du 29 Septembre 1972, portant dissolution de la Coopérative autogérée de maçonnerie "Aissat Idir" sise à Guelma et de l'entreprise autogérée de travaux publics "En Nasr", sise à Souk Ahras, JORA 1973, p.156
Les arrêtés régient la liquidation des biens mobiliers de ces unités au directeur régional des domaines et précisent que les collectivités locales ont un droit de préemption en cas de mise en vente.

Cette incertitude, longtemps entretenue, sur le sort des entreprises autogérées industrielles et commerciales (1) semble maintenant totalement dissipée. Le nouvel aménagement des structures locales du Ministère de l'industrie n'y fait plus référence (2), et surtout, l'ordonnance relative à la gestion socialiste des entreprises (3) ne mentionne pas leur existence. Elle précise que "l'entreprise socialiste est l'entreprise dont le patrimoine est constitué intégralement par des biens publics" (article 2), tout en écartant de son champ d'application "les secteurs autogérés agricoles ou coopératifs" (article 1er).

Le destin des entreprises autogérées des autres secteurs est ainsi définitivement scellé (4) ; l'analyse du mode de gestion de cette fraction de la propriété publique relève désormais de l'étude de l'entreprise socialiste.

(1)-L'article du Journal El Moudjahid du 23 Novembre 1968 relève l'existence au 1er Janvier 1968 de cent onze entreprises autogérées industrielles. Ce nombre est à rapprocher de ceux cités supra p.152.

(2)-Arrêté interministériel du 15 Février 1972, fixant les modalités de l'organisation et de fonctionnement de la direction de l'industrie et de l'énergie de wilaya, JORA 1972, p.244, voir notamment l'article 6

(3)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, JORA 1971, p.1350.

(4)-cf.en ce sens MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" ; op.cit. p.657.

CONCLUSION :

Treize ans après sa consécration dans des conditions éclatantes, l'expérience algérienne d'autogestion se traduit donc par un échec, que nul ne cherche réellement à dissimuler. Cet échec peut être formellement décrit comme le résultat d'une double attraction exercée sur le modèle initial. Attraction première du modèle de l'entreprise publique, qui a rapidement intégré puis assimilé (1) les unités autogérées des secteurs secondaire et tertiaire. Mais aussi, attraction actuelle du modèle d'organisation coopérative, qui se réalise dans le cadre de la révolution agraire, et face auquel la survivance de l'autogestion, sur une partie des terres appropriées par l'Etat, se justifiera de moins en moins (2).

Mais cet échec doit être rapporté aux raisons objectives qui l'expliquent tant du point de vue théorique que pratique. Sur le plan théorique, la contradiction est nettement apparue entre la nature de l'entreprise, dont le fonctionnement est nécessairement commandé par la loi du profit, donc par les exigences de l'échange marchand, et les impératifs du système d'autogestion, qui implique au contraire la maîtrise des travailleurs sur les processus de production et de distribution.

Cette contradiction a été redoublée par la politique économique suivie et les conditions posées par l'Etat à l'autonomie des entreprises, qui se sont révélées incompatibles avec l'objectif officiel de rentabilité.

(1)-Selon la distinction établie par KOULYTCHIZKY S. L'autogestion, l'Homme et l'Etat , op.cit. p.85 et 165.

(2)-cf.infra Titre II - L'entreprise coopérative.

En ce sens, l'abandon du système d'autogestion était inévitable. Mais les conditions dans lesquelles il intervient, revêtent une signification politique tout à fait négative. D'abord en raison de la charge idéologique dont le projet d'autogestion a été investi historiquement. Mais aussi au regard des responsabilités imputées aux travailleurs dans cet échec, faute d'une analyse objective des causes qui l'ont engendré.

Ce renversement idéologique de la problématique initiale devra être ultérieurement explicité.

TITRE II

L'ENTREPRISE COOPÉRATIVE

INTRODUCTION : COOPERATION ET REVOLUTION AGRAIRE EN ALGERIE

La théorie et la pratique de la coopération ne peuvent être dissociées en Algérie, des transformations de structures entreprises dans le secteur agricole depuis 1971, sous la dénomination de révolution agraire (1). Aucune expérience coopérative n'a été en effet approfondie de manière significative dans d'autres branches économiques (2), à l'exception de la tentative de création, vite avortée, d'un réseau coopératif dans le secteur de la distribution des fruits et légumes (3).

(1)-Charte de la révolution agraire, adoptée et promulguée en même temps que l'ordonnance n°71-75 du 3 Novembre 1971, portant révolution agraire, JORA 1971, p.1270 et s.

-Charte de la révolution agraire : annexe relative à la steppe, adoptée et promulguée en même temps que l'ordonnance n°75-43 du 17 Juin 1975, portant Code pastoral, JORA 1975, p.622 et s.

(2)-Est exclu du champ de cette étude le cas des entreprises qui ont revêtu la forme coopérative pour des raisons historiques particulières mais qui fonctionnent en fait soit comme de petites unités capitalistes privées, soit comme des entreprises d'Etat.

-Au titre de la première catégorie d'entreprises, on peut citer le cas des coopératives d'anciens moudjahidine et ayants droits (COOPEMAD) dont la création est prévue par le Décret n°73-171 du 1er Octobre 1973, (JORA 1973, p.960). Différentes entreprises ont été créées dans ce cadre par le Ministère des anciens moudjahidine :

cf. Arrêtés du 26 Mars 1974, portant création d'une coopérative de travaux publics et de bâtiment, d'une coopérative de chocolaterie-confiserie et d'une coopérative de taxis-radio (JORA 1974, p.489).

-Au titre de la seconde catégorie, il faut évoquer le cas des "coopératives de l'ANP" (Armée Nationale Populaire) dans le secteur industriel... Le statut réel de ces entreprises qui fonctionnent sous l'autorité d'une direction nationale relevant du Ministère de la défense s'apparente à celui des entreprises publiques.

(3)-Des coopératives de conditionnement et de commercialisation des produits agricoles (CORE-CORA) ont été mises en place à partir de 1966 au cours de la phase de déconcentration des services de l'ONRA. Elles ont été intégrées aux structures étatiques à partir de 1968, cf. supra p.109.

Sur le plan de l'organisation de la production agricole, il faut signaler la naissance dès 1965 d'un mouvement coopératif qui confirme, non sans ambiguïté, le lien entre modèle coopératif et transformation des structures agraires. Au lendemain du changement de régime en effet, au nom d'un approfondissement du concept de réforme agraire et d'une plus juste appréciation du mot d'ordre "la terre à ceux qui la travaillent" (1), des coopératives de production agricole ont été créées au profit des anciens moudjahidine (2).

Dans le contexte politique de l'époque, cette opération ne contribue pas pourtant et pour plusieurs raisons, à promouvoir l'idée de coopération dans le monde rural. Elle s'effectue en premier lieu au détriment du secteur autogéré, sur lequel est prélevé le patrimoine foncier nécessaire à la création des coopératives (3). Ses résultats sont en outre peu probants. Souvent composées d'attributaires présentant un taux d'incapacité élevé ou exerçant une autre activité, les coopératives créées se transforment rapidement en petites unités capitalistes employant une main d'oeuvre salariée permanente. Sur le plan financier, la gestion s'avère notablement plus mauvaise que dans le secteur autogéré. Au terme de la campagne 1967-1968, moins de 20% des coopératives présentent des résultats positifs alors que 40% des exploitations autogérées réalisent à cette époque des "bénéfices" (4).

(1)-Interview du Chef de l'Etat au journal El Ahram, Octobre 1965, op.cit. p.142

"Qu'en est-il de celui qui a libéré la terre par son combat armé et que sera son sort après que l'Algérie eut recouvré son indépendance grâce à son combat et à ses sacrifices?.. Voilà pourquoi nous avons dit qu'il fallait que ce slogan s'exprime et s'applique ainsi : "la terre à celui qui la travaille et à celui qui l'a libérée".

(2)-Circulaire interministérielle du 27 Novembre 1965, portant création des coopératives agricoles pour le reclassement des anciens moudjahidine.

Le texte en est cité par KOULITCHIZKY S. in L'autogestion, l'Homme et l'Etat, op.cit. p.447.

(3)-Selon les statistiques du Ministère de l'agriculture (Direction de la réforme agraire) il existait au 1er Avril 1971, trois cent quatre vingt neuf coopératives regroupant, sur 250 000 hectares environ huit mille anciens moudjahidine.

(4)-Brochure du Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire, "Quatre questions sur l'autogestion agricole", série Autogestion n°3, Septembre 1969.

Enfin, loin d'intervenir dans une perspective d'extension de la réforme agraire, la constitution des coopératives d'anciens moudjahidine s'inscrit alors dans le cadre d'une offensive contre le secteur agricole d'Etat.

Des empiètements intempestifs sur les terres des domaines autogérés se multiplient (1), tandis qu'interviennent des mesures de restitutions en faveur des propriétaires algériens dont les biens avaient été confisqués dans les années 1963-1964 (2).

Toujours est-il que l'emprise de l'autogestion se limite, à la veille de l'application de la révolution agraire, à 2 300 000 hectares (3), alors que le jeu conjugué de l'étatisation des terres coloniales et des confiscations antérieures à 1965, aurait dû porter cette superficie à près de 3 000 000 d'hectares.

L'option coopérative consacrée en 1971 dans le cadre de la révolution agraire, est prise dans un contexte tout à fait différent. Un double effort a déjà été engagé à cette époque, d'une part pour insérer les coopératives d'anciens moudjahidine dans le secteur agricole d'Etat (4) et d'autre part pour adapter le statut général de la coopération aux tâches nouvelles de la révolution

(1)-On ne dispose pas bien entendu de statistiques précises dans ce domaine. Voir cependant l'article du journal El Moudjahid du 13 Février 1969, intitulé "Enquête : on avait grignoté les terres du secteur socialiste" et qui révèle que les occupations illégales s'étendaient alors sur 5 000 hectares dans la seule wilaya de Mostaganem.

-A ces occupations privatives s'ajoutent les concessions accordées aux collectivités et entreprises publiques dans le cadre de la législation domaniale, cf. supra p.157 Note I .

(2)-Il est tout aussi difficile d'apprécier l'ampleur des restitutions, Mais le fait est certain.

(3)-Charte de la révolution agraire, p.1270.

(4)-Décret n°69-120 du 18 Août 1969, portant statut des coopératives agricoles d'anciens moudjahidine, JORA 1969, p.765

-Décret n°69-120 du 18 Août 1969 (rectificatif), JORA 1969, p.1241.

agraire (1). Cet effort sera ultérieurement couronné par la promulgation d'un nouveau statut général de la coopération et du statut particulier de la coopération agricole (2).

Il est en outre nettement affirmé, que le développement du mouvement coopératif ne vise pas à remettre en cause le système d'autogestion (3), même si certaines parcelles, actuellement délaissées par les collectifs des travailleurs des exploitations autogérées, doivent être affectées au fonds national de la révolution agraire (FNRA), où sont "versées" toutes les terres récupérées (4). Une fin de non-recevoir est d'ailleurs fermement opposée aux partisans du démantèlement de l'autogestion (5).

(1)-Ordonnance n°67-256 du 16 Novembre 1967, portant statut général de la coopération, JORA 1967, p.1029, modifiée et complétée par les Ordonnances n°69-103 du 26 Décembre 1969 (JORA 1969, p.1252) et n°70-56 du 6 Août 1970 (JORA 1970, p.790).

-Ordonnance n°70-72 du 2 Novembre 1970, relative à l'organisation précoopérative dans l'agriculture, JORA 1970, p.1058

-Décret n°70-162 du 2 Novembre 1970, portant statut de la coopération agricole, JORA 1970, p.1062.

(2)-Ordonnance n°72-23 du 7 Juin 1972, abrogeant et remplaçant les ordonnances n° 67-256 du 16 Novembre 1967 modifiée et n°70-72 du 2 Novembre 1970, relatives au statut général de la coopération et à l'organisation précoopérative, JORA 1972, p.618

-Décret n°72-106 du 7 Juin 1972, portant statut de la coopération agricole, JORA 1972, p.621, modifié et complété par le Décret n°75-165 du 30 Décembre 1975, JORA 1976, p.3.

(3)-Charte de la révolution agraire, op.cit. p.1273

"La révolution agraire devra limiter à trois modes bien définis l'exploitation de la terre : l'autogestion qui est déjà une réalité concrète de notre socialisme, la coopération qui constitue un cadre d'association démocratique des paysans pauvres et l'exploitation privée..."

-Ordonnance portant révolution agraire, article 20, alinéa I :

"Les terres...soumises au système de l'autogestion ou confiées aux coopératives d'anciens moudjahidine, ne font pas partie du fonds national de la révolution agraire".

(4)-Il s'agit des terres actuellement "non exploitées" et qui présentent en outre "la caractéristique d'être éloignées de l'exploitation mère et inaccessibles aux engins mécaniques" (ordonnance portant révolution agraire, article 20, alinéa 2).

(5)-Discours du Chef de l'Etat à la sixième Conférence des Présidents des APC, Journal El Moudjahid 22 Février 1972

Parlant de ceux qui demandent "pourquoi ne pas partager le secteur socialiste" le Président devait affirmer "ceux qui aujourd'hui disent que le gouvernement doit commencer par le secteur socialiste, par le morcellement et l'éparpillement des unités de production organisées, ceux-là ne veulent qu'une seule chose : le retour en arrière".

La coopération s'assigne en fait sur les terres du FNRA - qui comprend pour l'essentiel les biens domaniaux et les terres privées nationalisées - un objectif analogue à celui de l'autogestion : élargir les bases matérielles du socialisme à la campagne, en s'appuyant sur l'initiative et la participation des producteurs agricoles (1). Mais par rapport à l'autogestion, le mouvement coopératif présente plusieurs particularités.

Tout d'abord, le champ de la coopération est beaucoup plus large. Les formes d'organisation coopérative s'adressent à tous les producteurs agricoles, dont les droits sont reconnus ou confirmés dans le cadre de la révolution agraire ; et si le mouvement coopératif est appelé à se développer en priorité dans le secteur d'Etat, cette opération doit avoir valeur d'exemple pour les exploitants privés (2) qui pourront librement opter pour l'une ou l'autre des multiples formules coopératives instituées (3). Car, et il s'agit d'un second facteur de différenciation par rapport au statut de l'autogestion, l'entreprise coopérative ne se présente pas comme un moule unique, dans lequel devraient obligatoirement se fondre toutes les situations particulières. La réorganisation et la modernisation de la production agricole peuvent s'opérer selon différentes modalités, qui, du

(1)-Charte de la révolution agraire, op.cit. p.1274

"Comme l'autogestion, la coopérative constitue une forme d'association démocratique et de promotion des paysans qui vivent du travail de la terre. Elle constitue ainsi un moyen privilégié pour élargir la socialisation de l'agriculture et intégrer les petites exploitations dans un processus de développement intensif de l'agriculture".

(2)-ibidem, p.1274

"La refonte des structures agraires et la constitution du FNRA constituent une étape déterminante du processus de développement des coopératives. Le succès des coopératives constituées par les bénéficiaires de la révolution agraire, avec l'aide de l'Etat, deviendra le véritable facteur d'attraction pour les exploitants privés"

(3)-ibidem, p.1274

"La constitution des coopératives ne peut donc aboutir à des résultats concrets que sur la base d'une adhésion volontaire. Les propriétaires et exploitants agricoles adopteront librement la formule de leur choix et décideront eux-mêmes du rythme éventuel d'évolution de leur coopérative".

groupement précoopératif à la coopérative de production, offrent des possibilités diverses et permettent des paliers successifs, dans le processus de collectivisation du travail agricole. Enfin, la coopération ne s'assigne pas pour objet unique la transformation des rapports et structures de production. Elle se propose aussi de réorganiser l'ensemble des circuits de services nécessaires aux exploitations agricoles, problème qui a précisément constitué jusqu'alors le point faible de l'organisation du secteur agricole d'Etat.

En ce sens, elle ne représente pas un stade intermédiaire dans le processus de socialisation de l'agriculture, comme le prévoyait la Charte d'Alger (1) mais bien, comme l'affirme la Charte de la révolution agraire, un moyen privilégié de ce processus (2).

Il reste, dans le cadre nécessairement étroit de cette étude, à préciser et à limiter son champ d'investigation. La possibilité en est offerte par le fait que l'essor du mouvement coopératif est encore cantonné au secteur d'Etat, même si, ici ou là, quelques coopératives regroupant des exploitants privés ont pu se constituer. Encore faut-il noter que même au titre du FNRA la constitution des coopératives n'est pas achevée : les nationalisations de terres se poursuivent et surtout la constitution de coopératives d'élevage dans le cadre du Code pastoral débute à peine.

(1)-cf. supra p. 45 note 2.

-Sur le plan doctrinal, l'abandon du système d'autogestion, comme mode d'exploitation des terres récupérées au titre de la révolution agraire, est assez tardif. L'avant-projet de révolution agraire de 1966 (in RASJ 1968, p.505 et s. affirme encore que "l'exploitation en autogestion sera la règle, chaque fois que l'exploitation collective d'une unité de production apparaîtra possible. La création de coopératives sera provoquée directement entre les bénéficiaires des autres terres de la réforme".

(2)-Elle apporte en effet une réponse de principe à toutes les questions que pose l'application de la révolution agraire et que M. TIDAFI (in L'agriculture algérienne et ses perspectives de développement, op.cit. p.154) énonçait en ces termes : "Si la réforme agraire doit aboutir à une plus grande justice sociale, elle ne signifie pas seulement redistribution des terres, mais encore transformation des modes d'appropriation de tous les moyens de production, et par là des rapports de production à la campagne, aussi bien au sein des exploitations qu'entre ces dernières. Cela signifie l'abolition pratique de l'exploitation des paysans...Cela signifie la mise en place de nouvelles formes d'organisation des producteurs et de la production...Cela signifie l'élévation du niveau de conscience des paysans".

En outre, compte tenu de l'objet même du travail entrepris qui vise à analyser le changement des relations de production, il importe essentiellement d'étudier ces transformations dans le cadre des groupements précoopératifs et coopératifs qui touchent directement les relations de travail.

Ainsi limitée, tant par son objet propre que par le stade actuel de réalisation de la révolution agraire, l'analyse peut toutefois aboutir à des conclusions sinon définitives du moins déjà significatives. L'étude de l'entreprise coopérative représente en effet un matériau de choix, pour valider l'hypothèse initiale qui a été formulée en ce qui concerne le droit économique. S'il est vrai que cet ensemble de normes et d'institutions ne réalise que progressivement son autonomie par rapport à l'idéologie politique, l'institution coopérative fournit un exemple significatif de l'itinéraire complexe que ce processus emprunte et poursuit. Mais cette étude illustre en outre l'intérêt d'une approche socio-économique des phénomènes juridiques, tout en faisant apparaître les limites actuelles des instruments théoriques d'analyse qui ont été adoptés.

En ce sens, la nature véritable de l'entreprise coopérative ne peut être mise à jour qu'en analysant, au delà de l'apparence juridique, la réalité de son statut constitutionnel, qui révèle son statut fondatif (Chapitre I).

En revanche, la prise en compte du régime économique de l'entreprise coopérative, tout en dépassant les considérations étroites auxquelles aboutit l'analyse juridique classique, ne permet que de conclure provisoirement au caractère hybride de son statut fonctionnel (Chapitre II).

CHAPITRE I - LA REVELATION DU STATUT FONDATIF

DE L'ENTREPRISE COOPERATIVE

La nature réelle de l'entreprise coopérative n'est pas accessible par les méthodes traditionnelles de la recherche juridique. D'une certaine manière, ces méthodes en se tenant aux formes juridiques apparentes, occultent même la réalité, en aboutissant à des conclusions erronées (Section I). Pour surmonter ces difficultés, il s'avère indispensable de se placer sur un autre terrain d'analyse et d'examiner la logique de constitution de l'entreprise coopérative. Cette méthode permettra de montrer qu'au-delà de l'idéologie corporative, la nature de l'entreprise coopérative est bien de type fondatif (Section 2).

Section I - L'ECHEC DE L'APPROCHE FONDEE SUR LA NATURE JURIDIQUE DES COOPERATIVES

Posé en termes strictement positivistes, le débat sur la nature juridique des coopératives achoppe rapidement sur des contradictions insurmontables. Très vite, le juriste est confronté à une difficulté majeure : comment concilier la définition des coopératives comme "sociétés civiles particulières de personnes à personnel et capital variables "(I) et l'impulsion décisive, unanimement constatée, que l'Etat exerce dans leur création, au point d'en rendre la formation obligatoire dans certains cas ?

(I)-Ordonnance n°72-23 du 7 Juin 1972, article 2
-Décret n°72-106 du 7 Juin 1972, article 9.

Le juriste positiviste s'en tient pourtant à la qualification législative et rejette les phénomènes juridiques ou les éléments de fait qu'il ne peut intégrer dans son raisonnement, comme des anomalies, découlant du contexte politique et économique, dans lequel s'inscrit le mouvement coopératif algérien (1).

Ce n'est pourtant qu'au prix d'une occultation, ou à tout le moins d'une sous estimation grave des phénomènes réels, qu'il est possible d'entériner la qualification juridique officielle des coopératives et de conclure au caractère restreint du contrôle de l'Etat sur leur existence.

§ I - LA COOPERATIVE : SOCIETE CIVILE ?

La définition de la société civile en droit algérien ne diffère pas de celle du droit français, même si le législateur a pris soin récemment de compléter la formule ancienne du Code civil français (2). Il convient d'en retenir ici deux éléments principaux : le caractère contractuel de la formation des sociétés civiles et la nécessité d'apports communs, constitutifs d'un patrimoine social.

(1)-DAVID C. "Les coopératives agricoles de la révolution agraire" RASJ 1973, p.177 et s.

"Elles (les coopératives) utilisent donc une forme juridique privée et même capitaliste (celle de la société civile) pour réaliser une révolution agraire qui se veut socialiste. Cette contradiction apparente peut cependant être levée à partir du moment où la coopération utilise seulement le moule capitaliste mais en le déformant et en le transformant" (p.182).

-CHAQUI-BOUDGHENE F. La coopérative agricole de production de la révolution agraire (CAPRA) : nouvelle structure socio-économique en Algérie. Mémoire pour le DES de droit privé, Institut des Sciences Juridiques, Alger 1975

"L'Etat algérien n'est pas encore socialiste mais se transforme en vue d'instaurer le socialisme. Par conséquent, les techniques juridiques mises en oeuvre se rattachent parfois à l'état ancien des choses (techniques juridiques libérales), parfois à l'état futur qu'on voudrait instaurer (technique socialiste)"(p.13).

(2)-Code civil français, article 1832 : "La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter".

-Code civil algérien, (Ordonnance n°75-58 du 26 Septembre 1975, JORA 1975, p.818)

article 416 : "La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes s'obligent à contribuer à une entreprise d'ordre pécuniaire, par la prestation d'apports en nature et en numéraire, en vue de partager les bénéfices et de supporter les pertes qui pourront en résulter".

Les exégètes des textes sur la coopération agricole en Algérie, ont très peu insisté sur le premier élément de la définition et n'ont fourni que des explications embarrassées sur le second.

S'il est généralement admis, que les principes "universels" de la coopération (1) ne sont pas pleinement reçus en droit algérien et qu'en particulier, le principe de la libre adhésion y subit quelques entorses (2), ces constatations ne semblent pas, selon l'avis des auteurs, remettre en cause les caractéristiques du contrat de société. L'examen attentif des textes révèle pourtant que le mécanisme générateur de la société coopérative, créée sur les terres du FNRA, se situe en amont de la volonté exprimée par l'ensemble de ses membres. Si contrat il y a, celui-ci lie d'abord et avant tout les attributaires "isolés" de la révolution agraire à l'Etat (3). Et c'est bien de ce contrat, que naît l'obligation pour les attributaires de constituer une coopérative agricole (4). Il sera donc nécessaire ultérieurement, de s'interroger sur la signification de cette technique, pour comprendre le processus réel de constitution des coopératives de la révolution agraire.

(1)-cf.SAINT-ALARY "Eléments distinctifs de la société coopérative" revue trimestrielle de droit commercial 1952, p.485.

(2)-CHAOUÏ-BOUDGHENE F. La coopérative agricole de production de la révolution agraire (CAPRA) : une nouvelle structure socio-économique en Algérie. , op.cit. p.21

"Si le principe de la libre adhésion est affirmé au niveau des textes, dans la pratique, il apparaît nettement que l'Etat exerce une pression quasi-coercitive sur les exploitants, afin non seulement de les contraindre à adhérer à la coopérative, mais aussi de les empêcher de la quitter".

(3)-Ordonnance portant révolution agraire
article 123 : "Toute attribution de terre au titre de la révolution agraire est matérialisée par l'établissement d'un contrat dont les clauses sont conformes au contenu des contrats-type d'attribution tels qu'ils sont fixés par décret. Tout attributaire de la révolution agraire est tenu de respecter les termes dudit contrat".

(4)-Décret n°72-109 du 7 Juin 1972, portant modèle des contrats d'attribution au titre de la révolution agraire, JORA 1972, p.631 - Contrat d'attribution collective, article 23 : "En vue de l'exploitation de la terre et des moyens de production qui leur sont attribués, les attributaires à titre collectif sont tenus de se constituer en coopérative agricole de production de la révolution agraire, conformément aux statuts-type de celle-ci".

En ce qui concerne les apports communs, le débat positiviste s'engage dans des voies incertaines. Dans la logique de la définition des coopératives comme sociétés civiles, le législateur a prévu la formation, dans toutes les catégories de coopératives, d'un capital social auquel chaque coopérateur doit souscrire (1). Or, dans les coopératives créées entre attributaires de la révolution agraire, la constitution de ce capital, au sens classique du terme, relève d'une fiction juridique.

Deux types d'apports sont réglementairement prévus : les apports en numéraire et les apports en nature (2). Les apports en numéraire, ne sont prévus que par le statut-type de la coopérative agricole d'exploitation en commun (3). Encore faut-il noter, que la part de chaque coopérateur est limitée à 10 DA ; il n'est pas certain au demeurant qu'en pratique il ait été satisfait à cette obligation statutaire. Quoi qu'il en soit, il est évident que, même souscrites par quelques dizaines de coopérateurs, ces parts ne peuvent constituer, selon la doctrine classique, une valeur patrimoniale servant de gage aux créanciers sociaux.

A l'inverse, dans les groupements de mise en valeur et les coopératives de production, seuls les apports personnels en nature sont prévus, alors qu'ils sont exclus, sans raison apparente, dans les coopératives d'exploitation en commun. Mais il ne s'agit alors que d'une faculté ouverte aux attributaires et non d'une obligation (4).

(1)-Décret n°72-106 du 7 Juin 1972, articles 28 et s.

(2)-ibidem, article 30.

(3)-Décret n°72-153 du 27 Juillet 1972, article 17, JORA 1972, p.803.

(4)-Décret n°72-150 du 27 Juillet 1972, portant statut-type du groupement précoopératif de mise en valeur, articles 12 et s, JORA 1972, p.794

-Décret n°72-154 du 27 Juillet 1972, portant statut-type de la coopérative agricole de production de la révolution agraire, article 15 et s. , JORA 1972, p.807.

Reste la possibilité de considérer la mise en commun des droits, que les attributaires détiennent sur les terres distribuées dans le cadre de la révolution agraire, comme un apport en jouissance au capital de la coopérative (1). C'est l'interprétation que suggère une disposition du statut-type de la coopérative de production (2). Mais la valeur d'un tel patrimoine ne représenterait, comme précédemment, qu'une garantie dérisoire pour les créanciers sociaux.

En réalité, le débat ouvert sur la nature juridique des coopératives, considérées comme des sociétés civiles, aboutit à une impasse. Que l'analyse s'attache au contrat de société ou aux éléments constitutifs de son patrimoine, elle ne découvre pas "l'animus societatis", mais l'intervention de l'Etat et la propriété publique.

Aussi bien, la conclusion à laquelle elle parvient, quant au contrôle restreint de la puissance publique sur l'existence des coopératives, apparaît fondamentalement erronée.

§ 2 - UN CONTROLE ETATIQUE REDUIT ?

La démarche positiviste ne prend en considération que la qualification juridique attribuée par le législateur aux coopératives agricoles.

Elle ne s'intéresse dès lors, qu'à la procédure formelle de constitution de la société coopérative, d'où l'administration est totalement absente. Cette procédure "obéit aux règles générales de formation des sociétés : les statuts doivent, par exemple, être rédigés par écrit et être ensuite approuvés par une assemblée générale

(1)-Les attributaires ne disposent que de la "jouissance perpétuelle" des terres qui restent propriété de l'Etat (article 124 de l'ordonnance portant révolution agraire).

(2)-Décret n°72-154 du 27 Juillet 1972, article 15.

constitutive, avant d'être ensuite déposés au greffe du tribunal du siège social et au siège de la wilaya" (1). L'Etat n'intervient qu'au terme de la procédure en délivrant son agrément (2). Dans cette optique le débat se limite à apprécier la portée juridique de cette mesure réglementaire, même si une telle forme de contrôle sur un organisme prîsuscite l'étonnement (3). Constatant à ce titre, que la coopérative est dotée de la personnalité morale dès sa constitution définitive, ce qui est formellement exact (4), les commentateurs concluent généralement au caractère simplement déclaratif de l'agrément ministériel (5).

(1)-DAVID C. "Les coopératives agricoles de la révolution agraire" op.cit. p.I98.

(2)-"Les coopératives et les groupements précoopératifs, ainsi que leurs unions sont agréées par les Ministres dont ils relèvent" (Ordonnance n°72-23 du 7 Juin 1972, article II). Pour les coopératives agricoles, l'agrément est par conséquent accordé par le Ministre de l'agriculture et de la réforme agraire qui "peut cependant déléguer son pouvoir" (Décret n°72-106 du 7 Juin 1972, articles II, I5 et I6).

(3)-DAVID C. "Les coopératives agricoles de la révolution agraire" op.cit. P.I98.

"Le contrôle public exercé sur la formation de la coopérative est à première vue étrange , puisque la coopérative est une société civile"

(4)-Code civil algérien

article 417 : "Par le fait de sa constitution, la société est considérée comme personne morale".

(5)-DAVID C. "Les coopératives agricoles de la révolution agraire" op.cit. p.200

"Si l'agrément est une formalité constitutive essentielle, son absence devrait être sanctionnée par la nullité de la coopérative. Mais il ne semble pas que cette solution ait été adoptée : l'agrément reste une formalité extérieure à la validité de la coopérative".

cf. dans le même sens, CHAQUI-BOUDGHENE F. La coopérative agricole de production de la révolution agraire (CAPRA) : une nouvelle structure socio-économique en Algérie. op.cit. p.5

Encore faut-il préciser le cadre légal, dans lequel s'exerce le pouvoir d'agrément ministériel. Certes, le Ministre paraît bien avoir compétence liée, puisqu'il ne peut refuser son agrément qu'en cas "d'irrégularité des formalités de constitution ou d'inobservation des prescriptions réglementaires et législatives". Mais, son refus peut aussi résulter de la non conformité des statuts de la coopérative avec les statuts-type promulgués par décret (I), ce qui confère à ces derniers, pris sur proposition du Ministre, un caractère obligatoire. Il reste enfin, que la réglementation ne tranche pas explicitement le problème de la validité de la coopérative, en cas de refus d'agrément.

Ne retenant toutefois de l'intervention publique, qu'une conception restrictive de la procédure d'agrément et négligeant le fait que l'Etat peut être l'auteur matériel de la décision de création d'une coopérative (2), les juristes affirment, que le contrôle public sur l'existence des coopératives est somme toute restreint (3), ce que contredit manifestement la pratique du développement coopératif consacrée depuis 1972.

Un doute subsiste cependant quant à la validité du raisonnement, car, si la portée de la décision d'agrément peut être effectivement ramenée, d'un point de vue purement formel, à un acte

(I)-Décret n°72-106 du 7 Juin 1972, article 16.

(2)-Ordonnance n°72-23 du 7 Juin 1972
article 7 : "Les coopératives et les groupements précoopératifs des sociétés sont fondés sur la libre adhésion de leurs membres. Toutefois il peut être fait obligation aux personnes physiques ou morales ayant la jouissance ou la gestion d'un bien appartenant en tout ou partie à l'Etat de constituer une coopérative ou un groupement précoopératif ou d'y adhérer".

(3)-Traitant du contrôle sur la formation des coopératives mais limitant son propos à la procédure d'agrément, DAVID C. "Les coopératives agricoles de la révolution agraire" (op.cit. p.199) est conduit à affirmer : "Le contrôle public apparaît ainsi réduit"

-cf. aussi CHAOUI-BOUDGHENE F. La coopérative agricole de production de la révolution agraire (CAPRA) : une nouvelle structure socio-économique en Algérie. (op.cit. p.3)

"Jusqu'à ce stade (l'agrément) l'intervention de l'Etat ne se fait pas encore sentir".

simplement déclaratif, le retrait de l'agrément entraîne en revanche incontestablement dissolution de la coopérative (1). Le défaut de parallélisme, dans la portée des deux décisions, devrait conduire les auteurs à réviser leur position. Mais, si cette contradiction est perçue, le constat ne débouche pas sur une explication réelle (2).

En fait, le débat tourne court, faute de prendre en compte l'ensemble des données qui commandent la création des coopératives et que les institutions juridiques masquent et révèlent tout à la fois. Aussi, la conclusion qui se limiterait à constater un divorce entre le droit et la pratique (3), est d'autant moins acceptable, que les conditions de la pratique sont en réalité inscrites dans les textes eux-mêmes (4).

L'optique dans laquelle la création des coopératives est envisagée, doit en conséquence être totalement abandonnée. Il n'est pas cependant sans intérêt de remarquer, que la nécessité d'un changement du plan d'observation est perçue par les juristes, sans que cette perspective soit toutefois approfondie. Ainsi M. DAVID s'interroge sur la validité de la distinction entre sociétés privées et entreprises publiques, tout particulièrement dans un régime transitoire au socialisme. Par ailleurs, analysant les différentes altérations que le modèle algérien apporte aux "principes coopératifs", Melle CHAOUÏ-BOUDGHENE constate que le législateur y "déroge incontestablement pour en permettre concrètement la mise en oeuvre"(5).

Ces observations ouvrent, sans s'y engager, la voie à une analyse entièrement renouvelée du statut des coopératives agricoles. Mais il faut, pour ce faire, quitter définitivement le terrain du positivisme juridique et placer le débat dans le cadre de la problématique globale de la révolution agraire en Algérie.

(1)-Décret n°72-IO6 du 7 Juin 1972, article 77.

(2)-DAVID C. "Les coopératives agricoles de la révolution agraire" op.cit "Ce contrôle est intéressant dans la mesure où il s'exerce sur la dissolution d'une société civile. Il montre clairement que l'emploi de la forme privée n'est qu'un moyen dans les pays socialistes. Une société privée peut être soumise à un contrôle aussi étroit qu'une entreprise publique : la distinction des deux catégories ne peut pas être absolue à cet égard". (p.202)

(3)-cf.supra p.203 note.2.

(4)-cf.supra p. 207 note.2.

(5)-op.cit. p.22

Section 2 - LA PRISE EN CONSIDERATION DE LA LOGIQUE

DE CONSTITUTION DES COOPERATIVES

Les difficultés théoriques auxquelles se heurte l'analyse du statut de l'entreprise coopérative, sont étroitement liées au discours développé par le Pouvoir sur la révolution agraire, qui imprègne profondément l'institution juridique. Ce discours tend à légitimer un processus de réalisation, qui ne correspond pas au schéma théorique initial.

A l'inverse du mouvement autogestionnaire, la révolution agraire ne se réalise pas en effet sur la base de l'initiative propre et plus ou moins autonome des travailleurs. Constamment annoncée, mais sans cesse différée de 1962 à 1971, sa mise en oeuvre intervient au moment choisi et selon les modalités définies par le Pouvoir lui-même, sans que jamais l'initiative des paysans pauvres soit sollicitée, ni celle des autres catégories sociales acceptée (1). Cette attitude contredit les positions officielles qui, depuis le déclenchement de la guerre de libération nationale, ont toujours exalté les capacités révolutionnaires de la paysannerie laborieuse (2).

Le Pouvoir n'est pas resté insensible aux griefs qui pouvaient lui être adressés à cet égard. Il affirme que "la révolution agraire ne s'octroie pas" et que "la libération des initiatives des paysans pauvres...ne saurait se concevoir hors d'un cadre démocratique assurant d'abord la mobilisation des intéressés eux-mêmes au service de leur propre avenir" (3).

(1)-L'Union nationale des étudiants algériens devait payer de sa dissolution, au début de l'année 1971, une campagne autonome et agitée en faveur de la révolution agraire, qui allait être pourtant promulguée quelques mois plus tard.

(2)-cf. notamment LACHERAF M. L'Algérie : Nation et Société. Cahiers libres Maspéro, Paris 1965
et FANON F. Les damnés de la terre. Petite collection Maspéro, Paris 1965

(3)-Charte de la révolution agraire, op.cit. p.1278.

La terminologie utilisée est révélatrice du transfert idéologique opéré. Les potentialités révolutionnaires de la paysannerie ne sont pas mises en cause, mais seulement la capacité de cette catégorie sociale, dont la conscience politique a été altérée par plus d'un siècle de misère et d'ignorance, d'assumer la direction du processus révolutionnaire. Les initiatives paysannes ne peuvent donc s'exprimer directement. Leur libération passe par la médiation du "Pouvoir révolutionnaire". La thèse de la représentation de la paysannerie laborieuse, par un Pouvoir qui exprime ses intérêts réels, permet dès lors de valider tout le schéma d'application de la révolution agraire (I).

Certes, l'initiative de sa mise en oeuvre relève du Pouvoir central ; mais celui-ci ne fait en réalité qu'exprimer et réaliser un projet que la paysannerie n'a pu formuler de manière autonome. De même, l'Etat définit les nouvelles formes d'organisation de la production et décide de la création des coopératives ; mais ces formes correspondent aux intérêts objectifs de la paysannerie, même si celle-ci n'est pas en mesure d'en apprécier actuellement toute la portée.

Le statut réel des coopératives est donc de type fondatif. Le "donné" corporatif ne peut être justifié qu'au prix du transfert opéré par l'idéologie officielle et de l'acceptation de la thèse de la représentation des intérêts de la paysannerie laborieuse par le Pouvoir lui-même. Sans trancher ici ce problème de fond, il est possible de montrer de quelle manière, le droit opère le passage de l'idéologie corporative à la réalité fondative, par une distanciation progressive mais sans rupture effective. A travers la Charte, l'ordonnance et les textes pris pour son application, s'opère en effet

(I)-Charte de la révolution agraire, op.cit. p.1271

"La revendication historique des masses paysannes spoliées de leurs terres, les droits qu'elles ont acquis en fournissant le plus gros de l'effort pour la libération nationale, trouvent ainsi leur consécration dans la politique de développement rural du Pouvoir révolutionnaire".

la conversion de l'idéologie à la réalité, selon des techniques juridiques particulières, qui ne trouvent leur signification que dans ce contexte et qui traduisent toujours la forte imprégnation idéologique de l'institution juridique.

Loin de marquer une rupture entre le droit et la pratique le processus de constitution des coopératives illustre donc la volonté politique réelle qui se dévoile progressivement et dont il faudra ultérieurement apprécier la signification.

§ I - L'IDEOLOGIE CORPORATIVE

L'idéologie corporative s'attache d'abord à justifier l'option formulée en faveur du développement coopératif, sans pour autant expliciter toutes les raisons de ce choix. Elle vise en réalité à surmonter les réticences latentes de la paysannerie, en camouflant l'intention manifeste de l'Etat de créer, de manière autoritaire, un vaste réseau coopératif.

I - Les raisons de l'option coopérative

Les explications avancées pour justifier le choix coopératif paraissent sérieuses, les arguments convaincants. Il est tout d'abord rappelé, que la coopération plonge ses racines dans la culture paysanne et ne constitue à ce titre, que la restauration de traditions anciennes (I).

(I)-Discours du Chef de l'Etat devant le Congrès constitutif de l'Union nationale des paysans algériens, journal El Moudjahid 28 Novembre 1974
 "L'esprit coopératif existe chez nous depuis toujours et nous devons aujourd'hui ranimer cet esprit".
 -Débat entre le Chef de l'Etat et les éleveurs, journal El Moudjahid du 8 Janvier 1975
 "En réalité l'organisation des coopératives n'est pas chose étrangère à notre peuple. Tout au long de notre longue histoire, nous avons toujours pratiqué ce système proche des coopératives".

Mais si le lien est ainsi établi avec le passé, il est évident que la stratégie coopérative répond aussi à des préoccupations du temps présent, qui semblent tout aussi pertinentes. De ce point de vue, l'accent est porté sur deux impératifs essentiels et étroitement liés. D'une part, il est constaté qu'au regard du faible développement des forces productives à la campagne et de l'état d'extrême paupérisation de la grande majorité de la paysannerie algérienne, le processus de modernisation et de développement de l'économie agricole ne saurait s'opérer sur la base de la petite exploitation individuelle (1). D'autre part, il est souligné que l'efficacité de l'aide multiforme de l'Etat passe nécessairement par le rapprochement des unités de production et le groupement des exploitants en coopératives, qui faciliteront la diffusion de cette aide et accroîtront son impact (2).

L'action modernisatrice de l'Etat emprunterait ainsi le canal ancien de l'entraide paysanne, façonnée au moule moderne de la coopération agricole.

Cette présentation harmonieuse d'institutions traditionnelles, servant de support à une politique moderne de développement, laisse place toutefois à certaines inquiétudes (3). Et les réticences, perçues chez les paysans à l'égard du système coopératif, ne paraissent en réalité devoir s'expliquer ni par les échecs rencontrés par des expériences étrangères similaires, qu'ils ne connaissent vraisemblablement pas, ni par les caractéristiques de la mentalité paysanne, dont l'individualisme supposé, tiendrait d'ailleurs en échec l'idée de traditions favorables à l'esprit coopératif.

(1)-Charte de la révolution agraire, op.cit. p.1274

"Elle (la coopérative) permet tout d'abord la restructuration des petites exploitations dans le cadre d'unités de production se prêtant à l'introduction de techniques de production modernes. Elle ouvre ainsi les voies du progrès à un grand nombre d'exploitants incapables d'assurer individuellement la modernisation de leurs exploitations".

(2)-ibidem

"Elle (la coopérative) offre en outre à l'Etat la possibilité de mieux organiser et de développer son aide et d'atteindre ainsi les exploitants dont la dispersion ne permettrait pas l'accès au crédit et leur participation au développement".

(3)-cf. Discours du Chef de l'Etat au Séminaire sur la révolution agraire le 26 Mai 1970, Recueil de discours, op.cit. tome 2, p.621
 "L'idée répandue dans nos campagnes est que l'association n'est pas valable...Il existe certes des craintes vis à vis des coopératives, avivées par des expériences enregistrées dans d'autres pays".

Il faut, sur ce point, remettre en cause l'ensemble du raisonnement. Le système traditionnel d'entraide et les nombreuses pratiques de travail collectif qu'il comporte, sont liés à un type d'organisation sociale tout à fait différent du système économique dans lequel l'entreprise coopérative doit prendre place. Aussi, ne paraît-il pas pertinent d'en appeler à la mentalité paysanne traditionnelle, ni pour fonder la stratégie coopérative, ni d'ailleurs pour expliquer ses difficultés de réalisation.

Comme le propose M. OLLIVIER (1), il faut plutôt rechercher les causes de l'opposition paysanne au système coopératif, dans l'expérience qu'ils ont acquise de son fonctionnement concret. A cet égard, la référence au système autogéré représente sans aucun doute un épouvantail. L'argument n'est certes pas retenu officiellement mais nul doute que le Pouvoir ait été très sensible au risque d'assimilation entre coopérative et exploitation autogérée. Il prend en effet, un soin méticuleux, sinon à opposer les deux types d'entreprises, du moins à caractériser la coopérative par des éléments qui la distinguent radicalement de l'entreprise autogérée (2).

2 - Un modèle différent de l'entreprise autogérée

Le souci du Pouvoir de démarquer autogestion et coopération se manifeste de manière équivoque. Car, d'une part, le renoncement au système d'autogestion ne peut être clairement explicité,

 (1)-in "Révolution agraire et mobilisation des masses", RASJ 1973, p.15
 "Il faut en effet comprendre clairement comment les paysans se représentent les coopératives. Les seules références dont ils disposent sont d'une part le souvenir des pseudo-coopératives créées autrefois par l'administration coloniale, qui étaient plutôt des structures d'encadrement administratif et politique que des outils de développement et, pour le présent, l'exemple des domaines du secteur socialiste qui sont beaucoup plus gérés comme des fermes d'Etat que comme des exploitations autonomes".

(2)-Charte de la révolution agraire, op. cit. p.1274
 "En tout état de cause, les coopératives agricoles, quelle que soit la qualité de leurs adhérents sont des organismes non étatiques, bénéficiant d'une complète autonomie de gestion".

et d'autre part, la volonté étatique apparaît en filigrane du discours permissif (1). La Charte de la révolution agraire s'efforce de synthétiser et de concilier ces données contradictoires.

Elle énonce en premier lieu, le caractère obligatoire de l'affiliation coopérative pour les attributaires de la révolution agraire (2). Mais, la portée de cette obligation est aussitôt circonscrite à l'adhésion aux coopératives de services, plus précisément, à la coopérative communale polyvalente de services (3). En apparence, la formule est peu contraignante ; elle se limite à l'organisation et à la distribution de services, sans amorcer un processus autoritaire de collectivisation du travail agricole. Il est à cet égard maintes fois affirmé, que l'adoption des nouvelles formes collectives d'organisation du travail, ne saurait en aucun cas être imposée (4) et que le libre choix des attributaires s'exercera d'autant mieux que le cadre coopératif peut s'adapter à la diversité des situations sociales et se modeler en fonction des besoins et des attentes de

(1)-Réponses du Chef de l'Etat aux questions posées par les membres de la Commission nationale de la révolution agraire, le 17 Janvier 1972, Recueil de discours, op.cit. tome 3, p.341

"Les statuts n'obligent nullement les bénéficiaires à s'intégrer dans les coopératives . Pour eux, c'est une affaire de choix".

-Débat entre le Chef de l'Etat et les éleveurs (Janvier 1975). déjà cité
"Personnellement je préfère que les bénéficiaires s'organisent au sein des coopératives".

(2)-Charte de la révolution agraire, op.cit. p.1274

"L'affectation des terres du fonds national de la révolution agraire est assortie de l'obligation pour ses bénéficiaires d'adhérer à une coopérative".

(3)-ibidem,

"Cette obligation ne concerne dans l'immédiat que les coopératives de services (p.1274).." "Ils (les affectataires) doivent adhérer, quel que soit le mode d'affectation des terres, à la coopérative polyvalente de services qui sera créée dans chaque commune (p.1273)".

(4)-ibidem, p.1272

"Les bénéficiaires de la révolution agraire participeront au choix de la forme d'organisation la plus adaptée à leurs besoins".

la paysannerie (1). L'accent est d'ailleurs porté, à cette occasion, sur les dangers encourus par un développement trop rapide du système coopératif qui, brûlant les étapes, viserait directement à l'instauration d'un vaste réseau de coopératives de production, forme supérieur de la coopération (2).

Enfin, le législateur insiste à différentes reprises et la référence implicite à l'autogestion est évidente, sur le caractère démocratique de l'organisation coopérative, dont les membres assumeront la pleine gestion avec toutes les responsabilités qu'elle implique (3).

Il serait vain toutefois de prétendre découvrir une opposition ou un décalage entre les sains principes démocratiques posés par la Charte et leur déformation ultérieure, tant par les textes d'application que dans la pratique de leur mise en oeuvre. Les conditions d'une "mauvaise" application des principes sont en fait inscrites dans la Charte elle-même.

(1)-Charte de la révolution agraire, p.1274

"Par la diversité de ses formes : association d'entraide, groupement de mise en valeur, coopérative de services ou de production, et la diversité des buts qu'elle poursuit (approvisionnement, production, commercialisation), la coopérative apporte des solutions variées, évolutives et hiérarchisées répondant au niveau de préparation et aux besoins de ses adhérents".

-cf. aussi AIT AMARA H. "Quelques aspects de la restructuration agraire" op.cit. p.161 et s.

"Les attributaires ne constituent pas une catégorie sociale homogène qui justifie d'une forme unique de réorganisation de la production... Le choix des nouvelles formes d'organisation de la production à mettre en oeuvre ne peut pas relever des seules conditions technico-économiques mais doit procéder des situations concrètes dans lesquelles se trouvent les futurs attributaires".

(2)-Charte de la révolution agraire, op.cit. p.1274.

"Par contre, la constitution de coopératives de production est directement liée aux conditions économiques et sociales existant localement. La constitution des coopératives doit respecter une progression et un rythme qui ne dépassent pas les possibilités d'aide par l'Etat... afin d'éviter un échec qui compromettrait l'idée de coopération elle-même".

(3)-ibidem

(Les bénéficiaires) "géreront démocratiquement leurs groupements précoopératifs ou leurs coopératives" (p.1272).

"La coopération constitue un cadre d'association démocratique des paysans pauvres" (p.1273).

"La coopérative est un cadre d'association libre et volontaire et d'apprentissage à la gestion collective des moyens de production" (p.127-).

"L'ensemble des décisions concernant leur gestion et leur évolution n'appartient qu'aux coopérateurs" (p.1274).

L'hymne à la démocratie coopérative y est directement altéré par deux dispositions essentielles. L'une pose le principe fondamental, selon lequel le mode d'exploitation des terres ne peut être désormais que coopératif, autogéré ou privé (1). Or, pour les attributaires de la révolution agraire, le choix est prédéterminé : le système d'autogestion étant écarté et l'exploitation privée exclue par le principe de la propriété d'Etat, le mode d'exploitation des terres sera nécessairement coopératif. L'autre disposition explicite la première en liant nationalisation, distribution des terres et constitution des coopératives (2), révélant ainsi la nature fondative de ces entreprises.

§2 - LA REALITE FONDATIVE

La création des coopératives agricoles, apparaît comme une opération de fondation par l'Etat de personnes morales de droit privé. Chaque phase du processus de constitution manifeste en effet la prééminence de la puissance publique et le rôle subordonné, sinon passif, des attributaires, qui ne disposent à aucun moment des moyens juridiques pour faire prévaloir leur volonté autonome.

Cette observation, situe le débat dans le cadre de la stratégie globale d'application de la révolution agraire. Sans analyser ses divers éléments (3), deux facteurs qui intéressent directement le statut constitutionnel des coopératives, doivent être retenus : d'une part, la notion de propriété d'Etat qui sert de support à leur création et d'autre part, les conditions juridiques et pratiques de leur constitution .

(1)-cf. supra, p. 197 note. 3.

(2)-Charte de la révolution agraire, p.1273

"Chaque fois que l'affectation portera sur les terres d'une unité de production homogène ou d'une exploitation nationalisée en totalité et d'une façon générale, chaque fois que ceci sera possible, l'affectation des terres du FNRA sera faite au profit d'un groupe de paysans afin qu'ils en assurent l'exploitation dans le cadre d'une coopérative".

(3)-AUTIN J.L. "Quelques aspects socio-politiques de la révolution agrai : RASJ 1973, p.141 et s.

-MAHIOU A. et AUTIN J.L. "L'impact de la révolution agraire sur les institutions administratives algériennes", RJPIC 1976, n°1. p.3 et s.

I - La propriété d'Etat

L'ensemble des terres récupérées, au titre de la révolution agraire, sont affectées à un fonds national, dont le statut n'est pas encore fixé, mais dont le régime juridique est celui de la propriété d'Etat, avec attributs de la domanialité publique (1). Les terres attribuées dans le cadre de la révolution agraire proviennent de ce fonds, ce qui justifie que, sauf exception, les biens soumis au régime d'autogestion, tout en présentant les mêmes attributs, n'y sont pas incorporés.

Deux masses principales constituent le fonds national :

- . D'une part, les terres publiques à caractère ou à vocation agricole. Il s'agit pour l'essentiel de biens appartenant aux communes et à l'Etat.
- . D'autre part, les terres agricoles ou à vocation agricole appartenant à des personnes privées et qui sont nationalisées au titre de la révolution agraire.

Cette hétérogénéité de provenance trouve sa justification dans l'objectif poursuivi par la révolution agraire : restaurer des rapports directs de travail et supprimer tous les droits de ceux qui, propriétaires ou non, n'exploitent pas directement et personnellement les terres qu'ils possèdent (2). Ces principes expliquent tant l'affectation au fonds national des terres appartenant déjà aux collectivités publiques, que les modalités de nationalisation des terres privées.

(1)-Ordonnance portant révolution agraire
 article 22 : "Les terres incorporées au fonds national de la révolution agraire sont la propriété de l'Etat. Elles sont inaliénables, imprescriptibles, incessibles et insaisissables".
 Toutefois, depuis la promulgation du Code civil (1975), tous les biens de l'Etat, bénéficient désormais de la protection spéciale autrefois attachée aux seules dépendances du domaine public (article 689).

(2)-Charte de la révolution agraire, p.1270
 "La révolution agraire doit réaliser l'objet fondamental de la révolution socialiste qui est de promouvoir la dignité de tous par le travail. Il s'agit donc d'éliminer toute forme d'exploitation du travail d'autrui en rétablissant dans l'agriculture des rapports directs de travail, basés sur le principe : la terre appartient à ceux qui la travaillent".

Avant l'intervention de la révolution agraire, les terres des collectivités publiques étaient en effet généralement affermées, selon une procédure d'adjudication, qui profitait normalement au plus offrant. Le locataire n'était pas toujours agriculteur de profession et dans ce cas, les pratiques de la sous-location ou de la mise en gérance étaient fréquentes. Même lorsque l'amodiation bénéficiait à un exploitant agricole, celui-ci, souvent à la tête d'une grande exploitation, faisait appel au concours de salariés permanents. Quoi qu'il en soit, la mise en valeur de ces terres ne profitait pas directement et en totalité aux producteurs directs.

Le fondement des mesures de nationalisation n'est pas différent. S'il n'est pas question de supprimer la propriété privée de la terre, il s'agit de lier propriété et travail, en ne reconnaissant les droits des propriétaires fonciers que dans la mesure où ils exploitent personnellement et directement leurs terres.

C'est en ce sens, qu'il faut comprendre les modalités de nationalisation, totale pour les propriétaires absenteïstes et partielle seulement pour les grands propriétaires exploitants (1). Des exceptions sont apportées au premier principe (2), mais elles sont strictement réglementées et limitées tant dans l'espace que dans le temps. En outre, un recours est ouvert à toutes les personnes touchées devant des juridictions d'exception et le principe de l'indemnisation des propriétés nationalisées est reconnu.

(1)-Ordonnance portant révolution agraire
 article 2 : "Sont abolis les droits des propriétaires agricoles qui ne participent pas effectivement à la production et ceux des exploitants qu'ils soient propriétaires ou non qui négligent le travail de la terre. La superficie des propriétés agricoles est limitée de façon à ce qu'elle n'excède pas la capacité de travail du propriétaire et de sa famille et qu'elle puisse leur assurer un revenu suffisant".

(2)-ibidem, articles 32, 42 et s.

Il n'est pas inutile d'examiner ici le détail de ces différentes techniques d'appropriation publique (1), quitte à revenir ultérieurement sur leurs principales incidences. Il faut cependant souligner, que la mise en oeuvre du principe de nationalisation ne s'est pas effectuée sans difficultés. La notion de propriétaire non-exploitant, c'est à dire decelui "qui ne se livre pas directement et personnellement à l'exploitation de la terre sur laquelle il détient un droit de propriété" (2), a suscité en pratique des interprétations divergentes. D'autre part, la nationalisation par limitation des propriétés privées s'est opérée sur la base du revenu escompté et non à partir de la notion, incertaine au regard des moyens techniques, de capacité familiale de travail (3).

Même si le lien entre propriété et travail a dû être dans ce cas tranché dans le vif, au détriment d'ailleurs des propriétaires privés qui auraient pu faire jouer à leur avantage la notion de capacité de travail, c'est à partir de ces données qu'il faut comprendre le sens de la formule lapidaire mise en exergue par l' article premier de l'ordonnance portant révolution agraire : "La terre appartient à ceux qui la travaillent ; seuls ceux qui la cultivent ont des droits sur elle". Le principe vaut tant pour les propriétaires privés que

 (1)-Voir sur ce point SAADI R.N. Régime juridique et formes de propriété dans la révolution agraire en Algérie . Mémoire pour le DES de droit public, Faculté de droit, Alger 1973, p.19 et s.
 -voir aussi MAHIOU A. et AUTIN J.L. "L'impact de la révolution agraire sur les institutions administratives", op.cit. 24 et s.

(2)-Ordonnance portant révolution agraire, article 30.

(3)-Un lien étroit est en effet établi entre la superficie du lot limit. et celle du lot attribué, sur la base du revenu (article 65 de l'ordonnance portant révolution agraire). La première doit être égale au triple de la seconde (avec un supplément familial de 50% maximum), elle-même calculée de manière que "le produit du lot attribué soit équivalent au revenu de la famille d'un travailleur d'une exploitation autogérée agricole effectuant 250 jours de travail par an" (article IIO de l'ordonnance portant révolution agraire), soit environ 3 000 DA/an. en 1972.

pour les attributaires de la révolution agraire. Mais il ne recouvre pas la même réalité dans les deux cas. Si les droits des propriétaires privés exploitants sont reconnus et confirmés, ceux de l'attributaire s'analysent, à l'instar de l'autogestionnaire, en termes d'usufruit et de jouissance perpétuelle. L'acte d'attribution de terres n'opère donc pas transfert de propriété qui reste en tout état de cause publique. Il constitue toutefois un droit personnel extrêmement fort au profit du bénéficiaire, puisque les lots attribués "sont transmissibles à un descendant mâle en ligne directe de l'attributaire"(1). Ce droit protège la famille de l'attributaire (2) et subsiste même en cas de changement de destination des terres attribuées (3).

Quoi qu'il en soit, c'est en qualité de propriétaire que l'Etat assortit l'attribution de terres d'obligations précises, et en particulier, de la nécessité pour les affectataires de se regrouper en coopératives qui visent toutes, mais à des degrés divers, l'organisation en commun du travail agricole.

2 - L'opération de fondation

Le schéma initial de constitution de l'entreprise autogérée, sur la base des collectifs ouvriers existants, ne se reproduit pas dans le cadre de la révolution agraire.

La création des coopératives agricoles s'opère selon une procédure divisée en deux phases, qui excluent, malgré certaines analogies formelles, toute comparaison avec la naissance à la vie juridique d'une personne morale corporative. La phase de sélection

(1)-Ordonnance portant révolution agraire, article I24

(2)-La famille de l'attributaire reconnu invalide ou décédé doit être prise en charge par le nouvel attributaire, ou à défaut par la coopérative communale polyvalente de services (ordonnance portant révolution agraire, articles I30, I32, I33 et 201).

(3)-Dans ce cas l'attributaire "reçoit en compensation soit un nouveau lot, soit un emploi permanent...susceptible de lui procurer un revenu équivalent" (ordonnance portant révolution agraire, article I34).

les candidats à l'attribution des terres précède la décision de constitution des coopératives ; et la participation des intéressés ne s'exprime que dans l'acquiescement à une mesure administrative, à défaut duquel ils seraient déchus de leur qualité.

Comme toutes les décisions relatives à l'application de la révolution agraire, la qualité d'attributaire est reconnue au terme d'une procédure complexe dans laquelle interviennent, à des titres divers, l'ensemble des autorités locales : l'assemblée communale propose, le conseil exécutif de wilaya formule un avis et l'assemblée de wilaya prend la décision définitive, que le wali concrétise par un arrêté.

Des critères légaux, extrêmement précis, limitent en principe de manière étroite le pouvoir des autorités locales. Outre les conditions ordinaires d'âge, de nationalité et de civisme, chaque candidat à l'attribution doit "être agriculteur de profession", "ne disposer d'aucune autre source de revenu permanent en dehors de ses activités professionnelles dans l'agriculture" et "être paysan sans terre ou petit paysan" (I), c'est à dire, tout au plus propriétaire d'un lot d'une superficie inférieure à celle qui peut être attribuée dans la commune considérée.

Les candidatures qui satisfont à ces conditions sont retenues. Cela ne signifie pas pour autant qu'elles seront satisfaites. Le législateur a en effet tout naturellement prévu, compte tenu de l'ampleur du chômage rural, un excédent de demandes sur les potentialités d'attribution. Aussi, un ordre de priorité est-il établi sur la base des candidatures retenues. Doivent être satisfaites, en premier lieu,

(I)-Ordonnance portant révolution agraire, article II9.

les demandes des travailleurs occupant déjà un emploi sur les terres à distribuer, puis celles des anciens combattants qui n'auraient encore fait l'objet d'aucune mesure de reclassement, enfin celles des autres catégories de paysans (1).

Ainsi paraît être maintenu le principe d'une certaine homogénéité du groupe social qui doit constituer la coopérative agricole. Mais la pratique a réduit à néant cette illusion. D'une part, nombre d'anciens exploitants n'ont pas accepté de devenir attributaires dans les conditions prévues (2), d'autre part, il ne semble pas que les assemblées communales, véritables maîtres d'oeuvre de l'opération d'attribution, aient toujours respecté les critères fixés (3).

Toujours est-il, que sur le plan juridique, des arrêtés préfectoraux sont venus sanctionner cette procédure de sélection. A ce stade cependant, le mode d'attribution et les formes d'exploitation

-----i-----
(1)-Ordonnance portant révolution agraire, article I20.

(2)-cf. en ce sens l'étude du Centre national de recherche en économie et en sociologie rurales (CNRESR) La première année des CAPRA dans une daïra céréalière (Sour El Ghoulane) Alger Août 1973, p.28
"C'est l'APCE qui a dressé la liste des attributaires. Tout d'abord les anciens locataires ont été convoqués et mis au courant des possibilités d'attribution, mais vingt six seulement sur quatre vingt sept anciens locataires ont accepté de devenir attributaires. Quant aux salariés, métayers, ou khammès qui travaillaient antérieurement sur les terres communales pour le compte des locataires et étaient prioritaires dans l'attribution, on n'en rencontre pas beaucoup qui soient devenus attributaires (quatre ou cinq khammès)". Ces données rejoignent celles du Ministère de l'agriculture qui évalue, à l'échelle nationale, à 25% environ la proportion d'anciens exploitants des terres des collectivités publiques, devenus attributaires dans le cadre de la révolution agraire.

(3)-ibidem

"Les dossiers des attributaires retenus par l'APCE ont été transmis au niveau de la wilaya qui s'est contentée d'approuver le choix des APCE" (p.29).

Il est constaté ultérieurement (p.183) que parmi les attributaires figurent des personnes qui ne répondaient pas aux conditions légales (salariés non agricoles, travailleurs indépendants).

-Voir dans le même sens, les rapports des étudiants volontaires pour la révolution agraire, publiés dans la revue "Terre et progrès" du Ministère de l'agriculture n°4, Novembre 1973.

Le rapport des étudiants de l'université d'Alger dénonce "le non respect conscient ou inconscient des critères d'attribution" par les assemblées communales et notamment "l'inscription (sur les listes) de certains commerçants affairistes et éléments perturbateurs".

des terres distribuées ne sont pas encore fixés. En suivant la démarche positiviste, il resterait à considérer que les attributaires décident ultérieurement et librement de se constituer en coopératives.

Ce serait toutefois négliger le fait essentiel que l'ordonnance, suivant en cela les indications certes contradictoires mais déjà significatives de la Charte, impose cette fois clairement le regroupement des attributaires en coopératives (I).

Il reste que le législateur maintient la fiction d'organismes créés par les attributaires eux-mêmes, qui trouve son prolongement dans la qualification de société civile, qui leur est conférée. Cette fiction, justifiée par l'idéologie corporative, dont les fondements ont été précédemment analysés, se concrétise juridiquement au moyen d'une technique, qui n'a d'autre signification que d'établir le lien indispensable entre l'idéologie et le droit : le contrat d'attribution.

D'un point de vue strictement positiviste, la raison d'être de cette institution n'apparaît pas nettement. La procédure d'attribution des terres, sanctionnée par un acte administratif

(I)-Ordonnance portant révolution agraire
 article III : "Lorsqu'une propriété privée...fait l'objet d'une mesure de nationalisation intégrale, son exploitation est confiée à l'ensemble des travailleurs agricoles qui s'y trouvent employés... à charge pour eux de se constituer en coopérative de production".
 Article II2 : "Les terres attribuées au titre de la révolution agraire sont exploitées en commun ou sous forme collective dans le cadre de groupements précoopératifs ou de coopératives agricoles formés par les attributaires eux-mêmes...L'exploitation des terres attribuées... est autorisée sous la forme individuelle pour autant seulement que les conditions économiques et sociales de leur exploitation en commun ou sous la forme collective ne se trouvent pas réunies".
 -Dans le même sens, mais pour les cas particuliers, voir les articles II4 et s. de l'ordonnance.

unilatéral - l'arrêté du wali - est normalement achevée. Les droits et obligations de l'Etat ainsi que des attributaires, sont légalement fixés tant par l'Ordonnance (1), que par les statuts-type des différentes catégories de coopératives. Il n'est en apparence nul besoin d'un contrat - entre l'Etat et les attributaires - qui n'ajoute rien à la réglementation en vigueur et paraît de ce point de vue superfétatoire. Tout au plus, cette institution ouvre-t-elle un débat fastidieux sur la nature du contrat d'attribution. Et, si certains traits permettent de le rapprocher du contrat d'adhésion (2), l'analyse n'aboutit toutefois qu'à reconnaître son caractère sui generis (3).

C'est qu'en réalité, la qualification juridique de contrat est ici tout à fait contestable et que l'institution ne trouve de justification, que par rapport à la fonction qu'elle remplit. Tout d'abord, si l'on distingue avec M. SAVY (4) parmi les "actes d'inspiration contractuelle", les actes qui ont effectivement un caractère contractuel de ceux qui ne présentent qu'une "apparence contractuelle", il faut certainement ranger dans cette seconde catégorie, le contrat d'attribution. Dès lors en effet, que l'accord dont il s'agit fait référence pour l'essentiel aux dispositions des textes officiels qu'il réitère et explicite, il paraît préférable de le définir comme un "acte-condition" (5), plutôt que d'évoquer une situation contractuelle fictive.

(1)-cf. notamment Ordonnance portant révolution agraire, articles 5 et s. 123 et s.

(2)-Voir sur la notion, PEQUIGNOT G. Théorie générale du contrat administratif. Pedone Paris 1945, p 260 et s.

(3)-CHAOUÏ-BOUDGHENE F. La coopérative agricole de production de la révolution agraire (CAPRA) : une nouvelle structure socio-économique en Algérie. op.cit. p.71 et s.

(4)-SAVY R. Droit public économique . Mémento Dalloz, Paris 1972, p.43.

(5)-DE LAUBADERE A. Droit public économique. op.cit. p.438
 "La doctrine distingue du contrat, dans lequel les deux parties élaborent les obligations réciproques auxquelles elles s'engagent, les accords par lesquels elles s'entendent seulement pour faire jouer l'application d'un statut légal, d'une réglementation (actes que certains juristes appellent des actes-condition, c'est à dire actes qui conditionnent, déclenchent l'application de règles préétablies)".

Car, l'utilisation de la technique contractuelle remplit une fonction précise : accréditer l'idée d'une adhésion, libre et volontaire, des paysans au système coopératif. Elle valide ainsi, du point de vue du Pouvoir, la thèse selon laquelle il représente les intérêts de la paysannerie laborieuse, qui lui donne acte de son adhésion par un engagement contractuel. Au contraire, du point de vue de l'attributaire, souvent illettré (1), en tous cas peu au fait de ces subtilités juridiques, l'alternative est claire dès le début des opérations de révolution agraire : soit il accepte de "travailler chez l'Etat", comme on l'entend dire à la campagne (2), soit il préfère conserver, avec son indépendance, tous les aléas d'une situation économique extrêmement précaire.

L'analyse effectuée de la constitution des coopératives en termes fondatifs, se trouve confirmée par la pratique récente. Tout d'abord, "une fois les attributaires choisis il semble que leur répartition par coopérative ait été assez arbitraire" (3). Ensuite, et surtout, en dépit des réserves formulées par le législateur, les autorités locales paraissent bien avoir cédé à la tentation de créer à titre principal, des coopératives de production et à titre subsidiaire seulement, des groupements où l'organisation collective du travail est moins prononcée (4). Les autorités centrales se sont

(1)-L'enquête du CNRESR (op.cit.) évalue à près de 80% le taux d'analphabétisme chez les attributaires de la daïra étudiée.

(2)-CHAOUÏ-BOUDGHENE F. La coopérative agricole de production de la révolution agraire (CAPRA) : une nouvelle structure socio-économique en Algérie. op.cit. p.43.

(3)-voir l'étude du CNRESR, op. cit. p.29

(4)-cf.rapport de la commission nationale de la révolution agraire, in revue "Terre et progrès" n° 5, Mars 1974
Dressant le bilan de la première phase d'application de la révolution agraire (concernant les terres des collectivités publiques) le rapport souligne que deux mille six cents coopératives ont été créées regroupant 97% des attributaires.
Les coopératives de production représentent plus de la moitié des unités constituées (mille quatre cents) et regroupent 50% des attributaires (p.25).

alarmées de ce phénomène (1). Il semble qu'en réalité les responsables locaux, indépendamment des instructions reçues, se soient consciemment ou non inspirés du seul modèle de référence qui hantait à l'époque tous les esprits, à savoir l'entreprise autogérée. Il est certain enfin, et le fait confirme tant les craintes émises quant à l'avenir des coopératives que le caractère fondatif de leur création, que les désistements de coopérateurs installés ont été assez nombreux depuis le lancement des opérations de révolution agraire (2).

Cette dernière observation conduit à s'interroger sur la nature des rapports qui se sont instaurés au sein des coopératives agricoles.

(1)-cf.rapport de la Commission nationale de la révolution agraire, in revue "Terre et progrès" n°5, Mars 1974, p.25
 "L'accent avait été porté à plusieurs reprises dans le passé sur la nécessité de prendre en compte pour la constitution des coopératives les situations objectives et les attentes des petits fellahs intéressés. En particulier, il avait été demandé d'utiliser pleinement toutes les structures offertes sans aller directement à la forme la plus complexe et la plus élaborée que constitue la coopérative de production... Incontestablement l'attrait de la coopérative de production a été trop fort et pourrait provoquer à court terme des difficultés de fonctionnement dans ces coopératives".

(2)-Il a été officiellement estimé à 7,5% en 1974 (in rapport de la Commission nationale de la révolution agraire, op.cit. p.24). Mais le taux réel était sans doute plus élevé.

CHAPITRE II - LE CARACTERE HYBRIDE DU STATUT FONCTIONNEL

DE L'ENTREPRISE COOPERATIVE

Alors que l'analyse du statut constitutionnel de l'entreprise coopérative a permis de mettre à jour sa nature fondative, l'examen de son statut fonctionnel ne permet pas de conclure aussi nettement. Toutes proportions gardées, la situation actuelle présente avec les débuts du mouvement autogestionnaire des analogies certaines. Deux modèles d'organisation économique s'opposent, sans que les textes juridiques, qui traduisent cet affrontement, permettent de dégager une synthèse cohérente. Si certains éléments autorisent à définir la coopérative comme un entrepreneur collectif (Section I), d'autres facteurs liés à l'exercice de la propriété d'Etat déforment sensiblement le jeu de ce statut (Section 2).

Face à une situation caractérisée, depuis 1972, par des évolutions rapides, les instruments théoriques d'analyse empruntés à M. BETTELHEIM et dont l'auteur souligne lui-même les limites dans l'état actuel de la recherche (I), ne permettent donc qu'une appréhension approximative d'une réalité elle-même très fluctuante.

(I)-BETTELHEIM Ch. Calcul économique et formes de propriété.op.cit.p.90
 "La mise en oeuvre concrète des concepts de "propriété" et de "possession" n'est pas sans soulever des difficultés. Il est évident que ces difficultés sont liées au fait que ces concepts, dans leur état actuel, ne sont pas suffisamment "développés" donc différenciés... A l'intérieur de chaque type, il faudrait distinguer des degrés de capacité ou de pouvoir, degrés liés à l'état des forces productives qui détermine "une maîtrise technique" plus ou moins grande...degrés liés aussi aux inégalités de développement de la maîtrise sociale... Tous ces points seraient à développer".

La démonstration peut être limitée au cas des coopérative de production :

- d'une part, pour des raisons théoriques. Le statut de la coopérative de production est celui qui se propose de réaliser les transformations les plus radicales dans les relations de travail et celui vers lequel doivent tendre toutes les autres formes d'organisation coopérative, quel que soit le rythme réel de leur évolution (I). Elle représente en outre, la forme d'organisation la plus proche de l'entreprise autogérée et il importe de montrer en quoi elle s'en distingue réellement.

- d'autre part, pour des raisons pratiques. La formule de la coopérative de production est celle qui a connu, dans la mise en oeuvre de la révolution agraire, la plus grande faveur. Elle offre en conséquence le champ d'expérience le plus vaste et représente, notamment dans les rapports qu'elle entretient avec l'Etat, un modèle sur lequel s'alignent en fait toutes les autres formes d'organisation.

Section I - LE STATUT D'UN ENTREPRENEUR COLLECTIF

Le statut fonctionnel de la coopérative de production peut être défini, de prime abord et de manière contradictoire, comme celui d'un entrepreneur collectif.

(I)-Voir en ce sens, l'ordonnance portant révolution agraire :

- à propos des attributions individuelles : "Lorsque les conditions sont réunies, leur exploitation en commun ou sous forme collective devient obligatoire, dans le cadre des groupements précoopératifs ou des coopératives qui sont créées à cet effet (article II2, alinéa 4)
- à propos des groupements de mise en valeur : "Lorsque leur objectif de mise en valeur est atteint, les dits groupements doivent se transformer en coopératives agricoles" (article II7, alinéa 2)
- dans le même sens, voir le statut-type du groupement de mise en valeur qui prévoit expressément la transformation du groupement en coopérative de production (décret n°72-150 du 27 Juillet 1972, article 9, JORA 1972, p.794).

En tant qu'entreprise, elle est effectivement instituée en sujet juridique, disposant de la pleine possession de ses moyens de production (I) et même d'une partie des prérogatives normalement attachées à la propriété d'Etat. C'est ce que révèle l'analyse du régime de gestion qui lui a été appliqué durant les deux premières années de son fonctionnement.

Mais le fait que la coopérative constitue une entreprise, ne ferait pas obstacle à l'exercice par les travailleurs de la possession des moyens de production, le principe de la gestion démocratique étant consacré, sans réserve, par la réglementation. L'entreprise coopérative ne serait donc plus "un appareil capitaliste, un des lieux où s'articulent des rapports sociaux capitalistes et au sein duquel ces rapports se reproduisent" (2), mais une institution permettant la gestion collective des moyens de production et, partant, une véritable transformation des rapports de production.

§ I - LES FACTEURS FAVORABLES A L'AUTONOMIE DE GESTION DES COOPERATIVES

La conception initiale de la coopérative de production, mise en oeuvre à partir de 1972, s'écarte nettement du modèle de l'entreprise autogérée. Elle vise à la constitution d'unités de production de taille réduite, dont l'autonomie est consacrée par le principe de la liberté contractuelle et garantie par une organisation financière appropriée.

(I)-BETTELHEIM Ch. Calcul économique et formes de propriété.op.cit.p.58
"Lorsque cette possession (économique) est consolidée par des rapports juridiques correspondants, l'entreprise est instituée en sujet juridique elle dispose de fonds fixes et de fonds de roulement, elle achète et vend des produits, emprunte au système bancaire, y dispose des fonds liquides etc...".

(2)-ibidem, p.71.

I - La taille réduite des unités de production

L'ONRA, chargé en 1963, d'organiser la gestion du secteur agricole autogéré, avait procédé à une concentration importante de l'appareil de production. Cette opération répondait à l'évidence au souci centralisateur de l'organisme chargé de la planification agricole, mais rendait aussi plus difficile le développement de la gestion ouvrière dans les unités regroupées.

La constitution des coopératives agricoles a obéi à des préoccupations inverses. Le projet d'un organisme technique chargé de contrôler l'ensemble des opérations de révolution agraire, ayant été finalement écarté (1), la création matérielle des coopératives s'est effectuée à l'échelon local, dans des conditions technico-économiques certainement meilleures (2). En particulier, la constitution des unités de production s'est opérée sur des bases nettement plus étroites, la taille des coopératives correspondant en moyenne au quart de celle des entreprises autogérées (3). Sans exagérer l'importance de ce facteur, il est toutefois significatif de la volonté des autorités publiques de réunir les conditions objectives d'une autonomie réelle des coopératives dans la gestion du patrimoine qui leur est confié.

(1)-La création d'un tel organisme était prévue par le projet de Charte de la révolution agraire publié en 1970 (cf. texte in RASJ 1970, p.457 et s.). Ce projet, dont les analogies avec l'ONRA étaient sans doute trop évidentes, a été abandonné dans les textes définitifs, après que le Conseil national économique et social (CNES), consulté sur le projet de charte, en ait pourtant retenu le principe (cf. rapport de synthèse sur la révolution agraire adopté par le CNES, 2ème session 1970, in RASJ 1971, p.207 et s.).

(2)-voir l'étude du CNRESR, op.cit. p.25

"Le travail de découpage des coopératives a été fait par le comité technique communal puis approuvé par l'APCE. pour le regroupement des lots communaux au sein d'une même coopérative, le comité technique a voulu éviter une trop grande dispersion et en général il n'a regroupé que des lots distants d'un ou deux kilomètres".

(3)-Voir le rapport de la Commission nationale de la révolution agraire, pour 1974, op.cit. p.25

"Les orientations arrêtées quant à la taille des unités coopératives ont été correctement suivies. On remarque en effet qu'à l'échelle nationale le nombre moyen d'attributaires par coopérative est de dix neuf pour une superficie moyenne de 260 hectares, alors que dans le secteur socialiste agricole, ces proportions sont respectivement de quatre vingt deux travailleurs pour près de 1 200 hectares".

2 - La liberté contractuelle

La distance au modèle d'organisation du secteur autogéré s'apprécie concrètement dans le degré d'autonomie reconnu aux coopératives de la révolution agraire. Si les relations économiques des domaines autogérés sont tributaires, tant en amont qu'en aval de la production, des circuits étatiques de services, ce type d'encadrement a été écarté pour les coopératives. Celles-ci ont la faculté de contracter librement, tant pour leur approvisionnement en facteurs de production que pour la commercialisation de leurs récoltes, en recourant ou non, à leur convenance, aux services des organismes publics (1). Les coopératives paraissent ainsi devoir bénéficier d'emblée d'un régime d'autonomie complète, auquel le mouvement autogestionnaire a toujours aspiré en vain.

L'expérience ainsi développée ne constitue pourtant pas une véritable innovation. Depuis 1971 en effet, les coopératives d'anciens moudjahidine, dont la tentative d'intégration au secteur socialiste agricole s'est soldée par un échec, fonctionnent conformément à ces principes (2). D'une certaine manière même, leur statut réel évoque davantage celui d'indépendance que celui d'autonomie, certaines d'entre elles ne faisant pas appel au crédit bancaire et fonctionnant

(1)-AIT AMARA H. "Quelques aspects de la restructuration agraire" op.cit. p.173

"Les campagnes d'explication entreprises par les organes officiels à ce propos soulignent particulièrement la liberté laissée aux coopérateurs d'orienter leur production et d'écouler leurs produits en dehors des circuits étatiques. Toute assimilation à l'autogestion a été formellement exclue".

(2)-Décret n°71-251 du 22 Septembre 1971, modifiant et complétant le décret n°69-120 du 18 Août 1969, portant statut des coopératives agricoles de production d'anciens moudjahidine, JORA 1971, p.1054 article 6 : "L'article 54 du décret n°69-120 du 18 Août 1969 est modifié et complété de la manière suivante...Elles (les coopératives d'anciens moudjahidine) commercialisent librement leur production. Dans le cas où elles utilisent les services des organismes publics de commercialisation, elles bénéficient des prix et avantages fixés par les pouvoirs publics pour l'achat des produits agricoles aux unités de production". Le même principe est posé en ce qui concerne l'approvisionnement "en produits et matériels nécessaires à l'exploitation" (article 7 du Décret n°71-251 modifiant l'article 55 du statut de 1969).

hors de tout contrôle public, qu'il soit a priori ou a posteriori. Si l'expérience ne s'est guère avérée concluante en ce qui les concerne, dans un contexte il est vrai particulier (1), les autorités se sont inspirées de ce schéma d'organisation pour les coopératives de la révolution agraire.

Certes "il semble bien que l'intégration des coopératives de production au marché soit présupposée" (2), l'attribution des terres s'étant effectuée sur la base d'un calcul monétaire, prenant en compte les prix réglementaires auxquels sont rémunérées les livraisons obligatoires des unités autogérées aux organismes d'Etat (3). D'ailleurs il est expressément prévu que chaque coopérative primaire entretient des relations marchandes avec la coopérative agricole communale polyvalente de services, à laquelle elle est tenue d'adhérer (4). Mais le caractère obligatoire de cette affiliation n'altère pas en principe, l'autonomie de gestion des coopératives, chacune d'entre elles fixant librement le contenu de ses rapports avec l'organisme de services, conformément aux dispositions du statut de la coopération agricole (5),

(1)-Les problèmes posés par l'existence et le fonctionnement des coopératives d'anciens moudjahidine sont d'ordre politique. Le fait qu'elles aient pu pratiquement échapper jusqu'à présent à tout contrôle étatique relève davantage de la science politique - les anciens moudjahidine constituent un puissant groupe de pression - que de l'analyse juridique.

(2)-AIT AMARA H. "Quelques aspects de la restructuration agraire"
op.cit. p.173.

(3)-cf.Ordonnance portant révolution agraire, article 110 et note méthodologique sur l'établissement des fourchettes d'attribution, in Dossier sur les fourchettes d'attribution, Commission nationale de la révolution agraire, Alger 1973.

(4)-Article 46 du statut du groupement de mise en valeur, article 47 du statut du groupement d'entraide paysanne, article 69 du statut de la coopérative d'exploitation en commun, article 62 du statut de la coopérative de production.

(5)-Décret n°72-IO6 du 7 Juin 1972 portant statut de la coopération agricole
article 14 : "Les coopératives et les groupements précoopératifs effectuent librement toute opération de commercialisation de leurs produits, d'approvisionnement en matériels et équipements nécessaires à l'exploitation, d'entretien et de réparation de tout matériel et équipement d'exploitation".

confirmées tant par le contrat d'attribution à titre collectif (1), que par le statut de la coopérative polyvalente de services (2).

Ce principe a été effectivement appliqué, notamment pour l'organisation de la commercialisation des fruits et légumes, au cours des campagnes agricoles 1972-1973 et 1973-1974. Alors en effet, que l'obligation de livraison à l'organisme d'Etat était réitérée à l'égard des entreprises autogérées, les coopératives agricoles en étaient implicitement dispensées (3), et ont pleinement profité de la liberté qui leur était ainsi offerte (4).

(1)-Décret n°72-109 du 7 Juin 1972
article 42 : "La production est destinée à être commercialisée librement sur le marché intérieur...La commercialisation peut également se faire par la coopérative communale polyvalente de services".

(2)-Décret n°72-156 du 27 Juillet 1972, portant statut-type de la coopérative agricole communale polyvalente de services, JORA 1972, p.31
L'article 4 dispose que la coopérative, dans ses fonctions de prestataire de services, ne dispense ses activités qu'à la demande de ses membres.

(3)-Décret n°71-292 du 29 Décembre 1971, organisant la campagne 1971-1972 des fruits et légumes, JORA 1971, p.1445

article 1er : "L'Office des fruits et légumes d'Algérie achète à la production, aux conditions fixées par le présent décret, la totalité des fruits et légumes des domaines autogérés, ainsi que les produits livrés par les exploitants privés."

-Décret n°74-149 du 27 Juillet 1972, organisant la campagne des fruits et légumes pour 1972-1973, JORA 1972, p.752

"Les dispositions du décret n°71-292 du 29 Décembre 1971, sont reconduites pour la campagne 1972-1973".

-Décret n°74-79 du 25 Avril 1974, organisant la campagne des fruits et légumes 1973-1974, JORA 1974, p.439

article 1er : "L'Office des fruits et légumes d'Algérie achète à la production, aux conditions fixées au présent décret, la totalité des fruits et légumes des domaines autogérés, à l'exception des variétés produites exclusivement en vue de la transformation".

(4)-Discours du Ministre de l'agriculture et de la réforme agraire aux troisièmes Assises nationales du secteur socialiste agricole le 10 Avril 1973

"Cette autonomie s'exprime dans la liberté de commercialisation qui a été reconnue dès cette année aux coopératives. Certaines d'entre elles ont d'ailleurs déjà usé de cette liberté, en commercialisant la production de certaines parcelles soit par vente sur pied à des acheteurs privés, soit par livraison à des mandataires".

Les autorités ont donc laissé toute liberté aux coopératives pour organiser leur rapport au marché, consacrant ainsi la pleine maîtrise des entreprises sur leurs moyens de production (I). Cette liberté contractuelle reconnue aux coopératives, trouve son prolongement naturel dans une organisation financière qui garantit juridiquement leur autonomie.

3 - L'organisation financière

Pour éviter que se renouvelle, dans le secteur de la révolution agraire, le processus par lequel s'est développé le contrôle de l'Etat sur les entreprises autogérées, le législateur paraît avoir été sensible à la nécessité de conférer d'emblée aux coopératives agricoles une large autonomie financière. Cette préoccupation se traduit, tant par une aide financière spécifique qui accompagne l'attribution des terres, que par la réglementation du revenu, qui tend à asseoir l'autonomie financière des coopératives.

a) Les modalités financières d'attribution des terres

Il fallait, en premier lieu, empêcher que le processus ne s'enclenche dès la constitution des coopératives. Différentes mesures ont été arrêtées dans cette perspective, en vue d'éliminer tout subordination initiale des attributaires, qui pourrait ultérieurement grever leur part de revenu dans la coopérative.

A ce titre, l'attribution des lots s'effectue gratuitement la terre demeurant propriété de l'Etat. Elle dégage par conséquent le bénéficiaire de toute obligation financière en matière de "rachat"

(I)-BOURDIEU P. et SAYAD A. Le déracinement.-La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie. Ed. de Minuit 1964, p.172

"C'est que, aux yeux du paysan, la possession de la terre reste abstraite et fictive si elle ne s'accomplit pas dans la "maîtrise de la terre", c'est à dire dans la liberté d'organiser souverainement tous les moments de l'activité agricole, depuis la production jusqu'à la commercialisation".

des terres, qui constitue la pierre d'achoppement de plusieurs expériences de réforme agraire, en Amérique Latine notamment (1).

Mais si l'attributaire est initialement libre de tout engagement financier à l'égard de l'Etat, sa situation antérieure l'a souvent contraint à s'endetter, tant auprès des propriétaires fonciers que des commerçants locaux. Comme il ne possède généralement aucune économie propre, il se trouve dans une situation de dépendance personnelle extrêmement forte. Certes, une disposition importante a été prise visant à libérer une partie de la paysannerie de ses attaches antérieures à l'égard des grands propriétaires (2). Mais le producteur agricole devenu attributaire, qui s'est fréquemment endetté pour assurer la subsistance de sa famille, entre à la coopérative avec un passif personnel qu'il devra résorber par la suite.

Cette difficulté initiale est partiellement surmontée par "une aide versée à titre temporaire et destinée à l'installation des attributaires sur les lots et à l'entretien de leurs familles pendant la période transitoire d'installation" (3). La prime

(1)-Le rachat de la terre par les paysans vise généralement à compenser au profit de l'Etat les indemnités versées aux propriétaires nationalisés. C'est le cas des réformes agraires mexicaine (1916), péruvienne (1969) et chilienne (1970). C'est aussi le cas de la réforme agraire égyptienne (1952).

-Voir pour l'Amérique Latine, GUTELMAN M. Réforme et mystification agraires en Amérique - Le cas du Mexique. Collection Documents et recherches d'économie et socialisme, Maspéro Paris 1971, et du même auteur. Structures et réformes agraires - Instruments pour l'analyse. Petite collection Maspéro, Paris 1974

-Pour l'Egypte, RYAD H. L'Egypte nassérienne. Ed. de Minuit, Paris 1964

(2)-Ordonnance portant révolution agraire, article 89
"Sont éteintes de plein droit dans leur totalité, les dettes contractées à l'égard du propriétaire, sous quelque forme que ce soit, par tout khammès pour les besoins de l'exploitation qu'il travaille directement et personnellement".

(3)-ibidem, article 135.

d'installation, qui n'est pas remboursable, est versée mensuellement à chaque attributaire jusqu'à la réalisation de la première récolte (1). Mais son allocation a pu être prorogée au delà de la première campagne agricole pour les coopératives victimes d'intempéries graves (2).

Cette aide relativement modeste - le montant de la prime est fixé à 150 DA par mois - a été revalorisée par l'octroi d'un complément en nature, versé sous forme de distribution gratuite de denrées alimentaires et évalué à 100 DA par mois (3).

Ainsi les attributaires peuvent atteindre le terme de la première campagne agricole dans une situation certes précaire, mais sans entamer le revenu escompté en fin d'exercice, qui doit s'élever pour chacun, selon les évaluations officielles, à 3 000 DA minimum (+).

b) Les modalités de répartition du revenu

Les mécanismes de répartition du revenu réalisé par la coopérative de production (5), visent à garantir ce revenu annuel de base, les excédents éventuels étant équitablement répartis entre les fonds propres de l'entreprise et la rémunération complémentaire des

(1)-Décret n°72-III du 7 Juin 1972, relatif à la prime d'installation au titre de la révolution agraire, JORA 1972, p.638.

(2)-Circulaire de la Commission nationale de la révolution agraire du 20 Novembre 1973, prorogeant la prime d'installation au profit des attributaires des coopératives sinistrées.

(3)-Circulaire de la Commission nationale de la révolution agraire du 13 Janvier 1973.

(4)-cf.supra p. 219note. 3.

(5)-Décret n°72-154 du 27 Juillet 1972, articles 50 et s.

coopérateurs. De ce point de vue encore, le statut de la coopérative diffère très sensiblement de celui de l'entreprise autogérée, quelle que soit l'époque de référence. Il justifie aussi la notion d'entrepreneur collectif qui constitue la trame de cette analyse.

Le produit net annuel de la coopérative de production est calculé à partir de la valeur monétaire de la production réalisée, de laquelle sont déduites toutes les charges d'exploitation, à l'exception de la rémunération du travail des coopérateurs. Une certaine analogie est perceptible ici avec les Décrets de Mars 1963, mais le rapprochement avec l'entreprise autogérée ne va pas plus loin. Alors que le revenu de cette dernière devait alimenter en priorité "les prestations à la collectivité nationale", avant défalcation de la rémunération de base des travailleurs permanents et satisfaction de l'obligation fiscale, le produit net réalisé dans chaque coopérative de production est destiné, en premier lieu, à permettre à chaque coopérateur d'obtenir le revenu minimum légal de 3 000 DA. Dès lors qu'en cours d'année les coopérateurs ont pu percevoir, à titre d'avance, une rémunération correspondant à 70% maximum de ce revenu (1), le produit net est réparti en priorité entre les coopérateurs de manière à compléter ce revenu jusqu'à concurrence de 3 000 DA par travailleur.

Se pose ultérieurement seulement, le problème éventuel de la répartition des excédents. A ce titre, intervient un second élément de différenciation par rapport au secteur autogéré. Toute contribution fiscale à la charge des attributaires ou de l'entreprise coopérative est en effet supprimée dans le cadre de la révolution agraire. Le principe posé en termes équivoques par l'ordonnance (2)

(1)-Décret n°72-154 du 27 Juillet 1972, article 54.

(2)-Ordonnance portant révolution agraire
article 125 : "Les terres ainsi attribuées sont exonérées de tout impôt ou de contribution pendant une durée de cinq ans à compter de l'acte d'attribution".

a été mis en oeuvre, de manière extensive, par les textes d'application. Si le revenu individuel de chaque attributaire n'est plus imposable du fait d'une mesure à portée générale prise dans le cadre de la loi de finances (1), des textes particuliers ont été promulgués en ce qui concerne l'entreprise elle-même.

La suppression de l'impôt sur les bénéfices résulte en fait de la combinaison d'une disposition expresse, qui vise à exonérer toutes les coopératives de "la fiscalité propre à l'activité commerciale" (2)...et du silence du législateur qui ne mentionne, dans aucun statut-type, au titre de la répartition des excédents, une imposition analogue à l'ancien impôt sur les bénéfices agricoles. Cette situation est à rapprocher du régime fiscal des coopératives d'anciens moudjanidine, soumises depuis 1969, à la même contribution forfaitaire que les entreprises autogérées, mais exemptées du prélèvement sur revenu effectué au profit de l'Etat et des collectivités locales (3).

Si l'on pouvait déduire de ces différentes dispositions, que les coopératives de production n'étaient plus imposables au titre des bénéfices réalisés, il restait à trancher la question de la contribution forfaitaire agricole. Celle-ci a été officiellement supprimée en 1974 (4). Ainsi tant l'activité que le revenu collectif et individuel des coopérateurs sont à l'abri désormais, de toute emprise fiscale.

En conséquence, les excédents réalisés reviennent dans leur quasi-intégralité au collectif des coopérateurs. Près de la

(1)-cf. supra p. 136 note 4.

(2)-Ordonnance n°72-23 du 7 Juin 1972, article 6.

(3)-Décret n°69-120 du 18 Août 1969, article 56.

(4)-Ordonnance n° 74-106 du 26 Novembre 1974, portant exemption des agriculteurs et éleveurs de la contribution forfaitaire agricole, JORA 1974, p.1034.

moitié de ces excédents est versée aux différents fonds collectifs de l'entreprise (1), 7% seulement étant affectés au fonds national de la coopération. L'autre moitié est directement répartie entre les coopérateurs, à concurrence de 45% en fonction de la quantité de travail fourni par chacun, et de 5% en fonction de la qualité du travail effectué, sans que les normes d'évaluation soient autrement précisées(2) Conséquence logique de cette autonomie, la responsabilité du coopérateur est engagée en cas de gestion déficitaire. Elle n'est toutefois directement mise en jeu qu'au moment de la liquidation de l'entreprise et reste en tout état de cause, "limitée à cinq fois le montant de parts sociales qu'il a souscrites" (3).

Si tout recours au crédit bancaire n'est pas exclu, notamment pour le financement des investissements, les conditions juridiques d'une autonomie financière réelle des coopératives de production, se trouvent donc incontestablement réunies.

Le statut de la coopérative de production, en tant qu'entreprise autonome étant ainsi consacré par la réglementation, il reste à s'interroger sur son caractère collectif.

§ 2 - LES MOYENS D'EXERCICE D'UNE GESTION DEMOCRATIQUE

Dans le domaine de l'organisation interne de la coopérative, le souci des pouvoirs publics est aussi sensible de supprimer toute analogie possible avec l'entreprise autogérée. Cette préoccupation apparaît nettement dans la nature des organes de gestion, qui procèdent dans leur ensemble de l'assemblée des coopérateurs, à l'exclusion de tout représentant de l'Etat. Elle se manifeste en outre,

(1)-10% au fonds de réserve légale, 15% au fonds de roulement, 15% au fonds d'investissement et 3% au fonds social (décret n°72-154 du 27 Juillet 1972, article 56).

(2)-ibidem, article 57.

(3)-Décret n°72-106 du 7 Juin 1972, article 79
L'intervention du fonds national de la coopération est prévue à titre subsidiaire dans cette hypothèse.

par un allègement de la structure pyramidale de représentation des travailleurs au sein de l'entreprise, facteur de plus grande souplesse dans le fonctionnement des organes de gestion.

I - L'absence de représentation de l'Etat

Dans le secteur autogéré, la suppression de l'autonomie des entreprises a été largement imputée à la présence dans l'exploitation d'un directeur, ou chargé de gestion, qui représente l'Etat-fondateur. Cette mise en cause est partiellement erronée, dans la mesure où elle désigne un phénomène réel tout en masquant son ampleur. La nomination d'un représentant de l'Etat dans chaque unité de production, ne constitue en effet que le maillon le plus apparent dans la mise en place d'un appareil de gestion entièrement étatique. En ce sens, il concrétise effectivement aux yeux des travailleurs la maîtrise de l'Etat sur les moyens de production ; mais il ne représente en réalité qu'un moment et un moyen du processus d'étatisation fonctionnelle.

Quoi qu'il en soit, il personnifie la gestion étatique et sa présence dans les coopératives de production aurait annihilé d'emblée tous les efforts de l'Etat pour démarquer le système coopératif de l'autogestion et susciter l'adhésion paysanne.

Aussi bien, l'élimination de la représentation de l'Etat au sein des unités de production, amorcée dans les coopératives d'anciens moudjahidine (I), est réalisée dans les coopératives de production de la révolution agraire.

(I)-Leur statut promulgué en 1969 prévoyait la nomination par le Ministre de l'agriculture d'un administrateur dans chaque coopérative. Il détenait des pouvoirs similaires à ceux du directeur dans l'entreprise autogérée (articles 37 à 41 du décret n°69-120 du 18 Août 1969). La réforme de 1971 avait eu pour objectif de soumettre cet administrateur au contrôle direct des coopérateurs en disposant que "l'administrateur peut être muté ou révoqué par décision du Ministre prise à son initiative ou à celle de l'assemblée générale de la coopérative" (décret n°71-251 du 22 Septembre 1971, article 3).

Tous les organes de gestion relèvent directement ou indirectement de l'assemblée des coopérateurs, même le Commissaire aux comptes, dont la mission de surveillance n'est assortie d'aucune prérogative dans la gestion de l'unité (1). Certes, il est prévu, que "la coopérative peut procéder en cas de besoin, au recrutement d'un directeur". Mais cette faculté, même cantonnée par la nécessité de choisir le directeur "sur une liste d'aptitude établie par le Ministère de l'agriculture" n'altère pas en tout état de cause, la souveraineté des organes de gestion collective. L'assemblée générale reste libre de fixer la rémunération du directeur et surtout, ses attributions (2).

C'est ainsi à partir de cet organe de base, que le principe de la gestion coopérative, débarrassée de toute immixtion étatique, doit se concrétiser.

2 - Une structure simplifiée de représentation des travailleurs

L'expérience de l'autogestion montre que la multiplication des organes représentatifs des travailleurs, ne constitue nullement la garantie de leur participation démocratique au processus de décision dans l'entreprise, moins encore, le gage d'un fonctionnement harmonieux des instances gestionnaires. Bien au contraire, elle peut souvent susciter des conflits de compétence difficiles à résoudre et provoquer une certaine désaffection des travailleurs élus aux différents échelons de la représentation ouvrière. L'expérience de l'autogestion a aussi montré, que l'un des organes prévus, en l'occurrence le conseil des travailleurs, pouvait dans ce cas, tomber en désuétude.

(1)-Décret n°72-154 du 27 Juillet 1972, article 46 et s.

(2)-ibidem, article 45.

Dans cette optique et par analogie au statut des coopératives d'anciens moudjahidine (1), le législateur a éliminé pour les coopératives de la révolution agraire, l'un des quatre échelons de représentation aménagés dans l'entreprise autogérée. Trois organes de gestion sont obligatoirement constitués : l'assemblée générale, le conseil de gestion et le président de la coopérative. Encore faut-il noter, que "pour les coopératives comptant moins de dix membres, il n'est pas fait obligation de se doter d'un conseil de gestion" (2), ses pouvoirs étant dès lors confiés à l'assemblée générale.

A l'instar de l'entreprise autogérée, chaque organe procède du précédent quant à sa désignation et à ses attributions. Ainsi, sur le plan organique, le mandat du conseil de gestion, composé de sept membres au maximum, est de trois ans avec renouvellement par tiers chaque année (3). La durée du mandat du président, élu par le conseil de gestion, n'est pas précisée. Mais il semble que par analogie avec l'entreprise autogérée, la pratique ait tranché pour un mandat triennal.

La répartition des attributions entre ces trois organes n'appelle pas de remarques particulières : l'assemblée générale arrête les orientations annuelles que le conseil de gestion est chargé d'appliquer, le président assurant en principe, une fonction de simple représentation (4).

La cohérence juridique de ce statut devait être mise à l'épreuve de l'exercice de la propriété d'Etat, qui en a profondément désorganisé la logique.

(1)-Décret n°69-120 du 18 Août 1969, article 20.

(2)-Décret n°72-106 du 7 Juin 1972, article 46.

(3)-Décret n°72-154 du 27 Juillet 1972, articles 33 et 34.

(4)-ibidem, articles 26, 38 et 42.

Section 2 - LES DEFORMATIONS LIEES A LA PROPRIETE D'ETAT

L'analyse du statut fonctionnel de la coopérative de production en tant qu'entrepreneur collectif, contredit en apparence, les conclusions tirées de l'analyse de son statut constitutionnel. L'Etat rendrait certes obligatoire la création des coopératives et en serait, de ce fait, le fondateur réel. Mais par la suite, il respecterait la règle du jeu coopératif et il faudrait dès lors s'interroger sur la capacité de l'entreprise coopérative, d'accéder au-delà de l'acte fondatif initial, au statut de corporation.

Une telle interprétation laisserait cependant de côté plusieurs phénomènes liés au pouvoir de propriété exercé par l'Etat. Sans doute, celui-ci abandonne-t-il l'une de ses prérogatives essentielles en ce domaine, dans la mesure où la communauté des coopérateurs a la disposition, dans le cadre de la réglementation en vigueur mais sans prélèvement étatique, de la quasi-totalité du produit réalisé. Mais, l'Etat exerce pleinement son pouvoir d'affectation des moyens de production aux fins dictées par la planification nationale. En outre, les prérogatives liées à la possession par les coopérateurs de leurs moyens de production sont fortement limitées, tant par des contraintes structurelles, qui relèvent du modèle d'organisation de l'économie algérienne, que par des "pesanteurs sociologiques", qui tiennent au mode de fonctionnement des appareils politique et administratif et sur la nature desquels il sera ultérieurement nécessaire de se prononcer.

§ I - LA VOLONTE PLANIFICATRICE

Le principe de la soumission des pouvoirs de possession de l'entreprise coopérative à la volonté de l'Etat planificateur est nettement affirmé par les textes d'application de la révolution agraire. Il est assorti de sanctions rigoureuses à l'égard des organes de gestion de la coopérative, analogues à celles analysées dans l'entreprise autogérée.

I - Le principe et les techniques

Les statuts de la coopérative de production sont relativement discrets sur les limites apportées par la planification à l'autonomie de gestion de l'entreprise. En revanche, les textes qui "précèdent" la constitution des coopératives, mettent à la charge des attributaires des obligations précises à cet égard.

L'ordonnance distingue à ce titre, entre les obligations liées à la mise en valeur du patrimoine foncier (1) et celles qui relèvent du respect des objectifs physiques de production, définis dans le cadre du plan national de développement (2).

Le contrat d'attribution explicite ces obligations dans un sens très contraignant. Si les nécessités de la mise en valeur et de l'aménagement foncier sont purement et simplement réitérées (3), le respect des objectifs planifiés de production s'entend désormais comme l'obligation d'appliquer "les méthodes et systèmes de production décidés dans le cadre du plan de développement agricole" (4). Et cette

(1)-Ordonnance portant révolution agraire
 article I26 : "Tout attributaire au titre de la révolution agraire est tenu à la stricte observation des obligations ci-après...
 d) respecter strictement les obligations de mise en valeur des terres, telles qu'elles résultent des directives des services compétents...
 g) participer par son travail, aux travaux d'équipement collectif et d'aménagement des terres, dans des conditions et suivant des modalités qui feront l'objet de textes ultérieurs".

(2)-ibidem
 article I26 : "Tout attributaire doit...
 f) élaborer son plan de culture dans le cadre des directives du plan national et selon des modalités qui seront définies ultérieurement".

(3)-Décret n°72-I09 du 7 Juin 1972, articles 32 et 33.

(4)-ibidem, article 37.

nouvelle contrainte laisse peu de place à l'initiative des coopérateurs dans la mise en oeuvre des moyens de production (I).

En réalité, les impératifs de la planification nationale ont abouti à la mise en place d'un système de contrôle, dont les analogies avec le secteur autogéré agricole sont évidentes.

M. RAHMANI (2) constate à cet égard, une tendance très nette à l'uniformisation des règles juridiques et économiques, qui commandent la gestion des unités de production dans les deux branches du secteur agricole d'Etat. Il n'est pas utile par conséquent d'exposer de nouveau les moyens de contrôle utilisés, dont l'analyse a été effectuée précédemment au titre de l'entreprise autogérée.

Il faut cependant mettre en évidence les éléments de permanence et les facteurs d'évolution.

Les institutions d'encadrement n'ont pas fondamentalement changé, ni d'ailleurs leurs techniques d'intervention. Le pivot du système de contrôle demeure l'organisme bancaire, dans la mesure où les coopératives restent tributaires des crédits qui leur sont alloués, tant pour le financement de leurs équipements que pour celui des charges annuelles de production. C'est dans cette optique, que

(I)-Décret n°72-IO9 du 7 Juin 1972

article 40 : "Le système de production, auquel est rattachée l'exploitation entraîne pour chaque attributaire des obligations qui sont énumérées ci-dessous...

c) l'obligation d'utiliser certaines techniques de culture conformes au système de production et aux objectifs assignés par les différents plans agricoles.

d) l'interdiction de pratiques culturales pouvant nuire, soit à la conservation des terres, soit à l'obtention des rendements escomptés ou à l'entretien des moyens de production".

article 43 : "Toute consommation intermédiaire...et tout approvisionnement prévus lors de l'élaboration du plan de culture...doivent être utilisés par l'exploitation, conformément aux orientations de la coopérative communale polyvalente de services".

(2)-in Le contrôle de l'Etat sur les unités agricoles autogérées et les coopératives de la révolution agraire. op.cit. p.143 et s.

"les coopératives sont tenues d'ouvrir leur compte obligatoirement et exclusivement à la Banque Nationale d'Algérie" (1), où sont centralisés et gérés tous les fonds de l'entreprise, et qu'elles doivent, de la même façon, adhérer aux coopératives de comptabilité et de gestion de leur circonscription. La tutelle du Ministère de l'agriculture vient compléter ce schéma d'organisation (2).

Théoriquement, le contrôle étatique est moins étroit sur les coopératives agricoles. Mais les attributions du Ministre en la matière sont énoncées en termes tellement vagues (3), que sa compétence reste largement discrétionnaire.

De fait, l'ensemble des contrôles a priori, auxquels est soumis le fonctionnement des entreprises autogérées, sont mis en oeuvre à l'égard des coopératives agricoles. Ils s'exercent sur les décisions qui commandent l'orientation de l'activité des entreprises, à savoir le plan annuel de production et le programme d'investissement. Les plans de financement correspondants sont élaborés par l'organisme bancaire, sur la base de ces décisions, visées par le service de tutelle et en fonction de normes fixées par voie administrative. Le système de contrôle sur les unités de production agricole du secteur d'Etat est ainsi unifié.

Mais une évolution s'est amorcée dans son fonctionnement. Alors même, que les pouvoirs de tutelle n'ont pas été juridiquement modifiés, le processus de décision s'est sensiblement démocratisé.

 (1)-Circulaire du Ministre de l'agriculture en date du 28 Septembre 1971. Cette mesure faisait suite à l'obligation imposée à toutes les entreprises publiques, autogérées et coopératives "d'effectuer la totalité de leurs règlements par mouvement de leurs comptes bancaires" à l'exception des dépenses de très faible importance.
 -Ordonnance n°71-86 du 31 Décembre 1971, portant loi de finances pour 1972, article 19, JORA 1971, p.1458.

(2)-Décret n°72-106 du 7 Juin 1972, article 10.

(3)-ibidem, article II
 "Il (le Ministre) suit l'évolution et contrôle l'activité des coopératives sur les plans technique, comptable et juridique".

Une concertation commence à s'instaurer entre les services techniques et les organes de gestion des unités de production, dont les modalités institutionnelles ne sont pas encore clairement fixées. Elle se réalise actuellement, dans des instances ad hoc, telles les commissions de *daïra* créées par circulaire, en attendant la mise en place définitive des coopératives polyvalentes de services, qui constitueront sans doute le cadre institutionnel permanent de cette concertation.

Une plus grande efficacité des mécanismes de tutelle peut légitimement être attendue du processus de démocratisation entrepris ; mais il n'en reste pas moins, que le système de contrôle mis en oeuvre opère, une nouvelle fois, une dissociation entre les droits reconnus et les pouvoirs effectifs des unités de production, sur l'utilisation des moyens matériels qui leur sont confiés.

2 - Les sanctions

Il pouvait paraître inutile, compte tenu de la vigueur des procédés de contrôle a priori, d'édicter un régime particulier de sanctions à l'égard des coopératives. La sanction la plus naturelle frappe en effet, en cas de gestion déficitaire, le revenu même des coopérateurs, qui sont en outre responsables, au moins partiellement, des dettes de l'entreprise, en cas de dissolution.

Cependant, le contrôle étatique ne porte pas seulement sur le fonctionnement de la coopérative. Il s'exerce aussi sur son existence. On a précédemment constaté que le Ministre de l'agriculture détenait le pouvoir d'agréer tout groupement coopératif (1), sans trancher nettement le problème de la valeur juridique de cet agrément. Il est désormais possible de se prononcer.

(1)-cf. supra p. 206.

L'agrément est une condition juridique de l'existence de la coopérative. Son octroi, au moment de la création de l'entreprise vient sanctionner positivement l'ensemble de l'opération de fondation et autoriser le fonctionnement de l'unité de production.

A l'inverse, le retrait d'agrément vient entériner le fait que la coopérative ne peut fonctionner conformément à la volonté de l'Etat-fondateur et entraîne automatiquement dissolution de l'entreprise. Mais cette sanction suprême n'intervient qu'en dernier ressort et après échec de plusieurs procédures pour redresser la gestion de la coopérative. "En cas de carence du conseil de gestion, d'inobservation des principes coopératifs ou de contravention à la réglementation en vigueur ou aux statuts" (1), le Ministre peut convoquer une assemblée générale extraordinaire. Si ses décisions s'avèrent inopérantes, le Ministre dissout le conseil de gestion de la coopérative et nomme en son lieu et place, une commission administrative pour une durée d'un an. Si le fonctionnement normal de la coopérative ne peut être rétabli au terme de ce délai, il provoque alors sa dissolution par la procédure du retrait d'agrément. Cette mesure doit être comprise, en fait, comme une décision de dissolution du collectif des coopérateurs, car au terme des opérations de liquidation, l'actif net subsistant doit nécessairement être "dévolu à d'autres coopératives groupant des attributaires de la révolution agraire" (2).

A travers les impératifs de la planification nationale et ses implications, la logique fondative tend donc à s'étendre au fonctionnement et à la gestion des coopératives agricoles. Les contraintes résultant des structures de l'économie algérienne ont produit les mêmes effets.

(1)-Décret n°72-106 du 7 Juin 1972, article 76.

(2)-Décret n°72-154 du 27 Juillet 1972, article 65.

§ 2 - LES CONTRAINTES STRUCTURELLES

La liberté contractuelle reconnue aux coopératives de la révolution agraire, n'a pas de valeur en soi. Son contenu réel dépend des conditions concrètes dans lesquelles elle peut s'exercer. Elle est liée en l'occurrence, aux modalités d'organisation du marché, sur lequel les coopératives doivent se procurer les moyens de production nécessaires à l'exploitation des terres et commercialiser leurs récoltes. Or, comme on l'a précédemment constaté, ce marché est largement dominé par des organismes publics, souvent investis de monopoles dans leur secteur d'activité.

Il en est ainsi tout d'abord, pour les services d'approvisionnement. Les moyens de production, auxquels prétend chaque coopérative, ne sont en effet disponibles qu'auprès d'organismes d'Etat

Soit en raison de leur importation, dont l'exclusivité appartient à ces organismes (ainsi pour le matériel agricole dont le monopole relève de la SONACOME (1) ou pour les plants et semences dont l'importation est assurée par l'OFLA et l'ONCV)(2).

Soit en raison de l'organisation étatique du circuit de distribution interne (ainsi pour les engrais fabriqués par la SONATRACH (3) et commercialisés par les SAP ou pour le matériel agricole et les pièces de rechange distribués par l'ONAMA) (4).

Des remarques analogues peuvent être formulées en ce qui concerne l'organisation des différents marchés de produits agricoles. La plupart d'entre eux sont peu ou prou dominés par les établissements

(1)-Société nationale de constructions mécaniques.

(2)-Office des fruits et légumes d'Algérie. Office national de commercialisation des produits viti-vinicoles.

(3)-Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures.

(4)-Office national du matériel agricole.

publics qui disposent d'un monopole de droit ou de fait, contraignant les coopératives à commercialiser par leur intermédiaire. Ainsi pour les céréales et le vin, mais aussi pour les cultures industrielles et les produits destinés à la transformation. Du moins, jusqu'en 1974, le marché des fruits et légumes était-il réglementé sans monopole, l'OFLA y intervenant en concurrence avec les mandataires et grossistes privés ; et les coopératives de production pouvaient effectivement, jusqu'à cette époque, écouler librement sur le marché, leur production de fruits et légumes.

A partir de la campagne 1974-1975, cette faculté leur a été retirée. Toutes les unités de production du secteur d'Etat, y compris les coopératives d'anciens moudjahidine, sont désormais tenues de livrer la totalité de leur production de fruits et légumes aux coopératives communales polyvalentes de services (I), dont la nature d'organisme semi-public a été précédemment mise en évidence. (2)

La liberté d'approvisionnement et de commercialisation, dont bénéficiaient théoriquement les coopératives agricoles, est ainsi pratiquement réduite à néant ; et avec elle, disparaît l'un des éléments essentiels du particularisme du modèle d'organisation coopérative par rapport au modèle autogestionnaire.

L'expérience accumulée et le fonctionnement concret des entreprises autogérées, ont d'ailleurs créé de telles "pesanteurs sociologiques" dans les appareils politique et administratif, que le rapprochement entre les deux modes d'organisation s'est encore accentué dans la pratique.

(I)-Ordonnance n°74-89 du 1er Octobre 1974, portant organisation de la commercialisation des fruits et légumes, articles 2 et 3, JORA 1974, p.842.

(2)-Cf. *supra* P. 321 s.

§ 3 - LES PESANTEURS SOCIOLOGIQUES

Il serait sans doute possible de montrer, en de nombreux domaines et sur une multitude de points particuliers, en quoi l'expérience du secteur autogéré a pesé, de manière négative, sur la constitution et le fonctionnement des coopératives de production. Seul modèle de référence pour les responsables administratifs chargés de l'application de la révolution agraire, l'entreprise autogérée les a certainement inspirés, consciemment ou non, lorsque, au-delà des textes, il s'agissait de prendre des décisions concrètes. Il a déjà été remarqué, à cet égard, comment les autorités locales avaient pris exemple, de manière plus ou moins explicite, sur l'entreprise autogérée au moment de la mise en place des coopératives. Il est possible d'évoquer ici deux autres exemples, particulièrement significatifs de cette situation, l'un relatif à la constitution des organes de gestion, l'autre concernant l'organisation économique de la coopérative.

A l'inverse de la réglementation applicable au secteur autogéré agricole et de celle récemment mise en oeuvre pour l'organisation socialiste des entreprises, (2) les statuts des coopératives de la révolution agraire, ne prévoient aucune disposition spéciale quant à l'élection des organes de gestion. On se souvient que dans l'entreprise autogérée, l'organisation des élections relève de commissions contrôlées par le Parti, qui a notamment compétence pour choisir, parmi les différentes candidatures au poste de président, les deux noms qui seront soumis au suffrage des travailleurs (1).

Le silence du législateur, dans le cas des coopératives agricoles, ne devait certainement pas être interprété, comme une lacune, que la référence à l'autogestion était susceptible de combler. Il semble bien en effet, que les pouvoirs publics aient voulu laisser une certaine initiative aux coopérateurs dans ce domaine.

(1)-cf. supra p. 118.

(2)-cf. infra p. 321 s.

Or, lorsque ce problème s'est posé, les autorités locales ont tout naturellement agi par référence aux textes régissant l'autogestion agricole et ont contrôlé étroitement, le processus de désignation des gestionnaires des coopératives (1) et en particulier, du président (2).

En ce qui concerne l'organisation économique des coopératives, la même référence à l'autogestion peut être constatée. Au moment où il s'agit d'organiser les premiers travaux sur les terres de la révolution agraire et de fournir aide matérielle et technique aux nouveaux attributaires, l'administration algérienne réagit en 1972, en recourant comme en 1962-1963, à la structure des sociétés agricoles de prévoyance, dont le statut est resté et reste aujourd'hui encore, inchangé, en dépit d'une déclaration d'intention contraire (3).

Les Sociétés agricoles de prévoyance furent ainsi chargées d'organiser la campagne labours-semences 1972-1973 (4), de gérer provisoirement à cet effet le matériel destiné aux coopératives (5), puis de centraliser toutes les opérations d'approvisionnement des coopératives de production, en contractant directement avec les

(1)-cf. Etude du CNRESR, op.cit. p.224.

"Les élections se sont déroulées au scrutin oral et non au scrutin secret comme le préoyaient les textes...Les coopérateurs ont été réunis en présence des autorités des différentes communes, de celles de la daïra et de la wilaya, du commissaire du Parti, ainsi que du chargé de mission de la révolution agraire".

(2)-ibidem, p.225

L'étude note que "les assemblées communales ont poussé les coopérateurs à choisir comme présidents les anciens locataires des lots communaux qu'elles connaissaient et qui avaient une certaine expérience des relations avec les institutions étatiques.

(3)-Charte de la révolution agraire, op.cit. p.1279

"La rénovation des sociétés agricoles de prévoyance est nécessaire au succès de la révolution agraire. En tant que structures héritées de la période coloniale, leur action reste insuffisamment diversifiée, eu égard aux objectifs de développement de l'agriculture...la révolution agraire doit par conséquent réorganiser leurs activités et leur gestion dans le cadre d'une politique dynamique de développement et d'intégration de l'agriculture".

(4)-Circulaire de la Commission nationale de la révolution agraire en date du 31 Juillet 1972.

(5)-Circulaire de la Commission nationale de la révolution agraire en date du 18 Mai 1973.

organismes publics prestataires de services (1). Concrètement, cette situation a hypothéqué d'emblée l'exercice par les coopérateurs des prerogatives qui leur étaient conférées et bien souvent, engendré l'endettement des coopératives, avant même qu'elles aient réellement commencé à fonctionner.

Ainsi, alors que le discours officiel s'efforçait d'écarter toute analogie possible entre le système coopératif et l'autogestion, la pratique révèle de nombreux points de convergence. Il importe donc de conclure sur la portée des changements introduits, dans les rapports économiques, par l'instauration de la coopération agricole.

(1) - Circulaire de la Commission nationale de la révolution agraire en date du 13 Septembre 1973.

CONCLUSION :

Les difficultés d'analyse du statut réel de l'entreprise coopérative, retentissent bien évidemment sur celui du bénéficiaire de la révolution agraire.

De fait, ce statut ne peut pas être envisagé initialement d'un point de vue univoque. A la fois attributaire et coopérateur, le bénéficiaire se trouve dans une situation de double dépendance juridique individuelle à l'égard de l'Etat, collective envers la communauté des coopérateurs. Cette dualité de rapports, participe de logiques juridiques différentes et l'un des enjeux de la révolution agraire, réside précisément dans leur confrontation et dans la nécessaire prééminence, à terme, de l'une sur l'autre.

Cet enjeu ne saurait toutefois être apprécié, indépendamment de la problématique globale de la révolution agraire, et donc de la place occupée par la coopération dans le processus de transformation, qui affecte la société algérienne dans son ensemble. A cet égard, l'expérience algérienne de coopération agricole, suscite deux ordres de réflexion.

Il est incontestable tout d'abord, que depuis le début de l'application de la révolution agraire, le mode d'organisation coopérative représente, dans le secteur agricole, un facteur d'attraction considérable. Les petits propriétaires privés doivent emprunter cette voie pour prétendre à l'aide financière et technique de l'Etat, tandis que l'activité de l'ensemble des unités de production du secteur d'Etat est désormais insérée dans le réseau étroit des coopératives polyvalentes de services. Cette dernière mesure a amorcé un processus d'intégration entre les différentes branches du secteur agricole d'Etat, dont on pressent déjà qu'il se poursuivra, jusqu'à l'unification totale des modes de gestion, sous l'égide de la coopération.

La signification sociale de ce processus demeure toutefois ambiguë. S'il apparaît clairement qu'il se développe au détriment du système d'autogestion, le mode d'organisation coopérative ne présente aucune qualité intrinsèque. "Le mouvement coopératif ne peut être que lié au milieu socio-économique dans lequel il baigne et ne saurait être de même nature dans des régimes sociaux différents"(1). En ce sens, la nature de l'organisation coopérative ne peut être appréciée indépendamment de l'analyse de la société dans laquelle elle prend place.

Cette question de fond ne peut être résolue ici et fera l'objet de développements ultérieurs. Car, de la réponse qui lui sera apportée, dépend en dernière instance, la détermination du statut réel des coopérateurs.

 (1)-TIDAFI T. L'agriculture algérienne et ses perspectives de développement. op.cit. p.173.

TITRE III

L'ENTREPRISE SOCIALISTE

INTRODUCTION : ENTREPRISE PUBLIQUE ET ENTREPRISE SOCIALISTE

Au moment où l'Algérie accède à l'Indépendance, le pays est déjà doté d'un réseau important d'entreprises publiques, dont la création s'est opérée par vagues successives, en liaison avec le processus irrégulier qui s'est développé dans la métropole. Il faut toutefois souligner qu'un certain nombre d'institutions ont été mises en place "pour répondre à un besoin proprement algérien" (1), tout particulièrement à partir de 1956, et dans le cadre du Plan de Constantine (2). Toujours est-il qu'"en vertu des Accords d'Evian et du transfert de biens et compétences de la puissance publique française en Algérie au nouvel Etat algérien, ces établissements publics ont été transférés à l'Algérie" (3).

Depuis 1962, l'héritage colonial s'est renforcé d'un nombre considérable d'entreprises publiques, créées dans toutes les branches de l'activité sociale, et au premier chef dans le secteur économique qui seul retiendra ici l'attention (4). Plus précisément, et notamment à partir de 1965, c'est la formule de la société nationale qui prévaut et sert de support juridique à la politique d'industrialisation du pays, alors que jusqu'à cette époque, les entreprises créées revêtaient généralement la forme d'établissements publics à caractère industriel et commercial. Ainsi, le législateur algérien adopte à l'origine, et sous réserve de modifications et d'adaptations mineures, la division dichotomique des entreprises publiques, en sociétés à capital public et établissements publics.

(1)-BORELLA F. "Le droit économique positif en Algérie" op.cit. p.755.

(2)-Sur la création des entreprises publiques avant l'Indépendance, *ibidem*, p.516 et p.755 et s.

(3)-*ibidem*, p.755.

(4)-On trouvera en annexe la liste des entreprises publiques à caractère économique.

Encore faut-il ajouter les sociétés d'économie mixte, dont le capital est le plus souvent contrôlé à plus de 50% par l'Etat algérien, mais dont le classement au titre des entreprises publiques est controversé(1)

Si l'Algérie reconduit donc initialement les modalités d'organisation du secteur public économique héritées du droit français, elle s'efforce depuis 1971, de dépasser ces divisions classiques, par la mise en oeuvre de l'organisation socialiste des entreprises, qui a vocation à s'appliquer à la grande majorité des entreprises d'Etat (2). Il importe, par conséquent, de s'interroger sur les traits caractéristiques de chaque type d'entreprise, afin de mettre à jour les conditions et modalités, selon lesquelles le législateur algérien envisage de socialiser l'entreprise publique.

I)"Au plan théorique, la formule de la société d'Etat est la forme typique du capitalisme d'Etat" (3). Compte tenu de l'évolution récente qui a eu pour effet de rapprocher, tant en France qu'en Algérie, les statuts de la société nationale et de l'établissement public à caractère industriel et commercial, ce constat peut être étendu à l'ensemble des entreprises publiques à caractère économique. Sans anticiper sur les développements ultérieurs, il importe ici de définir brièvement, ce qu'il faut entendre par capitalisme d'Etat. Ce vocable,

(1)-cf. DE LAUBADERE A. Droit public économique. op.cit. p.495.

(2)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises adoptée et publiée en même temps que l'Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, relative à la gestion socialiste des entreprises, JORA 1971, p.1346
Article 1er : "Les dispositions de la présente Ordonnance s'appliquent à l'organisation et à la gestion de l'entreprise socialiste ayant pour objet une activité économique sociale ou culturelle, à l'exclusion des secteurs autogérés agricoles ou coopératifs".
Article 2 : "L'entreprise socialiste est l'entreprise dont le patrimoine est constitué intégralement par des biens publics"
La formule exclut par conséquent les sociétés d'économie mixte, dont les statuts n'ont au demeurant jamais été publiés. Elle englobe en revanche les entreprises locales (article 3, alinéa 2).

(3)-BORELLA F. "Le droit économique positif en Algérie" op.cit. p.775.
-MAHIOU A. Les institutions administratives algériennes. Cours polycopié Faculté de droit Alger 1972-1973, Tome 4 : La théorie générale des services publics, p.20.

apparemment hérétique, conceptualise une situation dans laquelle l'appropriation publique des moyens de production ne s'est pas accompagnée d'une transformation consécutive des rapports économiques. Plus précisément, le fonctionnement des rapports capitalistes à l'intérieur de la propriété d'Etat, signifie d'une part, que le statut des travailleurs reste enserré dans des rapports salariaux et d'autre part, que les relations entre les unités de production restent dominées par la loi de la valeur.

C'est la situation qui prévaut dans le secteur public économique français avec l'échec de "l'idéologie des nationalisations", le déclin progressif de la gestion tri ou quadri-partite dans les entreprises nationales, et le système de planification souple, adopté depuis la seconde guerre mondiale (1).

Toutes proportions gardées, le secteur public de l'économie algérienne est susceptible, jusqu'en 1971, de la même analyse. L'idée de capitalisme d'Etat est toutefois formellement récusée par les responsables politiques algériens (2), pour des raisons qui seront explicitées par la suite. Pour autant, aucune analyse du secteur d'Etat antérieurement à 1971, n'est effectuée. Certes, les traits caractéristiques du capitalisme sont dénoncés avec vigueur par le législateur

(1)-DE LAUBADERE A. Traité élémentaire de droit administratif. op.cit. Tome 3. p.541 et s.

(2)-Interview du Responsable du Parti à l'hebdomadaire Révolution Africaine, n° 350 du 6 Novembre 1970
"Ce processus n'a rien à voir avec je ne sais quel capitalisme d'Etat et que certains ont cru voir dans notre méthode de développement".
-Discours du Chef de l'Etat au 4ème Congrès de l'UGTA, le 2 Avril 1973, Journal El Moudjahid, 3 Avril 1973
"Plusieurs critiques ont été formulées et nombreux ont été ceux qui prétendaient que l'Algérie ne poursuivait pas une politique socialiste et que tout ce qui était entrepris ici n'était qu'une forme de capitalisme d'Etat. Ce point de vue est en réalité superficiel et un jugement précipité sur l'expérience algérienne".
-Discours du Chef de l'Etat à la Maison du Peuple, le 10 Juin 1973, Journal El Moudjahid, le 12 Juin 1973
"Lors des premières années, c'est à dire au moment où nous avons décidé des mesures de nationalisation et la création des sociétés nationales et Offices d'Etat, certains prétendaient qu'il n'y avait pas de socialisme en Algérie mais plutôt un capitalisme d'Etat".

algérien (1), mais la ligne de clivage de cette dénonciation passe par la distinction du secteur privé et du secteur public, dont le contenu est maintenu à l'abri de toute critique.

Du moins, une justification est-elle apportée à la stratégie de développement adoptée, qui met à jour, en dépit des dénégations officielles, la réalité du capitalisme d'Etat. Selon la thèse fréquemment développée et reprise dans la Charte de l'organisation socialiste des entreprises, la construction du socialisme s'effectue en Algérie de manière harmonieuse et par étapes successives, qui s'enchaînent sans difficultés majeures (2). Il est en particulier affirmé que la concentration des ressources économiques, sous la maîtrise de l'Etat, a constitué une étape nécessaire et préalable à la mise en oeuvre de la gestion socialiste, qui doit maintenant s'instaurer comme complément naturel de la phase d'accumulation (3). Dès lors, l'entreprise publique ne serait qu'une simple technique juridique de développement,

(1)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit. p.1347
 "Si l'entreprise privée est caractérisée par une contradiction permanente entre les intérêts du patron et ceux des travailleurs, intérêts totalement divergents, dans l'entreprise socialiste, les intérêts des producteurs et ceux de l'Etat sont indissociables...La production du travailleur n'est plus l'objet d'une exploitation éhontée pour l'enrichissement du capitalisme, mais est justement rémunérée parce que le travail est la source de la richesse nationale...Désormais, le travailleur n'est plus un objet, un moyen de production dont le capitalisme s'efforce de tirer une plus-value maximum".

(2)-ibidem, op.cit. p.1346
 "Le pouvoir révolutionnaire s'est d'abord attaché à l'accomplissement des tâches urgentes qui constituent les conditions préalables impératives à la construction du socialisme. Il s'agissait d'édifier un Etat stable et solide...de récupérer les richesses nationales, d'assainir l'économie de redresser la situation financière des entreprises et de promouvoir la rentabilité nécessaire".

(3)-ibidem
 "Ce faisant, l'Algérie a renforcé son contrôle sur son économie de manière à en assurer l'indépendance et à créer la base de développement de l'économie socialiste. Il devient désormais possible de procéder aux transformations permettant de gérer l'économie selon des méthodes socialistes".

dont l'utilisation, momentanément indispensable (1), et socialement peu satisfaisante (2), n'hypothéquait pas toutefois l'avenir socialiste.

Le discours officiel, tout en réfutant la notion de capitalisme d'Etat, dévoile cependant la nature réelle des rapports sociaux dominants au sein de l'entreprise publique, en assignant à la gestion socialiste la tâche de les transformer. Celle-ci vise en effet à élever le travailleur au rang de producteur-gestionnaire (3), et entend éliminer les anciens rapports de travail, fondés sur la notion de salariat (4).

(1)-VLACHOS G. "Le droit public du développement : le modèle algérien" RJPIC 1973, p.61

"Il est prouvé par l'expérience qu'un pays qui veut se développer n'a d'autre alternative que d'utiliser le procédé de l'entreprise publique de manière extensive".

(2)-Discours du Chef de l'Etat au 15ème anniversaire de l'UGTA le 24 Février 1971, Recueil de discours, op.cit., Tome 3, p.175

"Nous avons donné par le passé la priorité à l'autorité des Directeurs, car notre économie malade nécessitait des mains fermes au sommet. Aujourd'hui, nous avons atteint un stade où le problème du contrôle se pose avec insistance".

(3)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit. p.1347

"Le travailleur devenu producteur-gestionnaire...a un droit fondamental au travail, à la stabilité et à la protection de son emploi".

-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, relative à la gestion socialiste des entreprises

Article 7 : "Les travailleurs de l'entreprise socialiste sont des producteurs qui assument des responsabilités dans la gestion de l'entreprise".

(4)-Allocution du Chef de l'Etat au Séminaire sur les entreprises nationales, le 12 Novembre 1971, Recueil de discours, op.cit. Tome 3, p.31

"Ceci entraîne une transformation radicale des anciennes mentalités en supprimant le sentiment de salarié et le concept de patron".

-Allocution du Chef de l'Etat lors de l'installation de la Commission nationale pour la gestion socialiste des entreprises, le 13 Novembre 1971, journal El Moudjahid le 14 Novembre 1972

"De simple salarié, le travailleur se hissera à la qualité de producteur responsable, ce qui permettra de réaliser le contrôle populaire de manière efficiente".

-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit. p.1346

"L'Algérie entame désormais le processus de construction des bases matérielles du socialisme...Par l'élaboration de structures qui doivent transformer radicalement les situations sociales préexistantes en vue d'instaurer un ordre nouveau régi par les lois de la démocratie socialiste

La mise à jour de cette contradiction de l'idéologie officielle, n'aurait que peu d'intérêt si elle ne retentissait en fait sur la conception adoptée de l'entreprise socialiste.

2) On a déjà énoncé, lors de l'analyse de l'entreprise autogérée (I), les conditions qui commandent le passage du capitalisme d'Etat à la socialisation des moyens de production. La notion descriptive de "révolutionnarisation de l'entreprise", adoptée par M. BETTELHEIM ¹ exprime de façon lapidaire l'impératif de cette phase de transition, qui peut être résumé de la manière suivante :
 "Le pouvoir au sein de l'entreprise ne se partage pas sans changer radicalement les positions de force respectives des deux partenaires"(2).

Aussi bien, le problème ne se pose-t-il pas en termes quantitatifs d'association progressive et d'accroissement régulier de la participation des travailleurs à la gestion, mais en termes qualitatifs de rupture avec le mode ancien de révolution du pouvoir au sein de l'entreprise. La problématique de la gestion socialiste ne réside donc pas dans le simple aménagement des rapports de travail dans les unités de production, mais dans leur transformation, c'est à dire dans la remise en cause des conditions sociales de la division du travail de type capitaliste.

Au regard de ces exigences, le discours tenu par le Pouvoir sur la gestion socialiste des entreprises algériennes, recèle nombre d'ambiguïtés et de contradictions. Dans leur ensemble, elles relèvent d'une seule et même lacune : l'absence d'analyse critique de l'entreprise publique dans son organisation antérieure. Dès lors en effe

 (1)-cf. supra p. 36.

(2)-GAUD B. "La participation ouvrière en Algérie", essai d'analyse du concept de participation dans le cadre de certaines institutions de participation ouvrière dans l'industrie algérienne, RASJ 1967, p.352.

que l'entreprise, même appropriée par l'Etat, n'est pas perçue comme facteur de reproduction des rapports sociaux capitalistes, et que l'accent est porté principalement sur la notion juridique de propriété publique, le débat tourne court et conduit à poser le problème de la mise en oeuvre de la gestion socialiste en marge de toute contradiction.

On peut à ce titre remarquer, avec M. MIAILLE, que "le discours théorique sur l'entreprise socialiste peut s'énoncer sous la forme d'un syllogisme très simple : l'Etat est l'Etat des travailleurs or l'entreprise est propriété de l'Etat ; donc elle est propriété des travailleurs" (1). Effectivement, nombre de dispositions tant de la Charte que de l'Ordonnance relatives à la gestion socialiste, invitent à identifier l'Etat à la masse des travailleurs, avec cependant des glissements de terminologie significatifs (2).

Quoi qu'il en soit, la logique de cette approche conduit tout naturellement à nier l'existence, présente ou future, de contradictions au sein de l'entreprise (3). Cette pétition de principe vise

(1)-MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne", op.cit. p.665.

(2)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit. p.1347
"Il est évident que dans une société socialiste, l'entreprise du secteur public appartient à l'ensemble des travailleurs du pays à travers l'Etat qui est le leur"... "Travailleur dans une entreprise appartenant à l'Etat, c'est à dire au peuple".

-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971

Article 3 : "L'entreprise socialiste est la propriété de l'Etat représentant la collectivité nationale".

(3)-ibidem, p.1349

"Il ne saurait surgir de conflits fondamentaux entre elle (la direction) et le collectif des travailleurs, dès lors qu'ils oeuvrent ensemble vers le même objectif".

-Discours du Chef de l'Etat le 19 Juin 1973, journal El Moudjahid du 20 Juin 1973

"Il n'est point dans mon intention de faire apparaître une division quelconque entre l'administration et les masses ouvrières... La participation ne signifie pas l'instauration d'une sorte de contradiction au sein de l'entreprise, mais consiste à placer le travailleur dans son cadre authentique".

-Déclaration du Vice-Président de la Commission nationale pour la gestion socialiste des entreprises à l'APS, journal El Moudjahid 27 Septembre 1971
"La confrontation directeurs-travailleurs ne repose sur rien, étant donné que le directeur général n'est pas propriétaire de l'entreprise".

tant à désamorcer l'esprit revendicatif des travailleurs (1), qu'à rassurer les cadres gestionnaires sur la portée de la nouvelle organisation (2). L'argumentation n'est pas toutefois développée dans toutes ses implications, comme on le constatera en analysant les pouvoirs effectifs de chaque organe de gestion de l'entreprise. Elle retentit cependant directement sur la conception développée, tant de l'autonomie de l'entreprise, que de la participation des travailleurs à sa gestion.

Sur le premier point, comme le remarque M. MIAILLE, "la nature de l'entreprise socialiste est la question de fond à laquelle nous devons répondre. La réponse sera nécessairement nuancée. C'est une fondation indéniablement mais à laquelle on a donné des caractères corporatifs" (3). Aussi, le problème de l'organisation socialiste ne se pose-t-il pas en termes alternatifs de déconcentration ou de décentralisation, mais bien plutôt dans l'appréciation du degré de déconcentration mis en oeuvre, qui permet de mesurer réellement le rapport entre propriété d'Etat et possession des entreprises.

(1)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit. p.1347
"L'activité du syndicat peut prendre ici (dans le secteur privé) un aspect revendicatif si le patronat passe outre aux droits des travailleurs. Dans le secteur socialiste, les droits des travailleurs sont garantis par la nature même de l'entreprise et s'exercent notamment par l'association directe à la gestion".

-Allocution du Chef de l'Etat au Séminaire des entreprises nationales le 12 Novembre 1971, déjà citée

"Il fut un temps où la grève était la seule arme qui permettait d'obtenir des droits. Aujourd'hui la révolution déclare au travailleur qu'il a le droit d'exprimer ses points de vue, de formuler ses revendications au cours des nombreuses réunions et d'exiger le changement de ce qu'il juge inutile et voué à l'échec".

(2)-Allocution du Chef de l'Etat lors de l'installation de la Commission nationale pour la gestion socialiste, le 13 Novembre 1972, déjà citée
"Le but de la composition de cette Commission est de faire converger les idées des représentants de l'administration et celles des travailleurs...L'opération dont nous entamons aujourd'hui l'exécution est une option fondamentale de notre révolution socialiste. Elle n'est dirigée contre l'administration d'aucune entreprise".

(3)-MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne", op.cit. p.685.

Sur le second point, s'il est vrai que "la participation des travailleurs n'est pas une notion monolithique", qu'"elle est susceptible de degrés, étant plus importante dans certains domaines ou à certains niveaux qu'elle ne l'est dans d'autres" (I), il est clair qu'elle ne remet pas en cause, de manière radicale, les anciens rapports sociaux de production.

La synthèse de ces différents points de vue autorise à affirmer, au delà de l'idéologie officielle, que le modèle initial de l'entreprise publique française (Chapitre I) n'est pas fondamentalement transformé, mais simplement aménagé par le principe de "l'organisation socialiste" (Chapitre II).

(I)-MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne", op.cit. p.672.

CHAPITRE I-- LE MODELE INITIAL DE L'ENTREPRISE PUBLIQUE FRANCAISE

L'Algérie recueille en 1962, dans l'héritage juridique que lui lègue la France, la notion incertaine et controversée d'entreprise publique. Pas plus qu'en France, où la tentative a avorté (1), un statut général des entreprises publiques n'est initialement élaboré, susceptible de conférer une consistance juridique à une catégorie institutionnelle, que différentes pratiques juridiques ont cependant consacrée. Il faudra attendre l'Ordonnance du 16 Novembre 1971, pour qu'un statut officiel soit promulgué. Encore convient-il de noter que ce statut ne s'applique depuis que progressivement (2), de nombreuses entreprises demeurant régies par leur statut initial. L'analyse qui suit conserve donc, au moins en partie, sa valeur en droit positif.

L'utilisation de cette notion d'entreprise publique, se heurte aux mêmes difficultés théoriques et pratiques, d'analyse et d'interprétation, que celles rencontrées en droit français. On ne sera pas étonné par conséquent de retrouver ici, la plupart des débats qui divisent, depuis 1945, la doctrine française. L'approche en sera toutefois sensiblement renouvelée. Partant de la constatation de la nature fondative de l'entreprise publique, qui situe l'analyse dans le cadre de la centralisation administrative, on sera conduit à analyser la gestion des entreprises publiques sous le double point de vue de la déconcentration et de l'autonomie de l'appareil dirigeant.

Section I - LA NATURE FONDATIVE DE L'ENTREPRISE PUBLIQUE

L'identification de l'entreprise publique algérienne comme fondation de l'Etat, ne souffre ni difficultés ni ambiguïtés. Il s'agit d'un donné qui s'offre directement à l'analyse, à l'encontre

(1)-cf. sur ce point notamment DE LAUBADERE A. Traité élémentaire de droit administratif. op.cit. Tome 3, p.547

(2)-A la fin de 1975, la gestion socialiste s'appliquait à 36 entreprises publiques, alors que leur effectif dépasse la centaine.

des situations précédemment examinées dans l'autogestion et la coopération agricoles. Et si la réalité fondative se dégage de nécessités spécifiques à l'économie algérienne, les conséquences qui en sont tirées sont analogues dans les deux ordres juridiques.

§ I - LA CREATION DE L'ENTREPRISE PUBLIQUE

Le particularisme du cas algérien apparaît essentiellement lorsque l'on envisage la création de l'entreprise publique du point de vue matériel. En revanche, sous l'angle organique, le rapprochement avec la situation française aboutit à une identification de fait

I - L'aspect matériel

Le développement du secteur public économique, dont l'entreprise publique constitue la technique juridique d'organisation, n'obéit pas à des préoccupations identiques et ne remplit pas les mêmes fonctions en France et en Algérie. Il faut sur ce point nuancer l'analyse précédente, présentée en termes de capitalisme d'Etat. Comme y invite M. BETTELHEIM, "il ya lieu d'analyser les différences spécifiques qui séparent ce capitalisme d'Etat (celui des économies post-coloniales), de celui qui se développe sur la base du capitalisme de monopoles dans les grands pays impérialistes (1).

Dans le cadre du capitalisme monopoliste, la prise en charge directe par la puissance publique de certaines activités économiques, peut s'analyser comme la "dévalorisation d'une partie du capital social, afin d'apporter une réponse à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit" (2).

(1)-BETTELHEIM Ch. La transition vers l'économie socialiste. Maspéro Collection Economie et Socialisme, Paris 1968, p.27

(2)-MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" op.cit. p.654.

L'interventionnisme de l'Etat s'insère donc dans le fonctionnement du système capitaliste, en vue de résoudre les problèmes que rencontre son développement au stade monopoliste et de favoriser les adaptations que nécessitent ses crises cycliques ; il reste par conséquent tributaire de ses exigences (1).

Le capitalisme d'Etat se développe en Algérie sur des bases matérielles différentes. La forme étatique du capitalisme ne répond pas en effet aux nécessités du stade monopoliste de son développement, mais aux impératifs de la phase d'accumulation primitive. Pour des raisons historiques qui seront explicitées par la suite, la transition au capitalisme s'achève sous l'emprise de l'Etat et la fonction de l'entreprise publique est dès lors de réaliser cette accumulation, qui fut, ailleurs, prise en charge par le capital privé.

L'Etat entend donc maîtriser, à travers l'économie nationale, l'ensemble du processus de développement. Ce facteur essentiel de particularisme entraîne une série de conséquences.

Il explique, en premier lieu, l'essor considérable du secteur public économique dont les limites ne sont pas circonscrites à la nationalisation de quelques "secteurs clés", mais doit s'étendre à tous "les secteurs vitaux de l'économie nationale" (2).

En second lieu, il implique une situation de subordination et de dépendance du capital privé par rapport au secteur public. C'est ce que révèle le statut théorique de l'investissement privé, qui sera analysé ultérieurement. Et même si la pratique fait apparaître des

(1)-cf. Traité marxiste d'économie politique - Le capitalisme monopoliste d'Etat - Editions Sociales, Paris 1971, Tome I, p.25
 "Entre les monopoles et l'Etat, il n'y a ni fusion ni séparation, mais étroite interaction, chacun ayant à la fois un rôle propre et un même but : développer l'accumulation du capital et la concentration, renforcer l'exploitation capitaliste et accroître le profit des groupes monopolistes. En dernière instance cependant le rôle déterminant appartient aux monopoles".

(2)-Ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966, portant Code des investissements, article 2, alinéa I, JORA 1966, p.901.

relations plus complexes entre les deux secteurs, la maîtrise par l'Etat de l'ensemble des circuits économiques, imprime au processus capitaliste de développement, des orientations particulières et des formes spécifiques d'articulation entre capital public et capital privé, qui démarquent nettement les deux formes d'existence du capitalisme d'Etat.

2- L'aspect organique

Du point de vue organique, la création de l'entreprise publique résulte, soit d'une nationalisation et de l'affectation consécutive du patrimoine approprié à un établissement existant ou constitué ultérieurement (1), soit d'une mesure opérant, ex nihilo, la formation d'un organisme à des fins déterminées par l'Etat (2).

Les techniques juridiques utilisées appellent les mêmes observations, que celles formulées par la doctrine française à propos des nationalisations. Tout d'abord, les formes juridiques d'appropriation publique sont unifiées depuis 1965 en Algérie, sous la dénomination de nationalisations. Un terme définitif est ainsi posé au débat théorique engagé autour de la formule antérieurement utilisée, qui consistait à "déclarer biens d'Etat", patrimoines et entreprises soustraits à l'emprise de l'appropriation privée (3). En outre, toutes les nationalisations qui interviennent désormais sont décidées, à l'instar du droit français (4), sous la forme d'actes ayant valeur législative.

(1)-La liste des nationalisations intervenues dans le secteur industriel et commercial, et des transferts opérés au profit des entreprises publiques, est dressée en annexe.

(2)-DELION A.G. Le statut des entreprises publiques. Berger-Levrault, Paris 1963, p.15.

"L'entreprise publique est un patrimoine public personnalisé affecté à une tâche économique".

(3)-cf. *supra* p. 83.

(4)-La Constitution française de 1958 énonce en son article 34 que "la loi fixe les règles concernant...les nationalisations d'entreprises"

Quant à la portée de la mesure de nationalisation, elle a suscité dans les deux pays des controverses similaires, qui trouvent une conclusion identique. Au delà en effet de l'idéologie développée sur le contenu de la notion qui visait, en France, à distinguer la nationalisation de l'étatisation, et qui tend en Algérie à assimiler propriété d'Etat et propriété du peuple, force est de constater que l'acte de nationalisation opère juridiquement transfert de propriété au profit de l'Etat, sujet juridique et représentant exclusif de la nation (1). Et c'est bien effectivement comme propriétaire des biens "nationalisés", que l'Etat décide de leur gestion et de la création des entreprises chargées de leur mise en valeur.

L'acte lui-même de création de l'entreprise, qu'elle soit ou non liée à une opération de nationalisation, intervient selon des procédés juridiques analogues à ceux du droit français. Il a déjà été signalé que depuis 1966, la création de toute entreprise publique devait intervenir par voie d'Ordonnance. Certes, la disposition ne visait directement que les établissements publics (2), mais elle a été en fait appliquée à toutes catégories juridiques relevant de la notion d'entreprise publique, et notamment aux Sociétés nationales.

En outre, la pratique algérienne paraît avoir encore rapproché les formes juridiques de création des entreprises publiques dans les deux pays. De même que l'article 34 de la Constitution française de 1958 ne réserve à la loi que "la création de catégories d'établissements publics", le législateur algérien distingue parfois, selon une formule tout aussi ambiguë (3), la création d'une nouvelle catégorie institutionnelle qui relève d'une mesure législative, et la

(1)-MIALLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" op.cit. p.664

"La nation n'ayant pas de consistance juridique, seul l'Etat est la personne morale de droit qui peut recueillir les biens ainsi transférés à la collectivité".

(2)-"A compter du 1er Janvier 1966, aucun Office ou établissement public ne pourra être créé que par une Ordonnance qui fixera en même temps son statut" (article 5 de l'Ordonnance n°65-320 du 31 Décembre 1965, déjà citée).

(3)-Ordonnance n°67-290 du 30 Décembre 1967, portant Loi de finances pour 1968, JORA 1967, p.II94

Article 9 bis : "L'article 5 bis de l'Ordonnance n°65-320 du 31 Décembre 1965, portant Loi de finances pour 1966 est modifié et rédigé ainsi qu'il suit : tout Office ou établissement public d'importance nationale ne pourra être créé que par un texte de portée législative qui fixera en ces termes son statut"

constitution, dans cette catégorie, d'établissements particuliers qui appartient au domaine réglementaire (I).

L'analyse des conditions matérielles et formelles, dans lesquelles l'entreprise publique naît à la vie juridique, permet donc incontestablement de conclure à sa nature fondative, dont il convient maintenant de présenter les manifestations essentielles.

§ 2 - LES MANIFESTATIONS DE LA NATURE FONDATIVE DE L'ENTREPRISE PUBLIQUE

Il serait aisé de montrer que les différentes questions, touchant à la nature et au régime juridique des entreprises publiques, reçoivent en droit algérien les réponses, certaines ou toujours discutées, que la jurisprudence et la doctrine ont dégagées en droit français. On ne retiendra toutefois que celles d'entre elles qui intéressent directement l'objet de ce travail, à savoir le rattachement de l'entreprise à la collectivité fondatrice, et le régime de son patrimoine.

I - Le rattachement de l'entreprise publique à la collectivité fondatrice

De l'analyse de l'entreprise publique en tant que fondation, c'est à dire comme "représentation séparée de l'un des intérêts collectifs d'un groupe social déjà organisé" (2), découle la notion incertaine de "rattachement". Suivant les qualifications du

(I)-Voir en ce sens le cas des Commissariats chargés de la mise en valeur dans les grands périmètres, dont les modalités de création et d'organisation ont été prévues par l'Ordonnance n°68-69 du 21 Mars 1968 (JORA 1968, p.258), alors que la création de chaque Commissariat fait l'objet d'un Décret. (voir liste en annexe).

-cf. pareillement, Ordonnance n°69-106 du 26 Décembre 1969, portant création des instituts de technologie, article 2, JORA 1970, p.2.
- et encore Ordonnance n°70-39 du 12 Juin 1970, portant statut général des théâtres régionaux, article I, JORA 1970, p.592.

(2)-CONSTANS L. Le dualisme de la notion de personne morale administratif en droit français. op.cit. p.209.

droit positif, la doctrine classique rapporte cette notion à l'institution de la tutelle administrative, qui "constitue l'un des traits communs à la décentralisation par service et à la décentralisation territoriale" (1). Le législateur algérien s'est engagé dans cette voie, en reproduisant mécanismes et techniques du régime de tutelle du droit français. Chaque entreprise publique est placée statutairement sous la tutelle d'un département ministériel, auquel sont conférées des prérogatives plus ou moins étendues, quant à son organisation et à son fonctionnement

Sur le plan de l'organisation administrative, il n'est pas utile de reprendre l'ensemble de l'argumentation, au terme de laquelle M. CONSTANS démontre le caractère erroné de la thèse classique de la "décentralisation par services", en mettant l'accent sur le fait que le mode de dévolution du pouvoir dans l'entreprise publique procède d'une simple déconcentration administrative. Il suffit de retenir que l'analyse effectuée du phénomène de subordination fonctionnelle, lui permet de nuancer la définition classique de la déconcentration, tout entière axée sur une conception étroite du pouvoir hiérarchique (2).

Cette conception rénovée de la déconcentration administrative correspond tout à fait aux formules, selon lesquelles sont organisées les entreprises publiques algériennes, et dont la caractéristique commune est d'établir des liens de subordination, relativement accentués, entre les organes de gestion et la collectivité étatique. Les mécanismes de représentation de l'Etat dans la structure des entreprises publiques seront étudiés à la section suivante. Mais il est déjà possible d'avancer que la dépendance organique et fonctionnelle, dans laquelle elles sont tenues à l'égard de la collectivité fondatrice, est extrêmement forte.

(1)-DE LAUBADERE A. Traité élémentaire de droit administratif. op.cit. Tome I, p.177.

(2)-CONSTANS L. Le dualisme de la notion de personne morale administrative en droit français. op.cit. p.164

"La déconcentration administrative consiste effectivement en un transfert de compétences, mais organisé de telle manière que l'autorité locale ou spéciale au bénéfice de qui s'opère un tel transfert reste soumise, selon des procédures variables, à l'appréciation plus ou moins partiellement discrétionnaire de l'autorité supérieure quant à l'opportunité et l'efficacité de l'usage qu'elle fait des pouvoirs qui lui ont été confiés".

Sur le plan de l'activité, le rattachement de l'entreprise publique se concrétise dans la mise en oeuvre du principe de spécialité, qui domine du point de vue classique, l'ensemble de son régime juridique. Rapporté à la notion de fondation, ce principe prend une acception nouvelle qui éclaire d'un jour particulier l'analyse traditionnelle.

Il vise en premier lieu à restreindre l'activité des entreprises publiques, qu'elles soient ou non gestionnaires d'un service public, dans les limites d'une compétence d'attribution, qui s'oppose à la compétence de principe des collectivités ou corporations publiques(I). C'est ce que révèlent en Algérie, tant l'analyse de l'objet statutaire de chaque entreprise publique, que les dispositions particulièrement vigoureuses arrêtées en la matière, dans le cadre de la loi de Finances pour 1971 (2).

Il implique en second lieu, que l'Etat fondateur exerce un contrôle non seulement étroit, sur la manière dont l'établissement accomplit la tâche pour laquelle il a été créé, mais qualitativement différent de celui exercé sur les collectivités territoriales. L'analyse à la section suivante, du régime de contrôle de l'entreprise algérienne, manifesterà à cet égard, des analogies évidentes avec le modèle français.

 (1)-CONSTANS L. Le dualisme de la notion de personne morale administrative en droit français. op.cit. p.12 et s.

(2)-Ordonnance n°70-93 du 31 Décembre 1970, portant loi de Finances pour 1971, JORA 1970, p.1286

Article 22 : "Il est interdit aux sociétés nationales d'effectuer des prêts et avances à caractère financier qui ressortissent de l'activité bancaire, à l'exception du crédit commercial normal, notamment le crédit fournisseur".

Article 23 : "Il est interdit à toute société nationale, Office ou établissement public à caractère industriel et commercial d'entreprendre toute opération qui n'entre pas dans le cadre de son activité normale et de sa mission".

Article 24 : "Tout manquement aux dispositions des articles 22 et 23 donnera lieu à intégration des sommes concernées dans le montant de la contribution au budget de l'Etat, en augmentation des sommes dues à ce titre".

2 - Le régime des biens de l'entreprise publique

Le problème posé par la condition juridique des biens des entreprises publiques, n'a pas reçu initialement, en droit positif algérien, de solution plus précise qu'en droit français. Aussi bien, le débat qui a divisé la doctrine française à propos des entreprises nationalisées (1), a trouvé en Algérie un nouveau terrain d'élection.

La similitude des situations est d'autant plus frappante, que la question se pose dans les deux pays à propos de cas particuliers, dans lesquels le législateur a frappé d'une clause d'inaliénabilité les biens nationalisés et affectés à des entreprises publiques. Le cas français de la nationalisation de l'électricité et du gaz (Loi du 3 Avril 1946), ainsi que des combustibles minéraux solides (Loi du 17 Mai 1946) (2), a en effet son homologue algérien, avec la nationalisation des semouleries, meuneries, fabrique de pâtes alimentaires et couscous, affectées à une Société nationale chargée de leur gestion (3). Cette disposition particulière soulève deux séries de difficultés. Elle pose en premier lieu la question du titulaire du droit de propriété sur les biens nationalisés, et corrélativement en second lieu, le problème de leur régime juridique.

Sur ces deux points, la réponse est incertaine, à la mesure des hésitations du législateur. La formule généralement utilisée qui consiste à transférer aux entreprises publiques "l'ensemble des biens, parts, droits, actions et obligations des entreprises nationalisées" reste imprécise quant à la nature et à l'étendue des droits

(1)-cf. JACQUIGNON L. Le régime des biens des établissements nationaux. Thèse de doctorat Faculté de droit d'Alger 1954, 2 Tomes, Tome I, p.192.

(2)-DE LAUBADERE A. Traité élémentaire de droit administratif. Tome III - op.cit. p.549 et 614

(3)-Décret n°65-89 du 25 Mars 1965, portant création, organisation et approuvant les statuts de la Société nationale des semouleries, meunerie, fabrique de pâtes alimentaires et couscous, JORA 1965, p.308
Article 10 : "Le solde net des biens, droits et obligations transféré à la Société nationale constitue son capital social.
Ce capital appartient à la République Algérienne Démocratique et Populaire. Il est inaliénable, et en cas de pertes d'exploitation, il doit être reconstitué sur les résultats des exercices ultérieurs, ou par toute autre voie autorisée par le Ministre de l'industrie et de l'énergie".

transférés. La propriété des biens est-elle effectivement dévolue à l'unité de production ? Ou bien celle-ci est-elle seulement dotée d'un "droit de jouissance" indispensable à une gestion relativement autonome du patrimoine considéré, qui découle de l'érection de l'entreprise en sujet juridique ? La logique fondative pousse à reconnaître la propriété de l'entreprise, la notion de fondation impliquant celle de patrimoine personnalisé. Et c'est tout naturellement la solution que préconise M. CONSTANS (1).

Le législateur s'étant toutefois abstenu, en Algérie comme en France, de trancher positivement le débat, il resterait la possibilité de dégager des situations concrètes, le principe abstrait auquel se référerait implicitement la loi positive. Cette méthode ne débouche cependant que sur des conclusions équivoques. Il paraît possible d'induire de certains cas particuliers, où le législateur a expressément conféré la propriété des biens nationalisés aux entreprises publiques (2), que la propriété publique demeure dans les autres hypothèses. Mais cette thèse peut être combattue, en remarquant qu'une mesure législative a été nécessaire pour décider la réintégration dans le domaine de l'Etat, des "immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel, nationalisés ou étatisés, qui ont été dévolus, transférés ou affectés aux entreprises ou organismes publics" (3). La propriété des entreprises serait dans cette hypothèse la règle, celle de l'Etat l'exception.

(1)-CONSTANS L. Le dualisme de la notion de personne morale administrative en droit français, op.cit. p.215, note I

"A notre avis, il n'y a pas de raison déterminante qui permette de considérer qu'une entreprise publique ne soit pas propriétaire des biens qui composent son patrimoine (réserve faite bien entendu, de ceux qui lui auraient été attribués par le moyen d'une affectation temporaire".)

(2)-Décret n°66-209 du 14 Juillet 1966, relatif aux transferts effectués par les Ordonnances n°66-93 à 66-101 du 5 Mai 1966, portant nationalisation des sociétés minières, JORA 1966, p.690

Article 2 : "Nonobstant toutes dispositions ou conventions contraires, le Bureau algérien de recherche et d'exploitation minières (BAREM) est substitué de plein droit aux anciens concessionnaires, amodiataires et propriétaires dans tous les droits et obligations compris dans le transfert".

-Ordonnance n°69-87 du 21 Octobre 1969, portant dévolution à la Banque centrale d'Algérie des biens mobiliers et immobiliers appartenant à l'Etat, JORA 1969, p.1056

Article 1er, alinéa 2 : "La Banque centrale d'Algérie se substitue à l'Etat dans la pleine propriété du patrimoine repris à l'ex Banque de l'Algérie, ainsi que dans tous les droits et obligations y afférents".

(3)-Ordonnance n°70-II du 22 Janvier 1970, relative au patrimoine des entreprises d'Etat, JORA 1970, p.110.

Le recours à la pratique étant inopérant, il faudrait dès lors, toujours par analogie avec la situation française, se référer à l'avis émis sur cette question par le Conseil d'Etat le 16 Mars 1948 (1), et conclure à la propriété d'Etat sur le patrimoine des entreprises publiques, qui relèverait en conséquence du régime de la domanialité privée. Dans ce cadre, la clause d'inaliénabilité, empruntée au régime de domanialité publique, s'appliquerait au "capital social", mais laisserait subsister la possibilité pour l'entreprise, d'aliéner ses éléments d'actif, sous réserve de reconstitution ultérieure (2). Cette solution n'exclurait pas l'éventualité, retenue par la doctrine classique, que les entreprises publiques acquièrent un capital propre au moyen des installations créées sur leurs ressources propres. Le législateur algérien n'écarter pas en tout cas cette possibilité, comme il le fait dans le secteur autogéré (3).

La difficulté de conclure provisoirement ce débat sur le patrimoine de l'entreprise publique, appelle en fin de compte deux remarques.

Il faut tout d'abord constater, avec M. CONSTANS, que même dans l'hypothèse où serait effectivement rejetée l'idée de la propriété des entreprises sur les biens qui leur sont affectés, "cette différence entre les fondations privées et les établissements publics" est "sans importance théorique" (4). Elle ne remet pas en cause la nature fondative de l'entreprise publique justifiée, comme la fondation privée, par la notion de "patrimoine d'affectation", même si des différences de régime juridique peuvent être relevées entre les deux institutions, tenant à la qualité du sujet juridique fondateur.

(1)-Recueil Sirey 1949. I. 77.

(2)-cf. en ce sens MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" op.cit. p.587 et s.

(3)-Ordonnance n°75-42 du 17 Juin 1975, modifiant et complétant l'Ordonnance n°68-653 du 30 Décembre 1968, relative à l'autogestion dans l'agriculture, déjà citée.
Article 6 : "Les investissements de quelque nature que ce soit, effectués dans ces exploitations (autogérées) en deviennent partie intégrante".

(4)-CONSTANS L. Le dualisme de la notion de personne morale administrative en droit français. op.cit. p.214.

Mais la notion de fondation est insuffisante pour rendre compte des rapports concrets qui s'établissent entre l'Etat et l'entreprise qu'il a créée. Le partage des pouvoirs entre les deux sujets juridiques permet d'évoquer une nouvelle fois la distinction d'un "domaine éminent" et d'un "domaine utile" sur le patrimoine affecté à l'entreprise (I). Encore faut-il préciser que les frontières entre ces deux "domaines" ne sont pas fixées une fois pour toutes, et que l'extension de chaque "domaine" ne peut se faire qu'au détriment de l'autre. En ce sens, les situations concrètes procèdent moins d'une superposition des deux domaines, que d'une articulation particulière des prérogatives attachées à chacun d'eux. Cette analyse nous ramène en définitive à la problématique initiale, posée en termes de propriété et de possession. Et c'est effectivement la combinaison concrète des rapports de propriété et de possession qu'il faut analyser, pour qualifier précisément le caractère des droits que l'entreprise détient sur son patrimoine. L'examen de son mode de gestion en fournit le moyen.

(I)-cf. RIVERO J. Le régime des nationalisations. Editions techniques, Paris 1948, n°448, 493, 574 et s. n° 700 et s.

"Une analyse réaliste conduirait à distinguer ici deux droits superposés une sorte de "domaine éminent" au profit de l'Etat, dont la principale conséquence d'ordre négatif est d'exclure de l'entreprise toute appropriation particulière, et qui, au plan positif, implique le droit pour l'Etat de décider souverainement du sort de l'entreprise, sinon de sa gestion ; quant au "domaine utile", c'est à dire au droit de gérer l'entreprise, entendu au sens le plus large, y compris celui d'aliéner et d'acquérir selon les exigences de cette gestion, c'est la personne morale elle-même qui en est titulaire ; par l'interposition de cette personne morale, l'entreprise ne va pas se fondre purement et simplement dans le patrimoine de l'Etat ; elle reste de par la volonté de celui-ci, constituée en un ensemble autonome".

Section 2 - L'AUTONOMIE DE GESTION DE LA DIRECTION GENERALE

S'interroger sur les pouvoirs de possession de l'entreprise, conduit à répondre à deux questions : l'une relative à l'étendue de ses prérogatives, l'autre aux modalités de leur répartition entre les différents organes et agents chargés de sa gestion. Dans ce cadre, le modèle juridique d'organisation de l'entreprise algérienne paraît s'écarter nettement de son homologue français. Tant sur le plan de la dévolution du pouvoir au sein de l'entreprise, que du point de vue du degré d'autonomie qui lui est accordée, les solutions diffèrent à l'origine.

Alors qu'en France "l'effort en vue de singulariser l'entreprise nationalisée a essentiellement porté sur la structure des organes et a consisté à introduire dans l'aménagement des conseils d'administration la formule de la représentation des intérêts" (1), l'étatisation des organes d'administration de l'entreprise publique algérienne est à peu près complète (2).

D'autre part, si l'entreprise publique française est à l'origine dotée d'une large autonomie - il s'agit de nationaliser sans étatiser (3)- l'idée inverse prévaut en Algérie où "la tendance s'affirme très clairement d'une subordination des établissements aux ministères de tutelle" (4).

(1)-DE LAUBADERE A. Traité élémentaire de droit administratif.
op.cit. Tome 3, p.545.

(2)-BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit.p7
"En ce qui concerne la composition des conseils d'administration tout d'abord : elle est fortement et très nettement étatique. Ni le tripartisme (Etat - personnel - usagers) dont on a dit qu'il caractérisait l'idéologie des nationalisations en France, ni le bipartisme (ou cogestion : Etat - personnel) ne se rencontrent".

(3)-DE LAUBADERE A. Traité élémentaire de droit administratif.
op.cit. Tome 3, p.546
"La formule impliquait comme complément - et ce fut effectivement l'intention première - l'octroi aux conseils d'administration d'un pouvoir réel de direction et même de ce que l'on a appelé la "souveraineté" dans l'entreprise".

(4)-BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie"
op.cit. p.774.

L'évolution du statut des entreprises publiques dans les deux pays, et la pratique de leur fonctionnement, n'ont pas confirmé ces tendances initiales. Elles ont conduit au contraire à un rapprochement important de leurs conditions concrètes de fonctionnement.

En France, l'échec de la conception de "l'entreprise nationalisée" est progressivement consommée (1) et conduit, comme en Algérie, à une concentration des pouvoirs de gestion entre les mains de l'appareil de direction de l'entreprise, sans partage avec la représentation ouvrière, ni contrepois réel.

Un mouvement parallèle a par ailleurs abouti à réduire les différences théoriques relatives à l'autonomie des entreprises publiques. Renforcement des contrôles étatiques dans le cas français, faiblesse pratique des différentes modalités de contrôle dans le cas algérien (2), font apparaître finalement un degré d'autonomie des entreprises relativement comparable.

C'est en ce sens que l'on peut avancer l'idée d'une convergence des deux modèles, et que l'on peut analyser le mode de gestion de l'entreprise publique algérienne, sous le double point de vue d'un pouvoir sans partage interne, et d'un contrôle étatique développé mais peu efficace.

(1)-DE LAUBADERE A. Traité élémentaire de droit administratif. op.cit. Tome 3, p.546

"Pour des raisons que l'on retrouvera plus loin (difficultés d'aménagement de cette représentation, développement des contrôles étatiques... effacement du rôle véritable des conseils d'administration en face des directions d'entreprises), l'idée de la "souveraineté" des conseils d'administration n'a pu s'affirmer, de la manière primitivement ambitionnée".

-voir aussi sur le tripartisme et son échec, "RIVERO J. Sur la réforme des entreprises nationalisées." Dalloz 1948, Chronique XLIII, p.181 et s.

(2)-BORELLA F. "Droit public économique positif en Algérie" op.cit.p.774 "On peut se demander si les textes ne sont pas d'autant plus rigoureux que leur application pratique est faible".

S I - UN POUVOIR SANS PARTAGE INTERNE

Il serait formellement nécessaire de distinguer, dans l'analyse du mode de dévolution du pouvoir au sein de l'entreprise publique, le cas des établissements à caractère industriel et commercial et celui des Sociétés nationales. Mais cette présentation serait de peu d'intérêt en raison d'une part, des différences statutaires appréciables qui existent dans l'organisation de chaque catégorie d'entreprise, et d'autre part, de l'évolution qui s'est produite, dans le sens d'un rapprochement régulier et d'un effacement progressif des frontières entre les deux modes d'organisation.

Aussi paraît-il préférable de dégager les principes communs qui commandent la répartition du pouvoir dans toutes les entreprises publiques, quitte à enregistrer, à titre de spécificité, les traits particuliers, qui distinguent parfois établissement public et Société nationale.

Au-delà des particularités statutaires en effet, le fonctionnement concret des entreprises révèle une extrême concentration des pouvoirs au profit de l'équipe dirigeante. Le phénomène résulte tant des conditions de fait, aboutissant à l'effacement progressif des organes collégiaux de gestion, qui devaient servir de contrepoids à l'autorité directoriale, que des dispositions juridiques visant à contenir, dans des limites étroites, la participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise.

I- L'effacement des organes collégiaux à caractère délibératif ou consultatif

Initialement, le législateur algérien a conservé l'organisation spécifique de chaque catégorie institutionnelle, tout en s'efforçant de tempérer la prééminence de la direction générale, par l'aménagement des mécanismes de contre-pouvoir au sein de l'entreprise.

En ce qui concerne l'établissement public, la structure classique est respectée. "Elle comprend d'une part, un organe collégial délibérant, généralement appelé Conseil d'administration et des organes directeurs (Président et Directeur ou Président-Directeur)" (1). L'autorité du Directeur général paraît ainsi doublement limitée, d'un point de vue organique par l'existence d'un agent concurrent, le Président du Conseil d'administration généralement nommé, comme lui, par Décret (2), et d'un point de vue fonctionnel, sa compétence étant au moins partiellement liée par les délibérations du Conseil.

La composition des Conseils d'administration est le plus souvent entièrement statique, ce qui marque une différence importante par rapport au "modèle" français. Mais son homogénéité est altérée par deux particularités. D'une part, la représentation de l'Etat s'entend à l'instar du cas français, comme la représentation des différents Ministères et organismes publics intéressés ; d'autre part, pour les établissements les plus importants, le Conseil d'administration est composé, pour partie, d'un certain nombre de Ministres, siégeant es qualités (3). "Il en résulte parfois que le Conseil d'administration est un véritable Conseil interministériel"... et que "celui-ci est véritablement alors une autre manière de l'Etat" (4). Dans d'autres cas,

(1)-BORELLA F. "Droit public économique positif en Algérie" op.cit.p.763

(2)-M. BORELLA remarque qu'en 1966, "17 établissements ont un Président du Conseil d'administration distinct du Directeur-général" alors que "le monocéphalisme" de l'organe directeur se rencontre dans trois cas seulement" (op.cit. p.767).

(3)-Il en est ainsi par exemple, pour l'Office national de la réforme agraire dont le Conseil d'administration réunit notamment, sous l'autorité du Président du Conseil et la vice-présidence du Ministre de l'Agriculture, les Ministres de la Défense nationale, de l'Intérieur, des Finances, du Travail, de la Reconstruction et du Commerce (Décret n°63-230 du 3 Juillet 1963, article 6)
-voir dans le même sens, la composition du Conseil de surveillance de la Caisse algérienne d'aménagement du territoire (Décret n°63-217 du 18 Juin 1963, relatif à la composition du Conseil de surveillance et du Conseil d'administration de la CADAT, JORA 1963, p.672)
-ou encore, la composition du Conseil d'administration de la Caisse algérienne de développement (Loi n°63-165 du 7 Mai 1963, JORA 1963, p.41

(4)-BORELLA F. "Droit public économique positif en Algérie" op.cit. p.765

même si le Conseil est composé principalement de hauts fonctionnaires, il reste placé sous la présidence effective du Ministre de tutelle (1), ou d'une haute personnalité (2).

Au-delà de ces modalités particulières, dont il serait possible de multiplier les exemples, il importe de souligner ici la volonté évidente d'étatisation. Elle se traduit sur le plan organique, comme on vient de le constater, mais aussi du point de vue fonctionnel, comme l'analyse des techniques de contrôle le fera apparaître par la suite.

Les mêmes tendances se dessinent en ce qui concerne les Sociétés nationales, bien que les modalités d'organisation soient différentes et variées. Dans les années qui suivent l'Indépendance, le législateur entend en effet respecter scrupuleusement l'organisation des Sociétés anonymes dont procède théoriquement le statut des Sociétés d'Etat. A ce titre, et dans quatre Sociétés nationales au moins, la mise en place d'une "Assemblée Générale des actionnaires" et d'un Conseil d'administration est statutairement prévue (3).

(1)-voir l'exemple de l'Office national de commercialisation dont le Ministre du Commerce assure la présidence en même temps que du Conseil consultatif (Arrêté du 26 Décembre 1962, portant attributions et organisation administrative de l'ONACO, JORA 1962, p.II9).

(2)-voir l'exemple de l'Imprimerie nationale dont le Conseil de surveillance est présidé par le Secrétaire Général du Gouvernement (Décret n°64-532 bis du 2 Décembre 1964, portant création d'un établissement public dénommé Imprimerie nationale, article 2, JORA 1964, p.I280).

(3)-Décret n°63-489 du 31 Décembre 1963, portant agrément de la Compagnie nationale de navigation et approuvant ses statuts, articles 22 et s. JORA 1964, p.46

-Décret n°63-491 du 31 Décembre 1963, portant agrément de la SONATRACH et approuvant ses statuts, articles 13 et s. JORA 1964, p.23

-Décret n°64-217 du 3 Août 1964, autorisant la création et approuvant les statuts de la Société nationale de constructions et de travaux publics, articles 7 et 15, JORA 1964, p.890.

-Ordonnance n°66-178 du 18 Juin 1966, portant création et fixant les statuts de la Banque nationale d'Algérie, Annexe, article 24.

La formule, à l'évidence inadéquate dans des Sociétés dont le capital est intégralement détenu par l'Etat, est rapidement abandonné. Elle fait place à des structures plus classiques, proches de celles des établissements publics, à cette différence que l'organe placé au côté du Directeur Général a plus souvent des pouvoirs consultatifs que délibératifs.

Il faut toutefois signaler le cas des Sociétés placées sous la tutelle du Ministère des Travaux Publics et dans lesquelles le Ministre apparaît comme un véritable organe de gestion de l'entreprise fixant directement les grandes orientations de son activité (1).

Quoi qu'il en soit, on peut constater, à l'instar des établissements publics, le caractère presque exclusivement étatique des organes d'administration. Le Directeur Général est nommé par Décret sur proposition du Ministre de tutelle et le Conseil placé à ses côtés comprend pour l'essentiel, les mêmes personnalités que dans les établissements publics.

Dans ces conditions, il paraît paradoxal d'évoquer le pouvoir sans partage de l'équipe dirigeante de l'entreprise publique. C'est qu'en réalité, les structures mises en place ont peu ou mal fonctionné (2), et que le législateur a réagi devant cette situation en allégeant le dispositif structurel, et en réduisant les pouvoirs des organes de gestion au profit de la direction générale (3).

 (1)-Ordonnance n°66-47 du 21 Février 1966, portant création et approuvant les statuts de la Société nationale des travaux d'infrastructure et du bâtiment, article 7, JORA 1966, p.166
 -Ordonnance n°68-41 du 8 Février 1968, portant création et approuvant les statuts de la Société nationale de travaux routiers, article 7, JORA 1968, p.158
 -Ordonnance n°68-361 du 3 Juin 1968, portant création et fixant les statuts du Laboratoire national des travaux publics et du bâtiment, article II, JORA 1968, p.769.

(2)-voir sur ce point BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit. p.766 et s.

(3)-VLACHOS G. "Le régime juridique des entreprises publiques en Algérie" RASJ 1972, p.473
 "Cet état de choses a amené le Pouvoir à supprimer les Conseils d'administration dans la quasi-totalité des cas, en les remplaçant par des organes consultatifs, et à confier tous les pouvoirs de gestion à une direction unique".

A partir de 1965-1966 en effet, la diversité et la complexité de l'organisation des entreprises publiques tendent à se réduire et les nouvelles structures à traduire plus fidèlement la réalité de leur organisation et de leur fonctionnement. Seul subsiste généralement le Directeur Général de l'entreprise auprès duquel est placé un organe qui n'a, le plus souvent, que des fonctions consultatives. Il porte la dénomination de Conseil consultatif dans les établissements publics et de Comité d'orientation et de contrôle dans les Sociétés nationales.

La formule la plus souvent utilisée prévoit que "le Comité peut demander à être informé des problèmes généraux concernant le fonctionnement de la Société", qu'il "entend les rapports du Directeur Général et donne son avis" (1) sur un certain nombre de questions. Suit l'énoncé des matières sur lesquelles le Comité doit être consulté et qui concernent essentiellement l'organisation administrative et financière de l'entreprise. Certes, cet organe est généralement doté d'un Président. Mais, compte tenu des pouvoirs qu'il détient, son statut est désormais nettement subordonné à celui du Directeur Général, investi pour sa part de "tous pouvoirs pour assurer le fonctionnement de la société, agir au nom de celle-ci et accomplir toutes les opérations relatives à son objet" (2). La responsabilité de la gestion incombe donc effectivement, en fait et en droit, au Directeur Général et à ses adjoints immédiats d'autant que la composition des organes consultatifs demeure très largement étatique, la représentation ouvrière étant inexistante ou symbolique.

(1)-Voir pour une Société nationale : Ordonnance n°68-440 du 16 Juillet 1968, portant création de la Société nationale d'études, de gestion, de réalisations et d'exploitation industrielles, articles 10, 11, 12, JORA 1968, p.888

-pour un établissement public : Ordonnance n°67-104 du 7 Juillet 1967, portant réorganisation de l'Agence nationale télégraphique Algérie-Press Service (APS), articles 17 et s., JORA 1967, p.638.

(2)-ibidem, articles 8 et 9.

2 - L'insigne faiblesse de la participation ouvrière

Dans les entreprises publiques, la participation des travailleurs à la gestion est susceptible de s'exercer par deux canaux différents. Elle peut emprunter la voie générale, mais étroite, des institutions représentatives du personnel, mises en place, à titre principal, dans le secteur privé. Mais elle peut aussi se développer en une association plus intime, par la pleine représentation des travailleurs au sein des organes chargés de l'administration de l'entreprise.

En France, si les deux procédés ont pu paraître un moment exclusifs l'un de l'autre, avec l'institution de la gestion tripartite dans les entreprises nationalisées, ils ont parfois été utilisés concurremment. Certes, le débat reste ouvert de lege ferenda (1), mais "la doctrine dominante et les tribunaux judiciaires tendent à considérer que les services publics industriels et commerciaux peuvent se voir appliquer l'article premier de l'Ordonnance du 22 Février 1945" (2), instituant des Comités d'entreprises dans les unités occupant plus de cinquante salariés.

L'Algérie, jusqu'à l'intervention de la gestion socialiste des entreprises, n'arrête dans ce domaine, ni position, ni orientation officielles. Aussi, doit-on interroger une nouvelle fois la pratique pour essayer de découvrir les principes qui ont guidé le législateur dans l'aménagement de la participation ouvrière. A ce titre, force est de constater que l'ambition est ici très limitée, et que les mécanismes de participation se situent en retrait notable par rapport au projet français de l'après-guerre.

(1)-cf. DE LAUBADERE A. Traité élémentaire de droit administratif. op.cit. Tome 3, p.606 et s.
-CAMERLYNCK G.H. et LYON-CAEN G. Droit du travail. Précis Dalloz, Paris 1975, p.376 et s.

(2)-EDELMAH B. "Note sur le fonctionnement de l'idéologie juridique. Les élections des Algériens aux institutions représentatives du personnel" RASJ 1971, p.639.

a) Une représentation symbolique aux
organes d'administration

Il en est tout particulièrement ainsi en ce qui concerne les formes nouvelles de participation, liées à l'appropriation publique des principaux moyens de production et d'échange. Si le principe de la gestion tripartite est, on l'a dit, rejeté, l'idée de participation n'est pas cependant totalement bannie. Trois types de situations doivent être en réalité distingués, qui seront examinés successivement.

- Dans une première série de cas, qu'il faut éliminer d'emblée, toute participation organique des travailleurs à la gestion de l'entreprise est statutairement exclue. De telles situations peuvent être relevées aussi bien dans les établissements publics, que dans les Sociétés nationales (I).

- Dans les cas les plus fréquents cependant, les statuts des entreprises publiques font place à une certaine participation ouvrière, soit au sein de l'organe délibérant, soit à défaut, auprès de l'organe consultatif. L'aménagement de la représentation des travailleurs obéit dans ce cadre à deux types de modalités différentes, qui ne sont d'ailleurs pas exclusives l'une de l'autre.

Le plus souvent la "représentation du personnel" est directement assurée, sans toutefois que les procédures de désignation

(I)-Sans prétendre être exhaustif, on peut citer :

-au titre des Sociétés nationales, les cas des Sociétés nationales dont les statuts n'ont pas été publiés (Société nationale de constructions mécaniques et aéronautiques (SOMEA), Bureau national d'études économiques et techniques (ECOTEC), Société nationale de comptabilité, des établissements bancaires (Banque nationale d'Algérie, Banque extérieure d'Algérie et Crédit populaire d'Algérie), ou encore d'entreprises particulières comme la Société de travail aérien depuis dissoute, et l'importante SONATRACH

-au titre des établissements publics : les cas de l'Office national de commercialisation (ONACO), de la Caisse algérienne d'aménagement du territoire (CADAT), du Centre national du cinéma algérien (CNC), de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP), du Bureau central d'études de travaux publics, d'architecture et d'urbanisme (ETAU), du Laboratoire national des travaux publics et du bâtiment (LNTPB).

des délégués soient statutairement prévues (1). Exceptionnellement, il est précisé que les représentants du personnel sont désignés par l'organisation syndicale unique (2), ou élus sous l'égide de la section syndicale d'entreprise (3). Mais il arrive aussi que les travailleurs ne soient que très indirectement représentés par l'intermédiaire du Secrétariat national de la Centrale syndicale, dont le délégué peut n'avoir aucun rapport avec l'entreprise elle-même (4). Enfin, certains statuts prévoient tout à la fois la représentation du personnel de l'entreprise et celle de la Centrale syndicale (5).

Les formes de cette participation appellent deux séries de remarques. Il faut rappeler, en premier lieu, qu'elle s'exerce au sein d'organes qui ne détiennent pas-compte tenu du cantonnement des organes collégiaux d'administration des entreprises dans un rôle strictement consultatif - de pouvoirs de décision réels. Il faut

(1)-Ainsi à l'ENEMA, à l'APS, à la RTA, à l'ONALAIT, à l'ONAMA, à la SNED, aux Nouvelles galeries, à la CNAN, à la SONATMAG, à la SONACOME, à l'ATA, à la SONELEC, à l'ONAT, à la SONATOUR, à la SONATHERM, à l'ANACI, à la SONACAT, à l'ENC outils ménagers.

(2)-Ainsi à la Société nationale de tabacs et allumettes (SNTA), à l'Office algérien des pêches (OAP), et à l'Office national des ports (ON

(3)-Il en est ainsi dans certaines des entreprises relevant du Ministère de l'Information : à l'Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP) et dans les quatre entreprises de Presse nationales (EL CHAAB Presse, El Moudjahid Presse, EN NASR Presse, La République El Jomhouria Presse).

(4)-Par exemple à la Caisse algérienne de développement (CAD), à la Société nationale de sidérurgie (SNS), à la Société nationale de transport routiers (SNTR), à la Société nationale des eaux minérales (EMA), à la Société nationale de recherche et d'exploitations minières (SONAREM), à la Société nationale des entreprises de récupération (ENAREC).

(5)-Par exemple, à la Caisse algérienne d'assurance et de réassurances (CAAR), à la Société nationale de matériaux de constructions (SNMC), à la Société nationale des industries de la cellulose (SONIC), à la Société nationale d'études et de réalisations industrielles (SNERI) à la Société nationale d'électricité et du gaz (SONELGAZ).

souligner d'autre part, qu'en tout état de cause, la "représentation du personnel" reste très nettement minoritaire par rapport à celle de l'Etat. Elle est généralement d'un ou de deux membres, très exceptionnellement supérieure (1).

- Il existe enfin, des formes particulières de participation ouvrière, qui s'inspirent de la formule des Comités d'entreprises du droit français, et préfigurent dans une certaine mesure, les modalités institutionnelles d'association qui seront mises en place ultérieurement au titre de la gestion socialiste des entreprises. Elles méritent par conséquent de retenir l'attention.

Il est envisagé en effet, dans un nombre restreint d'entreprises publiques, l'institution d'un Conseil ou d'un Comité des travailleurs, élu par l'Assemblée du personnel permanent, ayant une ancienneté de six mois ou d'un an selon le cas. Instauré initialement dans quelques sociétés (2), ce système de représentation a été étendu par la suite aux entreprises relevant du Ministère des travaux publics (3) mais n'a connu par ailleurs, que quelques applications isolées (4).

Les compétences de cet organe s'apparentent étroitement à celles d'un Comité d'entreprise, avec la distinction classique des attributions d'ordre social et celles d'ordre économique. Encore faut-il remarquer que dans ces deux domaines, les dispositions prévues marquent un recul par rapport à la législation française.

(1)-Là où la représentation du personnel apparaît la plus importante, à l'Office national des produits laitiers, elle s'élève à quatre membres au Conseil d'administration, composé au total de vingt quatre membres.

(2)-A la Société nationale de sidérurgie (statuts de 1964), à la Société nationale de confection (statuts de 1964), et la SN SEMPAC (statuts de 1965).

(3)-Société nationale des travaux d'infrastructure et du bâtiment (SONATIBA), Société nationale des travaux d'hydrauliques (SONATHYD), à la Société nationale des travaux routiers (SONATRO), et à la Société nationale de travaux maritimes (SONATRAM).

(4)-A la Société nationale de transports routiers (SNTR) et à la Compagnie nationale AIR ALGERIE.

Dans le secteur social, ses attributions concernent la gestion des services et équipements sociaux dont le financement relève, pour l'essentiel, de l'entreprise. Quant à la réglementation des conditions d'emploi et de travail, il est seulement investi d'un pouvoir consultatif sur le règlement intérieur et le statut du personnel.

Dans le domaine économique, les compétences qui lui sont dévolues sont calquées sur le régime général des Comités d'entreprises, et non sur celui plus extensif applicable aux sociétés anonymes. Le Conseil des travailleurs est consulté, selon la formule classique, sur "les questions intéressant la gestion et la marche générale de l'entreprise". Il doit d'autre part, être tenu informé de l'activité générale de l'entreprise et reçoit à cet effet, communication des comptes et du rapport annuel du Directeur Général ; mais il ne dispose pas d'un pouvoir de contrôle sur la comptabilité sociale. En outre, mais dans trois entreprises seulement, le Conseil des travailleurs délègue un ou deux représentants à l'organe consultatif chargé d'assister le Directeur Général.

Limitée dans sa portée et cantonnée à un nombre réduit d'entreprises, cette forme de participation n'est pas suppléée dans d'autres unités par la revivification des Comités d'entreprises.

b) Le dépérissement des Comités d'entreprises

Si le principe d'une association étroite des travailleurs à la gestion de l'entreprise est donc écarté, le législateur n'a pas opté pour l'extension générale aux entreprises publiques des institutions représentatives du personnel. Tout au plus, peut-on déceler une intention contraire dans la volonté affirmée, mais non suivie d'effet, d'appliquer le statut de la fonction publique aux différentes catégories de personnel des entreprises publiques (1).

(1)-cf. Exposé des motifs de l'Ordonnance n°66-133 du 2 Juin 1966, portant statut général de la fonction publique, JORA 1966, p.426.

Et de fait, l'institution du Comité d'entreprise, chancelante dans les entreprises publiques françaises, dépérit en Algérie. Deux arguments peuvent être avancés en ce sens. D'une part, la réglementation relative à la constitution et au fonctionnement des Comités est extrêmement pauvre depuis l'Indépendance. On ne relève au Journal Officiel que le cas de la SNCFA (1). D'autre part, les observateurs du fonctionnement des entreprises publiques sont unanimes à constater l'influence réduite qu'ils exercent en tout état de cause (2).

Il faut donc conclure qu'aucun obstacle réel n'est opposé au sein de l'entreprise à l'autorité sans partage de la Direction générale. Quant au contrôle externe sur la gestion de l'unité de production, en dépit de la mise en oeuvre de techniques plus contraignantes, son impact demeure très limité.

§ 2 - UN CONTROLE ETATIQUE

DEVELOPPE MAIS PEU EFFICACE

Le contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques a fait et continue de faire l'objet, tant dans les pays socialistes que capitalistes (3), d'importantes controverses théoriques, dont le degré d'autonomie des unités de production constitue l'enjeu réel. A l'évidence

(1)-Arrêté du 31 Juillet 1964, relatif à l'institution des Comités d'entreprises de la Société nationale de chemins de fer algériens, JORA 1964, p.987

-Arrêté interministériel du 12 Décembre 1967, portant homologation de l'additif au statut des Comités d'entreprises de la SNCFA, relatif aux élections des représentants du personnel, JORA 1968, p.166

-Arrêté interministériel du 11 Juillet 1968, portant homologation des statuts des Comités d'entreprises des transports routiers de chemins de fer algériens (TRCFA), JORA 1968, p.1080.

(2)-GAUD B. "La participation ouvrière en Algérie, essai d'analyse du concept de participation dans le cadre de certaines institutions de participation ouvrière de l'industrie algérienne" op.cit. p.329 et s.

"Le problème de base nous semble être la rupture complète de la communication entre les ouvriers et les directions:...Dans plusieurs cas, les institutions de représentation ouvrière ne fonctionnent pas ou très mal, si même elles existent"

-cf. dans le même sens VLACHOS C. "Le régime juridique des entreprises publiques en Algérie" op.cit. p.482.

(3)-Voir en France, Rapport du comité interministériel des entreprises publiques - dit Rapport NORA -, Documentation française, Avril 1967.

le débat est avant tout d'ordre économique, et le juriste y joue un rôle secondaire. L'imprécision de la terminologie utilisée traduit bien au demeurant son embarras. Ni la notion de contrôle, ni celle d'autonomie, couramment employées, n'ont en effet reçu de définition juridique précise (1). La dépendance du droit à l'égard de l'économie se manifeste ici sans détour. Certes, la caractérisation de l'entreprise comme fondation de l'Etat implique, mieux que le terme générique de personne morale administrative, le type de contrôle auquel sera soumise l'entreprise publique. Mais il n'en reste pas moins que l'intensité du contrôle et partant le degré d'autonomie de l'entreprise, peuvent considérablement varier à l'intérieur de cette même catégorie. Cette variation traduit l'évolution des rapports entre propriété d'Etat et possession des entreprises, ainsi que la diversité des modes d'articulation qui peut les unir (2). Le caractère éminemment évolutif et instable de ces rapports économiques explique en fait les difficultés du juriste, épris de catégories stables et homogènes, à en exprimer toutes les nuances.

Sans prétendre ici trancher ces difficultés méthodologiques, on se contentera d'énoncer les conditions économiques, qui commandent la transformation du régime juridique des contrôles sur les entreprises publiques en phase de transition au socialisme.

(1)-Le terme de contrôle est entendu au moins dans deux acceptions différentes, au sens anglais de direction ou de maîtrise et au sens plus restrictif de surveillance qui implique généralement une action à posteriori.

-cf. LESCUYER G. Le contrôle de l'Etat sur les entreprises nationalisées. LGDJ, Paris 1962, p.34 et s.

-pour l'Algérie, BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit. p.785 et MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" op.cit. p.673 et s.

-L'insuffisance de la notion d'autonomie se traduit dans la multitude des qualificatifs qui lui sont associés pour essayer d'en préciser le contenu : autonomie financière, autonomie technique, autonomie de gestion, autonomie juridique, autonomie économique...

(2)-BETTELHEIM Ch. Calcul économique et formes de propriété. op.cit. p.122 "Il est nécessaire de distinguer des types différents de capacité et de pouvoir de disposition des produits et des moyens de production et à l'intérieur de chaque type, des degrés ou des niveaux de capacité ou de pouvoir de disposition".

Par rapport à la "parcellisation" des contrôles qui prévaut en droit libéral et qui traduit la nécessaire prédominance de la possession des entreprises sur la direction planifiée de l'économie capitaliste, la construction du socialisme implique l'unification progressive des différents contrôles, sous l'égide de l'organisme centra de planification. Cette unification des formes d'exercice va de pair avec une mutation du contenu de la notion de contrôle, et tend à assurer le passage d'un contrôle administratif de simple légalité à un contrôle économique d'opportunité qui concrétise, à travers la planification, la maîtrise sociale de l'économie nationale.

Au regard de ces impératifs, dont la réalisation progressive permet de mesurer les progrès accomplis par un pays dans la voie de la construction du socialisme, la nature et le régime juridiques du contrôle sur les entreprises publiques algériennes reproduit initialement les particularités du système libéral. En dépit de la mise en oeuvre de techniques plus nettement coercitives, le régime se caractérise en effet par une multiplicité de contrôles sans direction économique réelle.

I - Une multiplicité de contrôles...

La conception initiale de la "souveraineté des Conseils d'administration", liée à l'idéologie française des nationalisations de l'après-guerre, est tout à fait récusée par le législateur algérien. On peut même penser que l'orientation inverse tend à prévaloir (I), dans la mesure où se réalise une extension des contrôles traditionnels, au profit d'une pluralité des centres d'exercice. Mais la pratique française ayant suivi une pente analogue, la réalité des deux régimes de contrôle est finalement tout à fait comparable.

(I)-BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit.
 "La tendance s'affirme très nettement d'une subordination des établissements aux Ministères de tutelle..." (p.774)
 "Tout se passe comme si le caractère et le régime intégralement "commercialisés" des sociétés d'Etat, avaient conduit le législateur à compenser une telle privation par une étroite dépendance des sociétés à l'égard du Ministre de tutelle" (p.785).

a) L'extension des contrôles traditionnels

Avant même l'Indépendance algérienne, le contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques était notoirement plus rigoureux qu'en "métropole", particulièrement en matière financière (1). Ce contrôle s'est considérablement renforcé depuis 1962, notamment par l'assimilation croissante du régime des Sociétés nationales à celui des établissements publics à caractère industriel et commercial, et surtout par le développement de la technique des autorisations préalables. Si certaines particularités peuvent encore être décelées entre les deux catégories d'entreprises publiques, la tendance à l'unification s'est réalisée par alignement sur le régime le plus contraignant.

Le contrôle sur les organes chargés de l'administration des entreprises n'appelle pas de remarques particulières. Leur composition, presque entièrement étatique, garantit en principe la subordination de chacun de leurs membres à l'autorité de tutelle. Le Directeur Général de l'entreprise est nommé par Décret, sur proposition du Ministre de tutelle, et les membres des organes délibérants ou consultatifs sont désignés par Arrêté de la même autorité. Aucune garantie statutaire n'étant prévue "il en résulte que le Gouvernement nomme et révoque les membres des Conseils d'administration et des organes de gestion à sa discrétion. En pratique, il y a une assez grande instabilité des organes de direction" (2).

L'originalité du régime de contrôles résulte en revanche des nouvelles modalités de la "tutelle sur les actes". L'autorisation préalable qui constitue en droit libéral une technique exceptionnelle,

(1)-cf. Décret n°50-1413 du 13 Novembre 1950, portant règlement d'administration publique relatif au régime financier de l'Algérie.

Le régime institué par ce Décret, prévoit un contrôle - préalable (visa des dépenses), simultané (révision permanente de la comptabilité), et a posteriori (rapports d'activités) - de la gestion des établissements publics par les contrôleurs financiers.

-sur le problème en France, voir GAUDEMET P.M. "Le contrôle financier des entreprises publiques" RDP 1972, p.277 et s.

(2)-BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit. p.772.

tend en Algérie, à devenir la règle générale, tant sur le plan technico-économique, que du point de vue de la gestion financière.

Toutes les décisions importantes relatives à l'organisation administrative de l'entreprise - notamment le règlement intérieur et le statut du personnel - ainsi que celles qui engagent son activité économique, doivent être approuvées par le Ministre de tutelle. La seule différence, entre les établissements publics et les Sociétés nationales, réside dans le fait que dans le premier cas, les actes soumis à visa préalable émanent du Conseil d'administration en tant qu'organe délibérant (1), alors que dans le second cas, ce sont les décisions du Directeur Général qui relèvent de la censure de l'autorité supérieure (2). Il faut aussi rappeler la situation des entreprises de travaux publics, déjà signalée, où le pouvoir de contrôle du Ministre se transforme en gestion directe, dans la mesure où il lui appartient personnellement de déterminer les grandes orientations de l'activité des unités de production. Enfin, les statuts de certaines Sociétés nationales prévoient que les délégations de pouvoirs consenties par le Directeur Général à ses adjoints immédiats, sont pareillement soumises à l'accord préalable de l'autorité de tutelle.

Sur le plan financier, on a déjà souligné les particularités des contrôles qui pèsent sur les établissements publics en Algérie. Si le contrôle financier auquel sont soumises les Sociétés nationales est en principe plus restreint puisque, sauf exception (3), il s'exerce

(1)-cf. par exemple les statuts du Centre national du cinéma (article 21 de la Caisse de compensations des produits pétroliers (article 9), ou de la Radiodiffusion télévision algérienne (article 24).

(2)-cf. par exemple les statuts de la Société nationale de transports routiers (article 10), de la Société nationale de recherche et d'exploitations minières (article 15) ou de la Société nationale des nouvelles Galeries algériennes (article 8).

(3)-Des inspections ou enquêtes à caractère financier sont susceptibles d'intervenir à tout moment aussi bien dans les établissements publics que dans les Sociétés nationales.

a posteriori par le biais du Commissaire aux comptes dont est dotée chaque société (1), différentes mesures ont eu pour effet de rapprocher sensiblement les deux régimes.

Une première mesure a imposé l'approbation préalable et conjointe par les Ministres de tutelle et des Finances, des budgets de l'ensemble des entreprises publiques (2). Cette disposition a été par la suite étendue aux sociétés d'économie mixte où la participation de l'Etat est supérieure à 50%, et renforcée par l'obligation de fournir toutes justifications sur le poste des frais généraux engagés par l'entreprise (3). L'ensemble de ces mesures, sans doute restées sans effet, ont été ultérieurement assorties de menaces de poursuites à l'encontre des responsables défaillants (4).

Le même processus a conduit à unifier, tout en les aggravant, les obligations financières des entreprises à l'égard de l'Etat. Justifiée par le souci d'alléger le poids de la fiscalité classique (5), une contribution spéciale a été instituée à la charge

(1)-Cette mesure est décidée par l'article 39 de la loi de finances pour 1970. Elle confirme en droit les nominations déjà intervenues (cf. décisions des 3, 7, 8, 14, 15 et 16 Juillet et 1er Octobre 1969, portant désignation de Commissaires aux comptes, JORA 1969, p.1039). Elle est complétée par le Décret n°70-173 du 16 Novembre 1970, relatif aux obligations et à la mission des Commissaires aux comptes des entreprises publiques ou semi-publiques nationales, JORA 1970, p.1096.

(2)-Ordonnance n°65-320 du 31 Décembre 1965, portant loi de Finances pour 1966, déjà citée, article 5 ter.

(3)-Ordonnance n°68-654 du 30 Décembre 1968, portant loi de Finances pour 1969, article 10 bis, JORA 1968, p.1376.

(4)-Ordonnance n°69-107 du 31 Décembre 1969, portant loi de Finances pour 1970, article 37, JORA 1969, p.1262.

(5)-Circulaire du Chef du Gouvernement sur les entreprises publiques en date du 15 Avril 1968 ; texte publié in RASJ 1969, p.489.
"Jusqu'à présent, seuls quelques établissements publics tel que l'ONACO et la Banque centrale d'Algérie concourent aux recettes publiques pour un montant ne dépassant pas au total 200 Millions de DA"...
Or "seuls les revenus tirés de l'exploitation du patrimoine national sont à même de prendre le relais de la fiscalité, pour procurer à l'Etat les moyens financiers nécessaires au développement économique".

des entreprises publiques, comme des exploitations autogérées (1), mais selon un mode d'évaluation différent (2). Cette contribution au budget de l'Etat "ne dispense pas des obligations fiscales" prévues par la réglementation en vigueur (3).

Enfin, dans le souci de renforcer les moyens de contrôle financier, obligation a été faite à toutes les entreprises publiques de concentrer l'ensemble de leurs disponibilités auprès de l'organisme bancaire habilité (4).

b) La pluralité des centres d'exercice

La diversité des contrôles, auxquels sont assujetties les entreprises publiques, a laissé entrevoir la séparation des centres de leur exercice. De fait, jusqu'en 1970, ces contrôles relèvent de deux autorités distinctes, sans véritable coordination entre elles.

Chaque entreprise est placée sous la tutelle d'un Ministère technique, et les différents agents chargés de son administration relèvent effectivement de l'autorité ministérielle désignée par son statut.

(1)-Ordonnance n°69-2 du 17 Janvier 1969, complétant l'Ordonnance n°68-65 du 30 Décembre 1968, portant loi de Finances pour 1969, JORA 1969, p.34.

(2)-Ordonnance n°69-107 du 31 Décembre 1967, article 21
Il est distingué entre les entreprises dont l'activité est liée à l'exercice d'un monopole commercial pour lesquelles la contribution est fonction de l'importance du chiffre d'affaires et les autres entreprises publiques pour lesquelles la contribution est individualisée.

(3)-ibidem, article 20
Il s'agit notamment de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

(4)-Arrêté du 25 Juillet 1967, relatif aux opérations financières des établissements publics et Sociétés nationales avec la Banque nationale d'Algérie, JORA 1967, p.607

-Ordonnance n°69-107 du 31 Décembre 1967, article 18
Auparavant, les entreprises publiques étaient déjà tenues de concentrer l'ensemble de leurs disponibilités en des comptes courants auprès du Trésor (Décret n°63-407 du 14 Octobre 1963, organisant le dépôt au Trésor des fonds à caractère public ou d'intérêt public, JORA 1963, p.1089). Cependant, le Trésor ne disposait pas des moyens de contrôle et d'investigation conférés à la Banque nationale à partir de 1966.

Cette subordination organique et fonctionnelle confère incontestablement un caractère prééminent à la tutelle technique. En contrepoint, le contrôle financier exercé par le Ministère des Finances et du Plan, unifié de 1965 à 1970, tend à se développer et à concurrencer d'une certaine manière, le contrôle de l'autorité de tutelle. Certes, juridiquement les deux Ministères sont appelés à une étroite collaboration, qui doit notamment se manifester par l'approbation conjointe des budgets et états prévisionnels des entreprises publiques. Mais en pratique, l'extension des prérogatives du Ministre des Finances et l'aménagement de ses moyens d'action (1), peuvent conduire à remettre en cause, au nom des critères de saine gestion et de nécessaire rentabilité des entreprises, les orientations de l'autorité de tutelle en matière d'organisation et de fonctionnement.

Les chevauchements et conflits de compétence qui étaient susceptibles de résulter de cette dualité de contrôles, sont redoublés avec la mise en place en 1968, du Conseil national économique et social (2). La création de cet organe, dont la plupart des membres sont nommés par le Pouvoir Central, répondait à l'origine au souci de pallier l'absence, dans l'édifice institutionnel algérien, d'une instance nationale démocratiquement élue. Cette particularité explique que le Conseil détient certaines des attributions parlementaires classiques, sans que ses délibérations soient revêtues de la même autorité (3).

(1)-cf.Décret n°65-259 du 14 Octobre 1965, fixant les obligations et responsabilités des comptables, JORA 1965, p.916
 -Décret n°65-260 du 14 Octobre 1965, fixant les conditions de nomination des comptables publics, JORA 1965, p.918
 -Décret n°69-28 du 21 Février 1969, portant modification de la répartition des attributions du Ministre d'Etat chargé des Finances et du Plan en matière de contrôle financier, JORA 1969, p.139
 -et Circulaire d'application du 30 Avril 1969, JORA 1969, p.413.

(2)-Ordonnance n°68-610 du 6 Novembre 1968, JORA 1968, p.1188.

(3)-BENCHEIKH M. "Le conseil national économique et social"
 RASJ 1975, p.84.

En d'autres termes, il s'agit d'une institution à caractère consultatif. Plus particulièrement, en ce qui concerne les entreprises publiques (1), le Conseil national économique et social (CNES) réunit les compétences de la Commission française de vérifications des comptes et des Commissions parlementaires de contrôle, sans détenir les mêmes moyens d'investigation. Moins encore, le CNES ne peut prétendre jouer le rôle d'un organe de direction économique, dont l'absence se fait cruellement sentir.

2 - ...Sans direction économique

La diversité des contrôles sur les entreprises publiques se traduit donc essentiellement, comme en France, par une "dualité de tutelle", une séparation entre le contrôle dit technique et le contrôle appelé économique et financier (2), le CNES étant placé en Algérie, sous la présidence du Ministre des Finances et du Plan. Plus encore qu'en France où le système de planification indicative peut s'accommoder d'instruments de coordination peu développés, mais où la question est évoquée périodiquement (3), l'aménagement dualiste des contrôles de tutelle pose avec insistance en Algérie la question de la coordination et de la direction de l'économie nationale. Le problème se pose à la fois en termes organiques et fonctionnels, la fonction à remplir impliquant l'existence d'une instance unique, disposant de pouvoirs d'autorité effective sur les différents centres d'exercice du contrôle des entreprises publiques.

Or cette instance n'existe pas jusqu'en 1970, en liaison d'ailleurs avec l'absence de planification. Après le démantèlement du Ministère de l'Economie Nationale en 1964, et le retour à une répartition classique des attributions ministérielles en 1965, les services

(1)-Ordonnance n°68-610 du 6 Novembre 1968, article 8.

(2)-cf. notamment DE LAUBADERE A. Droit public économique. op.cit.p.509 s

(3)-cf. DE LAUBADERE A. Traité élémentaire de droit administratif. op.cit. Tome 3^{er} p.586 et s.

du Plan ont été rattachés au Ministère des Finances, où ils constituent une simple Direction générale. Les fonctions de cette Direction restent limitées, jusqu'à la mise en oeuvre du premier Plan quadriennal, à la réalisation d'études et à la collecte de statistiques, qui serviront certes à l'élaboration du Plan, mais ne peuvent être assimilées au nécessaire pouvoir de direction.

Cette carence retentit bien évidemment sur la nature du contrôle exercé sur les entreprises et en limite considérablement la portée. Si le pouvoir d'orientation du Ministre de tutelle, peut dans certains cas, se manifester positivement sur le plan technique, en revanche le contrôle financier de l'Etat reste d'ordre administratif. Il s'agit pour l'essentiel d'un contrôle de régularité juridique des opérations financières effectuées par les entreprises, le pouvoir d'approbation du Ministre des Finances sur leurs budgets étant subordonné aux décisions économiques prises par les entreprises elles-mêmes ou par les services de la tutelle technique.

Encore faut-il noter que ce contrôle financier est affaibli pour deux raisons particulières. En premier lieu, la pénurie de cadres nationaux a conduit les meilleurs d'entre eux, compte tenu notamment de la politique de rémunérations pratiquée, à rejoindre les entreprises publiques. Il en résulte parfois que les services de tutelle manquent de cadres indispensables à l'exercice de leur mission (1). En second lieu, les responsables des entreprises nationales opposent souvent une certaine résistance à l'accomplissement des missions de contrôle les concernant, comme l'indique une Instruction Présidentielle, rappelant à cet égard les obligations de chacun (2).

(1)-cf. sur ce point BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit. p.774

-MAHIOU A. Les institutions administratives algériennes: Cours polycopié 1972-1973, op.cit. Tome 4 : La théorie générale des services publics, p.1

(2)-Instruction du 15 Juillet 1969, relative aux prérogatives des agents du contrôle financier de l'Etat, JORA 1969, p.1030.

Cantonné au plan juridique, le contrôle de tutelle est donc encore limité dans sa portée effective par des considérations pratiques qui font obstacle à son application.

On peut conclure cette analyse sur le régime des entreprises publiques avant la consécration du principe de la gestion socialiste, en synthétisant les observations formulées ci-dessus sur le problème de la transformation des rapports économiques, qui constituent le fil directeur de cette étude. Cette conclusion peut être brève, dans la mesure où l'analyse a amplement démontré que les fondements du capitalisme d'Etat, loin d'être altérés, ont été renforcés en Algérie, de 1962 à 1970, par la création et le mode de fonctionnement des entreprises publiques. Deux points fondamentaux doivent retenir à ce titre l'attention.

Il faut tout d'abord insister sur le fait que la nature des contrôles mis en oeuvre sur les entreprises publiques et leur inefficacité relative, a conduit au renforcement de leur autonomie à l'égard de l'Etat. En ce sens, l'évolution du mode de propriété traduit nettement à cette période, la prééminence des pouvoirs de possession des entreprises sur la propriété d'Etat. Un exemple significatif de cette situation, et qui permet de mesurer concrètement l'étendue de l'autonomie des unités de production, est fourni par la très grande diversité des politiques du personnel menées par les entreprises, et dont l'incohérence du système de rémunérations constitue l'aspect le plus spectaculaire.

De plus, et il s'agit du second volet de l'analyse, le développement de l'autonomie des entreprises n'a pas été le prélude à une transformation des rapports sociaux dans les lieux de travail. Elle a en fait profité à l'appareil gestionnaire de l'entreprise, hors de tout contrôle des travailleurs. La participation ouvrière déjà limitée sur

le plan institutionnel - elle exclut tout intéressement matériel -, s'est encore affaiblie en pratique par le mauvais fonctionnement des organes où était aménagée une représentation des travailleurs. On peut donc simplement constater que le statut salarial de la force de travail n'a pas été remis en cause. Les quelques statuts du personnel rendus publics (1) où "les règles de la fonction publique sont largement reprises" (2), ne suffisent pas à infirmer cette analyse. Même si certaines garanties sont dans ce cas assurées aux différentes catégories de personnel, notamment en matière de licenciement (3), les statuts reconduisent les modes de dévolution du pouvoir et de division sociale du travail propres à l'entreprise capitaliste. Cette situation aboutit à une coupure grave entre travailleurs et dirigeants de l'entreprise, qui se traduit, soit par le déclenchement de conflits de travail, le plus souvent en marge de l'organisation syndicale, soit par une "baisse considérable de la productivité" (4).

C'est contre ces carences de l'organisation des entreprises publiques, que le Gouvernement algérien entend réagir en promulguant en 1971, le Code de la gestion socialiste des entreprises.

(1)-Arrêté du 24 Juin 1964, portant statut et fixant les échelles de rémunération du personnel du Port autonome d'Alger, JORA 1964, p.301
-Arrêté du 14 Janvier 1965, portant statut et fixant les échelles de rémunération du personnel de l'Office national des transports, JORA 1965 p.524

-Décret n°65-136 du 28 Avril 1965, approuvant le statut du personnel de la Société nationale de tabacs et allumettes, JORA 1965, p.499.

(2)-MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" op.cit. p.671.

(3)-en particulier par l'institution de Commissions du personnel, disposant de pouvoirs consultatifs en matière disciplinaire.

(4)-cf. sur ce point GAUD B. "La participation ouvrière en Algérie" op.cit. p.864.

CHAPITRE II- L'AMENAGEMENT DU MODELE PAR L'ORGANISATION

SOCIALISTE DE L'ENTREPRISE

La Charte de l'organisation socialiste des entreprises ne procède pas, on l'a dit, à la critique des formes anciennes de gestion de l'entreprise publique. Elle dénonce du moins leurs conséquences négatives, et met à jour la nécessité d'une certaine unification des structures juridiques, par le recours à la notion d'entreprise socialiste (1). L'avènement de cette institution juridique nouvelle ne fait pas formellement disparaître les anciens clivages, mais la réalité de l'entreprise socialiste s'impose désormais aux différentes catégories d'entreprise publique (2). L'effacement de la classification traditionnelle s'est encore accentué, depuis la promulgation de l'Ordonnance portant gestion socialiste des entreprises, par l'adoption de mesures ponctuelles applicables à l'ensemble des entreprises publiques (3),

(1)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit. p.1349 "Il a été procédé à la création d'entreprises dans tous les domaines et il en résulte une diversité assez grande quant aux formes et au fonctionnement de ces entreprises. De ce fait, l'harmonisation et l'adaptation des structures juridiques doivent constituer une des tâches prioritaires dans le cadre de cette nouvelle organisation, pour atteindre une gestion socialiste avancée et rationnelle".

(2)-MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" op.cit. p.659

"Le terme entreprise socialiste n'abolit pas entièrement le vocabulaire traditionnel (établissement public, office, société nationale etc...) mais il le domine. Il laisse subsister ces diverses catégories dans la mesure où elles sont significatives d'un régime de droit particulier et précis, mais également dans la mesure où elles ne contredisent pas les principes fondamentaux de l'organisation et de la gestion socialistes".

(3)-Sur les représentations des entreprises et établissements publics à l'étranger, cf.Ordonnance n°74-25 du 20 Février 1974, JORA 1974, p.215 et textes d'application : Décrets n° 74-55 et 74-56 du 20 Février 1974, JORA 1974, p.215 ainsi que l'Arrêté du 19 Juillet 1974, JORA 1974, p.698 -Sur l'organisation des Centres médicaux sociaux relevant des entreprises nationales, cf.Décret n°74-3 du 16 Janvier 1974, JORA 1974, p.61. -Sur le transfert de siège des établissements et entreprises publics, cf.Ordonnance n°75-4 du 9 Janvier 1975, JORA 1975, p.124.

et surtout par la publication des textes d'application de l'Ordonnance, qui concernent particulièrement le secteur économique (1). Si la réglementation récente réalise donc un nouvel et important rapprochement entre les statuts de l'établissement public industriel et commercial et de la Société nationale, l'identification n'est toujours pas réalisée (2).

En outre, le contenu de ce rapprochement, et partant de la notion d'entreprise socialiste, reste très équivoque. Cette équivoque est largement imputable au discours officiel qui entretient une confusion permanente sur les notions clés, dont l'analyse doit précisément permettre d'apprécier la portée des changements intervenus, par rapport à l'organisation antérieure.

Il en est ainsi de la notion de travailleur, dans laquelle se fondent apparemment toutes les catégories de personnel de l'entreprise (3) et que l'idéologie officielle interprète de manière

(1)-Décret n°73-I77 du 25 Octobre 1973, relatif à l'unité économique, JORA 1973, p.1019
-Ordonnance n°75-23 du 29 Avril 1975, portant statut-type des entreprises socialistes à caractère économique, JORA 1975, p.418.

(2)-Les anciennes qualifications juridiques continuent d'être utilisées, même avec l'application de la gestion socialiste. En effet, tout en prenant en compte les principes de l'organisation socialiste, certains statuts d'entreprises nationales perpétuent l'appellation de Société nationale (voir par exemple Ordonnance n°74-18 du 30 Janvier 1974, portant création de la Société nationale de promotion, de réalisation et de gestion des magasins de gros, JORA 1974, p.194, Ordonnance n°76-20 du 25 Mars 1976, portant création de la Société nationale de transports ferroviaires, JORA 1976, p.302, Ordonnance n°75-39 du 17 Juin 1975, portant approbation des statuts de l'entreprise socialiste, dénommée Société nationale de transports et de travail aériens (AIR ALGERIE), JORA 1976, p.254).

Toutefois, au fur et à mesure que les textes d'application de l'Ordonnance portant gestion socialiste sont promulgués, ces qualifications traditionnelles perdent leur signification juridique.

(3)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971
Article 8 : "Est qualifié travailleur toute personne qui vit du produit de son travail et n'emploie pas à son profit d'autres travailleurs dans son activité professionnelle".

extensive (I). Il en va de même des notions de déconcentration et de décentralisation, que la Charte et les déclarations officielles (2), assimilent et associent dans un même éloge.

Il est donc essentiel de dégager le droit de la gangue idéologique qui l'enveloppe. Et de fait, débarrassée des éléments qui obscurcissent le débat, l'analyse juridique fait apparaître que la nouvelle institution, qualifiée de socialiste, ne rompt pas avec le modèle précédent mais tend à un nouvel aménagement de ce dernier.

C'est ce que révèle en premier lieu, l'irruption d'éléments corporatifs dans l'organisation de "l'entreprise socialiste". Loin d'aboutir cependant à une véritable décentralisation, qui signifierait la transformation de la nature fondative de l'entreprise publique, cette intrusion doit être regardée comme une simple altération de sa substance qui s'inscrit dans une optique particulière de déconcentration.

(I)-Discours du Chef de l'Etat au 16ème anniversaire de l'UGTA le 24 Février 1972, Recueil de discours, Tome 3, p.364
 "L'ouvrier pour nous tel qu'il est défini par la Charte est"celui qui vit à la sueur de son front". Qu'il soit cadre ou non, chaque ouvrier sans distinction est responsable du destin et de l'avenir de l'entreprise
 -Déclaration du Vice-Président de la Commission nationale pour la gestion socialiste des entreprises, à l'APS le 27 Septembre 1974, op.cit.
 "Sur une question à propos de conflit entre Assemblée des travailleurs et Direction générale, M. HAMDANI affirme : "qu'il n'y a pas de contradiction idéologique du fait que les deux parties sont des travailleurs".

(2)-cf.Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit.P.I34
 -Allocution du Chef de l'Etat au Séminaire sur les entreprises nationale le 12 Novembre 1971, Recueil de discours, op.cit. Tome 3, p.317
 "En ce qui concerne la décentralisation, je répondrai que l'organisation nouvelle implique la décentralisation. La participation des travailleurs à la gestion et le contrôle au sein des conseils implique que l'on tienne compte des avis de ces conseils de travailleurs...Tout cela aboutit pratiquement à la déconcentration".
 -Interview de M. Idriss JAZAIRI, Secrétaire général de la Commission nationale pour la gestion socialiste des entreprises, à la revue "Révolution Africaine" le 7 Novembre 1975, p.I4 et s.
 "L'Assemblée des travailleurs est la concrétisation des principes de déconcentration, de décentralisation et de démocratisation, par lesquels les travailleurs contribuent à la vie et à la marche de l'entreprise".

Il en résulte logiquement en second lieu, que la réforme du régime de gestion de l'entreprise, s'opère en fonction des préoccupations de la puissance publique. Par rapport au modèle antérieur, la "gestion socialiste" traduit ainsi la volonté de l'Etat, non d'étendre ou de supprimer l'autonomie de l'entreprise, mais d'améliorer le contrôle de l'appareil dirigeant par un aménagement différent des pouvoirs de tutelle, et le développement de la participation ouvrière.

Section I - L'ALTERATION CORPORATIVE DE L'ENTREPRISE SOCIALISTE

Il convient d'emblée d'écarter, avec M-CONSTANS, l'argument selon lequel l'identification de caractères corporatifs et fondatifs au sein d'une même personne morale, empêcherait son classement dans l'un ou l'autre de ces deux catégories et remettrait en cause les fondements de la classification retenue (1). "Ce qui est essentiel, c'est de chercher la logique dominante de cette personne morale", et au delà de l'introduction d'éléments corporatifs, "il ne fait pas de doute qu'il la dominance est constituée par la fondativité" (2).

§ I - L'INTRODUCTION D'ELEMENTS CORPORATIFS

Si l'on peut définir la corporation comme la représentation juridique, au moyen d'une organisation autonome, des intérêts collectifs d'une population stable et homogène, les différents éléments de cette définition se retrouvent dans la nouvelle organisation de l'entreprise socialiste. Mais cette constatation reste tout à fait formelle. Elle repose en effet, sur deux postulats énoncés par l'idéologie officielle, à savoir : l'identité d'intérêts de la collectivité des travailleurs, et la capacité de l'organisation syndicale de représenter effectivement ces intérêts.

(1)-in Le dualisme de la notion de personne morale administrative en droit français. op.cit. p.166

(2)-MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" op.cit. p.385.

I - La reconnaissance des intérêts collectifs des travailleurs

La Charte englobe les notions de producteurs, de salariés et d'ouvriers, sous le terme générique de travailleurs. L'Ordonnance, après avoir consacré le même principe dans son article 8, établit cependant une distinction entre les dirigeants (1), et la totalité des autres travailleurs. Parmi ces derniers, il n'est pas en revanche distingué selon la fonction productive ou improductive exercée : le statut des cadres est assimilé à celui des producteurs directs.

L'homogénéité de la catégorie des travailleurs est ainsi présumée (2), et ce sont ses intérêts collectifs que le législateur entend promouvoir. Ces intérêts sont définis en termes de droits reconnus à tous (3), conformément au principe selon lequel "dans l'Algérie qui construit le socialisme, les travailleurs sont à la fois les artisans et les bénéficiaires de la révolution" (4). Mais l'examen attentif de ces droits, fait apparaître des différences appréciables entre plusieurs catégories de travailleurs. Il faut distinguer ici, derrière l'égalité de tous formellement consacrée (5), les droits à contenu concret qui réalisent une égalité effective, et ceux, plus abstraits, qui maintiennent en fait des situations inégalitaires.

(1)-Il s'agit dans l'entreprise du Directeur Général (article 62), des Directeurs généraux-adjoints et des Directeurs (article 63), nommés par mesure réglementaire. Il faut y ajouter les "adjoints immédiats" du Directeur Général, qui siègent au Conseil de direction (article 57), mais qui peuvent être de simples cadres contractuels.

(2)-Dans le contexte du capitalisme privé, le droit libéral reconnaît sinon l'antagonisme du moins l'hétérogénéité des intérêts en présence. Le droit du travail français prévoit ainsi, pour l'élection aux institutions représentatives du personnel, la constitution de deux sinon trois collèges électoraux : celui des ouvriers et employés, celui des cadres et parfois celui des cadres supérieurs.

(3)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit. p.1347 "Dans l'Algérie socialiste, ces droits doivent être appliqués à l'ensemble des travailleurs sans aucune distinction".

(4)-ibidem, p.1347

(5)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971 article 9 : "Les travailleurs sont égaux en droits et en devoirs".

Les droits concrets, qui sont reconnus aux travailleurs, sont dans l'ensemble les moins novateurs par rapport à la réglementation antérieure. Certes, l'instauration de la participation à la gestion paraît s'inscrire en faux de cette affirmation. Mais l'examen ultérieur du contenu de ce droit, montrera que l'innovation reste enserrée dans des limites étroites. La proclamation des autres droits concrets n'appelle pas de remarques particulières. Il s'agit en premier lieu, du droit syndical (1), qui s'exerce dans le cadre de l'unicité de l'organisation professionnelle, et dont le respect est garanti par des mesures protectrices, arrêtées au profit des travailleurs syndiqués exerçant des responsabilités dans la gestion de l'entreprise (2). L'égalité en matière de prévoyance sociale est d'autre part assurée par l'assujettissement des travailleurs à un régime de sécurité sociale, qui fournit à tous les mêmes prestations, notamment en matière d'allocations familiales (3). Enfin, la réglementation unitaire des primes de productivité, accessoires du salaire (4), participe également de cette tendance à l'harmonisation du statut des travailleurs.

En revanche, la consécration d'autres droits peut être qualifiée d'abstraite dans la mesure où, sous couvert d'égalité formelle elle perpétue et reproduit les conditions inégalitaires héritées de la situation antérieure. Il en est ainsi, en matière de revenu, dont le mode de répartition doit être envisagé sous deux angles différents.

(1)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 15.

(2)-ibidem, article 48, alinéa 2.

(3)-ibidem, article 11

-Ordonnance n°74-45 du 3 Avril 1974, portant de 14 à 17 ans l'âge limite des enfants donnant droit à l'attribution des allocations familiales, JORA 1974, p.330

-Décret n°74-72 du 3 Avril 1974, portant relèvement du montant des allocations familiales dans le régime général non agricole, JORA 1974, p.335

-Décret n°75-45 du 27 Février 1975, portant relèvement du montant des allocations familiales dans le régime général non agricole, JORA 1975, p.262.

(4)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 12

"Les travailleurs peuvent percevoir des primes de productivité selon des normes de rendement établies par des textes réglementaires et déterminées par nature d'activité".

- D'une part, il faut prendre en compte les inégalités de rémunération existantes entre les différentes branches économiques (1), puis, entre le secteur public économique considéré globalement et le secteur administratif (2). C'est contre ces disparités que le Code de l'entreprise socialiste entend réagir, après que le statut de la fonction publique ait en vain, appelé de ses vœux une réforme en ce sens dès 1966 (3). L'Ordonnance relative à la gestion socialiste a désormais posé en droit positif, l'obligation d'harmoniser les rémunérations (4), conformément au principe, rappelé par la Charte : "à travail égal, salaire égal". Mais son application continue de susciter difficultés et réticences.

Une Commission nationale a été constituée et mise en place, en vue d'étudier et de proposer au Gouvernement les mesures indispensables en ce domaine (5). Toutefois, dans l'attente de l'adoption d'une "grille nationale des salaires", des mesures préparatoires ont été arrêtées, dans le sens d'un rapprochement des rémunérations servies dans les différents secteurs d'Etat.

(1)-Comme le montre M. BENACHENROU (in "Réflexions sur la politique des revenus en Algérie" op.cit. p.II et s) ;
 "Les disparités salariales sont multiples : elles sont globales de branches à branches et particulières selon les niveaux de qualification"

(2)-ibidem, p.3
 "Le salaire moyen (servi dans le secteur administratif) est inférieur à tous les salaires moyens annuels, versés par les Sociétés nationales"
 Il faut préciser ici que de 1963 à 1974, les traitements servis dans la fonction publique sont restés plafonnés à 2 000 DA par mois, alors qu'aucun plafond n'était fixé dans le secteur public économique.

(3)-Ordonnance n°66-133 du 2 Juin 1966, portant statut général de la fonction publique, JORA 1966, p.426. Exposé des motifs.
 "La surenchère aux avantages pécuniaires qui s'effectue actuellement au détriment des administrations est en grande partie à l'origine de l'instabilité juridique et fonctionnelle dont souffre la fonction publique depuis l'Indépendance. Certes des mesures prises ont permis de procéder à un réajustement des salaires de certains établissements publics, mais cet effort demeurerait vain si une remise en ordre général n'était pas entreprise".

(4)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 9, alinea 2 :
 "Ils (les travailleurs) bénéficient des mêmes rémunérations et avantages pour un même travail et à égalité de qualification et de rendement".

(5)-Décret n°74-10 du 30 Janvier 1974, portant création de la Commission nationale chargée de l'étude de l'harmonisation des statuts et des rémunérations applicables aux personnels des secteurs publics et parapublics, JORA 1974, p.88.

En effet, les salaires et tous leurs accessoires versés dans les entreprises socialistes, ont été bloqués au 1er Janvier 1974(1) et tout relèvement direct ou indirect des rémunérations strictement prohibé (2). A l'inverse, les traitements servis dans la fonction publique étaient à la même époque, uniformément revalorisés de 20%, sauf pour le personnel enseignant bénéficiaire d'une augmentation de 30% (3). Ces augmentations globales ont, depuis, été suivies d'une mesure plus sélective (4). On peut donc supposer que la tendance à l'harmonisation - qui ne signifie pas unification - va s'accroître. Un tel constat n'épuise pas cependant le problème posé par la rémunération des travailleurs du secteur public.

-Car d'autre part, la question des inégalités de répartition à l'intérieur de l'entreprise n'est envisagée à aucun moment. Certes, depuis la mise en oeuvre de la gestion socialiste, l'institution

(1)-Ordonnance n°73-64 du 28 Décembre 1973, portant loi de Finances pour 1974, article 28, JORA 1973, p.1190.

(2)-Décret n°74-209 du 30 Octobre 1974, fixant les modalités d'application de l'article 28 de l'Ordonnance n°73-64 du 28 Décembre 1973, portant loi de Finances pour 1974, JORA 1974, p.935

Il ne semble pas toutefois que ces directives pourtant impératives aient été respectées dans tous les cas.

-Voir en ce sens, l'article du journal El Moudjahid, "Salaires et bénéfices dans le secteur d'Etat", en date du 19 Janvier 1976

"Ce n'est maintenant un secret pour personne : les Sociétés nationales, les entreprises publiques en général ne s'en sont pas tenues à cette décision. Les échappatoires sont multiples, les moyens de contourner judicieusement les règlements sont innombrables. Et pour cause ; les caractéristiques du marché de l'emploi sont demeurées les mêmes".

(3)-Décret n°74-210 du 30 Octobre 1974, fixant à titre transitoire, la valeur du point indiciaire, JORA 1974, p.936

-Décret n°74-211 du 30 Octobre 1974, instituant, à titre transitoire, une majoration de traitement en faveur des personnels du corps enseignant, JORA 1974, p.937.

(4)-Décret n°76-24 du 7 Février 1976, portant création d'une indemnité en faveur de certaines catégories de fonctionnaires, JORA 1976, p.154
Ce Décret institue une indemnité dégressive mensuelle (de 134 à 15 DA) au profit des fonctionnaires dont les indices sont les plus faibles.

du salaire national minimum garanti (1) a été l'occasion d'une augmentation importante des bas salaires (2). Mais cette mesure n'est pas appelée à remettre en cause la structure actuelle de distribution du revenu, qui paraît, selon les termes de l'article 9 de l'Ordonnance, devoir être purement et simplement reconduite. Or, la hiérarchie des salaires à l'intérieur de l'entreprise ne répond pas, comme le laissent entendre Charte et Ordonnance, à des nécessités techniques irrépressibles. Reproduisant en fait la hiérarchie interne des responsabilités, elle est l'effet direct du mode de division sociale du travail, de la distinction des tâches de conception et d'autorité d'un côté, des tâches d'exécution et de subordination de l'autre. Maintenir ce système de rémunérations paraît signifier que les principes de la division du travail ne sont pas remis en cause, et hypothèque la prise en considération de la "population" des travailleurs de l'entreprise, comme une collectivité homogène.

Les mêmes observations peuvent être formulées en ce qui concerne la formation professionnelle et la promotion socio-culturelle, considérées comme un droit fondamental des travailleurs (3). Son contenu demeure abstrait, tant que l'appareil de formation ne peut satisfaire quantitativement l'ensemble des besoins. Et en tout état de cause, sa concrétisation est liée, sur le plan qualitatif, à la détermination des besoins de l'économie nationale et donc au type de développement mis en oeuvre.

 (1)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 10
 -Ordonnance n°74-2 du 16 Janvier 1974, portant institution du salaire national minimum garanti, JORA 1974, p.58.

(2)-Aucune revalorisation du SMIG n'est intervenue de 1963 à 1972, à l'exception d'une mesure portant unification des zones de salaires (Décret n°70-107 du 20 Juillet 1970, JORA 1970, p.717) et alignant les taux des zones 2 et 3 sur la zone 1. En 1972, le SMIG unifié était revalorisé de 27% (Décret n°72-122 du 7 Juin 1972, portant fixation du taux horaire du SMIG, JORA 1972, p.576). L'augmentation consécutive à l'institution du salaire national minimum garanti en 1974 a été successivement de 20%, (Décret n°74-6 du 16 Janvier 1974, JORA 1974, p.64 puis de 15% (Décret n°76-25 du 7 Février 1976, JORA 1976, p.154). Depuis l'Indépendance, l'ancien SMIG a donc été revalorisé de 82%.

(3)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 16.

Enfin, le droit des travailleurs à l'intéressement matériel est rendu obligatoire par l'Ordonnance (1), et doit se réaliser par la création, à leur profit, d'un fonds de revenus complémentaire (2). Ce droit reste actuellement très théorique, moins à cause de l'absence provisoire de textes d'application permettant de le concrétiser, qu'en raison du déficit persistant, qui affecte la gestion de la très grande majorité des entreprises socialistes à caractère économique (3).

Quoi qu'il en soit, l'affirmation d'une communauté d'intérêts entre l'ensemble des travailleurs, se traduit par la mise en place d'organes assurant leur représentation au sein de l'entreprise.

2 - Le monopole syndical de représentation des des travailleurs

L'institution d'organes représentatifs des travailleurs s'accomplit dans l'entreprise socialiste, selon des modalités différentes de celles examinées dans le secteur autogéré et coopératif. La particularité essentielle tient ici, au monopole de représentation conféré à l'organisation syndicale. Les raisons de ce monopole doivent être élucidées, avant que ne soient examinées ses conséquences sur la composition des organes représentatifs.

Le monopole syndical de la représentation des travailleurs se justifie, tant par le rôle que l'organisation professionnelle est appelée à jouer dans l'entreprise socialiste, que par la nouvelle pratique de la participation, que les pouvoirs publics entendent promouvoir.

(1)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 14.

(2)-ibidem, articles 83 et 84.

(3)-cf. Conférence de presse du Ministre des Finances à l'occasion de la présentation du budget 1976, journal El Moudjahid 3 Janvier 1976.

Tout d'abord, le rôle du syndicat est strictement gestionnaire. A la différence du secteur privé, où le caractère inconciliable des intérêts du patronat et des travailleurs conduit naturellement à reconnaître au syndicat une fonction revendicative, dans le secteur d'Etat, où l'existence des contradictions est par définition exclue, son rôle contestataire doit s'effacer, au profit de l'exercice de responsabilités dans la vie économique. Il en résulte notamment que, sans être officiellement proscrite, la grève des travailleurs est condamnée de fait et sévèrement jugée dans le secteur public (1).

Il n'est pas sans intérêt de remarquer ici, que l'approche du Code est sensiblement différente de l'analyse, effectuée en cette même matière, par la Charte d'Alger en 1964. Certes, dans les deux documents, la condamnation du rôle revendicatif du syndicat dans le secteur d'Etat est expressément énoncée et la consécration de sa fonction gestionnaire proclamée (2). Mais la Charte d'Alger n'écarte pas tout objectif de lutte syndicale, justifiée par le développement de contradictions non antagoniques au cours de la phase de transition au socialisme, et par la nécessité de réduire les manifestations inévitables de bureaucratie (3). Le Code de l'entreprise socialiste exclut au contraire tout risque de cet ordre (4), et envisage l'application de la gestion socialiste en marge de toute contradiction.

(1)-Voir en ce sens, la Circulaire du Ministre de l'Industrie et de l'Energie en date du 24 Avril 1973 sur "les relations avec les représentants des travailleurs" dans les entreprises socialistes (texte cité et analysé par M. BRAHIMI, in. La circulaire ou l'instruction comme source de droit en Algérie. Mémoire pour le DES de droit public, Institut des Sciences Juridiques d'Alger 1975, p.54 et s.)

(2)-Charte d'Alger, op.cit. p.109

"Dans un régime où le pouvoir appartient aux ouvriers et aux paysans, la perspective ne peut être la même, et la contestation peut prendre une signification contre-révolutionnaire dangereuse".

(3)-ibidem,

"Les syndicats, s'ils n'ont pas un objectif revendicatif de classe, ont cependant un rôle très important dans la lutte contre les formes de bureaucratisation qui pourraient surgir. Croire qu'une société nouvelle puisse échapper à toutes les contradictions est utopique. Seule la démocratie socialiste empêche ces contradictions de se transformer en antagonismes".

(4)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit. p.1347
L'association des travailleurs à la gestion "par le fait qu'elle entraîne un accroissement considérable des responsabilités des travailleurs producteurs aura pour effet d'éliminer à la base toute velléité de bureaucratie ou de technocratie".

Son rôle ainsi défini, le syndicat constitue la pièce maîtresse de la nouvelle organisation. Le discours sur la participation ouvrière lui réserve une place essentielle, dans la mesure où les capacités gestionnaires de la classe ouvrière sont considérées comme inférieures à celles de la paysannerie, et doivent être en conséquence développées et organisées (1). Une phase d'apprentissage apparaît donc indispensable, au cours de laquelle, le rôle gestionnaire du syndicat prend toute sa signification. Il lui appartient d'encadrer et d'organiser les travailleurs pour accélérer leur formation et développer leur conscience politique (2). C'est dans ce contexte, que le principe de la gestion socialiste doit se réaliser progressivement.

Il en résulte logiquement, que les organes de représentation des travailleurs sont composés exclusivement des militants syndicaux et que le collectif des travailleurs, à l'encontre de l'entreprise autogérée ou coopérative, ne constitue pas, dans l'entreprise socialiste, une institution autonome de représentation et de participation. En fait, le véritable organe à partir duquel s'exercent ces deux fonctions, est l'Assemblée des travailleurs. Mais en dépit de sa dénomination, cet organe n'est pas composé de l'ensemble des travailleurs il comprend de sept à vingt cinq membres élus par le collectif, parmi les travailleurs "syndiqués depuis au moins un an et âgés de 21 ans révolus" (3). "Sont toutefois inéligibles les membres nommés du Conseil de direction", ce qui confirme le clivage, établi par le nouveau Code, entre l'ensemble du personnel et l'appareil dirigeant de l'entreprise, entendu au sens strict du terme.

(1)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit. p.1347
 "Pour être apte à jouir de ce droit et assurer ces devoirs, le travailleur doit accomplir un effort permanent pour développer sa conscience politique et ses capacités".

(2)-ibidem,
 "Dans l'économie socialiste, le syndicat représente le cadre de mobilisation efficace pour engager les masses laborieuses dans la réalisation des objectifs de construction socialiste...Le syndicat est l'organisation des travailleurs qui contribue à l'édification de la société nouvelle. C'est dire qu'il assume des responsabilités considérables dans l'oeuvre entreprise".

(3)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, articles 24 et 26
 -Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit. p.1348
 "Les membres de cette Assemblée devant assumer des responsabilités au nom des travailleurs ne peuvent logiquement le faire s'ils se désintéressent totalement de l'activité de leur syndicat...C'est dire qu'il est impératif que l'ensemble des membres élus de l'Assemblée soient des militants syndiqués".

Ces dispositions sont valables tant pour l'entreprise elle-même, que pour chacune des unités qui la composent (1). Mais dans le cas des unités, une particularité doit être soulignée, qui accentue la fonction de monopole reconnue au syndicat et consacre son intégration à la nouvelle organisation. Dans l'unité en effet, "l'Assemblée des travailleurs est en même temps le Conseil syndical" (2) et, si la mesure n'est pas étendue à l'entreprise (3), elle pose en tout état de cause, de redoutables problèmes d'ordre juridique et politique (4) qui n'ont pu encore être résolus. Il semble en fait que le principe soit reconnu du cumul de fonctions de Secrétaire de la section syndicale et de Président de l'Assemblée (5). En revanche, le débat reste ouvert sur le problème du dédoublement fonctionnel que pose la fusion en un même organe des deux instances gestionnaire et syndicale (6).

(1)-La notion d'unité renvoie à celle d'établissement du droit français cf. infra. p. 346 et s.

(2)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit. p.1348.

(3)-L'Ordonnance prévoit seulement que "le secrétaire de la section syndicale est éligible à la présidence de l'assemblée des travailleurs de l'entreprise", (article 4I, alinea 2).

(4)-MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" op.cit. p.669

"On aboutit donc à ce résultat que le Conseil syndical, organe de l'instance de base sera élu aussi bien par des syndiqués que par des travailleurs non syndiqués de l'unité. Cette disposition est contradictoire avec les statuts de l'UGTA... Cette contradiction se retrouve sous d'autres formes : l'Assemblée des travailleurs est élue pour trois ans, alors que les instances syndicales sont renouvelées annuellement. L'Assemblée des travailleurs peut être dissoute ce qui supprimerait en même temps le Conseil syndical de l'unité".

(5)-Interview de M. JAZAIRI à la revue "Révolution Africaine" le 7 Novembre 1975, déjà citée, p.17

"Puisque dans la pratique ce cumul est devenu la règle, il faut choisir au niveau des textes entre l'élection à un tour prévu par l'Ordonnance pour les Présidents d'Assemblées ou l'élection à deux tours prévus par les statuts de l'UGTA pour le Secrétaire syndical".

(6)-ibidem, p.16

"Le premier concept a trait à la relation entre Assemblée et Conseil syndical. Si, outre leur composition qui est la même, il y a amalgame pur et simple de leurs fonctions, point n'est besoin de dispositions particulières pour l'Assemblée des travailleurs, dont le fonctionnement se trouve ainsi régi par les seules dispositions statutaires de l'UGTA. C'est la thèse dite de "l'institutionnalisation du Conseil syndical". Si par contre, on considère qu'il s'agit certes d'une même instance mais ayant deux fonctions différenciées bien que complémentaires et intégrées, alors il est nécessaire d'établir en ce qui concerne l'Assemblée des travailleurs des règles de fonctionnement distinctes".

La participation des travailleurs est en outre, assurée par la constitution d'une ou plusieurs Commissions permanentes, tant au sein de l'unité, que de l'entreprise (1). Le statut de ces Commissions récemment publié (2), confirme le monopole de la représentation syndicale, puisque toutes sont composées de 2 à 5 membres élus par l'Assemblée parmi ses membres ou choisis parmi les travailleurs syndiqués, de l'unité ou de l'entreprise. Ces Commissions apparaissent donc moins comme des organes autonomes, que comme des centres d'étude et de préparation des travaux de l'Assemblée. Sous réserve des exceptions qui seront examinées plus loin, elles ne disposent pas de prérogatives propres, mais ont pour objet d'assurer la permanence de la participation des travailleurs. Elles doivent se réunir au moins une fois par mois, alors que la périodicité des réunions de l'Assemblée n'est que trimestrielle dans l'unité, et semestrielle dans l'entreprise.

L'introduction d'éléments corporatifs dans l'entreprise socialiste est ainsi hypothéquée par de nombreuses et importantes réserves. Elle reste en tout état de cause, impuissante à désorganiser la logique fondative, qui continue de dominer le statut constitutionnel de l'entreprise socialiste.

§ 2 - LA DOMINANCE DE LA LOGIQUE FONDATIVE

La démarche consistant à analyser la nouvelle institution sous l'angle d'une déformation corporative de l'ancienne entreprise publique, a négligé jusqu'à présent, nombre d'éléments qui concourent à la constitution de l'entreprise socialiste. Or, c'est précisément la prise en compte de l'ensemble de ces facteurs, qui permet de conclure à la dominance de la logique fondative.

(1)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 49, alinéa I.

(2)-cf. Décrets n° 74-251 à 74-255 du 28 Décembre 1974, fixant les modalités de constitution, les attributions et le fonctionnement de la Commission économique et financière, de la Commission des affaires sociales et culturelles, de la Commission du personnel et de la formation, de la Commission de discipline ainsi que de la Commission d'hygiène et de sécurité dans les entreprises socialistes", JORA 1975, p.10 et s.

I - Quant à la création de l'entreprise socialiste

La création de l'entreprise socialiste reste fondamentalement assimilable à une opération de fondation. Loin en effet, d'atténuer les caractéristiques de la création de l'entreprise publique, précédemment analysée, le nouveau statut développe et renforce les éléments qui permettent de définir l'Etat comme le fondateur véritable de l'entreprise.

Il en est ainsi, tout d'abord, en amont de la fondation de l'entreprise. Le législateur vient de confirmer la pratique, observée depuis 1966, selon laquelle l'appropriation publique des moyens de production, notamment lorsqu'elle précède la constitution de l'entreprise, ne peut être décidée que par une mesure législative (1).

En revanche, la solution retenue pour la création de l'entreprise elle-même paraît s'écarter de la pratique suivie depuis quelques années par analogie avec le droit français. Il est vrai que la formule utilisée, selon laquelle "l'entreprise socialiste est créée par Décret à l'exception de celles d'importance nationale, lesquelles doivent être créées par la Loi" (2), reste pour le moins sibylline. Le contenu de cette disposition est en fait susceptible de deux interprétations, entre lesquelles la pratique n'a pas encore tranché.

Elle peut signifier, en premier lieu, qu'une distinction doit être établie entre les entreprises nationales et les entreprises locales. Mais cette interprétation ne résiste pas à l'examen des modalités régissant la création des entreprises locales, énoncées par

(1)-Ordonnance n°75-58 du 26 Septembre 1975, portant Code civil, article 678 : "La nationalisation ne peut être prononcée que par la Loi. Les conditions et les modalités du transfert ainsi que la forme de l'indemnisation sont fixées par la Loi".

(2)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 5.

la réglementation propre aux collectivités locales (1) et auxquelles le statut de l'entreprise socialiste n'entend pas déroger (2). La création de ces entreprises intervient en effet par délibération de l'Assemblée populaire compétente, approuvée par le wali lorsqu'il s'agit d'unités communales, ou par Arrêté interministériel pour les entreprises départementales. Et ces dispositions continuent effectivement d'être respectées depuis 1971, avec la seule exception que les entreprises dont le champ d'activité s'étend sur plusieurs départements, sont créées par Décret

La seconde interprétation possible de cette disposition, renvoie à la distinction française entre "les catégories d'établissements publics", qui ne peuvent être institués que par la loi, et les entreprises, créées à l'intérieur de chaque catégorie, par voie décrétales. Cependant, ici encore, la pratique récente n'a pas sanctionné cette conception. Les Offices et Sociétés nationales continuent, depuis 1971, d'être créés par Ordonnance. Il résulte de ces différentes observations que la distinction établie par l'article 5 de l'Ordonnance du 16 Novembre 1971, ne revêt pas actuellement une signification précise. Elle n'a d'ailleurs pas de portée concrète, tant que le Gouvernement est investi du monopole de l'émission des mesures à caractère législatif et réglementaire. Il en sera bien sûr autrement, lorsque l'Assemblée nationale, à laquelle doit être conférée compétence en matière législative, aura été élue.

(1)-Ordonnance n°67-24 du 18 Janvier 1967, portant Code communal, articles 207 et s.

-Décret n°71-179 du 30 Juin 1971, fixant les conditions de création, d'organisation et de fonctionnement de l'entreprise publique communale, JORA 1971, p.746.

-Ordonnance n°69-38 du 23 Mai 1969, portant Code de la wilaya, articles 30 et s., 130 et s.

-Décret n°71-139 du 26 Mai 1971, fixant les conditions de création, d'organisation et de fonctionnement de l'entreprise publique de wilaya, JORA 1971, p.566.

(2)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 64.

Ces difficultés d'interprétation ne remettent pas en cause, de toute manière, l'analyse de l'entreprise socialiste comme fondation de l'Etat. Les conséquences, déjà analysées, qui en sont tirées, tant sur le plan de la "spécificité" de son activité, que du point de vue du contrôle de l'Etat, sont réitérées avec vigueur par le nouveau statut. L'acte constitutif de l'entreprise doit notamment déterminer "la nature et l'étendue de ses activités" (1). Le statut-type des entreprises socialistes à caractère économique entend définir, de manière encore plus précise, cette compétence d'attribution afin que "les moyens dont dispose l'entreprise" soient effectivement utilisés "à la réalisation des objectifs...au titre de la mission qui lui est confiée"(2). Pareillement, les exigences du contrôle étatique, dont les mécanismes sont analysés ci-dessous, sont rappelés avec force par le Code de l'entreprise socialiste (3).

Le nouveau statut apporte enfin, certaines réponses aux questions, soulevées par le régime juridique du patrimoine de l'entreprise, laissées antérieurement en suspens.

Désormais en effet, la thèse de la propriété d'Etat est définitivement établie. Retenue en 1969 par la Commission du régime foncier, présidée par le Ministre de la Justice (4), elle est consacrée

(1)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 6.

(2)-Ordonnance n°75-23 du 29 Avril 1975, article 2.

(3)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit. p.1349
"L'entreprise est placée sous une autorité unique de tutelle, dont elle est tenue d'appliquer toutes les directives".

-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971

article 79 : "La tutelle de l'entreprise est unique, elle est exercée par l'autorité désignée dans le texte portant création de l'entreprise".
article 80 : "L'autorité de tutelle dispose à l'égard de l'entreprise de tous pouvoirs d'orientation et de contrôle".

(4)-cf. POMEL B. "Contribution à l'étude du domaine de l'Etat et de son régime juridique : l'exemple des ex biens vacants" RASJ 1972, p.730.

par l'Ordonnance relative à la gestion socialiste (I) et confirmée par le nouveau Code civil (2).

Ces différentes dispositions résolvent deux problèmes essentiels, mais en laissent subsister deux autres. La propriété de l'Etat est tout d'abord nettement affirmée sur l'ensemble des biens, dont la gestion est confiée aux entreprises socialistes, autogérées ou coopératives. En second lieu, la question classique de la répartition des dépendances domaniales, entre le domaine public et le domaine privé, est définitivement résolue par l'unification du régime de domanialité, que le Pouvoir politique (3), comme la doctrine (4), appelaient de leurs vœux depuis plusieurs années. L'unité du domaine de l'Etat se concrétise par l'extension à l'ensemble du patrimoine approprié par la puissance publique, du régime de domanialité publique. Tous les biens

(I)-article 2 : "L'entreprise socialiste est l'entreprise dont le patrimoine est constitué intégralement par des biens publics".
 article 3 : "L'entreprise socialiste est la propriété de l'Etat, représentant la collectivité nationale".

(2)-Ordonnance n°75-58 du 26 Septembre 1975
 article 688 : "Sont propriété de l'Etat, les biens immeubles et les meubles qui, en fait ou en vertu d'un texte législatif, sont affectés soit à un usage collectif, soit à une administration ou un service public, un établissement à caractère administratif, une entreprise socialiste, une unité autogérée ou une coopérative dans le cadre de la révolution agraire".

(3)-Discours du Chef de l'Etat lors de l'installation de la Commission nationale de la justice le 13 Mars 1971, Recueil de discours, op.cit., Tome 3, p.187

"Il existe beaucoup de conceptions législatives héritées du colonialisme et que nous devons abolir, parce qu'elles ne sont pas valables pour une société socialiste...Entre également dans ce cadre l'idée de dissociation des domaines public et privé de l'Etat, alors qu'ils constituent tous les deux, un seul et même domaine appartenant à l'Etat en tant que garant des intérêts des masses laborieuses, même si les règles de gestion qui les régissent diffèrent d'une entreprise à l'autre".

(4)-cf. en ce sens, AIDOU M. Le domaine privé immobilier de l'Etat.

Mémoire pour le DES de droit public, Faculté de droit d'Alger 1970.

-AUTIN J.L. Le régime juridique des biens autogérés dans l'agriculture algérienne. Mémoire pour le DES de droit public, Faculté de droit d'Alger 1970.

-MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" op.cit. p.588.-

-POMEL B. "Contribution à l'étude du domaine de l'Etat" op.cit. p.736.

de l'Etat sont désormais "inaliénables, insaisissables et imprescriptibles" (1). Mais l'affirmation de l'unité du domaine de l'Etat, et l'harmonisation des anciens régimes juridiques, n'épuisent pas le débat sur le patrimoine des entreprises socialistes.

Comme il a été souligné précédemment, l'attribut d'inaliénabilité conféré aux biens à usage économique, n'a pas la même signification que l'incessibilité, appliquée aux dépendances traditionnelles du domaine public. L'inaliénabilité vise ici la substance du patrimoine confié à l'entreprise et qu'elle doit faire fructifier. Mais elle n'interdit pas l'aliénation de tel ou tel élément de ce patrimoine, sous réserve que sa valeur ne soit pas altérée, c'est à dire qu'il soit reconstitué. C'est en ce sens qu'il faut comprendre l'exception posée par le Code civil et qui paraît anéantir le principe d'inaliénabilité (2). Il faut toutefois attendre la promulgation des textes d'application prévus (3) pour apprécier précisément sa portée. Ces mêmes textes devraient trancher le dernier problème laissé actuellement en suspens, à savoir la possibilité pour l'entreprise d'acquérir un patrimoine propre, distinct du patrimoine public, qui lui est initialement affecté. L'enjeu de cette question est bien réel (4), mais les dispositions actuelles du Code ne permettent pas de se prononcer sur la solution qui lui sera donnée. Le principe de la propriété d'Etat, énoncé en termes

(1)-Code civil, article 689, alinéa I.

(2)-ibidem, alinea 2

"Toutefois, les lois qui les affectent à un des organismes cités à l'article 688 déterminent les conditions de gestion et éventuellement les conditions d'aliénabilité de ces biens".

(3)-Ordonnance n°75-23 du 29 Avril 1975, portant statut-type des entreprises socialistes à caractère économique. Statut-type, article II "Le patrimoine de l'entreprise est régi par les dispositions réglementaires relatives au patrimoine de l'entreprise socialiste".

(4)-MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" op.cit. p.688

"On discerne facilement le risque politique de cette proposition : elle tend à reconstituer la logique capitaliste où le bénéfice est le seul critère du bon fonctionnement de l'entreprise. L'entreprise risque de "capitaliser" sans qu'il soit évident que cette action soit souhaitable"

généraux, et celui de la planification centralisée des investissements, paraissent s'opposer à la reconnaissance de la patrimonialité de l'entreprise. A l'inverse, l'affirmation de l'autonomie juridique et financière de l'entreprise (2), l'affectation prévue d'une partie des bénéfices réalisés à son patrimoine (3), et la distinction légalement établie entre les deux masses patrimoniales (4), laissent ouverte l'autre branche de l'alternative.

Si la réponse à cette question a des implications concrètes sur le type de contrôle que l'Etat est susceptible d'imposer à l'entreprise, le débat reste en tout état de cause, circonscrit dans le cadre de la déconcentration administrative. Cette interprétation est confirmée par l'analyse du statut constitutionnel des organes représentatifs des travailleurs.

2 - Quant au statut constitutionnel des organes représentatifs des travailleurs

On a précédemment souligné l'innovation introduite dans l'organisation de l'entreprise socialiste, par l'institutionnalisation de la représentation des travailleurs et remarqué qu'elle était susceptible d'altérer la nature fondative de l'unité de production. Mais pour qu'il en soit réellement ainsi, encore faudrait-il que le statut constitutionnel des organes représentatifs procède d'une logique corporative, c'est à dire,

(1)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 73, alinéa 2
"Le programme d'investissements de l'entreprise est décidé par le Gouvernement".

(2)-ibidem,
article 4 : "L'entreprise socialiste est une personne morale dotée de la personnalité civile et de l'autonomie financière".

(3)-ibidem, article 83.

(4)-ibidem, article 72
"L'entreprise ou l'unité est tenue de procéder chaque année à une exacte évaluation de son patrimoine dans ses éléments actif et passif et de déterminer le montant des biens qui lui sont affectés par l'Etat".

qu'il assure leur indépendance organique à l'égard de l'autorité de tutelle. Or l'analyse, tant du mode de désignation des membres de l'Assemblée des travailleurs, que des conditions de mise en jeu de leur responsabilité, démontre au contraire que la logique fondative reste dominante et, partant, que cet organe ne peut se voir reconnaître la qualification corporative.

- Certes, le processus de désignation des membres de l'Assemblée met formellement en oeuvre le procédé de l'élection, mode normal de dévolution du pouvoir dans les organismes corporatifs. Mais l'organisation des élections, loin d'exclure la participation de l'autorité de tutelle, comme l'exigerait logiquement le statut corporatif de l'Assemblée (1), aménage de telle manière son intervention dans les différentes opérations électorales, qu'elle revêt ici un caractère déterminant.

Compte tenu du monopole de représentation des travailleurs conféré au syndicat, il était légitime de supposer que le rôle de ce dernier serait essentiel dans le processus de désignation. Or il n'en est rien. Si la qualité de travailleur syndiqué est une condition nécessaire d'éligibilité, elle ne constitue pas une condition suffisante. Une procédure de sélection des candidatures est prévue, sous l'égide d'une Commission créée dans chaque unité et au niveau de l'entreprise (2). Par rapport au système similaire mis en place dans

(1)-cf. CONSTANS L. Le dualisme de la notion de personne morale administrative en droit français. op.cit. p.136.

(2)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 27

-Décret n°72-47 du 3 Mars 1972, relatif aux élections dans les entreprises socialistes, JORA 1972, p.226

-article 2 : "Les membres des Assemblées des travailleurs sont élus sur une liste unique de candidats présentés par la Commission des candidatures. Les candidatures isolées sont interdites ; elles sont irrecevables. Les électeurs ne peuvent voter que pour les candidats figurant sur la liste prévue à l'alinéa I du présent article".

le secteur autogéré deux remarques s'imposent. D'une part, la sélection des candidatures n'est pas limitée à l'élection au poste de Président, mais le concerne tout comme l'ensemble des membres de l'Assemblée (1). D'autre part, la composition de la Commission est ici tripartite. Elle assure une représentation égalitaire du Parti, du syndicat et de l'autorité de tutelle (2). Le sens de l'intervention administrative ne fait pas de doute et a suscité localement de nombreuses difficultés (3).

Toujours est-il que la participation du Collectif des travailleurs au processus de désignation de ses représentants, qui devrait être prépondérante, devient en fait secondaire par rapport à l'intervention des autorités politico-syndicale et administrative. C'est en ce sens qu'il faut conclure sur la dépendance organique de l'Assemblée des travailleurs envers les autorités de tutelle. Cette dépendance est confirmée par le régime de responsabilité des membres de l'Assemblée. Mais avant d'examiner ce second facteur de dépendance, il importe de signaler que le contentieux électoral est confié à une Commission administrative, qui siège au niveau de la wilaya et statue, en premier et dernier ressort, sur les réclamations qui peuvent lui être déférées par tout électeur (4).

(1)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 41, alinéa I
-Décret n°72-47 du 3 Mars 1972, articles 27 et 28, modifiés par le Décret n°73-176 du 25 Octobre 1973, JORA 1973, p.1018.

(2)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 27
-Décret n°72-47 du 3 Mars 1972, article 3 modifié.

(3)-MIAILLE M. "Réflexion sur une contribution théorique concernant l'entreprise socialiste algérienne, Réponse à quelques remarques"
RASJ 1974, p.330

"Ce qui nous semble significatif c'est que les difficultés qui ont surgi au cours des élections) sont relatives non aux résultats, mais à la candidature. Les résultats sont rarement contestés parce que les manœuvres à la direction sont assez exceptionnelles...Mais les problèmes se révèlent à l'occasion de la publication des listes de candidatures. Les travailleurs manifestent alors, dans un certain nombre de cas, leur désaccord avec le choix de la Commission de candidature".

(4)-Décret n°72-47 du 3 Mars 1972 modifié, articles 23 à 26
-Arrêté du 3 Février 1975, portant désignation des magistrats pour présider les Commissions électorales des entreprises socialistes, JORA 1975, p.229

Chaque Commission est présidée par un magistrat. Elle comprend un représentant du Parti, du syndicat, et du Ministère du Travail.

- Le régime de responsabilité des membres de l'Assemblée est entendu ici dans le sens que la notion revêt en droit constitutionnel, lorsqu'il s'agit de définir les liens qui unissent les électeurs à leurs mandataires, dans le cadre de la démocratie représentative (1). De ce point de vue, dans l'entreprise socialiste, le statut de l'Assemblée et de ses membres est hybride. Certes, seul le Collectif a compétence pour élire, selon les mécanismes restrictifs examinés ci-dessus, les membres de l'Assemblée des travailleurs. Mais, s'il est affirmé que "L'Assemblée est responsable devant le Collectif qui l'a élue" (2), aucune technique n'est prévue pour concrétiser la mise en jeu de cette responsabilité, en dehors du renouvellement triennal de sa composition. En revanche, l'Assemblée peut être suspendue ou dissoute en cours de mandat par décision administrative prise "à l'initiative des instances syndicales, du Parti ou de la tutelle" (3). Et il est significatif de remarquer que les motifs invoqués à l'appui de cette mesure - "déficiences ou faute grave" - ne paraissent pas relever du simple contrôle de légalité, mais aussi de l'appréciation discrétionnaire d'opportunité. Les textes d'application devront préciser ce point capital, mais en tout état de cause, le contrôle de légalité est déjà suffisant pour enfermer l'activité des Assemblées dans le cadre étroit des attributions qui leur sont conférées. Car, bien évidemment, la dominance de la logique fondative retentit sur la nature et l'étendue des pouvoirs reconnus aux organes représentatifs des travailleurs.

(1)-CONSTANS L. Le dualisme de la notion de personne morale administrative en droit français. op.cit.p.149

"Ce qui importe surtout, c'est de déterminer quelles autorités seront compétentes et de quelle manière, pour apprécier, en dehors de toute question de faute, l'opportunité et l'efficacité de ces dirigeants".

(2)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 23.

(3)-ibidem, article 47

"La sanction est prononcée par Arrêté ministériel pour l'Assemblée de l'unité et par Décret pour l'Assemblée de l'entreprise".

Section 2 - LA REDUCTION DE L'AUTONOMIE DE L'APPAREIL DIRIGEANT

La question du mode de dévolution du pouvoir est bien sûr, au centre du débat, qui se poursuit sur la nature de l'entreprise socialiste. A cette occasion, le thème est à nouveau développé, d'un certain décalage entre les orientations politiques positives, contenues dans la Charte et la réalité juridique plus prosaïque, révélée par l'Ordonnance (1). Cette approche paraît tout aussi critiquable que précédemment, lorsqu'elle était appliquée à la coopération agricole. Elle méconnaît la fonction véritable de la Charte, qui est d'assurer la transition indispensable entre le discours politique, à forte teneur idéologique, développé par le Pouvoir, et la réalité des transformations désirées, qui sont exprimées au plan juridique.

Il est certes exact, que le discours sur la participation des travailleurs à la gestion est empreint d'ambiguïtés profondes. Mais la contradiction ne se situe pas entre la Charte et l'Ordonnance. Elle traverse tout le discours officiel, jusqu'à ce que l'Ordonnance donne un contenu concret à cette notion contestée.

Ainsi est-il affirmé d'un côté que le travailleur est "devenu producteur gestionnaire" ou "gestionnaire actif" (2), et que le concept d'association à la gestion doit être banni (3), au nom de

(1)-MAHIOU A. Les institutions administratives algériennes. Cours polycopié 1972-1973, op.cit. Tome 4: La théorie générale des services publics. "Dans cette perspective, la forme juridique donnée à l'entreprise ne correspond pas exactement au contenu socio-politique annoncé dans la Charte, qui vise la maîtrise des moyens de production par les travailleurs, grâce à des transformations radicales dans la gestion de l'économie et au sein du monde du travail dans son ensemble". (p.23).

(2)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit.p.1347.

(3)-Allocution du Chef de l'Etat au Séminaire sur les entreprises nationales le 12 Novembre 1971, déjà citée.
"Pour ce qui est du mot "association" il est clair que ce n'est pas une notion à retenir tant il est vrai qu'elle porte en elle la contradiction et l'équivoque : il ne peut y avoir deux collectifs au sein d'une même entreprise qui représenteraient séparément les travailleurs et les cadres

la "gestion des travailleurs" ou de la "gestion ouvrière" (1). Mais d'un autre côté, c'est pourtant la notion d'"association des travailleurs à la gestion" qui est consacrée par la Charte, qu'elle soit qualifiée de "directe" ou "d'accrue", qu'elle touche "aux décisions" ou à la "marche de l'entreprise" (2).

Il est donc indispensable de dépasser le clivage supposé entre la Charte et l'Ordonnance, qui ne traduit pas la réalité du droit positif et n'explique pas les contradictions du discours officiel. Il faut quitter le terrain d'analyse offert et proposer une autre hypothèse de travail, qui prenne en compte l'ensemble des facteurs qui déterminent la nature et l'étendue de la participation des travailleurs. Celle que l'on retiendra, et qui n'est pas sans rapport avec certaines affirmations officielles (3), peut être formulée de la manière suivante. La nature de l'entreprise socialiste implique que la participation des travailleurs s'organise selon les intérêts de l'Etat fondateur, inspirés et dominés par la notion de contrôle. La nouvelle organisation socialiste ne se propose donc pas de bouleverser les rapports sociaux au sein de l'entreprise, mais d'aménager l'organisation du pouvoir dans le sens d'un plus grand partage et d'un meilleur contrôle de son exercice.

(1)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit.P.I347

(2)-La Charte utilise, à dix reprises, la notion d'association des travailleurs à la gestion, qui doit s'insérer dans le cadre général de "l'association de plus en plus large du peuple à la gestion des affaires (p.I346).

(3)-Discours du Chef de l'Etat à la Maison du Peuple le 19 Juin 1973, journal El Moudjahid 20 Juin 1973

"Nous avons créé un appareil gigantesque et mis sur pied des projets économiques, sociaux et culturels. Pour assurer le contrôle effectif de cet appareil, il faut disposer d'un contrôle populaire organisé. Dans le cas contraire, il est impossible que le contrôle soit complet- même s'il se faisait par l'intermédiaire d'une armée de contrôleurs".

§ I - UN POUVOIR D'AVANTAGE PARTAGE

La structure de l'appareil dirigeant de l'entreprise socialiste témoigne incontestablement de la volonté d'endiguer l'autorité sans partage ni limites, du Directeur général de l'entreprise publique. L'objectif recherché dans ce domaine a été clairement énoncé par le Président du CNES dès 1968 : "L'exercice de responsabilités implique nécessairement l'unité de commandement à la tête de l'entreprise. Mais ce principe doit s'accompagner d'un plus grand effort de démocratisation de la vie interne de l'entreprise, de façon à permettre et à encourager l'association des travailleurs à la gestion et à la formation des décisions. Ces deux impératifs ne sont pas inconciliables ; mieux ils sont complémentaires" (1). L'énoncé de ce discours, que la Charte reprend pratiquement terme à terme (2), illustre parfaitement l'enjeu réel de l'application du Code de la gestion socialiste. Il s'agit, non de rompre avec la structure hiérarchique antérieure, mais d'agencer différemment ses rouages, de manière à réduire l'autonomie de l'appareil dirigeant et à intégrer les travailleurs dans l'entreprise, en les faisant participer au processus de décision.

L'exigence de partage du pouvoir dans l'entreprise évoque inévitablement la nécessité d'un organe collégial de direction que la pratique antérieure avait laissé tomber en désuétude. Et c'est bien en ce sens, qu'est envisagée la mise en place dans chaque entreprise et dans chaque unité la composant, d'un Conseil de direction (3). Mais la

(1)-Discours prononcé par le Président du CNES à l'occasion de son installation par le Chef de l'Etat le 11 Novembre 1968, texte in RASJ 1969, p.495.

(2)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit.p.1349
"L'association des travailleurs n'exclut pas l'existence de l'unité de direction nécessaire dans le cadre de la planification. L'unité de direction n'est pas toutefois synonyme de concentration des pouvoirs entre les mains d'une seule personne".

(3)-ibidem

"La direction de l'entreprise devra être comprise dans un sens collégial. Cette notion de collégialité permet d'associer constamment l'ensemble des responsables à la gestion de l'entreprise...il doit donc être instauré sous l'autorité du directeur, un conseil de direction groupant les principaux responsables".

collégialité instituée ici n'est pas totale. Elle ne signifie pas en premier lieu, que la composition du Conseil est homogène et paritaire. Elle laisse place en second lieu, à la prééminence du Directeur général et peut être en conséquence définie, par référence au Conseil exécutif des collectivités locales, comme une "collégialité hiérarchisée" (1).

I - La collégialité du Conseil de direction

L'institutionnalisation du Conseil de direction ne fait, en droit, que ressusciter les anciens Conseils d'administration des établissements publics. Mais plusieurs éléments permettent de supposer que le nouveau Conseil ne connaîtra pas un sort identique. Le législateur a pris soin de doser la composition du Conseil de direction et de définir ses attributions de manière à assurer son fonctionnement effectif.

a) Une composition hétérogène et non paritaire

La nouvelle institution ne vise pas à instituer la cogestion dans l'entreprise. La participation des travailleurs au Conseil est certes prévue, mais elle est nettement minoritaire par rapport à la représentation des cadres supérieurs de l'entreprise. Cette situation n'est pas sans présenter d'apparentes analogies avec l'ancien statut de certaines entreprises publiques, déjà analysé. Mais outre que le Conseil de direction détient désormais de réels pouvoirs de décision, sa composition présente plusieurs éléments de particularisme.

Tout d'abord, la participation des travailleurs se concrétise par la présence "d'un ou deux représentants élus par l'Assemblée des travailleurs pour une durée de 3 ans" (2). Si un texte

(1)-cf. Charte de la wilaya, JORA 1969, p. 380.

(2)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, articles 57 et 65.

l'application a uniformément porté la représentation de l'Assemblée des travailleurs au Conseil de direction à deux membres (1), cette participation reste réduite par rapport à la composition globale de l'instance considérée. En effet, le Conseil comprend en outre, "le Directeur général et un certain nombre de ses adjoints immédiats", dont le nombre varie de six à huit dans l'entreprise et de quatre à six dans l'unité (2). Il est important de souligner ici la différence qui sépare ce type de représentation, de celui des anciens Conseils d'administration, où plusieurs départements ministériels étaient représentés. La composition actuelle du Conseil de direction, qui comprend uniquement des membres du personnel de l'entreprise, présente certes la garantie d'un fonctionnement plus régulier du Conseil, mais aussi le risque d'une trop grande cohérence face à l'autorité de tutelle (3).

Ce risque est en principe écarté par le mode de désignation des cadres supérieurs, membres du Conseil de direction. Tous sont nommés directement ou indirectement par l'autorité de tutelle. Le Directeur général est nommé par Décret sur proposition du Ministre ; les autres membres du Conseil de direction, sont désignés par Arrêté de l'autorité de tutelle, qu'il s'agisse soit de Directeurs généraux adjoints ou de Directeurs (4), soit d'autres collaborateurs du Directeur général, désignés comme membres *à* qualité (5), conformément à l'Arrêté

(1)-Décret n°75-I49 du 21 Novembre 1975, relatif aux Conseils de direction des entreprises socialistes à caractère économique, JORA 1975, p.1064, articles 2 et 38.

(2)-ibidem.

(3)-MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" op.cit. p.680

"Il faudra éviter que cette cohérence ne soit un moyen de faire prévaloir à l'égard de la tutelle le point de vue de l'entreprise, c'est à dire le point de vue de ses dirigeants, ce qui aurait pour effet de renfermer l'entreprise sur une logique d'unité indépendante".

(4)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 63.

(5)-Décret n°75-I49 du 21 Novembre 1975, article 2.

de l'autorité de tutelle, qui fixe en tout état de cause la composition du Conseil (1). Le législateur n'entend pas toutefois que la diversité des modes de recrutement et de statut des membres du Conseil, oblitère son caractère collégial.

Le régime de son fonctionnement ainsi que le régime de responsabilité institué, mettent l'accent sur le principe de collégialité. Le Conseil, qui se réunit au moins une fois par semaine, statue collectivement, chaque membre y disposant d'une voix délibérative. Il résulte d'autre part des articles 60 et 68 de l'Ordonnance du 16 Novembre 1971 (2), que la mise en jeu de la responsabilité du Conseil est principalement collective même si la révocation pour faute individuelle est prévue. Ces dispositions ne sont pas cependant entièrement convaincantes. Elles négligent, d'un côté, le statut privilégié dont jouit le Directeur général au sein du Conseil, et présuppose, de l'autre, un fonctionnement harmonieux de l'instance dirigeante qu'une pratique trop récente n'a pas encore permis de vérifier.

b) De réels pouvoirs de décision

L'esprit de collégialité trouve en fait sa pleine signification dans la réalité des pouvoirs de décision, conférés au Conseil de direction. "Pratiquement, toutes les questions qui se posent à une entreprise relèvent de la compétence de ce Conseil" (3). Mais il est heureux qu'à ce titre, le législateur ait su faire le partage entre les grandes orientations qui peuvent et doivent relever de la compétence d'un organe collégial, et les décisions de gestion courante qui supposent l'intervention d'une autorité unique.

(1)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 63.

(2)-"Les membres du Conseil de direction peuvent être révoqués, en cas de faute grave dans l'accomplissement des prérogatives qui leur sont attribuées ou de résultats insuffisants imputables à leur mauvaise gestion".

(3)-MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" op.cit. p.698.

Ainsi peut-on remarquer que les attributions confiées au conseil de direction (1) concernent le cadre d'organisation et de fonctionnement de l'entreprise mais laissent subsister au profit du directeur général, la marge d'initiative indispensable à la gestion quotidienne.

En ce sens on peut classer les compétences du conseil de direction en trois rubriques :

- au titre de l'organisation administrative, le conseil adopte le statut du personnel et la grille des salaires ainsi que l'organigramme de l'entreprise ; en outre il nomme les représentants de l'entreprise au sein des sociétés filiales et ceux de la direction auprès des commissions permanentes de l'entreprise.
- sur le plan des orientations économiques, le conseil détermine tous les programmes annuels d'activité de l'entreprise dans le cadre de la planification nationale et statue sur tous ses projets d'extension.
- enfin sur le plan financier, il décide des emprunts à contracter et adopte en fin d'année rapports et documents comptables qui sanctionnent l'activité de l'entreprise.

Pour remplir convenablement sa mission, il est tenu informé de la marche générale de l'entreprise au cours des réunions qu'il doit tenir statutairement chaque semaine. Mais la compétence du conseil est en fait et en droit doublement limitée : d'un côté par le pouvoir d'approbation qu'exercent sur la plupart de ses décisions le Ministre de tutelle et les autres services administratifs, de l'autre par l'autorité juridique détenue par le directeur général de l'entreprise.

(1) - Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, articles 59 et 67
 - Décret n°75-149 du 21 Novembre 1975, articles 3 à 21 et 40

2 - L'autorité du Directeur général

L'autorité du Directeur général de l'entreprise résulte de la double qualité qui lui est reconnue comme membre et Président de droit du Conseil de direction d'une part, comme organe autonome de l'entreprise d'autre part. Elle se manifeste sur le plan du statut et sur le plan des prérogatives.

a) Sur le plan du statut

Le Directeur général est nommé par Décret sur proposition du Ministre de tutelle. L'article 62 de l'Ordonnance du 16 Novembre 1971 ajoute qu'"il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes". Cette disposition, en apparence justifiée par le seul principe du parallélisme des formes, a une portée plus large. Elle consacre l'indépendance du Directeur vis à vis du Conseil et signifie que sa qualité de Président du Conseil n'est que subsidiaire par rapport à celle d'organe directeur de l'entreprise. En d'autres termes, le Directeur général est avant tout représentant de l'Etat au sein de l'entreprise et, à ce titre, soumis au pouvoir hiérarchique direct et exclusif du Ministre de tutelle

b) Sur le plan des prérogatives

Conformément à la notion de dédoublement fonctionnel, il faut distinguer ici les prérogatives du Directeur selon qu'il préside le Conseil ou qu'il dirige l'entreprise.

En tant que Président du Conseil de direction, le Directeur dispose d'importantes prérogatives quant à son fonctionnement. Il convoque aux séances, peut provoquer des réunions extraordinaires et fixe tous les ordres du jour. Il ne dispose pas à cet égard d'un pouvoir purement discrétionnaire (1), mais suffisant pour orienter la tournure des débats, que par ailleurs il est appelé à diriger et dont il assure

(1)-Décret n°75-149 du 21 Novembre 1975, articles 22 et 24
Le Président de l'Assemblée des travailleurs peut demander la convocation en séance extraordinaire, du Conseil. De son côté, l'Assemblée est en droit d'exiger que certaines questions soient inscrites à l'ordre du jour de ses réunions.

la discipline (1). Enfin, sa prééminence se manifeste dans le pouvoir qui lui est reconnu de trancher les débats, non pas selon la procédure normale, lorsqu'un vote fait apparaître un partage égal des voix, mais même en cas de simple "divergence au sein du Conseil de direction" (2).

En tant qu'organe dirigeant et autonome de l'entreprise, le Directeur général est investi de deux missions capitales (3). D'une part, il assume la responsabilité personnelle du fonctionnement général de l'entreprise qu'il représente, seul, dans tous les actes de la vie civile. D'autre part, il exerce le pouvoir hiérarchique sur l'ensemble du personnel de l'entreprise, et en particulier sur les Directeurs d'unité.

Ces prérogatives appellent deux remarques. Elles traduisent en premier lieu, la permanence des structures hiérarchiques traditionnelles dans l'entreprise (4). En second lieu, sur un plan plus général, elles confèrent au principe de collégialité du Conseil de direction sa signification réelle et conduisent à reconsidérer la notion de "collégialité hiérarchisée", évoquée au début de ces développements. L'analyse des structures dirigeantes de l'entreprise socialiste ne conduit pas en effet à la conclusion que la collégialité de l'organe directeur est simplement altérée par la prééminence de l'un de ses membres, mais bien plutôt que l'autorité du Directeur général est tempérée par l'existence d'un organe collégial, avec lequel il devra nécessairement composer.

(1)-Décret n°75-I49 du 21 Novembre 1975, article 23.

(2)-ibidem, article 33.

(3)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, articles 55, 61 et 69.

(4)-MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" op.cit. p.670

"La problématique traditionnelle de la division entre fonction de conception et fonction d'exécution est pratiquement conservée : alors même que le travailleur est associé à la gestion, il reste sous l'autorité hiérarchique des dirigeants de l'entreprise".

Davantage partagé en tout cas, le pouvoir au sein de l'entreprise est aussi en principe mieux contrôlé.

§ 2 - UN POUVOIR MIEUX CONTRÔLÉ ?

Par rapport au système antérieur de tutelle, caractérisé par une extension quantitative des techniques traditionnelles, sans accroissement corrélatif de l'efficacité obtenue, la nécessité s'impose d'un changement qualitatif du mode de contrôle exercé sur l'entreprise. C'est bien la problématique que paraît retenir le nouveau Code de la gestion socialiste.

L'idée se fait jour d'une part que l'accroissement considérable du secteur public ne permet plus à l'Etat de contrôler l'utilisation du patrimoine national, mais que le contrôle populaire des travailleurs est susceptible, en s'exerçant à la base, de pallier cette carence (1). S'ajoute, d'autre part, la certitude que le contrôle des travailleurs n'est pas contradictoire mais complémentaire de celui de l'Etat (2). Ce propos trouve sa justification dans la nature différente des deux types de contrôle : celui des travailleurs est essentiellement

(1)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit.p.1348
"Le pouvoir révolutionnaire s'attache à développer partout le contrôle populaire afin que les masses laborieuses prennent directement en main la protection du patrimoine national...Cette vigilance populaire est une précieuse contribution pour l'élimination de toutes les irrégularités, y compris surtout, celles qui pourraient échapper au contrôle de l'Etat et qui sont alors décelées par les travailleurs"

-Discours du Chef de l'Etat le 1er Mai 1974, journal El Moudjahid le 2 Mai 1974

"Qui contrôlerait les 100 Milliards qui sont consacrés au développement et qui appartiennent à notre peuple ? Les Ministres ? Le Ministre des Finances et ses contrôleurs financiers ? Les responsables des entreprises Est-ce que ceux-là, en tant qu'individus, peuvent assurer le contrôle financier ? Je dirai non. Afin que le contrôle soit efficace, il faut qu'il soit populaire".

(2)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit.p.1348
"Pour ce qui est du contrôle financier... Il existe déjà au niveau des organes de l'Etat. Mais c'est une procédure technique qui devra être complétée par un contrôle politique, c'est à dire le contrôle populaire"
"L'Assemblée des travailleurs doit en outre jouer un rôle important dans l'élaboration et le contrôle de la réalisation du plan"...Il lui "appartient d'émettre des suggestions et de se prononcer...sur les avant - projets soumis par les organismes compétents avant leur adoption définitive par les instances suprêmes"...Elle "est appelée à en contrôler régulièrement le degré d'application et à débattre des mesures pour que ses objectifs soient atteints".

d'ordre politique, le contrôle de l'Etat d'ordre technique et économique. Le problème de la dualité de contrôles, explicable au niveau de l'entreprise, doit cependant trouver une solution unitaire à l'échelle nationale. Mais c'est seulement dans la mesure où "l'appareil d'Etat est vraiment et concrètement dominé par les travailleurs" (1), que cette solution peut s'imposer, sous la forme d'une planification démocratique, concrétisant de manière positive le pouvoir de contrôle des travailleurs et assurant la prééminence du calcul économique et social sur les critères de stricte rentabilité monétaire.

Cette question de fond ne peut être élucidée ici. On se contentera par conséquent d'analyser les institutions et procédés de contrôle mis en oeuvre, tout en soulignant que leur signification et leur portée réelles ne pourront être appréciées qu'ultérieurement.

I - Le contrôle politique des travailleurs

Le débat sur le contenu de la participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise (2) est dominé par l'interprétation qu'il convient de donner à la formule, selon laquelle "l'Assemblée des travailleurs dispose de tous pouvoirs de contrôle sur la gestion de l'entreprise ou de l'unité" (3). On retrouve ici la notion de contrôle avec les acceptions différentes que ce terme est susceptible de revêtir. Toutefois, en fonction des analyses précédentes sur la nature fondative de l'entreprise et le mode de dévolution du pouvoir en son sein, "il ne peut s'agir que du sens étroit, d'origine française, signifiant surveillance" (4). Aussi est-il essentiel de restituer, au-delà de la diversité

(1)-BETTELHEIM Ch. Calcul économique et formes de propriété. op.cit.p.37

(2)-MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" op.cit. p.673

-MAHIOU A. Les institutions administratives algériennes. op.cit. Tome I p.22.

(3)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 28.

(4)-MIAILLE M. "Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne" op.cit. p.673.

effective des techniques de participation utilisées, la logique dont procèdent l'ensemble des prérogatives confiées aux organes représentatif des travailleurs. Cette logique est celle d'un contrôle qui s'exerce davantage a priori et a posteriori, que sur la gestion courante et qui n'est pas assorti d'un pouvoir de sanction directe.

a) De larges pouvoirs d'investigation

L'Assemblée des travailleurs connaît, sous leurs différents aspects, de toutes les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'entreprise. Ce principe, posé par l'Ordonnance du 16 Novembre 1971, a été plus récemment explicité, et de manière extensive par un Décret d'application (1). Compte tenu de l'espace de ses réunions, elle est assistée de Commissions permanentes, spécialisées par secteur d'activité, dont la création a été évoquée ci-dessus (2). Elles ont pour mission essentielle de préparer les travaux de l'Assemblée, en étudiant toutes les questions qui seront soumises à son appréciation. A ce titre, il faut distinguer les interventions de l'Assemblée, selon qu'elles s'exercent sur le cadre d'organisation et de fonctionnement, sur la gestion de l'entreprise, et sur les résultats de son activité. Quel que soit le domaine considéré, le droit d'information de l'Assemblée est extrêmement large.

Tout d'abord, l'Assemblée est saisie, préalablement à leur adoption, de tous les projets touchant aux structures et à l'organisation de l'entreprise : organigramme et règlement intérieur (3), modifications importantes des structures de l'unité ou de l'entreprise (4), statut des travailleurs et grille de rémunérations (5). Pareillement, sont soumis

(1)-Décret n°75-150 du 21 Novembre 1975, relatif aux prérogatives des Assemblées des travailleurs des entreprises socialistes, à caractère économique, JORA 1975, p.1069.

(2)-cf. supra p. 315.

(3)-Décret n°75-150 du 21 Novembre 1975, articles 6 et 8a.

(4)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 37
-Décret n°75-150 du 21 Novembre 1975, articles 13 et 14.

(5)-Décret n°75-150, articles 4 et 5.

à l'Assemblée tous les projets qui commandent son fonctionnement, qu'il s'agisse des problèmes de gestion à moyen terme - plan de développement et programmes d'investissements - ou à court terme - état prévisionnel de recettes et de dépenses, programmes de production, d'approvisionnement et de commercialisation (1).

En second lieu, l'Assemblée est tenue régulièrement informée par le canal des Commissions permanentes de la marche quotidienne de l'entreprise et des problèmes qui s'y rapportent. Il en est ainsi en matière de marchés (2), mais aussi et surtout en matière de politique du personnel, que la Commission ad hoc est appelée à examiner dans tous ses aspects (3). Plusieurs études, ponctuelles mais concordantes, montrent cependant que les Commissions éprouvent, devant l'inertie des Conseils de direction, de nombreuses difficultés à remplir normalement leur mission (4).

Enfin, au terme de l'exercice annuel, l'Assemblée exerce son contrôle sur la comptabilité sociale. Doivent lui être communiqués à cet effet les trois documents comptables essentiels : compte d'exploitation, bilan et rapport du Commissaire aux comptes (5). Le Décret n°75-150 du 21 Novembre 1975 fait en outre obligation au Conseil de direction de porter à la connaissance de l'Assemblée, les comptes de résultat l'état annuel des créances et des dettes de l'entreprise, ainsi que le rapport d'activité de l'exercice.

(1)-Ordonnance n°71-74, article 29
-Décret n°75-150, article 2.

(2)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 51
-Décret n°74-251 du 28 Décembre 1974, relatif à la Commission économique et financière, article 5.

(3)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, articles 31, 36 et 53
-Décret n°74-253 du 28 Décembre 1974, relatif à la Commission du personnel et de la formation, articles 4 à 15.

(4)-Voir par exemple pour la Société nationale des matériaux de construction, l'article du journal El Moudjahid en date du 7 Octobre 1975, pour la SOGEDIA et AIR ALGERIE, la revue "Révolution et travail" du 15 Janvier 1976.

(5)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 30.

Pour remplir sa mission dans les meilleures conditions, l'Assemblée peut "demander à toute personne de l'entreprise ou de l'uni ou à tout expert du secteur public, de lui fournir toutes explications sur les documents et activités de l'entreprise" (1). Cette faculté qui ne paraît pas constituer un droit est entourée de certaines précautions

Largement informée, l'Assemblée des travailleurs n'est pas cependant investie de pouvoirs susceptibles d'influer réellement sur le processus de décision dans l'entreprise socialiste.

b) Sans pouvoir de sanction directe

La notion de sanction est entendue ici dans un sens extensif, comme la capacité qui serait reconnue à l'Assemblée de prendre certaines décisions ou de mettre en jeu la responsabilité des dirigeants de l'entreprise. Or, si quelques pouvoirs délibératifs lui sont effectivement accordés dans des cas précis et limités, force est de reconnaître que ses attributions sont pour l'essentiel d'ordre consultatif. L'idée de contrôle n'est pas pour autant abandonnée, mais il est clair que ce contrôle ne s'exerce pas directement au sein de l'entreprise.

- Le pouvoir de décision de l'Assemblée est strictement cantonné par l'Ordonnance à deux domaines bien précis, et son champ d'application n'a été que très peu élargi par le Décret du 21 Novembre 1975.

Tout d'abord "l'Assemblée décide de l'affectation des résultats financiers de l'entreprise" (3). Cette prérogative peut sembler a priori très importante ; mais il est aussitôt précisé qu'elle s'exerce "dans le cadre des lois et règlements en vigueur" ; et bien

(1)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 38.

(2)-Décret n°74-256 du 28 Décembre 1974, relatif aux modalités d'intervention des personnes susceptibles d'éclairer l'Assemblée des travailleurs, JORA 1974, p.16.

(3)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 32.

que les textes d'application n'aient pas encore été adoptés, il est probable et logique d'ailleurs, qu'ils enfermeront la délibération de l'Assemblée dans des limites étroites. Toujours au titre de la répartition des résultats bénéficiaires, l'Assemblée décide des modalités de répartition entre l'ensemble des travailleurs, de la part qui leur revient légalement (1). On peut supposer en revanche que dans ce cas, le texte d'application laissera une marge d'initiative suffisante pour concrétiser effectivement cette prérogative de l'Assemblée.

Ensuite, l'Assemblée adopte le règlement intérieur de l'entreprise (2). Ici encore cependant, sa compétence est doublement liée, puisque cette décision doit intervenir "en conformité avec les lois et règlements en vigueur" et surtout "en accord avec la direction" (3).

Enfin, le statut des travailleurs ainsi que la grille des rémunérations de l'entreprise sont adoptés par décision conjointe du Conseil de direction et de l'Assemblée des travailleurs. Si cette prérogative constitue une innovation par rapport à la législation de 1971 (4), il faut cependant remarquer, une fois encore, qu'elle reste en tout état de cause, strictement subordonnée à la réglementation en vigueur en la matière.

En marge de ces pouvoirs de décision "l'Assemblée a la charge des oeuvres sociales" que la Commission ad hoc doit gérer

(1)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 34.

(2)-ibidem, article 33.

(3)-L'article 8 du Décret n°75-150 du 21 Novembre 1975, conduit à nuancer cette proposition puisque, si le projet de règlement intérieur est élaboré conjointement par le Conseil de direction et l'Assemblée, celle-ci reste maîtresse de la décision finale.

(4)-Elle est prévue par les articles 4 et 5 du Décret n°75-150 du 21 Novembre 1975.

effectivement (1). On retrouve ici une attribution classique des Comités d'entreprise, avec cette importante différence toutefois que, dans le cas algérien, ni l'Assemblée, ni la Commission des affaires sociales et culturelles ne sont dotées de la personnalité morale, ce qui restreindra à l'évidence leur capacité d'initiative dans ce domaine.

- Sur toutes les autres questions soumises à son appréciation, l'Assemblée n'est investie que de pouvoirs consultatifs. Il en est particulièrement ainsi pour tous les projets et programmes d'activité énoncés ci-dessus, et au vu desquels l'Assemblée émet avis et recommandations. Dans les autres hypothèses, l'Assemblée est consultée, sans que la traduction juridique de cette consultation soit clairement précisée (2). S'ajoutent à ce titre, les compétences consultatives reconnues en propre aux Commissions permanentes. Celles de la Commission du personnel et de la formation sont très larges, puisqu'elle doit être consultée sur toutes les questions relatives à la politique du personnel (3). En revanche, la portée de l'avis que la Commission de discipline doit formuler, préalablement à toute sanction disciplinaire, est plus restreinte, dans la mesure où il ne fait pas obstacle à la prise de décisions urgentes (-

- Il reste à préciser la notion de contrôle politique dont l'Assemblée des travailleurs est investie, au terme même de la Charte (5). L'article 30 de l'Ordonnance prévoit effectivement qu'elle

(1)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, articles 35 et 52.

(2)-Le Décret n°75-150 apporte sur ce point les précisions souhaitées. Selon les cas, l'Assemblée émet des suggestions, des avis, des recommandations et des résolutions. En dépit de leur graduation, ces avis ne lient jamais cependant la compétence de l'autorité à laquelle ils s'adressent.

(3)-ibidem, article 53.

(4)-ibidem, article 54.

(5)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit.p.1348 "Ils (les travailleurs) ont à procéder à un acte qui sanctionne politiquement dans un sens ou dans un autre, l'activité d'une année".

est appelée à "se prononcer" sur les documents comptables annuels ainsi que sur le "rapport d'exécution du plan". Mais on a déjà constaté qu'aucun lien de dépendance organique n'existait entre le Conseil de direction et l'Assemblée des travailleurs. Aussi bien, pour en comprendre le sens, l'article 30 doit-il être rapproché de l'article 28 de l'Ordonnance, où la même formule est utilisée, et qui prévoit que l'Assemblée "établit un rapport annuel où elle se prononce sur la gestion de l'entreprise". Il résulte de ce rapprochement que l'activité de contrôle de l'Assemblée n'a pas de portée immédiate dans l'entreprise. Les critiques ou contestations éventuelles sont adressées aux autorités centrales qui restent juges de l'opportunité des suites à leur réserver (1).

L'appréciation de la portée effective du contrôle des travailleurs, renvoie ainsi à l'étude du rôle du syndicat et plus largement du Parti, à l'échelle sociale. C'est de la capacité de l'instance politico-syndicale à exprimer les intérêts et à faire prévaloir les revendications des travailleurs dans l'appareil d'Etat, que dépend en définitive l'efficacité du contrôle populaire dans l'entreprise socialiste.

2 - Le contrôle économique et financier de l'Etat

Juridiquement, seul le contrôle de l'Etat est assorti de sanctions directes. Elles peuvent frapper, en premier lieu, les organes et agents chargés de la direction de l'entreprise. Il s'agit alors d'un contrôle-surveillance qui intervient a posteriori. Mais dans le sens extensif, retenu ci-dessus, la notion de sanction doit être entendue comme permettant le contrôle - maîtrise de la gestion de l'entreprise. C'est dire que ce contrôle doit s'exercer essentiellement, a priori, sur la base de la planification nationale.

(1)-Cette interprétation est confirmée par le statut-type des entreprises socialistes à caractère économique (Ordonnance n°75-23 du 29 Avril 1975) qui dispose en son article 16 que les différents documents soumis au contrôle annuel de l'Assemblée des travailleurs, "accompagnés de ses avis et recommandations...sont adressés à l'autorité de tutelle, au Ministre des Finances et au Ministre chargé du Plan".

-Voir aussi en ce sens, l'article 16 du Décret n°75-150 du 21 Novembre 1975.

On retrouve par conséquent ici encore, à travers les notions de contrôle et d'autonomie - qui représentent les deux faces d'une même réalité -, le couple propriété-possession, dont l'articulation constitue le mode de propriété réel. En Algérie, le régime de contrôle et le type de planification sont commandés par l'existence de la propriété juridique d'Etat. Mais, pour des raisons qui devront être élucidées par la suite, l'organisation du contrôle étatique ne répond pas aux exigences de la propriété économique de l'Etat. Il en résulte un système hybride, qui participe, sans cohérence interne, de deux logiques différentes, en admettant d'un côté la concurrence de différents centres d'exercice de la propriété d'Etat, et en démembrant de l'autre les pouvoirs de possession de l'entreprise.

a) La concurrence des centres d'exercice
de la propriété d'Etat

Le Code de la gestion socialiste des entreprises affirme avec vigueur le principe de l'unicité de la tutelle, qui est confiée à l'autorité ministérielle techniquement compétente (1). Mais ce principe n'a pas de signification juridique précise par rapport à la situation antérieure, puisqu'il n'est pas dérogé à l'ensemble des attributions détenues en matière de contrôle par les autres services administratifs (2). La portée de ce principe paraît être davantage d'ordre politique. Il vise à affirmer l'autorité du Ministère technique sur les autres centres de contrôle de l'activité des entreprises, et en particulier sur l'organisme de planification.

(1)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit. p.1349, Ordonnance portant organisation socialiste des entreprises, article 80.

(2)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971

article 81 : "Les autres administrations de l'Etat exercent, dans l'entreprise ou dans l'unité, les prérogatives qui découlent de leurs attributions respectives, notamment en matière de contrôle, dans le cadre des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur". Ce principe a été confirmé par l'Ordonnance n°75-76 du 21 Novembre 1975, fixant les principales relations entre l'entreprise socialiste, l'autorité de tutelle et les autres administrations de l'Etat, JORA 1975, p.1062, articles I, I3, I4 et I5.

Certes, depuis 1970, en liaison avec la mise en oeuvre du premier Plan quadriennal, l'organisme de planification a été érigé en Secrétariat d'Etat autonome (1), doté d'importantes attributions (2). Mais il n'a pas été doté d'un "statut politique" permettant d'asseoir son autorité sur l'ensemble des autres Ministères (3). Aussi bien, est-il fréquemment observé que le rôle des Ministères reste prépondérant dans l'élaboration de la planification, et que la fonction du Secrétariat d'Etat au Plan reste essentiellement d'orientation et de coordination (4).

Dans ce domaine, la novation essentielle, introduite depuis 1970, concerne la décision d'investissement. Désormais en effet, cette décision relève de l'organisme de planification, sur proposition de l'entreprise, approuvée par le Ministre de tutelle. "C'est le Secrétariat d'Etat au Plan qui doit sélectionner les investissements, approuver leurs coûts, procéder à leur individualisation, autrement dit, à l'inscription des différentes opérations au programme annuel d'investissements" (5), qui est soumis à l'approbation du Gouvernement. Mais en pratique, il faut distinguer entre les opérations inscrites au budget

(1)-Ordonnance n°70-53 du 21 Juillet 1970, portant constitution du Gouvernement, JORA 1970, p.702

-Décret n°70-160 du 22 Octobre 1970, portant organisation de l'administration centrale du Secrétariat d'Etat au Plan, JORA 1970, p.1054.

(2)-Décret n°70-159 du 22 Octobre 1970, portant attributions du Secrétariat d'Etat au Plan, JORA 1970, p.1053.

(3)-BETTELHEIM Ch. Planification et croissance accélérée. Petite Collection Maspéro, Paris 1971, p.171

"Il est indispensable que l'autorité de l'organisme de planification centrale se situe au dessus de celle des différents Ministères qui seront chargés ensuite de tâches d'exécution du Plan".

(4)-cf. notamment AIT KACI D. Le contrôle du Ministère de l'industrie et de l'énergie sur les sociétés nationales relevant de sa compétence.

Mémoire pour le DES de droit public, Institut des Sciences Juridiques, Alger 1974, p.49 et s.

-LARABA L. L'autonomie de l'entreprise publique, exemple : la SONATIBA. Mémoire pour le DES de droit public, Institut des Sciences juridiques, Alger 1974, p.117 et s.

5)-LARABA L. L'autonomie de l'entreprise publique, exemple : la SONATIBA p.cit. p.75.

d'équipement et les investissements planifiés (I). Si les premières sont impérativement fixées, il reste possible en fait de modifier la nature ou l'importance des seconds. Certes en droit, le financement est lié à la décision d'investissement, et les ressources utilisables à cet effet ne pouvaient être octroyées jusqu'en 1975 que sur décision du Ministre des Finances (2). Mais on peut envisager l'éventualité soit d'un accord entre le Ministre des Finances et le Ministre de tutelle, pour le financement d'un investissement qui n'aurait pas été soumis à la procédure de décision planifiée, soit d'une initiative autonome du Ministre de tutelle. L'hypothèse n'est pas d'école. Elle est illustrée par une circulaire du Ministre de l'Industrie et de l'Energie en date du 20 Mai 1974, aux termes de laquelle il est fait obligation aux entreprises de réaliser les investissements programmés, même lorsque ceux-ci n'ont pas été inscrits à la nomenclature du Secrétariat d'Etat au Plan (3). Elle est en outre rendue possible par une disposition de la loi de Finances pour 1976, qui suspend l'obligation pour les entreprises socialistes de centraliser, auprès du Trésor, leurs fonds de réserve et d'amortissement (4).

(1)-Depuis 1971, la loi de Finances distingue entre les deux types d'investissements, le montant des dépenses d'équipement budgétaires représentant environ la moitié du montant des investissements planifiés.

(2)-Les investissements planifiés sont financés soit sur ressources propres des entreprises, soit sur concours bancaires ou emprunts extérieurs. Or le Ministre des Finances a la maîtrise directe ou indirecte de ces différents moyens de financement.

-Les fonds constitués par les dotations aux amortissements et réserves des entreprises publiques sont obligatoirement déposés dans un compte au Trésor dont le débit doit être autorisé par décision conjointe du Ministre des Finances et du Ministre de tutelle (articles 26 et 27 de la loi de Finances pour 1971).

-Les concours bancaires peuvent être accordés ou refusés par le canal de la tutelle que le Ministre des Finances exerce sur les organismes de crédits.

-Enfin, le recours au financement extérieur nécessite toujours l'autorisation du Ministère des Finances (articles 16 et 17 de la Loi de Finances pour 1971).

(3)-cf. Le texte de la circulaire in LARABA L. L'autonomie de l'entreprise publique, exemple : LA SONATIBA. op.cit. p.II8

(4)-Ordonnance n°75-93 du 31 Décembre 1975, portant loi de Finances pour 1976, JORA 1975, p.II04, article 18.

D'une manière plus générale, la nouvelle loi de Finances marque un recul important par rapport à l'effort antérieur de planification, puisque le versement de la contribution spéciale des entreprises au budget de l'Etat est également suspendu (1). Certes, l'importance de cette contribution était toujours restée relativement modeste (2), elle n'en exprimait pas moins jusqu'alors la maîtrise financière de l'Etat sur les entreprises publiques, qui est aujourd'hui sérieusement altérée.

L'effectivité du processus de planification dépendra donc à l'avenir, de la nature des relations triangulaires qui vont se nouer entre le Secrétariat d'Etat au Plan, le Ministère des Finances et le Ministère de tutelle, et que des études ponctuelles devront analyser plus précisément. Il est certain en tout cas que l'application de la gestion socialiste traduit un affaiblissement de l'autorité de l'organisme de planification et un renforcement corrélatif des pouvoirs du Ministère technique de tutelle. Celui-ci se voit, en effet, investi de certaines prérogatives inhérentes à la planification des activités relevant de sa compétence (3). Il lui appartient notamment de décider la création de Conseils de coordination des entreprises socialistes, dans une même branche ou un même secteur d'activité (4). Ces Conseils ont des fonctions, en matière de programmation, analogues à celles des Unions fonctionnelles, créées jadis dans le secteur autogéré industriel (5),

(1)-Ordonnance n°75-93 du 31 Décembre 1975, article 17
En apparence cette mesure est compensée par le relèvement du taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux qui passe de 50 à 60 (article 22). Mais la faible rentabilité monétaire des entreprises socialistes rendra sans doute cette compensation illusoire.

(2)-La contribution des entreprises publiques a représenté au minimum 500 Millions de dinars en 1972 et au maximum 1 Milliard 600 Millions en 1974. Ces chiffres sont à rapprocher de la fiscalité pétrolière qui représente 15 Milliards de dinars dans le budget pour 1976.

(3)-Ordonnance n°75-76 du 21 Novembre 1975, fixant les principales relations entre l'entreprise socialiste, l'autorité de tutelle et les autres administrations de l'Etat, article 9, JORA 1975, p.1062.

(4)-Décret n°75-56 du 29 Avril 1975, relatif aux Conseils de coordination des entreprises socialistes, JORA 1975, p.406.

(5)-cf. supra p. 170 et s.

sans toutefois que ces services soient personnalisés. Ils ne disposent pas davantage de pouvoirs de décision, mais ils constituent, sous l'égide des Ministères techniques autant d'instruments de planification sectorielle, qui peuvent limiter l'action du Secrétariat d'Etat au Plan.

Il résulte de ces différentes considérations, que les prérogatives liées à la propriété d'Etat, restent morcelées entre plusieurs centres d'exercice, sans qu'aucun organisme puisse réellement exercer la direction économique indispensable. D'une certaine manière même, l'application de la gestion socialiste, a accentué cette parcellisation, renforçant les contrôles, que chaque département ministériel exerce selon sa logique propre.

b) Le démembrement des pouvoirs de
possession de l'entreprise

Si l'organisation de la planification révèle une absence de direction économique, cette défaillance n'a pas pour conséquence de renforcer l'autonomie de l'entreprise. Bien au contraire, on retrouve à propos de son fonctionnement quotidien "la dualité de tutelle" déjà évoquée au cours de l'étude de l'entreprise publique. En réalité, la capacité de l'entreprise de disposer des moyens de production qui lui sont affectés, est doublement limitée : par la reconnaissance d'une certaine autonomie aux unités qui la composent, et surtout par le renforcement des contrôles sur sa gestion courante.

- En ce qui concerne l'unité économique, les textes d'application de l'Ordonnance relative à la gestion socialiste, ont précisé les liens organiques et fonctionnels qui l'unissent à l'entreprise-mère (I). A l'instar de l'établissement en droit français, l'unité

(I)-Décret n°73-177 du 25 Octobre 1973, relatif à l'unité économique déjà cité

-Ordonnance n°75-76 du 21 Novembre 1975, articles 4, 5 et 6.

économique constitue un centre technique où se réalise un procès homogène de travail. Centre d'activité localisé géographiquement (1), et dotée des équipements nécessaires, elle est composée d'un personnel permanent, travaillant sous une direction technique commune (2). Elle est structurée comme l'entreprise et dotée des mêmes organes de gestion. D'une certaine manière, les liens fonctionnels qu'elle entretient avec l'entreprise mère, évoquent les rapports de celle-ci avec l'autorité de tutelle. Mais, si l'unité est dotée d'une autonomie technique imposée par les nécessités du procès de travail, elle n'est pas instituée en sujet juridique et reste par conséquent, étroitement dépendante de l'entreprise à laquelle elle appartient. Cette situation peut donc se traduire comme un dédoublement de la possession des entreprises en une détention économique et juridique, réalisée au profit des unités de production, et dont la pratique ultérieure révélera l'étendue.

- Au-dessus de l'entreprise, la persistance et le renforcement des "contrôles de tutelle" contribuent à réduire son autonomie. Avant d'examiner les prérogatives détenues à ce titre par le Ministère des Finances et le Ministère technique de tutelle, il convient de signaler le développement de nouvelles techniques de contrôle au profit du Ministère du Commerce et du Secrétariat d'Etat au Plan.

Au titre du contrôle du Ministère du Commerce, le réaménagement du Code des marchés publics (3), a conduit à étendre la réglementation en la matière aux contrats d'équipement des entreprises socialistes à caractère économique (4), qui ont pour objet la réalisation

(1)-cf. Arrêté du 24 Janvier 1975, fixant le nombre et la définition des unités composant la Société nationale des industries de la cellulose (SONIC) en vue de la mise en place des Assemblées des travailleurs, JORA 1975, p.231.

(2)-Décret n°74-177 du 25 Octobre 1973, article 2 et 3.

(3)-Ordonnance n°74-9 du 30 Janvier 1974, JORA 1974, p.158.

(4)-ibidem, article 2.

d'investissements planifiés (1) ; selon l'importance et le mode de passation des contrats, un contrôle préalable à leur conclusion, est exercé soit par la Commission centrale des marchés, présidée par le Ministre du Commerce (2), soit par le Comité des marchés de l'entreprise, présidé par son Directeur général, assisté notamment d'un représentant du Ministre du Commerce (3).

La nomination récente du Secrétaire d'Etat au Plan comme Président du CNES devrait permettre à l'organisme de planification de développer par ailleurs son contrôle sur les conditions dans lesquelles les entreprises remplissent leurs obligations planifiées. Depuis 1971 en effet, le CNES examine chaque année les comptes de plusieurs entreprises socialistes. Il transmet au terme de ses investigations, au cours desquelles les dirigeants d'entreprises sont entendus, un rapport circonstancié au Gouvernement, dont la teneur n'est pas rendue publique, ni d'ailleurs les suites qui lui sont réservées.

Il n'en reste pas moins, que le contrôle de la gestion des entreprises socialistes, continue d'être exercé, à titre principal, par le Ministère des Finances, et surtout par le Ministère technique de tutelle.

Le contrôle du Ministère des Finances, confirmé dans son principe et dans ses différents aspects (4), est développé dans un certain nombre de domaines. Le contrôle a priori sur les bilans et comptes d'exploitation prévisionnels des entreprises est renforcé par l'obligation qui leur est faite, de fournir ces documents plus tôt (5),

(1)- Ordonnance n°74-9 du 30 Janvier 1974, article 4.

(2)-ibidem, articles 14 et 15.

(3)-ibidem, articles 20 et 21.

(4)-cf. supra p. 294 et s.

(5)-Ordonnance n°73-64 du 28 Décembre 1973, portant loi de Finances pour 1974, JORA 1973, p.1190, article 16.

et accompagnés d'un plan de financement de l'exploitation (1). En outre, une procédure spéciale est instituée à l'encontre des entreprises déficitaires. Lorsque le déficit constaté peut être imputé à des défaillances dans le fonctionnement de l'entreprise, le prêt d'assainissement, octroyé par le Ministre des Finances, est subordonné à la présentation par le Ministre de tutelle, d'un plan de redressement susceptible de rééquilibrer dans des délais fixés la gestion de l'entreprise (2). Le contrôle simultané est amélioré par l'obligation, à laquelle sont astreintes toutes les entreprises publiques, "d'effectuer la totalité de leurs règlements par mouvements de leurs comptes bancaires", sous réserve d'un fonds de caisse ne dépassant pas 300 dinars (3). Enfin, le contrôle a posteriori, sera à l'avenir facilité par l'adoption d'un plan comptable national, que toutes les entreprises sont désormais tenues de respecter (4).

Le rôle primordial, joué par le Ministère de tutelle dans le contrôle de l'activité des entreprises socialistes est attesté par de nombreuses études ponctuelles. On a même pu montrer, que dans une certaine mesure, ce pouvoir de contrôle s'était transformé en fait en un véritable pouvoir de direction des entreprises (5). Il est intéressant de souligner que cette extension s'est réalisée, en liaison avec le développement de la planification et l'application de la gestion socialiste des entreprises ; mais il faut aussi remarquer qu'elle s'était

(1)-Ordonnance n°69-107 du 31 Décembre 1969, portant loi de Finances pour 1970, article 30

-Décret d'application n°70-75 du 5 Juin 1970, relatif aux modalités d'établissement du plan de financement de l'exploitation, JORA 1970, p.56

(2)-Ordonnance n°69-107 du 31 Décembre 1969, portant loi de Finances pour 1970, articles 34 et 35

-Ordonnance n°73-64 du 28 Décembre 1973, portant loi de Finances pour 1974, article 8.

(3)-Ordonnance n°71-86 du 31 Décembre 1971, portant loi de Finances pour 1972, article 19, JORA 1971, p.1358.

(4)-Ordonnance n°75-35 du 29 Avril 1975, portant plan comptable national JORA 1975, p.412

-Arrêté du 23 Juin 1975, relatif aux modalités d'application du plan comptable national, JORA 1976, p.270.

(5)-cf. AIT KACI Le contrôle du Ministère de l'Industrie et de l'Energie sur les Sociétés nationales relevant de sa compétence. op.cit.p.+1 et s.

effectuée jusqu'alors en marge des statuts officiels (1). Désormais au contraire, les textes d'application de l'Ordonnance portant gestion socialiste consacrent de manière incontestable, sur le plan juridique, la primauté de l'autorité technique de tutelle. Le principe, selon lequel "l'autorité de tutelle dispose à l'égard de l'entreprise de tous pouvoirs d'orientation et de contrôle" (2) est explicité de manière extensive par l'Ordonnance du 21 Novembre 1975.

Au titre du pouvoir d'orientation, deux remarques s'imposent. D'une part, les prérogatives que le Ministre de tutelle détenait en vertu de la réglementation antérieure, sont confirmées par la nouvelle législation. Il en est ainsi du pouvoir de nomination des responsables de l'entreprise et de l'unité, ainsi que du pouvoir d'approbation préalable des principales décisions qui commandent leur fonctionnement (3). D'autre part et surtout, des attributions essentielles lui sont conférées dans l'élaboration et l'application de la planification de l'activité des entreprises relevant de sa compétence. Le Ministre est chargé d'"animer la préparation et l'élaboration des projets de plan" et de les approuver "en vue de leur adoption par le Gouvernement" (4). Après décision gouvernementale, il "précise pour chaque entreprise, le contenu des objectifs sectoriels", définit "les mesures à prendre et les moyens à mobiliser" (5). En ce sens, ses prérogatives, qui se traduisent juridiquement par des injonctions aux organes dirigeants de l'entreprise, peuvent être effectivement assimilées à un pouvoir de direction.

 (1)-Voir par exemple la circulaire du Ministre de l'Industrie et de l'Energie en date du 13 Octobre 1972, analysée par M. AIT KACI, Le contrôle du Ministère de l'Industrie et de l'Energie sur les sociétés nationales relevant de sa compétence. op.cit. p.32 et s.

(2)-Ordonnance n°71-74 du 16 Novembre 1971, article 80
 -Ordonnance n°75-76 du 21 Novembre 1975, article 8.

(3)-Ordonnance n°75-76 du 21 Novembre 1975, article 9, paragraphe 3, alinéas 4 et 5.

(4)-ibidem, article 9, paragraphe 2.

(5)-ibidem, article 9, paragraphe 1.

Il en résulte logiquement que "l'autorité de tutelle est responsable du suivi et du contrôle de l'exécution des objectifs assignés par le plan national de développement pour l'ensemble des entreprises placées sous sa tutelle" (1). Elle est destinataire à cet effet de tous les documents comptables et des rapports annuels d'activité, y compris ceux émanant des Assemblées des travailleurs ; "elle dispose en outre de tous pouvoirs d'investigation sur pièces et sur place" (2).

L'ensemble de ces prérogatives d'impulsion et de contrôle sont désormais couronnées par la délivrance annuelle d'un quitus, sanctionnant, par décision conjointe de l'autorité de tutelle et du Ministre des Finances, la gestion de l'entreprise (3).

(1)-Ordonnance n°75-76 du 21 Novembre 1975, article 12.

(2)-ibidem, article 11.

(3)-ibidem, article 10, paragraphe 3.

CONCLUSION :

L'effort entrepris pour socialiser l'entreprise publique appelle en définitive deux ordres de réflexion qui constituent autant d'interrogations.

La première concerne le statut des travailleurs au sein de l'unité de production. A cet égard, une première conclusion s'impose. L'application de la gestion socialiste n'a pas eu pour effet de promouvoir les travailleurs au rang de producteurs gestionnaires, comme certains aspects du discours politique officiel le laissaient entendre. A l'encontre de cette interprétation maximaliste, la réalité s'impose d'un mode de gestion de l'entreprise qui reste largement dominé par l'appareil dirigeant traditionnel. Plus modestement, l'analyse juridique a permis de synthétiser les nouvelles prérogatives reconnues aux travailleurs, autour de la notion de contrôle. Pour important que soit cet acquis, sa portée est apparue juridiquement incertaine, de nature plus politique que technique, contraignant à différer un jugement définitif sur sa signification réelle. Cette incertitude retentit d'ailleurs sur le statut juridique des travailleurs, qui n'a pu être défini à ce jour et dont la détermination constitue le point d'achoppement dans la voie d'un approfondissement de la gestion socialiste.

La seconde réflexion touche au statut de l'entreprise elle-même. La concomitance entre l'amorçage du processus de planification et l'application de la gestion socialiste, ne s'est pas traduite par l'assujettissement de l'entreprise à l'organisme central de planification et donc par la dominance de la propriété d'Etat sur la possession des entreprises. Elle a conduit à un alourdissement des procédés traditionnels de contrôle, et au maintien de la séparation entre différents centres d'exercice, fonctionnant selon des logiques différentes. Le degré d'autonomie de l'entreprise demeure donc très faible, notamment face au renforcement des pouvoirs de contrôle du Ministère de tutelle. Mais les conditions économiques, dans lesquelles ce renforcement intervient, risquent de poser à terme, le problème d'un élargissement de cette autonomie, seule alternative à la pratique de la planification.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

L'analyse des modes de gestion de la propriété d'Etat permet d'apporter certains éléments de réponse à la question initialement posée, relative au caractère formel ou réel de la transformation des rapports économiques. Mais elle laisse aussi subsister certaines zones d'ombre, qui devront être ultérieurement éclairées.

Un premier constat peut être établi, quant à l'effectivité de la règle de droit. Tout au long de l'analyse, l'évidence s'est imposée d'un décalage persistant entre l'idéologie et la réalité sociale. Mais cette appréciation globale masque des situations sensiblement différentes. S'il est vrai que le régime juridique d'autogestion traduit une forte imprégnation du droit par l'idéologie, le phénomène, toujours perceptible en ce qui concerne le statut de la coopération agricole, tend cependant à s'estomper. La gestion socialiste des entreprises, enfin, se distingue des autres cas par un plus grand réalisme dans la traduction juridique des rapports sociaux, même si le discours officiel n'est pas dépourvu de notations idéologiques.

A des titres divers par conséquent, le droit économique reste investi par l'idéologie, et demeure largement inappliqué. Mais la signification et la portée de ce phénomène n'ont pas encore été mises à jour, car elles appellent une appréciation d'ordre économique et politique.

Il reste dès lors à se demander dans quelle mesure l'inadéquation des rapports juridiques et des rapports économiques n'est que le simple effet de la transition au socialisme, ou bien plutôt le résultat d'une tentative de camouflage des rapports sociaux réels.

Deuxième **PARTIE**

LA SPHERE DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

Dépérissement ou consolidation de la
propriété privée des moyens de production .

S'interroger sur le statut de la propriété privée des moyens de production, dans un système qui réalise progressivement leur étatisation, relève a priori du paradoxe. Le paradoxe toutefois n'est qu'apparent pour des raisons qui tiennent tant aux caractéristiques de la phase de transition au socialisme, qu'aux particularités de la doctrine économique algérienne.

La notion de phase de transition implique l'idée d'un processus conflictuel entre différents types de rapports sociaux, participant de modes de production antagoniques et dont l'enjeu réside précisément dans la dominance d'un nouveau mode de production. Dans le contexte de la transition au socialisme, l'existence d'une sphère d'activité ouverte à la propriété privée des moyens de production, constitue donc une réalité objective qui ne peut être considérée comme une simple survivance en voie d'extinction naturelle. Ce secteur capitaliste même théoriquement cantonné, représente une contradiction du processus de construction du socialisme, auquel il oppose sa propre logique de fonctionnement. Il doit donc être traité comme tel et la définition du statut du capitalisme privé, même résiduel, s'impose en tout état de cause.

Cette nécessité a ses propres raisons d'être en Algérie. En effet, la doctrine algérienne du socialisme spécifique, à travers différentes évolutions, n'a jamais avancé la nécessité de parvenir à terme à une socialisation intégrale des moyens de production. Elle entend, de ce point de vue notamment, se distinguer de la doctrine communiste (I).

(I)-Il est particulièrement frappant de constater que l'article 674 du Code civil algérien reprend presque terme à terme les dispositions de l'article 544 du Code civil français.

"La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou les règlements".

Même si une lecture rapide de la réalité algérienne peut laisser supposer que le mouvement se poursuit en ce sens, une analyse plus approfondie montre que subsiste dans l'économie algérienne un secteur privé de production et d'échange, dynamique sinon important (I), dont on ne peut présumer la disparition dans un proche avenir. Cette base objective d'un renouvellement du capitalisme constitue une donnée actuelle et durable du régime économique algérien.

Il importe donc en premier lieu de cerner plus précisément la doctrine algérienne du capital privé, en s'efforçant de déterminer la place théorique qui lui est assignée dans la structure économique (Chapitre I). De cet examen doctrinal doit logiquement découler le statut de l'entreprise privée, forme juridique de mise en valeur du capital (Chapitre II).

(I)-cf. BENACHENHOU "Réflexions sur la politique des revenus en Algérie"
RASJ 1975, p.7 et s.

CHAPITRE I- LA DOCTRINE OFFICIELLE SUR LE CAPITALISME PRIVE EN ALGERIE

S'il est indispensable de définir au plan théorique la place du capital privé, pour apprécier la validité et l'efficacité des institutions juridiques utilisées, force est de constater que la doctrine officielle, malgré plusieurs pétitions de principe (1), est empreinte de sérieuses ambiguïtés. La constatation ne résulte pas seulement, on le verra, de l'évolution enregistrée entre le premier et le second Code des investissements. L'ambiguïté est inhérente à la réflexion doctrinale elle-même, et les solutions empiriques dégagées par la pratique ne permettent guère d'éclaircir les données du débat.

A certains égards, on peut même récuser l'existence d'une doctrine officielle de l'investissement privé qu'aucun document ne formalise expressément (2), alors que les divers principes qui commandent sa réalisation restent imprécis sinon contradictoires entre eux.

Cette difficulté méthodologique provient en réalité, du fait que la place et le rôle du capital privé dans l'économie algérienne sont essentiellement définis de manière négative (3). Tout se passe

(1)-cf. Résolution du Conseil de la Révolution relative au budget d'équipement prise à la suite de ses réunions tenues à Alger du 14 au 21 Février 1966, JORA 1966, p.316

"Le Conseil de la Révolution décide de confier à l'Etat les tâches suivantes à réaliser à court terme...

b) de soumettre au Conseil de la Révolution le projet de Code des investissements en préparation, en précisant nettement les intentions du Pouvoir quant au rôle, la place, les modalités et les légitimes garanties du capital dans le cadre du développement économique". Cette formule est reprise dans le premier paragraphe de l'exposé des motifs du second Code des investissements, JORA 1966, p.901.

(2)-Comme on le constatera par la suite, et en dépit de leur dénomination, les deux Codes des investissements (1963 et 1966) ne concernent que les secteurs secondaire et tertiaire et excluent l'investissement agricole.

(3)-Voir par exemple l'enquête publiée par le quotidien national El Moudjahid (21-23 Mars 1971) sous le titre significatif :
"Ce que l'investissement privé ne doit pas être".

comme si cette place, au fond inavouable, et ce rôle, somme toute usurpé, n'étaient reconnus qu'avec embarras et réticence. Cette approche conduit certes à conclure à l'abandon de la problématique libérale, mais aussi à constater l'incertitude de la doctrine de remplacement (1).

Section I - L'ABANDON DE LA PROBLEMATIQUE LIBERALE

La doctrine économique libérale est dominée par le principe de la liberté du commerce et de l'industrie qui, malgré de nombreuses altérations provoquées par plusieurs décennies d'interventionnisme étatique, continue d'être considéré comme l'une des bases fondamentales de l'organisation juridique de l'économie (2).

En Algérie, le débat doctrinal sur la validité de ce principe est mal engagé, pour ne pas dire purement et simplement esquivé. En effet, que les auteurs se prononcent, timidement, en faveur de son maintien (3), ou qu'ils soutiennent, plus résolument, la thèse

(1)-cf. sur le problème voisin que constitue le nouveau statut des associations en Algérie. MIAILLE M. "Le contrôle de l'Etat sur les associations en Algérie" Alger RASJ 1975, p.47 et s.

"Il ne suffit pas de poser des principes contraires aux principes libéraux dont ils resteraient, en somme, symétriques : il faut encore les faire fonctionner dans un système qui opère par sa logique d'ensemble le renversement que nous avons signalé"

(2)-GUIBAL M. "La justification des atteintes à la liberté du commerce et de l'industrie - Réflexions sur l'état actuel de la jurisprudence administrative." AJDA 1972, p.330.

(3)-DAVID C "La liberté du commerce en Algérie" RASJ 1972, p.633 et s. "Logiquement, cette option (socialiste) devrait conduire à la suppression de cette liberté (du commerce et de l'industrie)...Pourtant le droit algérien est pour le moment du moins beaucoup plus nuancé. La liberté du commerce subsiste mais seulement dans une certaine mesure. Le principe de la liberté du commerce ne s'oppose pas comme en France à une certaine extension du secteur non-privé".

-KARA-MOSTEPHA A. "Les principes généraux du droit en Algérie à travers la notion de participation." Mémoire pour le DES de droit public, Institut des Sciences Juridiques, Alger 1975

"Le principe de la liberté du commerce et de l'industrie qui caractérise formellement le système libéral français sera redéfini en Algérie tant du point de vue de son contenu que de sa portée" (p.76).

de son rejet (1), l'argumentation tourne court, et l'affirmation procède davantage d'un constat empirique que d'une démonstration explicite. C'est que le principe de la liberté économique est envisagé dans la doctrine algérienne sous l'angle exclusif de son contenu (2). Du point de vue formel, la validité des catégories institutionnelles du droit français est admise comme un postulat, apparemment justifié par la loi du 31 Décembre 1962 "tendant à la reconduction, jusqu'à nouvel ordre, de la législation" en vigueur à cette date (3). Dès lors, l'enjeu du débat réside dans l'appréciation portée sur les dérogations que connaît le principe depuis l'indépendance ; et le clivage doctrinal s'opère sur cette base. Selon certains auteurs, ces dérogations seraient finalement assimilables aux limitations législatives et réglementaires que l'exercice de la liberté économique connaît en droit français et ne remettraient donc pas en cause l'existence du principe en droit positif algérien. Pour d'autres auteurs, ces restrictions seraient telles que la substance en aurait été altérée et que le principe serait définitivement rejeté de l'ordre juridique algérien.

La question mérite pourtant de retenir davantage l'attention tant pour des raisons théoriques que pratiques. Encore faut-il prendre en considération le problème posé sous ses différents aspects, c'est à dire envisager le principe juridique de la liberté économique sous le

(1)-BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit.p.82] "Alors que précédemment la liberté d'investissement était proclamée et organisée, le texte actuel (1966) part du principe inverse, ce qui est sans doute plus réaliste. Le premier principe est donc que les investissements privés ne sont pas libres en Algérie".

-BELKACEM K. "Le Code des investissements privés en Algérie" RJPIC 1972, p.299 et s.

"L'investissement privé n'est pas libre. Il n'est qu'autorisé dans quelques domaines" (p.303).

(2)-DAVID C. "La liberté du commerce en Algérie" op.cit., p.635

"Le maintien même du principe de liberté du commerce et de l'industrie paraît contestable en Algérie, étant donné l'option socialiste prise par le pays".

(3)-ibidem, p.634

double point de vue de sa forme et de son contenu. L'élaboration du droit économique algérien passe en effet par un examen critique de ces deux aspects du principe, qui tout en révélant leur unité dialectique, permet de conclure de manière incontestable au rejet de la problématique libérale.

§ I - UNE CRITIQUE DE LA FORME JURIDIQUE DU PRINCIPE LIBERAL

Pour justifier la thèse de la reconduction et surtout de la pérennité en droit algérien du principe de la liberté économique, le recours à la loi du 31 Décembre 1962 apparaît nettement insuffisant. Il est en effet indispensable de s'interroger d'abord sur la valeur et la portée du principe en droit français, donc sur sa nature juridique, pour savoir dans quelle mesure il a pu être reçu dans le nouvel ordre juridique, ou selon quelles modalités il a pu être remis en cause.

I - Le principe de liberté économique en droit français

L'analyse de ce principe fait, en droit français, l'objet d'importantes controverses doctrinales, dont il faut distinguer deux aspects principaux. Il s'agit tout d'abord de savoir d'où le principe tire son origine et de s'interroger ensuite sur sa valeur juridique, c'est à dire sur sa place dans la hiérarchie des normes. On se contentera de rappeler les principales données du débat, dont l'intérêt est ici limité à la possibilité de transférer la solution du droit français dans l'ordre juridique algérien.

Historiquement, le principe de la liberté économique tire son origine formelle du rapprochement de deux mesures législatives prises à l'époque révolutionnaire (I). Il s'agit donc initialement

(I)-La Loi du 2 et du 17 Mars 1791 (dite "décret d'Allardes") a affirmé positivement le principe, tandis que celle des 14-17 Juin 1791 (dite "Loi Le Chapelier") interdisait le régime des corporations.

d'une règle de droit positif, qui trouve sa source dans la loi et dont la place dans la hiérarchie des normes ne suscite aucune difficulté (1). Si la situation est aujourd'hui beaucoup plus confuse, la raison doit en être recherchée dans le fait qu'une imposante législation interventionniste s'est progressivement développée, sans que le principe de la liberté économique ait été explicitement abrogé (2). Se pose dès lors la question de savoir, face aux innombrables dérogations tant législatives que réglementaires qui sont venues limiter sa portée, dans quelle mesure le principe subsiste toujours dans l'ordre juridique français.

Deux thèses sont en fait soutenues et également combattues pour justifier la pérennité du principe. Il est affirmé soit que le principe subsiste en droit positif, soit qu'il constitue désormais un principe général du droit consacré par la jurisprudence.

La thèse de la survivance du principe en droit positif est combattue au nom de l'abrogation implicite de la loi de Mars 1791 par la législation ultérieure. Les partisans de son maintien (3) font toutefois valoir deux arguments essentiels : d'une part que la loi de 1791 est toujours visée par certains arrêts du Conseil d'Etat (4).

(1)-Encore faut-il signaler que le principe a connu deux brèves consécutions constitutionnelles, dans la Constitution de 1795 (article 355) et dans celle de 1848 (article 13).

(2)-La loi Le Chapelier a certes été expressément abolie par la loi du 21 Mars 1884 autorisant les syndicats, mais non la loi des 2-17 Mars 1791.

(3)-Voir par exemple les conclusions du Commissaire du Gouvernement GAZIER sous CE 22 Juin 1951, Daudignac, Dalloz 1951, p.589 "Là où aucune loi n'est intervenue, le principe (libéral) subsiste toujours qui demeure le droit commun de l'activité industrielle en France."

(4)-Voir par exemple CE 22 Juin 1951, Daudignac, Recueil 362.

et d'autre part que le juge administratif continue de considérer le principe comme une liberté publique garantie par la loi (1).

La reconnaissance de la liberté économique comme principe général du droit, suscite de plus âpres controverses, redoublées par le débat doctrinal sur la valeur juridique qu'il convient d'assigner à cette catégorie institutionnelle. Il n'est nullement certain qu'il soit possible d'induire de l'abondante jurisprudence en la matière que le Conseil d'Etat a entendu ériger la liberté économique en principe général du droit.

Les auteurs qui le soutiennent s'appuient notamment sur les arrêts précités, mais se divisent sur sa place dans l'ordonnement juridique. Certains d'entre eux (2), dans le souci d'élever le degré de protection dont bénéficie le principe dans l'ordre juridique, lui reconnaissent valeur constitutionnelle. La démonstration n'est pas aisée dès lors qu'il ne figure pas expressément dans le dispositif constitutionnel. Deux possibilités sont cependant ouvertes pour valider cette thèse : soit insérer le principe de liberté économique dans la catégorie des "principes fondamentaux reconnus par les lois de la République", soit admettre que l'ensemble des principes généraux du droit ont valeur constitutionnelle.

La première voie est étroite tant pour une raison de principe que pour un motif particulier à l'espèce. S'il est vrai en effet

(1)-A ce titre, le Conseil d'Etat a affirmé que "les garanties fondamentales" de la liberté économique sont de la compétence exclusive du législateur, conformément à l'article 34 de la Constitution de 1958 (CE 28 Octobre 1960, Martial de Laboulaye . Rec. 570 ; CE 22 Juin 1963 , syndicat du personnel soignant de la Guadeloupe, Rec. 386.)

(2)-voir notamment BRAIBANT G. "L'arrêt "syndicat général des ingénieurs-conseils" et la théorie des principes généraux du droit"" EDCE 1962, P. 57

que le Conseil Constitutionnel a paru consacrer cette nouvelle catégorie constitutionnelle à propos de la liberté d'association (1), la doctrine demeure réservée sinon réticente quant au sort ultérieur de cette reconnaissance (2). Au demeurant, et pour ce qui concerne la liberté économique, "il ne semble pas que cette idée puisse être retenue, en raison du caractère généralement beaucoup plus interventionniste que libéral que présentent en la matière, depuis maintenant assez longtemps, les lois de la République" (3).

Le second argument suscite les plus vifs affrontements que l'on peut réduire à une série d'interrogations. Faut-il uniformément reconnaître aux principes généraux du droit rang constitutionnel selon la thèse fréquemment développée depuis 1959, ou bien valeur "infra-législative" et "supra-décrétale" selon l'avis de M. CHAPUS ? (4).

(1)-Le Conseil Constitutionnel dans sa décision du 18 Juillet 1971 a censuré l'article 3 de la loi du 30 Juin 1971 instituant un régime d'autorisation préalable à la constitution des associations, en fondant son raisonnement sur le caractère constitutionnel du principe de la liberté d'association en tant que "principe fondamental reconnu par les lois de la République". (Dalloz 1972, Jurisprudence, p.685)

(2)-cf. notamment RIVERO J. "Les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République : une nouvelle catégorie constitutionnelle ?" Dalloz 1972, Chron. p.265
L'auteur s'interroge en particulier sur la difficulté qu'il y aurait à "concilier le texte constitutionnel qui met dans la compétence du législateur un certain nombre de matières et l'existence d'une catégorie qui aurait pour fonction de les en faire sortir",

(3)-DE LAUBADERE A. Droit public économique. op.cit. p.240

(4)-CHAPUS R. "De la soumission au droit des règlements autonomes." Dalloz 1960, Chron. p.119 et "De la valeur juridique des principes généraux et des autres règles jurisprudentielles du droit administratif." Dalloz 19 Chron. p.99

Ne doit-on pas au contraire, selon une analyse plus fine, apprécier la force juridique dont ils sont investis en fonction de leur origine formelle, comme le suggère l'arrêt du Conseil d'Etat qui a provoqué cette controverse doctrinale (1).

D'autres auteurs contestent à l'inverse qu'il soit toujours possible de ranger la liberté du commerce et de l'industrie parmi les principes généraux du droit (2). Leur argumentation s'appuie sur l'évolution récente du droit qui a multiplié les dérogations au principe. Et ils font observer que ces dérogations ne résultent pas toujours de dispositions législatives, ce qui resterait compatible avec la théorie des principes généraux. En effet, la haute juridiction administrative a non seulement validé certaines limitations réglementaire appuyées sur des habilitations législatives, mais aussi estimé "que lorsqu'une loi a apporté des restrictions dans un secteur donné, l'administration peut y apporter des restrictions comparables"(3). Dès lors, la suppression de cette protection minimum à l'égard du pouvoir réglementaire, interdirait de considérer la liberté économique en tant que principe général du droit.

(1)-S'appuyant sur la formule de l'arrêt syndicat des Ingénieurs-Conseils (CE 26 Juin 1959, Rec. 394) par laquelle le Conseil d'Etat évoque "les principes généraux du droit qui résultent notamment du préambule de la Constitution", M. RIVERO propose de distinguer entre les principes qui relevant du Préambule Constitutionnel s'imposent au législateur et ceux dégagés par la jurisprudence que seule l'autorité administrative est contrainte de respecter (article cité, p.266).

(2)-Cette thèse a notamment été soutenue par le Commissaire du gouvernement FOURNIER sous CE 26 Juin 1959, syndicat général des Ingénieurs-Conseils, RDP.1959, p.1004.

(3)-FARJAT.G. Droit économique. op.cit.p.211

Le débat reste ouvert en tout état de cause et on ne prétend pas l'avoir épuisé. Du moins est-il possible, au terme de ce bref rappel, qui avait pour seul objet de cerner le statut du principe libéral en droit français au moment de l'Indépendance algérienne, d'énoncer la thèse la plus favorable à son maintien. On empruntera cette thèse à M. DE LAUBADERE qui affirme : " le principe est interprété en un sens tel qu'il est difficile de le regarder uniquement comme une règle légale écrite, mais que l'on doit y voir également, au moins en partie, un principe général du droit" (1).

2 - Les obstacles formels à sa transposition en droit algérien

Sur le plan strictement formel, où l'on continue volontairement et provisoirement de se cantonner, il est possible reprenant en termes identiques l'analyse effectuée, de montrer que le principe de liberté économique ne peut être reçu dans l'ordre juridique algérien, sur la base des données ainsi mises à jour.

Certes, le point de départ de l'argumentation paraît contredire cette affirmation. De fait, la loi du 31 Décembre 1962 a formellement reconduit dans le nouvel ordre juridique la loi de Mars 179 relative à la liberté du commerce et de l'industrie. Mais ce constat est tout à fait insuffisant pour justifier la thèse de sa pérennité. D'une part en effet une loi postérieure a pu réduire à néant la portée de cette reconduction. D'autre part et surtout, comme on l'a déjà souligné en introduction, la loi de reconduction de la législation a été expressément abrogée (2). Depuis l'entrée en vigueur de cette mesure de principe (3),

(1)-DE LAUBADERE A. Droit public économique. op.cit. p.243.

(2)-Ordonnance n°73-29 du 5 Juillet 1973, JORA 1973, p.678.

(3)-L'Ordonnance n'est entrée en vigueur que le 5 Juillet 1975.

il est certain par conséquent que le principe libéral ne constitue plus une règle de droit positif en Algérie. Et la promulgation récente du Code du commerce (I), qui ne contient aucune disposition en ce sens, confirme l'abrogation du principe.

En outre, il semble bien que même durant la période transitoire qui a caractérisé l'élaboration de la nouvelle législation nationale, la liberté économique n'ait pu bénéficier de la protection particulière attachée à la qualité de principe général de droit. Car c'est en réalité l'ensemble de la théorie libérale des sources du droit administratif qui est remise en cause en droit algérien.

Dans l'analyse des sources formelles du droit administratif français, la doctrine est unanime à constater la place essentielle voire prépondérante occupée par la jurisprudence. Et si l'oeuvre du Conseil d'Etat envisagée globalement est le plus souvent appréciée très favorablement, on s'interroge plus volontiers sur les conséquences du phénomène que sur ses raisons profondes. Le processus d'élaboration du droit administratif algérien conduit au contraire à mettre l'accent sur ce facteur principal. On a montré en introduction que ce processus se caractérisait par une tendance très prononcée en faveur de la codification de l'ensemble de la matière juridique. Il reste toutefois, pour ce qui concerne le droit administratif notamment, de nombreux secteurs qui ont "échappé" jusqu'à présent à l'oeuvre de codification, sans pour autant que cette lacune soit palliée par l'intervention du juge. Au demeurant celui-ci ne paraît manifester aucune vocation prétorienne (2),

(I)-Ordonnance n° 75-59 du 26 Septembre 1975, JORA 1975, p.1073

(2)-MAHIOU A. Les institutions administratives algériennes. Cours polycopi Institut des Sciences Juridiques d'Alger, 1975-1976, p.43.

"Normalement, la chambre administrative de la Cour Suprême a le même rôle que le Conseil d'Etat en France dans l'application et l'élaboration du droit administratif. Mais, dans la pratique, le juge algérien est moins hardi...Il faut regretter cette timidité, car en l'absence d'une jurisprudence suffisante, beaucoup de points du droit administratif demeurent obscurs".

et dès lors, il est légitime de s'interroger sur les raisons de ces différences spécifiques avec le mode d'élaboration du droit administratif français.

A l'évidence, l'explication ne peut être que matérielle, et on réalise ici l'insuffisance de l'analyse classique qui a toujours dissocié sources formelles et sources matérielles du droit, même dans les rares hypothèses où la question a été considérée de ce point de vue global (1). Elle revêt d'ailleurs une telle ampleur qu'il ne peut être envisagé de la résoudre dans le cadre limité de ce développement. Tout au plus peut-on émettre une hypothèse que des travaux plus approfondis sur ce point devraient vérifier et préciser. L'idée peut être avancée, que la différence observée dans la forme technique d'élaboration du droit dans les deux pays, renvoie à des différences dans la structure des forces sociales en présence et plus précisément dans le mode de réalisation des intérêts de celles qui détiennent le pouvoir politique. Ainsi, les grandes codifications de l'époque napoléonienne dans le domaine du droit privé correspondaient sans doute aux exigences de la nouvelle classe dominante, de fixer "la règle du jeu de la paix bourgeoise" (2), alors que la nécessité d'exclure l'Etat du champ de l'activité économique sans pour autant enfermer son action dans un cadre juridique trop contraignant, impliquait à l'inverse une plus grande souplesse dans le mode d'émission du droit administratif. Ces nécessités expliqueraient le rôle tenu par la jurisprudence dans l'élaboration du droit administratif français, le caractère empirique et progressif de sa constitution au fur et à mesure que se dégagnaient les lignes de force de l'action positive de l'Etat dans le capitalisme moderne et finalement sa faculté d'adaptation, qui a permis à l'Etat interventionniste de surgir, sans à coups juridiques, du moule libéral initial.

(1)-cf. LEVY-BRUHL H. Sociologie du droit. op.cit., p. 40 et s.

(2)-cf. ARNAUD A.J. Essai d'analyse structurale du Code civil français. La règle du jeu de la paix bourgeoise. LGDJ 1973.

L'oeuvre plus rapide de codification du droit administratif algérien, en particulier de sa partie économique, résulterait de la nécessité inverse de fixer d'emblée le principe et les modalités d'intervention d'un Etat contrôlé par d'autres forces sociales, qui font valoir leurs intérêts par son intermédiaire.

Même si cette hypothèse appelle précisions et nuances, elle écarte la possibilité d'opérer un transfert pur et simple de la théorie des principes généraux du droit dans l'ordre juridique algérien. En effet, comme le constate la seule étude doctrinale qui lui ait été consacrée en Algérie (1), cette théorie ne peut être abstraite du système juridique qui l'a secrétée et qui détermine sa fonction (2). Or cette fonction est précisément de combler les vides que l'absence de codification du droit administratif laisse subsister dans l'ordre juridique. C'est pourquoi ces principes sont inséparables des solutions jurisprudentielles qui les consacrent (3). Est-ce à dire que cette théorie liée au mode particulier d'émission du droit administratif français n'a plus de raison d'être en Algérie ? On peut l'affirmer sous réserve de quelques précisions. Il faut tout d'abord mettre à part le cas de matières où, en l'absence de réglementation nouvelle, la théorie paraît toujours

(1)-KARA-MOSTEPHA A. Les principes généraux du droit en Algérie à travers la notion de participation. op.cit.

(2)-ibidem, p.2

"La notion même de principes généraux du droit...ne puise son explication que par rapport à une totalité organique structurée dont elle est un élément indissociable....La problématique classique des principes généraux ne pourra être reconduite en Algérie".

(3)-On rejoint ici le point de vue de M. MAHIOU (Cours d'Institutions administratives, op.cit. p.23-24) qui fait apparaître la confusion du débat classique sur l'origine coutumière ou jurisprudentielle des principes généraux du droit.

"On constate que ces principes correspondent aux nécessités économiques et sociales d'une époque donnée et résultent bien de ces nécessités ; mais ils ne prennent de valeur juridique réelle qu'à partir du moment où ils sont consacrés, sanctionnés par le juge".

opératoire. M. KARA-MOSTEPHA signale à ce titre, deux arrêts de la Cour Suprême qui ont réaffirmé des principes classiques (1). La liste n'est sans doute pas limitative, -et l'on pense en particulier aux principes qui régissent le fonctionnement des services publics - mais le défaut de publicité des arrêts de la Cour Suprême rend malaisée toute appréciation d'ensemble.

Il est possible de se demander en outre, d'une manière plus prospective, dans quelle mesure le droit algérien ne s'ouvre pas à des principes nouveaux, tout particulièrement dans le domaine économique. L'analogie est ici évidente avec "les principes économiques nouveaux" qu'un important courant doctrinal entend dégager en France du dispositif constitutionnel en vigueur (2). En Algérie et en l'absence provisoire de Constitution, ces principes pourraient être notamment tirés des Chartes qui préfacent les textes fondamentaux régissant l'organisation institutionnelle et économique du pays (3).

Mais le problème se pose pareillement de la valeur juridique de ces principes nouveaux. "N'y a-t-il pas là aujourd'hui de véritables principes que l'on doit interpréter et appliquer dans leurs implications logiques comme on le fait pour les principes classiques ?" (4). La question est complexe mais elle est totalement

(1)-KARA-MOSTEPHA A. Les principes généraux du droit en Algérie à travers la notion de participation. op.cit., p.79

Il s'agit du principe de l'égalité des citoyens devant les charges fiscales et du principe de l'intangibilité des effets individuels des actes administratifs.

(2)-voir la dernière synthèse de ce courant, in DE LAUBADERE. Droit public économique. op.cit., p.299 et s.

(3)-Actuellement cinq chartes ont été promulguées qui concernent la commune, la wilaya, la révolution agraire, la gestion socialiste des entreprises et le service national. Une "Charte nationale" doit être soumise à référendum avant le 19 Juin 1976.

(4)-DE LAUBADERE A. Droit public économique. op.cit., p.306

éludée par l'étude doctrinale précitée. M. KARA-MOSTEPA se contente en effet, en l'absence de consécration jurisprudentielle, de proposer la reconnaissance du "monopole du pouvoir révolutionnaire" - entendu comme la symbiose des pouvoirs législatif et exécutif - "en matière d'édition des principes généraux" (1). Le débat tourne court, car de telles règles ne constitueraient plus dès lors des principes généraux du droit mais simplement des règles de droit positif. Or il s'agit précisément, de savoir si ces nouveaux principes "ne doivent pas être regardés en eux-mêmes comme des principes juridiques applicables, avec éventuellement des implications autres que les seules règles écrites qui procèdent d'eux" (2).

L'analyse classique fournit les éléments de solution de ce problème sans pouvoir les mettre en oeuvre dans le cadre de la problématique libérale. Les principes généraux qui ont été consacrés en système libéral, sont en effet autant de limitations apportées à la capacité d'action de l'Etat, alors que les principes nouveaux seraient autant d'incitations sinon d'obligations à intervenir. Et si le juge administratif dispose des moyens appropriés pour sanctionner l'empêchement d'agir, il lui est interdit d'adresser des injonctions à l'administration. Aussi bien, même ceux des nouveaux principes qui paraissent avoir un contenu juridique certain (3) n'ont pu être consacrés en droit français par voie jurisprudentielle.

(1)-in Les principes généraux du droit en Algérie à travers la notion de participation, op.cit, p.103

(2)- DE LAUBADERE A. Droit public économique. op.cit. p.306

(3)-M. DE LAUBADERE cite à cet égard la disposition du préambule constitutionnel de 1946 qui ferait obligation de nationaliser " tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères... d'un monopole de fait".

Le même obstacle s'opposerait en droit algérien à l'exercice par le juge d'un contrôle positif sur l'Etat. Mais d'autres voies de contrôle existent dans le système constitutionnel algérien. Et s'il est vrai que ces principes économiques traduisent "une orientation philosophico-politique nouvelle" (1), lors même que leur contenu n'est pas purement et simplement politique, la sanction de leur violation ne peut être que politique. L'hypothèse ainsi émise n'est pas purement abstraite. Elle correspond au contraire au modèle théorique des rapports entre le Parti unique et l'Etat, qui implique, de doctrine constante, la prééminence de l'organisation partisane sur l'appareil étatique, et notamment le contrôle du second par la première (2).

L'hypothèse demeure toutefois prospective car il est tout aussi constant que le Parti n'a pu à ce jour remplir le rôle et les fonctions qui lui étaient constitutionnellement dévolues.

(1)-DE LAUBADERE A. Droit public économique. op.cit, p.307

(2)-Constitution de la République Algérienne démocratique et populaire, JORA 1963, p. 890

Article 24: "Le Front de Libération Nationale définit la politique de la nation et inspire l'action de l'Etat. Il contrôle l'action de l'Assemblée nationale et du Gouvernement"

- Charte d'Alger (1964), op.cit, p.II2

"La conception de l'Etat algérien a été dégagée dans la Constitution, l'Etat, instrument de gestion du pays est animé et contrôlé par le Parti qui doit assurer son fonctionnement harmonieux et efficace".

- Déclaration du Président du Conseil de la Révolution à l'occasion de l'installation du Secrétariat Exécutif du Parti le 20 Juillet 1965, Recueil de discours, Tome I, op.cit., p.39

"L'Etat a besoin nécessairement d'énergie créatrice et motrice qui l'oriente, le stimule, le contrôle. Cette énergie politique c'est le Parti. ...C'est au Parti qu'il appartient d'élaborer et d'orienter la politique du gouvernement dans tous les domaines... Ce rôle d'animation et d'encadrement doit être complété par un contrôle strict de l'application effective de la politique élaborée."

Il faut ajouter qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un système juridique qui serait "l'antithèse du modèle libéral", selon l'expression de M. FARJAT (1) et dans lequel cette théorie des principes économiques jouerait, à l'inverse de la théorie libérale des principes généraux du droit, un rôle positif et moteur.

Il reste à se demander dans quelle mesure le principe de liberté économique pourrait y trouver sa place. On imagine sans peine que la réponse est négative. Si la Cour suprême n'en a pas reconnu l'existence et si aucun contrôle de caractère politique ne peut être invoqué dans un sens ou dans l'autre, on chercherait en vain à dégager de l'importante législation économique adoptée depuis l'Indépendance l'affirmation de ce principe. Deux dispositions seulement du droit positif peuvent être avancées en faveur de son maintien (2). Mais elles n'ont intrinsèquement qu'une valeur démonstrative partielle et doivent être considérées comme implicitement abrogées par le second Code des investissements. Il est possible a contrario, d'évoquer l'ensemble des mesures législatives et réglementaires qui contreviennent à la liberté économique au point d'en détruire la substance. On est ainsi conduit à s'interroger sur le contenu même du principe libéral, que la doctrine économique algérienne soumet à une critique tout aussi vigoureuse.

(1)-in Droit économique. op.cit , p. 363

(2)-Le premier Code des investissements (loi n° 63-277 du 26 Juillet 1963, JORA 1963, p.774) reconnaît la liberté d'investissement, mais au seul profit des personnes physiques et morales étrangères (article 3).
- Ordonnance n° 66-156 du 8 Juin 1966, portant Code pénal, JORA 1966, p. 530

Article 171: "Est puni...quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses a amené ou maintenu.... une cessation concertée du travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail."

§ 2 - UNE CRITIQUE DU CONTENU DU PRINCIPE LIBERAL

Si la doctrine majoritaire en France continue d'accorder une certaine valeur juridique au principe de liberté économique, elle traduit ainsi assez fidèlement l'idéologie politique et économique officielle, dont le libéralisme, au prix de bien des accommodements et après de nombreux reculs, constitue toujours le trait dominant.

Au niveau du simple constat, il est évident que la doctrine libérale est globalement rejetée en Algérie. Le double aspect, sous lequel est traditionnellement envisagée la liberté du commerce et de l'industrie - libre déploiement de l'initiative privée et caractère exceptionnel de l'intervention étatique dans la vie économique - est battu en brèche par la législation algérienne. Celle-ci tend à généraliser à toute activité privée le régime de l'autorisation préalable, écarté par principe dans les systèmes libéraux (I), tandis que la maîtrise de l'Etat s'étend sur des secteurs sans cesse plus nombreux de l'économie nationale. Si l'on s'efforce au-delà du constat d'expliquer le phénomène, deux considérations étroitement liées paraissent devoir être retenues : l'une tirée de l'état de sous-développement qui caractérise l'économie algérienne, l'autre doctrinale et qui a trait à l'option socialiste officielle.

I - Liberté économique et sous-développement

Il est significatif qu'aucun courant ne se soit exprimé ouvertement en Algérie, en faveur de la reconnaissance par l'Etat du principe de la liberté économique. Les porte-parole les plus autorisés

 (I)cf. DE LAUBADERE A. Droit public économique. op.cit, p. 248
 "La jurisprudence considère que lorsqu'un tel régime a été institué, l'activité qu'il concerne est réputée soustraite par là même à la liberté du commerce et de l'industrie."

des intérêts du capital privé admettent eux-mêmes, sous réserve d'objections dont il faudra ultérieurement apprécier la portée, un régime économique, dans lequel l'Etat contrôle les secteurs clefs et entend orienter par son action planificatrice l'ensemble des activités économiques (I). Si l'on fait dans cette opinion la part évidente de la tactique et de l'opportunisme, on n'en reste pas moins étonné a priori, du caractère purement défensif de la position ainsi adoptée.

C'est qu'en réalité, la revendication libérale est inséparable des conditions matérielles qui en ont déterminé l'expression et la reconnaissance. Si l'on se réfère à l'exemple français, il est clair que la liberté du commerce et de l'industrie consacrée en 1791 est venue sanctionner un double mouvement :

- d'une part le processus d'établissement du mode de production capitaliste au terme de la phase d'accumulation primitive, qui s'était réalisée à l'intérieur des institutions corporatives de l'ancien régime.
- d'autre part l'ascension politique et l'accession au pouvoir de la bourgeoisie française.

Comment se pose la question dans la situation de sous-développement que connaît l'Algérie au moment de l'avènement de l'Indépendance ? Sans anticiper sur les développements ultérieurs, il faut insister ici sur le faible développement du capital national. Ses positions sont cantonnées pour l'essentiel dans le secteur tertiaire, et limitées à des activités improductives, sous des réserves notables

(I)cf. le recueil d'articles publiés par M. LARABI, ancien administrateur de la chambre de commerce et d'industrie d'Alger, sous le titre Opinions sur l'économie algérienne, SNED Alger 1973

"Il n'est pas question ici de faire une quelconque objection quant à l'intervention de l'Etat dans tel ou tel secteur qu'il considère comme "juteux"(sic) (p.56)

"Cette prescription du Code correspond à l'orientation fondamentale de notre politique industrielle depuis la Charte de Tripoli et qui est de donner à l'Etat le contrôle des secteurs-clefs de l'économie. Le principe en est donc parfaitement valable mais l'application en est très difficile et donne lieu à des chevauchements des deux secteurs" (p.110).

toutefois dans le secteur agricole (1). Le poids économique et l'influence politique des couches bourgeoises nationales restent faibles, comme en témoigne leur double incapacité à succéder aux biens des colons et à prendre part efficacement à la lutte pour le pouvoir. Dès lors, c'est l'Etat, investi et contrôlé par d'autres forces sociales, qui prend en charge et assume la politique de développement national (2). Le capital privé ne joue dans ce processus qu'un rôle passif voire négatif. Passif en ce sens que le jeu combiné de différents facteurs - insuffisance objective de capacités, absence de traditions d'entreprise, incertitude quant au sort ultérieur du capital privé - limite le champ d'intervention de l'investissement à des secteurs improductifs mais relativement sûrs et directement rentables. Négatif, dans la mesure où les liens objectifs qui existent entre les couches bourgeoises nationales et le capital étranger, peuvent déboucher sur une alliance hostile à une politique visant l'indépendance économique du pays (3).

(1)-cf. Charte d'Alger, 1ère partie, Chapitre 3, Fondements idéologiques de la révolution algérienne, op.cit, p.38

"Au bout de 130 ans de colonisation de peuplement, l'Algérie possédait à peine quelques industriels d'une certaine importance et quelques cadres supérieurs et intellectuels. Les noyaux bourgeois plus importants étaient formés par les gros commerçants et surtout par les moyens et riches propriétaires terriens".

(2)-Ce point de vue rejoint celui de nombreux économistes pour lesquels dans les pays sous-développés, l'effort matériel de développement ne peut être assumé par l'épargne et l'initiative privée mais relève nécessairement de l'Etat.

-cf. en ce sens VALLAT H. "Indépendance économique, équilibre et accession au développement" Alger RASJ 1972, p.317 et s.

(3)-Charte d'Alger, op.cit. p.21

"La sous-estimation de la base sociale des éléments capitalistes qui trouvent des alliés à l'extérieur du pays constitue un écueil pour l'affirmation d'une politique révolutionnaire"...(p.42).

"La possibilité d'action politique de ce capitalisme national est assez limitée s'il est réduit à sa seule force et si est évitée sa conjonction avec des forces antisocialistes étrangères" (p.57).

Il est tentant dans ces conditions, d'accréditer l'opinion d'un contradicteur de l'apologiste du capital privé algérien et de théoriser sur l'incapacité historique des bourgeoisies nationales à assumer dans les pays sous-développés la direction du processus de développement économique (1). On comprend en tout cas le caractère anachronique de la revendication libérale dans une situation historique où la bourgeoisie était condamnée, initialement, à une position de repli tant sur le plan politique qu'économique. Même à une époque plus récente, où la place du capital privé est officiellement reconnue sinon clairement délimitée dans le développement national, le cadre non-libéral offert par le second Code des investissements a été largement utilisé et donc accepté par les promoteurs privés (2).

Certes aujourd'hui la situation est plus complexe. L'engouement suscité par la promulgation du Code de 1966 est retombé et les statistiques des entreprises agréées depuis 1970 traduisent un important recul (3). Paradoxalement, ce blocage apparent exprime une première percée du capital privé dans le secteur industriel, qui a pu s'investir, pendant plusieurs années et de manière rentable, dans

(1)-cf. AMMARA A.S. "Opinion d'un lecteur", in LARABI H., Opinions sur l'économie algérienne op.cit., p. 72

"La seule différence entre les deux types de bourgeoisie réside dans les conditions historiques de leur formation et non dans leur nature : l'une - la bourgeoisie européenne du XVIII^e siècle - a été capable d'assumer, sous sa direction, le développement économique national, alors que la bourgeoisie des pays sous-développés n'a pu réaliser cette performance dans aucun pays où elle est la classe dirigeante".

(2)-Alors que l'application du premier Code des investissements s'était traduit par l'agrément de trois entreprises privées (1964-1966), au cours de la période suivante (1967-1969) et dans le cadre du second Code des investissements, cinq cent soixante six entreprises privées étaient agréées (cf. Annexe).

(3)-De 1970 à 1974, deux cent quarante quatre entreprises seulement ont été agréées ; et si l'on prend en considération les trois dernières années, la moyenne annuelle des agréments accordés n'atteint pas la trentaine.

Ces données statistiques brutes doivent cependant être nuancées, en fonction d'une considération conjoncturelle. Au lendemain du 19 Juin 1965 en effet, un certain nombre d'anciens militants de la guerre de libération, bénéficiant de prêts officiels, "sont entrés dans les affaires". Les données chiffrées de la période 1967-1969 enregistrent donc cet afflux d'entrepreneurs d'un type particulier. Voir Ordonnance n°68-654 du 30 Décembre 1968 portant loi de Finances po 1969, article 15 B, JORA 1968, p.1378 et Arrêté d'application du 13 Mai 1969, JORA 1969, p.413.

un certain nombre de branches relativement délaissées par l'initiative publique (I). Cette période paraît achevée, soit que certains secteurs aient désormais atteint un seuil de saturation, soit que les garanties et avantages offerts par le Code des investissements ne présentent plus d'attraits suffisants pour les promoteurs privés.

La revendication libérale peut retrouver dans ce contexte de nouvelles bases objectives. Mais l'hypothèse de la liberté économique se heurte aussi à l'obstacle de l'option socialiste, dans laquelle l'Etat algérien entend inscrire le développement économique du pays.

2 - Liberté économique et construction du socialisme.

La démonstration de l'antinomie irréductible entre le système économique libéral et la voie de développement socialiste n'est plus à faire. Il suffit par conséquent de rappeler brièvement les principes qui commandent la construction du socialisme, pour que se justifie en même temps l'exclusion de la problématique libérale. Ramené à l'essentiel, l'option socialiste implique la mise en oeuvre de deux principes : la collectivisation des moyens de production et la direction planifiée de l'économie, étant rappelé que l'un et l'autre ne résultent pas de décisions abstraites, mais de processus concrets et complexes impliquant des transformations aux différents niveaux de la structure sociale. Envisagés ici négativement, ces deux processus, dans leur réalisation progressive, font peser une menace constante sur la liberté d'initiative privée.

(I)-Plus de 60% des projets agréés de 1967 à 1974 se concentrent dans l'industrie textile et alimentaire, ainsi que dans la petite industrie mécanique et électrique.

Le risque le plus évident concerne bien entendu l'existence même de l'entreprise privée, dont la nationalisation éventuelle s'inscrit en filigrane de tout progrès dans la voie de la construction du socialisme. Aussi bien, les garanties offertes en ce domaine au capital privé constituent la pierre angulaire de tout Code des investissements. Mais un danger plus diffus pèse sur le fonctionnement de l'entreprise même officiellement reconnue. Dans la mesure où la collectivisation progresse effectivement dans le secteur approprié par l'Etat, ce processus engendre une dynamique sociale dont le secteur privé ne peut être juridiquement protégé. La propagation de cette dynamique risque en effet, à court terme, d'aiguiser et de développer les luttes dans l'entreprise, voire à moyen terme, et à travers des revendications gestionnaires, de remettre en cause son existence (1).

Le droit et le fait algérien n'ignorent pas ces problèmes. En ce qui concerne la nationalisation, le discours politique et la législation n'apportent au capital privé aucune garantie particulière, ce n'est celle de l'indemnisation, en cas de "reprise par l'Etat d'entreprises créées ou développées et agréées conformément à l'ordonnance portant Code des investissements" (2). Mais "à la différence de nombreux pays étrangers, l'entreprise ne se voit pas garantir un délai d'existence minimum" (3). La nationalisation peut intervenir "lorsque les exigences du développement économique la rendent impérative" (4) c'est à dire en fait à tout moment.

(1)-cf. en ce sens en France, Programme commun de gouvernement du Parti communiste et du Parti socialiste, Editions Sociales 1972, p.III "Lorsque les travailleurs de l'entreprise en exprimeront la volonté et lorsque la structure de l'entreprise en indiquera la possibilité, l'intervention des travailleurs dans la gestion et la direction de l'entreprise prendra des formes nouvelles - que le Parti socialiste inscrit dans la perspective de l'autogestion et le Parti communiste français dans le développement permanent de la gestion démocratique".

(2)-Exposé des motifs de l'ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966 portant Code des investissements, JORA 1966, p. 901

(3)-BELKACEM K. "Le Code des investissements privés en Algérie" op.cit., p.320

(4)-Exposé des motifs de l'ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966, portant Code des investissements, JORA 1966, p. 902

Les déclarations officielles ne sont pas plus rassurantes pour le capital privé, qui, en reconnaissant sa nécessité à l'étape actuelle d'édification, paraissent envisager par là même sa disparition à moyen terme (1).

L'effet de diffusion au secteur privé de la dynamique créée par la "socialisation" des entreprises d'Etat, est aussi souvent présenté comme une contrainte rigoureuse à l'égard de l'entreprise capitaliste algérienne. On rappelle souvent à ce propos le déroulement, au lendemain de l'Indépendance, des grèves que l'organe d'information syndicale qualifiait alors de "gestionnaires", soit qu'elles "tendent à faire échec à la liquidation éventuelle de l'entreprise" soit qu'elle "cherchent à imposer, sous des formes diverses son algérianisation"(2). Si le fait est aujourd'hui beaucoup plus rare (3), il apparaît en revanche que l'extension des droits des travailleurs dans l'entreprise socialiste, retentit directement sur l'organisation des rapports de travail dans le secteur privé, comme il sera constaté au chapitre suivant.

-
- (1)-Discours du Chef de l'Etat, le 1er Novembre 1970, Rec.de discours, op.cit, Tome 3, p.137
 "Pour ce qui est du capital national, j'ai déjà exposé...le point de vue du Pouvoir révolutionnaire en la matière en déclarant que l'épargne des citoyens pouvait jouer un rôle non négligeable dans cette phase de développement".
 -Discours du Chef de l'Etat à la 6ème Conférence des Présidents des APC le 21 Février 1972, ibidem, p.357
 "Nous estimons toujours qu'en cette étape d'édification du pays nous avons besoin de capitaux privés".

(2)-WEISS F. "Les conflits du travail en Algérie dans le secteur privé non agricole" op.cit, p.23

(3)-Il faut toutefois signaler le cas récent d'une grève avec occupation des lieux de travail, qui s'est déroulée dans l'une des plus grandes entreprises privées algériennes (INOVAC-AFRIQUE) et qui a abouti à la nationalisation de la société.
 Le fait est particulier ; il est en l'occurrence consécutif à une prise de position politique du propriétaire de l'entreprise, ouvertement hostile au Pouvoir (cf.journal EL Moudjahid 16-22 Mars 1976)

- Soustraite à la logique d'organisation libérale, l'entreprise privée, dans le contexte d'une économie socialiste, ne développe pas plus librement son activité. Le principe de la direction planifiée de l'économie s'y oppose. Encore faut-il en apprécier la juste signification. Trop souvent en effet on entend distinguer planification de type socialiste et programmation libérale sous l'angle exclusif de la force juridique de l'action engagée. Certes, le caractère impératif de l'une peut être opposé à la valeur simplement indicative de l'autre. Mais la différence des formes juridiques renvoie en réalité à la nature différente des deux processus.

En système libéral, le développement économique reste soumis à la loi du profit. Confiance doit donc être faite à l'initiative privée et aux mécanismes régulateurs du marché ; l'action "planificatrice" peut et doit se limiter dans ce cadre, à la recherche ou au maintien des grands équilibres et à la coordination des grands projets d'inspiration ou à participation publique. La planification socialiste entend mettre en oeuvre une autre conception du développement économique, axée sur des choix politiques qui sont déterminés en dernier ressort par l'utilité sociale des différentes productions ou activités. Ce que le marché ne pourrait réaliser, l'organisation planifiée de l'économie doit y pourvoir, ce qui implique que le plan revête un caractère obligatoire pour tous les agents économiques.

L'effort algérien de planification s'inscrit théoriquement dans cette perspective. Les textes officiels font, en effet, du Plan "la loi fondamentale qui régit la totalité de l'activité économique et sociale durant la période considérée" (1).

(1)-Ordonnance n°70-10 du 20 Juin 1970 portant plan quadriennal 1970-1973, article 2, JORA 1970, p.50
 -Ordonnance n° 74-68 du 24 Juin 1974 portant 2ème plan quadriennal 1974-1977, article 9, JORA 1974, p.578

Et c'est bien pour cette raison que l'investissement privé n'est pas libre. Il ne sera autorisé que dans la mesure où les projets de création d'entreprises répondent aux préoccupations et s'inscrivent effectivement dans les perspectives du planificateur (I).

S'il est clair par conséquent que la problématique libérale est rejetée par le système économique et juridique algérien, l'effort doctrinal pour dépasser positivement cette problématique reste empreint de nombreuses incertitudes.

(I)-Ordonnance du 15 Septembre 1966, exposé des motifs
"D'une façon générale, l'octroi d'avantages fiscaux que l'Algérie consent doit influencer l'implantation des entreprises industrielles, en fonction des priorités régionales conformes au plan de développement économique...En définitive, les garanties et avantages accordés ont pour but la mobilisation des ressources internes et des capitaux étrangers, aux fins de réalisation d'investissements utiles au développement du pays".

Section 2 - UNE DOCTRINE DE RECHANGE INCERTAINE

"Le besoin d'une doctrine claire en ce qui concerne l'investissement privé est l'une des premières qualités attendue du Code des investissements" (1). La doctrine doit exprimer une orientation politique précise qui permettra la mise en application effective du Code. Les promoteurs privés y trouveront avantages et garanties à l'investissement de leurs disponibilités, tandis que les autorités chargées d'instruire les dossiers et d'agréer les projets, y puiseront les critères indispensables à l'accomplissement de leur mission.

Apparemment, l'option socialiste officielle doit fournir les clefs de cette formulation doctrinale. Mais, outre que le socialisme ne constitue pas un ensemble de recettes directement et indifféremment applicables à toute société, la spécificité de la situation algérienne telle qu'elle est prise en compte, non seulement dans la construction mais dans la définition même du socialisme algérien, conduit à écarter certains principes fondamentaux du socialisme scientifique, sans pour autant y substituer un ensemble homogène de règles cohérentes. Aussi bien et en dépit des déclarations d'intention initiales, ni le rôle ni la place de l'investissement privé ne sont effectivement définis. Cette lacune laisse ouvert un double débat sur les qualités et la substance du capital privé dans l'économie algérienne.

(1)-BELKACEM K. "Le Code des investissements privés en algérie", op.cit. p.302

§ I - UNE INCERTITUDE RELATIVE
AUX QUALITES DU CAPITAL PRIVE

L'incertitude fondamentale, d'où découlent la plupart des imprécisions théoriques, réside dans la confusion entretenue entre les notions économiques d'investissement et de capital (I). Les deux termes ne sont pourtant pas synonymes. Mais, sans les définir de manière précise, la doctrine les confond en réalité dans la notion juridique d'entreprise (2).

Le capitalisme fait ainsi son entrée dans la doctrine économique, par une voie dérobée, sans y trouver commodément sa place. Contestée avant 1965 au nom d'une analyse théorique de l'exploitation économique, cette place est reconnue à partir de 1966 au prix d'un réajustement doctrinal, qui subordonne l'analyse initiale à une distinction plus aléatoire entre capital national et capital étranger.

I - Propriété privée exploiteuse
et propriété privée non exploiteuse

Ce clivage est établi par la Charte d'Alger, qui énonce au titre des fondements idéologiques de la révolution algérienne :

(1)-Voir sur le plan juridique

-Le Code des investissements de 1963

article 2 : "Les garanties et avantages énoncés au présent Code s'appliquent aux investissements de capitaux étrangers quelle que soit leur origine"

- Le Code des investissements de 1966

article 1er : "La présente Ordonnance définit le cadre dans lequel est organisée l'intervention du capital privé dans le développement économique national. Elle constitue avec les textes pris pour son application le Code des investissements".

article 7 : "Le présent titre définit les garanties et avantages accordés aux investissements de capitaux réalisés conformément aux articles 2, 3 4 et 5 ci-dessus".

La formule exclut certes les investissements "en portefeuille" mais englobe toutes les entreprises, capitalistes ou non.

(2)-Les deux Codes des investissements s'appliquent aux "créations ou extension d'entreprises" (article 8 de la loi de 1963, article 2I de la loi de 1966).

"vis à vis des couches privilégiées, le Pouvoir révolutionnaire doit adopter une politique fondée sur une distinction entre la propriété privée exploiteuse et la propriété privée non exploiteuse" (1). L'affirmation a une portée essentiellement politique, dans la mesure où il s'agit ici de définir une stratégie d'alliance, entre toutes les couches sociales intéressées à la poursuite du processus révolutionnaire. Mais elle a aussi des implications directes sur la doctrine économique, puisque le "Pouvoir révolutionnaire ne peut se permettre aucune pause dans la lutte contre la propriété privée exploiteuse tant à la campagne que dans la ville", alors qu'"envers les couches petites-bourgeoises du secteur tertiaire et la paysannerie moyenne, la politique du Pouvoir révolutionnaire doit être celle de la neutralisation" (2).

La Charte ne définit pas plus avant le contenu des catégories socio-économiques utilisées. Mais comme il est généralement admis qu'elle tire son inspiration principale de la doctrine marxiste, il est possible de suppléer à cette carence.

La Charte d'Alger traite en fait d'une double distinction Le clivage essentiel, parce qu'il détermine la contradiction principale dans la structure sociale, repose sur la détention des moyens de production (3). Il s'agit ici de manière classique, de différencier le droit de propriété selon qu'il porte sur des biens de production ou sur des biens de consommation.

(1)-Charte d'Alger, op.cit. p.42

(2)-ibidem.

(3)-ibidem.

"La nature du Pouvoir révolutionnaire est d'être le défenseur des intérêts des couches laborieuses; ...C'est pourquoi il ne peut manquer de se heurter aux couches privilégiées qui comprennent....tous ceux qui, à quelque degré que ce soit, détiennent la propriété des moyens de production".

Mais cette contradiction peut revêtir des aspects antagoniques et non antagoniques, selon que la propriété des moyens de production est ou non porteuse de rapports d'exploitation. Il s'agit dans ce cas de distinguer entre propriété capitaliste et propriété non-capitaliste. La propriété privée n'est pas de nature capitaliste, lorsqu'elle s'appuie exclusivement sur le travail personnel direct du propriétaire. Celui-ci met en oeuvre lui-même ses moyens de production sans recours au salariat (1). Cette catégorie de propriétaires, qualifiée de petite-bourgeoisie, doit être protégée dans ses intérêts, "tout en contenant le développement bourgeois potentiel" (2) qu'elle recèle. Elle peut être soustraite à l'emprise économique et politique de la bourgeoisie dans un programme d'action anti-capitaliste qui constitue la première phase de la transition au socialisme. En revanche, aucun accommodement n'est possible avec la bourgeoisie capitaliste. Dans la mesure en effet, où les moyens de production qu'elle détient, "sont employés dans un procès d'auto-accroissement de la valeur en étant mis en oeuvre par des travailleurs salariés" (3) dont elle s'approprie "le surtravail", ses intérêts sont radicalement contradictoires et antagoniques de ceux des "masses laborieuses".

(1)-MARX K. Le Capital. Editions Sociales, Tome 3, p.207

"La possession d'argent, de substances, de machines et d'autres moyens de production, ne fait point d'un homme un capitaliste, à moins d'un certain complément qui est le salarié, un autre homme en un mot forcé de se vendre volontairement....au lieu d'être une chose, le capital est un rapport social entre personnes, lequel rapport s'établit par l'intermédiaire des choses".

(2)-Charte d'Alger, op.cit. p.42

(3)-BETTELHEIM Ch. Calcul économique et formes de propriété. op.cit. p.63

Cette distinction est théoriquement fondée ; du moins s'il est vrai qu'elle exclut tout jugement de valeur ou appréciation moralisatrice sur la notion de capital et partant d'exploitation (1). Elle aurait pu constituer la base effective de la doctrine algérienne de l'investissement, en permettant notamment de distinguer la notion d'investissement privé, reconnu et encouragé dans certaines limites, et celle de capital, rejeté et combattu pour des raisons tant économiques que politiques. Il n'en a rien été en fait et on chercherait en vain dans les deux Codes d'investissements successifs, une définition précise de la notion que l'on entend réglementer. Du moins la distinction établie par la Charte d'Alger a-t-elle une certaine valeur opératoire dans les années 1963-1964. Elle semble commander l'intervention de l'Etat dans les deux secteurs, agricole et tertiaire, où le capital national encore faiblement développé, a pu être localisé. Le projet de réforme agraire, dont la réalisation paraît imminente au lendemain du Congrès d'Alger, et les tentatives de réorganisation des structures de distribution qui interviennent à cette époque, traduisent en effet une orientation anti-capitaliste. Mais il n'en va pas de même dans le Code des investissements de 1963 qui, certes, exclut presque totalement le capital privé national, mais reconnaît pleine liberté d'établissement aux entreprises étrangères ! (2).

(1)-On constatera par la suite que la notion d'exploitation perd progressivement dans la doctrine algérienne sa signification théorique au profit d'un contenu purement moral ; cf. sur le plan théorique :
 -BETTELHEIM Ch. Calcul économique et formes de propriété. op.cit. p.62
 "La propriété individuelle non capitaliste suppose...une structure des procès de travail telle que chaque propriétaire puisse effectivement mettre en oeuvre lui-même ses moyens de production".
 -POULANTZAS N. Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui. Seuil, Paris 1974, p.219 et s.

(2)-Il faut ici nuancer car la nationalité du capital est appréciée en fonction exclusive de sa provenance. Aussi bien le capital détenu à l'étranger par des nationaux peut librement se réinvestir en Algérie (article 2 de la loi n°63-277 du 26 Juillet 1963). En revanche, le capital privé d'origine nationale paraît condamné à ne jouer qu'un rôle subsidiaire dans le cadre d'un secteur d'économie mixte défini par l'Etat
 "L'Etat intervient par le moyen des investissements publics en créant des sociétés nationales ou des sociétés d'économie mixte avec la participation du capital étranger ou national"..(article 23 de la loi n°63-277 du 26 Juillet 1963).

On ne saurait par conséquent opposer aux incertitudes doctrinales du Code de 1966, la cohérence théorique du Code de 1963. Ce qui est certain toutefois, c'est qu'à partir de 1965 le débat théorique posé par la Charte d'Alger va être progressivement éclipsé par une controverse d'ordre plus philosophique sur les vertus comparées du capital national et du capital étranger.

2 - Capital national et capital étranger

Au lendemain du 19 Juin 1965, la réflexion doctrinale sur l'investissement privé s'inscrit d'emblée dans une nouvelle problématique de type nationaliste (1). Si l'argumentation économique développée pour justifier ce changement d'orientation, n'est pas entièrement convaincante, les raisons invoquées tenant aux qualités particulières dont serait doté le capital national sont plus directement critiquables

La thèse développée pour justifier cette nouvelle stratégie repose tout entière sur la notion d'indépendance économique, dont la réalisation constitue le maître-mot du Pouvoir à partir de 1965.

La poursuite de cet objectif impliquerait deux séries de conséquences :

- d'une part que l'investissement du capital étranger ne doit plus être systématiquement recherché (2).

(1)-Déclaration du Président du Conseil de la Révolution le 5 Juillet 1965, JORA 1965, p.653 et s.

"Nous devons faire appel en priorité à nos ressources internes...Il s'agit de créer les conditions de sécurité propres à assurer un développement important de l'investissement national dans le cadre de nos options socialistes, une mobilisation effective de l'épargne thésaurisée et une participation réelle de toute la nation à l'effort de redressement économique" (p.655).

(2)-ibidem. p.655

"L'aide internationale sur la base de l'égalité et de la non-immixtion dans les affaires intérieures ne peut être qu'un appoint".

-Résolution du Conseil de la Révolution en date du 21 Février 1966, déjà citée.

"Le Conseil de la Révolution considère que les concours extérieurs aussi nécessaires qu'ils soient ne doivent être que complémentaires à l'effort du pays, sans lequel aucune solution efficace et durable n'est possible

- d'autre part et surtout que le capital national doit être encouragé à participer à l'effort de développement du pays dans les limites assignées par les pouvoirs publics (1).

"Dans la législation, cette doctrine se traduit par un principe : l'égalité de traitement accordé à l'investissement privé national ou étranger (2)". Mais il est patent que dans cette matière, l'égalité de traitement est généralement considérée comme un sérieux désavantage pour l'investissement étranger, toujours à la recherche d'avantages particuliers et de clauses de sauvegarde, notamment, à l'encontre d'une éventuelle nationalisation. Si l'on ajoute à cette remarque, le fait que la promulgation du nouveau Code des investissements intervient juste après la première grande vague de nationalisation d'entreprises étrangères (3), et que, par la suite, les déclarations hostiles au capital étranger vont se multiplier (4) jusqu'à la nationalisation des hydrocarbures en Février 1971, on est enclin

(1)- Résolution du Conseil de la révolution du 21 Février 1966, déjà citée;

"Reconnaissant la nécessité d'utiliser toutes les ressources nationales pour hâter l'indépendance économique, le Conseil de la Révolution considère que l'investissement et l'épargne des nationaux sont d'un apport non négligeable dans l'édification du pays. Il convient cependant de les orienter vers des activités économiques rentables et productives ayant des effets d'entraînement et non de les laisser se cantonner dans des activités spéculatives ou improductives".

(2)-BELKACEM K. "Le Code des investissements privés en algérie" op.cit. p.10. L'affirmation doit être nuancée, car elle admet deux exceptions importantes, cf. infra p.434.

(3)-L'industrie minière est intégralement nationalisée en Mai 1966, alors que le Code des investissements est adopté en Septembre de la même année.

(4)-Voir par exemple la déclaration du Chef de l'Etat le 19 Juin 1966, Rec. de discours, Tome 2, op.cit. p.112
"On ne peut en aucun cas coopérer avec le capital étranger, car une telle coopération ne se fait qu'aux dépens de nos options fondamentales et de notre orientation révolutionnaire".

à considérer que le nouveau Code s'adresse presque exclusivement aux investisseurs nationaux (1).

Pourtant, "cela ne signifie pas qu'il n'y a pas d'investissement étranger en Algérie. Mais il emprunte d'autres régimes juridiques plus protecteurs" (2), et surtout, doit-on ajouter, il se réalise dans des formes économiques différentes de celles du capitalisme colonial. En ce qui concerne les régimes juridiques, le Code des investissements prévoit lui-même des clauses dérogatoires au droit commun (3)

Il faut ajouter que le cadre de la société d'économie mixte offre, en fait sinon en droit, des garanties plus sérieuses à l'investissement étranger (4). La formule a en effet été fréquemment utilisée depuis 1970, sans difficultés juridiques notables (5).

(1)-Voir par exemple, KARA-MOSTEPHA M. Le statut des investissements privés en Algérie. Mémoire pour le DES de Droit public, Faculté de Droit d'Alger 1970.

"Si le Code de 1963 a aménagé un régime particulier visant à favoriser l'apport des capitaux étrangers, celui de 1966 semble être plus réaliste en adoptant une position différente...Il s'adresse principalement à l'épargne privée nationale et subsidiairement aux investissements privés étrangers".

(2)-BELKACEM K. "Le Code des investissements privés en Algérie" op.cit. p.310

(3)-cf.Exposé des motifs de l'Ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966 "Des traités bilatéraux de garanties des investissements, quand ils sont jugés conformes à la dignité nationale, pourront compléter utilement le caractère de l'ordonnance portant Code des investissements

(4)-Le Code de 1966 reprend en son article 3, les dispositions de l'article 23 du Code de 1963 (cf.supra note 2 p. 386.

(5)-De nombreuses sociétés d'économie mixte ont été créées, dans lesquelles les sociétés d'Etat algériennes détiennent généralement la majorité du capital. Ces créations ont rarement été rendues publiques en dépit d'une disposition expresse du Code des investissements de 1966 qui prévoyait que "les statuts de ces sociétés devront être approuvés par décret, en mentionnant notamment les conditions éventuelles de reprise par l'Etat du capital étranger (article 3)".

Enfin, sans s'établir au sens défini par le Code des investissements, certaines entreprises étrangères s'installent provisoirement dans le pays pour la réalisation de marchés précis.

Au total, un bilan exhaustif, difficile à dresser en l'absence de statistiques officielles précises, montrerait certainement que l'importance du capital étranger dans l'économie nationale n'a pas diminué. Ce qui est vrai en revanche, c'est qu'il ne se réalise plus sous la forme d'entreprises, ayant pour objet le contrôle des matières premières, dont l'Etat algérien a progressivement récupéré la pleine maîtrise. Mais à côté de la création d'entreprises, l'intervention du capital étranger se manifeste aussi par le développement de prêts internationaux. Les concours financiers extérieurs, qui représentent une part de plus en plus importante dans le financement des investissements publics, créent de nouveaux liens de dépendance sur lesquels il sera utile de revenir ultérieurement et qui hypothèquent en tout état de cause la volonté officielle d'indépendance économique.

Aussi bien, le discours nationaliste sur l'investissement privé masque-t-il partiellement la réalité qu'il prétend dénoncer. Il remplit ce faisant, une fonction idéologique précise : en dénonçant les tares du capital étranger, il tend à réhabiliter le capital national dont les qualités intrinsèques garantiraient le rôle positif qu'il peut jouer dans le développement économique. La distinction entre propriété exploiteuse et propriété non exploiteuse, n'est pas abandonnée, mais elle perd peu à peu sa signification théorique originelle, en recouvrant progressivement le clivage entre capital national et capital étranger. Certes l'identification n'est pas totalement réalisée entre les termes des deux alternatives, mais la tendance s'affirme nettement. Le rôle exploiteur du capital étranger est fréquemment mis en exergue (I), ce qui justifie en contrepoint

(I)-Discours du Chef de l'Etat le 19 Juin 1968, déjà cité
 "Nous avons entrepris déjà, dans ce domaine, une expérience qui s'est soldée par un échec parce que le capital étranger, malgré les facilités et les garanties qui lui étaient accordées n'a pu se débarrasser de ces deux tares : la peur et l'exploitation...".

l'appel lancé au capital national (1). Sans doute, des inquiétudes se manifestent quant à ses capacités d'insertion dans la dynamique socialiste (2) et les contradictions d'intérêts qu'il engendre sont parfois dénoncées (3). Mais la conciliation reste possible au nom de l'intérêt national.

La spécificité de l'option socialiste algérienne, qui nie l'existence de la lutte de classes, trouve ici son point d'application principal. Sans affirmer que le discours officiel reprend à son compte l'ensemble des raisons de caractère idéologique, que les défenseurs du capital national mettent en avant pour justifier sa place dans l'économie nationale (4), il est certain en tout cas

(1)-Discours du Chef de l'Etat le 19 Juin 1968, déjà cité.

"En ce qui concerne le capital national, j'affirme que les algériens disposant de possibilités financières ont un rôle à assumer parce que l'épargne privée doit être investie dans des entreprises productives... Le capital national doit jouer son rôle et accomplir son devoir dans la nation".

(2)-Discours du Chef de l'Etat le 1er Novembre 1970, Rec.de discours, Tome 3, op.cit. p.137

"D'aucuns peuvent estimer qu'il est difficile de concilier le socialisme et l'investissement du capital national, que l'antagonisme entre les deux est réel et que l'affrontement ne manquera pas de se produire".

(3)-Voir par exemple Charte de l'organisation socialiste des entreprises, déjà citée.

"L'entreprise privée est caractérisée par une contradiction permanente entre les intérêts du patron et ceux des travailleurs, intérêts totalement divergents".

(4)-LARABI H., in Opinions sur l'économie algérienne, op.cit. p.54-55). avance les raisons suivantes : "Les détenteurs privés de capitaux veulent participer à la construction du pays... Une seconde préoccupation guide les promoteurs, celle d'assurer leur avenir et celui de leur famille... À cela il faut ajouter la dose très élevée de nationalisme qui anime chaque algérien", avant de conclure que "l'esprit bourgeois tel qu'il s'est forgé au cours des deux derniers siècles en Europe, n'existe pas véritablement chez nous".

qu'il en retient la conclusion essentielle, à savoir qu'il n'existe pas en Algérie de classe bourgeoise exploiteuse. La logique du raisonnement peut être reconstituée de la manière suivante. Il est vrai que certaines couches privilégiées ont pu se constituer en classes et que se sont développés des phénomènes d'exploitation. Mais les deux processus n'ont pas fusionné sur la base de rapports sociaux d'exploitation, générateurs d'antagonismes irréductibles. Dissociant les notions de classe et d'exploitation, le discours officiel peut dès lors nier l'existence actuelle d'une classe bourgeoise exploiteuse et n'évoquer ce danger que dans un futur éloigné, dont la politique du Pouvoir révolutionnaire tend heureusement à préserver le pays (1). Le problème serait dès lors ramené au plan strictement juridique, où il pourrait se résoudre par l'édiction d'une législation garantissant les droits des travailleurs et les intérêts de la Révolution (2).

(1)-Discours du Chef de l'Etat au Séminaire sur la Révolution agraire le 25 Mai 1970, Rec.de discours, Tome 2, op.cit. p.625

"Il faut empêcher l'apparition d'une classe qui par son poids et son influence deviendrait exploiteuse".

- Discours du Chef de l'Etat à la 6ème Conférence des Présidents des APC, le 21 Février 1972, ibidem, Tome 3, p.335

"Ou bien la Révolution agraire réussira...ou bien elle échouera et nous déboucherons sur une bourgeoisie algérienne nouvelle qui sera peut être plus dure et plus vile que la bourgeoisie coloniale qui nous exploitait par le passé".

- Discours du Chef de l'Etat aux cadres syndicaux le 24 Février 1973, Journal El Moudjahid 25-26 Février 1973.

"Tout comme nous avons combattu par le passé toutes les formes de l'exploitation étrangère, notre devoir nous dicte aujourd'hui de lutter contre les aspects de l'exploitation intérieure, car il ne saurait être question de permettre à une classe d'exploiter la majorité du peuple algérien. Il ne saurait être question que naisse dans notre pays une classe bourgeoise exploiteuse".

(2)-Déclaration du Chef de l'Etat au Conseil National de l'UGTA le 26 Octobre 1970, Rec. de discours, Tome 3, op.cit. p.II9

"Tous ceux qui possèdent des capitaux, nous les avons conviés à les mettre sans aucune appréhension au service de l'Algérie et des algériens. Ainsi donc nous avons admis l'existence d'un secteur privé, à condition que celui-ci n'oeuvre pas contre la Révolution, en faisant fi des lois établies dans le pays".

C'est d'ailleurs dans cette optique, que la promulgation du nouveau Code de travail a été récemment explicitée (1). On aura l'occasion de montrer au chapitre suivant le caractère éminemment volontariste de cette argumentation, mais il n'est pas inintéressant de souligner d'ores et déjà qu'elle rejoint, dans une certaine mesure, la thèse néo-libérale sur les transformations récentes du droit de propriété. L'idée majeure de cette thèse exprimée sous des formes diverses - tendance à la disparition, au déclin ou à la publicisation du droit de propriété privée - tient dans l'affirmation que ce droit cesse d'être un droit absolu, dont il est possible d'user et d'abuser, pour devenir une fonction sociale, c'est à dire un droit exercé dans le cadre des besoins et dans les limites définies par la société (2). L'illusion de cette thèse est d'assimiler réglementation restrictive de l'exercice du droit de propriété et transformation du contenu économique de la propriété. "La propriété-fonction-sociale masque en fait la véritable fonction sociale de la propriété qui est celle de détenir sur une chose la capacité effective d'en tirer le fruit" (3).

(1)-Interview du Ministre du travail et des affaires sociales au journal El Moudjahid 30 Avril 1975. Présentant le nouveau Code de travail applicable dans le secteur privé, le Ministre devait déclarer : "Les changements introduits par les nouveaux textes s'inscrivent dans le cadre des principes fondamentaux de la Charte de l'organisation socialiste des entreprises et de la loi relative aux rapports collectif de travail dans le secteur privé... Ces changements marquent un point de rupture avec l'ancienne législation qui reflète dans son essence même des rapports de domination et d'exploitation et était en contradiction avec les profondes aspirations des travailleurs à plus de sécurité, de mieux-être et de dignité".

(2)-voir pour un exposé critique de cette thèse, CARBONNIER J. Flexible droit, Textes pour une sociologie du droit sans rigueur. LGDJ 1976, p.169 et s.

(3)-SAADI R.N. Régime juridique et formes de propriété dans la révolution agraire en Algérie. op.cit. p.41

L'argument a été avancé pour expliquer le régime de propriété foncière issu de la révolution agraire (I), et il pourrait tout aussi bien fonder la doctrine de l'investissement privé, à travers la proposition suivante : la propriété des moyens de production perd son caractère exploiteur pour devenir socialement utile, dès lors qu'elle s'exerce dans les limites de la planification nationale et qu'elle respecte les droits des travailleurs, garantis par une législation progressiste. Même si cette thèse n'est pas officiellement consacrée, il est symptomatique qu'elle puisse être évoquée à propos de la définition du rôle du capital privé national. Le fait traduit les hésitations et les contradictions d'une doctrine qui ne parvient pas davantage à circonscrire la place du capital dans l'économie nationale.

§ 2 - DES INCERTITUDES RELATIVES A LA SUBSTANCE DU CAPITAL PRIVE

On a dit précédemment que l'abandon de la problématique libérale découlait implicitement des orientations du Code des investissements. Il reste donc à s'interroger sur le contenu du principe de non-liberté qui n'a été envisagé jusqu'alors que d'un point de vue purement négatif. De fait, ce principe est susceptible de degrés, les restrictions à l'initiative privée pouvant être absolues dans les régimes d'interdiction ou simplement relatives dans les régimes d'autorisation préalable ou de simple réglementation. La précision du principe s'atténue encore lorsque l'on constate d'une part, que ces régimes sont susceptibles d'assouplissement et d'autre part, qu'ils ne correspondent pas à des secteurs d'activité bien délimités.

(I)-VERDIER J.M "Les aspects juridiques de l'avant-projet de réforme agraire en Algérie" RASJ 1967, p.789 et s.
 "De simple faculté, l'exercice de certains éléments du droit de propriété devient ainsi devoir et par là se trouve accusée sa fonction sociale"
 -ABDI N. "Perspectives d'évolution de la propriété privative des terres agricoles ou à vocation agricole en Algérie dans le cadre de la révolution agraire" RASJ 1973, p.223 et s.
 "Le détenteur d'un droit sur une terre assure ainsi beaucoup moins cette fonction pour son propre compte et celui de sa famille, mais plutôt pour celui de la collectivité nationale" (p.228).

Il est toutefois possible de distinguer nettement le secteur agricole, où l'interdiction du capital n'admet pas d'exception, et les secteurs secondaire et tertiaire, où le cantonnement du capital s'opère selon différentes modalités.

I - L'interdiction du capital privé dans l'agriculture

Le secteur de l'agriculture occupe dans la doctrine algérienne de l'investissement privé une place particulière. L'investissement agricole est implicitement exclu du champ d'application des deux Codes d'investissements (1), sans pour autant faire l'objet d'une réglementation spécifique analogue à celle promulguée dans d'autres pays, comme le Maroc par exemple (2). Aussi il faut chercher dans la législation économique elle-même les éléments épars d'une doctrine le concernant. S'impose alors la nécessité, d'une part de lier propriété foncière et activité agricole et d'autre part de distinguer investissement et capital.

Il ressort en effet des différents textes, que l'investissement privé jouit d'un régime de liberté presque totale, dès lors qu'il est le fait du propriétaire - exploitant et qu'il se réalise dans des actions de modernisation et d'équipement des exploitations agricoles. Mais cet investissement ne peut revêtir un caractère capitaliste, puisque le droit de propriété foncière est en principe strictement gagé sur la capacité du travail de son titulaire et de sa famille. Ces deux points appellent quelques observations.

(1)-Le Code de 1963 ne définit pas expressément les secteurs d'activité qu'il concerne. Mais s'adressant à titre principal aux investisseurs étrangers dans une période de décolonisation agraire, il exclut à l'évidence le secteur agricole. De ce point de vue, le Code de 1966 est plus précis. Il ne vise dans l'exposé des motifs que les secteurs de l'industrie et du tourisme d'une part, du commerce intérieur et des services d'autre part.

(2)-Un Code des investissements agricoles y a été promulgué en 1969.

Il faut rappeler tout d'abord que le lien entre propriété foncière et exploitation agricole est extrêmement fort. Le principe justifie tant la nationalisation totale des droits des propriétaires absenteïstes, que la nationalisation partielle des droits des propriétaires exploitants, pour la partie qu'ils ne peuvent personnellement et directement mettre en valeur. C'est en ce sens et à juste titre, que la Charte de la révolution agraire peut affirmer que celle-ci "n'abolit pas la propriété privée des moyens de production mais qu'"elle supprime l'exploitation de l'homme par l'homme" (1).

Dans les limites ainsi assignées à la propriété foncière, l'investissement productif est non seulement autorisé mais encouragé par les nécessités objectives d'une exploitation plus intensive des terres dont la superficie a été réduite (2). Il est même rendu obligatoire dans certaines zones géographiques, dites de mise en valeur, lorsque les programmes publics de développement qui doivent y être réalisés, impliquent la mise en place d'équipements spéciaux notamment en matière d'irrigation (3).

Le régime d'interdiction qui frappe l'investissement privé agricole doit donc être entendu dans un sens étroit : il fait obstacle au développement ou à la reconstitution d'un secteur capitaliste dans l'agriculture, mais il ne s'oppose pas, bien au contraire, à la réalisation d'investissements productifs, qui concourent au développement de la production agricole, considéré comme l'un des objectifs prioritaires de la planification nationale.

(1)-Charte de la Révolution agraire, JORA 1971, P. 1274

(2)-ibidem. p.1275

"La révolution agraire, en créant des exploitations répondant à des normes rationnelles, crée la possibilité et la nécessité d'intensifier les cultures et d'investir pour maintenir et augmenter le niveau de production de ces exploitations".

(3)-ibidem. p.1276

"La révolution agraire lutte contre toute les formes de gaspillage dans l'agriculture...Elle fait de la mise en valeur rationnelle et intensive des ressources agricoles, une obligation pour l'Etat et les producteurs La révolution agraire applique cette obligation dans une première phase dans les zones de mise en valeur".

2 - Le cantonnement du capital privé dans les secteurs secondaire et tertiaire

Dans les secteurs d'activité non agricole la place réservée à l'investissement privé est beaucoup plus floue. Les solutions préconisées opèrent toute une gradation entre le principe du monopole étatique et le régime de simple réglementation, que la politique économique permet de préciser davantage.

a) La monopolisation étatique des branches vitales

Un principe draconien a été retenu dans les secteurs considérés comme vitaux pour l'économie nationale, où "l'initiative de réalisation des projets d'investissements est réservée à l'Etat" (1). L'option socialiste trouve ici sa traduction doctrinale : la responsabilité des secteurs-clefs, dont la maîtrise commande le développement du pays, appartient à l'Etat. Et il est clair dans cette optique, que l'intervention de l'Etat ne saurait se limiter aux services publics classiques, même dans l'acception plus large que leur confèrent les qualificatifs d'industriels et commerciaux. La notion de secteur vital porte en germe une dynamique qui peut conduire à l'étatisation complète de l'économie (2). Dans quelle mesure cette hypothèse se vérifie-t-elle en Algérie ?

Le Code des investissements avait prévu que les secteurs vitaux de l'économie nationale seraient délimités par voie réglementaire (3). Or dix ans après, ces textes n'ont toujours pas été promulgués

(1)-Ordonnance n° 66-284 du 15 Septembre 1966. Exposé des motifs.

(2)-BELKACEM K. "Le Code des investissements privés en Algérie". op.cit. p.305-306

"On voit que ce domaine "vital" peut varier selon les progrès de l'économie, les objectifs prioritaires que s'assigne l'Etat, les domaines qu'il entend contrôler parfaitement".

(3)-Ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966, article 2, alinéa 3

Ce silence n'est pas en soi significatif. Il peut traduire aussi bien une tendance expansionniste de l'Etat et donc le refus de laisser enfermer son action dans des limites trop précises, que la résistance et le dynamisme du capital privé et partant ses capacités de concurrer l'investissement public, là même où celui-ci a pris l'initiative. Cette seconde hypothèse ne doit pas être écartée puisque, même dans les secteurs vitaux où l'Etat a le monopole de la décision d'investissement, il n'a pas nécessairement celui de la réalisation. Il peut en effet, "si nécessaire, y associer le capital privé national ou étranger" (1) en déterminant cas par cas ses modalités d'intervention. On ignore en fait, dans quelle mesure exacte l'Etat a usé de cette faculté. Du moins la pratique, c'est à dire la politique économique mise en oeuvre, permet de se faire une idée approximative du partage qui s'est opéré.

Il découle en fait de la stratégie de développement adoptée qui repose sur une restructuration complète de l'économie, axée sur un processus global d'industrialisation et gagée sur la mise en valeur rationnelle des richesses naturelles (2).

(1)-Ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966, article 2, alinéa 3

(2)-Discours du Chef de l'Etat à la Conférence des "77" à Alger le 14 Février 1975, journal El Moudjahid 16-17 Février 1975.
"Les pays en voie de développement doivent pouvoir mettre en oeuvre une politique d'industrialisation conçue comme une action en profondeur s'appuyant sur la mise en valeur de l'ensemble de leurs potentialités et visant à les doter d'un tissu industriel complet incluant toutes les formes d'activité sans lesquelles leur développement pourrait courir le risque de conduire à une structure déséquilibrée de leur construction économique".

Dans ce contexte l'accent est porté principalement sur l'industrie lourde comme base indispensable du processus, symbole d'indépendance et facteur d'intégration économique. Il s'agit donc à la fois d'engager la politique d'industrialisation à partir des "industries industrialisantes", selon la thèse de l'économiste M. DE BERNIS (1), et de créer les conditions de modernisation de l'agriculture en privilégiant les branches - sidérurgie et pétrochimie - qui trouveront des débouchés immédiats dans le secteur agricole.

Il en résulte que le clivage entre les secteurs "vitaux" et les autres secteurs, recouvre approximativement la distinction entre les industries lourdes ou de base et les industries légères ou de transformation, avec toutes les incertitudes inhérentes à ce type de classification (2). Ainsi une entreprise publique peut-elle détenir un monopole pour une partie de ses activités et être en position concurrentielle pour une autre partie. Pareillement le champ d'application d'un monopole peut être parfois difficile à délimiter par rapport à des opérations industrielles, situées très en aval de l'activité principale monopolisée (3).

(1)-Cette thèse a été défendue par M. DE BERNIS dans une étude intitulée "Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale" in Economie appliquée, Tome 19, n° 3-4, p. 115 et s. Consacrée à la politique algérienne de développement, elle a été explicitée par l'auteur dans plusieurs articles. Voir notamment "L'économie algérienne depuis l'indépendance", Annuaire de l'Afrique du Nord 1969, p. 13 et s. et "le plan quadriennal algérien", Annuaire de l'Afrique du Nord 1970, p. 195 et s.

(2)-cf. DESTANNE DE BERNIS G. Industrie lourde, industrie légère in Industrialisation au Maghreb. Maspéro, Collection Textes à l'appui, Paris 1963, p. 93 et s.

(3)-BELKACEM K. "Le Code des investissements privés en Algérie" op.cit. p. 305

"C'est ainsi que la grande industrie pétrochimique et chimique d'Etat est compatible avec les petites unités industrielles privées de transformation (produits synthétiques, plastiques), que la grande industrie sidérurgique et mécanique d'Etat est compatible avec un secteur privé de petite mécanique, d'outillage etc...

Il faut ajouter que les sociétés nationales, qui détiennent le monopole d'opérations productives, sont aussi investies, parfois, de l'exclusivité de la distribution intérieure, plus fréquemment, de celle du commerce extérieur. Pour d'autres produits non fabriqués localement, des sociétés nationales spécialement créées sont investies des mêmes prérogatives. Le commerce extérieur n'est pourtant pas entièrement étatisé, et après plusieurs tentatives infructueuses, certains monopoles ont dû être supprimés et laisser place à un encadrement de l'initiative privée. L'activité n'est plus dès lors interdite, mais soumise à un régime d'autorisation préalable.

D'autres activités "tertiaires" enfin, sont entièrement monopolisées et peuvent être considérées comme faisant partie des branches vitales de l'économie nationale : il s'agit essentiellement du secteur bancaire, du secteur des assurances et du secteur des transports terrestres (I). La délimitation des secteurs vitaux, où l'initiative, sinon le monopole d'opérer, appartient à l'Etat, reste donc très empirique. S'il est certain que l'activité agricole en est exclue, le rôle et la place du capital privé dans l'économie nationale sont loin d'être précisément et définitivement fixés, comme le prouvent les avancées et reculs successifs des monopoles commerciaux. Mais théoriquement, l'ensemble des activités économiques privées sont soumises à un contrôle étatique plus ou moins étroit.

b) Les modalités de contrôle dans les autres branches

- Le principe de l'autorisation préalable dans les secteurs industriel et touristique

Le régime d'autorisation préalable, dont on a pu considérer précédemment que l'adoption valait abandon du principe de liberté économique, constitue effectivement le régime de droit commun de

(I)-cf. TERKI N. Les sociétés étrangères en Algérie. OPU Alger 1976, p.18

L'investissement privé dans les secteurs industriel et touristique (I).

Dans le secteur touristique, l'application du principe ne soulève pas de difficultés particulières. Aucune branche de cette activité ne peut être considérée comme vitale pour l'économie nationale même si au lendemain de l'indépendance elle a été temporairement monopolisée par l'Etat et les collectivités locales. Encore devrait-on préciser ce qu'il faut entendre aujourd'hui par investissement touristique. La référence à des opérations qui "accroissent les capacités productrices de la nation" (2) s'avère en l'occurrence sans objet et l'éventail reste largement ouvert entre la mise en place de vastes complexes touristiques et la construction de quelques habitations à usage collectif. Aucun texte d'application n'est toutefois intervenu dans ce domaine.

Le problème est plus complexe dans le secteur industriel, où le concours du capital privé est le plus directement recherché, mais où aussi l'initiative privée risque de se heurter au domaine réservé de l'Etat. Certes la notion de secteur vital a une portée purement négative à l'égard de l'investissement privé et la procédure d'agrément met en oeuvre d'autres critères plus positifs d'appréciation et de sélection des projets. Mais dans tous les cas se pose le problème des rapports entre investissement privé et investissement public, que la politique d'agrément, en l'absence de précision réglementaire, est appelée à trancher. Celle-ci ne s'appuie pas

(I)-Ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966

Article 4: "Les personnes physiques ou morales, tant algériennes qu'étrangères, peuvent, moyennant un agrément préalable...créer ou développer des entreprises industrielles ou touristiques".

(2)-Comme le mentionne l'exposé des motifs du Code des investissements

seulement sur la notion de secteur réservé, d'autant que dans l'industrie lourde notamment, l'investissement privé est peu susceptible d'entrer en concurrence avec l'initiative publique. La politique d'agrément prend en considération dans les secteurs non vitaux le niveau de satisfaction des besoins de l'état du marché ; cette évaluation tient compte éventuellement du potentiel de l'entreprise publique existante dans la branche, et en cas de saturation du marché, aucun agrément n'est plus accordé.

Par conséquent, même dans les branches où l'Etat laisse une certaine marge d'initiative à l'investissement privé, il n'abandonne pas toute responsabilité. Il dispose d'ailleurs de prérogatives générales qui s'appliquent en toutes circonstances, même à l'encontre d'entreprises déjà agréées. A déjà été évoquée à cet égard l'éventualité d'une nationalisation qui peut intervenir à tout moment, dès lors que "l'intérêt public l'exige impérativement". Mais "l'Etat peut en outre dans tous les secteurs s'associer dans des sociétés d'économie mixte, avec la participation du capital étranger ou national. Il peut également lancer des appels d'offres de création d'entreprises dans tous les secteurs par des capitaux privés dans des conditions déterminées que les priorités du développement économique pourraient exiger" (I).

Ces prérogatives s'exercent donc également dans les secteurs apparemment les plus ouverts à l'initiative privée, où une simple réglementation est envisagée.

(I)-Ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966, exposé des motifs.

- Le principe de simple réglementation dans les secteurs
du commerce intérieur et des services

Dans ces secteurs, les intentions de l'Etat apparaissent particulièrement imprécises. L'exposé des motifs du Code des investissements se contente en effet de prévoir "la publication d'un décret qui définira les modalités d'intervention du capital privé dans les secteurs du commerce intérieur et des services, ainsi que les modalités de reprise par des personnes morales sous contrôle algérien, d'entreprises relevant de l'activité de ces secteurs".

De fait, "la reprise de ces secteurs par les nationaux s'est opérée sans que le texte prévu soit intervenu"(1). Mais au-delà de "l'algérianisation" du secteur tertiaire, le doute continue de planer sur la place effective que l'Etat entend y laisser à l'initiative privée nationale. La monopolisation récente du commerce intérieur de gros et ses difficultés de réalisation, notamment dans le domaine de la commercialisation des produits agricoles, démontrent au premier abord que même dans les secteurs réputés ouverts à l'investissement privé, l'intervention étatique peut se révéler particulièrement énergique.

Plus profondément, cette dernière constatation jointe aux précédentes observations prouvent à l'évidence que les bases du capitalisme privé ne sont pas définitivement assises. La distinction tripartite, -branches vitales monopolisées, secteurs d'autorisation préalable, activités réglementées-, établie de manière empirique

(1)-BELKACEM K. "Le Code des investissements privés en Algérie"
op.cit. p.307

par le Code de 1966, est remise en cause dans l'application, sans qu'apparaissent nettement les lignes de force d'un nécessaire renouvellement doctrinal.

Si l'incertitude doctrinale persiste donc quant à la place et au rôle effectifs du capital privé national, l'entreprise privée existe et développe son activité. Cette incertitude retentit bien sûr sur son statut juridique, mais l'analyse nous renvoie en dernière instance, aux ambiguïtés de l'idéologie officielle que le débat sur la nature du capital privé a fait ressortir.

CHAPITRE II-- LE STATUT JURIDIQUE DE L'ENTREPRISE PRIVEE

Les formes juridiques d'existence de l'entreprise privée sont aussi variées en droit algérien qu'en droit français (I). Aussi ne saurait-il être question d'examiner ici le détail des différents régimes juridiques concernés, dont l'étude relève du droit privé général. Tel n'est pas au demeurant l'objet de la recherche.

Conformément aux objectifs définis en introduction et en fonction des options doctrinales explicitées ci-dessus, il s'agit d'analyser le cadre juridique, dans lequel l'Etat entend circonscrire l'initiative privée. Dès lors, si l'analyse doit nécessairement se cantonner aux règles générales et fondamentales, elle ne peut se limiter à l'organisation et au fonctionnement de l'entreprise privée. Son existence même fait l'objet d'une réglementation dont il faut apprécier le contenu.

Cependant, le statut de l'entreprise privée reste marqué par de profondes équivoques, reflet de celles que l'analyse de la doctrine officielle a fait apparaître. La réglementation est souvent imprécise, laissant place à diverses interprétations, entre lesquelles la pratique ne tranche pas toujours nettement. Lorsqu'elle s'avère plus précise, la réglementation n'est pas pour autant mieux appliquée.

C'est que d'une part, la place de l'entreprise privée dans l'économie nationale n'est pas clairement fixée. En ce sens son

(I)-Hormis le cas des entreprises individuelles, les entreprises privées revêtent la forme soit de sociétés civiles régies par les articles 416 et suivants du Code civil, soit de sociétés commerciales dont les diverses catégories sont réglementées par les articles 544 et suivants du Code de commerce.

régime d'existence demeure empirique (Section I). Et d'autre part, la détermination de son rôle procède davantage d'une analyse volontariste que d'une juste appréciation de la réalité sociale. En ce sens, son régime de fonctionnement reste très largement inadéquat (Section 2).

Section I - UN REGIME D'EXISTENCE EMPIRIQUE

Le système économique algérien admet la coexistence du secteur privé et du secteur public (I). Mais l'aménagement de leurs rapports évoque moins la notion de coexistence pacifique que l'image d'une lutte larvée entre deux blocs d'importance inégale. Certes, les relations de collaboration entre les deux secteurs se développent, dans des conditions souvent avantageuses pour l'entreprise privée. Mais ces relations n'ont pas atteint un niveau suffisant de stabilité et de confiance mutuelle, pour jeter les bases d'une coexistence durable.

En fait, si aucun des deux secteurs ne recherche l'affrontement généralisé, aucun des deux n'a davantage renoncé à des conquêtes partielles et limitées, par la force. Les plus spectaculaires d'entre elles, parce qu'elles se traduisent immédiatement au plan juridique, s'inscrivent à l'actif du secteur public, dont l'essor s'est réalisé au rythme progressif des nationalisations.

Moins apparents, les succès du secteur privé sont cependant tangibles. Sans doute, les conquêtes directes sont-elles

(I)-Discours du Chef de l'Etat à l'occasion du 16ème anniversaire du déclenchement de la Révolution, le 1er Novembre 1970, Recueil de discours, Tome 3, op.cit. p.136

"D'aucuns peuvent estimer qu'il est difficile de concilier le socialisme et l'investissement du capital national, que l'antagonisme entre les deux est réel, et que l'affrontement ne manquera pas de se produire... La question a été posée et elle ne nous a pas échappé. Mais il demeure que notre Révolution, dans l'étape actuelle, admet cette coexistence en l'assortissant de conditions".

extrêmement rares, encore que l'on ait pu noter certains cas de dénationalisation au lendemain du 19 Juin 1965 (1). Mais la vigueur du secteur privé se mesure surtout par des indices économiques que le droit n'enregistre pas directement : capacité de résistance à certaines initiatives publiques, compétitivité dans les branches d'activité non monopolisées, acquisition de positions solides en aval du champ d'action des entreprises publiques...

Il n'est pas étonnant dans ces conditions, que le régime d'existence de l'entreprise privée ne puisse être défini que de manière très empirique. Alors que sa naissance à la vie juridique demeure imparfaitement contrôlée, sa croissance ultérieure s'effectue sous la menace constante d'une prise de contrôle par l'Etat.

§ I - UNE NAISSANCE IMPARFAITEMENT CONTROLEE

La doctrine est unanime à reconnaître le caractère ambigu de la notion juridique de contrôle. Cette ambiguïté est particulièrement frappante, lorsque le terme est utilisé pour distinguer l'ensemble des moyens et techniques, mis en oeuvre par l'Etat, pour limiter la liberté d'initiative privée (2). Selon l'acception retenue, elle est en effet susceptible de fonder deux régimes juridiques très différents, l'un purement répressif, qui implique la simple surveillance d'une activité librement exercée, l'autre strictement préventif, qui permet un contrôle a priori de l'activité privée.

(1)-cf. supra p. 196.

(2)-cf. DEMICHEL A. Le contrôle de l'Etat sur les organismes privés, essai d'une théorie générale. LGDJ Paris 1960.

Les options politique et doctrinale algériennes commandaient logiquement l'adoption d'un régime préventif, et son application à la création de toute entreprise privée. Mais la réalité s'avère sensiblement différente. D'une part en effet, certaines techniques de contrôle ne se rattachent pas à ce régime ; et il y a lieu de distinguer ici selon le secteur d'activité concerné. D'autre part, même dans les hypothèses où un contrôle préventif a été instauré, son application pratique fait l'objet de telles déformations qu'il s'apparente davantage en fait à un contrôle de type répressif.

En ce sens, il faut constater que la naissance de l'entreprise privée à la vie juridique, n'est contrôlée que d'une manière imparfaite (1).

A - L'agrément des entreprises industrielles et touristiques

Le Code des investissements de 1966 institue une procédure d'agrément, applicable aux entreprises privées, tant nationales qu'étrangères, qui s'établissent dans les secteurs industriel et touristique. Mais la notion d'agrément n'est pas en soi significative de la nature du contrôle instauré. Si l'on a pu estimer que l'agrément est aujourd'hui "une technique juridique, parvenue semble-t-il à maturité"(2), il reste toujours utilisé en réalité à des fins très

(1)-Est exclu du champ de cette étude le régime des entreprises exerçant leur activité dans le domaine des hydrocarbures. L'autonomie et la spécificité du droit pétrolier exigeraient en effet une étude séparée. Voir sur ce point BENCHIKH M. Les instruments juridiques de la politique pétrolière en Algérie. Thèse de doctorat, Faculté de droit, Alger 1971 et TERKI N. Les sociétés étrangères en Algérie. op.cit. p.125 et s.

(2)-GEORGEL J. "L'agrément administratif." AJDA 1962, p.467.

différentes. "Dans certains cas, l'agrément est une condition nécessaire de l'existence de l'organisme qui y est soumis, il s'apparente alors à l'autorisation préalable. Dans beaucoup d'autres cas, l'activité qui reçoit l'agrément peut s'exercer sans lui, mais l'agrément lui confère un titre qui lui permet de bénéficier de certaines facultés ou de certains avantages" (1).

A l'évidence, le droit algérien hésite entre les deux significations. Alors que le Code des investissements assimile l'agrément à une mesure d'autorisation préalable, la pratique de son fonctionnement consacre la seconde interprétation. De fait, l'agrément n'est plus une obligation à laquelle tous les promoteurs privés doivent se soumettre, mais une simple faculté qui leur ouvre l'accès au bénéfice des dispositions du Code.

I - De l'autorisation administrative préalable...

La nature juridique de l'agrément, institué par le Code des investissements, se définit de manière classique, comme un acte administratif unilatéral, pris en vertu du pouvoir discrétionnaire de l'autorité administrative (2). Mais avant d'examiner ces différents éléments, il convient d'abord, de se prononcer sur le caractère d'autorisation préalable que présente l'agrément en droit positif algérien.

a) L'agrément : mesure d'autorisation préalable

L'article 4 de l'Ordonnance du 15 Septembre 1966 dispose que "les personnes physiques ou morales, tant algériennes qu'étrangères, peuvent, moyennant un agrément préalable..créer ou développer des entre-

(1)-DE LAUBADERE A. Traité élémentaire de droit administratif. op.cit. Tome 3, p.83.

(2)-GEORGEL J. "L'agrément administratif." op.cit. p.470 et 476.

prises industrielles ou touristiques augmentant l'équipement productif de la Nation et bénéficiant de tout ou partie des garanties et avantages prévus au titre II du présent Code". Sous une apparente clarté, cet énoncé cache une question redoutable : toutes les entreprises sont-elles soumises à la procédure de l'agrément préalable, ou seulement celles d'entre elles qui réclament le bénéfice d'avantages particuliers ? Il s'agit en fait de savoir si le régime de création des entreprises industrielles et touristiques, institué par le Code des investissements, constitue le régime général de l'investissement privé, ou bien un statut dérogatoire au droit commun, qui n'impliquerait pour sa part ni obligations ni droits spéciaux pour les promoteurs privés.

L'Ordonnance de 1966 n'apporte pas de réponse explicite à cette question, dont l'actualité a été renouvelée par une disposition de la loi de finances pour 1970, soumettant expressément la constitution des entreprises étrangères à autorisation préalable (1). Cette disposition paraît valider la seconde hypothèse, selon laquelle le régime de droit commun, applicable aux entreprises nationales, n'impose pas, a contrario, l'agrément préalable, et maintient le principe de la liberté économique. Certains auteurs le soutiennent, au moins implicitement (2). L'argumentation n'est pourtant pas convaincante ; car elle méconnaît la logique non libérale du Code des investissements, qu'il faut d'accord restituer, avant d'expliquer ultérieurement la raison d'être de la disposition incriminée.

(1)-Ordonnance n°69-107 du 31 Décembre 1969, JORA 1969, p.1262 article 40 : "Toute constitution d'entreprise à caractère industriel ou commercial, dont tout ou partie de la propriété revient à une ou plusieurs personnes physiques ou morales étrangères, est subordonnée à autorisation préalable de la Commission nationale des investissements." Il en va de même de toute opération tendant à la prise de contrôle par une personne étrangère d'une entreprise nationale.

(2)-TERKI N. Les sociétés étrangères en Algérie. op.cit.pp 175,181 et 18

Plusieurs arguments militent en faveur de la reconnaissance du caractère de droit commun de l'agrément préalable. Un premier argument peut être tiré de la politique économique mise en oeuvre par le Code des investissements. Dès lors, en effet, que l'Etat entend se réserver le monopole de la décision d'investir dans les branches vitales de l'économie nationale, il lui appartient, en l'absence d'autre précision, de vérifier pas par pas, que les investissements privés ne portent pas atteinte à l'exercice de son monopole.

Cette nécessité est confirmée par plusieurs arguments de texte. Il est possible en premier lieu, de rapprocher les dispositions des Codes de 1963 et de 1966. Alors que le premier Code des investissements énonçait clairement le principe de la liberté économique, au profit des entreprises étrangères (I), - laissant ainsi planer un doute sur le sort réservé aux entreprises nationales -, le terme même de liberté disparaît totalement du Code de 1966. Cette disparition ne peut être considérée comme fortuite ; elle traduit un changement d'orientation, que confirme l'exposé des motifs de l'Ordonnance du 15 Septembre 1966.

Il n'est pas contesté que le champ d'application du Code des investissements s'étend à l'ensemble des entreprises créées dans le secteur industriel et touristique. Or, au titre des "modalités de fonctionnement du Code", l'exposé des motifs ne fait qu'énoncer les différentes procédures d'agrément.

(I)-Loi n°63-277 du 26 Juillet 1963, portant Code des investissements article 3 : "La liberté d'investissement est reconnue aux personnes physiques et morales étrangères, sous réserve des dispositions d'ordre public et des règles d'établissement, résultant des lois et règlements ainsi que des conventions d'établissement lorsque celles-ci sont postérieures au 1er Juillet 1962".

La procédure la plus simple est qualifiée d'autorisation administrative (1). A fortiori, faut-il considérer que les autres procédures, dont le régime juridique est plus complexe, impliquent, avec certains avantages, la même autorisation. Il apparaît donc juridiquement impossible qu'une entreprise industrielle ou touristique puisse se créer sans y être autorisée par un agrément préalable.

Un dernier argument de texte corrobore les précédents, en détruisant la thèse selon laquelle l'agrément des entreprises aurait pour seul objet de faire bénéficier les promoteurs d'un régime préférentiel. Il faut en réalité distinguer ici entre les garanties générales et les avantages particuliers, offerts par le Code des investissements. Et, s'il est vrai qu'un certain nombre de garanties sont accordées aux entreprises agréées, dans le cadre du Code, un examen plus attentif révèle qu'une seule de ces garanties est commune aux entreprises nationales et étrangères : la garantie d'indemnisation en cas de nationalisation. Or, cette garantie ne peut être entendue comme dérogatoire au droit commun. Toutes les nationalisations intervenues depuis la promulgation du Code ont toujours comporté une clause d'indemnisation, et le principe a été solennellement confirmé, depuis, par le Code civil (2).

A l'inverse, aucun automatisme n'est institué par le Code entre la délivrance de l'agrément et l'octroi d'avantages particuliers. Toutes les demandes d'agrément ne sollicitent pas nécessairement l'obtention de ces avantages ; en revanche, l'agrément de certains projets ne s'accompagne pas toujours de l'octroi d'avantages, même si la demande initiale les sollicitait expressément (3).

(1)-Exposé des motifs de l'Ordonnance du 15 Septembre 1966, JORA 1966, p.902.

(2)-Article 678 : "La nationalisation ne peut être prononcée que par la loi. Les conditions et les modalités du transfert, ainsi que la forme de l'indemnisation sont fixées par la loi".

(3)-cf.Ordonnance du 15 Septembre 1966

-Exposé des motifs, III, C

-Ordonnance, articles 20, a - 23 alinéa I, 24 alinéa I.

Il résulte de ces différentes considérations, que le régime d'autorisation préalable, constitue effectivement le droit commun de la création des entreprises industrielles et touristiques. L'agrément constitue la technique juridique de ce contrôle a priori. Il convient par conséquent, d'en préciser la nature.

b) L'agrément : acte administratif unilatéral

L'existence de l'entreprise privée est subordonnée à une décision administrative unilatérale, prise au terme d'une procédure réglementaire d'instruction, au cours de laquelle le projet de création a été examiné dans ses différentes implications.

La procédure d'agrément obéit cependant à des règles juridiques différentes, selon d'une part, que des avantages particuliers sont ou non sollicités, et suivant d'autre part, l'importance économique de l'entreprise.

- La procédure d'agrément en l'absence d'avantages

Lorsque la demande d'agrément (1) est exclusive de tout avantage, la procédure varie en fonction du montant de l'investissement initial, et de la nationalité de l'entrepreneur (2).

. Les demandes émanant uniquement d'entrepreneurs nationaux (3), et faisant état d'un capital de départ inférieur à 1 Million

(1)-Sur les dossiers-types devant accompagner les demandes d'agrément, voir Arrêté du 31 Mars 1967, fixant la forme et les modalités de dépôt des demandes d'agrément au Code des investissements, JORA 1967, p.298.

(2)-Sur les problèmes posés par la détermination de la nationalité de l'entreprise, cf. TERKI N. Les sociétés étrangères en Algérie. op.cit.p.27

(3)-Exposé des motifs de l'Ordonnance du 15 Septembre 1966, III, 2, a.

de dinars (1), sont adressées au préfet compétent. Celui-ci ne fait connaître sa décision qu'après une double consultation, dont les résultats lient totalement sa compétence. Il doit tout d'abord solliciter l'avis technique d'une Commission régionale, composée des principaux fonctionnaires concernés de l'administration économique locale (2). Il lui appartient en outre, de recueillir l'accord du Ministère des Finances et du Ministère technique intéressé. L'agrément ne sera finalement accordé, par arrêté préfectoral, que sur la base de l'avis favorable émis par toutes les instances consultées (3).

Toutefois "lorsqu'au terme (d'un délai) de 40 jours, un avis de décision n'a pas été communiqué au demandeur...l'intéressé peut renouveler sa demande d'agrément à l'adresse du Secrétariat de la Commission nationale des investissements" (4), organisme compétent pour l'instruction de toutes les autres demandes.

. Le Secrétariat de la Commission nationale (5), peut en fait être saisi de demandes diverses, qu'il faut distinguer, en raison des différences de régime juridique auxquelles sont soumises leur instruction et leur conclusion.

(1)-Initialement, ce montant était fixé à 500 000 DA (Ordonnance du 15 Septembre 1966, article 20, a). Il a été relevé à 1000 000 DA par l'article 26 de l'Ordonnance n°72-68 du 29 Décembre 1972, portant loi de Finances pour 1973, JORA 1972, p.1362.

(2)-Arrêté du 12 Mars 1967, portant création, organisation et fonctionnement des Commissions régionales d'investissements d'Alger, d'Oran et de Constantine, JORA 1967, p.277.

(3)-Ordonnance du 15 Septembre 1966, article 22, alinéa 1
-Arrêté du 12 Mars 1967
article 5 : "Lorsque l'examen tant administratif que technique et financier du dossier, donne lieu à un avis favorable de la Commission régionale, le préfet du département concerné par la demande d'agrément, en accord avec les représentants du Ministère des Finances et du Ministère technique concerné, prend un arrêté comportant toutes les conditions qui régissent l'investissement".

(4)-Ordonnance du 15 Septembre 1966, article 22, alinéa 2.

(5)-Il est assuré par la Caisse algérienne de développement. cf.Décret n°67-42 du 9 Mars 1967, portant organisation et fonctionnement de la Commission nationale des investissements, article 7, JORA 1967, p.240.

Dans le cas, évoqué ci-dessus, d'une demande restée sans suite à l'échelon départemental, l'instruction par la Commission nationale n'est pas réglementée. Il est simplement précisé, que dans l'hypothèse du silence gardé par l'administration au terme d'une nouvelle période de 40 jours, l'agrément sollicité est réputé tacitement acquis.

En outre, les demandes portant sur un investissement supérieur à 1 Million de dinars, sont directement portées devant le Secrétariat de la Commission nationale. Leur instruction obéit à une procédure simplifiée. "Le Secrétariat requiert l'avis des Commissaires, sans avoir à les réunir" (2), et prend lui-même la décision d'agréer, après accord toutefois, du Ministère des Finances et du Ministère technique intéressé (3). Si "le délai d'étude peut ainsi être considérablement réduit" (4), il n'en reste pas moins que dans ce cas "l'agrément doit être exprès" (5).

Enfin, il convient de rappeler que tous les projets de création d'entreprises étrangères, même pour des montants inférieurs à 1 Million de dinars, relèvent de la compétence de la Commission nationale. Comme l'agrément préfectoral était réservé par l'exposé des motifs

(1)-Ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966, article 22, alinéa 2.
-Décret n°67-42 du 9 Mars 1967, articles 9 et 10.

(2)-Exposé des motifs de l'Ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966

(3)-Ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966, article 23
-Décret n°67-42 du 9 Mars 1967, article II.

(4)-Exposé des motifs de l'Ordonnance du 15 Septembre 1966

(5)-Ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966, article 23.

de l'Ordonnance du 15 Septembre 1966 aux investisseurs nationaux, une lacune demeurait dans le dispositif du Code, pour ce qui concerne les investissements étrangers, dont le montant ne dépassait pas le seuil fixé. Cette lacune est désormais comblée par l'article 40 de la loi de Finances pour 1970 (1), qui trouve ici sa première raison d'être. La compétence de la Commission ne s'arrête d'ailleurs pas dans ce cas, à l'instruction du dossier et à la formulation d'un avis. Aux termes de l'article 40 précité, la Commission, dont le rôle est en principe strictement consultatif, est investie directement ici du pouvoir de décision.

- La procédure d'agrément des demandes
sollicitant des avantages spéciaux

Lorsque l'investisseur sollicite des avantages particuliers, la procédure d'instruction du dossier, comme d'ailleurs la décision finale, sont entourées d'une plus grande solennité juridique.

. En cas ordinaire, la Commission nationale des investissements, composée de hauts fonctionnaires des Ministères concernés et placée sous la présidence du Ministre des Finances (2), est obligatoirement réunie (3). Si son avis est donc nécessairement requis, il ne lie pas cependant la compétence ministérielle. La décision finale est prise par un Arrêté interministériel, qui précise les conditions de réalisation de l'investissement et mentionne les avantages accordés. Un extrait en est publié au Journal Officiel (4).

(1)-cf. supra p. 410 note 1.

(2)-La composition de la Commission nationale est fixée par l'article 27 du Code des investissements. Elle a été modifiée à deux reprises, par l'Ordonnance n°68-85 du 23 Avril 1968 (JORA 1968, p.342) et par l'Ordonnance n°71-46 du 30 Juin 1971 (JORA 1971, p.734).

(3)-Décret n°67-42 du 9 Mars 1967, article 12.

(4)-Voir la liste des entreprises agréées, à ce titre, en annexe.

. Pour des investissements très importants, dont le montant dépasse cinq millions de dinars, la même procédure s'applique. Cependant, des avantages exceptionnels peuvent dans ce cas être consentis à l'investisseur par voie contractuelle (1). Ce régime semi-conventionnel, déjà prévu par le Code de 1963 (2), n'a semble-t-il, connu que peu de succès, en dehors du secteur pétrolier, où son application fait l'objet de dispositions particulières (3).

c) L'agrément : décision discrétionnaire

La procédure d'instruction des demandes d'agrément, pose le problème, désormais classique, de l'étendue du pouvoir discrétionnaire de l'administration, dans la zone incertaine de l'interventionnisme économique, et tout particulièrement dans l'appréciation des situations individuelles qui lui sont soumises. La réponse n'est pas simple, puisqu'elle doit être trouvée dans la conciliation de deux éléments contradictoires. D'une part, en matière économique, "le principe d'égalité interdit à l'administration de prendre des mesures discriminatoires" (4). Mais ne faut-il pas considérer d'autre part, que "par lui-même, l'interventionnisme économique, quelles qu'en soit les formes - dirigisme rigide ou planification souple - est nécessairement fondé sur un ensemble de discriminations" ? (5).

La jurisprudence, abondante et nuancée, du Conseil d'Etat tient tout entière dans la recherche constante d'un équilibre entre ces

(1)-Ordonnance du 15 Septembre 1966, articles 7, alinéas 2 et 19.

(2)-Loi n°63-277 du 26 Juillet 1963, articles 18 à 22.

(3)-cf. TERKI N. Les sociétés étrangères en Algérie. op.cit.p.125 et s.

(4)-DE LAUBADERE A. Droit public économique.op.cit.p.282.

(5)-RIVERO J. "Les notions d'égalité et de discrimination en droit public français" Travaux de l'Association Henri Capitant, Dalloz Paris 1965, p.353.

deux ordres de considérations (1). Elle reconnaît que l'autorité administrative jouit dans ce domaine d'une grande liberté d'appréciation, mais aussi que cette compétence, le plus souvent discrétionnaire, ne fait pas obstacle au contrôle minimum de légalité du juge administratif (2), fondé essentiellement sur l'idée de non discrimination.

En droit algérien, la qualification du pouvoir de l'administration, en matière d'agrément des entreprises privées, ne soulève pas de difficultés. Il s'agit incontestablement d'un pouvoir discrétionnaire. Aucune disposition du Code des investissements n'impose à l'autorité compétente de délivrer ou non l'agrément, en fonction de motifs définis par la loi. Certes, l'article 2I du Code énonce un certain nombre de critères économiques, qui doivent être "pris en considération". Mais, outre que ces critères laissent une grande marge d'appréciation concrète, l'autorité administrative reste libre de sa décision, même lorsque les conditions légales semblent remplies.

L'analogie avec le droit français est ici évidente, mais elle ne peut être prolongée sur le terrain du contentieux. Le juge administratif algérien, dont le manque de hardiesse a déjà été souligné, ne paraît pas en effet avoir suivi la voie ouverte par la jurisprudence française en cette matière, pour autant qu'il ait été invité à le faire.

Cette organisation théorique d'un contrôle préalable sur la création des entreprises privées, n'a pas réellement fonctionné. Le régime d'autorisation a laissé place à un régime de simple déclaration, et l'agrément s'est transformé en une technique quasi-contractuelle d'incitation.

 (1)-cf.FROMONT M." Le contrôle de l'appréciation des faits économiques dans la jurisprudence administrative." AJDA 1966, I. 588.

-DELMAS - MARSALET J. "Le contrôle juridictionnel des interventions économiques de l'Etat" EDCE 1969, p.147.

(2)-Voir notamment en ce sens, CE 26 Janvier 1968, Société "Maison Génestal", Rec. 62.

2 - ...A une technique quasi-contractuelle d'incitation

"La lettre du texte est bien dans le sens de l'autorisation obligatoire...Pourtant la pratique a consacré, au moins provisoirement, un régime moins strict...Le Code permet d'appliquer des garanties et des avantages aux entreprises qui sollicitent l'agrément mais il ne leur impose pas cet agrément" (1). Cette situation ne saurait être regardée, comme le résultat du simple assouplissement d'un régime initial jugé trop contraignant (2). Elle ne peut davantage être imputée à l'insuffisance des moyens, mis à la disposition des Commissions pour instruire les projets de création d'entreprises (3). Là en effet où l'Etat entend maîtriser un secteur économique, il sait ordinairement se donner les moyens de sa politique. Aussi bien, faut-il apprécier plus exactement la portée du changement intervenu.

L'abandon du régime d'autorisation préalable traduit en fait un renversement de la problématique qui fondait le Code des investissements. Il exprime aussi le renoncement de l'Etat à l'un des instruments essentiels de la politique économique, et plus largement de la planification. Les implications de cette situation seront examinées ultérieurement, mais il importait de souligner, d'ores et déjà, le changement radical opéré par rapport aux orientations initiales du Code des investissements.

La liberté d'investissement est donc rétablie en pratique. Ce constat doit cependant être nuancé par deux observations d'inégale portée. En premier lieu, la suppression du régime d'autorisation préalable ne vaut, en droit, que pour les entreprises nationales.

(1)-BELKACEM K. "Le Code des investissements privés en Algérie." op.cit. p.317

(2)-ibidem.

(3)-ibidem.

Les entreprises étrangères restent en effet soumises à un contrôle préventif, conformément à l'article 40 de la loi de Finances pour 1970 (1), qui trouve ici sa seconde raison d'être. Le législateur a sans doute entendu réagir à cette occasion, contre le laxisme excessif qui prévalait en matière d'agrément. Tout en avalisant la pratique suivie en faveur du secteur privé national, il a réitéré la nécessité de l'autorisation préalable à l'égard des investissements étrangers.

Ensuite, l'altération du régime préventif n'a pas fait disparaître la réglementation classique de l'activité industrielle privée, dont l'indépendance par rapport à la procédure d'agrément est affirmée par le Code des investissements (2). A ce titre, les entreprises privées restent tenues de déclarer leur existence, en demandant leur inscription au registre du commerce, tandis que les entreprises étrangères doivent en outre solliciter la délivrance d'une carte de commerçant, d'industriel ou d'artisan étranger (3). Mais il est clair que ces formalités, même obligatoires pour que l'activité puisse s'exercer, n'ont pas la même portée juridique que l'autorisation préalable. Le régime de déclaration ne confère aucun pouvoir réel de contrôle sur l'existence de l'entreprise.

Dès lors, l'agrément administratif ne fait qu'ouvrir, au profit des entreprises qui l'obtiennent, l'accès aux avantages définis par le Code des investissements. Le caractère notamment fiscal de ces avantages, conduit tout naturellement à rapprocher la procédure algérienne de l'institution française, mise en oeuvre dans le cadre de l'exécution du Plan, et dont la qualification juridique demeure controversée. Acte-condition, quasi-contrat, contrat fiscal, les dénominations fleurissent (4), trahissant la difficulté d'appréhender une situation juridique, qui emprunte tant au régime de l'acte administratif unilatéral qu'à celui de l'accord contractuel.

(1)-cf. supra p. 410 note I.

(2)-Ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966
article 6 : "Les personnes physiques et morales sont tenues de satisfaire aux obligations d'ordre légal et réglementaire régissant leurs activités professionnelles".

(3)-Décret n°75-III du 26 Septembre 1975, relatif aux professions commerciale, industrielle, artisanale et libérale exercées par les étrangers sur le territoire national, JORA 1975, p.903.

(4)-FIMSIT G. "Les contrats fiscaux" Dalloz 1964, Chronique, p.15
EBRARD P. "Les avantages fiscaux sur agrément administratif." Revue de science financière 1967, p.41.

La technique de l'agrément se prête désormais, en droit algérien, aux mêmes supputations. Il est à remarquer en particulier, que l'aspect contractuel de la procédure, aménagé par le Code, s'est accusé en pratique. L'article 25 de l'Ordonnance du 15 Septembre 1960, prévoyait effectivement, que l'agrément délivré "doit être accepté dans un délai de 90 jours, cette acceptation comportant l'obligation d'exécuter le programme d'investissement selon les clauses qui le régissent". Mais cette disposition, intervenant au terme de la procédure, n'altérerait pas réellement le caractère d'acte unilatéral de l'agrément. En revanche, il semble bien qu'en pratique, la concertation se soit étendue à la procédure d'instruction elle-même, non pas directement entre les promoteurs privés et les instances administratives, mais entre celles-ci et les chambres de commerce et d'industrie (I). Il est difficile, en l'absence d'études plus précises sur ce point, d'apprécier exactement la portée de cette concertation. Elle n'en traduit pas moins l'affaiblissement du contrôle impératif, que l'Etat entendait exercer sur la création des entreprises industrielles.

3 - Le contrôle de la dimension des exploitations agricoles

La réglementation relative à la constitution des exploitations agricoles est tout entière fondée sur une conception patrimoniale de l'entreprise. La révolution agraire s'assigne en effet pour objectif de supprimer toute forme de dissociation de la propriété foncière et de l'exploitation agricole, et donc de rétablir partout le mode de faire valoir direct. Le contrôle étatique s'exerce avant tout sur le propriétaire foncier, dont la qualité d'exploitant est

(I)-cf. sur ce point BELKACEM K. " Le Code des investissements privés en Algérie." op.cit. p.314 et s.
-AIT KACI D. Le contrôle du Ministère de l'Industrie et de l'Energie sur les sociétés nationales relevant de sa compétence. op.cit.p.9 et 10, note 2I.

vérifiée au regard des dispositions concernant "l'absentéisme". La sanction de ce contrôle est particulièrement vigoureuse, puisqu'elle se traduit par la nationalisation des droits des propriétaires réputés non exploitants (1). Le contrôle porte en second lieu, sur la dimension de l'exploitation agricole, dont les superficies maximale et minimale sont réglementairement fixées.

A ce titre, la réforme des structures foncières en Algérie peut présenter certaines analogies avec les dispositions du droit rural français. Mais ces analogies restent le plus souvent formelles, dans la mesure où la réglementation française s'attache principalement à l'exploitation rurale, alors que le droit algérien associe de manière indissoluble droit de propriété et exploitation des terres.

I - La fixation de superficies maximales

On a déjà évoqué les conditions dans lesquelles la superficie des propriétés foncières était limitée dans le cadre de la révolution agraire . Il suffit donc de rappeler ici les deux principes, qui commandent la nationalisation partielle des terres. La superficie des propriétés, et par conséquent des exploitations agricoles, est limitée de manière à assurer la pleine utilisation de la force de travail du propriétaire et de sa famille, et à leur permettre l'obtention d'un "revenu suffisant". Le revenu annuel pris en considération en 1972, pouvait varier en fonction des charges familiales sans être inférieur à 9 000 DA, ni supérieur à 13 500 DA. Concrètement, la réalisation de cet objectif s'est traduite par la détermination de niveaux différentiels de limitation, selon les zones géographiques, les potentialités des sols et les types de cultures pratiquées (2).

(1)-cf. supra p.218.

(2)-Décret n°73-87 du 17 Juillet 1973, fixant, à l'échelle nationale, les superficies maximales et minimales des propriétés agricoles ou à vocation agricole, JORA 1973, p.642.

Il est tentant de rapprocher cette mesure de la réglementation française des cumuls et réunions d'exploitations agricoles (1). Mais l'interdiction des cumuls ne concerne que les exploitations, alors que la législation algérienne touche la propriété elle-même. Aussi bien, pour garantir l'application du principe dans le temps, la limitation des propriétés foncières est-elle assortie d'une réglementation permanente des transactions foncières.

Le contrôle des transferts de propriété ne constitue pas, à vrai dire, une innovation. Dès 1962, une législation spéciale avait été élaborée en vue de protéger les biens vacants (2). Par la suite, une disposition à caractère plus général avait soumis toutes les transactions foncières à autorisation préalable du préfet (3), sans d'ailleurs préciser ses conditions d'octroi. Il faut croire cependant, que ces mesures n'ont pas eu l'efficacité désirée, puisqu'elles sont réitérées, et de manière plus contraignante, dans le cadre de la révolution agraire. En premier lieu, toute mutation entre vifs de droits réels est suspendue durant son application (4), à l'exception des transactions portant sur des terres non susceptibles de nationalisation (5). En outre, l'ensemble des transferts de propriété, intervenus entre 1962 et 1971, font l'objet d'un contrôle a posteriori, dans le but de vérifier qu'ils n'ont pas eu pour objet de "soustraire les terres à d'éventuelles mesures de nationalisation" (6). S'il y a lieu, ces transactions sont purement et simplement annulées, par voie administrative.

(1)-cf. sur ce point MALEZIEUX R. Droit rural. Thémis Droit, PUF Paris 1973, p.153 et s.

(2)-cf. supra p.58.

(3)-Décret n°64-15 du 20 Janvier 1964, relatif à la liberté de transactions, article 7, JORA 1964, p.62.

(4)-Ordonnance n°71-73 du 8 Novembre 1971, article 168.

(5)-Ordonnance n°72-22 du 7 Juin 1972, relative à la cession des terres ou de lots de palmiers-dattiers, au profit de leurs proches parents ou de l'Etat, JORA 1972, p.618.

(6)-Ordonnance n°71-73 du 8 Novembre 1971, article 154.

Enfin et surtout, un dispositif permanent est mis en place, dans le souci évident d'empêcher la reprise du processus de concentration foncière. La réglementation des transactions (I), institue un système de publicité préalable à leur conclusion, en vue d'une part, de faire échec à la reconstitution de la grande propriété, et d'autre part, de permettre à l'Etat l'exercice d'un droit de préemption. Tout projet de transaction doit être déclaré à l'Assemblée communale, qui en assure la publicité par voie d'affichage. Cette mesure de publicité ouvre un délai d'un mois, au cours duquel toute personne intéressée peut faire opposition à l'opération envisagée, tandis que l'Etat peut exercer sa faculté d'achat. A défaut, ou lorsque les oppositions s'avèrent mal fondées, "un certificat d'agrément" est délivré au propriétaire, "qui vaut autorisation de procéder" à la transaction.

En l'absence de textes d'application, il paraît difficile de se prononcer sur la portée exacte de ces dispositions. Toutefois, plusieurs observations peuvent être formulées, par référence aux procédés voisins, utilisés en droit français.

Tout d'abord, il faut remarquer que la réglementation algérienne instaure un régime d'autorisation préalable sur toutes les transactions, alors qu'un tel régime ne vise, en droit français, que les cumuls d'exploitation et que les différents droits de préemption institués par la législation française, ne font pas obstacle au principe de la liberté contractuelle. En revanche, les mécanismes de la préemption peuvent apparemment être rapprochés. Dans les deux législations, l'exercice du droit de préemption est confié à des organismes privés, investis d'une mission de service public : les sociétés d'aménagement foncier

(I)-Ordonnance n°71-73 du 8 Novembre 1971, articles 158 à 164.

et d'établissement rural (SAFER) en France (1) et les coopératives agricoles communales polyvalentes de services (CACPS) en Algérie (2). Mais le parallèle ne peut être poussé plus loin, car la mission des deux organismes diffère. Tandis que l'action des SAFER consiste à revendre les terres acquises après aménagement, les achats réalisés par les CACPS opèrent transfert définitif de la propriété au profit de l'Etat, les lots étant par la suite attribués en jouissance, conformément aux principes et règles de la révolution agraire.

La comparaison achoppe en fait sur la finalité différente des deux régimes de contrôle. En France, la politique foncière s'assigne pour objectif la modernisation progressive des structures d'exploitation dans le cadre rénové de la propriété privée de la terre. En droit algérien, le contrôle de l'Etat vise à prévenir la concentration foncière et s'inscrit dans une perspective d'extension de la propriété publique. Si l'on s'attache en revanche au contrôle de la taille minimale des entreprises agricoles, la comparaison s'avère plus fructueuse.

2 - La fixation de superficies minimales

La nécessité de lutter contre la tendance naturelle au morcellement des exploitations est un objectif poursuivi actuellement par la plupart des législations foncières. Il n'est donc pas étonnant que ce principe soit posé dans le cadre de la révolution agraire algérienne. Il reste toutefois, au stade actuel, très imprécis dans son contenu, même si un certain nombre d'orientations sont déjà perceptibles.

(1)-cf.SABOURIN R."La nature juridique des SAFER." Dalloz 1970, chron.p.9.

(2)-Ordonnance n°71-73 du 8 Novembre 1971, articles 158 et 217.

Deux séries de mesures sont envisagées à ce titre, les unes purement défensives, dans la mesure où il s'agit de protéger l'indivision familiale, les autres résolument offensives, qui tendent au remembrement des terres.

En ce qui concerne la protection des exploitations indivises, l'idée dominante de la réglementation est que le partage de l'indivision ne doit pas entraîner la constitution de lots de superficie inférieure à celle du lot attribuable au titre de la révolution agraire dans la commune considérée. Le principe est applicable tant aux cas de nationalisation partielle du bien indivis, que dans l'hypothèse d'un partage successoral. Lorsqu'une mesure de nationalisation touche certains copropriétaires, leurs quote-parts sont attribuées aux autres indivisaires exploitants, sous la double réserve qu'ils se constituent en groupement coopératif d'indivisaires (1), et que la part de chacun ne dépasse pas en superficie, celle du lot attribuable (2). Pareillement, "lorsqu'un partage successoral est susceptible d'aboutir à la constitution de propriétés de superficie inférieure à la superficie du lot attribuable" (3), obligation est faite aux héritiers de maintenir l'unité économique de l'exploitation, soit en se groupant en coopérative, soit par le biais de l'attribution préférentielle à l'un ou plusieurs d'entre eux.

En ce qui concerne le remembrement, le principe est certes posé par la Charte de la révolution agraire (4) et l'on peut imaginer qu'il s'effectuera selon des critères analogues. Le laconisme du législateur ne permet pas cependant de se prononcer plus avant, aucun texte d'application n'étant intervenu à ce jour.

(1)-Décret n°72-151 du 27 Juillet 1972, portant statut-type du groupement agricole d'indivisaires, JORA 1972, p.797.

(2)-Ordonnance n°71-73 du 8 Novembre 1971, article 40.

(3)-ibidem, article 157.

(4)-JORA 1971, p.1274-1275.

C - L'absence de contrôle sur les
entreprises commerciales

L'activité commerciale et artisanale intéresse une partie importante de la population algérienne. Pourtant, l'analyse économique et sociale de ces branches d'activité reste aujourd'hui encore en chantier. Cette ignorance relative s'explique par la très grande hétérogénéité du secteur concerné. Il convient en fait de distinguer, à titre principal, entre un secteur commercial de type capitaliste, relativement développé au moment où le pays accède à l'Indépendance, et un secteur précapitaliste de subsistance, regroupant moins des entreprises que des occupations, exercées de manière plus ou moins permanente et aléatoire. Encore faudrait-il nuancer cette présentation dualiste et analyser toute une série de situations intermédiaires, qui illustreraient l'extrême diversité socio-économique des structures de production artisanale et de distribution.

Toujours est-il que "le droit public économique algérien a, depuis l'Indépendance, pratiquement ignoré le secteur traditionnel précapitaliste" (1). Le constat dressé en 1966, reste largement valable aujourd'hui, du moins pour le "secteur tertiaire". Certes, un nouveau Code de commerce a été récemment promulgué, mais sa destination demeure classique, sa perspective libérale. Il vise moins à contrôler la création des entreprises commerciales, qu'à réglementer l'exercice de cette profession et il s'adresse à l'évidence, aux seules unités du secteur capitaliste moderne. Vis à vis du secteur précapitaliste, commercial et artisanal, l'action de l'Etat reste très modeste. Elle s'est jusqu'alors limitée à la mise en place d'un organisme, chargé de promouvoir l'artisanat traditionnel (2), mais dont l'activité, cantonnée à la gestion

(1)-BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit. p.805

(2)-La Société nationale de l'artisanat traditionnel, créée par l'Ordonnance n°71-58 du 5 Août 1971 (JORA 1971, p.898) a remplacé l'Office national, mis en place dans ce secteur dès 1963.

de quelques centres régionaux, n'a eu d'impact réel ni sur la structure, ni sur le développement de ces activités.

Enfin, il faut rappeler que le Code des investissements écarte de son champ d'application, les entreprises du secteur tertiaire, tout en annonçant une réglementation particulière à ce domaine qui n'a toujours pas été promulguée.

Il en résulte qu'aucun contrôle a priori n'est exercé sur la création des entreprises commerciales, aux termes de la réglementation en vigueur. L'article 40 de la loi de Finances pour 1970, relative aux entreprises étrangères et déjà évoqué à plusieurs reprises (1), trouve ici sa dernière raison d'être. En l'absence de réglementation générale concernant l'activité commerciale, il étend aux seules personnes étrangères, qui désireraient investir dans ce secteur, l'obligation d'un agrément préalable, institué par le Code des investissements à l'égard de toutes les entreprises industrielles et touristiques.

Imparfaitement contrôlées lors de leur création, donc relativement libres de ce point de vue, les entreprises privées sont cependant constamment menacées dans leur existence, par l'éventualité de mesures administratives susceptibles de la remettre en cause à tout moment.

§ 2 - UNE CROISSANCE CONSTAMMENT MENACEE

L'autorisation, expresse ou tacite, accordée à l'entreprise privée au moment de sa création, ne garantit pas sa perpétuation. L'Etat peut décider d'en prendre le contrôle. Le choix ne se pose pas

(1)-cf.supra p. 410-420.

toutefois en termes alternatifs, impliquant soit une totale indépendance de l'entreprise à l'égard de l'Etat, soit sa nationalisation pure et simple. La réglementation en la matière a prévu un dispositif gradué de techniques de contrôle, qui permettent de limiter progressivement l'autonomie organique de l'entreprise, jusqu'à son intégration éventuelle au secteur public. La pratique fait apparaître un usage très pragmatique de ces différentes techniques, en liaison avec l'évolution et les fluctuations de la politique économique.

A - Un arsenal diversifié de techniques de contrôle

Parmi les procédés de contrôle organique utilisés à l'encontre des entreprises privées, il convient de distinguer entre ceux qui n'entraînent pas appropriation publique du patrimoine, et la nationalisation, qui opère transfert de propriété.

I - Les techniques de contrôle excluant l'appropriation publique

Ces techniques peuvent être classées et étudiées en fonction de la gravité de l'atteinte portée à l'indépendance de l'entreprise.

La nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès de l'entreprise, constitue en apparence la technique la moins contraignante (I). L'institution ne modifie pas la structure interne de la société

(I)-Décret n°64-128 du 15 Avril 1964, fixant les conditions de désignation et les attributions des Commissaires du Gouvernement auprès des sociétés privées (JORA 1964, p.480), modifié par le Décret n°65-90 du 3 Avril 1965 (JORA 1965, p.306).

elle laisse subsister et fonctionner l'ensemble des organes sociaux. Elle n'est en outre que provisoire et doit conduire logiquement au rétablissement du fonctionnement normal de l'entreprise (1). En réalité l'autorité des Commissaires est considérablement renforcée par comparaison à l'institution française correspondante (2). Elle est ici ambivalente. Le Commissaire du Gouvernement est en effet à la fois un agent de contrôle, nommé par le Ministre intéressé, et un agent d'autorité au sein de l'entreprise. En tant que représentant de l'Etat, il détient un pouvoir de veto sur toutes les décisions prises par les organes de gestion, dont l'effet, en cas de désaccord est d'élever le conflit devant le Ministre (3). Il doit en outre, préalablement à leur exécution, viser les principales mesures concernant l'activité de l'entreprise (4). Enfin, le Commissaire est investi des fonctions de chef de personnel. Il a tous pouvoirs pour nommer et révoquer agents et employés de la société, fixer leur affectation et exercer sur l'ensemble du personnel, l'autorité hiérarchique de direction (5).

"C'est pourquoi, il vaut mieux dire que la société est mise sous Commissaire du Gouvernement, plutôt que de maintenir la fiction d'un Commissaire chargé simplement de représenter les intérêts publics et nationaux auprès d'une société" (6).

(1)-Décret n°64-128 du 15 Avril 1964, article 8.

(2)-cf. DEMICHEL A. Le contrôle de l'Etat sur les organismes privés. op.cit. p.239 et s.

(3)-Décret n°64-218, articles 5 et 7 modifié.

(4)-ibidem, article 6.

(5)-ibidem, article 4.

(6)-BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit. p.816.

La mise sous protection de l'Etat (1), déjà évoquée à propos de la constitution du secteur autogéré (2), représente un degré supérieur dans la hiérarchie des techniques permettant à l'Etat de prendre le contrôle d'une entreprise privée. Alors en effet, que la nomination d'un Commissaire du Gouvernement n'altère pas, en principe, le jeu normal des organes sociaux de l'entreprise, la mise sous protection de l'Etat entraîne transformation totale du mode de gestion antérieur, et soustraction complète du fonctionnement de l'entreprise à l'autorité de son propriétaire. La conséquence la plus fréquente de cette institution a été de soumettre la gestion des entreprises "protégées" au régime d'autogestion, institué par les Décrets de Mars 1963. En outre et à l'encontre de la mesure précédente, la mise sous protection de l'Etat revêt un caractère durable. Aucune disposition du Décret du 9 Mai 1963, ne laisse supposer que l'entreprise puisse être restituée à son propriétaire, qui le demeure toutefois en titre.

Ces deux institutions ont pour objectif de permettre la continuation du fonctionnement de l'entreprise, dans un nouveau cadre de gestion, faisant place au contrôle direct soit de l'Etat, soit des travailleurs. Une dernière technique doit être recensée ici, dont l'objet est au contraire d'interdire à l'entreprise de poursuivre son activité. C'est, semble-t-il, la signification qu'il faut accorder à la procédure de retrait d'agrément, prévue par le Code des investissements. Celui-ci dispose en son article 26 que "sur proposition du Ministère technique intéressé, l'agrément peut être retiré, dans la

(1)-Décret n°63-168 du 9 Mai 1963, JORA 1963, p.450.

(2)-cf.supra p. 84.

forme où il a été accordé, en cas de manquement grave aux engagements du bénéficiaire, trois mois au moins après mise en demeure". S'il est vrai que l'agrément vaut autorisation préalable d'investir, son retrait ne peut avoir pour conséquence que de contraindre l'entrepreneur à mettre fin à son activité. Cette interprétation paraît confirmée par l'alinéa 2 de l'article 26 précité, qui dispose que "le retrait de tout ou partie des avantages financiers et avantages spéciaux pourra être également prononcé". Dissociant la délivrance de l'agrément et l'octroi d'avantages spécifiques, le législateur entend nécessairement attacher une sanction particulière au retrait de l'agrément, qui ne peut être en l'occurrence que la suppression de l'autorisation initiale.

Quoi qu'il en soit, ces différentes institutions ne mettent pas en cause juridiquement le droit de propriété, directement touché en revanche par la mesure de nationalisation.

2 - La nationalisation et ses modalités

Les mesures de nationalisation intervenues en Algérie ont suscité d'importantes controverses, qu'il n'y a pas lieu d'examiner ici. Il est vrai que, notamment avant 1965, elles n'étaient pas exemptes de toute critique sur le plan de la légalité formelle. Mais il est non moins certain que le droit de nationaliser, constitue une prérogative naturelle, que tout Etat souverain exerce de manière discriminatoire. Cette opinion a été récemment consacrée par l'Organisation des Nations Unies (1).

(1)-cf. Résolution n°2625 de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 24 Octobre 1970, Résolution n°3201 de l'Assemblée Générale des Nations Unies (session extraordinaire) du 1er Mai 1974.

Toujours est-il, qu'avant 1975 (1), ce droit n'est pas enfermé dans un cadre d'exercice strictement défini. Mais le Code des investissements, pour les entreprises qu'il concerne, et l'Ordonnance portant révolution agraire, pour les exploitations agricoles, ont défini les grandes lignes du régime juridique, qui sera par la suite consacré dans le Code civil.

La notion même de nationalisation, ne figure pas au Code des investissements qui utilise, sans doute pour des motifs psychologiques, la dénomination plus neutre de "reprise par l'Etat d'entreprises bénéficiant des dispositions du présent Code" (2). La terminologie employée ne doit pas pourtant abuser. Il s'agit bien d'une nationalisation, qui peut intervenir dans tous les cas "où l'intérêt public l'exigerait impérativement" (3). La formule s'avère suffisamment large pour permettre à l'Etat d'exercer cette prérogative à tout moment. Elle s'oppose en particulier à la disposition du premier Code des investissements, qui garantissait un délai minimum d'existence à l'entreprise privée (4). Désormais, au contraire, la perspective d'une nationalisation pèse, comme une menace constante, sur l'existence de l'entreprise.

(1)-Depuis la promulgation du Code civil, le droit de nationalisation est entouré de certaines garanties qui ne limitent d'ailleurs pas l'autonomie de l'Etat dans son exercice , cf. supra p.412 note 2.

(2)-Ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966, article 8.

(3)-ibidem.

(4)-Loi n°63-277 du 26 Juillet 1963, déjà citée
 article 6 : "Toute expropriation ne pourra intervenir que dans le cadre des dispositions légales et lorsque le montant cumulé des bénéfices nets aura atteint le montant du capital importé investi".

Souverainement appliqué, le droit de nationaliser ne s'exerce pas sans garanties pour l'investisseur privé. La nationalisation emporte en effet "de plein droit paiement dans un délai maximum de neuf mois d'une indemnité égale à la valeur nette, fixée contradictoirement à dire d'experts, des éléments patrimoniaux repris par l'Etat" (1). L'affirmation de ce principe, apparemment naturel, représentait cependant à l'époque une garantie sérieuse et un acquis important pour les entrepreneurs privés, notamment étrangers ; car jusqu'alors, et tout récemment encore avec la nationalisation des biens vacants en Mai 1966, les nationalisations intervenues ne s'étaient jamais accompagnées d'indemnisation.

A cette garantie fondamentale commune à toutes les entreprises nationalisées, s'ajoute, mais au seul bénéfice des investisseurs étrangers, le droit de transférer à l'extérieur du pays, l'indemnité de nationalisation, "si l'investissement a été réalisé à l'aide de fonds importés en Algérie" (2).

Les nationalisations, opérées au titre de la révolution agraire, ouvrent pareillement, au profit des propriétaires concernés, droit à une indemnisation (3). Sont toutefois écartés du bénéfice de cette disposition, les propriétaires "ayant acquis des terres durant la guerre de libération nationale". Les modalités d'indemnisation prévues, font apparaître des éléments à la fois favorables et défavorables aux propriétaires indemnisés (4).

(1)-Ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966, article 8.

(2)-ibidem, article 8, dernier alinéa.

(3)-Ordonnance n°71-73 du 8 Novembre 1971, articles 97 et s.

(4)-Décret n°73-64 du 3 Avril 1973, relatif à la détermination et à l'évaluation des biens indemnisables dans le cadre de la révolution agraire, JORA 1973, p.350

-Décret n°73-83 du 5 Juin 1973, fixant les conditions d'indemnisation des propriétaires privés, JORA 1973, p.534.

Parmi les éléments défavorables, il faut signaler que l'indemnisation est fixée par référence à l'impôt foncier. Or, comme dans de nombreux cas, cet impôt est calculé forfaitairement sur la base des déclarations des propriétaires eux-mêmes, le montant de l'indemnisation sera bien souvent sous-évalué. En outre, l'indemnisation s'effectue en bons du Trésor, dans des conditions peu avantageuses. Le rythme de dédommagement est établi sur quinze ans, et le taux annuel d'intérêt, de 2,5%, est notoirement inférieur au rythme de l'inflation.

En revanche, au titre des éléments favorables, on peut remarquer d'une part, que les annuités versées sont exonérées de tout impôt, et d'autre part, que les bons d'indemnisation sont librement transmissibles, sous la seule réserve d'une déclaration aux services compétents du Ministère des Finances.

Cet ensemble d'institutions représente un dispositif particulièrement contraignant à l'égard des entreprises privées, mais aussi suffisamment souple, pour permettre à l'Etat d'adapter son contrôle à la diversité des situations concrètes, qu'il entend réglementer.

B - Un usage pragmatique lié à l'évolution de la politique économique

Les différentes techniques de contrôle, instituées en droit positif, ont été inégalement utilisées depuis l'Indépendance. En fait, leur mise en pratique a varié à la fois selon les secteurs d'activité, et selon les époques. L'évolution récente permet toutefois de constater globalement une certaine désuétude des techniques de simple contrôle, et une utilisation très sélective de la mesure de nationalisation.

I - La désuétude des techniques de simple contrôle

La mise sous protection de l'Etat, ou sous Commissaire du Gouvernement, ne s'est pas opérée selon des critères juridiques précis. La formule consacrée par le Décret du 15 Avril 1964 (I), témoigne d'ailleurs de l'embarras du législateur à réglementer des institutions, qui n'ont pas vocation à s'appliquer à un ensemble déterminé d'activités ou d'entreprises, mais sont appelées à régir des situations particulières, appréciées cas par cas, par les pouvoirs publics.

Leur mise en oeuvre est en fait intervenue au lendemain de l'Indépendance, dans un climat empreint d'une double incertitude. Incertitude sociale d'une part, caractérisée par d'importants conflits, notamment dans les entreprises industrielles étrangères, dont l'enjeu résidait souvent dans une alternative claire : la liquidation de l'entreprise par son propriétaire, ou la prise de contrôle des travailleurs par le biais d'un Comité de gestion. Incertitude politique d'autre part, dans la mesure où le Gouvernement algérien n'entendait pas fermer la porte à toute initiative privée, et devait en conséquence, arbitrer les conflits sociaux en marge de l'alternative posée.

En ce sens, les deux institutions utilisées expriment une solution d'attente. Si la mise sous protection de l'Etat a plutôt été prononcée à l'égard des exploitations agricoles appartenant à de grands colons, alors que la nomination de Commissaires du Gouvernement intervenait plus spécialement dans les entreprises industrielles et commerciales, les deux situations évoquent une solution de compromis

(I)-Article 1er : "Dans toutes les sociétés privées, fonctionnant dans des conditions économiques anormales, il pourra être désigné un Commissaire du Gouvernement.."

de caractère provisoire. En bonne logique, l'institution devait conduire à terme rapide, soit à la pleine restauration de la gestion privée, soit à la nationalisation effective des entreprises concernées.

Dans les faits, c'est la seconde branche de l'alternative qui s'est le plus souvent réalisée. Mais les mesures de nationalisation n'ont que rarement été prises (1) ; il est donc préférable de parler d'intégration des entreprises au secteur public.

En tant que palliatifs à la nationalisation, ces institutions répondaient à l'évidence à une situation exceptionnelle. Elles ont connu d'importantes applications jusqu'aux années 1966-1967 (2), époque à laquelle la place du secteur privé dans l'économie nationale a été sinon clairement précisée, du moins officiellement admise. Elles paraissent, depuis, tomber progressivement en désuétude, l'entreprise privée étant désormais soit autorisée à fonctionner, soit directement appropriée par l'Etat.

Reste toutefois l'hypothèse retenue par le Code des investissements d'un retrait d'agrément sanctionnant l'activité d'entreprises préalablement autorisées. Cette hypothèse n'est pas demeurée théorique (3). On ignore cependant le sort réservé aux entreprises concernées, dans la mesure où la pratique s'est instaurée, contre la lettre du Code, d'assimiler agrément et octroi d'avantages fiscaux et

(1)-Voir sur ce point AIDOU M. "Le domaine privé immobilier de l'Etat" Bulletin du Ministère des Finances, Septembre 1970, n°3, p.18.

(2)-cf. liste en annexe.

(3)-Voir par exemple deux Arrêtés interministériels du 8 Novembre 1971, rapportant des décisions antérieures d'agrément d'entreprises privées, JORA 1971, p.1399.

financiers. Il est probable dans cette optique, que le retrait d'agrément a eu pour seule conséquence la suppression des avantages, dont bénéficia jusqu'alors l'entreprise agréée.

2 - L'utilisation sélective de la nationalisation

La technique de la nationalisation a été utilisée depuis l'Indépendance, dans des conditions extrêmement diverses. Au-delà des situations particulières, il est possible toutefois de rapporter sa mise en oeuvre aux grandes orientations de la politique économique du pays, et aux évolutions qui l'ont caractérisée.

De ce point de vue, un clivage très net s'établit entre la longue phase de nationalisme économique, qui culmine, en 1971, avec l'extension du contrôle de l'Etat sur la production d'hydrocarbures et la phase nouvelle, ouverte avec l'application de la révolution agraire, où les intérêts privés nationaux sont mis en cause, sans que soient déjà perceptibles la signification et la portée exactes du processus engagé.

Pour autant que l'on puisse parler de nationalisme économique durant la première décennie d'indépendance, la politique économique poursuivie, n'est pas homogène au cours de cette période. Dans une première étape, la réflexion doctrinale, pour définir une stratégie de développement adaptée aux réalités économiques et sociales du pays, conduit à mettre l'accent sur la nécessité de la réforme agraire. L'effort de développement est conçu comme devant prendre appui sur une refonte des structures agraires, la modernisation des conditions d'exploitation, le développement de la production agricole. Aussi bien, tous les textes fondamentaux du jeune Etat algérien insistent-ils sur le caractère prioritaire de la réforme agraire dans le processus de

développement (1). Ce choix devait être rapidement remis en cause. Il n'en a pas moins orienté toute la politique de nationalisation de 1962 à 1965, consacrant la décolonisation agraire, tout en amorçant la réforme de la propriété foncière nationale (2).

Une nouvelle stratégie de développement se dessine après le changement de régime. Elle trouve son expression doctrinale dans plusieurs résolutions du Conseil de la Révolution (3) et connaît un début d'application avec le pré-plan triennal (1967-1969). Elle s'appuie sur une politique massive d'industrialisation, dont les grandes lignes ont déjà été évoquées (4). La réalisation de cette politique se heurte toutefois au contrôle quasi monopolistique, que les intérêts étrangers exercent sur le secteur industriel moderne. C'est pourquoi, au cours d'une seconde étape, la technique de nationalisation sera utilisée comme instrument d'éviction du capital étranger et moyen de constitution des bases matérielles de l'industrialisation. Dans les années 1970, cet objectif est réalisé : l'Etat algérien a récupéré la pleine maîtrise des richesses naturelles du pays, ainsi que le contrôle des principaux biens de production.

(1)-cf. Programme de Tripoli (1962), op.cit. p.39
 "Dans le contexte algérien, la Révolution démocratique populaire est d'abord une révolution agraire".
 -Constitution de la République algérienne démocratique et populaire, JORA 1963, p.888, Préambule
 "La Révolution se caractérise par la mise en oeuvre de la réforme agraire et la création d'une économie nationale dont la gestion sera assurée par les travailleurs".
 -Rapport du Secrétaire Général du Parti au Congrès d'Alger (1964), Charte d'Alger, op.cit. p.162
 "Il va de soi que la réforme agraire sera pour nous une action de base, un premier pas vers l'industrialisation".
 -Avant-projet de Révolution agraire (1966), op.cit. p.506
 "Dans la phase de démarrage de notre économie, l'agriculture a donc un rôle majeur à jouer sur les plans de la production, de l'emploi et de l'épargne...La révolution agraire est à la base de notre développement

(2)-cf. supra p. 84 et s.

(3)-Réunion du I4 au 21 Février 1966 (JORA 1966, p.316) et Réunion du 9 au 26 Mai 1967 (RASJ 1968, p.537 et s.).

(4)-cf. supra p. 398-399.

S'ouvre alors, avec l'intervention de la révolution agraire, une phase nouvelle, où les mesures de nationalisation touchent directement les intérêts privés nationaux. Il est pour le moins prématuré d'évaluer l'ampleur que revêtira ce processus. L'impact des nationalisations sur la propriété foncière privée est encore mal connu ; et surtout, les intentions de l'Etat à l'égard du capital industriel national, demeurent trop imprécises pour qu'une appréciation d'ensemble puisse être formulée. L'emprise de l'Etat peut en fait se réaliser par divers moyens ; celui offert par le Code des investissements, permettant à l'Etat de définir les branches vitales de l'économie nationale, dans lesquelles le monopole de la décision d'investissement lui sera réservé, n'a pas encore été mis en oeuvre. Les nationalisations récentes, intervenues dans le domaine des plastiques (I), autorisent à se demander si cette voie ne va pas désormais être explorée.

Il reste toutefois, qu'en l'espace de dix ans, le capital privé national s'est considérablement développé dans le secteur industriel. Il n'est pas certain en conséquence, que son éviction soit possible sur le plan économique, moins encore qu'elle puisse être envisagée sur le plan politique.

(I)-Ordonnance n°76-20 du 27 Février 1976, portant nationalisation des biens...de la Société algérienne des polymères (SAP), JORA 1976, p.215
 -Ordonnance n°76-21 du 19 Mars 1976, portant nationalisation des biens.. de la Société anonyme "INNOVAC AFRIQUE", JORA 1976, p.263.

Section 2 - UN REGIME DE FONCTIONNEMENT INADEQUAT

Lors même que son existence est reconnue, l'entreprise privée ne peut développer librement son activité, dans une économie qui entend progresser, par mutations successives, dans la voie du socialisme. Dans ce contexte, la définition de son régime de fonctionnement doit être envisagée à un double niveau.

Il s'agit d'une part, au plan national, d'aménager la coexistence entre l'entreprise privée et l'entreprise publique, c'est à dire de déterminer les moyens d'insertion du secteur privé, dans le processus de développement économique maîtrisé par l'Etat. Il s'agit, d'autre part, au niveau de l'entreprise, d'aménager la contradiction entre les intérêts du patronat et ceux des travailleurs, donc de fixer les clauses d'un *modus vivendi*, conforme à l'option socialiste du pays.

La première exigence renvoie à la pratique de la planification, qui devrait logiquement revêtir un caractère impératif, assorti de mesures de contrainte et de contrôle, permettant d'assurer le respect des obligations, arrêtées dans ce cadre. Le second impératif doit se traduire par la définition de nouvelles modalités de participation des travailleurs à la gestion des entreprises, amorçant une transformation qualitative des rapports antérieurs de travail de type capitaliste.

Cependant, force est de constater que les tentatives, développées en ce sens, sont relativement timides. Plus précisément, si la tentative d'intégration économique paraît avoir échoué, la transformation des rapports économiques au sein de l'entreprise privée semble devoir se limiter à la recherche de l'intégration sociale des travailleurs.

§ I - L'ECHEC DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE

L'intégration du secteur privé dans le processus de développement, supposait que l'acte de planification soit sanctionné par des mesures d'exécution, imposant le respect de ses prescriptions. Or, si certaines institutions mises en place traduisent effectivement une volonté d'encadrement de l'entreprise privée, on ne peut pour autant conclure à une véritable planification de son activité.

A - Une volonté d'encadrement ...

Les dispositions législatives et réglementaires, qui touchent directement ou indirectement l'activité des entreprises privées abondent depuis l'Indépendance. Il ne peut être par conséquent envisagé de les examiner dans le détail. Du moins, faut-il s'efforcer de préciser le sens et la portée de celles qui traduisent les grandes orientations de la politique économique algérienne. A ce titre, doivent être distinguées les mesures de contrôle, directes mais classiques, des mesures indirectes, mais peut-être plus contraignantes.

I - Des mesures classiques

La fiscalité, la réglementation des prix et du commerce extérieur, constituent les moyens traditionnels, par lesquels l'Etat oriente l'activité économique privée. S'y ajoute normalement la politique du crédit. Mais curieusement, la complète maîtrise par l'Etat des institutions bancaires ne s'est pas accompagnée de la définition d'une politique officielle du crédit à l'égard du secteur privé. Seuls les trois premiers moyens seront par conséquent examinés.

a) La fiscalité

Le régime fiscal applicable aux entreprises privées, industrielles et commerciales (1), n'appelle pas de remarques particulières, sous réserve des dispositions dérogatoires prévues par le Code des investissements et qui seront examinées ci-dessous. Il comprend essentiellement un impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, dont le taux est fixé à 24% pour les sociétés de personnes et à 60% pour les sociétés de capitaux (2), une taxe sur l'activité industrielle et commerciale, perçue au profit des collectivités locales, dont le taux est de 2,5%, ainsi que le versement forfaitaire de 6% sur les traitements et salaires. En outre, est assise sur le chiffre d'affaires, une taxe unique globale - à la production ou sur les prestations de services dont le taux varie de 6 à 40%.

La fiscalité applicable aux exploitations agricoles privées n'a pas changé jusqu'à l'application de la révolution agraire. Elle était alors fondée sur la notion de valeur locative des parcelles, appréciée par chaque commune, en fonction des spéculations pratiquées ainsi que du potentiel des terres ; cette valeur servait d'assiette à différentes impositions : taxe sur l'activité agricole, taxe foncière, contribution foncière, et impôt sur les bénéfices. A partir de 1971, la décision fut prise d'étendre, au secteur privé agricole, le régime de la contribution forfaitaire des exploitations autogérées, qui devait se substituer aux anciennes taxes et contributions perçues (3). Mais

(1)-Pour une analyse du régime d'imposition en matière pétrolière, cf. TERKI N. Les sociétés étrangères en Algérie. op.cit. p.2II et s.

(2)-Ordonnance n°74-II6 du 31 Décembre 1974, portant loi de Finances pour 1975, déjà citée, article 26.

(3)-Ordonnance n°71-86 du 31 Décembre 1971, portant loi de Finances pour 1972, article 62.

cette mesure, suspendue pour les années 1972 et 1973 (1), ne fut jamais réellement appliquée, puisque la contribution agricole a été définitivement supprimée en 1974 (2). Dès lors, la fiscalité des exploitations privées se limite à l'impôt sur les bénéfices agricoles, l'option restant ouverte entre le régime des bénéfices réels et le régime forfaitaire, toujours assis sur la notion de valeur locative.

Ce système fiscal, très classique dans ses différentes modalités, ne fournit pas à l'Etat de moyens réellement nouveaux en matière d'interventionnisme économique.

b) La réglementation des prix

Une mesure récente (3) est venue actualiser l'ancienne réglementation édictée par l'Ordonnance du 30 Juin 1945 sur les prix. Elle procède toutefois du même esprit et non des tendances plus récentes de la législation française, qui visent à aménager, par voie contractuelle, l'ancien régime dominé par la notion de blocage.

La nouvelle réglementation fait place à deux régimes différents, mais qui conduisent, l'un et l'autre, à la détermination par voie administrative du niveau des prix. Pour certains produits, les prix sont directement fixés par mesure réglementaire, soit par Décret, soit par Arrêté conjoint du Ministre du Commerce et du Ministre intéressé. Pour d'autres catégories de produits, dont les prix sont

(1)-Ordonnance n°73-15 du 3 Avril 1973, différant l'application du régime de contribution forfaitaire de l'autogestion dans l'agriculture aux exploitations agricoles du secteur privé, JORA 1973, p.335.

(2)-Ordonnance n°74-106 du 26 Novembre 1974, JORA 1974, p.1034.

(3)-Ordonnance n°75-37 du 29 Avril 1975, relative aux prix et à la répression des infractions à la réglementation des prix, JORA 1975, p.41

"contrôlés", l'intervention administrative "se limite" à la fixation de la marge bénéficiaire à l'homologation des prix proposés, ou même au simple plafonnement.

Le régime de fixation directe présente les aspects les plus intéressants du point de vue de l'orientation de l'activité des entreprises. Il permet tout à la fois un contrôle très strict, par des mesures autoritaires de blocage des prix, et un contrôle plus souple, par le biais de mesures d'incitation.

Ainsi en est-il de la catégorie dite des "prix spéciaux fixés indépendamment de leur coût de revient et de distribution, à un niveau permettant...l'approvisionnement en matières premières et en biens d'équipement de certaines entreprises industrielles ou de certaines exploitations agricoles à promouvoir" (1). Dans la même perspective, s'inscrit la fixation de "prix stabilisés...permettant la réalisation des programmes d'investissements, conformément aux prévisions contenues dans le plan" (2). Dans les deux cas, la fixation administrative des prix est susceptible de faciliter l'activité des entreprises, dont le développement s'inscrit dans l'optique du Plan, et qui bénéficieront de prestations à des coûts inférieurs aux prix de revient réels.

Il n'est pas utile d'approfondir ici l'analyse d'une réglementation, dont les applications restent d'ailleurs modestes dans le domaine de l'incitation (3). Il importe cependant de souligner,

(1)-Ordonnance n°75-37, article 5.

(2)-ibidem,.

(3)-Il en va bien sûr différemment en matière de contrôle des prix aux différents stades de la distribution finale. Dans ce domaine, la réglementation est abondante, sinon parfaitement respectée.

que l'Etat dispose, à travers la réglementation des prix, d'un arsenal diversifié de moyens, dont l'utilisation sélective peut contribuer à un encadrement efficace du fonctionnement des entreprises privées.

c) La réglementation du commerce extérieur

Pendant une longue période, le contrôle du commerce extérieur a constitué le moyen privilégié de l'interventionnisme économique de l'Etat. "Les pouvoirs publics ont utilisé tout l'arsenal connu des politiques douanières"(1), et celui-ci s'est révélé d'autant plus efficace que le mode de développement du pays impliquait un essor considérable des importations de nombreux produits et matériels. Si l'on s'en tient à l'évolution générale de la politique suivie en la matière, il faut constater que le contrôle n'a cessé de se renforcer, jusqu'à l'intervention du premier Plan quadriennal. A partir de 1972, et surtout de 1974, en revanche, l'inefficacité du fonctionnement des monopoles confiés aux organismes publics et la pression persistante exercée par le secteur privé en vue d'une libéralisation des échanges avec l'étranger (2), ont conduit à un allègement important des contraintes antérieures. Cet allègement s'applique essentiellement au contrôle physique des échanges.

La législation actuelle du commerce extérieur résulte de deux Ordonnances, promulguées avec l'entrée en application du second Plan quadriennal (3). En matière d'exportation, trois régimes sont

(1)-BORELLA F. "Le doit public économique positif en Algérie" op.cit.p.36

(2)-cf.LARABI H. Opinions sur l'économie algérienne op.cit. pp.57 et s 95 et s., et 127 et s.

(3)-Ordonnance n°74-II du 30 Janvier 1974, portant libération du commerce d'exportation, JORA 1974, p.170

-Ordonnance n°74-I2 du 30 Janvier 1974, relative aux conditions d'importation des marchandises, JORA 1974, p.171.

aménagés. Subsiste tout d'abord un régime de prohibition absolue, à l'égard de certains pays, avec lesquels l'Algérie n'entretient aucune relation. Ensuite, pour les produits soumis à monopole des entreprises socialistes, il est prévu un examen séparé de chacun d'entre eux et une confirmation, cas par cas, dans le cadre de la nouvelle réglementation. Enfin, pour les autres marchandises, l'autorisation préalable, délivrée sous forme d'un titre d'exportation, est supprimée. Le principe de liberté est donc instauré, sous réserve de clauses de sauvegarde, qui pourraient être mises en oeuvre "en fonction de l'évolution de la conjoncture économique et des nécessités de protection de l'économie nationale". Un Décret doit permettre l'application de ces dispositions aux entreprises privées.

Des principes analogues ont présidé à l'élaboration de la nouvelle législation des importations. A l'exception du régime de prohibition absolue, trois cadres juridiques sont institués. L'ancien régime de contingentement, qui prévoit notamment la délivrance de licences d'importation, est maintenu (1). Mais d'une part, il s'applique à des catégories beaucoup plus restreintes de marchandises, de nombreuses mesures ayant été prises en un sens libéral depuis 1972 (2). Et d'autre part, un régime dérogatoire est institué par l'Ordonnance de 1974, avec les autorisations globales d'importation, qui se substituent aux anciennes licences nécessaires pour chaque opération commerciale. Ces autorisations globales peuvent être délivrées aussi bien aux entreprises socialistes, qu'elles soient ou non détentrices d'un monopole,

(1)-Décret n°63-188 du 16 Mai 1963, fixant le cadre contingentaire pour l'importation des marchandises, JORA 1963, p.582
Ce Décret se réfère implicitement à la loi française du 11 Juillet 1938.

(2)-cf. par exemple les Arrêtés du Ministre du Commerce en date du 21 Février 1972, portant libération à l'importation des marchandises au regard de la réglementation du commerce extérieur, et portant décontingentement à l'importation de certaines marchandises, JORA 1972, p.414 et s.
-Voir plus récemment Arrêtés du 20 Mai 1975, fixant la liste des produits prohibés et contingentés à l'importation, JORA 1976, p.179.

qu'aux entreprises privées, dès lors que celles-ci "sont en mesure de présenter un programme annuel d'approvisionnement" (1). Enfin, l'importation des produits, ni contingentés ni soumis à autorisation globale, est totalement libre.

L'ensemble de ces dispositions traduisent donc un important recul, au regard de la préoccupation initiale de l'Etat de maîtriser le commerce extérieur. Le maintien du régime de tarification douanière et surtout de la réglementation des changes, ne saurait infirmer cette constatation.

En matière douanière, trois régimes de tarification ont été successivement promulgués (2). Au plan général, "ce tarif douanier se caractérise par la distinction des produits fabriqués et non fabriqués - les premiers étant plus taxés pour favoriser l'industrialisation un renforcement sur les biens de consommation de deuxième nécessité et sur les produits de luxe, et une exonération des biens de consommation de première nécessité et les biens d'équipement" (3). Une analyse plus détaillée serait nécessaire pour apprécier l'évolution de la politique économique en ce domaine, mais en tout état de cause, il pénalise ou avantage, dans les mêmes proportions, l'activité du secteur public et l'initiative privée.

(1)-Ordonnance n°74-I2 du 30 Janvier 1974, article 5.

(2)-Ordonnance n°63-414 du 28 Octobre 1963, instituant un nouveau tarif douanier, JORA 1963, p.1080

-Ordonnance n°68-35 du 2 Février 1968, portant établissement de nouveaux droits de douane, JORA 1968, p.110

-Loi de Finances pour 1973, déjà citée, articles 28 à 39.

(3)-VLACHOS G.S "Le droit public du développement : le modèle algérien" op.cit. p.264.

Enfin, la réglementation des changes maintient un contrôle rigoureux sur toutes les opérations financières avec l'étranger. Le texte de base demeure le Décret français du 15 Juillet 1947, qui aménageait de manière très restrictive, les possibilités de transferts monétaires. Ses dispositions ont été étendues peu après l'Indépendance, aux pays de la zone franc (1), et les sanctions en la matière renforcées plus récemment (2). En tout état de cause, les transactions économiques impliquant un transfert de devises, sont obligatoirement soumises à autorisation préalable, délivrée par une banque primaire, sous contrôle de la Banque Centrale d'Algérie. Il en est ainsi en particulier de tous les transferts de fonds, garantis par le Code des investissements aux sociétés étrangères (3).

2 - Des contraintes indirectes

A côté des mesures classiques d'encadrement, de nombreuses contraintes pèsent sur le fonctionnement des entreprises privées, qui résultent de l'organisation générale de l'économie algérienne, et ne peuvent faire l'objet d'un examen exhaustif. On se contentera par conséquent de rappeler les principales d'entre elles.

Ces contraintes résultent tout d'abord de la détention, par de nombreux organismes publics, de monopoles d'activité, essentiellement dans le secteur tertiaire (4). Force est donc pour les entreprises

(1)-Décret n°63-411 du 19 Octobre 1963, portant extension de certaines dispositions en matière de contrôle des changes, JORA 1963, p.1054.

(2)-Loi de Finances pour 1970, déjà citée, articles 44 à 66.

(3)-Ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966, articles 11, 12 et 13. Voir sur ce point, TERKI N. Les sociétés étrangères en Algérie. op.cit. p.230 et s.

(4)-cf.supra p.400.

privées de s'adresser à ces organismes pour l'obtention d'un certain nombre de services, nécessaires ou utiles à leur activité. Or, les difficultés d'organisation ou les insuffisances de fonctionnement des seconds sont souvent l'occasion, pour les premières, de dénoncer une bureaucratie stérilisante, qui décourage l'initiative et freine le développement du secteur privé.

Une seconde série de contraintes provient de la législation sur les transactions, dont les caractéristiques ont déjà été soulignées (1). S'ajoute à cette réglementation, déjà ancienne, le monopole désormais conféré aux communes pour l'acquisition de tous les terrains situés dans le périmètre d'urbanisation communale (2). Cette municipalisation des sols restreindra à l'évidence, les possibilités déjà limitées de création ou d'extension des entreprises privées.

Il reste que ces différentes mesures d'encadrement ne sont pas constitutives d'une planification du secteur privé, dont il faut maintenant constater l'inexistence.

B - ...Sans réelle planification

L'activité des entreprises privées n'a jamais été enfermée dans le cadre contraignant d'une planification impérative. Il est toutefois paradoxal de remarquer que les tentatives les plus sérieuses d'organisation du secteur privé, se sont déroulées dans les années 1964-1967, c'est à dire à une époque où la planification n'en était

(1)-cf. supra p. 423 et s.

(2)-Ordonnance n°74-26 du 20 Février 1974, portant constitution de réserves foncières au profit des communes, JORA 1974, p.226.

qu'à ses premiers balbutiements. A l'inverse, depuis que l'effort de planification a pris davantage de consistance, l'emprise de l'Etat s'est progressivement desserrée, et ses moyens de contrôle sensiblement affaiblis.

I - Des moyens d'organisation sans planification

Au moment où l'Etat manifeste la volonté de contrôler, de manière étroite, l'activité des entreprises privées, il recourt à une formule très proche de celle des Comités d'organisation, institués en France durant la deuxième guerre mondiale, et auxquels l'Arrêt Monpeurt(1) a conféré une célébrité juridique bien au-delà de leur existence éphémère (2). Sous la dénomination de groupements professionnels, le Ministre de l'Economie Nationale peut en effet créer, par Arrêté, des organismes(3), dont la qualification juridique suscite des difficultés du même ordre que celles provoquées par la création des Comités d'organisation.

Si l'on retient la méthode de classification des personnes morales proposée par M. CONSTANS (4), il faut en apparence considérer, que les groupements professionnels sont des groupements corporatifs investis d'une mission de service public. D'une part, ils ont vocation à assurer la représentation juridique, au moyen d'une organisation autonome, des intérêts collectifs d'une population donnée sur un

(1)-Conseil d'Etat, 31 Juillet 1942, Monpeurt, Recueil Lebon, p.239.

(2)-cf.EISENMANN Ch. "L'arrêt Monpeurt, légende et réalité", in Mélanges Mestre 1956, p.221.

(3)-Décret n°64-233 du 10 Août 1964, fixant les statuts des groupements professionnels, JORA 1964, p.919.

(4)-cf.supra p. 37 et s.

territoire donné (1). D'autre part, la tâche principale des groupements est de "coordonner l'activité de leurs membres, en vue de l'exécution des objectifs planifiés d'investissements, de production, d'approvisionnement et de distribution" (2). Cette mission ressortit incontestablement à l'exécution d'un service public, d'autant que "le Ministre peut charger le groupement de certaines fonctions économiques concernant la profession considérée : importation, exportation, commercialisation des produits, répartition des matières premières entre les membres, exécution des programmes de stockage, compensation entre les entreprises" (3).

Toutefois, l'analyse du statut des groupements en termes corporatifs achoppe sur la prise en considération des pouvoirs exorbitants, détenus par le Ministre de l'Economie quant à leur organisation et à leur fonctionnement. Loin de procéder, en effet, de la volonté des membres du groupement, les organes d'administration sont composés, en majorité, par des agents désignés par le Ministre. Celui-ci nomme quatre des sept membres du Conseil d'administration ainsi que son Président. Il désigne également, sur proposition du Conseil, le Directeur du groupement (4). En outre, le pouvoir de sanction à l'égard des

(1)-Les groupements professionnels sont dotés de la personnalité civile et ils ont "l'exclusivité de représentation des intérêts généraux de leurs membres". En outre, l'affiliation aux groupements "est obligatoire pour toutes les personnes physiques ou morales exerçant sur le territoire national une activité entrant dans le cadre défini pour chaque groupement par l'arrêté de création" (Décret du 10 Août 1964, articles I et 2).

(2)-ibidem, article 4.

(3)-BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit. p.813.

-Décret du 10 Août 1964, article 3.

(4)-cf.Décret du 10 Août 1964, articles 17 et s.

adhérents n'est pas exercé par l'Assemblée Générale des membres du groupement, mais par le Ministre lui-même, qui peut refuser l'admission de certains entrepreneurs et prononcer l'exclusion de certains autres (1). Si le motif de ces sanctions n'est pas énoncé par le Décret, "il faut conclure de l'esprit du texte qu'elles résident dans l'incapacité ou le refus de l'intéressé de remplir les obligations que le groupement fixe à ses membres" (2). Quoi qu'il en soit, la conséquence de ces mesures est particulièrement vigoureuse, puisqu'elles entraînent "de plein droit interdiction d'exercer la profession en cause".

Enfin, le Ministre exerce un contrôle constant sur le fonctionnement du groupement, par l'intermédiaire de deux agents relevant directement de son autorité. D'une part, un agent comptable, désigné par ses soins, est chargé de tenir la comptabilité et d'effectuer toutes les opérations financières de l'organisme (3). D'autre part, un Commissaire du Gouvernement, représentant du Ministre, est placé auprès de chaque groupement. Il détient un droit de veto sur toutes les décisions du Conseil d'administration, qui ne peut être levé que par décision ministérielle (4).

Si la nature juridique des groupements professionnels est donc incertaine, c'est qu'en réalité, les pouvoirs publics entendaient à cette époque, sous couvert d'organisations corporatives, exercer une surveillance étroite sur les entreprises privées, en soumettant leur

(1)-Décret du 10 Août 1964, articles 13 et 14.

(2)-BORELLA F. "Le droit public économique positif en Algérie" op.cit. p.812.

(3)-Décret du 10 Août 1964, article 24.

(4)-ibidem, article 29.

activité aux impératifs de la planification nationale. Mais à la même époque, la planification demeurait, dans une large mesure, en chantier. Et de fait, seuls six groupements professionnels furent créés entre le second semestre 1964 et le premier semestre 1965 (1). Encore faut-il préciser que l'essentiel de leurs tâches se limitait à l'organisation du commerce extérieur des produits, pour lesquels ils étaient dotés du monopole à l'importation et parfois à l'exportation.

Toujours est-il que cette expérience ne fut pas prolongée au-delà du changement de régime. Sans être juridiquement supprimés, les groupements professionnels passèrent progressivement, après 1965, sous contrôle des entreprises publiques, créées dans la même branche d'activité, et il semble bien qu'ils aient été, par la suite, purement et simplement dissous.

2 - Le renoncement de l'Etat à la planification du secteur privé

Avec la promulgation du Code des investissements, tout laissait pourtant supposer que l'effort de planification allait être poursuivi et approfondi à l'égard du secteur privé. Mais les principes et techniques, adoptés dans ce cadre, ont été rapidement détournés de leur objectif initial, et l'Etat a perdu tout moyen de contrôle pour faire prévaloir l'intérêt économique général sur les intérêts particuliers des entrepreneurs privés.

-
- (1)-Arrêté du 1er Septembre 1964, portant création d'un groupement professionnel des produits laitiers (GAIRLAC), JORA 1964, p.1013
 -Arrêté du 1er Septembre 1964, portant création d'un groupement professionnel d'importation de bois (BOIMEX), JORA 1964, p.1014
 -Arrêté du 1er Septembre 1964, portant création d'un groupement professionnel d'importation de la chaussure (GIAC), JORA 1964, p.1015
 -Arrêté du 23 Décembre 1964, portant création d'un groupement professionnel des textiles (GITEXAL), JORA 1964, p.1339
 -Arrêté du 26 Décembre 1964, portant création d'un groupement professionnel d'achat de l'industrie textile (GADIT), JORA 1964, p.1349
 -Arrêté du 4 Mai 1965, portant création d'un groupement professionnel d'importation des cuirs et peaux (GICP), JORA 1965, p.555.

On a déjà souligné que le Code des investissements subordonne l'agrément des entreprises privées à l'examen, par les instances qualifiées, de l'utilité sociale des investissements projetés. Effectivement, l'Ordonnance du 15 Septembre 1966, envisage l'agrément des seules entreprises, qui "prévoient un effort de formation spécialisée de la main d'oeuvre nationale et qui, en raison de leur localisation ou de leur secteur d'activité, concourent au développement économique du pays, selon les plans et programmes définis par les pouvoirs publics"(1). Pour les entreprises étrangères, des critères complémentaires sont retenus (2).

L'octroi d'avantages particuliers (3), doit être pareillement soumis à examen préalable de la conformité des investissements par rapport aux objectifs de la planification. Les dégrèvements fiscaux, limités à la période de démarrage de l'entreprise, ne peuvent être consentis qu'en fonction de critères économiques plus précis et davantage sélectifs (4), tandis que les avantages financiers ne doivent être accordés qu'aux "fabrications ou stockages reconnus nécessaires au développement de l'Algérie" (5).

(1)-Ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966, article 26.

(2)-ibidem

Il s'agit de "l'ouverture des marchés extérieurs, de l'importance de la valeur ajoutée dégagée par l'entreprise en Algérie, du degré d'utilisation des matières premières locales et du niveau de couverture par des fonds propres de l'investissement à réaliser".

(3)-Pour une analyse détaillée de ces avantages, voir BELKACEM K. "Le Code des investissements privés en Algérie" op.cit.p.320 et s.

(4)-Ordonnance du 15 Septembre 1966, article 15

Les critères énoncés reprennent, en les précisant, ceux énumérés par l'article 21 de l'Ordonnance. S'y ajoutent la prise en considération tant du volume de la production destinée à se substituer aux importations que des effets indirects de l'investissement envisagé sur les activités connexes ou complémentaires.

(5)-ibidem, article 16.

On ignore si ces critères ont été effectivement appliqués. Il est certain en tout cas, dans la mesure où la procédure d'agrément n'a pas joué comme technique d'autorisation préalable, que de nombreuses entreprises se sont créées "en marge du Plan" (1). Mais même dans les autres cas "il ressort du bilan de plus de trois années d'investissement privé que nous connaissons très mal l'état d'exécution des projets qui ont été agréés et que surtout dans certaines branches recherchées par les promoteurs s'est installé un certain désordre dans les investissements" (2).

Il est peu probable que la situation ait favorablement évolué depuis, car d'une part, les moyens de contrôle prévus par le Code des investissements n'ont pas été renforcés (3), et d'autre part, l'action de planification est restée très modeste vis à vis du secteur privé.

Si le droit de la planification maintient l'illusion que le Plan s'applique également et de manière impérative à tous les agents économiques (4), la réalité transparaît des rapports généraux, qui

(1)-Voir Déclaration du Secrétaire d'Etat au Plan, in EL Moudjahid 20 Mai 1971

"Jusqu'à maintenant, d'une certaine manière, on peut dire que l'investissement privé s'est situé en marge du Plan, ou plus exactement que le seul élément de planification qui a joué vis à vis des investissements privés a été la possibilité de refuser un agrément étant entendu que rien n'interdisait à un promoteur de se passer de l'agrément".

(2)-ibidem.

(3)-BELKACEM K. "Le Code des investissements privés en Algérie" op.cit. p.322

"Il faut souligner que si le principe du contrôle...est prévu par le Code, les moyens pratiques de l'appliquer sont très réduits. Il n'y a eu, à ce jour, ni constitution d'un organe spécialisé pour suivre l'application du Code auprès des entreprises agréées, ni intervention de certaines règles souples d'information".

(4)-Ordonnance n°74-68 du 24 Juin 1974, portant 2ème Plan quadriennal 1974-1977, déjà citée

article 9, alinéa 2 : "L'ensemble des structures de l'Etat et des agents économiques, à quelque niveau qu'ils soient, sont tenus de se conformer aux orientations, objectifs, programmes et mesures arrêtés dans le Plan et sont responsables de la réalisation correcte des objectifs...qui leur sont impartis".

accompagnent sa promulgation. La nécessité d'un "contrôle strict des entreprises privées pour assurer l'adéquation avec les objectifs du Plan" était certes réitérée en 1970 (1), mais le même document reconnaissait aussi son caractère simplement indicatif à cet égard (2). En revanche, le rapport du second Plan, en passant totalement sous silence les conditions de son application au secteur privé, traduit le renoncement de l'Etat à insérer l'activité des entreprises privées dans le processus planifié de développement.

L'échec de la tentative d'intégration économique laisse présager les difficultés que va rencontrer l'effort actuellement engagé, en vue de l'intégration sociale des travailleurs dans l'entreprise privée.

§ 2 - LA RECHERCHE DE L'INTEGRATION SOCIALE

S'il est vrai que dans l'entreprise privée "les intérêts du patron et ceux des travailleurs sont totalement divergents", la nouvelle législation du travail traduit la volonté évidente d'aménager la contradiction existante, en jetant les bases institutionnelles d'une large concertation entre syndicat et patronat. Par rapport à la situation qui prévalait au lendemain de l'Indépendance, les termes de l'analyse se trouvent donc inversés. Alors qu'à cette époque, le conflit ouvert entre les deux groupes d'intérêts, se traduisait, le plus souvent, par

(1)-Plan quadriennal 1970-1973, Rapport général. Editions populaires de l'Armée, Alger 1970, p.147.

(2)-ibidem, p.149

"Le plan national d'investissement doit également, à titre prévisionnel, retracer l'action du secteur privé".

la victoire définitive de l'un sur l'autre, la nouvelle organisation des rapports de travail dans l'entreprise privée est désormais dominée par l'idée d'un compromis indispensable. Celui-ci passe par une reconnaissance réciproque : d'une part, de la légitimité de la fonction syndicale par l'employeur, d'autre part, de la légitimité de l'autorité patronale par les travailleurs.

A - La légitimité de la fonction syndicale

Cette légitimité trouve sa source dans l'institutionnalisation de la section syndicale d'entreprise ; elle se caractérise par le monopole, dont est investi le syndicat, de l'exercice des droits collectifs reconnus aux travailleurs.

I - L'institutionnalisation de la section syndicale

Si le syndicat unique, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), a toujours été bien implanté dans les grandes entreprises industrielles étrangères, il n'a jamais trouvé commodément sa place dans le secteur privé national (1), même lorsque ce dernier a connu un essor important après 1966. Cette situation paradoxale a en principe connu son épilogue, avec la promulgation de l'Ordonnance relative aux rapports collectifs de travail dans le secteur privé (2).

(1)-Le phénomène résulte à la fois de l'opposition patronale, de l'incapacité relative du syndicat à mobiliser les travailleurs et de la mentalité ouvrière traditionnelle.

Voir sur ce point, WEISS F. Doctrine et action syndicale en Algérie. op.cit., notamment pp.122 et 150 et s.
et GAUD B. "La participation ouvrière en Algérie" op.cit. p.361.

(2)-Ordonnance n°71-75 du 16 Novembre 1971, JORA 1971, p.1354.

Celle-ci dispose en effet dans son article 2 qu'"une section syndicale est créée par l'UGTA dans toute unité, entreprise ou exploitation du secteur privé occupant plus de neuf travailleurs permanents". L'institution connaît donc un champ d'application plus large qu'en droit français (1), mais le rapprochement ne peut être poursuivi, car elle est marquée en droit algérien de spécificités irréductibles.

D'abord en raison du principe de l'unicité syndicale, qui rend ici sans objet le débat classique sur la notion de représentativité des organisations ouvrières. Mais aussi et surtout, du fait des caractéristiques très différentes des deux institutions. En droit français "les sections syndicales sont un démembrement, ou une antenne du syndicat dans l'entreprise" (2). Elles ont pour objet, au sens le plus large, d'assurer la représentation des intérêts professionnels de leurs membres et conservent, à ce titre, leur autonomie tant à l'égard des entreprises, que vis à vis des institutions représentatives du personnel, qui exercent, pour leur part, des fonctions précises de gestion et de contrôle. Il est d'ailleurs généralement admis, en doctrine comme en jurisprudence, que ces sections ne sont pas dotées de la personnalité juridique (3).

En droit algérien, l'institution procède d'une tout autre conception. En tant qu'émanation du syndicat unique, elle détient bien sûr le monopole de la représentation syndicale dans

(1)-où elle s'applique de même à toutes les entreprises quelle que soit la nature de leurs activités et leur forme juridique, mais seulement à celles d'entre elles qui emploient plus de 50 salariés.

(2)-CAMERLYN CK G.H. et LYON-CAEN G. Droit du travail.op.cit. p.521.

(3)-ibidem.

l'entreprise, mais ayant vocation à regrouper l'ensemble des travailleurs, la section syndicale est aussi appelée à représenter tous les salariés de l'entreprise. Elle se substitue, dès lors, aux institutions représentatives du personnel existantes (1), qui avaient d'ailleurs progressivement déperlé depuis l'Indépendance (2).

Le statut juridique de la section syndicale reflète ce particularisme. En tant qu'instance de base de la structure syndicale, son organisation et son fonctionnement sont régis par les règles propres au syndicat. "Les membres de la section syndicale élisent leur bureau qui désigne son secrétaire" (3), et il faut se référer aux statuts de l'UGTA pour connaître "le régime électoral, le mode de fonctionnement ainsi que le nombre de membres composant le bureau de la section" (4). Dotée de moyens d'expression collective pour la défense d'intérêts licites, juridiquement reconnus et protégés, la section syndicale dispose donc de la personnalité juridique. Cette opinion est corroborée par le fait que "le secrétaire du bureau syndical peut, es-qualité, ester en justice" (5). Mais la capacité juridique de la section syndicale

(1)-Voir en ce sens BENDEDDOUCHE J. "Remarques sur l'entreprise privée algérienne", RASJ 1973, p.420 et s.

(2)-Voir GAUD B. "La participation ouvrière en Algérie", op.cit. p.349 et s.

(3)-Ordonnance n°71-75 du 16 Novembre 1971, article 2, alinéa 2.

(4)-Ibidem, article 3.

(5)-ibidem, article 5.

ne se limite pas à la défense des intérêts de ses membres, puisque le secrétaire syndical est habilité à assurer la défense judiciaire, non seulement des "intérêts professionnels collectifs", mais aussi des "intérêts individuels des travailleurs de l'entreprise ou de l'exploitation" (1), qu'ils soient ou non syndiqués.

Le principe ne vaut pas seulement sur le plan des actions judiciaires. Il commande tout l'aménagement des droits collectifs des travailleurs à l'intérieur de l'entreprise, dont l'exercice appartient exclusivement à la section syndicale.

Mais avant de procéder à cette analyse, il convient encore de préciser que les membres et les responsables de la section syndicale, jouissent de la protection, traditionnellement attachée à l'exercice de mandats syndicaux (2). Cette protection est d'ailleurs notablement renforcée en faveur des responsables syndicaux (3).

2 - Le monopole syndical de représentation des travailleurs

La section syndicale agit, tantôt comme organe investi de prérogatives dans la gestion de l'entreprise, tantôt comme instance syndicale. Ce phénomène de dédoublement fonctionnel posera sans doute de nombreuses difficultés pratiques. Toujours est-il que la distinction doit être juridiquement opérée entre la fonction revendicative

(1)-Ordonnance n°71-75 du 16 Novembre 1971.

(2)-ibidem, article 10

-Décret n°75-64 du 29 Avril 1975, relatif à la protection du droit syndical dans les entreprises privées, JORA 1975, p.463.

(3)-cf.BENDEDOUCHE J. "Remarques sur l'entreprise privée algérienne" op.cit. p.432.

traditionnelle de l'organisation syndicale, et la fonction gestionnaire nouvelle qui lui est conférée.

a) La fonction revendicative

A ce titre, la section syndicale assure les prérogatives classiques en droit français, des délégués du personnel. Selon la formule consacrée, il lui appartient, par l'intermédiaire du bureau syndical, de présenter "à l'employeur toute réclamation individuelle ou collective non satisfaite", portant sur les taux de salaire, la classification professionnelle et les normes de travail, sans que cette énumération revête un caractère limitatif (1). Dans la même optique, l'employeur est tenu de mettre, à la disposition de l'instance syndicale, local et matériel nécessaires à son activité, ainsi que de réserver dans l'entreprise, un emplacement destiné à l'affichage des communications syndicales.

Ces dispositions n'appellent pas de remarques particulières. En revanche, une prérogative nouvelle et capitale est attribuée au syndicat, dans la solution des conflits collectifs de travail. Désormais en effet, "la grève du travail ne peut être ordonnée qu'après information de l'inspection du travail en vue d'une conciliation, et après approbation par les instances syndicales" (2).

(1)-Ordonnance n°71-75 du 16 Novembre 1971, article 12 b.

(2)-ibidem, article 15.

Ce double recours préalable altère considérablement la portée de la liberté classique ; une grève qui serait déclenchée en marge des mécanismes prévus serait illicite, et les travailleurs qui y participeraient, commettraient une faute lourde pouvant entraîner leur licenciement (1). En réalité, l'initiative du déclenchement de la grève appartient au syndicat, car la phase de conciliation obligatoire, devant l'Inspecteur du travail, peut se solder par un échec, et la procédure d'arbitrage, ultérieurement prévue, ne fait plus obstacle à l'arrêt concerté du travail (2).

Aucun texte d'application n'est venu préciser la signification qu'il convient de donner à l'"approbation des instances syndicales" ; en particulier, le doute subsiste quant à la qualité des instances - extérieures ou intérieures à l'entreprise - dont l'intervention est sollicitée.

b) La fonction gestionnaire

En tant qu'organe de l'entreprise privée, la section syndicale est associée à sa gestion. Cette participation est susceptible d'être appréciée à différents échelons - information, consultation, contrôle, décision - mais il est tout à fait excessif de prétendre que l'instance syndicale "joue un rôle fondamental, qui dépasse considérablement celui des anciens Comités d'entreprise " (3). Sans doute, une certaine extension des prérogatives

(1)-Ordonnance n°75-31 du 29 Avril 1975, relative aux conditions générales de travail dans le secteur privé, article 27, JORA 1975, p.431.

(2)-ibidem, articles 303 et s.

(3)-BENDEDDOUCHE J. "Remarques sur l'entreprise privée algérienne" op.cit. p.423.

traditionnelles du comité peut être notée. Mais dans une très large mesure, les attributions de la section syndicale sont calquées sur celles du comité d'entreprise, telles qu'elles résultent notamment de l'élargissement consécutif à la loi du 18 Juin 1966.

Le phénomène est particulièrement notable en matière d'information, qui offre un vaste champ d'exercice au pouvoir consultatif du bureau syndical, ainsi que certaines possibilités de contrôle. Dans ce domaine, le législateur algérien a retenu le régime le plus extensif, qui est appliqué en France, aux sociétés anonymes. C'est dire que la section syndicale doit être non seulement tenue informée de la "marche générale et de la gestion de l'entreprise", mais encore de la comptabilité sociale (1). A cet effet, elle est représentée au Conseil d'administration ou de gérance de l'entreprise, par l'intermédiaire de deux membres du bureau, qui y siègent avec voix consultative. Largement informée, elle ne dispose pas cependant de moyens juridiques directs pour faire prévaloir son point de vue. Elle ne peut que transmettre des propositions à l'employeur, en cours d'année, et à l'Assemblée générale des actionnaires, en fin d'exercice. En outre, elle peut saisir l'Inspecteur du travail de toute anomalie constatée dans l'application de la législation du travail (2).

L'énoncé de ces attributions n'apporte pas de changement qualitatif par rapport à la réglementation antérieure. En revanche, un important pouvoir de co-décision est reconnu à la section syndicale

(1)-Ordonnance n°71-75 du 16 Novembre 1971, article II.

(2)-ibidem, article II, alinéa 2, article I2 a et f, article I3
-Ordonnance n°75-33 du 29 Avril 1975, relative aux attributions de
l'Inspection du travail et des affaires sociales, JORA 1975, p.459.

en matière disciplinaire. Le bureau de la section choisit en effet "parmi ses membres ceux qui devront siéger à la Commission paritaire de discipline" (1). Un texte ultérieur d'application a aménagé strictement cette parité (2), tout en conférant un pouvoir réel à la Commission. Aucune sanction ne peut être décidée à l'encontre d'un travailleur syndiqué, sans l'avis conforme, pris à l'unanimité, de la Commission disciplinaire. Pour les autres travailleurs de l'entreprise, l'avis conforme de la Commission est requis pour toute sanction impliquant une mise à pied supérieure à quatre jours.

Enfin, le bureau syndical gère, directement ou par l'intermédiaire d'un comité qu'il contrôle, l'ensemble des oeuvres sociales de l'entreprise (3). La réglementation de ce droit, en des termes très proches de la législation française (4), n'appelle pas de remarques particulières.

Il est sans doute prématuré de se prononcer sur la portée effective de cette nouvelle législation. Elle est en effet liée, dans une large mesure, aux capacités de l'organisation syndicale de remplir les fonctions qui lui sont dévolues, en mobilisant les travailleurs sur la base des objectifs poursuivis. En tout état de cause cependant,

(1)-Ordonnance n°71-75 du 16 Novembre 1971, article 12 e.

(2)-Décret n°75-65 du 29 Avril 1975, fixant les modalités de constitution et de fonctionnement des commissions paritaires de discipline dans les entreprises du secteur privé, JORA 1975, p.464.
La Présidence de la commission est alternativement détenue par un représentant syndical et un représentant patronal (article 6). Mais en tout état de cause, la voix du Président n'est pas prépondérante (article 9).

(3)-Ordonnance n°71-75 du 16 Novembre 1971, articles 17 à 20.

(4)-cf. Décret n°75-66 du 29 Avril 1975, fixant les modalités de gestion des oeuvres sociales, JORA 1975, p.465
-Décret n°75-67 du 29 Avril 1975, fixant la contribution des employeurs au financement des oeuvres sociales, JORA 1975, p.466.

la consécration au profit des travailleurs de droits collectifs à l'intérieur de l'entreprise a pour contrepartie la reconnaissance par tous, et notamment par l'organisation syndicale, de la légitimité de l'autorité patronale.

B - La légitimité de l'autorité patronale

Selon l'opinion exprimée par le Ministre du Travail, "les nouveaux textes marquent et accentuent au plan juridique la rupture opérée avec la voie capitaliste qui aurait fait du travailleur une simple marchandise génératrice de profits" (I). Ce point de vue doit être sensiblement nuancé.

Il est vrai que le pouvoir du chef d'entreprise est désormais enserré dans un cadre juridique précis, qui limite fortement les possibilités d'arbitraire ; mais à contrario, hors les cas d'abus de droit, le nouveau Code du travail consacre l'autorité patronale, et invite les "partenaires sociaux" à la respecter. Cette autorité continue en effet de s'exercer, sur le plan de la direction de l'entreprise, même si le pouvoir disciplinaire, prérogative traditionnellement reconnu par le droit libéral au chef d'entreprise capitaliste, est considérablement restreint.

Le pouvoir de direction de l'employeur n'est pas réellement altéré. Il reste fondé sur la notion de propriété, et trouve son prolongement naturel dans le droit d'élaboration du règlement intérieur.

(I)-Interview au journal El Moudjahid le 30 Avril 1975.

Le droit de propriété sur les biens matériels qui constituent l'entreprise n'est pas contesté. On peut à ce titre rappeler l'énoncé de l'article 674 du Code civil (1). Il faut souligner, d'autre part, que la participation des travailleurs au capital de l'entreprise, dans laquelle certains croient pouvoir trouver une solution à l'alternative entre capitalisme et socialisme, n'est pas envisagée par la réglementation algérienne. Le principe de la participation aux bénéfices, inscrit dans la loi sinon dans les faits, (2), paraît en effet exclusif de toute autre forme d'intéressement matériel. Plus largement, le régime de la participation ouvrière à la gestion de l'entreprise, demeure modeste. La section syndicale n'est pas dotée de moyens juridiques susceptibles d'influer positivement sur l'activité de l'entreprise. Le pouvoir de gestion, corollaire du droit de propriété, est donc entièrement maîtrisé par le chef d'entreprise. L'ensemble des prérogatives qu'il détient à ce titre, sont d'ailleurs synthétisées dans le règlement intérieur qu'il a, seul, pouvoir d'établir (3). Certes, le bureau syndical "participe à son élaboration" (4), mais cette participation doit être entendue ici, comme une simple consultation (5). Et, si l'Inspecteur du travail doit nécessairement viser le document, préalablement à son entrée en application, sa compétence est liée en la matière, dès lors que le règlement intérieur ne comporte aucune clause contraire à la législation en vigueur (6). Le mode d'exercice du pouvoir et de

(1)-cf. supra p. 355 note I.

(2)-Ordonnance n°71-75 du 16 Novembre 1971, article 16
Le Décret nécessaire à l'application de cette disposition n'a pas encore été promulgué.

(3)-Ordonnance n°75-31 du 29 Avril 1975, article 79.

(4)-Ordonnance n°71-75 du 16 Novembre 1971, article 12 g.

(5)-Ordonnance n°75-31 du 29 Avril 1975, article 79.

(6)-ibidem, articles 80 à 84.

division du travail inhérent à l'entreprise capitaliste est donc consolidé par la nouvelle réglementation.

Il est certain, en revanche, que l'exercice du pouvoir disciplinaire de l'employeur est enfermé dans un cadre légal, qui traduit une tendance accusée vers l'institutionnalisation de l'entreprise privée algérienne (1).

La notion de relation de travail tend, en effet, à l'instar de l'évolution enregistrée en droit libéral, à se substituer à la situation contractuelle classique (2), renforçant la protection dont jouit le travailleur dans l'entreprise. Ainsi, la relation de travail ne saurait être affectée par la modification de la situation juridique de l'employeur (3), ni davantage, par l'exercice discrétionnaire de son pouvoir disciplinaire. Si l'employeur conserve toute latitude pour prononcer des sanctions, qui ne remettent pas en cause la place du travailleur dans l'entreprise, il a "compétence liée" en matière de congédiement. Les attributions de la Commission paritaire de discipline, ont déjà été évoquées en ce sens. Et il faut souligner que le législateur a pris la précaution d'étendre les prérogatives de la Commission à toutes les hypothèses, pouvant conduire au licenciement d'un travailleur. Que celui-ci résulte d'une sanction disciplinaire, ou de la résiliation unilatérale du contrat de travail, l'avis conforme et préalable de la Commission de discipline est toujours exigé (4).

(1)-cf. BENDEDDOUCHE J. "Remarques sur l'entreprise privée algérienne" op.cit. p.436 et s.

(2)-Ordonnance n°75-31 du 29 Avril 1975, articles 2 et s.

(3)-ibidem, article 15.

(4)-ibidem, articles 33, 36, 37 et 38.

Le contentieux des licenciements abusifs relève du tribunal siégeant en matière sociale (1), après tentative de conciliation infructueuse auprès de l'Inspecteur du travail (2).

La conception de la justice du travail est ici très différente du droit français. Le contentieux des différends individuels de travail est en effet confié au tribunal ordinaire, qui statue à juge unique. Toutefois, en matière sociale, le magistrat est assisté de deux assesseurs travailleurs, désignés sur proposition conjointe du syndicat et du Parti, mais qui disposent seulement d'une voix consultative (3).

A ce propos, et d'une manière plus générale, il faut noter que les institutions mises en place, en vue de favoriser l'intégration des travailleurs à l'entreprise, doivent encore subir l'épreuve de la pratique. Et tant il est vrai que le droit du travail, en dépit de "son caractère impératif est souvent ineffectif ou inappliqué"(4), une marge importante reste à combler entre les objectifs réels et les pratiques sociales. Mais en tout état de cause, la réalisation de ces objectifs ne suffirait pas à transformer le statut des travailleurs de l'entreprise privée.

(1)-Ordonnance n°75-32 du 29 Avril 1975, relative à la justice du travail, JORA 1975, p.458.

(2)-Ordonnance n°75-31 du 29 Avril 1975, article 38
-Ordonnance n°75-38 du 29 Avril 1975, article II.

(3)-Ordonnance n°75-32 du 29 Avril 1975, articles 2 et 3.

(4)-CAMERLYNCK G.H et LYON-CAEN G. Droit du travail. op.cit. p.32 et s.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Selon la doctrine officielle, l'existence et le fonctionnement de l'entreprise privée sont les vecteurs d'une double contradiction dans la phase de construction du socialisme. D'une part, une contradiction externe, qui oppose l'entreprise privée et l'entreprise socialiste, animées par deux logiques différentes, l'une dominée par la loi du profit, l'autre par celle de l'intérêt économique général. D'autre part, une contradiction interne, qui se traduit dans l'opposition de deux groupes d'intérêts inconciliables entre eux : ceux du patronat et ceux des travailleurs.

Dans la mesure toutefois où la nécessité économique imposait la survivance du secteur privé, cette double contradiction devait être aménagée et surmontée, d'un côté, par la planification, de l'autre, par l'édiction d'une législation progressiste, transformant au bénéfice des travailleurs, les rapports économiques de type capitaliste.

L'analyse du statut juridique de l'entreprise privée a permis de mettre en lumière l'échec enregistré sur ces deux plans. Ni la création, ni le fonctionnement des entreprises ne sont réellement contrôlés par l'Etat, tandis que la nouvelle législation du travail applicable au secteur privé, tout en améliorant le statut des travailleurs, ne l'a pas qualitativement transformé. L'entreprise privée demeure une corporation constituée entre apporteurs de capitaux, fonctionnant selon sa logique propre, qui exclut tout partage dans l'exercice des responsabilités et tout dirigisme dans l'orientation des activités.

Troisième PARTIE

LA SPHERE DE COORDINATION DES RAPPORTS

ECONOMIQUES

Une hypothèse explicative :
le capitalisme d'Etat.

L'étude du droit économique algérien n'a pas encore permis de conclure nettement sur la portée effective des transformations qu'il prétend refléter ou qu'il entend promouvoir. Elle a toutefois fait apparaître plusieurs éléments significatifs, tout en laissant subsister certaines ambiguïtés, qui doivent maintenant être levées. Jusqu'à présent, deux phénomènes principaux se dégagent :

- d'une part, le constat d'un décalage fréquent entre les intentions proclamées au plan politique, et la réalité des changements intervenus dans les rapports économiques.

- d'autre part, une incertitude, plusieurs fois signalée, quant à la portée de certaines dispositions, dont l'application relève à l'évidence de la pratique politique.

Dans les deux cas, le caractère instrumentaliste du droit économique a été mis en lumière. La règle de droit s'est en effet présentée "comme un instrument destiné à exercer le plus efficacement possible certaines fonctions vis à vis de l'économie" (I). Mais la nature de ces fonctions, partiellement mise à jour, n'a pu être davantage précisée, faute d'une analyse du contexte social, dans lequel elles s'accomplissent. Les conclusions énoncées à titre provisoire, appellent donc un approfondissement de la réflexion, susceptible de les confirmer ou de les infirmer.

Dans la mesure où le processus algérien de développement peut être caractérisé comme socialiste, certaines appréciations antérieures doivent être révisées. A l'inverse, celles-ci seront

(I)-JACQUEMIN A. et SCHRANZ G. Le droit économique. op.cit. p.96.

confortées par une analyse, excluant la perspective immédiate de la transition au socialisme en Algérie.

Il convient plus précisément de s'interroger sur le caractère de l'Etat algérien, qui est apparu à la fois comme le maître d'oeuvre de la politique de développement et le lieu d'importantes contradictions que l'analyse juridique a révélées, sans pouvoir les expliquer. Qu'il s'agisse du statut des entreprises créées pour gérer les moyens de production étatisés et qui ont pu être qualifiées de fondations de l'Etat, ou du mode de contrôle imposé aux entreprises privées et qui relève davantage du dirigisme que de la planification, l'omniprésence de l'Etat s'est imposée au fil de l'étude, mais n'a pas encore trouvé sa signification sociale. Centre d'émission d'un droit et de diffusion d'une idéologie, dont les rapports équivoques ont fréquemment été relevés, l'Etat demeure l'enjeu ultime d'une étude de droit économique.

Son analyse pose cependant d'importants problèmes théoriques qu'il est nécessaire d'élucider (Chapitre I), avant de présenter l'hypothèse du capitalisme d'Etat, qui paraît, en dépit de l'insuffisance de sa formulation théorique, la plus explicative des contradictions actuelles de la société et du droit algériens (Chapitre II).

CHAPITRE I - LES PROBLEMES THEORIQUES POSES PAR

L'ANALYSE DE L'ETAT ALGERIEN

Aux yeux de certains observateurs, la société algérienne ne saurait être analysée selon les schémas classiques, généralement élaborés dans et pour l'étude des sociétés européennes ou occidentales. L'objection est d'importance, mais elle ne peut être débattue ici, ni par conséquent écartée d'emblée. Force est toutefois de constater que, si l'on fait abstraction des commentaires partiels, des nuances affectant telle ou telle approche et des voies de recherche particulière qui demeurent en gestation, la société et partant l'Etat algériens font actuellement l'objet de trois tentatives d'explication globale. Elles seules retiendront par conséquent l'attention, malgré les griefs, d'intensité variable, qui peuvent leur être adressés.

Deux de ces thèses se réclament du matérialisme historique. Mais, partant de positions théoriques en principe identiques, elles développent des analyses très divergentes sur la société algérienne contemporaine et son avenir immédiat.

Elles encourent néanmoins l'une et l'autre le reproche d'extranéité, initialement signalé, et que reprend à son compte la thèse officielle, selon laquelle l'Algérie construit un socialisme adapté à ses capacités et à son génie propre. C'est ce qu'il convient d'examiner en premier lieu.

Section I - UN ETAT SOCIALISTE ?

La thèse selon laquelle l'Algérie construit un socialisme adapté à ses traditions et à ses caractéristiques nationales, ne constitue pas un ensemble homogène de propositions cohérentes. La présenter de manière unifiée revient donc à occulter partiellement les contradictions qu'elle comporte. Du moins, est-il légitime, dans la mesure où l'idéologie officielle se donne comme cohérente et homogène, de tenter de restituer la logique dont elle se réclame.

Celle-ci met l'accent sur la spécificité de l'expérience socialiste algérienne, et des moyens utilisés pour sa réalisation.

§ I - LES FONDEMENTS SPECIFIQUES DU SOCIALISME EN ALGERIE

L'affirmation du caractère socialiste du développement algérien n'est pas dissociable de son exigence de spécificité. Mais il est utile de détacher dans l'analyse la formulation historique du choix socialiste des raisons de son exclusivisme.

A - L'option socialiste

La détermination de l'option socialiste est liée au mouvement de libération qui a toujours donné au combat national une dimension sociale. Nationalisme et socialisme ne sont ni antinomiques ni

complémentaires l'un de l'autre. Leurs rapports doivent être entendus en termes d'interaction et de développement dialectique (I).

Sans doute le projet socialiste a-t-il fait l'objet d'un long approfondissement et d'une lente maturation avant, pendant, et après la guerre (2), selon un processus qui n'a pas manqué de susciter divergences et oppositions au sein du mouvement national.

Mais le choix socialiste n'a été ni le résultat des conflits internes, qui ont émaillé la lutte de libération, puis qui ont marqué l'avènement de l'Indépendance, ni le fait de l'une ou l'autre des deux directions politiques du pays. Il constituait

(I)-LACHERAF M. L'Algérie : Nation et Société. Maspéro Cahiers libres, Paris 1965, p.34

"Si la révolution a manqué d'un contenu idéologique précis dans les premiers temps de la guerre, elle a su trouver néanmoins grâce à l'afflux de plus en plus grand de la jeunesse...au ralliement public des villes en 1960, une raison d'être, des perspectives déterminées, une assurance consciente et à longue portée, une discipline sociale que n'avaient même pas prévues ses promoteurs".

-Charte de la Révolution agraire, op.cit. p.1270

"Dès le début de la colonisation, les luttes paysannes contre la dépossession et l'accaparement des terres se sont identifiées à la résistance populaire contre la pénétration et l'emprise coloniales..."
"Dans ce contexte, la lutte pour l'indépendance a été étroitement associée à la volonté unanime de construire une société nouvelle juste et ouverte à tous mais consacrant en priorité la dignité des travailleurs".

(2)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit. p.1346

"Très rapidement ce qui n'apparaissait en 1954 que comme une lutte de libération contre une domination étrangère, s'est radicalisé pour devenir un combat social... Le Congrès de la Soummam amorce un tournant en alliant à l'objectif de l'indépendance, les orientations de libération économique et sociale. L'évolution aboutit au programme de Tripoli, plate-forme d'ensemble concrète d'action de transformation révolutionnaire pour les premières années de l'indépendance".

le prolongement naturel du projet nationaliste (1), qui s'est nourri des aspirations profondes des masses déshéritées de la société coloniale, et ne parvint au sommet de sa puissance que lorsqu'il fut en mesure de les exprimer pleinement.

En ce sens, les luttes de tendances et les déviations du pouvoir personnel, qui s'était instauré après 1962, apparaissent comme des péripéties, certes dangereuses, mais qui ne pouvaient remettre en cause le choix profond du peuple algérien. En ce sens aussi, le "réajustement révolutionnaire" du 19 Juin 1965, n'a pas eu pour objectif de modifier les choix politiques originels, mais bien plutôt de redresser le cours de la Révolution, qui avait dévié de sa voie historique (2). Renouant avec son histoire, le peuple algérien a engagé depuis cette date, et sous la direction du Pouvoir révolutionnaire, le processus réel de l'édification socialiste.

Enracinée dans l'histoire du mouvement national, l'option socialiste tire sa signification et son contenu des mobiles profonds qui l'ont déclenché et animé.

(1)-Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit. p.1346
 "La composante populaire des forces engagées dans la lutte de libération a été en ce sens un facteur décisif. La portée de cette lutte et les sacrifices qu'elle a entraînés pour les masses populaires ont également accentué les exigences de la révolution quant au contenu social de l'indépendance".

-Interview du Chef de l'Etat au journal El Ahram, Octobre 1965, texte en français dans la Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques, n°3-4 1965, p.126

"Le socialisme n'a pu et ne saurait résulter de la volonté d'un seul individu. Il est l'option profonde d'un peuple. C'est le peuple algérien avec sa révolution, ses martyrs, sa conscience et ses intérêts qui a choisi le socialisme et c'est la réalité algérienne qui a imposé objectivement le socialisme".

(2)-Déclaration du Chef de l'Etat le 5 Juillet 1965 à l'occasion du 3ème anniversaire de l'indépendance., JORA 1965, p.653

"La continuité de la révolution algérienne est assurée désormais. Les principes révolutionnaires qui ont animé notre lutte de libération nationale reprennent force et vigueur. Les options fondamentales contenues dans le programme de Tripoli et dans la Charte d'Alger retrouvent l'esprit du 1er Novembre 1954 et les conditions révolutionnaires nécessaires à leur réalisation. En ce sens, le socialisme fait partie de notre patrimoine historique. Il est l'expression de la volonté et des aspirations de notre peuple, le fruit de son combat révolutionnaire"

B - La spécificité du socialisme

I - Le rejet des modèles

La définition de la voie algérienne vers le socialisme s'inscrit dans un cadre précis qui prend en compte deux éléments fondamentaux dialectiquement liés : la nature unique du projet socialiste d'une part (1), le caractère spécifique de toute société, donc son irréductibilité à un modèle général d'autre part (2).

La construction du socialisme ne peut donc être réduite à l'un de ces deux éléments : elle n'est ni une simple et mécanique application de lois universelles, qui commanderaient tout passage au socialisme, ni une construction totalement indépendante, qui nierait en fait l'unicité de l'idée socialiste (3).

Privilégier l'un de ces deux aspects au détriment de l'autre condamnerait à la caricature ou à l'insuccès le projet national

(1)-Discours du Chef de l'Etat au Ier Séminaire des socialistes arabes à Alger le 22 Mai 1967, Recueil de discours, op.cit., Tome I, p.481
 "L'essence du socialisme est unique, elle tend à libérer l'homme de l'exploitation et à permettre à ceux qui produisent de prendre les rênes de l'autorité économique et politique".

(2)-ibidem

"L'expérience algérienne comme les autres expériences arabes positives a mis en relief une vérité...à savoir la diversité des voies du socialisme, chacune de ces voies étant liée à la base de départ qui diffère d'un pays à l'autre suivant les conditions historiques propres à chaque pays".

(3)-Interview du Chef de l'Etat au journal El Ahram, op.cit. p.137

"Le socialisme...c'est celui qui tend à la liquidation de toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme...les principes et les lois du socialisme restent les mêmes pour tous, où que l'on soit. Mais leur mode d'application varie selon les conditions propres à chaque pays et à chaque milieu...Les styles et les procédés à mettre en oeuvre sont multiples et divers. Ils varient suivant les sociétés, les circonstances et les époques auxquelles ils s'appliquent.

de construction du socialisme (1). Ce projet doit donc s'appuyer sur les réalités nationales, affirmer son autonomie par rapport aux modèles étrangers, et refuser toute tutelle qui lui serait imposée de l'extérieur.

S'il ne s'agit donc pas de copier servilement un modèle, l'expérience algérienne ne nourrit pas davantage la prétention de servir de référence aux autres pays (2). Chaque pays doit déterminer sa voie propre en toute souveraineté et exercer une vigilance de tous les instants à l'égard des "idéologies importées" (3).

(1)-Discours du Chef de l'Etat au Ier Séminaire des socialistes arabes, op.cit. p.482

"C'est par de semblables critères que nous pouvons différencier le socialisme véritable du faux socialisme, et que nous pouvons prémunir nos masses contre le verbalisme stérile qui caractérise la prétendue diversité des socialismes dans leur essence même".

-Interview du Chef de l'Etat au journal El Ahran, Octobre 1965, op.cit. p.137

"Les principes socialistes sont voués fatalement à l'échec, s'ils ne tiennent pas compte dans leur application des conditions particulières".

(2)-Discours du Chef de l'Etat au Ier Séminaire des socialistes arabes op.cit. p.480

"Nous n'avons pas l'intention de présenter l'expérience algérienne comme un modèle unique ou comme la meilleure solution possible".

-Discours du Chef de l'Etat aux cadres de la nation le 19 Juin 1975, journal El Moudjahid 22-23 Juin 1975

"La révolution ne peut être secrétée que par son propre terroir et ne peut donc être ni importée ni exportée".

(3)-Discours du Chef de l'Etat aux cadres de la nation le 29 Octobre 1970, Recueil de discours, op.cit. Tome 3, p.127

"Notre approche révolutionnaire des problèmes nous incite à nous montrer circonspects à l'égard des idéologues occidentaux, de leur volonté d'imposer leurs points de vue et de leurs procédés de persuasion. C'est pourquoi il était indispensable, même et surtout lorsqu'il s'agit de l'édification de notre pays de revenir à nos sources".

2 - La confrontation des expériences

Le rejet des modèles importés ou imposés n'implique pas le repliement de la Révolution algérienne sur elle-même, la volonté de définir une voie spécifique dans le champ clos de l'espace national. Si tout dogmatisme doit être écarté, la définition d'une voie algérienne vers le socialisme doit tenir compte des résultats positifs des expériences étrangères, sans être pour autant liée par ces acquis. C'est dire qu'un vaste débat doit s'engager en toute sérénité impliquant la mise en concurrence des modèles et la confrontation des expériences (1). A ce titre, il est nécessaire de prendre position à l'égard du socialisme scientifique (2).

La théorie du socialisme scientifique n'est pas en soi fondamentalement critiquable, ni la position des communistes en elle-même condamnable (3). Il appartient seulement au chercheur et au politique de s'assurer de la validité de la problématique marxiste pour l'étude de chaque société. Or, la connaissance approfondie de la société algérienne montre à l'évidence que les schémas de l'analyse marxiste ne correspondent ni à l'histoire réelle de l'Algérie précoloniale (4), ni à l'évolution de la société coloniale et au mouvement

(1)-Interview du Chef de l'Etat au journal El Ahram, Octobre 1965, op.cit. p.130

"Nous distinguons nettement entre l'opportunité politique...et la nécessité des échanges d'expériences dans le domaine de l'édification du socialisme dans le monde, au niveau des gouvernements et des partis, dans le respect de la souveraineté nationale et la non-ingérence dans les affaires intérieures".

(2)-Débat entre le Chef de l'Etat et les étudiants volontaires pour la révolution agraire, journal El Moudjahid 23 Février 1973

"Nous savons que depuis très longtemps et dans diverses régions du monde une longue et vieille discussion a toujours porté sur le socialisme scientifique ou non scientifique".

(3)-Interview du Chef de l'Etat au journal El Ahram, Octobre 1965, op.cit. p.130

"Certains nous accusent d'être contre les communistes, ceci est catégoriquement faux. Nous ne faisons et nous ne ferons jamais de l'anticommunisme".

(4)-KAID A. Contradictions de classes et contradictions au sein des masses ENAP Alger 1970, repris in RASJ 1970, p.1061-1097

"2ème partie : l'étude des sociétés précapitalistes ne peut obéir à des schémas rigoureusement identiques".

nationaliste qu'elle a suscité en contrepoint, comme en témoignent les hésitations coupables du Parti communiste algérien dans la phase de libération (1).

Le modèle marxiste ne peut donc être considéré comme le vecteur d'une thèse scientifique, qui fournirait les clés de l'analyse et de la compréhension de l'histoire de toute communauté humaine et de tous les phénomènes sociaux. Elaboré en d'autres temps et en d'autres lieux, utilisé pour l'analyse de sociétés profondément différentes de l'Algérie, sa prétention à l'universel doit être formellement récusée (2). Dans sa vocation à l'hégémonie, il doit être traité comme une philosophie, une doctrine et une idéologie politiques concurrentes d'autres doctrines et philosophies, appartenant tout comme lui au courant de pensée socialiste.

Si la référence au schéma marxiste ne fournit pas une grille d'explication satisfaisante de l'histoire de la Révolution nationale, il reste à se demander dans quelle mesure elle est aujourd'hui compatible avec la définition d'un socialisme adapté aux caractéristiques de la société algérienne.

(1)-Interview du Chef de l'Etat au journal El Ahram, Octobre 1965, op.cit. p.130

"Il existe au sein du Parti, de l'Etat et des organisations des algériens marxistes dont certains même étaient membres du Parti communiste algérien dont le passé contre révolutionnaire n'échappe à personne".

(2)-KAID A. Contradictions de classes et contradictions au sein des masses op.cit. p.1065

"L'analyse marxiste, toute axée à ses débuts sur l'étude de la société industrialisée, fruit d'un développement réalisé selon un processus déterminé dans un cadre géographique précis, n'a pas couvert les autres sociétés du monde non industrialisé qui connaissait d'autres conditions... Comme il est aisé de le concevoir, aucune oeuvre humaine, si géniale soit-elle, ne peut être considérée comme parfaite et ayant une valeur absolue dans le temps et dans l'espace à moins de verser dans le dogmatisme stérilisant".

3 - La voie algérienne

Dans cette perspective, la définition du projet socialiste doit partir de trois données historiques (1) :

- L'Algérie est un ancien pays colonisé qui recherche aujourd'hui son identité et sa personnalité culturelles.

- L'Algérie est un pays arabo-musulman qui a ses croyances et sa philosophie propres.

- L'Algérie appartient au Tiers-Monde et doit déterminer par conséquent une voie originale de développement qui implique une nouvelle définition de ses rapports économiques avec l'ensemble des pays industrialisés, qu'ils soient socialistes ou capitalistes.

Ces trois sphères d'appartenance s'imbriquent l'une dans l'autre pour caractériser la voie du socialisme algérien (2). Si l'appartenance de l'Algérie au Tiers-Monde confirme la nécessité d'écarter tout modèle offert par les pays industrialisés, l'identification de la personnalité algérienne fournit les clés du projet algérien de passage au socialisme (3).

(1)-Interview du Chef de l'Etat à l'Office national de radio et de télévision italien, traduction française in journal El Moudjahid 15-16 Avril 1973

"Le point de départ de notre pensée et de notre action se situe d'abord dans la position spécifique qu'occupe l'Algérie et en second lieu dans cette partie du monde qui est la sienne. Il nous faut ensuite partir du passé d'où est sorti notre peuple ainsi que de sa propre civilisation car nous appartenons à la civilisation arabo-islamique".

(2)-ibidem

"C'est donc à partir de toutes ces données que se développe notre action visant à appliquer le socialisme".

(3)-Proclamation du Conseil de la Révolution du 19 Juin 1965, JORA 1965, p.647

"La transformation radicale de notre société ne saurait s'effectuer sans tenir compte de notre foi et de nos convictions, des traditions séculaires de notre peuple et de ses valeurs morales".

A ce titre, il est affirmé clairement que le marxisme dans sa philosophie matérialiste est incompatible avec l'histoire, la culture et les traditions algériennes tout imprégnées de la philosophie de l'Islam (1). Elle est en particulier incompatible avec le principe de la lutte de classes, sur lequel repose le schéma marxiste (2). Non pas que soit niée l'existence de classes dans la société algérienne (3). Mais les contradictions secondaires qu'elles déterminent ne doivent pas masquer la contradiction fondamentale et antagonique, qui continue d'opposer, après l'Indépendance, la société nouvellement libérée à l'ancienne puissance coloniale, intégrée au système capitaliste mondial (4). Quelle que soit l'importance des contradictions internes, leur développement reste subordonné à la contradiction principale qui caractérise les rapports entre le pays sous-développé,

(1)-Interview du Chef de l'Etat à l'Office national de radio et de télévision italien (Avril 1973), déjà citée
 "Notre socialisme ne doit pas nous éloigner de notre passé...Nous sommes un peuple arabe et musulman, un peuple croyant".

-Interview du Chef de l'Etat au journal El Ahran, Octobre 1974, déjà citée

"Nous sommes des socialistes et des musulmans, nous ne sommes pas des marxistes".

(2)-Discours du Chef de l'Etat à Constantine, journal El Moudjahid 8 Juin 1974

"La Révolution agraire a été posée en termes clairs sur la base des principes de la solidarité nationale et non sur la base de la philosophie qui n'a aucun lien avec nos croyances religieuses et nos aspirations à édifier une société prospère, où règnent la justice et l'égalité : la philosophie de la lutte de classes, qui entraînerait dans notre pays qui a déjà été meurtri de nouvelles blessures".

(3)-cf. supra p.392.

(4)-KAID A. Contradictions de classes et contradictions au sein des masses op.cit. p.1062

"Dans le contexte colonial ou néo-colonial, la contradiction se situe, entre toutes les classes du pays dominé d'une part et la puissance dominatrice et ses valets d'autre part. Enfin à l'échelle planétaire, une contradiction fondamentale existe entre les peuples luttant pour leur indépendance nationale politique ou économique et l'impérialisme..."

anciennement colonisé, et l'ensemble du monde industrialisé (1).

A l'opposé, et contrairement au dilemme dans lequel certains voudraient enfermer le choix algérien (2), il n'existe aucune incompatibilité entre Islam et socialisme (3). Cette religion en effet, loin de constituer un obstacle au progrès social a toujours porté les valeurs de libération et de justice (4). Puissant facteur de mobilisati

(1)-Interview du Chef de l'Etat à la revue italienne "Espresso", texte en français in journal El Moudjahid, 3 Décembre 1974

"Je soutiens depuis de nombreuses années que, au delà de toute distinction d'idéologie et de classe, la vraie opposition qui divise le monde actuel est une opposition Sud-Nord, c'est à dire entre pays qui souffrent du sous développement et pays nantis. Les divisions classiques ont, quant à elles, tendance à s'estomper".

-Interview du Chef de l'Etat au journal mexicain "Excelsior" texte en français in journal El Moudjahid 28 Juin 1975.

"Le journaliste mexicain a enfin demandé si l'on peut dire qu'il existe un profond désaccord entre les pays arabes progressistes d'une part et les conservateurs d'autre part...Le Président a répondu : Il faut faire "une distinction entre les contradictions majeures et les contradictions mineures". La plus grande contradiction est celle qui nous oppose à l'impérialisme et à son allié le sionisme".

(2)-Déclaration du Chef de l'Etat dans le film coproduit par "le Monde" et "Seuil audiovisuel", reproduit par le journal le Monde du 19 Juin 1974
"Certains disent : pour que la Révolution soit pure, il faut qu'elle soit laïque, je ne suis pas tout à fait d'accord sur cette définition".

(3)-Interview du Chef de l'Etat au journal El Ahram, Octobre 1965, op. cit. p.138

"Dans le cadre de notre réalité propre, il ne saurait y avoir d'antagonisme entre le socialisme et la religion. Au contraire, l'un et l'autre constituent un tout harmonieux. C'est pourquoi nous dénonçons ce jeu rétrograde et démagogique par lequel on tente de semer la discorde entre le socialisme et l'Islam".

(4)-Interview du Chef de l'Etat au journal Le Monde 10 Novembre 1965

"Notre religion n'est pas un frein à notre évolution. Elle a été pendant la guerre le plus sûr garant de notre personnalité...Elle a été l'élan de notre Révolution".

-Discours du Chef de l'Etat au 1er Séminaire sur la révolution agraire, 25 Mai 1970, Recueil de discours, op.cit. tome 2, p.265

"Les apôtres et les pionniers qui ont soutenu cette religion et l'ont diffusée à travers le monde n'ont pas eu de meilleures armes pour convertir les multiples populations, auxquelles ils s'adressaient, que les fortes idées, qui ont vaincu des civilisations et des empires fondés sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur l'esclavage et la ségrégation de classes, pour instituer à leurs lieu et place une société à base d'équité et d'égalité".

durant la lutte armée, elle est appelée aujourd'hui à soutenir et accompagner l'entreprise d'édification socialiste. Encore doit-elle être expurgée des déviations obscurantistes, qui ont altéré sa signification progressiste initiale (1), et derrière lesquelles pourraient s'abriter les adversaires de l'option socialiste (2).

Islam et socialisme peuvent donc être conciliés dans un projet politique adapté à la société algérienne. Toute autre méthode qui négligerait cet aspect fondamental de la nation algérienne, où l'Islam est profondément enraciné, est définitivement écartée (3). Tels sont l'objectif et l'ambition du régime qui requièrent la mise en place d'instruments appropriés de réalisation.

(1)-Discours du Chef de l'Etat au Ier Séminaire sur la révolution agraire, le 25 Mai 1970, déjà cité

"Il est bien entendu que, par religion, nous entendons celle qui a été prêchée par le prophète, car nous ne croyons pas aux impostures des confréries maraboutiques et autres charlatans".

(2)-Discours du Chef de l'Etat à la Conférence nationale de la jeunesse, le 20 Mai 1975, journal El Moudjahid 21 Mai 1975

"Parmi les options fondamentales de notre Révolution : la sauvegarde de notre personnalité nationale et de toutes ses valeurs ; car elle constitue une partie indissociable de notre patrimoine arabo-islamique, qu'il s'agisse de la langue ou de la religion. Quiconque soutiendrait le contraire serait dans l'erreur. Mais tout cela ne signifie pas que nous acceptons les idées réactionnaires qui pourraient s'infiltrer chez nous, sous le couvert de ce patrimoine".

(3)-Interview du Chef de l'Etat à l'Office national de radio et télévision italien (Avril 1973), déjà citée

"Aussi sommes-nous décidés à épuiser jusqu'à ses extrêmes limites le contenu de cette conception dans l'application du socialisme".

-Discours du Chef de l'Etat à Constantine (Juin 1974), déjà cité

"Ce serait une erreur historique que de faire de notre pays un champ de conflit de classes".

-Déclaration du Chef de l'Etat, reproduite par le journal Le Monde le 19 Juin 1975, déjà citée

"Il ne faut pas remplacer d'anciens prophètes par de nouveaux prophètes. Je le dis, je l'ai toujours dit, entre notre prophète Mohammed, et de nouveaux prophètes, le choix ne se pose même pas pour nous".

§ 2 - LES MOYENS INSTITUTIONNELS DE REALISATION

La réalisation de l'option socialiste repose tout entière sur le Parti unique FLN. Depuis 1954 en effet, le Parti incarne la légitimité politique et exprime la souveraineté populaire ; son unicité, justifiée par la nécessité de "préserver les acquis de la guerre de libération et d'assurer la continuité de la Révolution" (1), constitue le principe fondamental de l'organisation des institutions nationales. Le Parti est la clef de voute du système institutionnel algérien : il détermine la politique de la Nation, et en contrôle l'exécution. Cette situation, singulière par rapport au droit constitutionnel libéral, a pu être qualifiée, avant 1965, de "régime constitutionnel de gouvernement par le Parti" (2).

Le changement de régime ne doit pas en principe altérer cet agencement institutionnel. Bien au contraire, le nouveau régime s'assigne pour tâche de le rendre opératoire (3). La continuité avec les grandes orientations constitutionnelles de l'Algérie indépendante est ainsi établie, notamment au regard de la nécessité d'instituer un véritable Parti d'avant-garde, comme organe moteur et dirigeant de la Révolution (4). Aussi bien, les formules énoncées en termes identiques par le Programme de Tripoli et la Charte d'Alger,

(1)-Charte d'Alger, op.cit. p.103

(2)-BORELLA F. "La Constitution algérienne - Un régime constitutionnel de gouvernement par le Parti" RASJ 1964, p.51 et s.

(3)-Proclamation du Conseil de la Révolution du 19 Juin 1965, JORA 1965, p.647

"Les institutions du Parti et de l'Etat fonctionneront dans l'harmonie et les limites de leurs attributions respectives, et cela dans le strict respect de la légalité révolutionnaire".

(4)-Déclaration du Chef de l'Etat le 5 Juillet 1965, JORA 1965, p.654
"Le FLN sera un Parti dynamique d'avant-garde révolutionnaire fonctionnant selon les règles du centralisme démocratique et formé de militants éprouvés. Il aura pour tâche conformément au Programme de Tripoli et à la Charte d'Alger d'élaborer et orienter, d'animer et de contrôler et non de gérer ou de se substituer à l'Etat".

concernant les rapports entre l'Etat et le Parti (I), sont-elles réitérées au lendemain du 19 Juin 1965. La prééminence du Parti doit se traduire, sur le plan organique, par une nette séparation des responsabilités administratives et partisans, et du point de vue fonctionnel, par la dévolution à l'organisation partisane des tâches de conception doctrinale et d'orientation politique, ainsi que d'animation et de contrôle de l'appareil étatique.

Cependant, ce schéma théorique n'a pu être encore concrétisé. La priorité donnée à la construction de l'Etat depuis 1965 s'est accompagnée d'un affaiblissement progressif du Parti, dont la régénération s'impose aujourd'hui avec insistance.

I - La construction prioritaire de l'appareil d'Etat

La volonté de doter le pays d'une structure administrative "qui saura survivre aux événements et aux hommes" est affirmée dès le 19 Juin 1965 (2). A un édifice étatique, dont les derniers étages avaient été mis en place sans assise socio-politique (3); il s'agit de substituer une construction par la base, plus méthodique,

(I)-Programme de Tripoli, op.cit. p.36

-Charte d'Alger, op.cit. p.II4

"Le Parti trace les grandes lignes de la politique de la nation et inspire l'action de l'Etat. La réalisation du programme du Parti est garantie dans le cadre de l'Etat par la participation des militants aux institutions étatiques et notamment aux postes d'autorité...Mais pour ne pas être absorbé par l'Etat, le Parti doit s'en distinguer physiquement. A cet égard, la majorité des cadres du Parti au niveau des différentes directions devront être en dehors des organismes d'Etat et se consacrer exclusivement aux activités du Parti. Ainsi sera évité le danger d'un étouffement du Parti et de sa transformation en auxiliaire de l'administration et en instrument de coercition".

(2)-Proclamation du Conseil de la Révolution le 19 Juin 1965, déjà citée

(3)-Interview du Chef de l'Etat à J. et S. Lacouture, compte-rendu in journal EL Moudjahid II Mars 1969

"En 1962, on a voulu procéder dans la précipitation. On a hâtivement fait élire une Assemblée Nationale, désigné un Président, dessiné un embryon d'Etat. Nous avons préféré en Juin 1965, repartir à zéro et construire à partir de la base, jusqu'au sommet selon une procédure à la fois plus rationnelle et démocratique".

plus sérieuse, et plus conforme aux exigences démocratiques de la Révolution populaire (1). L'institutionnalisation du Pouvoir par la base doit permettre d'édifier un Etat de droit, solide et stable, "capable d'assurer la discipline et l'ordre révolutionnaire" (2) et de mener à bien les tâches de développement économique, qui, dans la perspective socialiste, prennent désormais le pas sur toutes les autres.

C'est dans cette optique, que, de 1965 à 1970, l'Etat s'est structuré, à travers une série de réformes qui ont touché l'ensemble des appareils administratifs : réorganisation des institutions territoriales (3), refonte de l'appareil judiciaire (4) et nouveau statut des agents publics (5). De ces réalisations, la réforme des

 (1)-Charte communale (1966), éditée par le département information, orientation du Secrétariat Exécutif du FLN, Alger 1966, p.29
 "Il faut procéder à la refonte des institutions aux divers niveaux, communal, départemental et central.
 Le point de départ de cette refonte est la commune, car dans l'oeuvre d'édification immense que nous entreprenons aujourd'hui, il nous faut commencer par le commencement : il faut partir de la base".

(2)-Déclaration du Président du Conseil de la Révolution le 5 Juillet 1965, déjà citée, p.654.

(3)-Ordonnance n°67-24 du 18 Janvier 1967, portant Code communal, JORA 1967, p.82
 -Charte de la wilaya et Ordonnance n°69-38 du 23 Mai 1969, portant Code de la wilaya, JORA 1969, p.374.

(4)-Ordonnance n°65-278 du 16 Novembre 1965, portant organisation judiciaire, JORA 1965, p.983.

(5)-Ordonnance n°66-133 du 2 Juin 1966, portant statut général de la fonction publique, JORA 1966, p.426.

collectivités locales est présentée comme la plus exemplaire (1), dans la mesure où elle concrétise trois grands principes de la Révolution algérienne :

- Démocratie dans la désignation, qui s'est traduite par l'élection renouvelée des différentes Assemblées populaires, sur la base de candidatures sélectionnées par le Parti FLN.

- Déconcentration et décentralisation des responsabilités que les organes d'administration des collectivités locales assument de manière croissante, avec le renforcement continu des moyens humains, financiers et matériels mis à leur disposition.

- Collégialité dans l'exercice du pouvoir, qui vient heureusement tempérer la prééminence de l'autorité représentative dans l'exécution des tâches quotidiennes (2).

Aussi exemplaire qu'elle soit, la construction de l'Etat laisse subsister actuellement deux lacunes essentielles. D'une part, l'édifice étatique n'est pas achevé au sommet, puisque doivent encore être mises en place les institutions centrales. Cette lacune sera prochainement comblée avec l'élection prévue au cours de l'année 1976 et de l'Assemblée populaire nationale et du Président de la République.

(1)-Discours du Chef de l'Etat à l'ouverture de la 9ème Conférence des Présidents des APC, journal El Moudjahid II-12 Mai 1975

"Les délégués présents dans cette salle représentent indéniablement la base populaire de notre pays. C'est là, à mon avis, le véritable visage de la Révolution algérienne qui s'identifie, organiquement et intimement aux Assemblées populaires, qu'elles se situent au niveau des communes ou des wilayas, des Assemblées des travailleurs ou des Comités de gestion".

(2)-Charte communale, op.cit. p.45

"Il faut que l'exécutif communal soit...un organe fonctionnant de manière collégiale, car c'est une condition de la démocratie et du socialisme".

-Charte de la Wilaya, op.cit. p.380

"L'esprit d'équipe qui doit animer les travaux du Conseil exécutif... donne à la collégialité hiérarchisée toute sa signification".

D'autre part, et surtout, dans le même temps où l'Etat s'édifiait, le Parti s'étiolait.

Les carences qui en ont résulté, notamment au plan de l'animation et du contrôle de l'appareil étatique, ont permis l'infiltration d'éléments anti-socialistes, tant dans l'Etat que dans le Parti, et favorisé l'éclosion de mentalités bourgeoises et bureaucratiques au sein de ces deux instances (I). Ces phénomènes posent, avec insistance, le problème de la régénération de l'organisation partisane et de l'émergence d'un authentique Parti socialiste. Ils ne remettent pas toutefois en cause le caractère socialiste de l'Etat algérien, qui s'est progressivement forgé dans la réalisation des tâches d'édification du socialisme.

2 - La constitution nécessaire d'un Parti socialiste

Deux principes ont jusqu'alors guidé l'action politique du régime : d'une part, maintenir les mutations nécessaires dans le cadre de la solidarité sociale afin de préserver l'unité nationale, d'autre part, constituer l'alliance la plus large, compte tenu des objectifs poursuivis. Si ces méthodes doivent être maintenues, l'alliance politique qu'il s'agit de réaliser ne peut être celle du front national, qui a prévalu depuis la guerre de Libération, mais l'union de toutes les forces intéressées au développement du socialisme, comme l'énonçait

(I)-Discours du Chef de l'Etat devant les responsables de wilaya pour la révolution agraire , journal El Moudjahid 25 Janvier 1973

"Cette opération (le volontariat) d'une grande portée nous permettra certainement de combattre les esprits bourgeois et bureaucratiques qui font leur apparition dans certains milieux".

-Discours du Chef de l'Etat à Constantine (7 Juin 1974), déjà cité
 "Le militant devra également prendre garde aux tendances bourgeoises qui commencent à s'infiltrer dans notre société au moment où la stabilité règne dans le pays".

-Discours du Chef de l'Etat à la 9ème Conférence des Présidents des APC, (10 Mai 1975), déjà cité

"Certes, il y avait des problèmes nés de l'esprit bureaucratique de certains services administratifs qui ont essayé de compliquer la situation".

d'ailleurs la Charte d'Alger (1). Dans cette optique, la composition sociale du Parti doit être remise en cause.

Aucune place ni responsabilité ne pourront être détenues à l'avenir au sein du Parti ou de l'Etat par des éléments bourgeois (2). Car la détention et la poursuite d'intérêts privés sont désormais incompatibles avec l'exercice de mandats publics ou politiques. Si la bourgeoisie doit donc être définitivement écartée du Pouvoir (3), elle conserve la possibilité d'exercer ses activités dans le cadre légalement fixé (4). Aussi, le problème doit-il être posé en termes de choix, et non en termes de conflit ou d'affrontement (5), alors même qu'un

(1)-Charte d'Alger, op.cit. p.105

"L'union de toutes les tendances qui fut l'instrument irremplaçable de la lutte armée doit être reconsidérée en fonction des objectifs et des perspectives de la révolution socialiste. Une telle union a fait son temps...Les problèmes nouveaux ont fait surgir des contradictions internes irréconciliables".

(2)-Discours du Chef de l'Etat à Constantine (7 Juin 1974), déjà cité
"Quant à ceux dont le seul souci est de gagner de l'argent, il faudrait qu'ils sachent une fois pour toutes qu'ils n'ont pas de place dans l'Etat, au Parti et dans l'armée. En tenant ces propos, j'adresse un dernier avertissement car il s'agit d'une question de choix".

-Interview du Chef de l'Etat au journal El Ahram, Octobre 1974, déjà cité
"Quiconque désirerait être propriétaire ou s'enrichir doit quitter les appareils de l'Etat et de la Révolution pour le secteur privé".

(3)-ibidem

"Nous ne pouvons sous aucun prétexte rallier la bourgeoisie, soit-elle nationaliste, car celle-ci, tout en étant anticolonialiste, est antisocialiste".

(4)-ibidem

"Cette bourgeoisie nationale a le droit d'être défendue tant qu'elle continue de servir la patrie sur le plan de la production et tant qu'elle ne tente pas de se constituer en force politique hostile à la Révolution

(5)-Discours du Chef de l'Etat à Tizi-Ouzou le 17 Septembre 1974, journal El Moudjahid 18 Septembre 1974

"Je ne considère pas que nous ayons besoin de faire preuve de notre force en levant le baton. C'est de nos principes, de notre lutte, de notre programme d'action et de nos réalisations que découle notre force"

avertissement est adressé aux adversaires du processus révolutionnaire(I

A l'inverse, les tâches de la gestion socialiste ne sauraient être assurées que par les éléments intéressés à son succès et convaincus de la légitimité de cette option (2). A ce titre, l'union doit se réaliser entre les masses laborieuses et paysannes, la couche intellectuelle révolutionnaire et l'armée (3). Cette alliance nécessaire ne peut toutefois se constituer spontanément. Des facteurs objectifs l'entravent, au premier rang desquels la rupture historique et renouvelée après l'Indépendance, entre les mondes rural et citadin (4).

Si les liens ont commencé à se renouer à la faveur de la révolution agraire, et de l'expérience du volontariat, d'autres entraves subsistent. La classe ouvrière est sans doute dotée d'une conscience politique plus aigüe que la paysannerie, mais elle reste

(1)-Discours du Chef de l'Etat à l'ouverture de la 2ème session 1970 du CNES le 15 Octobre 1970, Recueil de discours, op.cit., Tome 3, p.89
"Nous disons à cette catégorie de gens : n'essayez pas de vous opposer à la révolution, car celle-ci est capable de vous abattre. N'essayez pas de jouer avec le feu de la révolution, car vous risquez de vous y brûler. Nous avons une large expérience de l'action révolutionnaire, car nous avons vécu au milieu du feu et de la mêlée".

(2)-Allocution du Chef de l'Etat à la sortie de la 7ème promotion de l'ENA le 22 Juin 1974, journal El Moudjahid 23-24 Juin 1974
"Les cadres de l'Etat socialiste doivent être des militants socialistes"

(3)-Interview du Chef de l'Etat au journal El Ahram, Octobre 1974, déjà citée
"Les forces socialistes alliées se composent de fellahs, des travailleurs des intellectuels révolutionnaires et des soldats".

(4)-Discours du Chef de l'Etat au 1er Séminaire sur la révolution agraire le 25 Mai 1970, déjà cité
"Une fois l'indépendance reconquise, tous les cadres et tous les appareils de la révolution implantés dans le maquis s'étaient déplacés vers les cités...Il nous a été donné de mettre l'accent à maintes reprises sur la déviation intervenue dans la marche de la révolution du jour où celle-ci s'est déplacée avec tous ses rouages des zones rurales aux zones urbaines négligeant ainsi durant des années nos campagnes et leurs problèmes spécifiques".

relativement faible numériquement (1). En revanche, la paysannerie laborieuse constitue une force potentielle considérable grâce aux traditions révolutionnaires aiguës dans la lutte et demeurées intactes (2). Il importe donc de sceller cette alliance, à travers une élévation constante de la conscience politique des travailleurs (3).

Ce rôle est tout naturellement celui du Parti, qui doit trouver dans cette tâche, l'occasion historique d'un nouvel élan. Sa réorganisation entre maintenant dans une phase décisive. La nature de ce Parti est nettement précisée : il s'agit d'un Parti socialiste, et non plus d'une coalition de couches hétérogènes groupées dans un front national (4). Les critères d'adhésion ont été énoncés sans

(1)-Interview du Chef de l'Etat au journal El Ahram, Octobre 1974, déjà citée

"Il est vrai que la prise de conscience est moins élevée dans les campagnes que dans les villes en raison du manque d'instruction...La classe ouvrière constitue chez nous une faible proportion".

-Interview du Chef de l'Etat au journal mexicain Excelsior, Juin 1975, déjà citée

"Le prolétariat n'existe pas chez nous..La classe ouvrière ne s'est constituée qu'au cours de ces dernières années, à la faveur de la révolution industrielle".

(2)-Interview du Chef de l'Etat au journal El Ahram, Octobre 1974, déjà citée

"Dans les campagnes par contre la société algérienne a conservé son authenticité".

(3)-Discours du Chef de l'Etat à Constantine (7 Juin 1974), déjà cité

".(Il faut) parachever la préparation politique et révolutionnaire des travailleurs, de manière à garantir une prise de conscience accrue de leur part quant à la signification de leur participation à la gestion, et de leur rôle dans la sauvegarde de l'entreprise et de leur contribution effective à sa réussite".

-Discours du Chef de l'Etat au Congrès constitutif de l'Union nationale des paysans algériens, le 27 Novembre 1974, journal El Moudjahid 28 Novembre 1974

"Que ce Congrès soit le point de départ d'une action vers la maturation de la conscience politique chez les masses rurales, l'approfondissement des conceptions socialistes".

(4)-Interview du Chef de l'Etat au journal El Ahram, Octobre 1974, déjà citée

"Pendant la lutte de libération nationale, il peut être question d'un front groupant les socialistes et les nationalistes bourgeois à la seule condition d'être anti-colonialiste, mais la révolution socialiste nécessite un Parti socialiste d'avant-garde".

équivoque (1). Il reste à doter ce Parti d'un programme politique unifié et d'une orientation idéologique précise. Ce sera l'oeuvre de la Charte nationale (2), dont l'adoption précèdera de peu la tenue du Congrès du Parti (3).

(1)-Discours du Chef de l'Etat à Tizi-Ouzou le 17 Septembre 1974, déjà cité

"J'ai bien défini...les trois critères de chaque responsable. Le premier de ces critères est l'engagement.

Le deuxième de ces critères est la compétence, car un engagement suivi d'une incompétence ne sert pas l'intérêt national.

Le troisième de ces critères est l'intégrité...Afin que la corruption, les plaisirs et les intérêts personnels soient écartés du processus d'édification de la révolution".

(2)-Discours du Chef de l'Etat aux cadres de la nation le 19 Juin 1975, journal EL Moudjahid 20 Juin 1975

"Cette Charte devra également refléter la doctrine du Parti, sa philosophie, ses structures, la nature de sa composante humaine, de même qu'elle définira les relations organiques qui doivent lier les paysans, les travailleurs, les djounoud et l'élite intellectuelle à la révolution".

(3)-ibidem

"A partir de cette année, nous devons consacrer une bonne partie de notre énergie, afin de compléter ces conditions et de tenir le Congrès national dès que possible".

Section 2 - UN ETAT DOMINE PAR LA PETITE BOURGEOISIE ?

Cette présentation d'une construction harmonieuse et progressive du socialisme en Algérie est contestée par la doctrine marxiste, pour des raisons tant théoriques que pratiques.

Sur le plan théorique, l'accent est porté sur le caractère universel des instruments d'analyse offerts par le matérialisme historique. En ce sens, l'Algérie ne saurait magiquement se soustraire à leur emprise. Non pas que soient niés les caractères particuliers de la société algérienne, comme d'ailleurs de toute autre entité sociale. Mais, si ces spécificités interdisent de réduire le marxisme à un ensemble de recettes applicables mécaniquement, elles ne mettent pas en cause la validité des lois scientifiques de l'analyse historique, qui doit traduire et intégrer les particularismes nationaux. Ainsi, comme toute formation sociale (1), la société algérienne se présente comme une combinaison historiquement spécifiée de plusieurs modes de production, dont l'évolution détermine une structure particulière des rapports de classes.

Concrètement d'ailleurs, l'analyse de la société algérienne fait apparaître une configuration sociale singulière, au regard de la structure de classes des pays capitalistes (2). Cette

(1)-SERINI E. "De Marx à Lénine, La catégorie de formation économique et sociale" revue La Pensée, n°159, Octobre 1971

"La catégorie de formation économique et sociale exprime l'unité et la totalité des diverses sphères économique, sociale, politique et culturelle de la vie d'une société, dans la continuité et la discontinuité de son développement historique".

(2)-GALLISSOT R. "Les classes sociales en Algérie" revue l'Homme et la Société 1969, n° 14, p.217

"La différence dans la structure de classes entre pays capitalistes développés et pays colonisés se situe non pas dans la condition de classe, mais dans la composition des classes, et plus encore et corrélativement dans leur place dans l'ensemble social, dans la situation et la position de classe".

singularité, qui résulte de l'impact du colonialisme sur les structures économiques et sociales du pays dominé, réside dans la position politique dominante occupée par la petite bourgeoisie nationale, au moment où l'Algérie accède à l'Indépendance. Le point de vue est partagé par les différents commentateurs qui se réclament du marxisme. Il conduit tout naturellement à réfuter la thèse, selon laquelle un Etat investi et dominé par les représentants des couches moyennes, pourrait entamer la construction du socialisme.

Mais cette identité initiale de positions cède aujourd'hui le pas à une divergence profonde quant à l'appréciation du rôle historique de cette petite bourgeoisie, et partant de la structure sociale de l'Algérie contemporaine.

S I - LA STRUCTURE SOCIALE DE L'ALGERIE INDEPENDANTE

Par rapport à d'autres situations coloniales (I), le cas algérien présente plusieurs facteurs d'analogie mais aussi certains éléments de différenciation qui déterminent une structure sociale originale.

I - La formation de classes dans l'Algérie coloniale

La domination française en Algérie, qui a revêtu la forme d'une colonisation de peuplement de type agraire, a tenu à l'écart du processus de développement l'immense majorité du peuple algérien. L'accaparement par le colonat des terres les plus fertiles, et le refoulement des masses paysannes dans les régions déshéritées du pays,

(I)-cf. BENACHENHOU A. "Forces sociales et accumulation du capital au Maghreb." Annuaire de l'Afrique du Nord, CNRS 1973, p.315 et s.

ont scindé l'économie agricole en deux secteurs en apparence indépendant l'un de l'autre : l'un moderne ou plus exactement capitaliste et pour l'essentiel européen, l'autre traditionnel ou pré-capitaliste et algérien

Le passage de la colonisation foncière au colonialisme économique et l'effort d'industrialisation, amorcé peu avant l'Indépendance par le Plan de Constantine, n'ont pas fondamentalement modifié ces données. La politique industrielle, limitée au secteur des industries extractives, n'avait pas eu pour effet d'amorcer un processus d'industrialisation autonome du pays. Le développement s'inscrivait toujours dans le cadre d'une division du travail de type capitaliste entre la "métropole" et les "départements algériens", qui lui fournissaient essentiellement produits agricoles et matières premières non transformées.

Ainsi en 1962, l'économie algérienne pouvait paraître divisée en deux secteurs d'activité, dont les contours épousaient approximativement ceux des communautés ethniques. Mais en réalité, la logique capitaliste s'étendait à l'ensemble de la structure économique (1), même si les rapports de production spécifiquement capitalistes n'étaient pas pleinement dominants. En ce sens, il faudrait évoquer une situation de capitalisme formel et conclure à l'inachèvement de l'accumulation primitive dans l'Algérie coloniale (2).

(1)-AMMOUR K., LEUCATE C., MOULIN J.J. La voie algérienne - Les contradictions d'un développement national. Petite collection Maspéro, Paris 1974, p.III

"La domination coloniale a assujéti l'ensemble des secteurs d'exportation d'une part, de l'économie traditionnelle de l'autre à la loi de développement inégal et aux rapports d'échange dissymétriques qui lui correspondent".

(2)-BENACHENHOU A. "Dualisme rural ou accumulation primitive inachevée, essai d'une nouvelle problématique théorique" RASJ 1973

"Il y a rapport capitaliste formel lorsque se réalise une valorisation du capital par l'intermédiaire d'un procès de production sans qu'il y ait une combinaison productive spécifiquement capitaliste (p.627)...Lorsque le procès de production est formellement soumis au capital, nous sommes en présence d'un capitalisme formel : la force de travail n'est pas vendue sur un marché. Par contre, lorsque la force de travail est vendue sur un marché, nous sommes en présence d'un capitalisme réel" (p.622).

La structuration de la société algérienne s'est donc effectuée sous l'emprise d'un capitalisme imparfaitement réalisé. Dès lors, "parce que le capital n'a pas pris toute la société dans ses rêts, aucune classe n'a été complètement constituée, avec sa fonction sociale, son rôle économique, ses instruments politiques, sa conception de l'histoire et de la société. On ne peut parler de classe qu'au sens économiste du terme" (1).

Deux catégories sociales fortement intégrées à l'économie coloniale apparaissent toutefois plus homogènes du point de vue économique, social et culturel.

Il s'agit d'une part, de la bourgeoisie nationale, dont l'assise est essentiellement foncière. Huit mille cinq cents propriétaires de plus de cents hectares possèdent, en 1954, un million sept cent mille hectares (2). Mais elle a commencé à diversifier ses activités en transférant ses revenus, d'abord dans des entreprises liées à l'activité agricole - approvisionnement et commercialisation de produits agricoles, prestations de services -, puis en investissant dans des activités proprement urbaines - commerce de gros, industries, immeubles de rapport-.

D'autre part, le prolétariat, important dans le secteur agricole, s'est développé avec le progrès du capitalisme agraire. Il existe cent soixante dix mille salariés agricoles permanents en 1954, dont cinquante mille employés par des propriétaires algériens (3). Mais sa base ne s'est que faiblement élargie, le programme d'industrialisation prévu par le Plan de Constantine n'ayant connu qu'un début d'application en 1962.

(1)-HARBI M. Aux origines du FLN : Le populisme révolutionnaire en Algérie. op.cit. p.75

(2)-Voir Tableaux de l'économie algérienne, INSEE, Paris 1960, p.128.

(3)-ibidem.

Les autres couches de la population algérienne, hétérogènes du point de vue de leur condition économique, apparaissent plus disparates. Il est nécessaire toutefois de différencier deux ensembles principaux.

D'une part, la petite bourgeoisie, dont l'absence d'homogénéité est à la mesure des clivages qui la traversent et qui ne se recouvrent pas tous exactement :

. Du point de vue du statut économique, où il faut distinguer une petite bourgeoisie manuelle -exploitants d'entreprises agricoles ou artisanales -, et non manuelle - employés, cadres, membres des professions libérales -.

. Du point de vue de la situation sociale, où il est nécessaire d'opposer une petite bourgeoisie en déclin - commerçante, artisanale, agricole -, à des couches en plein essor dans le secteur administratif essentiellement.

. Du point de vue de la formation et des modèles culturels où les différences doivent être envisagées, selon le niveau d'instruction la forme d'éducation arabisée ou francisée, et les aspirations socio-culturelles, que ces deux facteurs tendent à déterminer.

. Enfin, du point de vue de l'implantation géographique, rurale ou urbaine, qui peut encore nuancer la situation respective des différentes couches de cette petite bourgeoisie.

Le sous-prolétariat d'autre part, est constitué par la masse abondante des "chômeurs réels ou des travailleurs intermittents de la ville et de la campagne, dépourvus de qualification et souvent de toute instruction" (1). Leur misère, l'insécurité économique qu'ils

(1)-BOURDIEU P., DARBEL A., RIVET J.R., SEIBEL C. Travail et travailleurs en Algérie. Editions Mouton, Paris 1963, p.381.

vivent quotidiennement, font obstacle à la constitution de ces couches en classe sociale ayant conscience de sa situation et de son devenir, apte à définir un projet politique rationnel et cohérent.

Il reste d'ailleurs que la frontière est souvent incertaine entre les couches les plus défavorisées de la petite bourgeoisie, le "prolétariat non manuel" ou le salariat de service, et les catégories les plus privilégiées du prolétariat ouvrier.

Le particularisme du cas algérien ne se traduit donc pas uniquement dans l'importance numérique des différentes catégories sociales ; il s'exprime aussi dans leur mode de constitution et surtout de combinaison qui détermine la situation et la position de chacune d'entre elles dans la structure sociale (I).

2 - La structure des rapports sociaux

D'une manière globale et en raison du statut colonial, l'ensemble des catégories sociales algériennes restent dominées par les différentes couches de la société coloniale. Mais l'analyse doit être affinée pour apprécier, précisément, l'altération introduite par le système colonial dans le jeu des forces sociales. On peut, pour ce faire, s'appuyer sur une remarque d'ordre général de M. BOURDIEU qui écrit (2) : "dans les sociétés, où le faible développement de l'économie et plus précisément de l'industrie, ne confère à la bourgeoisie industrielle et au prolétariat qu'un faible poids fonctionnel, le système des relations entre la petite bourgeoisie qui fournit les cadres administratifs de l'Etat et l'immense sous-prolétariat... domine et détermine toute la structure de la société".

(I)- Voir BOURDIEU P. "Condition de classe et position de classe" in Archives européennes de sociologie, 1966, Tome 7, n°2, p.210
 "Il faudrait montrer comment les caractéristiques des différentes classes sociales dépendent non seulement de leur position différentielle dans la structure sociale mais aussi de leur poids fonctionnel dans cette structure, poids proportionné à la contribution qu'elles apportent à la constitution de cette structure et qui n'est pas lié seulement à leur importance numérique".

(2)-ibidem, p.211.

Appliquée à l'Algérie, cette analyse permet d'expliquer le jeu des rapports sociaux dans le mouvement national et notamment la place restreinte qu'y occupe la bourgeoisie. Ce phénomène, capital dans l'évolution politique du pays, est souligné par tous les observateurs (1). "Parce que son ampleur est réduite et parce qu'elle subit en même temps la pression des classes dépossédées, la bourgeoisie se trouve, par situation, cantonnée dans une position en retrait" (2). Quant à la classe ouvrière, dont la base est également étroite, mais qui jouit dans la société sous-développée de l'immense avantage que procure la sécurité de l'emploi, sa conscience sociale est oblitérée du fait de la concurrence pour l'emploi qui l'oppose au sous-prolétariat "Les travailleurs restent en-deça du niveau d'organisation et d'idéologie, indispensable à leur promotion politique"(3).

La place occupée par les différentes couches sociales dans la structure d'ensemble peut donc infléchir de manière décisive leur conscience politique. A l'inverse en effet, les couches de la petite bourgeoisie et du sous-prolétariat, sans cohésion sociale, vont pourtant adopter une position politique offensive.

Les couches petites-bourgeoises entrent en contradiction de plus en plus aigüe avec les agents et cadres de la société coloniale, qui freinent leur ascension sociale. "Par situation, leur importance est surfaite puisque leur place est consolidée entre une bourgeoisie de condition qui se tient en retrait et les masses prolétarisées et sans travail ; elles bénéficient donc d'une promotion de position et cherchent encore à gagner en dignité, en jouant les premiers rôles dans la représentation sociale" (4).

(1)-CHALIAND G., MINCES J. L'Algérie indépendante. Petite collection Maspéro Paris 1972, p.10
"La bourgeoisie algérienne, systématiquement tenue à l'écart des positions sociales auxquelles accédaient les autres bourgeoisies coloniales était économiquement trop faible et socialement trop mince pour peser d'un poids décisif sur la vie politique".
-Voir aussi BENACHENHOU A. "Forces sociales et accumulation du capital au Maghreb" op.cit. p.316.

(2)-GALLISSOT R. "Les classes sociales en Algérie" op.cit. p.221.

(3)-BENACHENHOU A. "Forces sociales et accumulation du capital au Maghreb" op.cit. p.317.

(4)-GALLISSOT R. "Les classes sociales en Algérie" op.cit. p.222.

Ce sont ces couches diverses et hétérogènes qui ont constitué l'armature du mouvement de libération nationale. Si celui-ci est né au sein du prolétariat émigré d'origine rurale, il s'est élargi progressivement de l'apport des couches les plus révolutionnaires de la petite bourgeoisie qui en a finalement pris la direction (1). Elle s'est appuyée, lors de la guerre de Libération, sur le sous-prolétariat rural qui a supporté la charge la plus importante du combat armé et consenti les sacrifices les plus lourds. Le sous-prolétariat qui "se situe au-deçà de l'emploi, de la vie de travail, de la socialisation" (2), incapable par conséquent de formuler son propre projet de transformation sociale, offrait le terrain idéal au développement de l'idéologie nationaliste (3).

Le système de relations privilégiées entre la petite bourgeoisie et le sous-prolétariat des campagnes qui détermine l'étape décisive du mouvement de libération, ne s'explique donc pas par l'inexistence de classes en Algérie. Ce sont au contraire les faits de classes qui permettent d'analyser ce jeu de rapports.

La faiblesse des classes bourgeoise et ouvrière ainsi que leur situation particulière dans la société algérienne d'une part,

(1)-Traitant de l'idéologie nationaliste, M. HARBI (op.cit. p.73) écrit: "La petite bourgeoisie qui s'est progressivement subordonné le parti plébien n'a fait qu'exploiter à son profit, en les systématisant et en leur conférant une dignité intellectuelle, des notions que la société secrétait par tous ses pores. Cette classe a pris possession d'un champ que le parti de la bourgeoisie, pour des raisons structurelle le parti ouvrier, pour des raisons politiques, ont refusé de semer. Elle s'en est donc appropriée les fruits".

(2)-GALLISSOT R. "Les classes sociales en Algérie" op.cit. p.218 qui ajoute "Ne pourrait-on pas aller jusqu'à avancer que le refuge dans les idéaux d'unanimité, de confusion collective à travers un nationalisme mystique s'ouvre comme l'inversion imaginaire d'une condition de concurrence individuelle : penchant nationaliste quand la pente de classe ne débouche pas vers une socialisation et vers une issue révolutionnaire".

(3)-BOURDIEU P., DARBEL A., RIVET J., SEIBEL C. Travail et travailleurs en Algérie. op.cit. p.326

"Le millénarisme révolutionnaire et l'utopie magique sont la seule visée du futur possible pour une classe dépourvue de futur objectif".

la montée des couches petites-bourgeoises et le poids du sous-prolétariat d'autre part, expliquent que les impératifs nationalistes l'aient emporté sur les exigences de la lutte sociale, ou plus exactement que les uns et les autres n'aient pu être assumés par un même mouvement politique. Mais c'est aussi l'évolution de cette structure de rapports de classes qui commande, après l'Indépendance, le développement du mouvement national sous des formes nouvelles.

§ 2 - LES INSTRUMENTS D'ANALYSE DE LA

STRUCTURE SOCIALE DE L'ALGERIE CONTEMPORAINE

Il est donc généralement admis que le pouvoir d'Etat a été conquis, et les appareils d'Etat occupés, après l'Indépendance, par des éléments représentatifs de la petite bourgeoisie. Si le phénomène n'est pas contesté, le débat porte désormais sur la signification qu'il convient de lui accorder, en fonction de l'hétérogénéité initiale des différentes fractions de la petite bourgeoisie et du rôle assumé par l'Etat algérien.

De ce point de vue, les opinions divergent radicalement. Selon une première thèse, les tâches objectivement progressistes, réalisées par l'Etat depuis l'Indépendance sous l'égide de la petite bourgeoisie, permettent de qualifier l'orientation suivie de "voie de développement non-capitaliste". Au contraire, selon une seconde proposition, la manière dont se sont constitués les appareils d'Etat et la politique de développement mise en oeuvre, ont constitué la petite bourgeoisie en classe autonome et autorisent à caractériser la voie algérienne comme celle d'un "capitalisme d'Etat".

Ces deux concepts présentent, par rapport à la doctrine marxiste traditionnelle, un caractère hétérodoxe qu'il convient de souligner.

A - La voie de développement non-capitaliste

La notion de voie de développement non-capitaliste, récemment théorisée (1), paraît, selon certains auteurs, applicable au cas algérien. Elle appelle cependant d'importantes réserves d'ordre théorique et pratique.

I - La notion et son application au cas algérien

L'apparition de cette notion est en fait inséparable des recherches contemporaines suscitées par l'accession à l'Indépendance de la plupart des anciens pays colonisés. Elle s'appuie sur le constat que, dans les formations sociales, dont l'évolution historique a été profondément bouleversée par plusieurs décennies de domination et d'exploitation coloniales, la transition au socialisme ne peut revêtir les mêmes formes, ni se dérouler selon les mêmes schémas que ceux empruntés par les pays capitalistes industrialisés.

L'analyse de ces sociétés met en effet en évidence un certain nombre de traits caractéristiques, variables selon les pays, que la stratégie de développement doit prendre en compte après l'Indépendance : insuffisance du développement des forces productives nationales, dépendance économique à l'égard de l'ancienne métropole, survivance de structures tribales ou féodales, poids spécifique du facteur religieux, immaturité idéologique des masses, faiblesse économique et politique du prolétariat par rapport à la paysannerie, rôle révolutionnaire joué par d'autres couches sociales dans le processus de libération nationale.

Ces différents facteurs, et en particulier le faible développement de la classe ouvrière, ne permettent pas de poser les tâches de la période de transition, qui s'ouvre après l'Indépendance, en termes de passage au socialisme. La liquidation du sous-développement

(1)-cf.OULIANOVSKI R."La conception léniniste du développement non capitaliste et le monde moderne." in Sciences sociales, Académie des sciences de l'URSS, Moscou, 1971, p.94 et s.

et des structures pré-capitalistes de production, la lutte pour l'indépendance économique, l'élévation du niveau culturel des masses - préalable à l'éveil de leur conscience politique - apparaissent, en fait, comme des "tâches d'édification nationale", dont la nécessaire réalisation peut ouvrir ultérieurement la voie soit au capitalisme soit au socialisme (1).

Toutefois, les conditions dans lesquelles ces tâches sont réalisées, le rythme et l'ampleur des transformations économiques, sociales et culturelles entreprises, permettent de qualifier la voie de développement suivie dans certains pays de non-capitaliste. "L'idée de l'option non-capitaliste réside précisément dans la possibilité de faire d'importants pas préliminaires vers le socialisme, alors que les conditions économiques objectives sont insuffisantes pour sa réalisation immédiate" (2). La notion de développement non-capitaliste englobe donc l'ensemble des tâches nécessaires au développement du pays, dont l'accomplissement s'effectue dans des conditions qui limitent le poids et l'influence des couches sociales capitalistes (3).

L'identification de la voie non-capitaliste à travers un processus historique concret est donc particulièrement délicate. Le progrès dans cette voie ne se réalise pas en effet de manière linéaire. Chaque étape est marquée par des actions et des mesures contradictoires, dont certaines seulement s'inscrivent dans une perspective anti-capitaliste.

(1)-Voir pour l'Algérie : les extraits d'une brochure du Parti de l'avant garde socialiste d'Algérie, publiée dans la revue Nouvelle Critique, Paris Avril 1970, p.42

"L'Algérie se trouve dans une phase de transition qui peut déboucher selon l'évolution, aussi bien sur un régime capitaliste que sur un régime socialiste. A cette étape et dans l'état actuel des forces productives, il n'existe pas dans notre pays une force sociale suffisamment développée, suffisamment puissante et organisée pour instaurer dans l'immédiat tel ou tel régime".

(2)-OULIANOVSKI R. "La conception léniniste du développement non-capitaliste et le monde moderne." op.cit. p.98.

(3)-ibidem, p.103

"La ligne stratégique du développement non-capitaliste vise à ce qu'en définitive l'élévation du niveau économique et culturel du pays ne conduise pas au renforcement des positions économiques et politiques des forces exploitantes".

Cette ambiguïté fondamentale renvoie aux contradictions qui traversent le bloc des forces politiques au pouvoir durant cette période. L'alliance qui se conclut au sein du Pouvoir d'Etat englobe en effet l'ensemble des couches et classes sociales intéressées à un développement national authentique. Elle comprend non seulement la classe ouvrière en formation et la paysannerie laborieuse, mais encore les couches petites-bourgeoises révolutionnaires et même telle ou telle fraction de la bourgeoisie nationale anti-impérialiste. Ce qui caractérise en tout cas cette voie, c'est que la direction n'en est pas assurée par la classe ouvrière (1). L'équilibre des forces en présence est donc précaire, et à chaque stade du processus, les intérêts de classes peuvent l'emporter sur les intérêts nationaux progressistes.

C'est dire tout à la fois que le développement de la lutte de libération en un mouvement anti-impérialiste constitue une forme possible de transition vers le socialisme, mais aussi que ce processus n'a rien d'inéluctable, qu'il peut aussi bien ouvrir la voie à un régime véritablement capitaliste (2).

Le progrès de la voie non-capitaliste de développement et sa transformation future en un développement réellement socialiste dépendent de la façon dont sont traités et résolus les problèmes et les contradictions de chaque phase du processus. Une juste appréciation

(1)-GULIANOVSKI R. "La conception léniniste du développement non-capitaliste et le monde moderne." op.cit. p.101

"Les transformations sociales s'effectuent non pas sous l'hégémonie du prolétariat et la direction des partis marxistes-léninistes, mais sous la direction d'une intelligence radicale anti-impérialiste et démocratique-révolutionnaire".

(2)"Un Colloque : La voie de développement non-capitaliste" in La nouvelle revue internationale n°143, Paris Juillet 1970, p.171
"Il serait erroné d'identifier les voies de développement non-capitaliste et socialiste et d'affirmer que la voie non-capitaliste conduit automatiquement au socialisme".

-BOUZIDI A. "Réflexions autour de la notion de voie non-capitaliste de développement" RASJ 1975, P.333 et s.

"Bien que reconnaissant comme objectifs fondamentaux à atteindre l'indépendance économique et la construction du socialisme, la petite bourgeoisie, agissant dans certains pays comme force politique dirigeant n'a pu se dégager à la suite de la construction de son pouvoir économique, de l'emprise idéologique du capitalisme renforcée par sa crainte devant l'ascension (même lente) des travailleurs".

de ces contradictions par les forces progressistes doit permettre d'avancer dans cette voie, c'est à dire tout à la fois de cantonner l'importance économique et le poids politique des couches bourgeoises, et corrélativement, de renforcer et développer sans cesse les positions politiques des masses laborieuses, et en particulier celles de la classe ouvrière.

Cette notion permettrait de rendre compte des transformations de tous ordres, intervenues en Algérie depuis l'Indépendance. Elle expliquerait en particulier que l'Etat, conquis par la petite bourgeoisie, ait pu mener à bien des tâches anti-impérialistes, sans pour autant engager le processus de construction du socialisme. Car la prise et l'exercice du pouvoir d'Etat n'auraient pas conféré une cohérence de classe à la petite bourgeoisie. Soumise à des pressions politiques et idéologiques contradictoires, elle resterait, aujourd'hui encore, divisée en couches représentant des aspirations et des intérêts différents.

Selon les tenants de cette thèse, la petite bourgeoisie a ainsi joué un rôle historique révolutionnaire dans une triple direction :

Tout d'abord, son aspiration nationaliste s'est développée en position anti-impérialiste, qui s'est notamment traduite par la récupération des terres de colonisation ainsi que des richesses minières et énergétiques du pays. En second lieu, elle a contribué à affaiblir la bourgeoisie nationale, dont les positions sont désormais largement entamées dans le domaine foncier par la révolution agraire, et dans le secteur tertiaire par la nationalisation du commerce extérieur et du commerce de gros. Enfin, elle a joué le rôle, accompli ailleurs par la bourgeoisie nationale, d'agent d'accumulation du capital et de développement des forces productives.

Le bilan de réalisation des tâches d'édification nationale serait donc aujourd'hui positif. Il est toutefois remarqué que leur accomplissement s'est effectué selon un processus contradictoire, fait de progrès et de reculs successifs, qui ne garantit pas encore le caractère irréversible de l'option non-capitaliste. C'est qu'en effet, le progressisme de la petite bourgeoisie a rencontré des limites objectives de classe (1), qui se traduisent par un décalage important entre les tâches économiques, dont l'accomplissement se poursuit, et les tâches politiques, dont la réalisation connaît un retard inquiétant (2). Ce décalage apparaît nettement à l'examen des principes qui ont guidé la construction de l'Etat et des pratiques politiques que son fonctionnement a consacrées.

Sans doute la construction de l'Etat a-t-elle été une exigence historique de la phase "nationale-démocratique"(3) de la Révolution algérienne, l'instrument irremplaçable de réalisation des tâches d'édification nationale. Mais l'étroitesse de sa base sociale et l'hypertrophie des fonctions répressives, dont il a été chargé, ne correspondent nullement aux nécessités objectives de la phase actuelle, ni aux intérêts réels de l'alliance de toutes les forces progressistes.

(1)-ALLEG H. "L'Algérie sept ans après, socialisme ou capitalisme" in Revue Economie et Politique n° 185, Décembre 1969, p.124
 "Les aspects contradictoires de la politique algérienne sont le reflet de l'hétérogénéité des couches de la petite bourgeoisie nationaliste, animée par la volonté de se libérer des liens qui subsistent de l'ancien ne tutelle coloniale...mais retenue par la crainte d'être dépassée par les travailleurs et paysans révolutionnaires".

(2)-HADJERES S. "Du front de libération au front de l'édification" in La nouvelle revue internationale, n°1, Paris 1975, p.138
 "Un problème sérieux et de plus en plus sensible se pose à la Révolution algérienne à son point actuel de développement : c'est le décalage qui existe entre les orientations et les possibilités, entre les projets ou décisions d'une part, et leur application d'autre part, le décalage entre les tâches qui restent à réaliser et les instruments politiques et organiques de leur réalisation".

(3)-Voir Brochure du Parti de l'avant-garde socialiste, publiée dans la revue La Nouvelle Critique Avril 1970, op.cit. p.48
 "Ici, le terme démocratique est utilisé...pour désigner le contenu anti-impérialiste et anti-féodal de cette phase. Ce terme ne préjuge donc pas des méthodes de gouvernement et de mobilisation, de l'importance et de la nature des libertés et droits démocratiques dans le pays à cette étape".

Cette alliance au demeurant n'a pu se réaliser, ni s'exprimer au sein du Parti unique du FLN. Victime de l'hétérogénéité de sa base sociale, de l'imprécision de sa doctrine et des contradictions de son idéologie, il n'a pu jouer, à ce jour, le rôle de catalyseur des énergies progressistes, d'avant-garde des forces populaires, qu'il était appelé à encadrer et mobiliser.

Aussi bien, le stade actuel de développement et les tâches futures de la construction du pays, nécessitent-ils désormais la démocratisation de l'ensemble des appareils de l'Etat.

Cette démocratisation a été amorcée dans plusieurs domaines : élargissement des Assemblées communales à l'occasion de la révolution agraire, constitution des premières Assemblées de travailleurs dans les entreprises publiques, gratuité des soins, réforme universitaire, institutionnalisation du volontariat des étudiants, organisation démocratique de la jeunesse.

Mais sa consolidation, gage de l'approfondissement de la voie non-capitaliste de développement, implique nécessairement la constitution d'un vaste front anti-impérialiste qui scelle l'alliance de toutes les forces intéressées au succès de cette lutte et qui rassemble tant la classe ouvrière que la paysannerie laborieuse et les couches les plus progressistes de la petite bourgeoisie. Seul un tel front sera en mesure de réaliser les impératifs politiques de l'heure : mobiliser effectivement les masses laborieuses, accentuer le processus de démocratisation, renforcer et développer l'action des organisations de masse.

2 - Les insuffisances de la notion

Cette notion encourt un reproche majeur sur le plan théorique. Elle permet de décrire, voire d'analyser certains phénomènes réels, mais elle ne constitue pas un "concept scientifique, rendant compte des caractéristiques d'un processus dans son universalité",

comme le reconnaissent d'ailleurs ses plus ardents défenseurs (1). En ce sens, elle peut être qualifiée de "concept opératoire", qu'il convient de distinguer, selon les acquis de la sociologie contemporaine, des "concepts théoriques" (2). Plusieurs éléments inhérents à la formulation de cette notion peuvent étayer ce constat.

Son élaboration par la doctrine soviétique porte en fait la marque indélébile d'une certaine conjoncture politique : celle de l'accession à l'indépendance de nombreux pays africains et asiatiques. A ce titre, elle paraît davantage liée à des considérations politiques, tenant notamment à la nature des relations extérieures de l'URSS avec les pays du Tiers-Monde, qu'aux caractéristiques très diverses des pays auxquels elle a vocation à s'appliquer. De ce point de vue en effet, elle englobe un ensemble d'Etats dont les structures économiques et sociales sont trop différentes pour relever d'une même catégorie d'analyse.

Le contenu plus politique que théorique de la notion de voie non-capitaliste s'est aussi révélé au cours de l'analyse de son application au cas algérien. On a pu constater, à cette occasion, que les considérations d'ordre politique et d'ordre théorique étaient inextricablement imbriquées, au point qu'il est légitime de se demander lequel des deux niveaux commande l'autre en l'occurrence.

Enfin, l'insuffisance théorique de la notion⁷ résulte, à l'évidence, de son aspect purement négatif. S'il est vrai que l'étude d'une formation sociale doit permettre de qualifier sa nature,

(1)-BOUZIDI A. "Réflexions autour de la notion de voie non-capitaliste de développement" op.cit. p.336.

(2)-BOURDIEU P, CHAMBOREDON J.C, PASSERON J.C . Le métier de sociologue. Mouton, Bordas, Paris 1968, p.61, note 2.

"Les concepts et les propositions exclusivement définis par leur caractère "opératoire" peuvent n'être que la formulation logiquement irréprochable de prénotions et, à ce titre, ils sont aux concepts systémiques et aux propositions théoriques, ce que l'objet pré-construit est à l'objet construit".

en fonction du mode de production qui domine son fonctionnement et détermine son évolution, l'analyse concrète ne saurait s'appuyer sur un instrument qui exclut précisément la possibilité d'une telle qualification.

Critiquable au plan théorique, la notion de voie non-capitaliste de développement est d'autre part réfutée dans ses implications pratiques, par la thèse qui appréhende le développement algérien comme un exemple typique de capitalisme d'Etat.

B - Le capitalisme d'Etat

Sur le plan de l'analyse concrète, le principal grief adressé à la thèse précédente tient au fixisme dans lequel elle enserme la structure sociale de l'Algérie indépendante. C'est qu'en effet de 1962 à 1976, tant la nature que les rapports de classes se sont modifiés, à travers un processus de développement, qui a pour objet d'achever l'accumulation primitive, entamée puis bloquée sous le régime colonial. Mais en fonction de l'état des forces sociales en présence, et notamment de la faiblesse économique et politique de la bourgeoisie nationale, c'est à partir de l'appareil d'Etat détenu par la petite bourgeoisie, que ce processus tend à se réaliser.

Cette mutation peut donc être qualifiée de passage à un capitalisme d'Etat. La notion est toutefois tellement controversée, qu'il convient de l'explicitier, avant de présenter les éléments d'analyse du capitalisme d'Etat en Algérie.

I - La notion de capitalisme d'Etat

La controverse a pour point de départ la signification qu'il faut attribuer à la formule par laquelle LENINE conclut

un développement sur cette notion, en affirmant que "le capitalisme monopoliste d'Etat est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme, l'étape de l'histoire qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare du socialisme" (1).

En fait, comme le remarque M. BETTELHEIM (2), la notion de capitalisme d'Etat renvoie chez LENINE à plusieurs réalités différentes. Elle correspond, en première analyse, à une étape dans le processus d'évolution des sociétés capitalistes, et s'applique au stade actuel de nombreuses formations sociales de cette nature (3). Elle vise, en second lieu, une structure particulière dans la transition au socialisme (4), et caractérise, dans ce cas, un secteur de production étatisé, mais où les rapports de production capitalistes restent dominants.

(1)-LENINE V. Oeuvres complètes. Editions Sociales Paris, Editions du Progrès Moscou 1970, Tome 25, p.390.

(2)-BETTELHEIM Ch. Les luttes de classes en URSS - 1ère période 1917-192
Seuil Maspéro, Paris 1974, p.415 et s.

(3)-LENINE V. Oeuvres complètes. op.cit. Tome 33, p.283
"Le capitalisme d'Etat, dans toute la littérature économique c'est celui qui existe en régime capitaliste quand le pouvoir d'Etat se soumet directement telles ou telles entreprises capitalistes".

(4)-LENINE V. Oeuvres complètes. op.cit. Tome 27, p.350
"Que veut dire le mot transition ? Ne signifie-t-il pas appliqué à l'économie qu'il y a dans le régime en question des éléments, des fragments, des parcelles à la fois de capitalisme et de socialisme...
Enumérons ces éléments :

- 1) l'économie patriarcale...
- 2) la petite production marchande
- 3) le capitalisme privé
- 4) le capitalisme d'Etat
- 5) le socialisme".

Enfin, elle renvoie dans les analyses les plus nombreuses consacrées à la nouvelle politique économique (NEP), à la politique suivie par la dictature du prolétariat à l'égard du capitalisme privé (1).

Si la notion est donc susceptible d'acceptions différentes, il est clair cependant, que dans toutes les analyses qu'il consacre au capitalisme d'Etat en proclamant sa nécessité après la période de communisme de guerre en URSS, LENINE rapporte cette notion au contenu de classe de l'Etat (2). La compatibilité de ce choix politique avec les progrès de la transition socialiste, ne s'explique que par le caractère prolétarien de l'Etat soviétique.

Aussi bien, la notion de capitalisme d'Etat, utilisée pour caractériser la voie de développement, dans laquelle l'Algérie s'est engagée, n'entre-t-elle dans aucune des catégories d'analyse présentées. Le capitalisme d'Etat algérien s'apparente à un achèvement de la formation capitaliste, et non à une étape de la transition socialiste, mais ne s'identifie pas pour autant au capitalisme monopoliste d'Etat.

La notion devrait en conséquence être approfondie et précisée, tout particulièrement dans son application aux pays nouvelle-

(1)- LENINE V. Oeuvres complètes. Tome 33, p.283

"Le capitalisme d'Etat c'est le capitalisme auquel nous devons assigner certaines limites, ce que nous n'avons pas su faire jusqu'à ce jour,.... ce que sera le capitalisme d'Etat, cela dépend de nous".

-ibidem, p.485

"L'important pour moi était d'établir la filiation entre le capitalisme d'Etat ordinaire et le capitalisme d'Etat non ordinaire et même extraordinaire dont je parlais en exposant au lecteur la nouvelle politique économique".

(2)-ibidem, Tome 33, p.283

"Nous ne voulons pas comprendre que lorsque nous disons "Etat", cet Etat c'est nous, c'est le prolétariat, c'est l'avant-garde de la classe ouvrière...le capitalisme d'Etat est rattaché à l'Etat, mais l'Etat ce sont les ouvriers, c'est la partie avancée des ouvriers, c'est l'avant-garde, c'est nous".

ment indépendants. Mais, si cette exigence est perçue (1), elle n'est pas pour autant satisfaite. Dès lors, la notion de capitalisme d'Etat n'est pas à l'abri des griefs précédemment articulés à l'encontre de la notion de voie non-capitaliste de développement. A l'évidence d'ailleurs elle alimente, tout comme la première, des prises de position politiques qui ne sont pas étrangères à son "succès théorique".

Ces difficultés méthodologiques d'analyse doivent en réalité être rapportées à la situation profondément contradictoire qui caractérise les pays anciennement colonisés. Les mutations importantes qui s'y produisent, l'équilibre instable et souvent modifié qui se réalise entre les différentes forces sociales en présence, traduisent davantage un processus transitoire qu'un état cristallisé des structures économiques et sociales. La notion de capitalisme d'Etat ne peut donc être utilisée que pour exprimer la tendance dominante d'une évolution, dont le terme demeure incertain.

Sous ces réserves, et en l'état actuel de la recherche théorique, on retiendra ici cette notion, en raison des plus grandes vertus explicatives qu'elle présente, à notre sens (2), de la réalité algérienne, sans pour autant entériner les implications politiques qui en sont habituellement déduites.

2 - Eléments pour l'analyse du capitalisme d'Etat en Algérie

Selon les deux thèses précédemment examinées, la détermination de la nature de classe de l'Etat paraît se ramener à un point central : l'examen des fonctions qu'il accomplit dans le secteur

(1)-BETTELHEIM Ch. La transition vers l'économie socialiste. op.cit.P.27
 "J'ajouterai qu'en ce qui concerne les économies sorties de la période coloniale, nous aurons à étudier essentiellement ce qui apparaît à nos yeux comme un stade initial mais qui n'est peut être après tout que le stade final de l'ancien mode de production..."
 "Il y a lieu, en particulier, d'analyser les différences spécifiques qui séparent ce capitalisme d'Etat de celui qui se développe sur la base du capitalisme de monopole dans les grands pays impérialistes".

(2)-cf.infra chapitre II.

économique. Et, à travers des cheminements différents - présumé de l'inexistence de la lutte de classes dans le premier cas, représentation des intérêts des travailleurs par la fraction progressiste de la petite bourgeoisie dans le second - ces analyses aboutissent à nier le caractère de classe de l'Etat algérien.

Outre qu'elles éludent généralement, à travers une approche purement fonctionnelle, la question des structures de l'Etat (1) ces approches privilégient une détermination strictement économique des classes sociales. Or, si l'identification des classes d'une formation sociale déterminée doit s'appuyer sur une analyse des rapports économiques, elle ne saurait s'y limiter. C'est, au contraire, à partir d'une analyse d'ensemble des rapports sociaux qu'il est possible d'identifier les différentes classes de la société (2).

Dans un pays comme l'Algérie, qui entend construire le socialisme sur la base de l'appropriation publique des moyens de production, la propriété d'Etat, définie comme "l'unité d'une pluralité de rapports sociaux"(3), fournit le cadre naturel de l'analyse. Le contenu de ces rapports a déjà été examiné sur le plan juridique, et partiellement sur le plan économique et idéologique. Provisoirement, la conclusio

(1)-BETTELHEIM Ch. Calcul économique et formes de propriété. op.cit.P.83
"Lorsqu'on analyse le fonctionnement des actuelles formations sociales en transition...il n'est pas possible de laisser de côté le problème de l'appareil d'Etat..."

...En réalité, l'existence de certaines formes politiques contribue, par elle-même, à imposer une séparation entre les producteurs immédiats et leurs moyens de production".

(2)-POULANTZAS N. Pouvoir politique et classes sociales. Petite collection Maspéro, Paris 1971, Tome I, p.62

"Les classes sociales ne se présentent pas comme l'effet d'un niveau structurel particulier - par exemple la structure économique - sur un autre niveau structurel - la structure politique ou la structure idéologique, à l'intérieur donc de la structure - mais bel et bien comme l'effet global des structures dans le domaine des rapports sociaux

(3)-BETTELHEIM Ch. Calcul économique et formes de propriété.op.cit.P.81

a été tirée qu'"au niveau de la propriété, les producteurs immédiats sont séparés de leurs moyens de production" et qu'"ils n'en sont propriétaires que par l'intermédiaire de l'Etat" (1).

Il reste à se demander dans quelle mesure sont réunies, au niveau de l'Etat, les conditions d'une socialisation progressive des moyens de production. La réponse à cette question doit être cherchée dans une double direction. Il s'agit d'une part, de s'interroger sur la nature du modèle de développement mis en oeuvre, et notamment sur son articulation aux formations sociales capitalistes. Les travaux de nombreux économistes (2), tendent en effet à montrer, que la transformation des rapports de production capitalistes ne dépend pas seulement des conditions internes aux pays concernés, mais aussi des relations qu'ils entretiennent avec le marché capitaliste international.

D'autre part, au plan interne, "la portée réelle de la propriété d'Etat dépend des rapports réels existant entre la masse des travailleurs et l'appareil d'Etat" (3). C'est dire que les rapports de propriété doivent être également appréciés dans leur contenu politique. A cet égard, on a pu constater, au cours de l'analyse, que la possession des moyens de production restait maîtrisée, à l'intérieur des entreprises, et par le système de contrôle auquel elles sont soumises, à des représentants de l'Etat. Cette situation ne ferait pas obstacle

(1)-BETTELHEIM Ch. Calcul économique et formes de propriété. op.cit.P.37

(2)-Voir notamment AMIN S. Le développement inégal - Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique. Editions de Minuit, Paris 1974.

La bibliographie dressée en annexe par l'auteur est significative de l'intérêt suscité par cette question.

(3)-BETTELHEIM Ch. Calcul économique et formes de propriété. op.cit.p.87

à la socialisation des moyens de production, si l'appareil d'Etat était contrôlé, sur le plan politique, par les représentants des travailleurs, autrement dit si l'Etat constituait effectivement la corporation des travailleurs. Il faudrait alors conclure que "la propriété d'Etat est la forme juridique de la propriété sociale des travailleurs" (1).

A l'inverse, si cet appareil "est dominé par un corps de fonctionnaires et d'administrateurs et s'il échappe au contrôle et à la direction des masses travailleuses, c'est ce corps de fonctionnaires et d'administrateurs qui devient effectivement propriétaire (au sens d'un rapport de production) des moyens de production. Ce corps forme alors une classe sociale (une bourgeoisie d'Etat), en raison du rapport existant entre lui-même, d'une part, et les travailleurs d'autre part" (2).

De ce double point de vue la tendance au capitalisme d'Etat est perceptible.

(1)-BETTELHEIM Ch. Calcul économique et formes de propriété.op.cit. P.87

(2)-ibidem.

CHAPITRE II - L'HYPOTHESE DU CAPITALISME D'ETAT

Au regard des propositions initialement formulées quant à la structure sociale de l'Algérie indépendante, avancer aujourd'hui l'hypothèse du capitalisme d'Etat, comme facteur explicatif des transformations intervenues depuis 1962, revient à analyser le processus d'autonomisation et de constitution de la petite bourgeoisie en classe sociale homogène et cohérente.

Il est cependant prématuré d'évoquer une structure parfaitement constituée. En ce sens, l'analyse se démarquera de thèses plus affirmatives quant à l'issue du mouvement observé (I). En ce sens aussi, le terme de tendance sera préféré à toute autre notion, impliquant l'achèvement du processus.

Au demeurant, celui-ci paraît inégalement réalisé, selon les points de vue envisagés. La notion de capitalisme d'Etat s'applique pleinement au mode de constitution et de fonctionnement des appareils d'Etat. L'exemple particulier de l'administration économique sera, à cet égard, significatif. En revanche, l'analyse du modèle de développement économique conduira à une appréciation plus nuancée, même si l'explication par la notion de capitalisme d'Etat semble la plus vraisemblable. Enfin, la caractérisation de l'idéologie dominante comme idéologie contradictoire, montrera à l'évidence que la cohérence de classe n'est pas encore atteinte.

 (I)-Voir notamment AMMOUR K., LEUCATE C., MOULIN J.J. La voie algériennnn
Les contradictions d'un développement national. op.cit. p.135 et s.
 -ROUSSET P. Emigration - paupérisation et développement d'un capitalisme
d'Etat en Algérie. Editions Contradictions, Bruxelles 1975

Section I - LA FORMATION DE L'ADMINISTRATION ECONOMIQUE ET LA
TENDANCE A L'AUTONOMISATION DE LA PETITE BOURGEOISIE

Les traits caractéristiques de l'administration économique algérienne ne diffèrent pas, formellement, de ceux de l'administration française. S'interrogeant sur la spécialisation et le particularisme des organes publics économiques, M. DE LAUBADERE conclut : "il existe des organes spécialisés dans l'action économique de l'Etat et cette spécialisation s'accompagne pour certains d'entre eux d'une coloration propre, mais on ne peut aller jusqu'à dire que ces traits assignent au pouvoir ou à l'administration économique en France une place vraiment à part" (1).

Cette appréciation vaut tout aussi bien pour l'administration économique algérienne, sous une réserve importante cependant. Les structures administratives existantes ont en effet subi d'importantes transformations en vue de l'application de la révolution agraire (2). Mais cet aménagement n'a revêtu qu'un caractère partiel et temporaire, limité aux seules opérations et à la période d'application de la révolution agraire.

Il faut en outre considérer, qu'à l'encontre des limitations apportées en droit français à l'interventionnisme économique des collectivités locales, "en Algérie non seulement de telles limites n'existent pas, mais la loi ouvre tout le secteur des activités économiques à l'initiative des collectivités, en même temps qu'elle les associe à d'autres activités à l'échelon national" (3).

 (1)-DE LAUBADERE A. Droit public économique. op.cit. p.100.

(2)-MAHIOU A., AUTIN J.L. "L'impact de la révolution agraire sur les institutions administratives en Algérie" op.cit.

(3)-MAHIOU A. "Les collectivités locales en Algérie" Annuaire de l'Afrique du Nord 1969, CNRS, p.300.

Cette constatation n'infirmes pas l'appréciation initiale, car la très large compétence dévolue aux collectivités territoriales en matière économique n'a pas entraîné la création d'organes spécialisés autonomes par rapport aux autorités chargées de l'administration locale. Du moins conduit-elle à inclure dans l'étude de l'administration économique, les structures de l'administration territoriale.

Du point de vue adopté ici, il est d'ailleurs intéressant de remarquer que, par des canaux différents, les conditions de formation de l'administration économique ont abouti à confier, sans partage ni contrôle, l'exercice du pouvoir économique à la petite bourgeoisie.

§ I - UN POUVOIR ECONOMIQUE SANS PARTAGE

S'il est inexact de considérer, comme le souligne M. LECA (1), que tout appareil d'Etat constitue en soi une classe, il est non moins certain que les conditions institutionnelles, dans lesquelles s'exerce le pouvoir économique d'Etat, ne sont pas neutres du point de vue de la stratification sociale (2).

A cet égard, la thèse, selon laquelle la petite bourgeoisie réalise progressivement son autonomie par l'investissement systématique des différents appareils d'Etat, peut être vérifiée à l'analyse tant des modalités de recrutement des agents de l'administration économique, que des modalités d'aménagement des structures administratives.

 (1)-in"Capitalisme d'Etat, Socialisme et Nationalisme en Algérie"
 RASJ 1968, p.255.

(2)-cf. HUSSEIN M. La lutte de classes en Egypte (1945-1970), 2ème édition mise à jour, Cahiers Libres Maspéro, Paris 1971, p.110
 "C'est dans le cas où l'Etat exerce des fonctions économiques importante que peut se constituer une section nouvelle de la classe dominante, distincte des propriétaires privés des moyens de production, participant au système d'exploitation directe des masses, mais dans le cadre de la propriété d'Etat".

A - Les modalités de recrutement des agents
de l'administration économique

Dans la conception extensive, qui a été retenue, de l'administration économique en Algérie, les deux modalités traditionnelles de désignation des autorités publiques - la nomination et l'élection sont mises en oeuvre. On constatera cependant que l'une n'est pas, en soi, plus démocratique que l'autre. Leur caractère ne peut, en effet être apprécié indépendamment du système politique, dans lequel elles s'inscrivent, et qui leur confère, dans le cas algérien, une même unité de but.

I - La nomination des agents de l'administration d'Etat

La nomination est le mode normal de désignation des agents de l'administration d'Etat. On a constaté que le principe était appliqué pour le personnel dirigeant des entreprises socialistes (1) ; il est pareillement mis en oeuvre pour le recrutement du personnel de l'administration territoriale de l'Etat (2). Ce principe n'est pas en soi critiquable ; il est cependant nécessaire, pour apprécier sa portée, d'examiner les critères de sélection qui en commandent l'application.

Dans l'optique socialiste, on pouvait légitimement supposer que le critère politique serait prépondérant. De fait, le principe de l'engagement politique du fonctionnaire, et la conception

(1)-cf. supra p. 329.

(2)-cf. BENAÏEZOUH C. L'administration territoriale déconcentrée en Algérie. Mémoire pour le DES de Droit public, Institut des Sciences Juridiques, Alger 1974.

d'une administration étroitement insérée dans le processus de transformation de la société, sont de doctrine constante en Algérie (1).

Mais il est non moins certain que ces orientations sont restées, jusqu'à présent, lettre morte. Les seules dispositions du droit positif qui paraissent s'y rattacher, sont trop fragmentaires, et en tout état de cause insuffisantes à fonder un véritable statut politique des agents publics.

En réalité, le statut général de la fonction publique reconduit le principe libéral de l'égal accès de tous les Algériens à la fonction publique (2) ; la seule modalité d'exclusion retenue reste d'inspiration nationaliste : elle vise les citoyens "dont la conduite pendant la guerre de libération nationale a été contraire aux intérêts de la patrie" (3). Certes, l'affiliation des agents publics au Parti unique est vivement souhaitée (4) ; elle est même présentée,

(1)-cf. Charte d'Alger, op.cit. p.II4

"La révision du statut de la fonction publique doit être accélérée, afin que soient inscrits, dans les textes et dans les faits, les critères nouveaux de la révolution, et que l'appareil de l'Etat soit aéré par des conceptions et des hommes exprimant l'Algérie socialiste. Agent de l'Eta le fonctionnaire doit devenir le serviteur des masses laborieuses. La réforme des textes doit s'accompagner d'une rééducation politique, qui doit faire de l'agent de l'Etat un lien avec les masses et non pas un pouvoir au-dessus d'elles".

-Discours du Chef de l'Etat aux cadres de la nation, le 31 Octobre 1969, Recueil de discours, op.cit., Tome 2, p.519

"Les liens administratifs seuls ne répondent pas aux exigences de la révolution. Un autre lien doit nous unifier : le lien politique".

-Discours du Chef de l'Etat à l'occasion de la sortie de la 7ème promotion de l'ENA (Juin 1974), déjà cité

"L'appareil étatique...ne peut en aucune manière être un appareil non-engagé par rapport au peuple, de même que l'Etat algérien ne peut être autre qu'un Etat socialiste ; c'est là toute l'importance du lien organique qui existe entre l'Etat et la révolution".

(2)-Voir Ordonnance n°66-I33 du 2 Juin 1966, portant statut général de la fonction publique, exposé des motifs, JORA 1966, p.427.

(3)-ibidem.

(4)-Discours du Chef de l'Etat aux cadres de la nation le 31 Octobre 1966 déjà cité

"La réorganisation du Parti n'est pas pour autant achevée à l'heure actuelle, car elle concerne, en premier lieu, les éléments importants du pays, à savoir les cadres".

au futur, comme une condition indispensable à l'exercice de responsabilités publiques (1). Mais, en l'état actuel de la législation, elle n'est pas imposée, sauf peut-être pour les fonctionnaires occupant des emplois supérieurs, encore que les textes en vigueur ne le prévoient pas expressément (2). En l'absence de dispositions particulières applicables au personnel dirigeant des entreprises socialistes, il n'y a pas lieu de supposer que des critères plus sélectifs de recrutement aient été imposés. Dès lors, le critère de compétence technique allait nécessairement prévaloir sur le critère d'engagement politique (3), et le mode de constitution de l'appareil d'Etat assurer la promotion rapide des minces couches lettrées de la petite bourgeoisie, notamment citadine.

L'utilisation du procédé de nomination, comme mode de recrutement des agents de l'administration économique, ne devait donc apporter aucune innovation par rapport au type classique de construction des systèmes administratifs. Du moins, la mise en oeuvre du procédé sélectif, à l'échelon de l'administration locale, aurait dû permettre de corriger, dans un sens démocratique, la logique dominante au niveau central. Il n'en a rien été.

(1)-Discours du Chef de l'Etat à la sortie de la 7ème promotion de l'ENA (Juin 1974), déjà cité

"Le fonctionnaire neutre, non-engagé, qui ne vit que dans le cadre restreint de son emploi, ne peut prétendre participer à l'action de l'Etat socialiste, pour la consécration des espoirs et des aspirations des masses laborieuses".

(2)-Exposé des motifs du statut général de la fonction publique, op.cit. p.427

-Décret n°66-I40 du 2 Juin 1966, relatif aux emplois supérieurs, JORA 1966, p.444.

(3)-CHALIAND G., MINCES J. L'Algérie indépendante. op.cit. p.27

"On recherche la compétence avant tout et l'on fait appel aux fonctionnaires formés par les Français, dans le cadre du Plan de Constantine... L'opération se fit sans contrôle politique ; ainsi commence à se créer l'embryon d'une nouvelle classe qui tend à contrôler totalement à son profit la propriété depuis étatisée".

2 - L'élection des agents de l'administration locale

Selon les Chartes de la commune et de la wilaya (I), la désignation des membres des Assemblées populaires locales fait intervenir une double procédure. Dans une première phase, le Parti doit sélectionner les candidatures et proposer au choix des électeurs, une liste comprenant un nombre de candidats deux fois supérieur à celui des sièges à pourvoir. La procédure électorale proprement dite a donc une portée limitée : permettre aux citoyens de choisir entre des personnes d'engagement politique identique et également dignes au regard du Parti de les représenter (2).

Aussi bien, les Chartes attachent-elles un certain soin à définir les critères de sélection, avec des différences d'ailleurs appréciables entre la commune et la wilaya. Si dans les deux cas, le Parti doit choisir des citoyens politiquement engagés (3), et présentant des qualités morales incontestables, les critères sociaux sont notablement plus restrictifs en ce qui concerne les Assemblées populaires communales que pour leurs homologues des wilayate. Alors en effet que la Charte communale enjoint au Parti d'exclure des listes de candidats les propriétaires de moyens de production (4), la Charte de la wilaya

(I)-Charte communale, éditée par le Département Information et Orientation du Secrétariat Exécutif du FLN, Alger 1966

-Charte de la wilaya adoptée et promulguée en même temps que l'Ordonnance n°69-38 du 23 Mai 1969, portant Code de la wilaya, JORA 1969, p.374.

(2)-Charte communale, op.cit. p.49

"Il reste toutefois bien entendu que les choix ainsi offerts à l'électeur demeurent des choix relatifs à des candidats, c'est à dire à des personnes et non point des choix entre des tendances...Ainsi le choix sera indifférent du point de vue de l'idéologie et du Parti : il ne pourra qu'exprimer de la part de l'électeur un choix entre des individualités".

(3)-Sans d'ailleurs que cet engagement se traduise obligatoirement par une affiliation au Parti.

(4)-Charte communale, op.cit. p.50

"La liste des candidats reflètera par sa composition, l'importance relative des diverses activités productives dans la commune. La représentation d'une branche d'activité s'entend de la représentation des travailleurs de cette branche (travailleurs agricoles, travailleurs de l'industrie etc...)et non point de ceux qui possèdent les moyens de production (gros propriétaires fonciers, propriétaires d'entreprises utilisant des ouvriers etc...).

ne fixe aucune exclusive de cet ordre (1).

Il reste à se demander dans quelle mesure ces critères ont été effectivement appliqués, notamment à l'échelon communal, où les mutations devaient être les plus importantes. On dispose, en réalité, de peu d'informations sur la composition sociale des Assemblées locales mais un certain nombre d'indices concordants permettent d'avancer que les orientations initiales n'ont pas été suivies d'effet.

En premier lieu, deux études ponctuelles (2) font apparaître des conclusions partielles et provisoires significatives. Si l'on suit, en particulier, le raisonnement de M. BEDRANI, le processus électif paraît s'ordonner autour des éléments suivants. La sélection des candidats par le Parti unique privilégie "la petite bourgeoisie urbaine et rurale qui domine dans la liste des candidats". D'une manière générale, "les notables constituent la base des futures Assemblées communales", alors que "la représentation des masses déshéritées demeure symbolique" (3). L'administration, qui contrôle ce processus de sélection, le fait selon des critères d'efficacité qui confortent les données initiales (4). Enfin, les résultats montrent que "les électeurs se conforment à l'échelle des valeurs de leur société dans les limites que leur trace l'administration" (5).

(1)-Charte de la wilaya, op.cit. p.377

"La multiplicité de ces attributions commande que le choix des candidats se fasse dans tous les milieux socio-professionnels : paysans, ouvriers, fonctionnaires, intellectuels et autres professions".

(2)-ZARTMAN W. "Les élections départementales algériennes du 25 Mai 1969" Annuaire de l'Afrique du Nord, 1969, p.311 et s.

-BEDRANI S. Les élections communales dans la daïra d'Aflou. Mémoire pour le DES de Sciences Politiques, Faculté de Droit d'Alger 1973.

(3)-BEDRANI S. Les élections communales dans la daïra d'Aflou.op.cit.p.6

(4)-ibidem, p.65

"Parce que l'administration sait que ces personnes...renverront toujours au pouvoir l'image que ce dernier veut voir de la population et non l'image de ce qu'elle est, de ce qu'elle pense réellement".

(5)-ibidem, p.II3.

Ces carences ont d'ailleurs été mises en lumière, lors de l'application de la révolution agraire, où il a été jugé nécessaire d'assurer une meilleure représentation des travailleurs au sein des Assemblées communales. Une mesure d'exclusion devait frapper à cet effet toute personne qui détiendrait "des intérêts susceptibles d'être affectés par les mesures de nationalisation" (1), alors que les Assemblées devaient être élargies aux responsables des Unions paysannes, organisations politiques d'encadrement et de mobilisation de la paysannerie laborieuse (2).

Ces dispositions, qui ont été appliquées dans des conditions juridiques et politiques confuses (3), n'ont pas eu, semble-t-il, de conséquence appréciable sur le déroulement des opérations. En outre, elles ne paraissent pas avoir eu pour effet, lors du renouvellement des Assemblées communales en 1975, de modifier les anciennes pratiques de sélection des candidats qui se sont finalement reproduites.

En définitive, l'élection des autorités locales, chargées de l'administration économique des collectivités territoriales, conforte le processus de sélection sociale réalisé à l'échelon de l'administration centrale. Loin de permettre l'émergence au plan politique des travailleurs des villes et des campagnes, la constitution des Assemblées locales assure, en fait, une représentation quasi hégémonique des différentes couches de la petite bourgeoisie, renforçant ainsi les différenciations socio-économiques initiales.

(1)-Ordonnance n°71-73 du 8 Novembre 1971, portant révolution agraire, article 174.

(2)-ibidem, article 183.

(3)-cf. MAHIOU A., AUTIN J.L. "L'impact de la révolution agraire sur les institutions administratives en Algérie" op.cit.

Cette conclusion n'est pas loin de rejoindre celle, tirée sur un autre plan, par M. LECA au terme d'une étude consacrée à l'administration locale en Algérie. S'interrogeant sur le point de savoir si "le pouvoir politique a entendu développer une infrastructure politique ou bien simplement une infrastructure administrative" (1), l'auteur conclut que "les élus locaux apparaissent davantage comme des délégataires du pouvoir central" - et pourrait-on ajouter les représentants - "que comme un centre de décision autonome" (2).

B - Les modalités d'aménagement des structures administratives

Eu égard à l'importance des tâches que l'Etat accomplit dans le domaine économique, il est paradoxal de constater le faible degré de différenciation des institutions de l'administration économique par rapport aux structures d'administration générale. La volonté déclarée de planification n'y trouve pas son compte, ni la nécessaire représentation des intérêts commodément sa place. En réalité, le phénomène paraît relever d'une cause unique, à savoir le souci de la couche dominante de ne pas développer des institutions, dont la logique impliquerait un partage réel du pouvoir économique.

I - La timide adaptation de l'administration traditionnelle

S'il est vrai que "l'Algérie a hérité d'un système administratif d'essence libérale" qui peut être caractérisé comme "une administration de souveraineté" (3), son adaptation aux tâches

(1)-LECA J. "Administration locale et pouvoir politique en Algérie"
Annuaire de l'Afrique du Nord 1971, CNRS, p.203.

(2)-ibidem, p.226.

(3)-MAHIOU A. Les institutions administratives algériennes. Cours poly-
copié, op.cit. Tome I, p.38

de direction économique est restée, à ce jour, extrêmement timide. Bien entendu, depuis l'Indépendance, le pays s'est doté d'un complet appareil ministériel. Mais le classicisme de la formule retenue n'est pas estompé par l'essor concomitant des institutions consultatives.

a) Une structure ministérielle classique

On a pu noter, au cours de l'étude, les évolutions successives, qui ont affecté la structure des départements ministériels (1). Mais il a été aussi remarqué que le mouvement s'était effectué de l'originalité au conformisme. Après l'échec de la tentative de concentration des services, qui s'était notamment traduite par la création d'un puissant Ministère de l'Economie Nationale, sous le second gouvernement de M. BEN BELLA, le retour à une structure plus classique, amorcé dès 1964, s'est poursuivi et achevé avec les deux gouvernements de M. BOUMEDIENE (2).

La répartition des compétences et des tâches entre les différents départements n'appelle pas de remarques particulières, et on ne saurait identifier, dans l'organisation, aucune singularité notable entre les "Ministères économiques" et les autres départements ministériels (3).

Une place à part doit toutefois être réservée dans ce schéma à l'organisme de planification. La structure compétente s'est longtemps limitée à un simple service administratif. Créée à l'époque

(1)-cf.supra p. I60-I61-I67.180.

(2)-Ordonnance n°70-53 du 21 Juillet 1970, portant constitution du Gouvernement, JORA 1970, p.702.

(3)-cf.REMILI A. Les institutions administratives algériennes. 2ème édition, SNED Alger 1973, p.47 et s.

de l'Exécutif provisoire (I), la Direction des Etudes Economiques et du Plan a été successivement rattachée à la Présidence du Conseil (Septembre 1962 - Septembre 1963), au Ministère de l'Economie nationale (Septembre 1963 - Décembre 1964), puis de nouveau à la Présidence de la République (Décembre 1964 - Juin 1965). Après le changement de régime la Direction s'insère dans les structures du Ministère des Finances qui prend la dénomination de Ministère des Finances et du Plan. Elle sera érigée en département autonome avec la mise en oeuvre du premier Plan quadriennal en 1970, mais sous forme de Secrétariat d'Etat.(2)

Sans évoquer les faiblesses de l'action planificatrice, qui ont été mises en lumière au cours de l'étude des différents secteurs d'activités (3), il est clair que ces insuffisances fonctionnelles sont étroitement liées à des carences structurelles. Celles-ci peuvent être envisagées tant sur le plan politique que technique.

Sur le plan politique, le statut du titulaire du Secrétariat d'Etat est à l'évidence inférieur à celui des Ministres. Certes, il n'existe pas de subordination organique ni hiérarchique directe. Dès lors que le Secrétariat d'Etat n'est pas rattaché à un autre département ministériel, sa sphère de compétences est autonome et son titulaire peut agir sans délégation ni contreseing. En revanche, bien entendu, le Secrétaire d'Etat au Plan ne dispose d'aucune autorité sur ses collègues, alors que la logique du développement planifié impliquerait qu'il soit doté de moyens susceptibles de faire prévaloir les impératifs de la planification. En cas de conflit, l'arbitrage nécessaire ne peut donc être rendu que par le Conseil des Ministres.

(1)-Ordonnance n°62-031 du 25 Août 1962, relative à l'organisation et aux attributions de la Direction des Etudes Economiques et du Plan, JOEA 1962, p.IIO.
Cette Ordonnance prévoyait également la création d'un Conseil national du Plan qui n'a, semble-t-il, jamais vu le jour.

(3)-cf.supra pp.IIO et s - I22 - I29 - I45 - I64 et s. - 243 et s. - 298 et s. - 340 et s. - 450 et s.

(2)-cf. supra p.298 s - 343 -

Cette absence d'autorité politique retentit sur l'aménagement technique des services du Secrétariat d'Etat au Plan. "Pour que la planification soit une réalité, et pas seulement l'expression d'une intention, écrit M. BETTELHEIM (1), on ne saurait sous-estimer le risque qu'il y aurait à créer un organisme central de planification qui ne serait pas articulé d'une façon précise avec des organismes sectoriels ou régionaux". Le risque est cependant encouru par les structures de la planification algérienne.

Au niveau de l'administration centrale tout d'abord. Certes il existe désormais, au moins au sein de chaque "Ministère économique", un service de planification, généralement érigé en Direction, voire en Direction Générale (2). Mais cette innovation ne rompt pas le cloisonnement ministériel traditionnel ; car, en tant que Directions, ces services restent intégrés à l'organigramme de chaque Ministère, sans que l'on puisse évoquer, à cet égard, l'idée parfois émise d'un correspondant de l'organisme de planification (3). Autre signe de faiblesse de l'appareil de planification, l'Inspection générale de l'économie, dont la création est prévue par les deux organigrammes successifs du Secrétariat d'Etat au Plan (4), n'a toujours pas pu être mise en place (5). Cette carence n'est pas sans rapport

(1)-in Planification et croissance accélérée. op.cit. p.172

(2)-cf.par exemple Décret n°76-79 du 20 Avril 1976, portant organisation centrale du Ministère de l'industrie et de l'énergie, JORA 1976, p.447.

(3)-cf.BENBELKACEM F. Les structures organiques de la planification algérienne. Mémoire pour le DES de Droit public, Faculté de Droit, Alger 1973, p.45 et s.

(4)-Décret n°70-160 du 22 Octobre 1970, portant organisation de l'administration centrale du Secrétariat d'Etat au Plan, JORA 1970, p.1054.
-Décret n°75-70 du 29 Avril 1975, portant organisation de l'administration centrale du Secrétariat d'Etat au Plan, JORA 1975, p.426.

(5)-cf.BENBELKACEM F. Les structures organiques de la planification algérienne. op.cit. p.173.

avec l'inexistence de services déconcentrés de planification. Si plusieurs tentatives ont été effectuées en ce sens (1), leur échec est d'autant plus significatif que le Secrétariat d'Etat au Plan est, aujourd'hui, le seul département ministériel à ne pas être doté de services extérieurs (2).

Ce n'est donc pas du côté de l'organisme de planification qu'il faut chercher le palliatif des divisions ministérielles classiques mais bien plutôt dans le développement des institutions consultatives.

b) Un développement important des institutions consultatives

Il ne saurait être question, dans le cadre limité de cette étude, de dresser un tableau exhaustif des institutions de l'administration consultative en matière économique. Aussi doit-on renvoyer aux études de droit administratif général (3) et aux travaux ponctuels (4) l'analyse approfondie de ces institutions. Du moins faut-il s'interroger sur les raisons d'être et la signification de l'essor considérable qu'elles ont connu depuis quelques années.

Il semble, en fait, que la réponse doive être recherchée dans une double direction, qui permet de singulariser les institutions algériennes, par rapport notamment à l'administration consultative

(1)-cf. BENBELKACEM F. Les structures organiques de la planification algérienne. op.cit. p.84.

(2)-cf. REMILI A. Les institutions administratives algériennes. op.cit. p.81 et s.

(3)-MAHIOU A. Les institutions administratives algériennes. Cours polycopié, op.cit. Tome 2, p.82 et s.

(4)-BENCHEIKH M. "Le Conseil National Economique et Social" op.cit.
-HARTANI A.K. Les moyens administratifs de l'aménagement du territoire en Algérie. Mémoire pour le DES de Droit public, Faculté de Droit Alger 1973.

française. "Il ne fait pas de doute, affirme M. DE LAUBADERE, que ce qu'on appelle l'administration consultative, constituée par les organes chargés de donner de simples avis à l'administration est le grand terrain d'élection de la représentation des intérêts" (1). Telle n'est pas l'optique du législateur algérien, qui assigne à la représentation des intérêts un cadre étroit et original examiné ci-après.

On avancera l'hypothèse que le développement constaté de l'administration consultative, vise à combler les lacunes que le mode d'édification des institutions politiques et administratives a révélées. Il s'agit d'une part, de pallier l'absence provisoire d'une instance nationale élue, et, d'autre part, d'assurer une indispensable coordination interministérielle, que les moyens limités de l'organisme de planification ne lui permettent pas de réaliser. Ces nécessités ne sont sans doute pas propres au secteur économique, mais elles y sont plus impérieuses que dans d'autres domaines, ce qui explique l'accroissement particulier des institutions consultatives à caractère économique

En ce sens, le Conseil national économique et social est précédemment apparu comme un organe hybride, dont l'étendue des compétences, certes strictement consultatives, ne trouve de justification qu'au regard de la disparition, depuis 1965, de l'Assemblée nationale (2). Son rôle particulier en matière de contrôle de la gestion financière des entreprises socialistes a déjà été mis en lumière. (3)

Il remplit par ailleurs la fonction de conseiller du Gouvernement en matière économique et sociale et peut agir de ce fait,

(1)-in Droit public économique. op.cit. p.130

(2)-cf.supra p.297.

(3)-cf.supra.p.340.

soit sur saisine de l'instance politique, soit de sa propre initiative (1). De ce point de vue, ses attributions demeurent classiques. Mais la place que le CNES occupe dans le système politique algérien confère à ses avis, rapports et recommandations, une autorité évidente (2). Cette place et ce rôle seront sans doute contestés lors de l'installation prochaine de l'Assemblée nationale. Mais l'existence du CNES ne paraît pas devoir être remise en cause, son organisation ayant été récemment modifiée dans le sens d'un renforcement des structures existantes (3).

Le CNES est le seul organe consultatif à caractère permanent et à vocation générale. Mais d'autres institutions consultatives spécialisées, à caractère permanent ou temporaire, jouent également un rôle important dans la définition et la conduite de la politique économique et sociale du pays. Il en est particulièrement ainsi de deux Commissions nationales, mises en place pour suivre l'application de la révolution agraire d'une part, de la gestion socialiste des entreprises d'autre part (4). Si la CNGSE paraît se limiter à son rôle, d'ailleurs considérable, d'étude et de proposition

(1)-Ordonnance n°68-610 du 6 Novembre 1968, articles 3 et 4.

(2)-M. BENCHEIKH ("Le Conseil national économique et social" op.cit.p.83) note à ce propos que "les rapports du CNES relatifs aux entreprises publiques et à la révolution agraire ont eu un impact certain sur les décisions du gouvernement. Ses avis relatifs à la médecine préventive et à la politique des transports semblent également avoir sensibilisé non seulement les autorités concernées mais aussi l'ensemble du gouvernement".

(3)-cf.Ordonnance n°75-24 du 29 Avril 1975, relative au Conseil national économique et social, JORA 1975, p.402
La réforme a concerné l'aménagement du Secrétariat Général, ainsi que le nombre de sections spécialisées qui passe de quatre à huit.

(4)-La Commission nationale de la révolution agraire (CNRA) a été créée par l'article 244 de l'Ordonnance portant révolution agraire.
La Commission nationale pour la gestion socialiste des entreprises (CNGS) a été créée par l'Ordonnance n°72-58 du 10 Novembre 1972 (JORA 1972, p.II89).

des textes d'application de la gestion socialiste, la CNRA a largement débordé sa mission initiale par la conquête, en certaines matières, d'un véritable pouvoir de décision (1).

Force est de constater cependant, que la composition des instances consultatives demeure nettement technocratique. Comme l'indique d'ailleurs leur texte respectif de création, la CNGSE et la CNRA sont des Commissions interministérielles, composées à une très forte majorité de fonctionnaires de l'administration centrale. La composition du CNES est sans doute plus ouverte, mais la dominante reste à la représentation administrative. Plus récemment, une tendance s'est dessinée en faveur d'une plus grande représentation des organisations politiques et syndicales (2). Mais la portée des mesures prises à ce titre ne peut être appréciée, indépendamment d'une analyse du type de représentation que le Parti assure lui-même.

2 - La limitation de la représentation des intérêts

S'il est vrai que les institutions consultatives n'ont pas pour objet principal d'assurer la représentation des intérêts économiques ou professionnels, cela ne signifie pas que toute forme

(1)-cf. MAHIOU A. et AUTIN J.L. "L'impact de la révolution agraire sur les institutions administratives en Algérie" op.cit. p.19 et s.

(2)-Ainsi, la CNRA qui ne comprenait initialement que deux représentants du Parti et le Secrétaire Général de l'UGTA, sur un effectif total de vingt trois membres, s'est élargie à neuf nouveaux représentants des organisations de masse (Décret n°75-153 du 15 Décembre 1975, modifiant et complétant le Décret n°71-285 du 3 Décembre 1971, modifié et complété fixant la composition de la CNRA) (JORA 1975, p.II39).

D'autre part, sans que la représentation politique ait été développée au sein du CNES, la diminution importante de la représentation administrative a accru l'importance relative de la première (Ordonnance n°70-69 du 14 Octobre 1970 modifiant l'Ordonnance n°68-610 du 6 Novembre 1968, portant création du CNES, JORA 1970, p.I003).

Enfin, il a été annoncé que toutes les sections du CNES seront désormais présidées par des membres de la Direction centrale du Parti (Journal El Moudjahid II Juin 1975).

de représentation ait disparu. Mais la conception algérienne de la démocratie postule l'unité de représentation des intérêts économiques et politiques. Aussi bien, un quasi-monopole est-il reconnu, en ce domaine, au Parti, qui ne s'exerce toutefois que dans le cadre des institutions consultatives.

a) Une représentation limitée par le monopole partisan

Au moment de l'accession du pays à l'Indépendance, la représentation des intérêts économiques obéit à des règles d'organisation analogues à celles de la "France métropolitaine". Sous réserve du particularisme imprimé aux institutions coloniales, cette représentation emprunte la voie classique des Chambres professionnelles (1).

D'emblée, le départ des colons vide de leur substance et de leur raison d'être les Chambres d'Agriculture, qu'ils contrôlaient étroitement. En revanche, l'action des Chambres de Commerce et d'Industrie, au recrutement plus diversifié, se prolonge, bien qu'à un rythme réduit, au-delà de l'Indépendance. On sait d'ailleurs qu'elles connaîtront un regain de vitalité avec l'entrée en vigueur du second Code des investissements (2), positivement sanctionné lors de la création du CNES (3). Ce nouvel élan ne devait pas toutefois résister au déclin progressif du mouvement de création d'entreprises privées dans le cadre du Code des investissements. Si les Chambres d'Agriculture, depuis longtemps en état de léthargie, ont été dissoutes en 1972 (4), les Chambres de Commerce et d'Industrie n'ont été que plus récemment

(1)-Voir sur le statut de ces Chambres DE LAUBADERE A. Traité élémentaire de droit administratif. op.cit. Tome 3, p.465 et s.

(2)-cf.supra p.421.
et KARA-MOSTEPHA M. Le statut des investissements privés en Algérie. op.cit. p. 37 et s.

(3)-Le texte de création du CNES prévoyait dans sa composition initiale la présence de dix Présidents ou administrateurs des Chambres de Commerce et d'Industrie (Ordonnance n°68-610 du 6 Novembre 1968, article 13 i). Cette représentation a été supprimée dès la réforme de 1970

(4)-Décret n°72-201 du 5 Octobre 1972, portant dissolution des Chambres d'Agriculture, JORA 1972, p.1100.

supprimées (1).

Cette disparition ne saurait surprendre compte tenu des options officielles du pays, qui tendent logiquement à réduire la place et le rôle des institutions représentatives du secteur de l'économie privée. Mais il est à noter que le même ostracisme frappe les organes de type corporatif, que le développement du secteur public économique aurait pu au contraire promouvoir. L'échec des tentatives successives pour structurer verticalement les unités de production du secteur autogéré (2) est à cet égard révélateur de la volonté des détenteurs du pouvoir économique d'exclure tout partage ou contrepoids à leur autorité.

Il est certes dans la logique du système politique algérien que l'expression et la défense des intérêts des différents groupes sociaux (3) empruntent la voie tracée par le canal du Parti unique. Ainsi, la représentation des intérêts doit-elle se réaliser, normalement, à travers les organisations de masse, associations à caractère politique, créées par décision, et placées sous l'égide du FLN (4). Mais la signification de ce principe demeure ambiguë, tant que n'est pas assurée la capacité de l'organe partisan à représenter effectivement les intérêts de ses mandants.

(1)-Décret n°63-103 du 5 Avril 1963, portant suppression de certaines Chambres de Commerce et réorganisant les circonscriptions territoriales des autres, JORA 1963, p.325.

-Ordonnance n°76-33 du 25 Mars 1976, portant rattachement de la Chambre de Commerce et d'industrie d'Alger, à l'Institut algérien du commerce extérieur, JORA 1976, p.330.

(2)-cf. supra p.134 et p.169 et s.

On peut d'ailleurs remarquer que les Unions d'exploitations autogérées, dont la création était prévue par le statut de 1968 et l'organisation réglementée par le Décret du 21 Mars 1972, ont été supprimées par l'Ordonnance du 17 Juin 1975.

(3)-Ainsi tous les Ordres professionnels ont-ils été progressivement supprimés. Le dernier survivant, l'Ordre des avocats a été réorganisé récemment dans un sens qui restreint sensiblement son caractère corporatif (cf. Ordonnance n°75-61 du 26 Septembre 1975, portant organisation de la profession d'avocat, JORA 1975, p.374).

(4)-Voir sur le problème des associations à caractère politique, MIAILLE M. "Le contrôle de l'Etat sur les associations en Algérie" op.cit. p.62 et s.

b) Une représentation limitée aux institutions
consultatives

L'orientation anti-corporative au droit public algérien s'oppose, plus encore qu'en droit français (1), à la représentation des intérêts au sein des instances délibératives des institutions publiques.

En ce qui concerne les entreprises nationales, on se souvient que la formule de composition tri ou quadri-partite des Conseils d'administration a été rapidement écartée par le législateur algérien (2). Mais l'option initiale en faveur d'un socialisme autogestionnaire ouvrant, en référence à l'expérience yougoslave, un vaste champ d'application à la représentation économique dans les institutions politiques. La création des Conseils communaux d'animation du secteur socialiste s'inscrivant, en 1963, dans cette perspective (3), d'ailleurs retenue par la Charte d'Alger pour la réforme communale (4). Avec le cantonnement de l'autogestion, cette optique devait être cependant écartée, après 1965. "Bien que l'Algérie ait, en principe, opté pour le socialisme et accordé d'assez larges compétences économique à la commune et à la wilaya, les deux institutions excluent toute représentation économique" (5).

On ne saurait justifier l'inexistence de représentation des travailleurs-producteurs par l'importance du chômage (6). Mieux vaudrait encore une représentation imparfaite ou insuffisante qu'une absence totale de représentation ! Il semble plus réaliste de chercher

(1)-Voir sur le cas français DE LAUBADERE A. Droit public économique. op.cit. p.130 et s.

(2)-cf.supra p.280 et s. p.278 et 285 s.

(3)-cf.supra p.70.

(4)-cf.supra p.46, note (4).

(5)-MAHIOU A. "Les collectivités locales en Algérie" op.cit. p.293.

(6)-Voir en ce sens, BORELLA F. "La commune en Algérie, le Code communal et les élections de 1967" RJPIC 1968, p.974.

la signification politique de cette carence dans l'opposition de la couche dominante à tout partage des responsabilités économiques.

Il en résulte que la représentation des intérêts n'est assurée, par l'intermédiaire des organisations partisans, qu'au sein des institutions consultatives, et dans les conditions restreintes que l'on a déjà signalées. Se refusant à toute division de son pouvoir, la petite bourgeoisie entend d'autre part, soustraire son action à tout contrôle.

§ 2 - UN POUVOIR ECONOMIQUE SANS CONTROLE

Conformément au modèle institutionnel algérien, l'action administrative est normalement soumise à un double contrôle. Contrôle juridictionnel tout d'abord, dont l'organisation au plan théorique n'apporte pas d'innovation fondamentale par rapport au système classique. Contrôle politique ensuite qui singularise, en principe, le système politique et le mode de développement du pays dans la voie socialiste.

Or, l'inefficacité relative du contrôle classique en matière économique n'est pas compensée par le développement du second, qui n'a jamais été réellement organisé.

I - L'inefficacité du contrôle juridictionnel

On a déjà souligné les difficultés objectives d'adaptation du contrôle classique de légalité en matière d'interventionnisme économique, tout en remarquant que la Cour suprême algérienne a fait preuve, jusqu'alors, dans ce domaine, de la plus grande réserve (1). En réalité, s'il lui appartient, de manière constante (2), de connaître

(1)-cf.supra pp.417 - 418. p.366, 370 s. 417 s.

(2)-en vertu de l'article 7 du Code de Procédure civile.
cf.supra p.11

de tous les recours en annulation, il n'est pas que l'on sache, d'exemple où elle ait usé positivement de ce droit de censure dans le domaine de l'action économique de l'Etat.

La responsabilité de cette situation ne saurait toutefois être imputée, de manière unilatérale, à la haute juridiction. Depuis l'Indépendance en effet, l'Etat a multiplié les exceptions au principe posé par l'article 7 du Code de Procédure Civile, en soustrayant à la Cour. nombre de litiges économiques qui relèveraient normalement de sa compétence. Ainsi en est-il de la plupart des mesures de nationalisation, dont le contentieux a été confié à des Commissions, à caractère administratif ou semi-juridictionnel, créées à cet effet (1). En outre, il faut remarquer que la répression des infractions économiques a longtemps été confiée à des juridictions d'exception (2). Toujours est-il que d'une manière générale, le contentieux économique reste pauvre et que l'on ne peut parler, à cet égard, d'un véritable contrôle juridictionnel de l'administration.

2 - L'inexistence du contrôle politique

L'exercice d'un contrôle effectif de l'organisation partisane sur l'appareil administratif reste à l'ordre du jour en Algérie.

Nul ne conteste que le Parti, source formelle du Pouvoir n'exerce pas en réalité ses attributions théoriques (3). La mise en

(1)-Pour une étude de ces Commissions, cf. MAHIOU A. "Le contentieux administratif en Algérie" op.cit. p.598 et s.

(2)-Ordonnance n°66-180 du 21 Juin 1966, portant création de Cours spéciales de répression des infractions économiques, JORA 1966, p.617.

(3)-Voir notamment LECA J. "Parti et Etat en Algérie" op.cit.
-MAHIOU A. "Cours d'institutions administratives". op.cit. Tome I, p.32 et

évidence des carences du Parti est particulièrement vive dans les périodes de tension ou de crise (1). Mais il n'est pas exagéré de dire qu'hors même de ces périodes, il est le point de mire de tous les analystes, qui dénoncent régulièrement son incapacité à remplir correctement la mission dont il est investi. De fait, les campagnes de "réorganisation" ou de "restructuration" se succèdent sans aboutir à des résultats décisifs.

Si le diagnostic est donc unanime, les divergences apparaissent dans l'exposé des explications. Il faut récuser à ce niveau les analyses subjectives produites en termes de responsabilités personnelles, imputées successivement au Secrétaire Général avant 1965 (2), puis au Responsable du Parti de 1968 à 1972 (3).

Mais il est tout aussi nécessaire d'écarter les simples constats qui fournissent la trame de fausses explications. La thèse officielle des priorités dans l'action révolutionnaire et de la nécessité historique de construire l'Etat avant d'organiser le Parti, tend à accrédi- ter l'idée que le dépérissement du Parti est la conséquence inévitable d'un impératif indiscutable. D'autres explications, également

(1)-Interview du Chef de l'Etat au journal El Ahram, Octobre 1965, op.cit p.II6

"Vous nous demandez pourquoi nous n'avons pas suivi la voie du Parti. C'est effectivement une question pertinente, mais la réponse est liée à l'existence du Parti lui-même. Est-ce que le Parti existait ? Il n'avait d'existence que sur le papier et sur les affiches accrochées aux murs mais rien d'autre".

-Message du Chef de l'Etat à la nation, à l'occasion du 18ème anniversaire du 1er Novembre 1954, journal El Moudjahid 1er Novembre 1972

"Cette étape exige également une évolution du Parti et sa consolidation afin qu'il soit à même d'assurer pleinement sa mission en tant que moteur révolutionnaire efficient et dynamique. Aussi une transformation radicale aussi bien des modes de direction que des méthodes d'action s'avère-t-elle nécessaire".

(2)-Interview du Chef de l'Etat au journal El Ahram, Octobre 1965, op.cit p.II8

"BEN BELLA a empêché la formation du Parti d'avant-garde groupant tous les militants pour la construction de l'Algérie indépendante sur des bases socialistes véritables".

(3)-ALLEG H. "Où va l'Algérie de BOUMEDIENE" in France Nouvelle , 30 Octobre 1968

"Nul n'ignore que le n°1 du FLN a des intérêts fonciers importants dans la région de Tiaret où sa famille constitue une véritable féodalité".

produites en termes de nécessité, doivent être réfutées, car elles assignent des causes techniques à un phénomène éminemment politique (1), lorsqu'elles n'occultent pas purement et simplement le problème (2).

Or, ce problème n'est pas celui d'un simple retard d'une institution par rapport à une autre. L'édification des institutions algériennes a obéi à une certaine logique qui a consisté à privilégier la construction de l'appareil d'Etat au détriment du Parti. Ce phénomène n'avait rien d'inéluctable, comme le montrent d'autres expériences historiques ; il est la conséquence du choix politique d'une couche sociale déterminée, qui voulait aménager les relations de pouvoir, hors de tout contrôle populaire.

La manière dont s'est constitué l'appareil d'Etat n'a donc pas eu pour effet de transformer les rapports politiques dominants, mais de permettre sa conquête par la petite bourgeoisie lettrée, qui s'est efforcée, par la suite, d'asseoir son pouvoir tant par rapport à la bourgeoisie traditionnelle que vis à vis des travailleurs des villes et des campagnes. Il est légitime dès lors, d'analyser ce processus, comme celui de l'autonomisation de la petite bourgeoisie à l'égard des autres catégories sociales.

Ce constat permet de lever plusieurs incertitudes, que l'analyse du droit économique avait fait apparaître. A plusieurs reprises

(1)-LECA J. "Parti et Etat en Algérie" op.cit. p.30

"Les crises spectaculaires revêtent peut-être moins d'importance que le glissement permanent des élites du Parti dans l'appareil d'Etat. Le phénomène remonte au moment de l'indépendance quand les nécessités de la reconstruction nationale ont mobilisé dans l'administration la plus grande partie des cadres algériens compétents".

(2)-ibidem, p.22

"Ce serait tomber dans l'illusion institutionnaliste que d'attribuer au blocage des institutions la responsabilité de l'impuissance du Parti. Il serait presque plus raisonnable de retourner l'argument et d'attribuer à la faiblesse du Parti le recours à l'institutionnalisation d'un leader charismatique".

en effet, l'appréciation de certains mécanismes ou techniques de contrôle a été réservée, dans l'attente d'un jugement d'ensemble sur le rôle du Parti à l'échelle de la société. Il est désormais possible de conclure qu dans l'état actuel des forces sociales, les pouvoirs formellement reconnus aux travailleurs ne sauraient déboucher sur un contrôle populaire réel de l'appareil étatique de gestion économique. C'est en ce sens que le processus d'autonomisation observé, peut conduire logiquement à la formation d'une bourgeoisie d'Etat.

Section 2 - LE MODELE DE DEVELOPPEMENT ET LA TENDANCE

A LA CONSOLIDATION DE LA BOURGEOISIE D'ETAT

Les conclusions tirées au plan institutionnel sont confortées par l'analyse du modèle de développement, car celui-ci n'a pas eu pour effet de soustraire l'économie algérienne à la double pression économique et politique du système capitaliste mondial. Sa mise en oeuvre ne peut donc que consolider la tendance observée vers la constitution d'une bourgeoisie d'Etat, même si son hégémonie n'est pas encore absolue.

§ I - L'AMENAGEMENT DES RAPPORTS AVEC LE SYSTEME CAPITALISTE MONDIAL

L'insertion de l'économie algérienne dans le système capitaliste mondial, aux conditions de dépendance et de domination dictées par le pacte colonial, est une réalité objective qui ne pouvait être d'emblée fondamentalement modifiée. En revanche, ce qui pouvait changer, "ce sont les conditions politiques dans lesquelles la pression externe du marché impérialiste et la reproduction interne des rapports de production capitalistes se trouvent ou non subordonnées à la transformation des conditions sociales de la production" (1).

(1)-AMMOUR K., LEUCATE C, MOULIN J.J. La voie algérienne - les contradictions d'un développement national. op.cit. p.124.

Or, le nouvel aménagement des rapports de l'économie algérienne avec le marché mondial, tout en améliorant objectivement sa position, n'a pas eu pour conséquence, bien au contraire, d'atténuer son intégration, et partant sa dépendance.

I - Une nouvelle définition des rapports

L'expérience algérienne de développement, se démarque sensiblement de la situation d'autres pays qui, au-delà de l'Indépendance politique, acceptent la reconduction des relations économiques fixées à l'époque coloniale. Alors que le système colonial implique l'extraversion de l'économie dominée, l'Algérie indépendante entend inverser ce donné initial, en adoptant un modèle de développement auto-centré, fondé sur la mise en valeur rationnelle de ses ressources naturelles et la réalisation d'un processus autonome d'industrialisation.

Si cette stratégie se heurte à des obstacles importants, qui seront examinés ci-dessous, elle n'en a pas moins eu, dès à présent, des conséquences importantes sur les relations économiques internationale

Elle a permis tout d'abord la liquidation des formes anciennes de l'exploitation coloniale. On a déjà noté que, sous la forme directement coloniale qu'ils revêtaient, à savoir la propriété juridique des richesses du sol et du sous-sol, l'ensemble des intérêts étrangers avaient été nationalisés. L'Etat algérien a étendu sa maîtrise sur les terres de colonisation, puis sur la totalité des ressources minérales et énergétiques du pays.

En même temps qu'elle écartait cette forme directe de dépendance, l'Algérie s'efforçait d'améliorer son rapport au marché mondial, en diversifiant ses courants d'échanges, et par là,

les moyens de pression économique, qu'un seul pays pouvait exercer à son encontre. Si la structure du commerce extérieur laissait encore apparaître en 1970, une forte dépendance vis à vis du marché français (un peu moins de 50% du commerce extérieur), celle-ci s'était considérablement réduite depuis l'indépendance, époque à laquelle 75 à 80% des échanges s'effectuaient avec l'ancienne métropole.

Enfin et surtout, la position de l'Algérie s'est notablement renforcée. Les termes financiers de l'échange jouent désormais en sa faveur à la suite de l'augmentation du prix des hydrocarbures, rendue possible après 1971, par leur nationalisation (1).

Si la position de l'Algérie s'est améliorée, si l'échange apparaît actuellement moins inégal, ce phénomène ne doit pas masquer la réalité d'une intégration plus poussée au marché mondial.

2 - Une intégration renforcée

Les nouvelles formes de dépendance se développent sur le plan commercial, financier et économique.

. Du point de vue commercial, il faut remarquer, en premier lieu, que la moindre dépendance de l'économie algérienne à l'égard du marché français a eu pour corollaire la naissance ou l'extension des liens avec d'autres économies capitalistes, en particulier celles des pays de la Communauté européenne (2). Ces relations viennent

(1)-BENACHENHOU A. "Forces sociales et accumulation du capital au Maghreb" op.cit. p.338

"On constate que les gains résultant du mouvement des prix à l'exportation sont beaucoup plus rapides que les pertes subies du fait des prix à l'importation". Cette évolution "montre à quel point l'Algérie a profité d'une chance inouïe qu'elle a contribué à produire et qui est le parallélisme entre l'amélioration des termes de l'échange et la mise en place des plans industriels".

(2)-Selon M. ROUSSET (in Emigration, paupérisation et développement du capitalisme d'Etat en Algérie op.cit. p.31), 70% des échanges extérieurs s'effectuaient en 1970 avec les pays de la CEE.

d'ailleurs d'être consolidées par un important accord économique. Ainsi, comme le souligne M. DESTANNE DE BERNIS (1) "il ne suffit pas d'échapper au contrôle français pour échapper au réseau de domination de l'impérialisme mondial".

L'évolution du commerce extérieur algérien fait apparaître d'autres tendances de cette intégration. Si les exportations progressent, leur structure "révèle que l'Algérie devient de plus en plus "mono-exportatrice" d'hydrocarbures. Mais il faut aussi noter que cet "accroissement des recettes est essentiellement dû à l'accroissement du prix du pétrole, l'augmentation du volume d'exportation restant faible" (2).

La part des hydrocarbures dans l'ensemble des exportations qui atteignait déjà en valeur 70% en 1968, dépassait 90% en 1973, et devrait légèrement s'accroître au cours du second Plan quadriennal. Il en résulte que le financement du budget de l'Etat est de plus en plus dépendant des revenus pétroliers. En pourcentage des recettes définitives ceux-ci représentaient 10% dans le budget de 1964, 25% dans celui de 1969 et 62% en 1976.

En outre, le mode de développement du pays ainsi que les insuffisances de la production agricole, impliquent un recours croissant à l'importation de biens d'équipement et de biens de consommation notamment alimentaires (3).

(1)-in "L'économie algérienne depuis l'Indépendance" op.cit. p.28

(2)-BENACHENOU A. "Forces sociales et accumulation du capital au Maghreb" op.cit. p.338.

(3)-Rapport général du 2ème Plan quadriennal, Imprimerie Officielle Alger Mai 1974, p.207

"Dans cette période d'intense construction de l'économie encore insuffisamment intégrée, le volume des importations constitue une part importante et grandissante de l'ensemble des ressources du pays - cette part des importations calculée à 23% en 1973 passerait à la fin du Plan à 30%".

. Du point de vue financier, l'objectif initial du premier Plan quadriennal (1) de limiter les concours extérieurs au cinquième du montant total des investissements publics (5,4 milliards de dinars sur 26,4 milliards de dinars d'investissements prévus), n'a pu être atteint. En 1972, l'Algérie lançait un emprunt obligataire sur le marché international. Depuis lors, et selon diverses formules - crédits liés à l'exportation, prêts de consortiums bancaires occidentaux...- le recours au financement extérieur s'accroît. Selon certaines sources, pêchant peut-être par excès de pessimisme, les capitaux empruntés, sous diverses formes, pour le financement du premier Plan, s'élèveraient à la moitié du financement total (2), la part des pays du COMECON ne représentant qu'une partie infime de ce montant. Cette dépendance accrue à l'égard du marché financier capitaliste, outre qu'elle peut limiter l'autonomie de décision économique, risque à terme d'hypothéquer le processus de développement du fait de l'augmentation continue du service de la dette extérieure.

. Sur le plan économique enfin, le choix opéré en faveur d'une industrialisation à fort coefficient capitalistique (3), intègre davantage encore l'économie algérienne au marché mondial capitaliste, sur lequel elle achète les biens d'équipement requis par ce type de développement, et auquel elle doit livrer les produits de son activité industrielle, en attendant la possibilité très hypothétique de les écouler totalement sur le marché intérieur.

(1)-Rapport général du premier Plan quadriennal 1970-1973, EPA Alger 1970 p.129

"Le financement du Plan doit être réalisé d'abord et en très grande proportion sur les ressources propres du pays...Le crédit étranger nécessairement plus cher, devra constituer un appoint, fixé à un plafond qui ne grève pas la rentabilité des entreprises et dans la limite supportable à terme par l'économie nationale".

(2)-cf.ROUSSET P. Emigration, paupérisation et développement du capitalisme d'Etat en Algérie, op.cit. p.28.

(3)-cf.DESTANNE DE BERNIS G. "Le Plan quadriennal de l'Algérie" op.cit. p.203

"Cet ensemble de projets sont dans l'ensemble très capitalistiques, tant en ce qui concerne le rapport du capital au produit, qu'en ce qui concerne le coût en capital de la création d'un emploi productif".

La politique de développement n'a donc pas pour effet de desserrer l'étreinte des rapports mondiaux capitalistes sur l'économie algérienne, mais bien plutôt de redéfinir sa place sur ce marché, en tentant d'améliorer à son profit les termes de l'échange. Cette revendication peut certes obliger à un nouvel aménagement des mécanismes de fonctionnement du capitalisme à l'échelle mondiale, comme en témoignent les efforts actuels pour instituer un nouvel ordre économique international.

Mais les conditions économiques et politiques, dans lesquelles elle est formulée, limitent nécessairement l'objectif poursuivi à la recherche d'un ajustement, qui ne remettra pas obligatoirement en cause la division internationale du travail, comme le prévoyait d'ailleurs la Charte d'Alger (I).

§ 2 - SES CONSEQUENCES SUR LES RAPPORTS ECONOMIQUES

L'intégration de l'économie algérienne au marché capitaliste, engendre des conséquences qui confirment l'échec des tentatives officielles de "révolutionnarisation" des entreprises et de transformation des rapports sociaux, que ces formes d'unité de production déterminent.

(I)-Charte d'Alger, op.cit. p.56
 "Au capitalisme moderne correspond le néo-colonialisme...Le développement des techniques rend moins nécessaire le contrôle des sources de matières premières...Le néo-colonialisme en créant une apparence d'indépendance et un essor limité mais réel de l'économie au profit des classes exploitteuses du pays dépendant élargit le marché. Il permet par le jeu de l'aide dirigée de maintenir le rythme d'expansion des grandes industries capitalistes et de contrôler l'économie des pays dépendants, afin qu'elle soit complémentaire et non concurrentielle".

Elle conduit en effet, inexorablement, l'économie algérienne à se soumettre au système d'organisation, ainsi qu'aux normes de profit et de rentabilité qui prévalent sur ce marché, et partant, à reproduire les rapports de production, dont ces normes sont l'expression (1). D'autre part, s'il est vrai que "le choix des techniques et des technologies n'est pas du tout un choix purement technique", mais "avant tout un choix politique" (2), l'option algérienne dans ce domaine fait obstacle au développement du contrôle ouvrier. Tant la taille des unités de production que les nécessités de la maîtrise technique, favorisent au contraire le renforcement des positions de la "bourgeoisie technicienne" selon l'expression de M. DESTANNE DE BERNIS (3). Les conséquences de cette politique sont particulièrement graves sur le plan de l'emploi et de la répartition des revenus.

La gravité du problème de l'emploi était manifeste au moment de l'Indépendance. Aujourd'hui, les observateurs les plus officiels s'accordent à reconnaître l'aggravation de la situation, compte tenu de l'accroissement démographique (4) et des options prises sur le plan

(1)-BETTELHEIM Ch. Calcul économique et formes de propriété. op.cit.p.33 "Cette pression (du marché mondial) s'exerce, par exemple, sur les modes de consommation et sur les formes d'organisation des "entreprises". Elle tend à consolider l'entreprise et les rapports capitalistes, parce qu'en tant qu'institution capitaliste, l'entreprise fonctionne nécessairement "mieux" - comme lieu de la mise en valeur dans les conditions du capitalisme que dans celles de la transition".

(2)-AZZOUZ A. "Choix technologique et emploi" Revue algérienne du travail n°13 Février 1974, p.38.

(3)-in "L'économie algérienne depuis l'Indépendance" op.cit. p.28 L'auteur ajoute "les dirigeants de ce secteur (d'Etat) sont pour la plupart de jeunes techniciens dynamiques...On peut s'attendre à les voir constituer assez rapidement un groupe social relativement homogène, dont la caractéristique serait de détenir le pouvoir économique réel, par l'intermédiaire de la gestion des sociétés d'Etat".

(4)-Généralement évalué au taux annuel de 3%.

technologique (1). Si les estimations varient entre huit cent mille et trois millions de chômeurs, selon l'évaluation du sous-emploi, la prise en compte de l'émigration, et de la main-d'oeuvre féminine potentielle, il est généralement admis que les créations annuelles d'emploi restent inférieures à l'accroissement annuel de la population active (2). Ce type de croissance inégalitaire, qui emprunte à l'extérieur la technologie la plus moderne et néglige dans le secteur industriel, et plus encore dans l'agriculture, le développement harmonieux et le plein emploi des forces productives nationales, est la caractéristique d'une économie intégrée au fonctionnement du système capitaliste mondial, dont elle subit la loi de développement inégal.

En ce qui concerne la répartition des revenus, des remarques analogues peuvent être formulées, à savoir que les caractéristiques et tendances dégagées durant la période coloniale - forte concentration des revenus et importantes disparités entre les villes et les campagnes -, sont reproduites par la politique de développement, en dépit des objectifs officiels. Si aucune étude exhaustive n'a été publiée sur ce problème, une enquête, citée par M. BENACHENHOU (3), révèle en 1968, que "9% de la population disposent de 38% du revenu global" avec un revenu annuel moyen de trente mille dinars, "tandis que 58% de la population ne disposent que de 23% du revenu global" avec une moyenne annuelle de mille cinq cents dinars. Les mesures les plus récentes,

(1)-cf. "Révolution agraire et politique de l'emploi" in Revue algérienne du travail, n°21 Juillet 1972, p.31

"D'une manière générale, il faut reconnaître que, jusqu'à présent, la politique de l'Etat en matière de choix des techniques n'a pas tenu compte des problèmes posés par l'emploi de toutes les forces de travail disponibles".

Voir aussi :

-OLLIVIER M. "Révolution agraire et mobilisation des masses" op.cit. p.10
-AIT AMARA H. "Quelques aspects de la restructuration agraire" op.cit. p.164 et s.

(2)-CHALIAND G et MINCES J. L'Algérie indépendante. op.cit. p.143

"1972 : 1.250 000 chômeurs masculins, moins de 100 000 femmes ayant un emploi. Et chaque année 200 000 personnes d'âge actif arrivent sur le marché du travail. Telles sont, en ce qui concerne l'emploi, les perspectives de l'Algérie, qui entretemps crée un emploi pour deux chômeurs supplémentaires".

(3)-BENACHENHOU A. "Réflexions sur la politique des revenus en Algérie" op.cit. p.32.

prises notamment dans le domaine de la révolution agraire, ne sont pas appelées à modifier réellement cette échelle, puisque les coopérateurs devraient continuer de s'insérer dans la seconde catégorie de titulaires de revenus. D'ailleurs, les disparités entre la ville et la campagne, loin de s'atténuer, ne cessent de s'accroître (1), et sont aggravées par un système de prestations sociales, lui-même inégalitaire entre citadins et ruraux (2).

Il reste à se demander dans quelle mesure les contradictions inhérentes à un tel mode de développement, ne conduisent pas à remettre en cause sa validité. Car la perpétuation des inégalités en matière de revenu et la persistance d'un taux de chômage important, feront durablement obstacle à la constitution du vaste marché intérieur, que la poursuite du processus d'industrialisation exige (3). Au regard de la stratégie de développement, la place du secteur privé dans l'économie nationale pose également des problèmes de cohérence.

§ 3 - LA PLACE DU CAPITALISME PRIVE

Il s'agit en fait d'apprécier ici, au-delà des mécanismes et techniques juridiques déjà examinés, la signification et la portée du maintien d'un secteur privé de production, aux limites encore imprécises. L'analyse doit distinguer entre le secteur agricole et le secteur industriel, tout en faisant apparaître que le flux de capital tend à se réaliser du premier vers le second.

(1)-AKKACHE A. "Les aspects sociaux du développement", Revue algérienne du travail, n°13, Février 1974, p.27

"Les revenus des masses rurales sont passés de 3,9 à 4,3 milliards (de 1969 à 1973) soit une augmentation de 10% correspondant à l'accroissement démographique dans la période...Par contre, les revenus des populations urbaines sont passés de 8,1 à 11,1 milliards, soit une augmentation de 37% très supérieure à celle de l'accroissement démographique".

(2)-cf.supra p. 135 note 3.

(3)-cf.BENACHENHOU A. "Forces sociales et accumulation du capital au Maghreb" op.cit. p.334 et s.

On se souvient que la nationalisation de terres privées, dans le cadre de la révolution agraire, vise d'une part à éliminer les propriétaires absenteïstes et d'autre part, à limiter les superficies des grands propriétaires exploitants. Par rapport aux données statistiques existantes au moment de l'application de la révolution agraire, on peut apprécier de la manière suivante l'ampleur qu'elle aurait dû revêtir:

Une enquête sérieuse a permis d'évaluer, à plus d'un million d'hectares, les superficies détenues par les propriétaires absenteïstes (1). Quant à la limitation de la propriété, elle aurait dû concerner des superficies équivalentes. Les statistiques officielles indiquent en effet que seize mille cinq cents exploitations de plus de cinquante hectares représentaient en 1971, 25% des terres du secteur privé (2). Si l'on admet que la propriété privée algérienne couvre environ sept millions d'hectares (3), et que la limite de cinquante hectares constitue le seuil moyen de limitation, on peut considérer que la catégorie des propriétés de plus de cinquante hectares aurait dû être ramenée d'un million sept cent cinquante mille hectares à huit cent vingt cinq mille hectares, donc que les superficies nationalisées à ce titre auraient dû représenter plus de neuf cent mille hectares.

(1)-PRENANT A. "La propriété foncière des citadins dans les régions de Tlemcen et de Sidi Bel Abbès" in Annales algériennes de géographie n°3, Janvier-Juin 1967, p.79

"Si l'on se fie aux chiffres concordants des diverses régions sondées, entre le quart et le cinquième de la propriété privée algérienne, soit plus d'un million d'hectares appartiennent dans ce pays, avant qu'entre en application une réforme agraire, à des gens vivant en ville où ils trouvent le plus souvent l'essentiel de leurs ressources".

(2)-Charte de la révolution agraire, op.cit. p.1270

Encore faut-il remarquer que ces statistiques traduisent par rapport au dernier recensement, effectué avant l'Indépendance, un "effondrement" de la grande propriété. En 1954 en effet, 25 000 exploitations de plus de 50 hectares représentaient 2 700 000 hectares, soit 37% de la superficie détenue par des propriétaires algériens (in Tableau de l'économie algérienne, INSEE 1960, p.128-129).

Cet "effondrement" résulte en fait des précautions prises par les grands propriétaires, pour se prémunir contre l'application de la révolution agraire, annoncée depuis 1962. Ces précautions ont consisté à démanteler les grands domaines soit par cession, soit par partage familial.

(3)-ABDI N. "Perspectives d'évolution de la propriété privative des terres agricoles ou à vocation agricole en Algérie dans le cadre de la révolution agraire". op.cit. p.239.

On pouvait donc légitimement assigner à la révolution agraire un objectif global de deux millions d'hectares environ. Or, les dernières statistiques publiées, alors que la campagne de nationalisation paraît toucher à sa fin, montrent que cinq cent mille hectares seulement ont été récupérés, l'attribution n'ayant d'ailleurs porté que sur trois cent soixante mille hectares au bénéfice de trente deux mille affectataires (1). En comptabilisant les résultats obtenus au cours des deux phases d'application, on constate qu'un million deux cent mille hectares ont été récupérés et distribués au profit de quatre vingt sept mille attributaires (2).

Rapportés aux données initiales et compte tenu du chômage rural, qui est estimé à plus de six cent mille personnes actives masculines (3), l'impact de la révolution agraire sur les structures foncières et corrélativement celui du mouvement coopératif, apparaît relativement restreint.

Plus précisément, les résultats actuels montrent à l'évidence, que la révolution agraire n'a pas éliminé les bases matérielles d'un développement capitaliste du secteur agricole privé. La survivance de la moyenne propriété, d'ailleurs encouragée à se développer

(1)-cf. Journal El Moudjahid du 10 Juin 1975.

(2)-ibidem.

(3)-OLLIVIER M. "Révolution agraire et mobilisation des masses" op.cit. p.95

"La force de travail masculine totale dans l'agriculture a été estimée en 1966, à 1 475 000 personnes. Supposons avec les démographes, que cette force de travail n'ait pas varié, l'exode rural compensant la croissance démographique. Supposons aussi que la situation de l'emploi soit restée stable depuis cette date, du fait de la stabilité des structures agraires. Il existerait donc, sous réserve de ces hypothèses, environ 623 000 personnes actives masculines inoccupées dans le secteur agricole".

cf. dans le même sens TIDAFI T. L'agriculture algérienne et ses perspectives de développement. op.cit. p.43.

Il est intéressant de noter, par comparaison, que 200 000 personnes seulement ont fait acte de candidature à l'attribution de terres, 150 000 d'entre elles ayant été retenues.

- et même certainement d'une partie des grands domaines camouflés derrière une indivision fictive -, ainsi que l'existence d'une masse considérable de main d'oeuvre inemployée, en constituent les éléments objectifs (1).

Mais les mécanismes de nationalisation, et notamment l'indemnisation des propriétaires concernés (2), auront sans doute pour conséquence de débloquer une fraction du capital immobilisé dans l'agriculture. Le principe d'indemnisation, qui a une signification politique précise (3), a en effet une portée économique tout aussi évidente : permettre le transfert du capital du secteur agricole, où sa mise en valeur est insuffisante, aux autres branches d'activité économique, et surtout au secteur industriel, où son investissement sera plus rentable (4).

Certes, la place du secteur privé dans le processus d'industrialisation peut, de prime abord, sembler relativement modeste.

(1)-OLLIVIER M. "Révolution agraire et mobilisation des masses" op.cit. p.85

"Il y aurait en effet une contradiction absolue à supprimer la bourgeoisie qui achète la force de travail, sans supprimer en même temps ce prolétariat en chômage, qui cherche par tous les moyens à vendre sa force de travail : les deux éléments de ce binôme caractéristique du mode de production capitaliste étant étroitement solidaires, on peut affirmer que la survie de l'un serait une incitation permanente à la renaissance de l'autre".

-cf. dans le même sens, SAADI R.N. Régime juridique et formes de propriété dans la révolution agraire en Algérie, op.cit. p.84.

(2)-cf. supra p.434-435.

(3)-GUTELMAN M. : Structures et réformes agraires, op.cit. p.167.

"Ce type de financement (indemnisation des propriétaires et gratuité de l'attribution) illustre une forme très particulière de rapports et d'alliance de classes : d'une part, fusion des intérêts des propriétaires fonciers et des autres classes du bloc au pouvoir, d'autre part, force politique de la paysannerie".

(4)-LUCAS P. "Réforme agraire en Algérie" in l'Homme et la Société, 1973, n°27, p.136.

"La nationalisation des terres appartenant aux absenteïstes s'analyse pour les catégories sociales visées comme incitation à investir ailleurs qu'à la campagne et à participer au développement économique du pays dans le cadre d'un marché intérieur élargi par la redistribution des terres et des revenus".

-voir aussi en ce sens, LEUCATE C. "Révolution agraire en Algérie" in Critique de l'économie politique, n° 15, Janvier-Mars 1974, p.67 et s

Si le montant total des investissements du premier Plan quadriennal devait s'élever à plus de vingt huit milliards de dinars, la part de l'investissement public représentait vingt six milliards quatre cents millions de dinars, soit près de 95% (1), contre seulement 20% en 1963. Et les résultats publiés portant sur la période 1967-1973 font apparaître en ce qui concerne les investissements privés agréés dans le cadre du Code des investissements, des résultats qui s'inscrivent dans cette perspective. Sept cent quatre vingt trois projets auraient bénéficié de l'agrément, pour huit cent soixante millions de dinars, permettant la création de vingt six mille emplois (2).

Toutefois, ce bilan doit être corrigé par plusieurs éléments. En premier lieu, les statistiques ne portent que sur les investissements agréés. Or, une autre estimation, portant sur l'ensemble des investissements industriels du secteur privé, pour la période 1969-1972, révèle une création corrélative d'emplois de soixante deux mille postes et à ce titre, une progression plus forte que dans les secteurs autogéré et public (3). En second lieu, dans les secteurs où les deux types de capitaux sont concurrentiels, le dynamisme de l'entreprise privée est évident. Elle paraît réaliser des performances financières supérieures à celles de l'entreprise publique (4), et constitue un facteur d'attraction incontestable (5).

(1)-Rapport général du premier Plan quadriennal, op.cit. p.27.

(2)-cf. Journal El Moudjahid 19 Novembre 1974.

(3)-Voir BENACHENHOU A. "Réflexions sur la politique des revenus en Algérie" op.cit. p.24.

(4)-ibidem, p.25

"Tout porte à croire que les revenus de l'entreprise privée dans le secteur de l'industrie et du commerce sont importants...et on constate que sa rentabilité est nécessairement plus importante que celle du secteur public dans l'industrie".

(5)-ibidem, p.19

"Pour le personnel payé au mois et quel que soit le niveau de qualification le secteur privé verse des salaires moyens plus importants que le secteur public ou autogéré".

Cette présentation ne doit pas cependant conduire à une opposition systématique entre secteur privé et secteur public. Dans de nombreux domaines, notamment celui du bâtiment et des travaux publics, les deux secteurs collaborent étroitement. Elle confirme, à tout le moins, que leur place respective n'est pas définitivement fixée et que la tendance à l'émergence de la bourgeoisie d'Etat n'est pas encore transformée en hégémonie absolue.

Section 3 - LE PASSAGE D'UNE IDEOLOGIE POPULISTE A UNE IDEOLOGIE **TECHNOCRATIQUE ET LA TENDANCE A LA COHERENCE DE CLASSE**

L'investissement du droit économique par l'idéologie politique a été constaté à maintes reprises. Ses contradictions ont été mises en évidence, ainsi que son impact sur la formation de la règle juridique. Il devient désormais possible de systématiser ces différentes observations, en recourant à la notion de populisme pour qualifier l'idéologie officielle.

Mais, à travers le populisme originel, s'exprime de plus en plus un courant technocratique, qui imprègne déjà certaines institutions juridiques et pourrait contribuer à conférer sa cohérence de classe à la bourgeoisie d'Etat en cours de formation.

S I - D'UNE IDEOLOGIE POPULISTE...

Le discours politique trahit de nombreuses incertitudes doctrinales et plusieurs équivoques idéologiques.

Au titre des incertitudes doctrinales, on peut faire sienne cette pertinente remarque de M. LECA (1), à propos des directives générales du Parti du 24 Janvier 1968 (2) : "Elles marquent le désir de revenir "à la case de départ" et de développer à nouveau le Parti sur des bases saines ; rien de ce qui a été accompli dans les périodes précédentes n'est entièrement taxé d'illégitimité, mais rien non plus n'est entériné...sinon le principe du gouvernement par le Parti".

Et de fait, si les références aux grandes Chartes politiques (Soummam, Tripoli, Alger) restent fréquentes, alors même qu'elles sont sur différents points incompatibles entre elles, plusieurs aspects de la politique suivie depuis 1965, rendent caduques certaines de leurs dispositions essentielles. L'incertitude est donc totale d'autant plus que les autorités se réclament à la fois, dans la construction du socialisme, d'un particularisme exclusif de tout modèle et d'une démarche s'inspirant de la doctrine internationale du socialisme.

Du point de vue idéologique, une analyse plus approfondie pourrait faire apparaître, non seulement une série de clivages entre l'idéologie de l'Etat et celle du Parti, mais aussi plusieurs décalages dans l'idéologie même du Pouvoir.

(1)-LECA J. "Parti et Etat en Algérie" op.cit. p.10
-cf.aussi CAMAU M. "L'évolution du droit constitutionnel en Algérie depuis l'Indépendance" Extrait de Jahrbuch des öffentlichen Rechts der Gegenwart 1973, p.308

"On peut semble-t-il tenir le Programme de Tripoli et la Charte d'Alger pour des sources du droit constitutionnel algérien qui s'imposeraient au régime. Celui-ci, bien qu'il s'en réclame, n'est pas lié par eux dans la mesure où il ne les accepte que sous bénéfice d'un inventaire auquel il s'est gardé jusqu'ici de procéder".

(2)-Voir le texte de ces directives, in RASJ 1968, p.803 et s.

Au titre des clivages, on pourrait relever qu'au moment même où était lancée la révolution agraire, le Parti, dont la mission dans ce domaine avait été maintes fois proclamée, s'affairait dans les villes à organiser démocratiquement les quartiers (1).

Au niveau des décalages, une analyse plus fine montrerait que le vocabulaire et l'argumentation politiques du Chef de l'Etat varient suivant les publics auxquels il s'adresse. A l'auditoire ouvrier, les quelques développements du discours formulés en termes de classes; au public paysan, le rappel religieux de l'interdiction de l'exploitation de l'homme; aux cadres de la nation, l'hymne à l'Etat. Il serait même sans doute possible de montrer sur plusieurs exemples, l'utilisation différentielle qui peut être faite d'un même thème idéologique. Ainsi, le thème du retour aux sources de la Révolution algérienne et du resserrement des liens avec le monde rural, peut revêtir la signification politique d'une alliance nouvelle entre la classe ouvrière et la paysannerie. Mais il peut aussi avoir la portée très moralisante et conservatrice d'une "opposition de la pureté rurale à la débauche urbaine" (2).

La tentation est parfois forte d'opposer l'idéologie moderniste de l'Etat à l'idéologie plus traditionnelle du Parti (3). Mais ce clivage traverse en fait l'idéologie officielle.

(1)-Voir Brochure pour une organisation démocratique des quartiers, publiée par le FLN le 1er Juin 1972.

(2)-LECA J. "Parti et Etat en Algérie" op.cit. p.26.

(3)-ibidem, p.31

"L'innovation devenant le fait de l'Etat et de ses élites intermédiaires, les élites partisans jouent quelquefois un rôle de frein plutôt que d'animation".

-BEDRANI S. Les élections communales dans la daïra d'Aflou. op.cit. p.63
"La formation idéologique (que le Parti donne à ses militants) est confuse, incohérente, moralisante, hétéroclite".

Ce qui l'unifie fondamentalement, c'est la négation de la lutte de classes en tant que moteur de l'histoire. Non pas que l'Algérie soit magiquement et définitivement placée hors de son champ, mais la politique du Pouvoir est présentée comme devant précisément la garantir contre son développement. Ce qui la caractérise en revanche, en tant qu'idéologie populiste, c'est l'apparence qu'elle se donne d'exprimer les aspirations des masses populaires, à travers un discours socialisant, qui emprunte au marxisme certains de ses concepts fondamentaux, mais se refuse à en considérer la logique profonde.

L'unité de cette contradiction se manifeste dans la dénonciation abstraite de phénomènes, qui ne sont jamais analysés dans leur signification sociale.

Ainsi l'exploitation de l'homme par l'homme, si souvent dénoncée dans les textes politiques et même juridiques (1), n'est jamais analysée comme l'expression de certains rapports sociaux. On trouve un exemple significatif de ce refus dans l'élaboration de la Charte de la révolution agraire. Le texte final tient compte dans sa rédaction d'un certain nombre de précisions apportées par le rapport de synthèse élaboré par le CNES (2), au point de reprendre intégralement, dans le Préambule, certains de ses développements. En revanche, la brève analyse consacrée par le CNES au développement de la bourgeoisie foncière nationale sous la colonisation (3), ne figure pas dans le texte définitif de la Charte. Les mêmes observations peuvent être formulées en ce qui concerne la Charte de la gestion socialiste des entreprises, où les contradictions

(1)-Voir en particulier l'article 1er de l'Ordonnance portant révolution agraire.

(2)-cf. La Révolution agraire, Rapport de synthèse adopté par le CNES, RASJ 1971, p.206 et s.

(3)-ibidem, p.212.

de la phase de transition sont passées sous silence, au profit d'une vision linéaire de la construction du socialisme.

Dès lors, les adversaires de la Révolution ne peuvent être que difficilement identifiés. Ils sont plus souvent désignés comme des individus isolés, qu'en tant que groupes sociaux hostiles à l'option socialiste. La bureaucratie, dernière née des ennemis du processus révolutionnaire, n'est pas la manifestation de rapports sociaux déterminés, mais un esprit, un comportement, une tendance psychologique propres à quelques responsables et qui peuvent être extirpés du corps sain de l'administration.

S'il est vrai que la diffusion de cette idéologie tend à occulter les contradictions sociales réelles, on ne partagera pas cependant l'opinion de M. HUSSEIN (I), selon lequel "ce socialisme sans lutte de classes, identifiant l'accroissement du rôle de l'Etat à la cause du peuple, est l'expression idéologique de la vision de classe de la bourgeoisie d'Etat". Le populisme masque certes les faits de classe, mais ses formulations et son contenu restent trop confus pour exprimer la cohésion d'une classe parfaitement constituée. Celle-ci paraît devoir davantage résulter du développement de l'idéologie technocratique.

§ 2 - ...A UNE IDEOLOGIE TECHNOCRATIQUE

Le passage de l'idéologie populiste à l'idéologie technocratique se réalise en fait progressivement. Les thèmes populistes restent toujours dominants, mais l'ascension sociale de la bourgeoisie d'Etat se traduit par la formulation, au plan idéologique, d'impératifs

(I)-HUSSEIN M. La lutte de classes en Egypte. op.cit. p.169.

plus nettement technocratiques. Ce processus a des conséquences capitales sur la formation du droit économique.

Expression d'une couche sociale aux bases plus solides et à la cohérence plus affirmée, l'idéologie technocratique demeure certes une représentation justificatrice de la réalité sociale, mais aussi une représentation moins mystificatrice que celle offerte par l'idéologie populiste. Dans la mesure, en effet, où la bourgeoisie d'Etat tend à assurer son hégémonie comme couche dominante, elle peut plus directement affirmer son pouvoir, sans recours aux anciennes médiations.

Dès lors, le droit économique tend à refléter plus fidèlement les rapports sociaux réels, et à réaliser progressivement son autonomie par rapport à l'idéologie. Plusieurs exemples significatifs de cette évolution peuvent être présentés.

L'Etat apparaît, en premier lieu, comme l'enjeu du débat idéologique entre populisme et technocratisme. S'il reste le plus souvent présenté comme l'Etat des travailleurs, et par conséquent comme un Etat socialiste, il est aussi parfois défini comme le représentant de la collectivité nationale (1), et à ce titre, de l'intérêt général. En ce sens, l'idée se fait jour, depuis peu, d'un dédoublement des responsabilités et des obligations entre l'Etat et les masses laborieuses. A l'Etat, le soin de définir le projet révolutionnaire ; aux travailleurs, de montrer par leur ardeur, qu'ils sont dignes de la confiance placée en eux, pour assurer le succès des initiatives étatiques (2).

(1)-cf. supra p. 263 note 2.

(2)-Discours du Chef de l'Etat à Maamora, journal El Moudjahid, 24-25 Septembre 1972.

"L'Etat ayant accompli son devoir, il appartient maintenant à l'ensemble des citoyens d'accomplir le leur, car il existe d'une part les devoirs de l'autorité et d'autre part ceux des citoyens".

-Discours du Chef de l'Etat à Kouadria, journal El Moudjahid, 21 Novembre 1972

"Le pouvoir étant décidé plus que jamais à transformer radicalement l'aspect de toutes ces régions, il vous appartient donc de saisir la portée de cette nouvelle politique...Le pouvoir ne manquera pas à son devoir. Envers vous mêmes, vous êtes tenus d'accomplir le vôtre".

Dans ce cadre, se dévoile la portée réelle des transformations recherchées : assurer l'intégration des travailleurs dans les entreprises d'Etat, afin d'obtenir la paix sociale (1) indispensable à la réalisation des objectifs quantitatifs des programmes de production. Les mots-clefs d'efficacité, de rentabilité, d'accroissement de la production et de la productivité, typiques d'un projet technocratique, reviennent comme des leitmotivs dans le discours officiel (2).

C'est sous l'emprise de ces nouvelles exigences que tend à évoluer le droit économique.

Au niveau des orientations tout d'abord. On a pu constater à ce titre, la lente dégénérescence du système d'autogestion et son abandon progressif, pour des raisons qui tiennent notamment à la recherche d'une plus grande rentabilité du capital productif. Des motifs analogues expliquent sans doute le faible développement du droit de la planification ; car aux conditions de fonctionnement assignées aux entreprises, correspond davantage l'extension de leur autonomie, que l'aménagement d'un cadre planifié.

Au niveau des techniques ensuite, où l'exercice de l'autorité dans l'entreprise, ainsi que le mode de division du travail qui y prévaut, sont de plus en plus justifiés par des considérations technocratiques (3).

(1)-Discours du Chef de l'Etat au 4ème Congrès de l'UGTA, El Moudjahid, 2 Avril 1973

"De ce succès dépendent plusieurs choses, telles que la stabilité et la paix sociale. La bataille que mènent notre pays et notre Révolution, a besoin d'harmonie, de stabilité, en un mot elle a besoin d'une paix sociale permanente".

(2)-LEUCATE C. "Algérie 1970. Développement national et luttes de classes" Critique Socialiste n°3, Janvier 1971, p.45 et s.

(3)-cf. Charte de l'organisation socialiste des entreprises, op.cit. P.1348

Le modèle juridique d'organisation économique s'adapte ainsi à la réalité des rapports sociaux, en éliminant peu à peu les aspects progressistes que lui conférait l'idéologie populiste originelle. Si le hiatus se comble donc entre l'idéologie et la pratique par la médiation du droit, le processus ne se déroule pas selon le schéma annoncé (I), mais par un lent repli du droit sur des positions plus réalistes.

(I)-cf. supra p.18.

CONCLUSION

GÉNÉRALE

Il convient, au terme de cette étude, de trancher les questions initialement posées quant au statut du droit économique algérien.

Parmi les différentes approches, élaborées par la doctrine classique, qui pouvaient constituer autant d'hypothèses de travail (1) avait été mise en exergue celle qui paraissait la plus conforme à la doctrine économique algérienne, dont les lignes de force avaient été succinctement présentées (2). Cette conception, surmontant les clivages traditionnels, paraissait tout entière axée sur la notion de propriété. Elle prétendait traduire le processus d'unification d'un système, progressivement ordonné autour des transformations du régime de propriété.

L'étude effectuée conduit à invalider cette hypothèse officielle. Même si l'analyse de certaines institutions autorise à penser que toutes les évolutions ne sont pas parvenues à terme, la logique globale dans laquelle elles s'inscrivent s'écarterait à l'évidence de la voie tracée. C'est dans cette optique que le détournement effectué par l'analyse politique trouve sa raison d'être. S'il est vrai que la société algérienne évolue dans une structure de capitalisme d'Etat, ce cadre économique et politique assigne des limites étroites aux évolutions en cours et en détermine la finalité.

Dans ce contexte, les raisons, qui militaient en faveur d'une conception large du droit économique, sont, une à une, remises en cause, et la notion unitaire de droit économique général doit être abandonnée. Elle reposait sur une vision politique du devenir de la société algérienne que l'analyse a révélé inexacte ; et son maintien relèverait, à l'évidence, d'un volontarisme dénué de base objective.

Il convient donc de revenir à une conception plus classique du droit économique, fondée sur la division dualiste traditionnelle

(1) cf. supra P. 19 S.

(2) cf. supra P. 24 s.

entre droit public et droit privé. Les arguments développés en ce sens par M. DE LAUBADERE pour le droit français (1) trouvent en effet un écho très favorable en droit algérien. Il est même paradoxal de constater que, dans une certaine mesure, les raisons d'être de la distinction sont confortées par l'analyse de droit économique. Plusieurs considérations justifient ce point de vue .

Si, en droit libéral, la multiplication des "exemples de rapprochement et d'interpénétration du droit public et du droit privé" (2) a précisément conduit à s'interroger sur l'autonomie du droit économique, l'analyse du droit algérien met en lumière, à l'inverse, le renforcement du particularisme de chaque ordre juridique. Elle révèle notamment le faible degré d'évolution des institutions administratives au regard des tâches économiques, indice généralement considéré comme significatif de l'absence d'autonomisation du droit économique. Ni sur le plan des structures, ni du point de vue des moyens d'action, l'administration économique algérienne ne présente de particularités notables, justificatives d'un statut spécial.

Ce phénomène a été tout d'abord apprécié, du point de vue des moyens d'intervention de l'Etat. Les analyses de droit classique convergent en effet sur la reconnaissance de la spécificité de l'action administrative en matière économique, les divergences se manifestant seulement quant à la portée de cette spécificité. Alors que certains auteurs lui attribuent un caractère absolu justifiant ainsi la formation d'un droit économique général, une autre partie de la doctrine arguant de sa relativité, conclut au maintien des distinctions habituelles du système juridique, au sein desquelles les aspects de droit économique trouveraient naturellement leur place.

(1) in Droit public économique, op. cit. , P. 14 s.

(2) ibidem , P. 17 .

Ce débat est, à l'évidence, étranger au droit économique algérien. L'analyse des modes d'action de la puissance publique à l'égard du secteur privé a clairement mis en lumière la pérennité des méthodes classiques et le très faible développement de procédés nouveaux d'intervention. L'ensemble des techniques habituellement présentées comme relevant de la philosophie ou de la politique de "l'économie concertée" sont presque totalement écartées. Il faut certes réserver ici le cas des sociétés d'économie mixte, ainsi que celui de l'agrément des entreprises privées, dont on a pu montrer la filiation avec les techniques contractuelles d'incitation. Les exceptions restent cependant limitées, l'utilisation du procédé de l'économie mixte paraissant réservée au capital étranger, alors que la mise en oeuvre de la procédure d'agrément semble tomber progressivement en désuétude .

En réalité, les relations entre l'Etat et le secteur privé sont marquées du sceau de l'autorité. L'action unilatérale demeure la règle, la technique de concertation, l'exception. Interdictions relatives ou absolues, autorisations préalables, prises de contrôle, nationalisations sont d'utilisation courante, mais empirique. Car l'absence de planification ne permet pas d'agencer rationnellement la mise en oeuvre de ces procédés. Le pragmatisme explique les vicissitudes de la politique économique, dont a signalé quelques exemples ; il confère aussi une efficacité toute relative à son application. A la notion d'autorité, il paraît donc plus judicieux de substituer celle d'autoritarisme d'avantage évocatrice du caractère velléitaire de cette politique. Quoi qu'il en soit, l'analyse conduit à exclure formellement toute idée de fusion entre droit public et droit privé et à reconnaître l'autonomie des deux ordres juridiques, même si le droit public économique tend à exercer un effet de domination sur le droit privé économique.

L'analyse n'a pas permis d'autre part de déceler des éléments de différenciation entre droit public général et droit public économique. Tout d'abord, le principe, selon lequel l'administration traditionnelle a vocation à accomplir toutes les tâches assurées par

l'Etat n'a connu, en matière économique qu'une exception partielle et temporaire, lors de l'application de la révolution agraire. Ensuite, la résistance des structures classiques aux innovations résultant de l'interventionnisme économique, s'est manifestée, jusqu'à présent, par une méfiance profonde à l'égard de toute représentation institutionnalisée des intérêts économiques, et plus largement de toute remise en cause du jeu classique des mécanismes administratifs. Ainsi, les quelques changements enregistrés et présentés comme des mutations fondamentales sont-ils enserrés dans d'étroites limites. D'une part la démocratisation dans l'élaboration de la planification s'est limitée, à ce jour, à la consultation des assemblées départementales, dont la représentativité n'est pas à l'abri de tout soupçon (1). D'autre part, l'élargissement des compétences des collectivités locales au domaine économique reste étroitement subordonné, notamment en matière de création d'entreprises (2), aux choix arrêtés à l'échelon national.

Cette même tendance explique le faible développement de ce qu'il est convenu d'appeler "l'administration de mission" qui répond généralement, dans les systèmes administratifs classiques, aux nouvelles tâches de conception, d'animation et de coordination, que l'interventionnisme de l'Etat a suscitées. L'absence de juridiction spécialisée a révélé enfin tout à la fois le défaut de particularisme du droit économique et l'insigne faiblesse du contrôle contentieux en matière économique.

L'analyse paraît ainsi, formellement, nous ramener à la situation du capitalisme libéral, caractérisée par la séparation relative de deux ordres juridiques et l'absence de différenciation du droit économique au sein du droit public général. Mais en réalité, la problématique est inversée. Le développement économique ne se réalise pas sous

(1) cf. supra.p. 524 et s.

(2) cf. supra.p. 316 s - 519.

l'emprise des mécanismes et techniques du droit privé, mais sous la domination des institutions de droit public. Et il n'est pas exagéré d'avancer que le droit public algérien se constitue autour du droit économique, de telle sorte que la question classique de son autonomie est sans objet ; plus exactement, la question devrait être retournée et il conviendrait plutôt de s'interroger sur le particularisme des institutions classiques par rapport au régime économique de droit commun. Le renversement des données du débat libéral est dès lors parfaitement réalisé : la tendance à l'hégémonie du droit public économique se manifeste tant au sein du système juridique que dans les différentes branches du droit public. Mais cette inversion a simplement conduit à affirmer des principes opposés, par symétrie, aux principes libéraux, non à modifier la logique selon laquelle ils fonctionnent et qui reste dominée, on l'a constaté, par les lois du capitalisme. Il est légitime en ce sens de considérer que ce système juridique, qui maintient la coexistence des branches de droit classique sous l'égide du droit public économique, correspond à la structure du capitalisme d'Etat.

La publication récente de l'avant-projet de Charte Nationale (1), qui doit être prochainement soumise à ratification populaire, confirme ces analyses, sous le double point de vue envisagé. Quant à la prééminence du droit public économique dans l'ordre juridique d'une part, puisque le droit constitutionnel est lui-même appelé à s'ordonner autour de préoccupations tirées de l'idéologie juridique et économique officielle. Quant au contenu du droit public économique d'autre part, puisque l'avant-projet de Charte, en dépit d'une certaine radicalisation des formulations, n'apporte ni orientations ni éléments nouveaux, susceptibles d'ouvrir une alternative au capitalisme d'Etat.

(1)-cf. Numéro Spécial El Moudjahid. Mai 1976

A N N E X E S

ANNEXE I - LES MODALITES DE L'APPROPRIATION PUBLIQUE

Année 1963

- Loi n°63-276 du 26 Juillet 1963, relative aux biens spoliés et séquestrés par l'administration coloniale
JORA 1963, p.774.
- Décret n°63-388 du 1er Octobre 1963, déclarant biens de l'Etat les exploitations agricoles appartenant à certaines personnes physiques ou morales
JORA 1963, p.I015.
- Ordonnance n°63-427 du 4 Novembre 1963, relative à la nationalisation de la fabrication, vente, importation des tabacs et allumettes ainsi que de toutes les manufactures et entreprises de tabacs et allumettes
JORA 1963, p.III9.
- Décret n°63-476 du 20 Décembre 1963, relatif aux biens vacants à caractère ou utilisation touristique
JORA 1963, p.I343.

Année 1964

- Décret n°64-132 du 24 Avril 1964, portant nationalisation des sociétés et entreprises de ferraille
JORA 1964, p.542.
- Décret n°64-138 du 22 Mai 1964, portant nationalisation des meuneries, semouleries et fabriques de pâtes alimentaires et couscous
JORA 1964, p.611.
- Décret n°64-241 du 19 Août 1964, relatif à la nationalisation des cinémas
JORA 1964, p.II59.
- Ordonnance n°64-258 du 27 Août 1964, portant création d'une Commission pour la confiscation des biens des personnes portant atteinte aux intérêts de la Révolution socialiste
JORA 1964, p.958.

Année 1965

- Décret n°65-124 du 23 Avril 1965, portant nationalisation de certains établissements pharmaceutiques grossistes
JORA 1965, p.486.
- Décret n°65-146 du 3 Mai 1965, transférant à l'Etat certains établissements de "Moissons nouvelles"
JORA 1965, p.504.

- Ordonnances n°66-93 au n° 66-101 du 6 Mai 1966, portant nationalisation de :
 - . la Société des mines de L'Ouenza
 - . la Société des mines de Sidi Kamber
 - . la Société des minières et carrières de Rivet El Maden
 - . la Société nouvelle des mines d'Ain Barbar (société Cirtienne)
 - . la Société de la veille montagne dans son activité d'exploitation des mines de Hamman N'Bails et des mines de L'Ouarsenis
 - . la Société nouvelle des mines d'Ain Arko
 - . la Société algérienne du zinc
 - . la Société des mines de fer de Miliana dans son activité d'exploitation de la mine d'El Halia
 - . la Société des mines de fer du Khanguet El MouhadJORA 1966, p.342 et s.
- Ordonnance n°66-102 du 6 Mai 1966, portant dévolution à l'Etat de la propriété des biens vacants
JORA 1966, p.344.
- Ordonnance n°66-127 du 27 Mai 1966, portant institution du monopole de l'Etat sur les opérations d'assurances
JORA 1966, p.398.
- Arrêté du 27 Mai 1966, portant application de l'Ordonnance n°66-127 du 27 Mai 1966, instituant le monopole de l'Etat sur les opérations d'assurances
JORA 1966, p.422.
- Ordonnance n°66-129 du 27 Mai 1966, portant nationalisation de la Société algérienne d'assurances
JORA 1966, p.399.

- Ordonnance n°67-164 du 24 Août 1967, portant nationalisation des sociétés Esso Standard Algérie, Esso Africa, Esso Saharienne, des biens, parts, actions, droits et intérêts des sociétés, filiales ou établissements connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination partielle ou totale d'Esso
JORA 1967, p.710.
- Ordonnance n°67-165 du 24 Août 1967, portant nationalisation en matière de raffinage et de distribution d'hydrocarbures et de leurs dérivés, des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature des sociétés, filiales ou établissements connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination de Mobil
JORA 1967, p.710.
- Ordonnance n°67-182 du 7 Septembre 1967, portant nationalisation de la Société algérienne de détergents (DETERSAV-ALGERIE) et des biens, parts, actions, droits et intérêts de PROCTER & GAMBLE
JORA 1967, p.802.

année 1968

- Ordonnances du n°68-II7 au n°68-I30 du 13 Mai 1968, portant nationalisation en matière de commercialisation, distribution, stockage et transport de produits pétroliers et autres dérivés des hydrocarbures liquides ou gazeux, des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature des sociétés, filiales ou établissements connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination de :
 - . la Société algérienne industrielle de gaz du pétrole (SAIGAP)
 - . la Société algérienne des pétroles "MAURY"
 - . la Société Méditerranéenne de combustibles (S.M.C)
 - . la Société El Gaz
 - . la Société SCHELL d'Algérie
 - . la Société Butagaz-Algérie
 - . la Société algérienne des huiles minérales (TOTAL-ALGERIE)
 - . la Cie Africaine des raffineries de Bérre (BERRYL-ALGERIE)
 - . la Société ALGERONAPTE
 - . la Société algérienne de distribution PRIMAGAZ (DAP Algérie)
 - . la Société SOGAP :(Société des gaz de pétrole de l'Est algérien)
 - . la Société Prosper Durant et Cie
 - . la Société SARGAL :(Société algérienne de stockage et de remplissage de gaz liquéfiés de pétrole)
 - . la Société de distribution de gaz liquide pour l'Algérie (SOGAZAF)
- JORA 1968, p.383 et s.

- Ordonnances du n° 68-I37 au n° 68-I64 du 20 Mai 1968, portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature des sociétés, filiales ou établissements connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination de :
 - . la Société algérienne de produits chimiques et d'engrais (SAPCE)
 - . la Société des raffineries de soufre réunies (RSR)
 - . la Société SOMECHANGE
 - . la Société Produits et engrais chimiques d'Algérie (PECA)
 - . la Société anonyme des pesticides d'Algérie (SOCAPA)
 - . la Société Rhône-Poulenc (PHITAL)
 - . la Société des spécialités chimiques et industrielles (SOSPECI)
 - . L'Union algérienne d'engrais et produits chimiques (UNAL)
 - . la Société SCHELL
 - . la Société Engrais du Dey
 - . la Société Union commerciale agricole (UCA)
 - . la Société industrielle et commerciale Nord-Africaine d'engrais et de produits agricoles (CICNA)
 - . la Société MICRO-NIC
 - . la Société des engrais de la Mitidja (SEMI)
 - . des Ets Gauthier et Fradier
 - . de la Société algérienne d'engrais (SAE)
 - . la Société Cérès
 - . la Société des lignes télégraphiques et téléphoniques (LTT)
 - . la Société de cablerie électrique africaine (CABLAF)
 - . la Société nouvelle de laminoirs et tréfilerie d'Afrique (LATRAF)
 - . la Société algérienne de construction et de distribution de matériels électriques (ALTEMEI)
 - . la Société J.J. Carnaud
 - . la Société algérienne des fûts Chouvel (SAFUC)
 - . la Société anonyme des plâtrières Nord-Africaines (PLATNA)
 - . la Société anonyme des briqueteries-tuileries Andréoli
 - . la Société anonyme des briqueteries Oranaises (SABO)
 - . la Société Altairac Frères et Cie
 - . la Société anonyme Eternit algérienne
 - . la Société Eaux et assainissements (SOCEA)
 - . la Société anonyme de tuyaux(BONNA)
 - . la Société anonyme des Ets Léon Chagnaud et Fils
- JORA 1968, p.418 et s.

ordonnances du n° 68-386 au n° 68-405 du 12 Juin 1968, portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature des sociétés, filiales ou établissements connus sous la raison sociale ou le sigle ou la dénomination de :

- la Société Ciment artificiel d'Oranie (CADO)
- la Société Nord-Africaine des ciments LAFARGE
- la Société française DUCO
- la Société ASTRAL Algérie
- La Société NORD COLOR
- la Société FREITAG ALGERIE
- la Société RIPOLIN LEFRANC
- la Société Franco-Africaine de peintures et émaux (EFPE)
- la Société COTELLE & POUCHET
- la Société UNILEVER
- la Société algérienne des résines et produits synthétiques (SARPS)
- la Société LESIEUR-AFRIQUE
- la Société Huileries, savonneries d'Algérie (HSA)
- la Société Méditerranéenne de combustibles (SMC)
- la Société Durand et Cie
- la Société de fabrication et entretien des récipients à pression (FERAP)
- la Société algérienne des tubes et de constructions mécaniques (ALTUMEC)
- la Société des tubes d'Algérie (SOTUBAL)
- la Société NEYRPIC-AFRIQUE
- la Société Savonneries algériennes (METRAL)

ORA 1968, p.752 et s.

ordonnances du n° 68-450 au n°68--53 du 23 Juillet 1968, portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêt de toute nature des sociétés, filiales ou établissements connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination de :

- la Société algérienne de constructions mécaniques (SNAF)
- la Société Oranaise de constructions métalliques
- des Ets Bendayan
- de la Société nouvelle des comptoirs Numidiens
- la Société Méditerranéenne de matériaux (SOMENA)
- des Ets Perruchot
- des Tuileries de l'Est algérien (TULESTAL)
- des Ets BERNABE
- des Ets VAREL-AFRIQUE
- la S.A Cie algérienne de location, d'entreposage et de distribution (SA.CALED)
- des Ets GAUTHIER

ORA 1968, p.880 et s.

ordonnance n° 68-459 du 24 Juillet 1968, portant nationalisation de :

- la Cie minière et phosphatière (COMIPHOS)

ORA 1968, p.881.

ordonnance n°68-483 du 7 Août 1968, portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature des sociétés, filiales ou établissements connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination de

- la S.A Cie algérienne de location, d'entreposage et de distribution (SA.CALED)

ORA 1968, p.935.

- Ordonnance n°68-484 du 7 Août 1968, portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature de :
 - . la Société l'Emballage Africain (EMBALLAF)
 JORA 1968, p.935.
- Ordonnance n°68-485 du 7 Août 1968, portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature des sociétés, filiales ou établissements connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination de :
 - . la Société algérienne de produits de synthèse (SAPS)
 JORA 1968, p.936.

Année 1970

- Ordonnances du n° 70-I4 au N° 70-I9 du 6 Février 1970, portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature des sociétés, filiales ou établissements connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination de :
 - . la Société des chantiers Warrot
 - . la Société de Granvik, bois de construction
 - . les Ets Bules Giraud et Cie
 - . Les Ets Jacques Bouchon
 - . la Société d'exploitation des bois et contreplaqués en Algérie (SEBCA)
 - . la Société Comptoir Forrestier
 JORA 1970, p.230 et s.
- Ordonnances du n° 70-4I au n°70-46 du 12 Juin 1970, portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature des sociétés, filiales ou établissements, connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination de :
 - . les Ateliers du Minaret
 - . la Société civile de participation immobilière (SCPI)
 - . la Société française des pétroles Elwerath (SOFRAPEL)
 - . les Sociétés CREPS, CPA, SRA, et TRAPSA (SCHELL PETROLEUM)
 - . La Société Ausonia minière française (AMIF)
 - . la Société Phillips Pétroléum Compagny et Drilling Spécialties Compagny
 JORA 1970, p.596 et s.
- Ordonnance n° 70-77 du 10 Novembre 1970, portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature des sociétés, filiales, établissements connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination de :
 - . Mobil Sahara, Mobil Producing Sahara Inc, Mobil Oil française et Mobil Investment AG
 JORA 1970, p.I082.
- Ordonnance n°70-79 du 12 Novembre 1970, portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature des sociétés, filiales ou établissements connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination de :
 - . La Société Newmont Overseas Pétroléum Compagny
 JORA 1970, p.I083.

Ordonnance n° 71-4 du 20 Janvier 1971, portant nationalisation des biens, parts actions, droits et intérêts de toute nature des sociétés, filiales, établissements connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination de :
 . la Société d'Etudes et de participations financières et immobilières (SEFFI)
 JORA 1971, p.102

Ordonnance n° 71-8 du 24 Février 1971, portant nationalisation des biens, parts actions, droits et intérêts de toute nature des sociétés, filiales ou établissements connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination de :
 . la Société d'exploitation des hydrocarbures de Hassi R'Mel (SEHR) et l'ensemble des intérêts miniers détenus par toutes les sociétés dans les concessions de Nord In Aménas, Tin Fouyé Sud, Alrar Est, Alrar Ouest, Nezla Est, Brides, Toual, Rhourde Chouff et Rhourde Adra et les intérêts miniers relatifs au gaz provenant des gisements de Gassi Touil, Rhourde Nous, Nezla Est, Zarsaitine et Tiguentourine
 JORA 1971, p.226.

Ordonnance n°71-9 du 24 Février 1971, déclarant propriété exclusive de l'Etat, les gaz associés aux hydrocarbures liquides issus de tous gisements d'hydrocarbures situés en Algérie
 JORA 1971, p.227.

Ordonnance n° 71-10 du 24 Février 1971, portant nationalisation des biens, parts actions, droits et intérêts de toute nature des sociétés SOPEG, STHRA, TRAPES, des biens, actions, droits et intérêts de toute nature de la société CREPS, dans la société TRAPSA et des canalisations dites "PK 60 In Aménas Méditerranée à Ohanet" et "Hassi R'Mel-Haoud El Hamra"
 JORA 1971, p.227.

Ordonnance n° 71-11 du 24 Février 1971, portant nationalisation partielle des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature dans les sociétés CFEP (A), CREPS, PETROPAR, SNPA, SOfREPAl, COPAREX, OMNIREX, EURAFREP, FRANCARER
 JORA 1971, p.228.

Ordonnance n°71-23 du 12 Avril 1971, portant nationalisation partielle des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature dans les sociétés SOPEFAL, CFEP (A).
 JORA 1971, p.367.

Ordonnance n°71-73 du 8 Novembre 1971, portant révolution agraire
 JORA 1971, p.1281.

Année 1974

- Ordonnance n° 74-95 du 1er Octobre 1974, portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature de la :
 - . Société Nord-Africaine du Sac (SNAS) et de la Cie algérienne d'emballage en papier (CALEMPA)
 JORA 1974, p.874.

- Ordonnance n° 74-104 du 15 Novembre 1974, portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature de :
 - . SOLVAY et Cie
 - . La Cie Nord-Africaine de cellulose (CELLUNAF) et filiales : Société civile immobilière PAC SCHEFFER & AFRICALFA
 - . la Brasserie d'Alger la Gauloise (75%)
 - . la Brasserie l'Algérienne (BAO)
 - . la Société oranaise de boissons gazeuses (SORBOGA)
 - . la S.A des brasseries et glaciers d'Algérie (BGA)
 - . la S.A Cotonnière africaine
 - . la Société Industrie cotonnière algérienne (ICOTAL)
 - . la S.A Union industrielle africaine (UIA)
 - . la Société nouvelle des ateliers et fonderies C. Ducros
 - . la Société Nord-Africaine des automobiles Citroen
 - . la Cie algérienne des tracteurs
 - . la Société algérienne des accumulateurs électriques (POLYSOL)
 - . la S.A. Fabriques réunies d'électrodes de soudage à l'arc (FRESA)
 - . la Société algérienne des Ets BROSSETTE
 - . la Société l'AIR LIQUIDE, S.A pour l'étude et l'exploitation des procédés Georges CLAUDE
 - . la Société algérienne des métaux et alliages blancs Algérie (SAMABA)
 - . la Cie algérienne de métaux et entreprises (COALMETO)
 - . la S.A. UGINES-ACIERS
 - . la Société Etienne Courbin (tréfilerie, clouterie algérienne)
 - . la Société industrielle de l'Afrique du Nord (SIAN)
 - . la S.A. CAFMO
 JORA 1974, p.982 et s.

- Ordonnance n° 74-44 du 3 Avril 1974, portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature des sociétés, filiales ou établissements connus sous la raison sociale, le sigle de Société KINSITE, Ets JOHN KINSMEN, Ets DAVEY BICKFORD, SMITH et Cie, Société CHARBONNAC, Société PYROTECHNIE AFRICAINE (PYRAF), Société NORD AFRICAINE D'ARTIFICE (SNAFART), Société NOBEL BOZEL.

 JORA 1974, p.323.

Année 1975

- Ordonnance n° 75-73 du 12 Novembre 1975, portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature détenus par le METHANE LIQUIDE; la Société algérienne de développement et d'expansion (SOCALDEX), la Cie financière pour le développement de l'Algérie (COFIDAL) et la société pour le développement des régions Sahariennes (SDRS), dans la Cie algérienne de METHANE LIQUIDE (CAMEL)

 JORA 1975, p.986.

- Ordonnance n° 75-50 du 17 Juin 1975, portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature de la Cie d'importation, de transit de transport et d'exploitation (CITTEX-ALGERIE)

 JORA 1975, p.550.

née 1976

Ordonnance n° 76-10 du 20 Février 1976, portant nationalisation complémentaire des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature de la Société "Brasserie d'Alger la Gauloise" et de la Société anonyme des "Brasseries et glaciers d'Algérie (BGA)"

JORA 1976, p.215

Ordonnance n° 76-20 du 27 Février 1976, portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature de :

. la Société algérienne des polymères (SAP)

JORA 1976, p.215

Ordonnance n° 76-21 du 19 Mars 1976, portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature de :

. la S.A INOVAC AFRIQUE

JORA 1976, p.263.

LE TRANSFERT DES BIENS NATIONALISES

Année 1967

- Décret n°67-I66 du 24 Août 1967, relatif au transfert des biens nationalisés par les Ordonnances n°67-I64 et 67-I65 du 24 Août 1967, à la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)
JORA 1967, p.710.

Année 1968

- Décret n°68-I31 du 13 Mai 1968, relatif au transfert des biens nationalisés par les Ordonnances n°68-II7 à 68-I30 du 13 Mai 1968, à la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)
JORA 1968, p.396.
- Décret n°68-I65 du 20 Mai 1968, portant transfert des biens nationalisés par les Ordonnances n°68-I37 à 68-I50 du 20 Mai 1968 et par l'Ordonnance n°66-I02 du 6 Mai 1966, portant dévolution à l'Etat de la propriété des biens vacants à la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)
JORA 1968, p.430.
- Décret n°68-I06 du 20 Mai 1968, portant transfert des biens nationalisés par les Ordonnances n°68-I51 à 68-I54 du 20 Mai 1968, à la Société nationale de sidérurgie (SNS)
JORA 1968, p.431.
- Décret n°68-I68 du 20 Mai 1968, portant transfert des biens nationalisés par les Ordonnances n°68-I57 à 68-I64 du 20 Mai 1968, à la Société nationale des matériaux de construction (SNMC)
JORA 1968, p.431.
- Décret n° 68-406 du 12 Juin 1968, portant transfert des biens nationalisés par les Ordonnances n°68-386 à 68-387 du 12 Juin 1968, à la Société nationale des matériaux de construction (SNMC)
JORA 1968, p.761.
- Décret n°68-407 du 12 Juin 1968, portant transfert des biens nationalisés par les Ordonnances n° 68-388 à 68-396 du 12 Juin 1968, à la Société nationale des industries chimiques (SNIC)
JORA 1968, p.761.
- Décret n°68-408 du 12 Juin 1968, portant transfert des biens nationalisés par les Ordonnances n° 68-397 à 68-399 du 12 Juin 1968, à la Société nationale des corps gras (SNCG)
JORA 1968, p.762.

Décret n° 68-409 du 12 Juin 1968, relatif au transfert des biens nationalisés par les Ordonnances n°68-400 et 68-401 du 12 Juin 1968, à la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)
JORA 1968, p.762.

Décret n° 68-410 du 12 Juin 1968, relatif au transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 68-402 du 12 Juin 1968, à la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)
JORA 1968, p.762.

Décret n°68-411 du 12 Juin 1968, portant transfert des biens nationalisés par les Ordonnances n°68-403 et 68-404 du 12 Juin 1968, à la Société nationale de sidérurgie (SNS)
JORA 1968, p.762.

Décret n° 68-412 du 12 Juin 1968, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 68-405 du 12 Juin 1968, à la Société nationale de constructions métalliques (SNCM)
JORA 1968, p.763.

Décret n°68-413 du 23 Juillet 1968, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n°68-450 du 23 Juillet 1968, à la Société nationale de constructions métalliques (SNCM)
JORA 1968, p.883.

Décret n°68-455 du 23 Juillet 1968, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n°68-451 du 23 Juillet 1968, à la Société nationale des matériaux de construction (SNMC)
JORA 1968, p.883.

Décret n°68-456 du 23 Juillet 1968, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n°68-452 du 23 Juillet 1968, à la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)
JORA 1968, p.884.

Décret n°68-457 du 23 Juillet 1968, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 68-453 du 23 Juillet 1968, à la Société nationale de sidérurgie (SNS)
JORA 1968, p.884.

Décret n°68-458 du 23 Juillet 1968, portant transfert des biens, parts, actions droits et intérêts de l'entreprise d'Etat "Aciéries et laminaires d'Oran" à la Société nationale de sidérurgie (SNS)
JORA 1968, p.884.

- Décret n° 68-504 du 7 Août 1968, relatif au transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 68-483 du 7 Août 1968, à la Société nationale des industries chimiques (SNIC)
JORA 1968, p.945.
- Décret n° 68-505 du 7 Août 1968, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 68-485 du 7 Août 1968, à la Société nationale des corps gras (SNCG)
JORA 1968, p.945.
- Décret n° 68-516 du 16 Août 1968, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 68-484 du 7 Août 1968, à la Société nationale de constructions métalliques (SN METAL)
JORA 1968, p.960.

Année 1970

- Décret n° 70-37 du 19 Février 1970, portant transfert des biens nationalisés par les Ordonnances n° 70-14 à 70-19 du 6 Février 1970, à la Société nationale de commercialisation des bois et dérivés (SONACOB)
JORA 1970, p.290.
- Décret n° 70-84 du 12 Juin 1970, portant transfert des biens nationalisés par les Ordonnances n° 70-43 à 70-45 du 12 Juin 1970, à la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)
JORA 1970, p.604.
- Décret n° 70-82 du 12 Juin 1970, portant transfert des biens nationalisés par les Ordonnances n° 70-41 et 70-42 du 12 Juin 1970, à la Société nationale de commercialisation des bois et dérivés (SONACOB)
JORA 1970, p.608.
- Décret n° 70-90 du 3 Juillet 1970, portant transfert de l'unité d'électrification anciennement dénommée "Société générale d'entreprises d'Algérie (SGEA)" de la Société nationale de constructions métalliques SN METAL, à la Société nationale de fabrication et de montage du matériel électrique et électronique (SONELEC)
JORA 1970, p.679.
- Décret n° 70-91 du 3 Juillet 1970, portant transfert des biens de la Société "L'Emballage Africain (EMBALLAF)", de la Société nationale de constructions métalliques (SN METAL), à la Société nationale de fabrication et de montage du matériel électrique et électronique (SONELEC)
JORA 1970, p.679.
- Décret n° 70-172 du 12 Novembre 1970, relatif au transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 70-79 du 12 Novembre 1970, à la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)
JORA 1970, p.1090.

née 1971

Décret n° 71-38 du 20 Janvier 1971 portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 71-4 du 20 Janvier 1971, à la Société nationale de commercialisation des bois et dérivés (SONACOB)
JORA 1971, p.107.

Décret n° 71-64 du 24 Février 1971, relatif au transfert des biens nationalisés par les Ordonnances n°71-8 et 71-9 du 24 Février 1971, à la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)
JORA 1971, p.228.

Décret n°71-65 du 24 Février 1971, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n°71-10 du 24 Février 1971, à la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)
JORA 1971, p.229.

Décret n°71-66 du 24 Février 1971, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n°71-11 du 24 Février 1971, à la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)
JORA 1971, p.229.

Décret n° 71-99 du 12 Avril 1971, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n°71-23 du 12 Avril 1971, à la Société nationale pour la recherche la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)
JORA 1971, p.369.

Décret n° 71-142 du 26 Mai 1971, portant transfert de l'ensemble des biens parts, droits, actions et obligations de la Cie nationale d'électricité (SGE); à la Société nationale de fabrication et de montage du matériel électrique et électronique (SONELEC)
JORA 1971, p.576.

née 1972

Décret n° 72-120 du 7 Juin 1972, portant dissolution des Sociétés : CALREP, COPAL, PETRAL, CEPAL, CREPS, CPA, ALREX, SRA, SAREP et SOMALGAZ, et transfert de leur patrimoine à la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)
JORA 1972, p.575.

née 1973

Décret n° 73-48 du 28 Février 1973, portant dissolution de la Société du Djebel Onk et transfert de son patrimoine à la Société nationale de recherche et d'exploitation minière (SONAREM)
JORA 1973, p.259.

- Décret n° 84-71 du 3 Avril 1974, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 74-44 du 3 Avril 1974, à la Société nationale des industries chimiques (SNIC)
JORA 1974, p.325.
- Décret n°74-206 du 1er Octobre 1974, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 74-95 du 1er Octobre 1974, à la Société nationale des industries de la cellulose (SONIC)
JORA 1974, p.876.
- Décret n° 74-215 du 15 Novembre 1974, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 74-104 du 15 Novembre 1974, à la Société nationale des industries de la cellulose (SONIC)
JORA 1974, p.986.
- Décret n° 74-216 du 15 Novembre 1974, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 74-104 du 15 Novembre 1974, à la Société nationale des eaux minérales (EMA)
JORA 1974, p.987.
- Décret n° 74-217 du 15 Novembre 1974, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 74-104 du 15 Novembre 1974, à la Société nationale des industries textiles (SONITEX)
JORA 1974, p.987.
- Décret n° 74-218 du 15 Novembre 1974, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 74-104 du 15 Novembre 1974, à la Société nationale de constructions mécaniques (SONACOME)
JORA 1974, p.987.
- Décret n° 74-219 du 15 Novembre 1974, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 74-104 du 15 Novembre 1974, à la Société nationale de fabrication et de montage du matériel électrique et électronique (SONELEC)
JORA 1974, p.987.
- Décret n° 74-220 du 15 Novembre 1974, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n°74-104 du 15 Novembre 1974, à la Société nationale de sidérurgie (SNS)
JORA 1974, p.988.
- Décret n° 74-221 du 15 Novembre 1974, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 74-104 du 15 Novembre 1974, à la Société de gestion et de développement des industries alimentaires (SOGEDIA)
JORA 1974, p.988.
- Décret n° 74-222 du 15 Novembre 1974, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 74-104 du 15 Novembre 1974, à la Société nationale des industries du liège et du bois (SNLB)
JORA 1974, p.988.

Décret n° 75-80 du 17 Juin 1975, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 75-50 du 17 Juin 1975, à la Société nationale de constructions mécaniques (SONACOME)
JORA 1975, p.551.

Décret n° 75-129 du 12 Novembre 1975, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 75-73 du 12 Novembre 1975, à la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)
JORA 1975, p.990.

Décret n° 75-129 du 13 Novembre 1975, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 75-73 du 12 Novembre 1975, à la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)
JORA 1975, p.990.

année 1976

Décret n° 76-46 du 20 Février 1976, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 76-10 du 20 Février 1976, à la Société nationale des eaux minérales (EMA)
JORA 1976, p.220.

Décret n° 76-50 du 27 Février 1976, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 76-20 du 27 Février 1976, à la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)
JORA 1976, p.221.

Décret n° 76-52 du 19 Mars 1976, portant transfert des biens nationalisés par l'Ordonnance n° 76-21 du 19 Mars 1976, à la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)
JORA 1976, p.265.

L'INDEMNISATION DES BIENS NATIONALISESAnnée 1966

- Arrêté interministériel du 14 Juillet 1966, portant création d'une Commission d'étude des modalités d'indemnisation en matière minière
JORA 1966, p.691.

Année 1967

- Arrêté interministériel du 16 Juin 1967, relatif à la Commission d'étude des modalités d'indemnisation en matière minière
JORA 1967, p.495.

Année 1970

- Décret n° 70-35 du 12 Juin 1970, relatif au règlement prévu par l'Ordonnance n° 70-46 du 12 Juin 1970
JORA 1970, p.604
- Décret n° 70-199 du 1er Décembre 1970, relatif au règlement prévu par l'Ordonnance n° 70-77 du 10 Novembre 1970, portant acquisition des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature appartenant en Algérie, aux Sociétés, filiales ou établissements connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination totale ou partielle de : MOBIL Sahara, MOBIL Producing Sahara Inc, MOBIL Oil française et MOBIL Investment AG
JORA 1970, p.1160.

Année 1971

- Décret n° 71-44 du 28 Février 1971, relatif aux indemnisations prévues par les Ordonnances n° 68-121 et 68-122 du 13 Mai 1968, par l'Ordonnance n°68-145 du 20 Mai 1968 et par l'Ordonnance n° 70-44 du 12 Juin 1970,
JORA 1971, p.139.
- Instruction n° 6 HC du 24 Février 1971, relative au régime de rapatriement et de transfert applicables aux sociétés detentrices de titres miniers
JORA 1971, p.239.
- Arrêté interministériel du 7 Avril 1971, relatif à la Commission d'étude des modalités d'indemnisation en matière minière
JORA 1971, p.843.
- Décret n° 71-88 du 9 Avril 1971, portant indemnisation des sociétés nationalisées en vertu de l'Ordonnance n° 67-164 du 24 Août 1967
JORA 1971, p.377.

Décret n° 71-126 du 13 Mai 1971, portant règlement d'indemnisation de la Société Newmont Overseas Pétroléum Compagny
JORA 1971, p.509.

Décret n° 71-247 du 22 Septembre 1971, relatif aux indemnisations prévues par les Ordonnances n° 71-8, n° 71-10 et n° 71-11 du 24 Février 1971, et n° 71-23 du 12 Avril 1971, en ce qui concerne la Compagnie française des pétroles CFP et la Compagnie française des pétroles (Algérie CFP A)
JORA 1971, p.1039.

année 1972

Ordonnance n° 72-24 du 7 Juin 1972, portant approbation des protocoles, conventions et règlements généraux conclus entre l'Etat et la Société nationale SONATRACH d'une part, et les Sociétés du groupe CFP, des Sociétés EURAFREP et COPAREX, les Sociétés du groupe ERAP et les Sociétés OMNIREX et FRANCARP d'autre part.
JORA 1972, p.570.

ANNEXE II - LES ENTREPRISES PUBLIQUES A CARACTERE ECONOMIQUE

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIEA. Etablissements publics à caractère industriel et commercial

- INAPI Institut algérien de normalisation et de propriété industrielle
Ordonnance n° 73-62 du 21 Novembre 1973, portant création de l'INAPI
JORA 1973, p.1086.

B. Sociétés nationales

- SONELGAZ Société nationale de l'électricité et du gaz

.Ordonnance n° 62-053 du 22 Septembre 1962, portant création d'un comité de gestion d'"Electricité et Gaz d'Algérie",
JOEA 1962, p.281.

.Convention du 3 Mars 1965, portant concession à "Electricité et Gaz d'Algérie" la construction et l'exploitation du réseau d'alimentation générale existant ou à créer sur l'ensemble du territoire
JORA 1965, p.263.

.Arrêté du 3 Mars 1965, portant autorisation de l'application de la Convention du 3 Mars 1965, concédant à "Electricité et Gaz d'Algérie", la construction et l'exploitation du réseau d'alimentation générale existant ou à créer sur l'ensemble du territoire
JORA 1965, p.263.

.Convention du 3 Mars 1965, portant concession à "Electricité et Gaz d'Algérie" la construction et l'exploitation des réseaux de distribution publique d'énergie électrique existant ou à créer sur l'ensemble du territoire
JORA 1965, p.263.

.Décret n°66-132 du 27 Mai 1966, portant réorganisation administrative de l'établissement public "Electricité et Gaz d'Algérie"
JORA 1966, p.403.

.Ordonnance n° 69-59 du 28 Juillet 1969, portant dissolution d'"Electricité et Gaz d'Algérie" et création de la Société nationale de l'électricité et du gaz (SONELGAZ)
JORA 1969, p.618.

- SONAREM Société nationale de recherche et d'exploitation minières

.Décret n° 63-56 du 11 Février 1963, portant création d'un bureau d'études de réalisations et d'interventions industrielles et minières (BERIM)
JORA 1963, p.193 (rectificatif p.253).

.Décret n° 63-57 du 11 Février 1963, portant organisation administrative et financière du bureau d'études de réalisations et d'interventions industrielles et minières
JORA 1963, p.194.

.Décret n° 64-280 du 17 Septembre 1964, portant dissolution du bureau d'études de réalisations et d'interventions industrielles et minières
JORA 1964, p.1047.

.Décret n° 64-282 du 17 Septembre 1964, portant création du bureau algérien de recherche et d'exploitation minières (BAREM)
JORA 1964, p.1048

- .Décret n°65-34 du 10 Février 1965, portant modification du Décret n°64-262 du 17 Septembre 1964, relatif à la création du Bureau algérien de recherche et d'exploitation minières (JORA 1965, p.166.
- .Arrêté du 25 Mai 1965, confiant au Bureau algérien de recherche et d'exploitation minières, l'exploitation des mines et carrières de Kisselguhr (JORA 1965, p.571.
- .Arrêté du 10 Mars 1965, réservant au Bureau algérien de recherche et d'exploitation minières, l'exploitation des mines et carrières de marbre et de barytine (JORA 1965, p.239.
- .Ordonnance n° 67-79 du 11 Mai 1967, portant création de la Société nationale de recherches et d'exploitations minières (SONAREM) (JORA 1967, p.394.

- SNAT Société nationale de l'artisanat traditionnel

- .Décret n° 63-475 du 20 Décembre 1963, portant création de l'Office national de l'artisanat traditionnel algérien (ONATA)(Etablissement public sous tutelle du Ministère du Tourisme) (JORA 1963, p.1342.
- .Décret n° 64-194 du 3 Juillet 1964, portant organisation administrative et financière de l'Office national de l'artisanat traditionnel algérien (ONATA) (JORA 1964, p.765.
- .Ordonnance n° 71-58 du 5 Août 1971, portant création de la Société nationale de l'artisanat traditionnel (SNAT) (JORA 1971, p.398.

- SNTA Société nationale des tabacs et allumettes

- .Décret n° 63-490 du 31 Décembre 1963, relatif au fonctionnement administratif et financier de la Société nationale des tabacs et allumettes (SNTA) (JORA 1964, p.19.

- SONATRACH Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures

- .Décret n°63-491 du 31 Décembre 1963, portant agrément de la Société nationale de transport et de commercialisation des hydrocarbures et approuvant ses statuts (JORA 1964, p.23.
- .Décret n°66-286 du 22 Septembre 1966, portant modification des statuts de la Société nationale de transport et de commercialisation des hydrocarbures (JORA 1966, p.939.

- SONITEX Société nationale des industries textiles

- .Décret n° 64-272 du 3 Septembre 1964, portant création, organisation et approuvant les statuts de la Société nationale de confection (SONAC) (JORA 1964, p.1006.
- .Ordonnance n°66-218 du 22 Juillet 1966, portant création de la Société nationale des industries textiles (SONITEX) (JORA 1966, p.751.
- .Ordonnance n°72-47 du 3 Octobre 1972, portant dissolution de la SONAC et transfert de son patrimoine à la SONITEX (JORA 1972, p.1248.

- SNS Société nationale de sidérurgie

- .Décret n°64-276 du 3 Septembre 1964, portant création et approuvant les statuts de la Société nationale de sidérurgie (SNS)
JORA 1964, p.1010.
- .Ordonnance n°66-223 du 22 Juillet 1966, portant création de la Société nationale des entreprises de récupération (ENAREC)
JORA 1966, p.759.
- .Décret n°67-22 du 9 Janvier 1967, portant modification des statuts de la SNS
JORA 1967, p.75.
- .Ordonnance n°67-74 du 27 Avril 1967, portant attribution à la SNS du monopole à l'importation des produits sidérurgiques
JORA 1967, p.346.
- .Arrêté interministériel du 29 Mai 1967, relatif à la phase préparatoire du monopole d'importation des produits métallurgiques
JORA 1967, p.473.
- .Ordonnance n°68-614 du 15 Novembre 1968, portant dissolution de la Société nationale des entreprises de récupération (ENAREC) et transférant l'ensemble des droits et obligations de l'ENAREC à la Société nationale de sidérurgie (SNS)
JORA 1968, p.1231.

- SNERI Société nationale d'études, de gestion, de réalisations et d'exploitation industrielles

- .Décret n°64-281 du 17 Septembre 1964, portant création et fixant les statuts du Bureau d'études et de réalisations industrielles (BERI)
JORA 1964, p.1047.
- .Décret n°66-263 du 29 Août 1966, modifiant le Décret n°64-281 du 17 Septembre 1964, portant création et fixant les statuts du BERI
JORA 1966, p.878.
- .Ordonnance n°68-440 du 16 Juillet 1968, portant création de la Société nationale d'études, de gestion, de réalisations et d'exploitation industrielle (SNERI)
JORA 1968, p.888.

- SEMPAC Société nationale des semouleries, meuneries, fabriques de pâtes alimentaires et couscous

- .Décret n°65-89 du 25 Mars 1965, portant création, organisation et approuvant les statuts de la Société nationale des semouleries, meuneries, fabriques de pâtes alimentaires et couscous (SEMPAC)
JORA 1965, p.308.
- .Ordonnance n° 68-99 du 26 Avril 1968, modifiant et complétant le Décret n° 65-89 du 25 Mars 1965, portant création de la Société nationale SEMPAC
JORA 1968, p.350.

- SOGEDIA Société de gestion et de développement des industries alimentaires

- .Ordonnance n°66-219 du 22 Juillet 1966, portant création de la Société de gestion et de développement des industries du sucre (SOGEDIS)
JORA 1966, p.753.
- .Ordonnance n° 66-299 du 26 Septembre 1966, portant création de la Société nationale des conserveries algériennes (SOALCO)
JORA 1966, p.935.

- .Ordonnance n°67-151 du 9 Août 1967, portant création de la Société nationale des corps gras (SNCG)
JORA 1967, p.686.
- .Ordonnance n°72-45 du 3 Octobre 1972, complétant l'objet de la Société de gestion et de développement des industries du sucre (SOGEDIS) et modifiant sa dénomination en Société de gestion et de développement des industries alimentaires (SOGEDIA)
JORA 1972, p.1247.
- .Ordonnance n°72-46 du 3 Octobre 1972, portant dissolution de la Société nationale des conserveries algériennes (SOALCO) et transfert de son patrimoine à la SOGEDIA
JORA 1972, p.1248.
- .Ordonnance n° 73-53 du 1er Octobre 1973, portant dissolution de la SNCG et transfert de son patrimoine et de ses activités à la SOGEDIA
JORA 1973, p.955.

- SONIPEC Société nationale des industries des peaux et cuirs

- .Ordonnance n°66-221 du 22 Juillet 1966, portant création de la Société nationale des tanneries algériennes (TAL)
JORA 1966, p.756.
- .Ordonnance n°66-222 du 22 Juillet 1966, portant création de la Société nationale des industries algériennes de la chaussure (SIAC)
JORA 1966, p.757.
- .Ordonnance n° 72-41 du 3 Octobre 1972, modifiant la dénomination de la Société nationale des tanneries algériennes (TAL) en Société nationale des industries des peaux et cuirs (SONIPEC)
JORA 1972, p.1246.
- .Ordonnance n° 72-42 du 3 Octobre 1972, portant dissolution de la Société nationale des industries algériennes de la chaussure (SIAC) et transfert de son patrimoine à la Société nationale des industries des peaux et cuirs (SONIPEC)
JORA 1972, p.1246.

- EMA Société nationale des eaux minérales

- .Ordonnance n° 66-220 du 22 Juillet 1966, portant création de la Société nationale des eaux minérales (EMA)
JORA 1966, p.754.

- SNIC Société nationale des industries chimiques

- .Ordonnance n° 66-316 du 25 Octobre 1966, portant création et approbation des statuts de la Société nationale des industries du verre (VAN)
JORA 1966, p.1100.
- .Ordonnance n° 67-273 du 14 Décembre 1967, portant création de la Société nationale des industries chimiques (SNIC)
JORA 1967, p.1170.
- .Ordonnance n°73-45 du 25 Juillet 1973, portant dissolution de la Société nationale des industries du verre (VAN) et transfert de son patrimoine à la SNIC
JORA 1973, p.689.

- SNLB Société nationale des industries des lièges et du bois

.Ordonnance n°67-I52 du 9 Août 1967, portant création de la Société nationale des lièges (SNL)
JORA 1967, p.687.

.Ordonnance n°68-52 du 22 Février 1968, portant création de la Société nationale des industries du bois (SNIB)
JORA 1968, p.206.

.Ordonnance n°72-43 du 3 Octobre 1972, complétant l'objet de la Société nationale des industries du bois (SNIB) et modifiant sa dénomination en Société nationale des industries des lièges et du bois (SNLB)
JORA 1972, p.I247.

.Ordonnance n°72-44 du 3 Octobre 1972, portant dissolution de la Société nationale des lièges (SNL) et transfert de son patrimoine à la Société nationale des industries des lièges et du bois (SNLB)
JORA 1972, p.I247.

- SOMEA Société nationale de constructions mécaniques et aéronautiques

.Ordonnance n°67-I50 du 9 Août 1967, portant création de la Société nationale de constructions mécaniques
JORA 1967, p.696.

.Décret n°64-I95 du 3 Juillet 1964, portant création de la Société nationale de constructions mécaniques et aéronautiques (SOMEA)
JORA 1964, p.763.

- SNMC Société nationale des matériaux de construction

.Ordonnance n°67-280 du 20 Décembre 1967, portant création de la Société nationale des matériaux de construction (SNMC)
JORA 1968, p.3.

- SONIC Société nationale des industries de la cellulose

.Ordonnance n°68-II du 23 Janvier 1968, portant création de la Société nationale des industries de la cellulose (SONIC)
JORA 1968, p.I02.

- SONELEC Société nationale de fabrication et de montage du matériel électrique et électronique

.Ordonnance n°69-86 du 21 Octobre 1969, portant création de la Société nationale de fabrication et de montage du matériel électrique et électronique (SONELEC)
JORA 1969, p.I054.

.Ordonnance n°69-I04 du 26 Décembre 1969, modifiant et complétant l'Ordonnance N° 69-86 du 21 Octobre 1969, portant création de la SONELEC
JORA 1969, p.I252.

Organisme public non autrement qualifié

- .Ordonnance n°62-030 du 25 Août 1962, relative à la création d'un Bureau
des pétroles
JOEA 1962, p.I09.
- .Décret n°65-314 du 30 Décembre 1965, portant dissolution du Bureau algérien
des pétroles
JORA 1966, p.I2.
- .Décret n° 65-315 du 30 Décembre 1965, portant création de la Caisse de
compensation des produits pétroliers (établissement à caractère administrati
JORA 1966, p.I2.

MINISTERE DU COMMERCEA. Etablissements publics à caractère administratif- CNRC Centre national du registre de commerce

.Décret n° 63-248 du 10 Juillet 1963, portant création d'un Office national de la propriété industrielle (ONPI)
JORA 1963, p.726.

.Arrêté du 8 Novembre 1963, fixant les modalités d'application du Décret n° 63-248 du 10 Juillet 1963, portant création de l'ONPI
JORA 1963, p.II65.

.Décret n°73-188 du 21 Novembre 1973, modifiant la dénomination de l'Office national de la propriété industrielle (ONPI) en Centre national du registre de commerce (CNRC)
JORA 1973, p.I094.

- Caisse algérienne d'intervention économique

.Décret n°66-126 du 27 Mai 1966, relatif aux attributions et à l'organisation administrative et financière de la Caisse algérienne d'intervention économique
JORA 1966, p.404.

.Ordonnance n° 74-40 du 20 Mars 1974, portant dissolution de la Caisse algérienne d'intervention économique
JORA 1974, p.291.

B. Etablissements publics à caractère industriel et commercial-ONAFEX Office national des foires et de l'expansion commerciale

.Ordonnance n°62-026 du 25 Août 1962, portant modification de la dénomination et des attributions de l'Office algérien d'action économique et touristique (OFALAC)
JOEA 1962, p.I07.

.Ordonnance n° 62-052 du 22 Septembre 1962, portant modification de l'Ordonnance n°62-026 du 28 Août 1962, relative à l'Office algérien d'action commerciale (OFALAC)
JORA 1962, p.277.

.Décret n°62-555 du 22 Septembre 1962, définissant le régime administratif et financier de l'OFALAC et modifiant l'Ordonnance n°62-026 du 25 Août 1962
JORA 1962, p.285.

.Décret n° 63-419 du 28 Octobre 1963, modifiant l'article 2 de l'Ordonnance n° 62-026 du 25 Août 1962, portant modification de la dénomination et des attributions de l'OFALAC
JORA 1963, p.I090.

.Décret n°63-479 du 23 Décembre 1963, relatif à l'organisation administrative de l'OFALAC
JORA 1963, p.I335.

.Décret n°63-480 du 23 Décembre 1963, relatif au personnel de l'OFALAC
JORA 1963, p.I336.

.Décret n°64-157 du 8 Juin 1964, portant création de l'Office de la foire internationale d'Alger (OFIA)
JORA 1964, p.659.

- .Décret n°65-50 du 19 Février 1965, portant dissolution de l'OFIA
JORA 1965, p.184.
- .Ordonnance n°71-61 du 5 Août 1971, portant création de l'Office national
des foires et expositions (ONAFEX)
JORA 1971, p.393.
- .Décret n°71-205 du 5 Août 1971, portant transfert du Palais des expositions
à l'Office national des foires et expositions
JORA 1971, p.896.
- .Ordonnance n°71-83 du 29 Décembre 1971, portant dissolution de l'Office
algérien d'actions commerciales (OFALAC) et transfert de ses attributions
et de son patrimoine à l'Office national des foires et expositions (ONAFEX,
JORA 1971, p.1443.
- .Ordonnance n°72-28 du 7 Juin 1972, relative aux attributions de l'ONAFEX
JORA 1972, p.594.
- .Ordonnance n°75-57 du 24 Juillet 1975, portant modification de la dénomina-
tion et des attributions de l'Office national des foires et de l'expansion
commerciale (ONAFEX)
JORA 1975, p.683.

-ONACO Office national de commercialisation

- .Décret n°62-125 du 13 Décembre 1962, portant création d'un établissement
public et statut dudit établissement
JORA 1962, p.106.
- .Arrêté du 26 Décembre 1962, portant attributions et organisation administra-
tive de l'Office nationale de Commercialisation (ONACO) et annulant les
statuts de cet Office précédemment publiés
JORA 1962, p.119.

-Institut national des prix

- .Ordonnance n°74-10 du 30 Janvier 1974, portant modification de l'Ordonnanc
n°70-90 du 15 Décembre 1970, portant création et approuvant les statuts
de l'Institut national des prix
JORA 1974, p.162.

-COMEX Institut algérien du commerce extérieur

- .Ordonnance n°75-56 du 24 Juillet 1975, portant création de l'Institut
algérien du commerce extérieur (COMEX) et approuvant ses statuts
JORA 1975, p.682.

Sociétés nationales

-SNNGA Société nationale des nouvelles galeries algériennes

- .Décret n°64-290 du 30 Septembre 1964, portant agrément de la Société
nationale des galeries algériennes
JORA 1964, p.1093.
- .Décret n°65-200 du 9 Août 1965, portant agrément de la Société nationale
des grandes magasins populaires d'Algérie
JORA 1965, p.766.
- .Ordonnance n°67-41 du 9 Mars 1967, portant création de la Société national
"Les nouvelles galeries algériennes"
JORA 1967, p.238.

- SONACOB Société nationale de commercialisation des bois et dérivés
.Ordonnance n°70-21 du 19 Février 1970, portant création de la société nationale de commercialisation des bois et dérivés (SONACOB)
JORA 1970, p.262.
- SN COTEC Société nationale de commercialisation des textiles et des cuirs
.Ordonnance n°70-22 du 19 Février 1970, portant création d'une société nationale de commercialisation des textiles et des cuirs (SN COTEC)
JORA 1970, P.265.
- SONACAT Société nationale de commercialisation et d'application techniques de matériel électro-domestique, électrique, radio télévision, de conditionnement d'air et de réfrigération
.Ordonnance n° 71-13 du 17 Mars 1971, portant création de la SONACAT
JORA 1971, p.311.
- SN REGMA Société nationale de promotion, de réalisation et de gestion des marchés de gros
.Ordonnance n° 74-18 du 30 Janvier 1974, portant création de SN REGMA
JORA 1974, p.194.

2. établissements publics non autrement qualifiés

- ENC Entreprise nationale de commerce d'outils de quincaillerie et d'équipement ménager
.Ordonnance n°71-12 du 17 Mars 1971, portant création de l'ENC
JORA 1971, p.306.
- ENERIC Entreprise nationale d'études et de réalisations des infrastructures commerciales
.Ordonnance n° 75-77 du 15 Décembre 1975, portant création et approuvant les statuts de l'ENERIC
JORA 1975, p.1136.

MINISTERE DE L'INFORMATION ET DE LA CULTURE

• Etablissements publics à caractère administratif

- Centre algérien de cinématographie

.Décret n°64-164 du 3 Juin 1964, portant création d'un Centre national de cinéma algérien
JORA 1964, p.700.

.Décret n°64-261 du 31 Août 1964, modifiant et complétant le Décret n°64-164 du 3 Juin 1964, portant création d'un Centre national du cinéma algérien
JORA 1964, p.1033.

.Ordonnance n°67-49 du 17 Mars 1967, portant dissolution du Centre national du cinéma algérien
JORA 1967, p.253.

.Ordonnance n°67-50 du 17 Mars 1967, portant création du Centre algérien de cinématographie
JORA 1967, p.254.

• Etablissements publics à caractère industriel et commercial

- ONCIC Office national pour le commerce et l'industrie cinématographique

.Décret n°63-15 du 9 Janvier 1963, portant création et organisation d'un Office des actualités algériennes
JORA 1963, p.93.

.Ordonnance n°67-51 du 17 Mars 1967, portant création de l'Office national pour le commerce et l'industrie cinématographique (ONCIC)
JORA 1967, p.256.

.Décret n°74-47 du 31 Janvier 1974, portant dissolution de l'Office des actualités algériennes et transfert de son patrimoine à l'ONCIC
JORA 1974, p.220.

.Ordonnance n°74-19 du 1er Février 1974, modifiant et complétant l'Ordonnance n°67-51 du 17 Mars 1967, portant création de l'ONCIC
JORA 1974, p.214.

- RTA Radiodiffusion Télévision Algérienne

.Décret n°63-684 du 1er Août 1963, portant organisation de la RTA
JORA 1963, p.807.

✓ .Ordonnance n°67-234 du 9 Novembre 1967, portant organisation de la RTA
JORA 1967, p.1002.

- TNA Théâtre national algérien

.Ordonnance n°70-38 du 12 Juin 1970, portant réorganisation du TNA
JORA 1970, p.590.

.Ordonnance n°70-39 du 12 Juin 1970, portant statut général des théâtres régionaux
JORA 1970, p.592.

- .Décret n°73-71 du 16 Avril 1973, portant création du théâtre régional de Annaba
JORA 1973, p.409.
- .Décret n°73-72 du 16 Avril 1973, portant création du théâtre régional de Constantine
JORA 1973, p.410.
- .Décret n°73-73 du 16 Avril 1973, portant création du théâtre régional d'Ora
JORA 1973, p.410.
- .Décret n°73-74 du 16 Avril 1973, portant création du théâtre régional de Sidi Bel Abbès
JORA 1973, p.410.

-ONDA Office national du droit d'auteur

- .Ordonnance n°73-46 du 25 Juillet 1973, portant création de l'Office national du Droit d'auteur (ONDA)
JORA 1973, p.846.

-APS Agence nationale télégraphique Algérie-Presses-Service

- .Décret n°63-286 du 1er Août 1963, relatif à l'organisation de l'APS
JORA 1963, p.841.
- .Décret n°64-288 du 30 Septembre 1964, attribuant à l'APS le monopole de la distribution des informations de presse
JORA 1964, p.1094.
- .Ordonnance n°67-104 du 7 Juillet 1967, portant réorganisation de l'APS
JORA 1967, p.638.

C. Sociétés nationales

-SNED Société nationale d'édition et de diffusion

- .Ordonnance n°66-28 du 27 Janvier 1966, portant création d'une Société nationale d'édition et de diffusion (SNED)
JORA 1966, p.110.
- .Décret n°66-251 du 11 Août 1966, portant organisation administrative et financière de la SNED
JORA 1966, p.302.

-Ech-Chaab-Presses Société nationale "Ech-Chaab-Presses"

- .Ordonnance n°67-251 du 16 Novembre 1967, portant création de la Société nationale Ech-Chaab-Presses
JORA 1967, p.1022.

-El-Moudjahid Société nationale "El Moudjahid-Presses"

- .Ordonnance n°67-252 du 16 Novembre 1967, portant création de la Société nationale El-Moudjahid Presses
JORA 1967, p.1024.

-An-Nasr-Presse Société nationale "En Nasr-Presse"

.Ordonnance n°67-253 du 16 Novembre 1967, portant création de la Société nationale En Nasr Presse
JORA 1967, p.1025.

-La République-El Jomhouria Société nationale "La république-El Jomhouria"

.Ordonnance n°67-254 du 16 Novembre 1967, portant création de la Société nationale La République-El Jomhouria
JORA 1967, p.1027.

-ANEP Agence nationale d'édition et de publicité

.Ordonnance n°67-279 du 20 Décembre 1967, portant création d'une Société nationale dénommée Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP)
JORA 1968, p.11.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIREA. Etablissements publics à caractère administratif- OAIC Office algérien inter-professionnel des céréales

.Ordonnance du 12 Juillet 1962, relative à l'organisation du marché des céréales en Algérie et de l'Office inter-professionnel des céréales (OAIC)
JOEA 1962, p.34.

B. Etablissements publics à caractère industriel et commercial- ONRA Office national de la réforme agraire

.Décret n° 63-90 du 18 Mars 1963, portant création de l'ONRA
JORA 1963, p.286

.Décret n° 63-230 du 3 Juillet 1963, portant organisation de l'ONRA
JORA 1963, p.707

.Ordonnance n° 68-50 du 22 Février 1968, portant dissolution de l'ONRA
JORA 1968, p.182

.Arrêté du 6 Mars 1969, portant désignation des liquidateurs du patrimoine de l'ONRA
JORA 1969, p.282

- ONCV Office national de commercialisation des produits viti-vinicoles

.Ordonnance n°68-48I du 7 Août 1968, portant création et organisation de l'ONCV
JORA 1968, p.932

- ONAMA Office national du matériel agricole

.Ordonnance n°69-I7 du 3 Avril 1969, portant création de l'ONAMA
JORA 1969, p.234

- OFLA Office national des fruits et légumes d'Algérie

.Ordonnance n°69-I8 du 3 Avril 1969, portant création de l'OFLA
JORA 1969, p.236.

- ONAB Office national des aliments du bétail

.Ordonnance n° 69-I9 du 3 Avril 1969, portant création de l'ONAB
JORA 1969, p.238

- ONALFA Office national de l'alfa

.Ordonnance n°69-20 du 3 Avril 1969, portant création de l'ONALFA
JORA 1969, p.240

.Décret n°70-53 du 16 Avril 1970, relatif aux modalités d'affectation à l'ONALFA des centres d'exploitation alfatière des sociétés agricoles de prévoyance
JORA 1970, p.42I

ONALAIT Office national du lait et des produits laitiers

.Ordonnance n°69-93 du 20 Novembre 1969, portant création de l'ONALAIT
JORA 1969, p.1162

ONAPO Office national algérien des produits oléicoles

.Ordonnance n°69-99 du 16 Décembre 1969, portant création de l'ONAPO
JORA 1969, p.1226

.Ordonnance n°74-83 du 2 Septembre 1974, modifiant l'Ordonnance n°69-99 du
16 Décembre 1969 portant création de l'ONAPO
JORA 1974, p.768

ONTF Office national des travaux forestiers

.Ordonnance n°71-21 du 9 Avril 1971, portant création de l'ONTF
JORA 1971, p.390

Bureau national d'études pour le développement rural

.Ordonnance n°76-5 du 20 Février 1976, portant création du Bureau national
d'études pour le développement rural
JORA 1976, p.208

. Organismes non autrement qualifiésChantiers populaires de reboisement

.Décret n°65-135 du 28 Avril 1965, portant création des chantiers populaires
de reboisement
JORA 1965, p.+85

Commissariats de mise en valeur dans les grands périmètres

.Ordonnance n°68-69 du 21 Mars 1968, fixant les modalités de création et
d'organisation de commissariats chargés de la mise en valeur dans les grands
périmètres
JORA 1968, p.258

.Décret n°68-619 du 15 Novembre 1968, portant création du Commissariat de mise
en valeur dans la plaine d'Annaba
JORA 1968, p.1245

.Décret n°68-620 du 15 Novembre 1968, portant création du Commissariat de mise
en valeur de la plaine du Haut-Cheliff
JORA 1968, p.1245

.Décret n°68-640 du 17 Décembre 1968, portant création du Commissariat de mise
en valeur de la plaine d'Abadla
JORA 1968, p.1342

.Décret n°68-641 du 17 Décembre 1968, portant création du Commissariat de mise
en valeur de la plaine de Maghnia
JORA 1968, p.1342

.Décret n°69-49 du 25 Avril 1969, portant création du Commissariat de mise
en valeur de la plaine d'Ain Skhoua (Tiaret)
JORA 1969, p.314

.Décret n°69-127 du 2 Septembre 1969, portant création du Commissariat de mise en valeur de la plaine de Tebessa
JORA 1969, p.812

.Décret n°69-207 du 26 Décembre 1969, portant création du Commissariat de mise en valeur des hautes plaines sétifiennes
JORA 1969, p.1254

.Décret n°69-208 du 26 Décembre 1969, portant création du Commissariat de mise en valeur de la région du Hodna
JORA 1969, p.1254

.Décret n°69-209 du 26 Décembre 1969, portant création du Commissariat de mise en valeur de la région de Zériba
JORA 1969, p.1254

MINISTERE DES FINANCES1. Etablissements publics à caractère industriel et commercialBCA Banque centrale d'Algérie

.Loi n°62-144 du 13 Décembre 1962, portant création et fixant les statuts de la BCA

JORA 1962, p.110

.Loi n°62-156 du 31 Décembre 1962, fixant le capital de la BCA

JORA 1963, p.18

.Ordonnance n°69-87 du 21 Octobre 1969, portant dévolution à la BCA des biens mobiliers et immobiliers appartenant à l'Etat

JORA 1969, p.1056

CNEP Caisse nationale d'épargne et de prévoyance

.Décret n°63-117 du 17 Avril 1963, portant fusion de la Caisse saharienne de solidarité avec la Caisse de solidarité des départements et des communes

JORA 1963, p.356

.Décret n°63-122 du 13 Avril 1963, modifiant la décision n°49-061 homologuée par le Décret du 2 Août 1949, portant réforme de la Caisse de solidarité des départements et des communes d'Algérie et érigeant cette Caisse en établissement public de l'Algérie

JORA 1963, p.357

.Loi n°64-227 du 10 Août 1964, portant création et fixant les statuts de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP)

JORA 1964, p.398

.Ordonnance n°67-158 du 15 Août 1967, modifiant et complétant la Loi n°64-227 du 10 Août 1964, portant création et fixant les statuts de la CNEP

JORA 1967, p.718

Banque algérienne de développement

.Loi n°63-165 du 7 Mai 1963, portant création et fixant les statuts de la Caisse algérienne de développement

JORA 1963, p.418

.Ordonnance n°72-26 du 7 Juin 1972, portant changement de dénomination de la Caisse algérienne de développement

JORA 1972, p.358

.Décret n°63-182 du 16 Mai 1963, confiant à la Caisse algérienne de développement la gestion financière du programme d'équipement public de l'Algérie

JORA 1963, p.502

CAAR Caisse algérienne d'assurance et de réassurance

.Loi n° 63-197 du 8 Juin 1963, portant institution de la réassurance légale et création de la CAAR

JORA 1963, p.614

.Arrêté du 12 Décembre 1963, relatif à l'agrément de la Société algérienne d'assurances

JORA 1963, p.1310

.Arrêté du 26 Février 1964, autorisant la CAAR à traiter toutes opérations d'assurances

JORA 1964, p.307

- Compagnie centrale de réassurance

- .Ordonnance n°73-54 du 1er Octobre 1973, portant création de la Compagnie centrale de réassurance et approbation de ses statuts
JORA 1973, p.974
- .Arrêté du 5 Décembre 1973, fixant les modalités de transfert des portefeuilles de réassurance à la Compagnie centrale de réassurance
JORA 1974, p.284
- .Décret n°74-50 du 31 Janvier 1974, portant cessation des activités de réassurances avec l'étranger exercés par les compagnies nationales d'assurance et transfert de ces activités à la Compagnie centrale de réassurance
JORA 1974, p.190

3. Sociétés nationales

- CPA Crédit populaire d'Algérie

- .Décret n°63-13 du 9 Janvier 1963, portant organisation du Crédit populaire
JORA 1963, p.63
- .Ordonnance n°66-366 du 29 Décembre 1966, portant création du Crédit populaire d'Algérie (CPA)
JORA 1966, p.1304
- .Ordonnance n°67-78 du 11 Mai 1967, relative aux statuts du CPA
JORA 1967, p.386 (rectificatif JORA 1967, p.430)
- .Arrêté du 14 Septembre 1967, habilitant le CPA à intervenir dans le financement des ventes à tempérament
JORA 1967, p.838
- .Arrêté du 24 Mai 1975, autorisant le CPA à porter son capital de quarante cinq millions à quatre vingt cinq millions de dinars algériens
JORA 1975, p.1042

- BNA Banque nationale d'Algérie

- .Ordonnance n°66-178 du 18 Juin 1966, portant création et fixant les statuts de la BNA
JORA 1966, p.582
- .Arrêté du 25 Novembre 1972, portant augmentation du capital de la BNA
JORA 1973, p.526
- .Arrêté du 31 Décembre 1973, portant augmentation du capital de la BNA
JORA 1974, p.358
- .Arrêté du 10 Septembre 1975, autorisant la BNA à porter son capital de cents millions à cent cinquante millions de dinars algériens
JORA 1975, p.966

- BEA Banque extérieure d'Algérie

- .Ordonnance n°67-204 du 1er Octobre 1967, portant création de la BEA
JORA 1967, p.866
- .Arrêté du 6 Juin 1972, approuvant la délibération du Conseil de direction de la BEA du 25 Mai 1972 portant augmentation du capital de la banque de vingt à trente six millions de dinars algériens
JORA 1972, p.812

- .Arrêté du 6 Juin 1973, autorisant la BEA à porter son capital de trente six millions à soixante millions de dinars algériens
JORA 1973, p.319
- .Arrêté du 20 Mai 1974, autorisant la BEA à porter son capital de soixante à cent dix millions de dinars algériens
JORA 1974, p.578

Société nationale de comptabilité

- .Ordonnance n°67-205 du 7 Octobre 1967, portant création de la Société nationale de comptabilité
JORA 1967, p.887

Agence nationale pour la distribution et la transformation de l'or et des autres métaux précieux

- .Ordonnance n°70-6 du 16 Janvier 1970, portant création et fixant les statuts de l'Agence nationale pour la distribution et la transformation de l'or et des autres métaux précieux
JORA 1970, p.99

SONATMAG Société nationale de transit et de magasins généraux

- .Ordonnance n°70-12 du 22 Janvier 1970, portant création de la SONATMAG
JORA 1970, p.110
- .Ordonnance n°70-58 du 6 Août 1970, portant modification des statuts de la SONATMAG
JORA 1970, p.791

MINISTERE DU TOURISMEA. Etablissements publics à caractère industriel et commercial- ONAT Office national algérien du tourisme

.Ordonnance n°62-027 du 25 Août 1962, portant création de l'ONAT
JORA 1962, p.107

.Décret n°62-553 du 22 Septembre 1962, portant organisation administrative
et financière de l'ONAT
JORA 1962, p.283

.Décret n°63-75 du 4 Mars 1963, modifiant l'Ordonnance n°62-027 du 25 Août 1962
portant création de l'ONAT
JORA 1963, p.268

.Décret n°64-277 du 3 Septembre 1964, modifiant le Décret n°63-75 du 4 Mars
1963 relatif à l'ONAT
JORA 1964, p.1035

.Ordonnance n°70-7 du 16 Janvier 1970, approuvant les statuts de l'ONAT
JORA 1970, p.101

- Centres de formation hôtelière

.Ordonnance n°69-92 du 14 Novembre 1969, portant création et statut de deux
centres de formation hôtelière
JORA 1969, p.1134

B. Sociétés nationales- ATA Agence touristique algérienne

.Ordonnance n°68-134 du 13 Mai 1968, portant création de l'ATA
JORA 1968, p.768

- SONATHERM Société nationale algérienne de thermalisme

.Ordonnance n°70-8 du 16 Janvier 1970, portant création de la SONATHERM
JORA 1970, p.103

- SONATOIR Société nationale algérienne de tourisme et d'hôtellerie

.Ordonnance n°70-9 du 16 Janvier 1970, portant création de la SONATOIR
JORA 1970, p.105.

Etablissements publics à caractère industriel et commercial

ONP Office nationl des ports

Arrêté du 22 Août 1962, portant application du régime de l'autonomie au port d'Alger

JOEA 1962, p.212

Décret n°62-548 du 18 Septembre 1962, portant modification du Décret n°62-205 du 21 Février 1962, instituant le régime des ports autonomes en Algérie

JOEA 1962, p.332

Décret n°63-442 du 9 Novembre 1963, définissant le régime spécial des ports autonomes

JORA 1963, p.II25

Décret n°63-443 du 9 Novembre 1963, portant application du Décret n°63-442 du 9 Novembre 1963, définissant le régime spécial des ports autonomes

JORA 1963, p.II28

Décret n°63-444 du 9 Novembre 1963, portant modification du Décret n°62-268 du 12 Mars 1962, instituant le régime d'autonomie au port d'Alger

JORA 1963, p.I233

Décret n°63-445 du 9 Novembre 1963, portant modification du Décret n°62-269 du 12 Mars 1962, instituant le régime d'autonomie au port d'Oran-Arzew

JORA 1963, p.I234

Décret n°63-446 du 9 Novembre 1963, portant modification du Décret n°62-270 du 12 Mars 1962, instituant le régime de l'autonomie au port de Bône

JORA 1963, p.I235

Ordonnance n°71-29 du 13 Mai 1971, portant création de l'ONP

JORA 1971, p.322

ENEMA Etablissement national pour l'exploitation météorologique et aéronautique

Décret n°63-329 du 10 Septembre 1963, portant création de l'Etablissement public "Les aéroports d'Algérie"

JORA 1963, p.921

Décret n°63-330 du 10 Septembre 1963, portant organisation administrative et financière de l'établissement public "Les aéroports d'Algérie"

JORA 1963, p.922

Décret n°63-331 du 10 Septembre 1963, portant désignation des aéroports et aérodromes faisant partie de l'établissement public, "Les aéroports d'Algérie"

JORA 1963, p.927

Décret n°63-366 du 14 Septembre 1963, modifiant le Décret n°63-330 du 10 Septembre 1963, portant organisation administrative et financière de l'établissement public "Les aéroports d'Algérie"

JORA 1963, p.970

Ordonnance n°68-643 du 26 Décembre 1968, portant création de l'ENEMA

JORA 1969, p.IO

- Office algérien des pêches

.Loi n°63-275 du 26 Juillet 1963, portant création de l'Office national des pêches
JORA 1963, p.773

.Décret n°63-487 du 28 Décembre 1963, portant application de la Loi n°63-275 du 26 Juillet 1963, portant création de l'Office national des pêches
JORA 1964, p.4

.Ordonnance n°69-95 du 24 Novembre 1969, portant création de l'Office algérien des pêches
JORA 1969, p.II42

3. Les sociétés nationales

- Les transports et travaux ferroviaires

.Décret n°63-183 du 16 Mai 1963, approuvant les modifications statutaires de la Société nationale des chemins de fer algériens
JORA 1963, p.542

.Ordonnance n°76-28 du 25 Mars 1976, portant création de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF)
JORA 1976, p.302

.Ordonnance n°76-30 du 25 Mars 1976, portant création de la SNERIF
JORA 1976, p.308

- Les transports routiers

.Loi n°63-283 du 1er Août 1963, portant création d'un Office national des transports (ONT)
JORA 1963, p.782

.Décret n°63-429 du 7 Novembre 1963, relatif à l'organisation et aux attributions de l'ONT
JORA 1963, p.II46

.Ordonnance n°67-38 du 27 Mars 1967, portant création de la Société nationale de transports routiers (SNTR)
JORA 1967, p.266

.Ordonnance n°71-73 bis du 13 Novembre 1971, portant création de la Société nationale des transports de voyageurs (SNTV)
JORA 1972, p.2

- SNAN Compagnie nationale algérienne de navigation

.Décret n°63-489 du 31 Décembre 1963, portant agrément de la Compagnie nationale de navigation et approuvant ses statuts
JORA 1964, p.46

.Décret n°65-86 du 24 Mars 1965 modifiant le Décret n°63-489 du 31 Décembre 1963, portant agrément de la Compagnie nationale algérienne de navigation et approuvant ses statuts
JORA 1965, p.276

.Ordonnance n°67-77 du 11 Mai 1967, portant modification des statuts de la CN
JORA 1967, p.402.

AIR ALGERIE Compagnie nationale de transport aérien

- .Décret n°65-47 du 13 Février 1965, relatif au contrôle technique, économique et financier de la Compagnie générale de transport aérien "Air Algérie"
JORA 1965, p.195
 - .Ordonnance n°68-56 du 5 Mars 1968, portant définition des pouvoirs de tutelle et de contrôle de l'Etat sur la compagnie nationale "Air Algérie"
JORA 1968, p.215
 - .Ordonnance n°69-16 du 3 Avril 1969, modifiant l'article 6 de l'Ordonnance n°68-56 portant définition des pouvoirs de tutelle et de contrôle de l'Etat sur la compagnie nationale "Air Algérie", JORA 1969, p.226.
 - .Arrêté du 14 Novembre 1969, portant modification de l'effectif et de la composition du conseil d'administration de la compagnie nationale "Air Algérie"
JORA 1969, p.142
 - .Décret n°70-218 du 25 Décembre 1970, portant approbation des statuts de la compagnie nationale "Air Algérie"
JORA 1970, p.1258
 - .Ordonnance n°75-39 du 17 Juin 1975, portant approbation des statuts de l'entreprise socialiste dénommée "Société nationale de transports et de travail aériens (AIR ALGERIE)".
JORA 1975, p.254.
-
- .Ordonnance n°68-65 du 8 Mars 1968, portant création d'une Société de travail aérien (STA)
JORA 1968, p.226
 - .Arrêté interministériel du 24 Avril 1968, fixant la dotation de la STA
JORA 1968, p.359
 - .Ordonnance n°74-6 du 30 Janvier 1974, portant dissolution de la STA et transfert de son patrimoine à la compagnie nationale AIR ALGERIE.
JORA 1974, p.86

SONAMA Société nationale de manutention

- .Ordonnance n°71-16 du 9 Avril 1971, portant création de la SONAMA
JORA 1971, p.386
- .Ordonnance n°74-49 du 17 Avril 1974, portant intégration des ouvriers dockers à la SONAMA
JORA 1974, p.384

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICSA. Etablissements publics à caractère industriel et commercial- CADAT Caisse algérienne d'aménagement du territoire

.Décret n°63-217 du 18 Juin 1963, relatif à la composition du Conseil de surveillance et du Conseil d'administration de la CADAT
JORA 1963, p.672

- ETAU Bureau central d'études de travaux publics, d'architecture et d'urbanisme

.Ordonnance n°68-12 du 23 Janvier 1968, portant création et fixant les statuts de l'ETAU
JORA 1968, p.122

- Laboratoire national des travaux publics et du bâtiment

.Ordonnance n°68-381 du 3 Juin 1968, portant création et fixant les statuts du Laboratoire national des travaux publics et du bâtiment
JORA 1968, p.769

- CTC Organisme de contrôle technique de la construction

.Ordonnance n°71-85 bis du 29 Décembre 1971, portant création et fixant les statuts du CTC
JORA 1972, p.30

- CNAT Centre national d'études et d'animation de l'entreprise de travaux

.Ordonnance n°74-51 du 25 Avril 1974, portant création et statuts du CNAT
JORA 1974, p.384

B. Sociétés nationales- Société nationale de construction et des travaux publics

.Décret n°64-217 du 3 Août 1964, autorisant la création et approuvant les statuts de la Société nationale de construction et des travaux publics
JORA 1964, p.890

- SONATIBA Société nationale de travaux d'infrastructure et du bâtiment

.Ordonnance n°66-47 du 21 Février 1966, portant création et approuvant les statuts de la SONATIBA
JORA 1966, p.166

- SONATRO Société nationale de travaux routiers

.Ordonnance n°68-41 du 8 Février 1968, portant création et approuvant les statuts de la SONATRO
JORA 1968, p.158

SONATRAM Société nationale de travaux maritimes

.Ordonnance n°70-47 du 12 Juin 1970, portant création et approuvant les statuts de la SONATRAM

JORA 1970, p.638

.Ordonnance n°73-18 du 3 Avril 1973, modifiant l'Ordonnance n°70-47 du 12 Juin 1970, portant création de la SONATRAM

JORA 1973, p.348

SNBTRAPAL Société nationale de batiment et de travaux publics d'Alger

.Ordonnance n°74-76 du 12 Juillet 1974, fixant les statuts de la SNB.TRAPAL

JORA 1974, p.662

SNBTRAPCO Société nationale de batiment et de travaux publics de Constantine

.Ordonnance n°74-77 du 12 Juillet 1974, fixant les statuts de la SNB TRAPCO

JORA 1974, p.677

SECRETARIAT D'ETAT A L'HYDRAULIQUE

A. Etablissements publics à caractère industriel et commercial

- BNEH Bureau national d'études hydrotechniques

.Ordonnance n°74-34 du 25 Avril 1974, portant création du BNEH
JORA 1974, p.398

- ONAMHYD Office national du matériel hydraulique

.Ordonnance n°75-16 du 27 Février 1975, portant création de l'ONAMHYD
JORA 1975, p.248

B. Sociétés nationales

- SONAGTHER Société nationale des grands travaux hydrauliques et d'équipement rural

.Ordonnance n°68-40 du 8 Février 1968, portant création et approuvant les statuts de la Société nationale de travaux d'hydraulique (SONATHEYD)
JORA 1968, p.145 (tutelle initiale du Ministère des Travaux Publics)

.Ordonnance n°71-43 du 17 Juin 1971, portant dissolution de la SONATHEYD
JORA 1971, p.586

.Ordonnance n°71-44 du 17 Juin 1971, portant création de la Société nationale des grands travaux hydrauliques et d'équipement rural (SONAGTHER)
JORA 1971, p.587

- SONADE Société nationale de distribution d'eau potable et industrielle

.Ordonnance n°70-82 du 23 Novembre 1970, portant création et approuvant les statuts de la SONADE
JORA 1970, p.1154

.Ordonnance n°74-1 du 16 Janvier 1974, modifiant l'Ordonnance n°70-82 du 23 Novembre 1970, portant création de la SONADE
JORA 1974, p.78

- SNREAH Société nationale de recherche d'eau et d'aménagement hydraulique

.Ordonnance n°74-96 du 1er Octobre 1974, portant création de la SNREAH
JORA 1974, p.878

MINISTERE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALESEtablissement public à caractère administratifONAMO Office national de main-d'oeuvre

Décret n°62-99 du 29 Novembre 1962, portant création de l'ONAMO
JORA 1962, p.76

Décret n°63-153 du 25 Avril 1963, relatif au contrôle de l'emploi et au
placement des travailleurs
JORA 1963, p.407

Etablissement public à caractère industriel et commercialONIMET Organisme national inter-entreprises de médecine du travail

Ordonnance n°74-65 du 10 Juin 1974, portant création de l'ONIMET
JORA 1974, p.351

Etablissement public non autrement qualifiéOrganismes de sécurité sociale

Décret n°64-364 du 31 Décembre 1964, portant création d'une Caisse nationale
de sécurité sociale
JORA 1965, p.18

Ordonnance n°74-7 du 30 Janvier 1974, portant transfert à la Caisse de
sécurité sociale des fonctionnaires; de certaines attributions exercées en
matière de sécurité sociale par la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance
JORA 1974, p.86

Ordonnance n°74-8 du 30 Janvier 1974, relative à la tutelle des organismes
de sécurité sociale
JORA 1974, p.87.

SECRETARIAT D'ETAT AU PLANEtablissement public à caractère administratifCNI Commissariat national à l'informatique

Ordonnance n°69-101 du 26 Décembre 1969, portant création du CNI
JORA 1970, p.98

Sociétés nationalesECOTEC Bureau national d'études économiques et techniques

Ordonnance n° 67-170 du 31 Août 1967, portant création de l'ECOTEC
JORA 1967, p.794.

A. Etablissement public à caractère industriel et commercial

- ONTE Office national des travaux éducatifs

.Ordonnance n°73-17 du 3 Avril 1973, portant création de l'ONTE
JORA 1973, p.347.

MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

A. Société nationale

- SONATITE Société nationale des travaux d'infrastructure des télécommunication

.Ordonnance n°71-19 du 9 Avril 1971, portant création de la SONATITE
JORA 1971, p.388

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

A. Etablissement public à caractère industriel et commercial

- PSA Pari sportif algérien

.Ordonnance n°66-314 du 14 Octobre 1966, portant création du PSA
JORA 1966, p.1052

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

A. Etablissement public à caractère industriel et commercial

- OPU Office des publications universitaires

.Ordonnance n°73-60 du 21 Novembre 1973, portant création de l'OPU
JORA 1973, p.IIIO.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

A. Etablissement public à caractère industriel et commercial

- OPGI Offices de promotion et de gestion immobilière

.Ordonnance n°74-63 du 10 Juin 1974, portant création et fixant les statuts
de l'OPGI
JORA 1974, p.550.

ANNEXE III - LE REGIME DES ENTREPRISES PRIVEES

LES DEUX CODES DES INVESTISSEMENTS

1 - LE CODE DE 1963

- Loi n°63-277 du 26 Juillet 1963, portant Code des investissements
JORA 1963, p.774.

2 - LE CODE DE 1966 ET LES TEXTES D'APPLICATION

- Ordonnance n°66-284 du 15 Septembre 1966, portant Code des investissements
JORA 1966, p.901.
- Décret n°67-42 du 9 Mars 1967, portant organisation et fonctionnement de la
Commission nationale des investissements
JORA 1967, p.240.
- Arrêté du 12 Mars 1967, portant création, organisation et fonctionnement des
Commissions régionales d'investissements d'Alger, d'Oran et de Constantine
JORA 1967, p.277.
- Arrêté du 31 Mars 1967, fixant la forme et les modalités de dépôts des demande
d'agrément au Code des investissements
JORA 1967, p.298.
- Ordonnance n°68-35 du 23 Avril 1968, complétant l'Ordonnance n°66-284 du
15 Septembre 1966, portant Code des investissements
JORA 1968, p.342.
- Ordonnance n°69-107 du 31 Décembre 1969, portant Loi de finances pour 1970,
article 40 et 41, JORA 1969, p.1262.
- Arrêté du 20 Juillet 1970, relatif au transfert de bénéfices provenant de
capitaux investis en Algérie par des personnes de nationalité étrangère
dans le cadre du Code des investissements
JORA 1970, p.843
- Arrêté du 20 Juillet 1970, relatif au transfert du produit de la liquidation
des investissements réalisés dans le cadre du Code des investissements du
15 Septembre 1966
JORA 1970, p.857

Arrêté du 10 Décembre 1970, modifiant l'arrêté du 20 Juillet 1970, relatif au transfert du produit de la liquidation des investissements du 15 Septembre 1966, JORA 1971, p.99.

Arrêté du 10 Décembre 1970, modifiant l'Arrêté du 20 Juillet 1970, relatif au transfert des bénéfices provenant des capitaux investis en Algérie par des personnes de nationalité étrangère dans le cadre du Code des investissements JORA 1971, p.99.

Ordonnance n°71-46 du 30 Juin 1971, complétant l'Ordonnance n° 66-284 du 15 Septembre 1966 portant Code des investissements JORA 1971, p.734.

Ordonnance n°72-68 du 29 Décembre 1972, portant Loi de finances pour 1973, article 26, JORA 1972, p.1362.

L'AGREMENT DES ENTREPRISES PRIVEES AU TITRE
DES DEUX CODES DES INVESTISSEMENTS (1963 et 1966)

Année 1965

- Arrêtés interministériels du 29 Novembre et du 2 Décembre 1965, portant agrément de :
 - . la Société SOSPECI
 - . la Compagnie algérienne de fabrication industrielle de la chaussure (CAFIC)
- JORA 1965, p.1209, et s.

Année 1966

- Arrêté interministériel du 8 Juin 1966, portant agrément du :
 - . Comptoir industriel de confection
- JORA 1966, p.839.

Année 1967

- Arrêtés interministériels du 17 Août 1967, portant agrément de :
 - . la Société industrielle du papier (SIP)
 - . la SNTA-Bamgartner S.A
 - . la société algérienne des mousses Pleyel Algérie (SAMPA)
 - . la Société nouvelle de fermetures Mischler de l'Afrique du Nord
 - . la Société algérienne des matières plastiques "Le tigre africain"
 - . la Société d'application d'elastomères S.A.R.L
 - . la Société S.A.R.L "Etablissements MOULA"
- JORA 1967, p.848, et s.
- Arrêtés interministériels du 4 Décembre 1967, portant agrément de :
 - . la Société algérienne d'équipement pour collectivités
 - . la Société algérienne de textiles
 - . La Société algérienne de papier et cartonnages (SALPAC)
 - . la Société de tissage Maghrebin (SOTIMA)
 - . la Société algérienne du complexe industriel de papeterie (SACIP)
- JORA 1967, p.1131, et s.

Année 1968

- Arrêtés interministériels du 12 Février 1968, portant agrément de :
 - . la Société algérienne des fours Bongard
 - . la Société Algérie-Crème
 - . la Société bonneterie CIRTÀ
 - . la Société Zerhouni et Cie
 - . la Société confiserie chocolaterie CIRTÀ
 - . la Société industrielle fromagère algérienne (SIFA)
 - . la Société industrielle de transformation du cuir algérien (SITCA)
 - . la Société algérienne des piles électriques
 - . la Société Mahieddine
 - . la Cie de réalisations industrielles du Sud-algérien
 - . la Société manufacture de bonneterie et confection
- JORA 1968, p.190 et s.

Arrêtés interministériels du 2 Octobre 1968, portant agrément de :

- . la Société algérienne d'articles de voyage (SAFAV)
- . la Société "Le Relais Saharien"
- . la Société algérienne de fabrication électro-mécanique (SOFEM)
- . la Société des Ets Bessaïh
- . la Société Bennacer
- . la Société algérienne de tissage, teinture, impression (SATTI)
- . la Société Inovac-Afrique
- . la Société Tissages modernes d'Algérie
- . la Société Radici et Cie
- . la Société de tricotage algérois (TRICAL)
- . la Société "Ets Henri Machat S.A"
- . la Société Mitidja-Textiles (MITEX)
- . la Société industrielle pour le développement de la sécurité en Algérie (SIDE)
- . la Société industrielle de rechapage et de caoutchouc manufacturé (SIRCAM)
- . la Société algérienne des conserves alimentaires (SACA)
- . la Société algérienne des matières plastiques
- . la Société Conserveries du Sahel algérien (CSA)
- . la Société Newton-Algérie
- . la Société MALBROM
- . la Société algérienne de fabrication des encres
- . la Société Cie industrielle algérienne des plastiques et métaux (CIJA)
- . la Société constantinoise d'équipement électrique
- . la Société SNC Benourdja et Ouslimani, fabrique algérienne de bonneterie
- . la Société algérienne de fabrication de cordes et ficelles
- . la Société manufacture de tissu-maille
- . la Société algérienne de fabrication d'articles chaussants (SAFAC)

JORA 1968, p.1356 et s.

Arrêtés interministériels du 8 Octobre 1968, portant agrément de :

- . la Société SNC Bouighi et Cie "SONTRAS"
- . la Société tissage mécanique de couvertures et de bâches (TISCOBA)
- . la Société algérienne de fabrication d'appareils ménagers (SAFAM)
- . la Société Constructions métalliques et emboutissages (CME)
- . la Société oranaise de textiles
- . la Société industrielle de fabrication de textiles (SIFATEX)
- . la Société Dary
- . la Société Promaco-Algérie
- . la Société algérienne de tricotage (SATRI)
- . la Société SNC Lemguered et Cie
- . la Société Ateliers de découpage, d'emboutissage de précision (ADEP)
- . la Société Alger-Inox
- . la Société du Biais algérois (SOBIAL)
- . la Société fabrication algérienne de chaussures vulcanisées (FACV)
- . la Société SNC Guers et Cie (ARUTEX)
- . la Société Universal-Algérie
- . la Société confection algérienne de chemiserie
- . la Société Cie algérienne de manufacture de meubles (COALMA)
- . la Société des textiles algériens
- . la Société les Ets ZANONE
- . la Société algérienne de bonneterie et de maille (SABM)
- . la Société de tissage et d'impression du Maghreb (STIM)

JORA 1969, p. 34 et s.

- Arrêtés interministériels du 16 Juin 1969, portant agrément de :
- . la Société algérienne des Ets Carrères "SADEC"
 - . la Société algérienne pour le matériel et papier Diazo "SAMPAD"
 - . la Société fabrication algérienne de lainage et tricotés "FAL"
 - . la Société "SINARLA"
 - . la Société tricotages modernes (TRICOMODE)
 - . la Société tissage des cardés de l'Oranie
 - . la Société manufacture algérienne de pansements adhésifs et compresses
 - . la Société Librairie, papeterie, imprimerie "EL BAATH"
 - . la Société manufacture algérienne de tissus
 - . la Société industrie de tricotage et confection
 - . la Société enduction algérienne "ENDUCTAL"
 - . la Société de tissage algérien du littoral (STAL)
 - . la Société algérienne des matelas ATLAS
 - . la Société manufacture de tissage et bonneterie
 - . la Société tissages modernes sétifiens (TMS)
 - . la Société des applications modernes du latex (AMOLA)
 - . la Société Ets Hamila
 - . la Société algérienne de velours et d'ameublement
 - . la Société Aslaoui et Frères
 - . la Société Bencherrif Madani et Frères
 - . la Société Hunga-Algérie
 - . la Société industrielle alimentaire et commerciale de Tabainet (SIACTA)
 - . la Société des éponges
 - . la Société nouvelle de tricotage
 - . la Société de tricotage Marie-Louise
 - . la Société fabrique métallurgique de l'Oasis (FAMO)
 - . la Société Radici et Cie
 - . la Société Ruberoid
 - . la Société Seddiki Frères
 - . la Société Slimani Aïssa et Cie
 - . la Société Union Africaine des textiles (UAT)
 - . la Société Brode-mail
 - . la Société centrale constantinoise d'ameublement et de literie
 - . la Société des textiles algériens (STA)
 - . la Société Titteri-Textiles (TITEX)
 - . la Société "La fleur du jour"
 - . la Société O.K
 - . la Société fromagerie de la Mitidja
 - . la Société Fabrique algérienne des simili-cuirs
 - . la Société Cie générale de la chaussure
 - . la Société Karadja
 - . la Société "Le Bélvédère"
 - . la Société Laiterie Mouzaoui Frères
 - . la Société Manufacture de chaussures oranaises "Lion Africain"
 - . la Société Amar Taleb et Mahmoud Algérie "ATEMA"
 - . la Société Boutonnerie Brahim
 - . la Société Triveval
 - . la Société GRANITEX
 - . la Société algérienne de lampes autos (SAFLA)
 - . la Société de tissage "Le rouet"

JORA 1969, p.918 et s.

gée 1970

Arrêtés interministériels des 16 Juin 1969 et 30 Janvier 1970, portant agrément de :

- . la Société industrie lingerie intime (ILI)
- . la Société fabrique, tissage et confection (FASTICO)
- . la Société Chocolats de luxe (Chocolux)
- . la Société industrielle d'articles métalliques (SIAM)
- . la Société algérienne de fabrication d'appareils électriques (SAFAE)
- . la Société Zémir et Cie
- . la Société blidéenne industrielle des textiles (SOBITEK)
- . la Société Tissage du grand Maghreb (TGM)
- . la Société algérienne de distribution (ALDIS)
- . la Société "MAIL" or
- . la Société Algérie tissage coton (ALTICO)
- . la Société algérienne centrale de textiles (SCAT)
- . la Société Fabrication saharienne des textiles
- . la Société de tricotage et textiles (TRICOTEX)
- . la Société "Aïssa Sami"
- . la Société algérienne des plastiques par enduction et calandrage (SAPEC)
- . la Société Industrie dattière d'Oued Zrir (IDOZ)
- . la Société Comptoir textiles de Mouzaia (CTM)
- . la Société algérienne des maillages et de galvanisation
- . la Société Tissages modernes des Issers (TMI)
- . la Société Tissages de l'Est algérien (TEA)
- . la Société SUCROFRUIT
- . la Société SUPERDRAP
- . la Société algérienne d'ameublement moderne (SADAM)
- . la Société Bébé Confort
- . la Société algérienne de métiers à crochet (SAMAC)
- . la Société algérienne de mousse plastique et dérivés (SAMPLAS)
- . la Société algérienne de fabrication d'appareils réfrigérants (SAFAR)
- . la Société Les Mosaïques du M'Zab
- . la Société industrielle d'optique et de lunetterie (SIOLA)
- . la Société "BECUWE-Algérie"
- . la Société Fabrication algérienne de papier hygiénique, tressage et impressio (FAPATRIM)
- . la Société Chocolaterie Méditerranéenne
- . la Société Céramiques des Oasis Bounoura

JORA 1970, p.246 et s.

Arrêté interministériel du 28 Octobre 1970, portant agrément de :

- . la Société "Globe Universal Sciences"

JORA 1970, p.554

Arrêté interministériel du 6 Novembre 1970, portant agrément de :

- . la Société algérienne de services pétroliers "ALTEST"

JORA 1970, p.III4

Arrêté interministériel du 25 Novembre 1970, portant agrément de :

- . la Société Cie de fabrication de moquettes et des industries textiles (COFAMITEX)

JORA 1970, p.I234.

- Arrêtés interministériels du 28 Décembre 1970, portant agrément de :

- . la Société d'optique algérienne "SOPAL"
- . la Société Cie industrielle des caoutchouc et plastiques
- . la Société industrielle de fabrication de textiles éponges "SIFTE"
- . la Société d'impression et teinture algérienne "IMPRETAL"
- . la Société de manufacture de parapluies et parasols
- . la Société industrielle de lingerie et bonneterie "STILBO"
- . la Société de dentellerie des Oasis
- . la Société investissements Ben Mansour
- . la Société Oranaise de lacets et cordons "SOFILAC"
- . la Société Algérie-Mailles
- . la Société algérienne de fabrication de produits autocollants "SAFPAC"
- . la Société de tricotage et tissage Feknous Frères
- . la Société de fabrication d'articles métalliques "SOFAM"
- . la Société algérienne de papier carbone
- . la Société fabrique de vêtements d'enfants et de layette (FAVEL)
- . la Société Ould Braham et Cie (OBC)
- . la Société de tricotage mécanique "TRIMECA"
- . la Société de biscuiterie El Djazair
- . la Société Hamitou et Fils
- . la Société Afrique Mailles
- . la Société de filatures de fibres artificiels et synthétiques (FILMATEX)
- . la Société de tissages des Oualis de Berriane "TOB"
- . la Société industrielle des plastiques d'Algérie "SIPA"
- . la Société de tissage et manutention de velours "TIMAVE"
- . la Société de filatures et teinturerie du Sahara
- . la Société de teinturerie et impressions Nord-Africaine (SOTINAF)
- . la Société de tissages algériens de haute nouveauté (THAN)
- . la Société de manufacture Saharienne de confection et layette (MSCL)
- . la Société de fabrique d'emballages et articles en plastique des Oasis "FEAL"
- . la Société de tricotage industriel Maghrébin (TIM)
- . la Société commerciale et industrielle "Le rossignol"
- . la Société Alger-Lumière
- . la Société nouvelle de tissages (SNT)
- . la Société de fabrique Saharienne de vis et pointes (FASAVIS)
- . la Société de confection demi-mesures
- . la Société anonyme Polyéthylène
- . la Société Panaboïs
- . la Société EL AMAL
- . la Société Médéenne de tissage de velours (SMTV)
- . la Société algérienne de tissage métallique (SOALTIM)
- . la Société des Ets Bouar et Fils
- . la Société de fabrique Sud-Algérienne de confection
- . la Société algérienne des emballages plastiques

JORA 1971, p.179 et s.

Année 1971

- Arrêté interministériel du 8 Novembre 1971, rapportant l'arrêté interministériel du 12 Février 1968, portant agrément de la Société algérienne des piles électriques (SAPILE)
JORA 1971, p.1399.

- Arrêté interministériel du 8 Novembre 1971 rapportant l'arrêté interministériel du 2 Octobre 1968, portant agrément de la Société algérienne de tissage, teinturerie, impression (SATTI)

JORA 1971, p.1399.

Arrêtés interministériels du 10 Novembre 1971, portant agrément de :

- . la Société anonyme "Manufacture algérienne de cosmétiques" (MALCOM)
- . la Société "ABRASAFRIC"
- . la Société "ALGERIE-CRAYONS"
- . la Société "Groupe alimentaire des légumes et moutardes algériens" (GALMA)
- . la Société "Ateliers mécaniques algériens" (AMA)
- . la Société mixte de travaux électriques (TRAVELEC)
- . la Société d'Etudes et de réalisations industrielles et commerciales (CERIC)
- . la Société "BISCOPIN"
- . la Société Batnéenne de constructions métalliques (SOBAMETAL)
- . la Société mixte d'Etudes et de réalisations industrielles du gaz (SERIG)

JORA 1972, p.198 et s.

année 1972

Arrêté interministériel du 18 Janvier 1972, portant agrément de :

- . la Société "Cie industrielle des filatures algériennes" (CIFA)

JORA 1972, p.209.

année 1973

Arrêté interministériel du 13 Mars 1973, portant agrément de :

- . la Société "SIOBASA"

JORA 1973, p.970.

Arrêté interministériel du 26 Avril 1973, portant agrément de :

- . la Société "Boutonnerie Brahima (BB)"

JORA 1973, p.509.

Arrêté interministériel du 21 Septembre 1973, portant agrément de :

- . la Société mixte algérienne des machines outils (ALMO)

JORA 1973, p.1005.

Arrêté interministériel du 19 Octobre 1973, portant agrément de :

- . la Société Conserverie des Aurès Annaba (CAA)

JORA 1973, p.1035.

année 1974

Arrêté interministériel du 21 Janvier 1974, portant agrément de :

- . la Société anonyme "Draperie modernes algériennes" (DRAMA)

JORA 1974, p.222.

Arrêté interministériel du 8 Janvier 1974, portant agrément de :

- . la Société "S.A Algérienne Pavailier"

JORA 1974, p. 269.

Arrêté interministériel du 17 Septembre 1974, modifiant le 2° alinéa de l'arrêté interministériel du 21 Janvier 1974, portant agrément de :

- . la Société anonyme "Draperies modernes algériennes" (DRAMA)

JORA 1974, p.851.

Année 1975

- Arrêté interministériel du 18 Janvier 1975, portant agrément de :
 - . la Société PROMETAL

JORA 1975, p.341.

- Arrêté interministériel du 13 Mai 1975, portant agrément de :
 - . la Société Industrie de rubans adhésifs et couvertures industrielles manufacture algérienne "IRACIMA"

JORA 1975, p.536.

NOMINATION DE COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT

57.-

AUPRES DES ENTREPRISES PRIVEES

- Décret n° 64-128 du 15 Avril 1964, fixant les conditions de désignation et les attributions des Commissaires du Gouvernement, auprès des sociétés privées
JORA 1964, p.460.
- Décret n° 65-90 du 3 Avril 1965, modifiant le Décret n°64-128 du 15 Avril 64 fixant les conditions de désignation et les attributions des Commissaires du Gouvernement auprès des sociétés privées
JORA 1965, p.306.

Année 1964

- Arrêté du 3 Mars 1964, portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . la S.A Société nouvelle des comptoirs NumidiensJORA 1964, p.351.
- Arrêté du 2 Avril 1964, portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . la Société Méditerranéenne de matériaux à Constantine
 - . la Société Tuilerie de l'Est algérien (TULESTAL) à AnnabaJORA 1964, p.458.
- Arrêté du 16 Avril 1964, portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . Comité de la Foire Internationale d'AlgerJORA 1964, p.520.
- Arrêté du 21 Avril 1964, portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . la Société commerciale Ets du Globe à ConstantineJORA 1964, p.530.
- Arrêté du 26 Juillet 1964, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . la Briqueterie Torelli FrèresJORA 1964, p.844.
- Arrêté du 5 Août 1964, désignant deux Commissaires du Gouvernement auprès de :
 - . la Cie algérienne de diffusion automobileJORA 1964, p.965.

Arrêtés des 1er et 3 Septembre 1964, portant nomination de Commissaires du Gouvernement auprès de :

- . l'Entreprise Mourguiart François - Rectification - Mécanique
- . la Cie algérienne de machinisme agricole - CORMA,

JORA 1964, p.1090.

- Arrêtés du 2 Septembre 1964, portant désignation de Commissaires du Gouvernement auprès de :
 - . la Clinique Durando
 - . la Clinique de Belfort
 - . la Clinique des Glycines
 JORA 1964, p.1016.

- Arrêtés des 2 et 8 Octobre 1964, portant nomination de Commissaires du Gouvernement auprès de :
 - . le Groupement professionnel d'importation de la chaussure (GIAC)
 - . le Groupement professionnel d'importation du bois (BOIMEX)
 - . le Groupement professionnel des laits (GAIRLAC)
 - . l'Union pharmaceutique de Constantine
 - . la Clinique Jarsaillon, dite Sainte Anne à Oran
 - . Les Ets La Galiléenne
 - . le Comptoir pharmaceutique d'Alger
 JORA 1964, p.1119.

- Décision du 7 Octobre 1964, portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . la Société Clinique de rééducation chirurgicale de Tixeraine
 JORA 1964, p.1137.

- Arrêté du 14 Octobre 1964, portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . l'Entreprise SPIGAL
 JORA 1964, p.1143.

- Arrêté du 19 Octobre 1964, portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . la Banque Populaire Arabe
 JORA 1964, p.1202.

- Arrêté du 17 Novembre 1964, portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . L'Imprimerie Piennot
 JORA 1964, p.1231.

- Arrêté du 17 Novembre 1964, fixant les attributions d'un Commissaire du Gouvernement

JORA 1964, p.1284.

- Arrêté du 19 Novembre 1964, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . l'Entreprise Ets BERNABE
 JORA 1964, p.1251.

- Arrêté du 12 Décembre 1964, mettant fin aux fonctions du Commissaire du Gouvernement de BOIMEX (Groupement professionnel d'importation du bois)

JORA 1964, p.1309

- Arrêté du 21 Décembre 1964, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès du groupement professionnel d'importation du bois (BOIMEX)
JORA 1964, p.1339.

Année 1965

- Arrêtés du 5 Janvier 1965, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . l'Entreprise "Travaux routiers d'Algérie et du Sahara" (TRALSA)
 - . Groupements professionnels d'achat de GITEXAL et GADIT
 JORA 1965, p.24.
- Arrêté du 12 Janvier 1965, mettant fin aux fonctions d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . la Clinique de Belfort
 JORA 1965, p.106.
- Arrêté du 12 Janvier 1965, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . la Clinique Belfort
 JORA 1965, p.106.
- Arrêté du 19 Janvier 1965, portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . l'Entreprise Huileries et Savonneries d'Oranie
 JORA 1965, p.122.
- Arrêté du 27 Janvier 1965, portant désignation et attribution d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . la Cie générale d'électricité
 JORA 1965, p.132.
- Arrêté du 30 Janvier 1965, portant prorogation de mandat du Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . l'Entreprise HETZEL
 JORA 1965, p.235.
- Arrêté du 1er Février 1965, portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement auprès des :
 - . Magasins Monoprix
 JORA 1965, p.176.
- Arrêté du 8 Février 1965, mettant fin aux fonctions d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . la Banque Populaire Arabe
 JORA 1965, p.186.
- Arrêté du 22 Février 1965, portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . l'Entreprise CRESPO à Annaba
 JORA 1965, p.222.

- Arrêté du 5 Mars 1965, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 . la Société LONGOMETAL-AFRIQUE
 JORA 1965, p.239.

- Arrêté du 19 Mars 1965, mettant fin aux fonctions du Commissaire du Gouvernement auprès de :
 . la Cie générale d'électricité
 JORA 1965, p.267.

- Arrêté du 19 Mars 1965, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 . la Cie générale d'électricité
 JORA 1965, p.267.

- Arrêté du 22 Mars 1965, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 . l'Entreprise Chollet, Nicol et Longobaidi
 JORA 1965, p.276.

- Arrêté du 5 Avril 1965, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 . la Société d'exploitation des sociétés minérales Ben Haroun
 JORA 1965, p.+37.

- Arrêté du 3 Avril 1965, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 . la Société industrielle de produits céramiques d'Afrique du Nord à Tizi-O
 JORA 1965, p.+27.

- Arrêté du 20 Avril 1965, portant prorogation du mandat du Commissaire du Gouvernement auprès de :
 . l'Entreprise MAZINI
 JORA 1965, p.565.

- Arrêté du 26 Avril 1965, portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 . la Société métallurgique d'El-Alia (SOMEL)
 JORA 1965, p.491.

- Arrêté du 10 Mai 1965, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès des :
 . Groupements professionnels d'importation des cuirs et peaux (GICP)
 JORA 1965, p.614.

- Arrêté du 15 Mai 1965, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 . la Société algérienne de constructions mécaniques et ferroviaires SNAF à Annaba

Arrêtés du 19 Mai 1965, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :

- . la Société générale d'entreprises-Algérie (SGEA)
- . Les Entreprises AMOS
- . Les Ets BENDAYAN

JORA 1965, p.570.

Arrêté du 2 Juin 1965, mettant fin aux fonctions d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :

- . l'Entreprise Chollet, Nicol et Longobaldi

JORA 1965, p.613.

Arrêté du 7 Juin 1965, portant nomination d'un agent-comptable au :

- . Groupements professionnels d'importation de cuirs et peaux (GICP)

JORA 1965, p.614.

Arrêté du 22 Juin 1965, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :

- . la Société générale algérienne d'équipements (SOGALE)

JORA 1965, p.666.

Arrêté du 7 Juillet 1965, prorogeant le mandat d'un Commissaire du Gouvernement auprès des :

- . Entreprises de la société anonyme des Barytes algériennes
- . Société des traitements de minerais algériens

JORA 1965, p.684.

Arrêtés du 12 Juillet 1965, mettant fin et nommant aux fonctions de Commissaire du Gouvernement auprès des :

- . Groupements professionnels d'achat de la chaussure et des laits

JORA 1965, p.726.

Arrêté du 19 Août 1965, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :

- . la Cie algérienne de diffusion automobile

JORA 1965, p.816.

Arrêté du 27 Août 1965, mettant fin aux fonctions des Commissaires du Gouvernement auprès de :

- . la Cie algérienne de diffusion automobile

JORA 1965, p.816.

Arrêté du 28 Octobre 1965, mettant fin aux fonctions de Commissaire du Gouvernement auprès des :

- . Groupement professionnel d'importation de la chaussure (GIAC)
- . Groupement professionnel des produits laitiers (GAIRLAC)

JORA 1965, p.950.

Arrêté du 28 Octobre 1965, mettant fin aux fonctions de Commissaire du Gouvernement auprès de :

- . Groupement professionnel d'importation des Cuirs et Peaux (GICP)

JORA 1965, p.950.

- Arrêté du 28 Octobre 1965, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès des :
 - . Groupement professionnel d'importation de la chaussure (GIAC)
 - . Groupement professionnel d'importation des Cuirs et Peaux (GICP)
 JORA 1965, p.950
- Arrêté du 28 Octobre 1965, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès du :
 - . Groupement professionnel des produits laitiers (GAIRLAC)
 JORA 1965, p.950.
- Arrêté du 5 Novembre 1965, portant prorogation du mandat du Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . l'Entreprise MAZINI
 JORA 1965, p. 1062.

Année 1967

- Arrêté du 9 Août 1967, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . la Cie algérienne de diffusion automobile
 JORA 1967, p.883.

Année 1968

- Décision du 18 Mars 1968, désignant un gestionnaire des sociétés :
 - . Société métallurgique d'El Alia (SOMEL)
 - . Société oranaise de constructions métalliques (SOC)
 - . Société générale d'Entreprises-Algérie (SGEA)
 JORA 1968, p.277.

Année 1970

- Arrêté du 25 Mai 1970, portant nomination du Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . l'Agence Hachette en Algérie
 JORA 1970, p.782.
- Arrêté du 28 Septembre 1970, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès du :
 - . Centre d'expansion permanent Algérie-Maghreb
 JORA 1970, p.1009.

Année 1971

- Arrêté du 13 Mars 1971, portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement auprès des :
 - . Etablissements J. VINSON en Algérie
 JORA 1971, p.290.

- Arrêtés des 17 Mars et 23 Avril 1971, portant nomination de Commissaires du Gouvernement auprès des :
- . l'Association de médecine du travail du bâtiment et des travaux publics de la région d'Oran
 - . l'Association de médecine du travail du bâtiment et des travaux publics de la région d'Annaba
 - . Groupement des associations régionales de médecine du travail du bâtiment et des travaux publics de l'Algérois
 - . l'Association de médecine du travail du bâtiment (METRAB) et des travaux publics (de l'Algérois (METRABAL)
 - . Service médical du travail des entreprises des travaux publics pour l'Algérie et le Sahara (SEMPAS)
 - . l'Association de médecine du travail pour l'Algérois
 - . Service médical du travail inter-entreprises du Constantinois (SMETIC)
 - . l'Association interprofessionnelle de médecine du travail du port de Skikda (SERMETRAP)
 - . l'Association de médecine du travail du bâtiment de la région de Constanti.
 - . l'Association inter-entreprises de la Banque et des Assurances pour la médecine du travail
- JORA 1971, p.983.

- Arrêté interministériel du 15 Avril 1971, portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
- . la Société CARAL-RENAULT-ALGERIE
- JORA 1971, p.400.

- Arrêté du 26 Mai 1971, portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
- . la Clinique Sainte Anne
- JORA 1971, p.783.

Année 1972

- Arrêté du 4 Avril 1972, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès des :
- . Services inter-entreprises de médecine du travail de l'Algérois
- JORA 1972, p.707.
- Arrêté du 4 Avril 1972, portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement auprès des :
- . Société civile immobilière algéroise (SIAL)
 - . Société immobilière bônoise (SIB)
- JORA 1972, p.707.
- Arrêté interministériel du 14 Avril 1972, portant prorogation du mandat du Commissaire du Gouvernement auprès de :
- . la Société CARAL-RENAULT-ALGERIE
- JORA 1972, p.906.
- Arrêté du 22 Mai 1972, portant désignation du Commissaire du Gouvernement auprès de :
- . la Société Entreprises SOCOLON
- JORA 1972, p.612.

- Arrêtés du 7 Août 1972, mettant fin aux fonctions des Commissaires du Gouvernement de :
 - . la Clinique Sainte Anne
 - . la Clinique Sainte Claire Deville
 JORA 1972, p.1153.
- Arrêtés du 7 Août 1972, portant désignation de Commissaires du Gouvernement auprès de :
 - . la Clinique Sainte Anne
 - . la Clinique Sainte Claire Deville
 JORA 1972, p.1153.

Année 1974

- Arrêté du 30 Mai 1974, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . la Clinique du Champ de Mars à Annaba
 JORA 1974, p.601.

Année 1975

- Arrêté du 8 Novembre 1975, portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement auprès de :
 - . la Clinique Sainte Anne
 - . la Clinique Sainte Claire Deville
 JORA 1976, p.123.

ANNEXE IV - BIBLIOGRAPHIE

I - O U V R A G E SA - MANUELS ET TRAITES

CAMERLYNCK G.H.
& LYON-CAEN G.

Droit du travail.
Précis Dalloz, Paris 1975.

FARJAT G.

Droit économique.
Collection Thémis Droit, PUF Paris 1971.

LAUBADERE A. de

Traité élémentaire de droit administratif.
LGDJ, Paris 1966. (3 tomes).

Droit public économique.
Précis Dalloz, Paris 1974.

MALEZIEUX R.

Droit rural.
Collection Thémis Droit, PUF Paris 1973.

B - O U V R A G E S ET THESESI) Ouvrages généraux

Collectif

Traité marxiste d'économie politique
- le capitalisme monopoliste d'Etat.
Editions Sociales, Paris 1971.

AMIN S.

Le développement inégal. Essai sur les
formations sociales du capitalisme
périphérique"
Editions de Minuit, Paris 1974.

ARNAUD A.J.

Essai d'analyse structurale du Code Civil
français. La règle du jeu dans la paix
bourgeoise.
LGDJ, Paris 1973.

- BETTELHEIM Ch. La transition vers l'économie socialiste.
Maspéro Paris 1968
- Calcul économique et formes de propriété.
Maspéro, Paris 1970
- Planification et croissance accélérée.
Petite Collection Maspéro, Paris 1971.
- Les luttes de classes en URSS-Première période 1917
Seuil - Maspéro, Paris 1974. 1923
- BOURDIEU P. Le métier de sociologue.
CHAMBOREDON J.C. Mouton, Bordas, Paris 1968.
PASSERON J.C.
- CARBONNIER J. Flexible droit. Textes pour une sociologie du
droit sans rigueur.
LGDJ, 3ème édition, Paris 1976.
- CHENOT B. Organisation économique de l'Etat.
Dalloz, 2ème édition, Paris 1965.
- CONSTANS L. Le dualisme de la notion de personne morale
administrative en droit français.
Dalloz, Paris 1966.
- DELION A.G. Le statut des entreprises publiques.
Berger-Levrault, Paris 1963.
- DEMICHIEL A. Le contrôle de l'Etat sur les organismes privés.
LGDJ, Paris 1960.
- DESPAX M. L'entreprise et le droit.
LGDJ, Paris 1957.
- GUTELMAN M. Réforme et mystification agraires en Amérique -
le cas du Mexique.
Maspéro, Paris 1971.
- Structures et réformes agraires - instruments pour
l'analyse.
Petite Collection Maspéro, Paris 1974.
- HUSSEIN M. La lutte des classes en Egypte 1945-1970.
Maspéro, 2ème édition mise à jour, Paris 1971.

- JACQUEMIN A.
& SCHRANZ G. Le droit économique.
PUF, Collection Que Sais-je ? Paris 1970.
- JAQUIGNON L.- Le régime des biens des établissements
nationaux.
Thèse de Doctorat, Faculté de droit
d'Alger, 1954 (2 tomes).
- LENINE V. Oeuvres complètes.
Editions Sociales, Paris, Editions du
Progrès, Moscou 1970.
- LESCUYER G. Le contrôle de l'Etat sur les entreprises
nationalisées
LGDJ, Paris 1962.
- LEVY-BRUHL H. Sociologie du droit.
PUF, Collection Que Sais-je ? Paris 1971.
- MARX K. Le Capital.
Editions Sociales, Paris.
- MAZEAUD H. L. & J. Leçons de droit civil.
Editions Montchrestien, Paris 1962.
- PAILLUSSEAU J. La société anonyme : technique d'organisa-
tion de l'entreprise.
Sirey, Paris 1967.
- PASUKANIS E.B. La théorie générale du droit et le
marxisme.
EDI, Paris 1970.
- PEQUIGNOT G. Théorie générale du contrat administratif.
Pedone, Paris 1945.
- POULANTZAS N. Pouvoir politique et classes sociales.
Petite Collection Maspéro, Paris 1971,
(2 tomes).

Les classes sociales dans le capitalisme
d'aujourd'hui.
Seuil, Paris 1974.

- KOULYTCHIZKY S. L'autogestion, l'homme et l'Etat
- l'expérience algérienne.
Ecole Pratique des Hautes Etudes et Mouton,
Paris 1974
- LACHERAF M. L'Algérie : Nation et Société.
Maspéro, Cahiers libres, Paris 1965
- LAKS M. Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algé-
(1962-1965).
EDI, Paris 1970
- LARABI M. Opinions sur l'économie algérienne.
(Recueil d'articles).
SNED, Alger 1973
- LAZAREV G. Autogestion agricole en Algérie.
Etudes Tiers-Monde. Institutions et développement
agricole au Maghreb.
PUF, Paris 1965.
- MAHSAS A. L'autogestion en Algérie. Données politiques de
ses premières étapes et de son application.
Anthropos Paris 1975.
- MAMMERI K. Orientations politiques de l'Algérie.
SNED, Alger 1973.
- REMILI A. Les institutions administratives algériennes.
SNED, 2ème édition, Alger 1973.
- ROUSSET P. Emigration, paupérisation et développement d'un
capitalisme d'Etat en Algérie.
Editions Contradictions, Bruxelles 1975.
- TERKI N. Les sociétés étrangères en Algérie.
OPU, Alger 1976.
- TIDAFI T. L'agriculture algérienne et ses perspectives de
développement.
Maspéro, Paris 1969
- WEISS F. Doctrine et action syndicale en Algérie.
Imprimerie de l'Est, Besançon 1970.

C - TRAVAUX UNIVERSITAIRES

- | | |
|----------------|---|
| ALDOUD M. | Le domaine privé immobilier de l'Etat.
Mémoire pour le DES de droit public,
Faculté de droit d'Alger, 1970. |
| AIT AMARA H. | Conditions de la participation dans les
exploitations agricoles d'autogestion en
Algérie.
Thèse pour le Doctorat de 3ème cycle,
Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris 197
(2 tomes). |
| AIT KACI D. | Le contrôle du Ministère de l'industrie
et de l'énergie sur les sociétés nationales
relevant de sa compétence.
Mémoire pour le DES de droit public,
Institut des sciences juridiques, Alger 197 |
| AUTIN J.L. | Le régime juridique des biens autogérés
dans l'agriculture algérienne.
Mémoire pour le DES de droit public,
Faculté de droit d'Alger, 1970. |
| BEDRANI S. | Les élections communales dans la daïra
d'Aflou.
Mémoire pour le DES de sciences politiques,
Faculté de droit d'Alger, 1973. |
| BENAKEZOUH C. | L'administration territoriale déconcentrée
en Algérie.
Mémoire pour le DES de droit public,
Institut des sciences juridiques,
Alger 1974. |
| BENBELKACEM F. | Les structures organiques de la planificati
algérienne.
Mémoire pour le DES de droit public,
Faculté de droit d'Alger, 1973. |
| BENCHEIKH M. | Les instruments juridiques de la politique
pétrolière en Algérie.
Thèse de Doctorat, Faculté de droit
d'Alger, 1971. |
| BENCHENEB A. | Le contentieux des biens dévolus à l'Etat
par l'Ordonnance du 6 Mai 1966.
Mémoire pour le DES de droit public,
Institut des sciences juridiques,
Alger, 1975. |

- BRAHIMI M. La circulaire ou l'instruction comme source de droit en Algérie. Mémoire pour le DES de droit public, Institut des sciences juridiques d'Alger, 1975.
- CHACUI-BOUDGHENE F. La coopérative agricole de production de la révolution agraire (CAPRA) : une nouvelle structure socio-économique en Algérie. Mémoire pour le DES de droit public, Institut des sciences juridiques, Alger 1975.
- CHAULET C. La Mitidja autogérée. Thèse polycopiée, publication conjointe de l'INRA et du CNRESR, Alger 1970 (3 tomes).
- HARTANI A.K. Les moyens administratifs de l'aménagement du territoire en Algérie. Mémoire pour le DES de droit public, Faculté de droit d'Alger, 1973.
- KARA-MOSTEPHA A. Les principes généraux du droit en Algérie à travers la notion de participation. Mémoire pour le DES de droit public, Institut des sciences juridiques, Alger 1975.
- KARA-MOSTEPHA M. Le statut des investissements privés en Algérie. Mémoire pour le DES de droit public, Faculté de droit d'Alger, 1970.
- LARABA L. L'autonomie de l'entreprise publique. Un exemple: la SONATIBA. Mémoire pour le DES de droit public, Institut des sciences juridiques, Alger 1975.
- LAROQUE M. Le pouvoir de tutelle du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire. Mémoire pour le DES de droit public, Faculté de droit d'Alger, 1970.
- MAHIOU A. Les institutions administratives algériennes. Cours polycopié, Institut des sciences juridiques d'Alger, 1975-1976.

- MIAILLE M. Les services publics en Algérie.
Cours photocopié, Faculté de droit d'Alger,
1972-1973.
- RAHMANI A. Le contrôle de l'Etat sur les unités
agricoles autogérées et les coopératives
de la révolution agraire.
Mémoire pour le DES de droit public,
Faculté de droit d'Alger, 1974.
- SAADI R.N. Régime juridique et formes de propriété
dans la révolution agraire.
Mémoire pour le DES de droit public,
Faculté de droit d'Alger, 1973.

II - A R T I C L E S

A - ARTICLES GENERAUX

- BOURDIEU P. "Condition de classe et position de classe"
Archives Européennes de Sociologie 1966.
- BRAIBANT G. "L'arrêt"Syndicat général des Ingénieurs-
Conseils" et la théorie des principes
généraux du droit".
EDCE, 1962.
- CHAMPAUD C. "Contribution à la définition du droit
économique".
Dalloz 1967, Chronique XXIV.
- CHAPUS R. "De la soumission au droit des règlements
autonomes"
Dalloz 1960, Chronique XXII.
- "De la valeur juridique des principes
généraux et des autres règles jurispruden-
tielles du droit administratif"
Dalloz 1966, Chronique XX.
- DELMAS - MARSALET J. "Le contrôle juridictionnel des interven-
tions économiques de l'Etat"
EDCE 1969.
- DJORDJEVIC J. "Contribution à la propriété sociale"
Questions Actuelles du Socialisme,
Octobre 1966.

- EBRARD P. "Les avantages fiscaux sur agrément administratif"
Revue de Science Financière 1967.
- EISENMANN Ch. "L'Arrêt Monpeurt, légende et réalité"
Mélanges Mestre, 1965.
- "La théorie des bases constitutionnelles du droit administratif"
RDP 1972.
- FROMONT M. "Le contrôle de l'appréciation des faits économiques dans la jurisprudence administrative"
AJDA 1966.
- GAUDEMET P.M. "Le contrôle financier des entreprises publiques"
RDP 1972.
- GEORGEL J. "L'agrément administratif"
AJDA 1962.
- GUIBAL M. "La justification des atteintes à la liberté du commerce et de l'industrie. Réflexions sur l'état actuel de la jurisprudence administrative"
AJDA 1972.
- JACQUEMIN A. "Le droit économique, serviteur de l'économie"
Revue trimestrielle de droit commercial 197
- KOLACEK F. "Diverses conceptions de la propriété socialiste" in "La propriété socialiste", Recherches internationales à la lumière du marxisme, Editions de la Nouvelle Critique, Paris 1971.
- MAZEAUD L. "Défense du droit privé"
Dalloz 1946, Chronique V.
- OULIANOVSKI R. "La conception léniniste du développement non-capitaliste et le monde moderne"
Sciences Sociales, Académie des Sciences de l'URSS, Moscou 1971.
- RIVERO J. "Droit public, Droit privé. Conquête ou statut quo".
Dalloz 1947, Chronique XVIII.
- "Le Plan Monnet et le droit"
Dalloz 1947, Chronique XXXIII.

RIVERO J.

"Sur la réforme des entreprises
nationalisées" Dalloz 1948, Chr. XLIII.

"Action économique de l'Etat et évolution
administrative"
Revue économique, 1962.

"Les notions d'égalité et de discrimination
en droit public français"
Travaux de l'association Henri Capitant,
Dalloz, Paris 1965.

"Les principes fondamentaux reconnus par
les lois de la République : une nouvelle
catégorie constitutionnelle ?"
Dalloz 1972,

SABOURIN R.

"La nature juridique des SAFER"
Dalloz 1970.

SAINT-ALARY

"Eléments distinctifs de la société
coopérative"
Revue trimestrielle de droit commercial 195

SAVATIER R.

"L'ordre public économique"
Dalloz 1965, Chronique VI.

SERINI E.

"De Marx à Lénine, la catégorie de formatio.
économique et sociale"
Revue la Pensée, Octobre 1971.

TIMSIT G.

"Les contrats fiscaux"
Dalloz 1964.

VEDEL G.

"La technique des nationalisations"
Droit Social 1946.

"Les bases constitutionnelles du droit
administratif"
EDCE 1954.

B - ARTICLES CONCERNANT L'ALGERIE ET LE MAGHREB

- Périodiques utilisés :
- El Moudjahid (quotidien).
 - Révolution Africaine (hebdomadaire).
 - Terre et Progrès (mensuel) Revue du
Ministère de l'Agriculture et de la
Réforme Agraire.
 - Revue algérienne du travail (mensuel).
 - Journal Officiel de la République
Algérienne Démocratique et Populaire.

- Collectif : "Un Colloque : La voie de développement non-capitaliste"
Revue Internationale n°143, Paris 1970.
- ABDI N. "Perspectives d'évolution de la propriété privative des terres agricoles ou à vocation agricole en Algérie dans le cadre de la révolution agraire"
RASJ 1973.
- AIDOU D. M. "Le domaine privé immobilier de l'Etat"
Bulletin du Ministère des Finances, Septembre 1970.
- AIT AMARA H. "Quelques aspects de la restructuration agraire"
RASJ 1973.
- AKKACHE A. "Les aspects sociaux du développement"
Revue algérienne du travail, Février 1974.
- ALLEG H. "Où va l'Algérie de Boumediène ?"
France Nouvelle Octobre 1968.

"L'Algérie sept ans après, socialisme ou capitalisme ?"
Revue Economie et Politique, Décembre 1969.
- AUTIN J.L. "Quelques aspects socio-politiques de la révolution agraire"
RASJ 1973.
- AZZOUZ A. "Choix technologique et emploi"
Revue algérienne du travail, Février 1974.
- BELKACEM K. "Le Code des investissements privés en Algérie"
RJPIC 1972.
- BENACHENHOU A. "Forces sociales et accumulation du capital au Maghreb"
Annuaire de l'Afrique du Nord 1973.

"Dualisme rural ou accumulation primitive inachevée, essai d'une nouvelle problématique théorique"
RASJ 1973.

- BENACHENHOU A. "Réflexions sur la politique des revenus en Algérie"
RASJ 1975.
- BENCHEIKH M. "Le Conseil National Economique et Social"
RASJ 1975.
- BENDEDDOUCHE J. "Remarques sur l'entreprise privée algérienne"
RASJ 1973.
- BORELLA F. "La Constitution algérienne. Un régime constitutionnel de gouvernement par le Part
RASJ 1964.
- "Le droit public économique positif en Algérie"
RASJ 1966.
- "La commune en Algérie, le Code communal et les élections de 1967"
RJPIC 1968.
- BOUDERBALA N.
& PASCON P. "Le droit et le fait dans la société composite. Essai d'introduction au système juridique marocain"
Bulletin économique et social du Maroc, n°XXXII, Avril-Juin 1970.
- BOUZIDI A. "Réflexions autour de la notion de voie non-capitaliste de développement"
RASJ 1975.
- CAMAU M. "L'évolution du droit constitutionnel en Algérie depuis l'Indépendance"
Jahrbuch des öffentlichen Rechts der Gegenwart, 1973.
- DAVID C. "La liberté du commerce en Algérie"
RASJ 1972.
- "La Banque Nationale d'Algérie"
RASJ 1972.
- "Les coopératives agricoles de la révolution agraire"
RASJ 1973.

DESTANNE de BERNIS G.

"L'économie algérienne depuis l'Indépendance
Annuaire de l'Afrique du Nord 1969.

"Industries industrialisantes et contenu
d'une politique d'intégration régionale"
Economie appliquée, Tome 19, n°3-4.

"Le Plan quadriennal de l'Algérie"
Annuaire de l'Afrique du Nord 1970.

EDELMAN B.

"Note sur le fonctionnement de l'idéologie
juridique. Les élections des Algériens
aux institutions représentatives du
personnel"
RASJ 1971.

ETIENNE B.

"Les dispositions islamiques du droit
public maghrebin"
Revue de l'Occident musulman et de la
Méditerranée 1966.

GALLISSOT R.

"Les classes sociales en Algérie"
L'Homme et la Société 1969.

GAUD B.

"La participation ouvrière en Algérie"
RASJ 1967.

GUECHE N.

"La législation des biens vacants en
Algérie"
RASJ 1964.

HADJERES S.

"Du front de Libération au front de
l'édification"
Nouvelle revue internationale n° 1,
Paris 1975.

KOULYTCHIZKY S.

"Comment sont prises les décisions dans
l'autogestion algérienne"
RASJ 1969.

- LECA J. "Capitalisme d'Etat, socialisme et nationalisme en Algérie"
RASJ 1968
- "Parti et Etat en Algérie"
Annuaire de l'Afrique du Nord 1968
- "Administration locale et pouvoir politique en Algérie"
Annuaire de l'Afrique du Nord 1971
- LEUCATE C. "Algérie 1970. Développement national et luttes de classes"
Critique Socialiste n°3, Janvier-Février 1971
- "Révolution agraire en Algérie ?"
Critique de l'économie politique, Janvier-Mars 1971
- LUCAS P. "Révolution agraire en Algérie"
L'Homme et la Société, 1973
- MAHIOU A. "Les collectivités locales en Algérie"
Annuaire de l'Afrique du Nord, 1969
- "Le contentieux administratif en Algérie"
RASJ 1972
- MAHIOU A. "L'impact de la révolution agraire sur les institutions administratives algériennes"
& AUTIN J.L. RJPIC 1976. n° I.
- MIAILLE M. "Note sous Arrêt Etat c/sieur B et MAATEC, Cour suprême, Chambre administrative, 23 Janvier 1970"
RASJ 1971,
- "Contribution théorique à une réflexion sur l'entreprise socialiste algérienne"
RASJ 1972.
- "Réflexions sur une contribution théorique concernant l'entreprise socialiste algérienne. Réponse à quelques remarques"
RASJ 1974
- "Le contrôle de l'Etat sur les associations en Algérie"
RASJ 1975
- OLLIVIER M. "Révolution agraire et mobilisation des masses"
RASJ 1973

- POMEL B. "Contribution à l'étude du domaine de l'Etat et de son régime juridique : l'exemple des ex-biens vacants" RASJ 1972.
- PRENANT A. "La propriété foncière des citoyens dans les régions de Tlemcen et de Sidi Bel Abbès Annales algériennes de géographie, Janvier-Juin 1967.
- RAPTIS M. "Le dossier de l'autogestion en Algérie" Revue Autogestion, n°3, Paris 1967.
- ROULETTE C. "Situation de l'industrie algérienne" Economie et Politique Mai 1965.
- TIANO A. "L'expérience du secteur public de production au Maghreb depuis l'Indépendance RASJ 1968.
- VALLAT H. "Indépendance économique, équilibre et accession au développement" RASJ 1972.
- VERDIER J.M. "Les aspects juridiques de l'avant-projet de réforme agraire en Algérie" RASJ 1967.
- VLACHOS G.S. "Le régime juridique des entreprises publiques en Algérie" RASJ 1972.
- "Le droit public du développement : le modèle algérien" RJPIC 1973.
- WEISS F. "Les conflits du travail en Algérie dans le secteur privé non agricole" RASJ 1966.
- ZARTMAN W. "Les élections départementales algériennes du 25 Mai 1969" Annuaire de l'Afrique du Nord 1969.

III - D I V E R S

- Rapport du Comité interministériel des entreprises publiques, dit Rapport NORA - Documentation française, Paris Avril 1967.
- Rapport du Comité d'étude pour la réforme de l'entreprise, dit Rapport SUDREAU - Documentation française, Paris Février 1975.
- Programme Commun de Gouvernement du Parti Communiste et du Parti Socialiste. Editions Sociales, 1972.
- Brochure du Ministère de l'Orientation Nationale, "Le secteur socialiste industriel" Alger 1964.
- Charte d'Alger Editions de la Commission centrale d'orientation du FLN, Constantine 1964.
- Charte communale Editée par le Département Information et Orientation du Secrétariat Exécutif du FLN, Alger 1967.
- Projet de Programme présenté par la Fédération de France du FLN au CNRA, Session de Tripoli, Mai-Juin 1962 Imprimerie R. Boulanger, Paris 1962.
- Programme pour la réalisation de la Révolution démocratique et populaire adopté à Tripoli en Juin 1962 Imprimerie spéciale Al Chaab.
- Recueil de discours du Président Boumedienne Edité par le Ministère de l'Information et de la Culture, 3 tomes. Alger 1972.

S I G L E S

A. AFN	- Annuaire de l'Afrique du Nord
ANP	- Armée nationale populaire
APC	- Assemblée populaire communale
APCE	- Assemblée populaire communale élargie
CAPER	- Caisse d'accèsion à la propriété et à l'exploitation rurale
CAPRA	- Coopérative agricole de production de la réforme agraire
CNES	- Conseil national économique et social
CNGSE	- Commission nationale pour la gestion socialiste des entreprises
CNRA	- Commission nationale de la révolution agraire
CORA	- Coopérative de conditionnement
CORE	- Coopérative d'écoulement
FNRA	- Fonds national de la révolution agraire
JOEA	- Journal officiel de l'Etat algérien
JORA	- Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire
ONRA	- Office national de la réforme agraire
RASJ	- Revue algérienne des sciences juridiques
SAP	- Société agricole de prévoyance
SMAG	- Salaire minimum agricole garanti
SMIG	- Salaire minimum interprofessionnel garanti
SNED	- Société nationale d'édition et de diffusion
SNMG	- Salaire national minimum garanti
UGTA	- Union générale des travailleurs algériens

TABLE DES MATIERES

<u>INTRODUCTION GENERALE</u>	p. I
§ I - La formation du droit algérien	p. 2
A - Vers l'unification d'un système autonome de règles rationnelles - l'autonomisation formelle	p. 3
I - La tendance à l'unification des sources	p. 3
2 - La tendance au primat du critère organique	p. 8
B - Vers la constitution d'un système différencié de l'idéologie - L' autonomisation du contenu	p.12
I - L'idéologie religieuse	p.13
2 - L'idéologie politique	p.17
§ 2 - Le secteur économique du droit algérien	p.19
A - Les controverses sur la notion de droit économique	p.19
I - Le développement de la notion	p.19
2 - Conception étroite et conception large	p.22
B - Pour une conception large du droit économique algérien	p.24
I - Des raisons théoriques et pratiques	p.24
2 - La propriété : concept central de l'analyse	p.27
<u>DEUXIEME PARTIE : LA SPHERE DE LA PROPRIETE D'ETAT</u>	p.33
- Transformation réelle ou transformation formelle des rapports économiques	
<u>TROISIEME PARTIE I - L'ENTREPRISE AUTOGEREE</u>	p.39
<u>INTRODUCTION - Les aspects politiques et idéologiques de l'autogestion en Algérie</u>	p.40

<u>SOUS-TITRE I - LE STATUT JURIDIQUE D' UN PROJET IDEOLOGIQUE</u>	p.52
Chapitre I - <u>UNE VOLONTE DE RUPTURE AVEC LA LEGALITE CLASSIQUE</u>	p.53
Section I - L'extinction du rapport juridique de propriété	p.53
§ I - De la protection des droits du propriétaire	p.54
§ 2 - A leur évanouissement	p.56
Section 2 - Le modèle institutionnel de révolutionnarisation de l'entreprise	p.60
§ I - Un producteur intégré à l'entreprise : le travailleur permanent	p.61
§ 2 - Un agent collectif de la possession des entreprises : les travailleurs permanents	p.63
Chapitre II - <u>UN STATUT JURIDIQUE EN RUPTURE AVEC LA REALITE SOCIALE</u>	p.66
Section I - Les manifestations de la propriété économique de l'Etat	p.66
§ I - Les pouvoirs de conservation et de protection	p.66
§ 2 - Les pouvoirs de maîtrise	p.68
Section 2 - Autogestion et transition au socialisme	p.71
§ I - Les contradictions internes au statut de l'entreprise	p.71
§ 2 - Les contradictions internes au statut des travailleurs	p.76
§ 3 - La contradiction fondamentale : l'inadéquation du régime d'autogestion aux tâches de la phase de transition	p.78
<u>SOUS-TITRE II - LA REGRESSION DU PROJET ET LA DESINTEGRATION DU STATUT JURIDIQUE</u>	p.80
Chapitre I - <u>LA SURVIVANCE FORMELLE DU REGIME D'AUTOGESTION DANS L'AGRICULTURE</u>	p.81

Section I - L'échec de la gestion concentrée	p. 82
§ I - Un préalable classique: l'étatisation des moyens de production	p. 82
I - Les mesures d'achèvement de la décolonisation agraire	p. 84
2 - Les mesures de préparation de la réforme agraire	p. 86
§ 2 - L'instrument de la concentration : L'Office national de la réforme agraire	p. 88
I - La tutelle administrative	p. 89
2 - La tutelle économique	p. 90
§ 3 - Une conséquence logique : la séparation des travailleurs des moyens de production	p. 98
I - Le statut de l'entreprise en tant qu'unité de travail	p. 98
2 - Le statut des travailleurs en tant que salariés	p.100
Section 2 - Les aléas de la gestion déconcentrée	p.105
§ I - Le préalable nécessaire : un aménagement différent des pouvoirs de tutelle	p.107
I - L'éclatement de la tutelle économique	p.107
2 - L'affaiblissement de la tutelle administrative	p.113
§ 2 - Le cadre de la déconcentration : un nouveau modèle d'entreprise	p.116
I - Des formes moins démocratiques d'exercice du pouvoir	p.117
2 - Des modalités plus autonomes de répartition du produit	p.122
§ 3 - Des conséquences similaires : la séparation des travailleurs des moyens de production	p.124
I - Le statut de l'entreprise en tant qu'unité étatique de production	p.125
2 - La consécration du salariat	p.132

Section 3 - Les illusions de la gestion décentralisée	p.I38
§ I - Un préalable logique : la restauration du statut juridique du producteur gestionnaire	p.I39
I - La suppression du directeur	p.I39
2 - La suppression de la forme salariale de rémunération	p.I41
§ 2 - Un obstacle évident : la permanence de la propriété d'Etat	p.I43
I - Un même pouvoir de propriété	p.I43
2 - Un nouveau centre d'exercice au niveau communal	p.I45
§ 3 - Des conséquences équivoques : fin du salariat ou fin de l'autogestion ?	p.I46
I - La déformation corporative du statut de l'entreprise	p.I47
2 - Les travailleurs, maîtres ou victimes du produit de leur travail ?	p.I48

Chapitre II - L'ELIMINATION TOTALE DU SYSTEME D'AUTOGESTION DANS LES SECTEURS D'ACTIVITE NON AGRICOLE

Section I - L'étatisation fonctionnelle	p.I59
§ I - Une tentative mort-née de centralisation absolue	p.I59
I - Le regroupement éphémère des services de tutelle	p.I60
2 - Le regroupement inachevé des entreprises autogérées	p.I62
§ 2 - Un étouffement définitif du projet autogestionnaire	p.I73
I - Des transformations analogues à l'autogestion agricole	p.I73
2 - Des déformations particulières au secteur autogéré non agricole	p.I76
Section 2 - L'étatisation organique	p.I84
§ I - L'homogénéisation des structures d'encadrement	p.I84
§ 2 - Les modalités juridiques d'intégration au secteur public	p.I87

TITRE II - L'ENTREPRISE COOPERATIVE

p.193

Introduction - Coopération et révolution agraire en Algérie

p.194

Titre I - LA REVELATION DU STATUT FONDATIF DE L'ENTREPRISE COOPERATIVE

p.201

Section I - L'échec de l'approche fondée sur la nature juridique des coopératives

p.201

§ I - La coopérative : société civile ?

p.202

§ 2 - Un contrôle étatique réduit ?

p.205

Section 2 - La prise en considération de la logique de constitution des coopératives

p.209

§ I - L'idéologie corporative

p.211

I - Les raisons de l'option coopérative

p.211

2 - Un modèle différent de l'entreprise autogérée

p.213

§ 2 - La réalité fondative

p.216

I - La propriété d'Etat

p.217

2 - L'opération de fondation

p.220

Titre II - LE CARACTERE HYBRIDE DU STATUT FONCTIONNEL DE L'ENTREPRISE COOPERATIVE

p.227

Section I - Le statut d'un entrepreneur collectif

p.228

§ I - Les facteurs favorables à l'autonomie de gestion des coopératives

p.229

I - La taille réduite des unités de production

p.230

2 - La liberté contractuelle

p.231

3 - L'organisation financière

p.234

§ 2 - Les moyens d'exercice d'une gestion démocratique

p.239

I - L'absence de représentation de l'Etat

p.240

2 - Une structure simplifiée de représentation des travailleurs

p.241

Section 2 - Les déformations liées à la propriété d'Etat	p.243
§ I - La volonté planificatrice	p.243
I - Le principe et les techniques	p.244
2 - Les sanctions	p.247
§ 2 - Les contraintes structurelles	p.249
§ 3 - Les pesanteurs sociologiques	p.251
<u>conclusion</u>	p.254
<u>TITRE III - L'ENTREPRISE SOCIALISTE</u>	p.256
Introduction - Entreprise publique et entreprise socialiste	p.257
Chapitre I - <u>LE MODELE INITIAL DE L'ENTREPRISE PUBLIQUE FRANCAISE</u>	p.266
Section I - La nature fondative de l'entreprise publique	p.266
§ I - La création de l'entreprise publique	p.267
I - L'aspect matériel	p.267
2 - L'aspect organique	p.269
§ 2 - Les manifestations de la nature fondative de l'entreprise publique	p.271
I - Le rattachement de l'entreprise publique à la collectivité fondatrice	p.271
2 - Le régime des biens de l'entreprise publique	p.274
Section 2 - L'autonomie de gestion de la direction générale	p.278
§ I - Un pouvoir sans partage interne	p.280
I - L'effacement des organes collégiaux à caractère délibératif ou consultatif	p.280
2 - L'insigne faiblesse de la participation ouvrière	p.285
§ 2 - Un contrôle étatique développé mais peu efficace	p.290
I - Une multiplicité de contrôles	p.292
2 - Sans direction économique	p.298
Chapitre II- <u>L'AMENAGEMENT DU MODELE PAR L'ORGANISATION SOCIALISTE DE L'ENTREPRISE</u>	p.302

	29.-
Section I - L'altération corporative de l'entreprise socialiste	p.305
§ I - L'introduction d'éléments corporatifs	p.305
I - La reconnaissance des intérêts collectifs des travailleurs	p.306
2 - Le monopole syndical de représentation des travailleurs	p.311
§ 2 - La dominance de la logique fondative	p.315
I - Quant à la création de l'entreprise socialiste	p.316
2 - Quant au statut constitutionnel des organes représentatifs des travailleurs	p.321
Section 2 - La réduction de l'autonomie de l'appareil dirigeant	p.325
§ I - Un pouvoir davantage partagé	p.327
I - La collégialité du Conseil de direction	p.328
2 - L'autorité du Directeur Général	p.332
§ 2 - Un pouvoir mieux contrôlé ?	p.334
I - Le contrôle politique des travailleurs	p.335
2 - Le contrôle économique et financier de l'Etat	p.341
<u>Conclusion</u>	p.352
<u>CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE</u>	p.353
<u>DEUXIEME PARTIE : LA SPHERE DE LA PROPRIETE PRIVEE</u>	p.354
- Dépérissement ou consolidation de la propriété privée des moyens de production	
<u>Chapitre I - LA DOCTRINE OFFICIELLE SUR LE CAPITALISME PRIVE EN ALGERIE</u>	p.357
Section I - L'abandon de la problématique libérale	p.358
§ I - Une critique de la forme juridique du principe libéral	p.360
I - Le principe de liberté économique en droit français	p.360
2 - Les obstacles formels à sa transposition en droit algérien	p.365
§ 2 - Une critique du contenu du principe libéral	p.373
I - Liberté économique et sous-développement	p.373
2 - Liberté économique et construction du socialisme	p.377

Section 2 - Une doctrine de rechange incertaine	p.382
§ 1 - Une incertitude relative aux qualités du capital privé	p.383
1 - Propriété privée exploiteuse et propriété privée non exploiteuse	p.383
2 - Capital national et capital étranger	p.387
§ 2 - Des incertitudes relatives à la substance du capital privé	p.394
1 - L'interdiction du capital privé dans l'agriculture	p.395
2 - Le cantonnement du capital privé dans les secteurs secondaire et tertiaire	p.397
Chapitre II - <u>LE STATUT JURIDIQUE DE L'ENTREPRISE PRIVEE</u>	p.405
Section I - Un régime d'existence empirique	p.406
§ 1 - Une naissance imparfaitement contrôlée	p.407
A - L'agrément des entreprises industrielles et touristiques	p.408
1 - De l'autorisation administrative préalable	p.409
2 - A une technique quasi contractuelle d'incitation	p.419
B - Le contrôle de la dimension des exploitations agricoles	p.421
1 - La fixation de superficies maximales	p.422
2 - La fixation de superficies minimales	p.425
C - L'absence de contrôle sur les entreprises commerciales	p.427
§ 2 - Une croissance constamment menacée	p.428
A - Un arsenal diversifié de techniques de contrôle	p.429
1 - Les techniques de contrôle excluant l'appropriation publique	p.429
2 - La nationalisation et ses modalités	p.432
B - Un usage pragmatique lié à l'évolution de la politique économique	p.435
1 - La désuétude des techniques de simple contrôle	p.436
2 - L'utilisation sélective de la nationalisation	p.438

Section 2 - Un régime de fonctionnement inadéquat p.441

§ 1 - L'échec de l'intégration économique p.442

A - Une volonté d'encadrement p.442

I - Des mesures classiques p.442

2 - Des contraintes indirectes p.449

B - Sans réelle planification p.450

I - Des moyens d'organisation sans planification p.451

2 - Le renoncement de l'Etat à la planification
du secteur privé p.454

§ 2 - La recherche de l'intégration sociale p.457

A - La légitimité de la fonction syndicale p.458

I - L'institutionnalisation de la section syndicale p.458

2 - Le monopole syndical de représentation des
travailleurs p.461

B - La légitimité de l'autorité patronale p.466

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE p.470

ROISIEME PARTIE : LA SPHERE DE COORDINATION DES RAPPORTS ECONOMIQUES p.471

- Une hypothèse explicative : le capitalisme d'Etat

Chapitre I - LES PROBLEMES THEORIQUES POSES PAR L'ANALYSE DE
L'ETAT ALGERIEN p.474

Section I - Un Etat socialiste ? p.475

§ 1 - Les fondements spécifiques du socialisme en Algérie p.475

A - L'option socialiste p.475

B - La spécificité du socialisme p.478

I - Le rejet des modèles p.478

2 - La confrontation des expériences p.480

3 - La voie algérienne p.482

	22.
§ 2 - Les moyens institutionnels de réalisation	p.486
I - La construction prioritaire de l'appareil d'Etat	p.487
2 - La constitution nécessaire d'un Parti socialiste	p.490
Section 2 - Un Etat dominé par la petite bourgeoisie ?	p.495
§ I - La structure sociale de l'Algérie indépendante	p.496
I - La formation de classes dans l'Algérie coloniale	p.496
2 - La structure des rapports sociaux	p.500
§ 2 - Les instruments d'analyse de la structure sociale de l'Algérie contemporaine	p.503
A - La voie de développement non-capitaliste	p.504
I - La notion et son application au cas algérien	p.504
2 - Les insuffisances de la notion	p.509
B - Le capitalisme d'Etat	p.511
I - La notion de capitalisme d'Etat	p.511
2 - Eléments pour l'analyse du capitalisme d'Etat en Algérie	p.514
Chapitre II - <u>L'HYPOTHESE DU CAPITALISME D'ETAT</u>	p.518
Section I - La formation de l'administration économique et la tendance à l'autonomisation de la petite bourgeoisie	p.519
§ I - Un pouvoir économique sans partage	p.520
A - Les modalités de recrutement des agents de l'administration économique	p.521
I - La nomination des agents de l'administration d'Etat	p.521
2 - L'élection des agents de l'administration locale	p.524
B - Les modalités d'aménagement des structures administratives	p.527
I - La timide adaptation de l'administration traditionnelle	p.527
2 - La limitation de la représentation des intérêts	p.534

	93.-
§ 2 - Un pouvoir économique sans contrôle	p.538
I - L'inefficacité du contrôle juridictionnel	p.538
2 - L'inexistence du contrôle politique	p.539
Section 2 - Le modèle de développement et la tendance à la consolidation de la bourgeoisie d'Etat	p.542
§ I - L'aménagement des rapports avec le système capitaliste mondial	p.542
I - Une nouvelle définition des rapports	p.543
2 - Une intégration renforcée	p.544
§ 2 - Ses conséquences sur les rapports économiques	p.547
§ 3 - La place du capitalisme privé	p.550
Section 3 - Le passage d'une idéologie populiste à une idéologie technocratique et la tendance à la cohérence de classe	p.555
§ I - D'une idéologie populiste	p.555
§ 2 - A une idéologie technocratique	p.559
<u>CONCLUSION GENERALE</u>	p.563
<u>A N N E X E S</u>	
NNEXE I- Les modalités de l'appropriation publique :	p.I.-
- Les nationalisations	
- Le transfert des biens nationalisés	
- L'indemnisation des biens nationalisés	
NNEXE II- Les entreprises publiques à caractère économique	p.18.-
NNEXE III- Le régime des entreprises privées :	p.47.-
- Les deux Codes des investissements	
- L'agrément des entreprises privées au titre des deux Codes des investissements	
- Nomination de Commissaires du Gouvernement auprès des entreprises privées	
NNEXE IV- Bibliographie:	p.65.-
IGLES	p.82.-
TABLE DES MATIERES	p.83.-

Visa du PRÉSIDENT

Thèse Admise a la soutenance

P. Les Membres du Jury.

Le PRÉSIDENT

Visa du DOYEN

Vu et Approuvé,

Visa du PRÉSIDENT de l'Université

Autorisation de Soutenir et Permis
d'Imprimer.

Le PRÉSIDENT.

